ROYAUME DE BELGIQUE

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET DE L'ÉNERGIE

DIRECTION GÉNÉRALE DES ÉTUDES ET DE LA DOCUMENTATION

L'ÉCONOMIE BELGE EN 1962

BRUXELLES
IMPRIMERIE DES ANC. ÉTABL. AUG. PUVREZ, S. A.
59 AVENUE FONSNY

1963

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

L'activité économique de la Belgique s'est déployée, en 1962, dans un climat mondial moins favorable que l'année précédente et pourtant elle a progressé, en moyenne, au même rythme qu'en 1961.

L'offre, dans les pays industrialisés, est devenue relativement plus abondante ; la demande n'a plus dominé la plupart des marchés. Or, antérieurement, en pareilles circonstances, l'U.E.B.L. devançait la diminution des progrès de l'activité des pays voisins. Cette fois, elle a maintenu le même taux de croissance que l'année précédente ; c'est-à-dire qu'au sein de la Communauté, elle prend place entre, d'une part, la France et les Pays-Bas, où l'expansion a encore été plus rapide, de 1961 à 1962, que de 1960 à 1961, et, d'autre part, la République fédérale allemande et l'Italie, où elle a un peu ralenti.

Cette concurrence accrue, sur les marchés des pays occidentaux, a surgi à cause de l'effort exceptionnel d'équipement, déployé dans les années antérieures, et en dépit d'une demande plus forte des consommateurs privés. Elle a eu pour résultat l'amoindrissement des marges bénéficiaires des producteurs, la détérioration de leurs perspectives de ventes et, de ce fait, un ralentissement des investissements privés. Toutefois, la diminution des commandes, passées aux industries de biens d'équipement, a surtout été sensible dans les derniers mois de 1962, l'exécution des ordres antérieurs ayant assuré l'activité de ces entreprises, pendant presque toute l'année. Le plein emploi et, même, la pénurie de main-d'œuvre, ont encore prévalu dans la C.E.E. où l'augmentation de la production industrielle a été d'environ 6 %, contre 6,8 % en 1961, ce qui a entraîné des hausses sensibles de rémunérations, de la consommation privée et de l'épargne.

Plus encore que les achats de biens de consommation courante et de services, les dépenses d'équipement individuel, le logement et l'automobile, ont constitué le stimulant de la conjoncture. La construction immobilière a été un des secteurs les plus actifs, de même que l'industrie automobile, tant aux Etats-Unis qu'en Europe.

L'évolution des débouchés dans le Marché Commun a été, en définitive, assez favorable, bien qu'elle ne l'ait pas été dans les pays situés hors de la Communauté, notamment en Amérique du Nord, malgré la forte demande d'habitations et d'autos, et au Royaume-Uni. Dans les territoires anglo-saxons, à l'inverse de ce qui s'est passé au sein de la C.E.E., la déflation a menacé l'économie, ainsi que le chômage. Les Etats-Unis, après être sortis du creux conjoncturel du premier trimestre de 1961, ont connu une expansion très modérée en 1962. Les investissements intérieurs bruts privés, en forte hausse en 1961, à cause de l'accroissement des stocks, ont reculé, du quatrième trimestre 1961 au quatrième trimestre 1962. De plus, les autorités

américaines ont été animées par le souci de ne pas compromettre l'amélioration de la position compétitive du pays.

Le Royaume-Uni a connu un certain marasme économique ; des mesures stimulantes ont été prises par le Gouvernement, en automne, tout en évitant de susciter une hausse des importations, susceptible d'affecter les réserves de change. Comme les Etats-Unis, la Grande-Bretagne a voulu protéger son marché et exploiter les possibilités de concurrence, accrues pour elle par l'absence de pénurie de main-d'œuvre.

En définitive, en 1962, les deux puissances anglo-saxonnes sont parvenues à diminuer le déficit de leur balance de paiement. Il faut ajouter que les répercussions sur le marché des changes, de la crise du dollar canadien, de la baisse brutale de la Bourse de New-York et de la crise de Cuba ont pu être amorties, grâce à la coopération plus étroite entre les Instituts d'émission européens et américains et grâce au renforcement des moyens du Fonds monétaire international. Malgré ces chocs, la situation du dollar américain s'est, au total, améliorée en 1962.

Dans la zone dite de libre échange, il y a eu quelque ralentissement des progrès de l'activité économique, mais moins qu'aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne ; les ventes des exportateurs de la C.E.E. ont pu encore s'y développer, quoique plus lentement qu'en 1961.

Enfin, les pays en voie de développement n'ont pas encore touché le terme de la détérioration de leur pouvoir d'achat, bien que les prix des matières premières de base des contrées tropicales aient fort augmenté de 1961 à 1962. Cette hausse a été insuffisante, le gain supplémentaire apporté aux pays producteurs intéressés ayant été absorbé par l'augmentation des prix des produits manufacturés qu'ils ont importés. De plus, la politique de stockage des nations industrielles a été très prudente, en 1962, et a affaibli les courants d'importation de matières premières. L'amélioration de la balance des paiements courants, généralement constatée dans les pays en voie de développement, a été réalisée par des restrictions d'importations.

Dans cet état des marchés mondiaux, les échanges commerciaux intracommunautaires ont encore progressé en 1962, sensiblement plus vite que le commerce de la Communauté avec les pays tiers. On l'explique par la poursuite de l'intégration des économies groupées dans la C.E.E. et, aussi, par le maintien d'une conjoncture nettement plus favorable dans la Communauté que dans les pays tiers. Les progrès de ce commerce ont continué à peu près au même rythme qu'en 1961. Mais la composition des échanges a changé : tandis que les biens d'équipement prédominaient l'année précédente, les biens de consommation l'ont emporté en 1962. La balance commerciale de chacun des pays membres, envers l'ensemble de leurs partenaires de la C.E.E., dénote une certaine détérioration en République fédérale allemande et en France, un statu-quo aux Pays-Bas et en Italie, mais une amélioration pour l'Union économique belgo-luxembourgeoise.

La part des exportations de l'U.E.B.L. qui est allée à ses partenaires du Marché Commun, dans la valeur globale de ses ventes à l'étranger, est passée de 53 % en 1961 à 56 % en 1962 ; de plus, les exportations belgo-luxembourgeoises ont occupé une plus grande place dans le total des ventes des pays de la C.E.E. Elles ont encore dépassé, de 10 %, le niveau atteint en 1961 ; mais il reste que ce niveau a été influencé par les grèves du début de l'année ; toutefois le progrès de 1960 à 1961 n'était, il faut le rappeler, que de 4 %.

Compte tenu de l'incidence des grèves, et grâce au développement des exportations, la croissance de l'activité industrielle belge s'est maintenue au même niveau en 1962 et en 1961, alors que cette croissance a un peu faibli, d'une année à l'autre, dans l'ensemble de la C.E.E. Ce sont surtout des produits d'un haut degré de finissage, dont les ventes à l'étranger ont augmenté. La République fédérale allemande, où l'industrie n'a pu faire face à toute la demande, a absorbé une part fort accrue des exportations de l'U.E.B.L.

A la différence des années précédentes, l'augmentation de la valeur des importations, d'une année à l'autre, bien qu'ayant été un peu plus vive qu'en 1961, a été moindre que celle des exportations.

L'importance croissante des achats belges de machines et d'appareils, et la diminution plus tardive qu'en d'autres pays d'Europe occidentale, de la demande de biens d'équipement aux entreprises nationales de fabrication métallique, prouve que les investissements, dans l'industrie manufacturière, ont encore augmenté dans une forte proportion, en 1962 ; il s'agit d'un progrès de plus de 10 %, c'est-à-dire un peu plus grand qu'en 1961, alors que deux ans auparavant, selon les données de l'Institut National de Statistique, une poussée exceptionnelle de 40 %, par rapport à 1959, avait été observée. La diminution en 1962, du rythme des progrès de la formation intérieure brute de capital fixe, c'est-à-dire de l'ensemble des dépenses d'équipement du pays vient surtout de l'augmentation atténuée des dépenses d'équipement en logements. En revanche, les services des pouvoirs publics et de l'enseignement ont accéléré l'augmentation de leurs investissements, après un plafonnement de trois années.

D'après la comptabilité nationale établie par l'Institut National de Statistique, la consommation privée a un peu moins augmenté d'une année à l'autre, mais l'ensemble de la consommation a progressé plus vite, à cause de l'importante avance des dépenses publiques, en rémunérations et pensions, ainsi qu'en biens et services. Au total, et à prix courants, le produit national brut, lui-même en accroissement plus rapide en 1962 qu'en 1961, a été affecté, plus qu'en 1961, à la consommation qu'à la formation intérieure brute de capital.

La répartition du revenu national entre les facteurs de production, dénote le progrès important, plus que doublé de 1961 à 1962, par rapport à celui réalisé de 1960 à 1961, dans la rémunération des salariés ; les autres affectations ont moins augmenté.

Il faut déduire de cette évolution plus rapide des revenus que de la consommation privée, que l'accroissement d'épargne nette est surtout imputable aux particuliers. Il semble qu'outre la forte augmentation des dépôts d'épargne, les placements en valeurs mobilières aient été importants. L'abondance a continué à régner sur les marchés financiers.

A l'analyse de l'activité industrielle et commerciale, c'est le secteur du commerce, des banques, assurances et la construction, qui ont surtout fait progresser le produit national brut, à prix courants, en 1962. Les industries manufacturières ont, comme il a été dit plus haut, maintenu leur rythme de croissance et ceci grâce aux progrès plus rapides de l'industrie chimique et à une augmentation, encore marquée, quoique un peu moindre, de la production des deux importantes branches des fabrications métalliques et de la construction.

Valeur ajoutée brute aux prix du marché par branche d'activité

(en milliards de francs)

DÉSIGNATION	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
	Prix courants									
1. Agriculture, sylviculture et pêche	31,33	31,21	32,57	31,82	35,48	33,84	35,08	36,15	39,96	37,15
2. Industries extractives	17,60	16,86	17,81	18,55	21,16	18,23	14,29	14,03	13,58	13,57
3. Industries manufacturières	131,53	137,08	144,20	153,26	161,44	155,60	161,55	176,59	187,33	200,51
4. Construction	28,98	30,96	30,80	34,02	39,89	37,96	40,18	43,10	45,80	49,45
5. Electricité, gaz et eau	8,44	9,11	9,06	9,69	10,23	10,81	10,72	11,08	11,56	12,48
6. Transports et communications	30,30	30,79	33,72	37,02	38,01	38,68	40,90	44,06	46,10	47,35
7. Commerce	45,60	46,62	50,76	53,74	56,60	58,04	63,66	67,17	72,52	79,07
8. Banques et assurances	8,89	9,41	11,50	12,01	13,03	13,42	15,04	16,03	17,24	19,17
9. Immeubles d'habitation	30,83	34,65	35,65	36,28	36,99	37,45	37,95	38,39	38,90	39,35
10. Autres services	47,46	48,93	51,57	54,02	58,02	61,39	62,22	64,49	67,19	68,86
11. Pouvoirs publics	34,09	35,84	38,16	39,63	42,13	46,18	48,38	52,52	54,68	59,25
12. Correction pour investissements par moyens propres.	0,62	0,63	0,74	0,89	0,90	0,83	0,89	1,12	1,20	1,35
13. Contribution du reste du monde	3,80	4,10	5,40	7,70	8,00	7,60	4,90	6,80	6,40	5,30
14. Ajustement statistique	— 4,47	— 3,14	— 1,02	+ 1,52	— 2,22	+ 1,93	+ 0,11	+ 0,64	— 1,26	4,19
Produit national brut aux prix du marché	**415,02**	**433,04**	**460,93**	**490,15**	**519,67**	**521,95**	**535,88**	**572,16**	**601,19**	**637,17**
	Prix de 1953									
1. Agriculture, sylviculture et pêche	31,33	31,37	33,06	30,71	34,42	36,06	33,61	38,10	40,17	39,24
2. Industries extractives	17,60	16,97	18,25	18,36	17,85	14,90	12,62	12,96	12,62	12,69
3. Industries manufacturières	131,53	141,31	154,81	157,96	162,35	154,80	163,84	172,77	182,41	195,03
4. Construction	28,98	31,27	29,96	31,73	34,57	31,73	34,17	36,05	37,85	39,00
5. Electricité, gaz et eau	8,44	9,02	8,98	9,61	9,64	9,82	10,28	11,32	11,78	13,25
6. Transports et communications	30,30	30,99	33,72	36,31	37,10	37,36	38,15	40,55	40,83	41,67
7. Commerce	45,60	47,72	51,21	53,35	54,66	56,11	57,81	60,67	63,22	66,46
8. Banques et assurances	8,89	9,74	10,65	11,11	11,79	12,00	13,25	13,81	14,86	16,44
9. Immeubles d'habitation	30,83	31,57	32,25	32,61	33,08	33,19	33,07	33,57	33,82	34,03
10. Autres services	47,46	48,17	50,08	50,89	52,65	53,42	53,74	54,95	55,79	56,89
11. Pouvoirs publics	34,09	35,78	36,99	37,03	37,21	39,01	41,13	41,76	42,68	43,43
12. Correction pour investissements par moyens propres.	0,62	0,63	0,71	0,80	0,76	0,69	0,74	0,90	0,96	1,03
13. Contribution du reste du monde	3,80	2,80	3,40	3,80	4,50	3,80	1,50	1,90	1,00	0,70
14. Ajustement statistique	— 4,47	— 6,59	— 9,31	— 8,28	— 11,77	— 9,12	— 11,63	— 10,87	— 13,04	— 14,14
Produit national brut aux prix du marché	**415,02**	**430,75**	**454,78**	**465,98**	**478,81**	**473,79**	**482,29**	**508,44**	**524,96**	**545,71**

Source : Institut National de Statistique.

Répartition du produit national entre les facteurs de production

(en millards de francs — à prix courants)

DÉSIGNATION	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
1. Rémunérations des salariés	184,78	190,50	201,92	217,58	239,03	246,30	246,60	265,79	276,09	299,78
a) Salaires et traitements des travailleurs assujettis à la sécurité sociale proprement dite ou à certaines dispositions spéciales	*113,62*	*119,96*	*123,81*	*133,71*	*145,85*	*147,95*	*147,45*	*156,58*	*165,21*	*179,56*
b) Contribution des employeurs à la sécurité sociale	*16,34*	*16,90*	*18,52*	*20,27*	*23,26*	*23,94*	*23,59*	*26,18*	*28,89*	*31,79*
c) Rémunérations des travailleurs non assujettis à la sécurité sociale	*42,82*	*44,70*	*47,73*	*49,79*	*52,57*	*57,57*	*59,10*	*63,03*	*64,26*	*69,67*
d) Corrections diverses	*12,00*	*11,93*	*11,86*	*13,81*	*17,24*	*16,84*	*16,45*	*20,00*	*17,74*	*18,75*
2. Revenu des entrepreneurs individuels et des sociétés de personnes	101,71	105,28	108,58	111,50	115,29	113,55	116,45	121,91	127,91	128,69
a) Agriculture, horticulture et sylviculture	*19,90*	*19,51*	*20,24*	*19,46*	*22,80*	*21,12*	*22,21*	*22,94*	*26,56*	*23,55*
b) Professions libérales	*8,66*	*9,29*	*9,53*	*9,97*	*10,22*	*11,34*	*11,90*	*12,70*	*13,27*	*13,83*
c) Commerçants et artisans indépendants	*66,10*	*69,30*	*71,60*	*73,90*	*73,00*	*72,70*	*74,10*	*76,60*	*79,50*	*83,00*
d) Revenu des sociétés de personnes	*4,86*	*5,31*	*5,99*	*6,45*	*6,16*	*5,54*	*5,89*	*6,41*	*7,07*	*7,32*
e) Ajustement statistique	*2,19*	*1,87*	*1,22*	*1,71*	*3,11*	*2,85*	*2,35*	*3,26*	*1,50*	*0,99*
3. Revenus de la propriété échéant aux particuliers	48,90	53,57	56,87	59,69	61,88	62,14	62,83	66,39	69,58	72,48
a) Intérêts	*10,40*	*11,36*	*12,59*	*13,53*	*14,36*	*15,75*	*17,13*	*19,08*	*20,80*	*23,01*
b) Loyers	*29,36*	*32,88*	*33,49*	*33,70*	*34,11*	*34,12*	*34,34*	*34,15*	*34,16*	*34,00*
c) Dividendes, tantièmes, dons	*9,13*	*9,33*	*10,80*	*12,46*	*13,42*	*12,27*	*11,36*	*13,16*	*14,61*	*15,47*
4. Bénéfices non distribués des sociétés	6,76	9,52	12,35	13,33	10,24	7,17	10,59	11,42	13,90	13,94
5. Impôts directs des sociétés quelle qu'en soit leur forme juridique	7,33	6,87	6,74	8,26	8,66	7,79	7,56	9,23	8,93	8,97
6. Revenu de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat	3,41	4,00	4,01	4,16	5,08	4,20	4,45	5,27	5,00	5,27
7. Intérêt de la dette publique	— 8,75	— 9,20	— 10,13	— 10,98	— 11,68	— 11,75	— 12,52	— 14,49	— 16,71	— 16,84
Revenu national	**344,13**	**360,54**	**380,34**	**403,55**	**428,51**	**429,40**	**435,96**	**465,51**	**484,69**	**512,28**
8. Amortissements	33,57	35,77	38,49	42,34	43,49	44,22	46,21	47,97	49,96	53,21
9. Impôts indirects	40,71	41,71	46,20	50,78	54,18	55,21	60,11	65,19	73,19	79,48
10. Subsides	— 3,39	— 4,97	— 4,11	— 6,51	— 6,51	— 6,88	— 6,39	— 6,52	— 6,65	— 7,80
Produit national brut aux prix du marché	**415,02**	**433,04**	**460,93**	**490,15**	**519,67**	**521,95**	**535,88**	**572,16**	**601,19**	**637,17**

Source : Institut National de Statistique.

Affectation du produit national

(en milliards de francs)

DÉSIGNATION	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
	Prix courants									
1. Consommation privée	296,11	310,63	325,88	338,61	358,51	358,01	378,68	391,67	413,04	432,77
2. Consommation publique	51,26	51,91	51,19	53,50	55,93	61,02	64,31	69,50	71,44	79,54
3. Investissements bruts des entreprises	59,71	65,71	65,97	79,10	90,47	78,09	80,86	97,68	104,80	108,36
a) Matériel et bâtiments	*40,00*	*40,94*	*46,18*	*53,49*	*54,17*	*52,42*	*53,87*	*63,27*	*65,47*	*70,25*
b) Logements	*18,20*	*22,21*	*20,62*	*22,96*	*31,24*	*26,01*	*29,60*	*33,11*	*35,90*	*36,50*
c) Stocks	*1,76*	*2,96*	— *0,37*	*4,01*	*6,64*	*0,79*	— *1,21*	*3,71*	*4,20*	*3,27*
d) Ajustement statistique	— *0,31*	— *0,40*	— *0,46*	— *1,36*	— *1,58*	— *2,13*	— *1,47*	— *2,41*	— *0,77*	— *1,66*
4. Investissements bruts des pouvoirs publics	6,54	7,39	8,39	9,14	8,46	8,93	12,23	12,31	12,40	14,90
Total des dépenses intérieures	**413,62**	**435,64**	**451,43**	**480,35**	**513,37**	**505,05**	**536,08**	**571,16**	**601,68**	**635,57**
5. Exportations de biens et services	121,90	129,00	155,20	179,60	184,40	177,10	176,10	199,80	214,30	231,40
6. Importations de biens et services	— 120,50	— 131,60	— 145,70	— 169,80	— 178,10	— 160,20	— 176,30	— 198,80	— 214,80	— 229,80
Produit national brut aux prix du marché	**415,02**	**433,04**	**460,93**	**496,15**	**519,67**	**521,95**	**535,88**	**572,16**	**601,19**	**637,17**
	Prix de 1953									
1. Consommation privée	296,11	307,15	326,14	332,45	343,41	340,95	353,45	366,97	378,36	393,98
2. Consommation publique	51,26	51,95	49,62	49,96	49,47	52,44	55,45	56,88	57,62	61,07
3. Investissements bruts des entreprises	59,71	65,99	64,45	73,89	80,52	66,59	69,90	83,29	86,51	86,04
a) Matériel et bâtiments	*40,00*	*40,83*	*44,42*	*48,65*	*46,61*	*44,52*	*45,64*	*52,35*	*53,65*	*54,67*
b) Logements	*18,26*	*22,11*	*19,98*	*21,27*	*26,76*	*21,35*	*24,21*	*26,61*	*27,90*	*27,00*
c) Stocks	*1,76*	*3,00*	— *0,41*	*3,71*	*6,20*	*0,35*	— *0,76*	*3,66*	*3,91*	*3,19*
d) Ajustement statistique	— *0,31*	*0,05*	*0,46*	*0,26*	*0,95*	*0,37*	*0,81*	*0,67*	*1,05*	*1,18*
4. Investissements bruts des pouvoirs publics	6,54	7,35	8,07	8,38	7,11	7,20	9,79	9,70	9,47	10,72
Total des dépenses intérieures	**413,62**	**432,44**	**448,28**	**464,68**	**480,51**	**467,23**	**488,59**	**516,87**	**531,86**	**551,83**
5. Exportations de biens et services	121,90	135,20	156,60	171,60	172,10	175,20	182,20	202,30	217,70	237,80
6. Importations de biens et services	— 120,50	— 136,90	— 150,10	— 170,30	— 173,80	— 168,60	— 188,50	— 210,70	— 224,60	— 243,80
Produit national brut aux prix du marché	**415,02**	**430,75**	**454,78**	**465,98**	**478,81**	**473,79**	**482,29**	**508,44**	**524,96**	**545,71**

Source : Institut National de Statistique.

L'économie belge a encore bénéficié, en 1962, de l'absence de tensions et d'excès d'activité de certains secteurs industriels, comme il en était apparu dans les pays voisins. Ceci a permis à la production belge de répondre avec quelque aisance à une demande encore très pressante des pays voisins, de même qu'à celle, accrue, de la consommation intérieure.

L'expansion dont elle a fait preuve, a pu se maintenir au niveau de l'année précédente, tandis que les progrès économiques ont été, en moyenne, un peu moindre dans l'ensemble du Marché Commun, auquel l'Union économique belgo-luxembourgeoise est de plus en plus étroitement liée.

APERÇU PAR SECTEUR

Population

L'accroissement démographique a été plus important en 1962 que pendant l'année précédente ; ce mouvement est dû, non seulement à l'augmentation naturelle de la population, mais aussi au solde migratoire qui, négatif en 1961, a atteint près de 19 000 unités fin 1962.

Le nombre de décès accuse un niveau fort élevé et celui des naissances un moindre accroissement qu'en 1961 ; la conjugaison des deux tendances marque une évolution fort analogue à celle de 1960.

L'excédent des naissances sur les décès n'a atteint que 82,3 % du niveau de 1961 ; c'est, comme au cours des années précédentes, la région flamande qui a contribué pour la majeure partie, à cet accroissement.

Le solde migratoire, supérieur d'environ 20 % au niveau de l'année passée, intervient pour plus de 80 % dans l'augmentation de la population de l'arrondissement de Bruxelles. Il est positif dans les régions flamande et wallonne prises chacune dans leur ensemble. L'accroissement, dans la première partie du pays, est dû au solde positif élevé des provinces d'Anvers et de Limbourg, tandis que ce sont la province de Liège et l'arrondissement de Nivelles qui ont marqué l'augmentation la plus importante dans la seconde. Cette évolution est liée à la progression très nette du nombre de permis de travail accordés, en 1962, aux ressortissants des états étrangers.

L'accroissement total, obtenu par le cumul de l'accroissement naturel et du solde migratoire, a été de près de 10 ‰ pour l'arrondissement de Bruxelles, 8 ‰ pour la région flamande et 3 ‰ pour la région wallonne. Cette dernière a donc marqué un net progrès par rapport à l'année précédente au cours de laquelle l'augmentation avait été quasi nulle.

Pour le Royaume, l'accroissement est, par conséquent, nettement supérieur à celui de 1961 avec une progression de 6,71 ‰.

Emploi

En 1962, on a observé une augmentation de l'emploi dans plusieurs secteurs tandis que, dans les charbonnages, la diminution des effectifs, surtout pour le travail du fond, déjà observée l'année précédente, s'est encore aggravée. Les mesures restrictives, prises en 1961, sur le plan de l'immigration, ont été abrogées en juillet 1962. Les craintes de surabondance locale de main-d'œuvre sont apparues comme injustifiées, les travailleurs belges s'orientant, de préférence, vers d'autres secteurs atteints, eux aussi, par la pénurie de main-d'œuvre. Pour les travailleurs masculins, le manque d'ouvriers qualifiés relève surtout

de la construction, du bois, de la métallurgie et des mines, tandis que le travail féminin a été insuffisant dans le textile et le vêtement.

La situation de la construction, entravée par la pénurie de main-d'œuvre qualifiée, surtout de maçons, a entraîné des répercussions sur d'autres secteurs de l'économie. La possibilité de gains plus élevés, dans le secteur de la construction, a rendu plus difficile le recrutement de main-d'œuvre saisonnière pour la campagne betteravière.

Les branches d'activité de la sidérurgie et des métaux non-ferreux ont subi une contraction des effectifs occupés, en rapport avec une moindre prospérité qu'en 1961.

La chimie a, par contre, continué son expansion rapide et elle a recruté de la main-d'œuvre.

En définitive, l'élargissement des possibilités d'emploi a légèrement atténué les tensions du marché du travail, surtout au cours du second semestre de 1962 ; les offres d'emploi impossibles à satisfaire régionalement ont, à ce moment, marqué un léger arrêt sur l'année précédente.

Chômage

Le maintien de la conjoncture favorable en 1962, a provoqué un nouveau recul du chômage. La moyenne journalière du nombre de chômeurs s'établit, pour l'année, à un niveau inférieur à celui de 1957, précédent sommet conjoncturel. Le recensement annuel des demandeurs d'emploi, au 30 juin, fait apparaître une diminution du chômage complet de 17 % de 1961 à 1962 alors que de 1960 à 1961 elle a été de 29 %. Le ralentissement du rythme de résorption du chômage complet est dû à l'épuisement progressif des disponibilités réelles de main-d'œuvre.

Le nombre de chômeurs complets, aux aptitudes normales, a baissé de 38 % passant de 27 861 unités, au 30 juin 1961, à 17 153 au 30 juin 1962.

Les tensions apparues sur le marché du travail, en 1961, se sont accrues dans de nombreux secteurs d'activité.

Tout au long de l'année, le nombre d'offres d'emploi impossible à satisfaire régionalement par l'Office National de l'Emploi, est resté élevé.

Les difficultés, rencontrées par beaucoup d'entreprises pour satisfaire leurs besoins de main-d'œuvre, ont favorisé une réintégration plus importante que l'année précédente, de chômeurs complets aux aptitudes partielles et très réduites, dans le circuit de la production. Alors qu'en 1961, le chômage complet avait baissé, quasi exclusivement, grâce au réembauchage de chômeurs aux aptitudes normales, la comparaison des données relatives aux demandeurs d'emploi au 30 juin fait apparaître une diminution du nombre de chômeurs complets, aux aptitudes partielles et très réduites, de plus de 3 500 unités ou de 6 %. Ces travailleurs sans emploi représentaient, à cette date, 76 % du total des chômeurs complets.

Selon les premières estimations, le revenu de l'agriculture a augmenté en 1962. Les progrès sont dus surtout à la production végétale, à l'horticulture et, dans une moindre mesure, aux productions animales. Celles-ci accusent, d'une part, un accroissement de recettes d'environ 1 milliard de francs pour l'ensemble des productions de viande bovine et de lait et, d'autre part, une diminution des recettes d'environ 500 millions pour la production de viande porcine.

Les travaux de l'automne 1961 avaient été accomplis dans de bonnes conditions et ils avaient permis aux agriculteurs d'ensemencer de plus importantes superficies de froment d'hiver que l'année précédente. En conséquence, les semis de froment de printemps ont été moins importants.

Les superficies laissées à l'orge, production dont une part de plus en plus importante est consommée par la brasserie, ont encore augmenté.

Par contre, les cultures de seigle et d'avoine sont en régression. Le recul continuel de l'avoine est dû à la diminution du cheptel chevalin suscité par la motorisation accrue de l'agriculture.

Au sortir du long hiver 1961/62, l'état des cultures donnait de vives inquiétudes. Les semis de printemps ont, de plus, été effectués fort tard à cause des mauvaises conditions climatiques.

Dans l'ensemble, les rendements des céréales, favorisés par la sécheresse de la fin de l'hiver, ont été exceptionnels.

La récolte de froment, supérieure à celle de la campagne précédente, est estimée à environ 880 000 t. L'incorporation ne dépassant plus 60 % depuis le 1er janvier 1963, il faudrait exporter ou dénaturer, avec subsides, environ 200 000 t. Le soutien de la récolte 1962 coûtera à peu près 500 millions de francs au Fonds agricole.

La saison n'a, par contre, pas été favorable à la production de betteraves sucrières. Le manque de soleil a influencé le développement des racines qui, à quelques semaines de la récolte, avaient un poids et une teneur en sucre de loin inférieurs à la normale. L'amélioration du temps, à quelques semaines de la campagne betteravière, a permis de redresser, en partie, une situation qui s'annonçait très mauvaise. La diminution de poids à l'hectare a été d'environ 25 %, mais la richesse en sucre a été supérieure d'environ 10 %.

Toutefois, les moins bons rendements obtenus et la diminution des superficies ont entraîné une baisse de la production ; les quantités de sucre produites hors contingentement sont inférieures à celles des années précédentes. En revanche, les prix partiellement déterminés par les cours mondiaux du sucre, sont plus rémunérateurs qu'en 1961.

La production fourragère, en déficit important dans les régions herbagères, a fort souffert de la prolongation de l'hiver et du manque d'eau qui a suivi. Cette situation n'a pas manqué de se répercuter au second semestre, sur le marché de la viande bovine.

La soudure entre les récoltes de pommes de terre de 1961 et 1962 a été assez difficile et a entraîné, pendant quelques semaines, une importante hausse des prix. En définitive, la production de 1962 a été nettement plus importante ; la qualité est meilleure ainsi que la conservation.

La production laitière, bien que défavorisée par l'hiver et le mauvais état des pâturages, a continué de croître selon l'augmentation du cheptel. Par ailleurs, les prix des produits laitiers ont légèrement augmenté depuis le 1er octobre. Une plus grande diversification des produits dérivés du lait est favorisée par des subventions à la fabrication de fromage et des poudres de lait.

La position exportatrice de beurre, que la Belgique a acquise depuis quelques années et qu'aggrave la fraude à la frontière belgo-hollandaise, continue à grever lourdement le budget du Fonds agricole. Devant la difficulté des débouchés, une partie du surplus a été écoulée sur le marché intérieur, comme beurre fondu. Cette initiative, bien accueillie par les consommateurs et financièrement plus intéressante que l'exportation à des prix ridiculement bas, est limitée par la concurrence que pourrait faire, au beurre ordinaire, la vente de trop grandes quantités de beurre fondu.

En 1962, l'expansion de la production horticole a persisté, accentuant le glissement du secteur agricole vers l'horticulture. La pratique d'une culture plus intensive et plus commercialisée favorise la rentabilité de petites et moyennes exploitations.

La production de viande bovine a augmenté de 7,5 %. Jusqu'au mois d'août, les prix unitaires de toutes les catégories d'animaux sont restés très élevés et supérieurs aux prix de 1961. A partir d'août, ils se sont effondrés, particulièrement en ce qui concerne les qualités moyennes et inférieures. Par contre, pour les bonnes qualités, les prix n'ont que très peu baissé.

L'accroissement du cheptel bovin pose de sérieux problèmes. Il semble que la seule issue possible, pour la production, soit une augmentation plus importante de la demande finale intérieure. Le niveau très élevé des prix de détail est un frein considérable à l'extension de la consommation. La baisse des cours à la production, qu'entraîne l'extension de celle-ci, n'a qu'une influence réduite sur la demande finale. Tant que les fluctuations des cours influeront plus sur les marges bénéficiaires des intermédiaires que sur les prix demandés aux consommateurs, l'accroissement de la production suscitera des problèmes inextricables.

La situation des éleveurs de porcs est très dépendante des possibilités d'exportation. Celles-ci, peu importantes durant les deux premiers tiers de l'année, se sont améliorées au cours du dernier trimestre de 1962, et ont entraîné un redressement des prix. La production de viande porcine a augmenté de 10 %, mais le prix unitaire moyen, pour l'ensemble de l'année, a été inférieur d'environ 4 francs au kilo par rapport à 1961.

La réglementation communautaire sur les céréales, les œufs et la volaille, la viande porcine, les fruits et légumes et le secteur viti-vinicole, est entrée en application le 1er août. Pour le froment, la réglementation communautaire a substitué un mécanisme, basé sur le prix indicatif et les prélèvements, à la réglementation nationale fondée sur les prix de direction et l'incorporation obligatoire. Toutefois, afin d'assurer une transition sans heurts, cette dernière mesure a été maintenue jusqu'à la fin de l'année. Les dispositions communes ont facilité les exportations de viande porcine et un redressement continu des prix a été observé au dernier trimestre de l'année.

A cause des difficultés rencontrées par les exportateurs, les prix des œufs ont fluctué à des niveaux encore bas, pendant les premiers mois de l'année. Dès que l'incidence des mouvements spéculatifs qui avaient précédé l'entrée en vigueur des règlements communautaires, eut épuisé ses effets, les dispositions favorables de la demande extérieure ont contribué à un léger redressement des prix, mais ceux-ci ont été, pendant la majeure partie de l'année, très inférieurs au niveau de 1961.

Seul le secteur de la viticulture a mal supporté l'application des dispositions communes aux fruits et légumes, laquelle libère complètement les échanges pour les qualités « extra ». La chute des prix, causée par l'entrée massive de raisin étranger, a entraîné l'application des clauses de sauvegarde prévues pour préserver la viticulture belge.

Au total, durant les premiers mois de leur application, les nouveaux règlements n'ont pas justifié les appréhensions auparavant exprimées.

he maritime

La pêche maritime a été caractérisée, en 1962, par une augmentation de l'ordre de 3 % en quantités, et de 6,5 % en valeur.

Les apports de poissons de fond ont augmenté par rapport à l'année précédente, les prix moyens atteignant à peu près le même niveau qu'en 1961.

Les poissons pélagiques, de même d'ailleurs que les crustacés et les mollusques accusent une régression à la fois en quantité et en valeur. Cette dernière diminution a cependant été partiellement compensée par une augmentation assez sensible des prix moyens.

Industrie

L'indice de l'activité industrielle, calculé par l'I.N.S., a haussé de 5,5 % par rapport à 1961, il avait augmenté de 4 %, de 1960 à 1961. Pour les industries manufacturières, le taux de l'expansion a été de 6,1 %, contre 4,9 % en 1961 et 10,3 % en 1960. Pourtant, si l'on tient compte des grèves du début de 1961, les taux d'accroissement donnent, pour 1962, une image un peu trop favorable de l'évolution réelle. D'autre part, le manque de main-d'œuvre qualifiée a freiné l'augmentation de la production dans certains secteurs industriels, notamment dans l'industrie textile.

En Belgique, c'est au cours du second semestre 1962, c'est-à-dire avec quelques mois de retard par rapport à d'autres pays de l'Europe occidentale, que la demande de biens d'équipement, à l'industrie des fabrications métalliques, aussi bien que celle de logements, a fléchi. Cette évolution a cependant été compensée par une forte amélioration de la demande de biens de consommation de toutes natures, grâce à l'importante augmentation de la masse des salaires et des avantages sociaux, en Belgique et à l'étranger. C'est surtout la vente de produits textiles et de biens de consommation durables, qui a été considérable.

Comme en 1961, les stimulants principaux de l'activité économique ont été l'industrie des fabrications métalliques et l'industrie de la construction bien que, par suite de l'évolution de ces deux secteurs, esquissée ci-dessus, le taux de l'expansion y ait été plus faible que l'année précédente.

Les commandes de bâtiments à usage professionnel ont cependant atteint un nouveau record et compensé le fléchissement de la demande de logements. Les nombreux travaux publics, exécutés aussi bien en Belgique qu'à l'étranger, ont stimulé la production des carrières.

L'accroissement le plus considérable a cependant été enregistré dans l'industrie chimique où, pour l'ensemble de l'année, la production a augmenté de 16 %.

La vente de charbon a fort augmenté par suite du froid, au printemps et en automne. Le fléchissement de la production charbonnière a pu être arrêté, au cours du deuxième semestre, grâce, notamment, à la reprise du recrutement de travailleurs étrangers.

Un relèvement des droits d'entrée, sur le verre à vitre et sur les tapis de laine, est entré en vigueur aux Etats-Unis, le 18 juin. Aussi, d'importantes commandes américaines de verre à vitre ont encore été exécutées au cours du premier semestre. La hausse des prix, appliquée ensuite par les grands producteurs américains, a cependant réduit la répercussion défavorable de la mesure prise contre les exportations belges. Les ventes de tapis aux Etats-Unis, qui ont encore fort progressé au cours de la première moitié de 1962, ont, par contre, sensiblement fléchi dans la suite. Elles n'ont plus atteint que le tiers de la quantité exportée au cours des six derniers mois de 1961. Grâce à une augmentation, de plus de la moitié, de nos exportations vers les autres pays de la C.E.E., une crise a pu être évitée dans cette branche d'activité.

Energie et secteurs connexes

La consommation apparente d'énergie, exprimée en énergie primaire, aurait, d'après des évaluations provisoires, augmenté de 9 % en 1962, contre 2 % seulement, en 1961. La consommation directe et indirecte de charbon a été de 5,3 % plus élevée qu'un an plus tôt. Mais les livraisons de produits pétroliers ont augmenté, elles, de 19 % ; aussi, la part du charbon et de ses dérivés a de nouveau fléchi et n'a plus été que de 65,6 %.

Tandis que, depuis 1948, le taux moyen des progrès de la consommation d'énergie n'a atteint que 84 % de la hausse de l'indice de l'acti-

vité industrielle de l'I.N.S., en 1962, il a pris beaucoup plus d'importance par rapport à cet indice, qui n'a augmenté que de 5,5 %, d'une année à l'autre. Comme, en outre, l'activité des industries grosses consommatrices d'énergie : les mines, la sidérurgie, l'industrie des métaux non ferreux, celle de la terre cuite, les cimenteries, a évolué d'une façon moins favorable que la moyenne de l'ensemble de l'industrie, la cause de cette augmentation de la consommation d'énergie réside dans la température exceptionnellement froide des premiers et des derniers mois de cette année.

On peut en juger par l'évolution de la consommation domestique et celle des secteurs connexes. Exprimée en équivalent charbon, et compte non tenu de la consommation des produits pétroliers, pour laquelle la répartition entre les diverses catégories d'utilisateurs n'est pas encore connue, la consommation finale aurait augmenté de 13,4 % dans ce secteur. La progression de la consommation d'électricité et de gaz est frappante ; ces formes secondaires d'énergie sont utilisées comme sources de chaleur d'appoint. L'augmentation de la consommation d'huiles combustibles et de gaz en bonbonne a sans doute été encore beaucoup plus importante, les progrès des livraisons sur le marché intérieur, dont une grande part va aux petits utilisateurs, dont 33 % pour le gaz Diesel-oil et 15 % pour les gaz liquéfiés.

La consommation d'énergie du secteur des transports n'a que peu augmenté, au cours des dernières années. Aux chemins de fer, elle a même beaucoup décrû, depuis le passage de la traction vapeur à la traction Diesel ou électrique et depuis le remplacement de certaines lignes ferroviaires par des transports routiers. La consommation d'essence d'autos n'a progressé que de 4 %. Par contre, il a été fourni 15 % en plus de carburants d'aviation.

En sidérurgie, la consommation de cokes a augmenté à peu près comme la production de fonte. Cette industrie a cependant acheté 6,7 % de gaz en plus, ce qui dénote que la production de gaz de haut-fourneau suffit de moins en moins à ses besoins propres. La forte augmentation de la consommation d'électricité vient surtout des progrès de la mécanisation, la production d'acier électrique ayant diminué, au contraire de la production globale d'acier.

Dans les autres industries, la consommation de combustibles solides a de nouveau fléchi et a été compensée par celle d'électricité et d'huiles combustibles.

Cette analyse de la consommation finale d'énergie, montre l'importance croissante de l'électricité, du gaz et des produits pétroliers dans l'ensemble des besoins énergétiques. Bien que la consommation finale totale de charbon et d'agglomérés ait augmenté de 5,4 % et celle de coke de 3,7 %, celle de gaz a progressé de 7,3 %, celle d'électricité de 9,9 % et la vente intérieure globale de produits pétroliers, y compris ceux qui sont destinés à être transformés en d'autres formes d'énergie ou à un traitement chimique, calculée tonne pour tonne, a augmenté de 19 %. Il en résulte, notamment, qu'une part croissante du charbon

est transformée en électricité, les entreprises d'électricité et les centrales des charbonnages ayant, ensemble, consommé 16,3 % de charbon de plus qu'en 1961.

Si la consommation intérieure de toutes les formes d'énergie a fort augmenté, les exportations ont évolué de manières différentes ; exprimées en équivalent charbon, elles ont toutefois progressé de 7 %.

Les exportations de charbon et d'agglomérés avaient été contingentées, lors de l'isolement partiel du marché belge, à partir du 1er août 1961, vers les Pays-Bas, la France, la République fédérale allemande et le Grand-Duché de Luxembourg, en compensation des restrictions aux importations, tandis que, vers les autres pays, ces exportations étaient encouragées par des subsides. Au cours de la deuxième moitié de 1961 et du premier semestre de 1962, elles ont fort augmenté, ce que permettait l'existence de stocks importants sur le carreau des mines. Un vif fléchissement a suivi, par suite de la suppression des primes à l'exportation, le 1er août 1962, de la forte réduction des stocks et de l'augmentation de la consommation intérieure. Pour toute l'année, il a, à peu près, été exporté autant qu'en 1961 : il y a eu diminution pour le charbon même, mais augmentation pour les agglomérés. Les ventes de cokes à l'étranger ont fléchi très fort depuis la détérioration de la conjoncture de la sidérurgie dans toute l'Europe occidentale et de la liquidation des stocks importants, constitués en Allemagne. La vente à l'étranger de produits pétroliers, calculée tonne pour tonne, a de nouveau progressé, mais moins que lors des années antérieures. On a fourni 28 % d'électricité de plus à l'étranger, à la suite de l'hydraulicité défavorable, apparue au deuxième semestre, dans certaines régions d'Europe équipées de centrales hydro-électriques. Les importations ayant fléchi de 23 %, le solde d'exportation enregistré en 1961 a été doublé, alors que, jusqu'en 1960, un léger solde d'importation était, de coutume, enregistré.

A l'augmentation, de 8,7 %, de la demande intérieure et extérieure d'énergie, n'a pas correspondu un progrès de la production intérieure d'énergie primaire. La différence a donc dû provenir des importations et des stocks ; les stocks connus de combustibles solides ont diminué de 3,2 millions de tonnes, contre 2,5 millions en 1961.

La production charbonnière a fléchi de 1,5 %, en dépit du surplus accidentel de janvier, par rapport au mois correspondant de 1961. Les fermetures de mines ont cependant été peu importantes ; les puits fermés n'avaient produit, en 1957, qu'un demi-million de tonnes, tandis qu'en 1961, les fermetures avaient porté sur 2 millions de tonnes et sur plus de 2,5 millions de tonnes, dans chacune des deux années antérieures. La cause principale de la diminuation de la production a donc été le manque de main-d'œuvre. Le recrutement de travailleurs étrangers, qui avait été suspendu pour faciliter l'embauchage, dans les autres charbonnages, des mineurs mis au chômage à la suite des fermetures, a de nouveau été autorisé vers le milieu de l'année ; les départs étaient

si nombreux, même dans les exploitations viables, et surtout pour les travailleurs du fond, qu'ils mettaient en danger la rentabilité, voire l'existence des meilleurs charbonnages. Le nombre de travailleurs inscrits, qui s'élevait encore à 154 000 unités, au début de 1958, et était tombé à peu près à 90 000, à la fin de 1961, atteignait, fin septembre, le minimum de 84 900 unités. Une légère augmentation a suivi. Le nombre de postes par travailleur a aussi fléchi, en dépit d'une légère réduction de l'absentéisme dans le fond, la répercussion de la réduction de la semaine de travail, intervenue au 1er septembre 1961, s'étant pleinement fait sentir en 1962. La productivité a, par contre, augmenté de 5,9 %, pour l'ensemble fond et surface, et de 5,4 %, pour le fond seul.

Sauf pour le coke, il y a eu un accroissement considérable de la production d'énergie secondaire.

L'augmentation de la production de gaz de ville vient en grande partie des usines à gaz. Jusqu'en 1959, leur production avait fléchi, au profit de celle des cokeries, et elle n'atteignait plus qu'un niveau insignifiant, la distillation du charbon dans de petites unités, sans écoulement assuré du coke, étant peu rentable. Depuis lors, les besoins de gaz ont augmenté plus que la demande de coke, de sorte que les usines à gaz ont distribué, dans une mesure croissante, du gaz de raffinerie.

La production d'électricité a progressé beaucoup plus que la consommation, à cause du solde exportateur croissant, dû en grande partie aux centrales minières du Limbourg. En octobre, la première centrale atomique belge, BR 3, a été reliée au réseau ; il s'agit d'une petite centrale expérimentale, d'une puissance maxima de 11,5 MW seulement, qui a produit, au dernier trimestre, 3,4 GWh, quantité encore insignifiante par rapport à la production globale d'électricité de la Belgique. Une puissante centrale nucléaire industrielle franco-belge est actuellement en construction près de Givet.

La quantité de pétrole brut, mise en œuvre par les raffineries belges, n'a augmenté que de 7 %, soit beaucoup moins qu'en 1961. A la fin de l'année, ont été mises en marche de nouvelles installations, qui ont accru, de moitié, la capacité de production totale de la Belgique.

Les importations de combustibles solides et liquides ont fort augmenté. Le pays a importé 17 % de charbon et d'agglomérés de plus. Après avoir été augmentés au début de l'année, les contingents d'importation ont été supprimés pour le charbon domestique, à partir du 1er août, en provenance de la C.E.C.A., et, à partir du 1er septembre, pour les autres pays. La pénurie de charbon domestique de qualité, provoquée par le temps exceptionnellement froid au printemps et par l'insuffisance de la production nationale, a déterminé une forte augmentation des importations au cours des derniers mois de l'année. En 1962, déjà 18,7 % du charbon et des agglomérés fournis au marché belge ont été d'origine étrangère. Les importations de produits pétroliers raffinés calculées tonnes par tonnes ont augmenté de 42 %.

Ce vif progrès des importations et le recul des exportations ont provoqué, en 1962, la transformation du solde global d'exportation, enregistré jusque là chaque année depuis 1952 - exprimé en équivalent charbon et sans tenir compte des importations de pétrole brut - en un solde d'importation non négligeable. En valeur, le solde global d'importation d'énergie de l'U.E.B.L., pétrole brut compris, mais sans le gaz et l'électricité, a augmenté de 13,1 à 14,8 milliards de francs, tandis qu'un excédent a été enregistré pour l'ensemble du commerce extérieur.

Les prix intérieurs des charbons et de leurs dérivés ont augmenté en 1962. Les prix des charbons domestiques, de nombreuses catégories de charbons industriels et de cokes ont été augmentés, notamment pour compenser la hausse du coût de la main-d'œuvre. Temporairement, ces nouvelles charges salariales, qui découlent de l'accord paritaire de février et de l'adaptation des salaires conventionnels à la hausse de l'indice des prix de détail, n'ont cependant été mises qu'en partie à charge de l'industrie charbonnière. Un fonds temporaire, alimenté par un prélèvement sur la vente d'huiles combustibles et d'électricité, et un subside d'Etat spécial ont fourni le reste. Cette réglementation a remplacé le fonds temporaire d'assainissement de l'industrie charbonnière, alimenté de manière similaire, et qui a servi, du 1er août 1961 au 31 juillet 1962, à favoriser l'exportation au moyen de primes. Bien que ces exportations subsidiées aient été faites à des prix inférieurs aux barèmes des prix intérieurs, la valeur moyenne des charbons vendus, sans distinction de destination ou de catégorie, mais les agglomérés exclus, a augmenté de 717 à 754 F/t ; cette augmentation a surtout bénéficié aux mines anthraciteuses.

Les dépenses d'exploitation par tonne ont aussi augmenté, en dépit de l'amélioration de la productivité, de sorte que le solde déficitaire n'a que peu diminué. Les subsides directs, relevant de l'ancien système, ayant été diminués d'un montant plus élevé que celui des nouveaux subsides, la situation de l'industrie charbonnière belge s'est encore détériorée, au point de vue économique, et la perte globale, subsides indirects non compris, est passée de 11 à 20 F la tonne.

La hausse des prix des charbons a eu une répercussion sur les tarifs de l'électricité et du gaz de distribution.

On a, par contre, enregistré une légère baisse dans les prix-barème des huiles combustibles, mais, à la fin de l'année, la différence était en grande partie annulée.

Industrie manufacturière

La *production sidérurgique* a de nouveau dépassé le niveau de l'année antérieure, mouvement qui avait été interrompu en 1961 ; un nouveau record a été atteint. Mais il faut tenir compte de la perte provoquée par les grèves du début de 1961. En Belgique, l'augmentation a été de 5 % pour la fonte ; ce taux a été largement dépassé par l'Italie et les Pays-Bas. Au sein de la C.E.C.A., la production globale des six pays membres a toutefois fléchi de 2 %. La production d'acier brut a progressé de 4,7 %, taux qui n'a été dépassé, dans la Communauté,

que par les Pays-Bas, tandis que le résultat global des pays de la C.E.C.A. est inférieur de 0,7 % à celui de 1961.

Dans l'ensemble, cependant, l'indice de l'activité de la sidérurgie belge n'a dépassé qu'en janvier, en novembre et en décembre, celui du mois correspondant de 1961. La fabrication des produits finis, par contre, n'a été un peu inférieure qu'en juin 1962 ; pour toute l'année, elle a d'ailleurs fort augmenté, c'est-à-dire de 11,5 %.

Le nombre de hauts-fourneaux en activité a continué à diminuer en 1962. Il n'était plus, au dernier semestre, que de 44, contre 52 pour les six premiers mois de 1961.

Au cours de la période de mai à décembre 1962, la moyenne des expéditions mensuelles a dépassé celle des commandes reçues. Pour l'ensemble des pays de la C.E.C.A., le total des ordres a été un peu inférieur, de 1,1 %, au record de 1960, mais plus élevé qu'en 1961. Globalement, les pays de la Communauté ont reçu un peu moins de commandes de leur propre marché qu'en 1960, mais celles-ci ont représenté 65,7 % du total, contre 63,9 % en 1961.

Il faut noter qu'eu égard aux prix peu élevés à l'exportation vers les pays tiers, beaucoup de producteurs de la C.E.C.A., surtout de la République fédérale allemande, ont préféré concentrer leurs efforts de vente sur les marchés de la Communauté. De plus, les producteurs japonais et britanniques et certains pays de l'Europe orientale, pratiquant des prix très bas, ont exercé sur tous les marchés mondiaux, et aussi sur ceux de la C.E.C.A., une très vive concurrence.

A la fin de 1962, les ordres en carnets dans les entreprises de la C.E.C.A. totalisaient un tonnage de 11 % inférieur à celui d'un an plus tôt. En Belgique, la durée moyenne de l'activité assurée qui, à la fin de 1961, était encore de 2 à 3 mois, semble être descendue à 2 mois.

Le marché sidérurgique ayant été dominé par les acheteurs plutôt que par les vendeurs, l'expansion de la demande de produits sidérurgiques, en dépit d'une conjoncture générale favorable, est demeurée en retard sur l'expansion globale de la production industrielle. Cette tendance a encore été renforcée par l'amélioration continuelle des qualités de l'acier, qui a freiné l'augmentation de la consommation. Depuis 1960, les utilisateurs ont tendance à réduire systématiquement les stocks et à les laisser se former chez les producteurs, ce qui a entraîné la diminution des délais de livraison.

Par suite de la concurrence internationale aiguë, il est apparu très difficile de maintenir la politique de prix, qui prévalait dans la C.E.C.A. La forte stabilité des prix à l'intérieur de la C.E.C.A. a disparu à la fin de 1962 ; les prix de la plupart des produits y étaient de 5 à 10 dollars par tonne moins élevés qu'un an auparavant. Leur niveau dépassait cependant encore celui des prix à l'exportation vers les pays tiers, qui continuaient de s'effriter sous la pression des autres pays. Après que les sidérurgistes français et sarrois eurent introduit à Luxem-

bourg, au début du second semestre, de nouveaux tarifs pour certains produits, les prix belges sont devenus les plus bas sur le marché de la C.E.C.A. Les prix, à l'exportation vers les pays tiers, des ronds à béton, des aciers marchands, des profilés et du fil machine ont fléchi au cours de l'année 1962, respectivement de 13 %, 18 %, 16 % et 8 %. Les tôles moyennes et fines, qui avaient été assez fermes au cours des neuf premiers mois de 1962, ont baissé de prix, durant les derniers mois, jusqu'à un niveau encore jamais atteint.

Cette évolution est due à l'augmentation des moyens de production de produits sidérurgiques de toutes espèces, plus rapide que celle de la consommation. Ceci est notamment la conséquence du fléchissement des revenus des pays en voie de développement. Aussi, le pourcentage de la capacité de production d'acier brut inemployée, qui jusqu'ici était plutôt faible dans les pays de la C.E.C.A., a atteint en moyenne 12 %, contre 8 % en 1961 et 4 % en 1960.

Ces perspectives moins favorables de la sidérurgie européenne, liées au recul des marges bénéficiaires, ont, en 1962 déjà, fort influencé les projets d'investissement. A la suite, notamment, de l'avertissement de la Haute Autorité, montrant le danger d'un excédent de capacité de production dans certains secteurs, six entreprises de la C.E.C.A. ont décidé de surseoir provisoirement à leurs plans d'extension. C'est ainsi qu'il n'a été enregistré, pour toute l'année, que pour 571 millions de dollars de nouveaux investissements, contre 1 552 millions en 1961 et 1 195 millions en 1960. La conclusion d'accords a visé à améliorer la coopération entre les grands producteurs, pour assurer une utilisation meilleure des installations existantes et arrêter provisoirement tous nouveaux investissements. L'autorisation, accordée par la Haute Autorité de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, d'ériger près du canal de Gand à Terneuzen, un nouveau complexe sidérurgique, a constitué une importante exception. A son stade initial, ce complexe aura une capacité de production annuelle de 1,5 million de tonnes de produits plats et exigera 13 milliards de francs d'investissements. Il comprendra une installation complète pour la préparation de minerais, des quais pour recevoir les gros navires minéraliers, deux hauts-fourneaux de grande capacité, une aciérie avec trois convertisseurs de 125 t utilisant le procédé à l'oxygène, un laminoir continu, à chaud, à larges bandes et un laminoir tandem, à froid. Tous les stades de production d'une entreprise sidérurgique moderne complète seront donc réalisés, depuis la préparation de la matière première jusqu'à l'acier laminé final.

En 1962, après le recul de 1961 par rapport à l'année record de 1960, l'activité de l'*industrie des métaux non ferreux* a encore baissé de 3,2 %. Au cours de la période 1959-1961, un taux annuel d'expansion moyen de près de 11 % avait été atteint. L'effectif moyen des travailleurs et le nombre des heures de travail prestées ont diminué, respectivement, de 3,5 % et de 4,3 %. Ce recul a eu lieu au cours du premier semestre et a surtout touché la production des métaux bruts (— 7,2 %),

dont près des trois quarts de la production nationale sont exportés, alors que, pour les produits demi-finis, ce taux s'élève à environ 60 %.

Le cours du cuivre a accusé durant toute l'année 1962 une grande stabilité. La consommation mondiale ayant fléchi, sauf aux Etats-Unis, les principaux producteurs se sont mis d'accord pour réduire leur production. Néanmoins, grâce à l'activité record du dernier trimestre, la production belge de cuivre brut a presque égalé le niveau de 1961. Celle des produits demi-finis a cependant diminué de 10 %, vraisemblablement à cause de la grève, qui a ralenti pendant deux mois l'activité dans deux importantes usines de cuivre et de métaux rares d'Olen.

Le groupe d'étude international pour le plomb et le zinc, créé sous les auspices des Nations-Unies, n'a pu trouver de mesure capable d'empêcher les cours de ces matières premières de toucher le niveau le plus bas depuis 1946. L'approvisionnement en minerais de plomb et de zinc des entreprises belges et aussi des autres pays de la C.E.E. pose des problèmes de plus en plus graves. En ce qui concerne le minerai de zinc, les livraisons de la République du Congo ont même été temporairement interrompues. Les importants contingents tarifaires, octroyés par la C.E.E. à d'autres pays ont freiné les possibilités d'expansion de l'industrie belge. Certains producteurs de l'Europe orientale en ont profité pour accroître leurs exportations de plomb et de zinc dans les pays de la Communauté, d'autant plus que les droits d'entrée y étaient moins élevés qu'aux Etats-Unis et au Japon. Les importations globales de plomb brut de la Belgique, ont atteint un nouveau record ; la quantité importée a doublé par rapport à 1961. Elle s'est élevée à près de 36 000 tonnes, contre une moyenne d'environ 20 000 tonnes pour la période 1957-1960. Pour protéger leurs producteurs nationaux contre cette concurrence des pays de l'Est, certains gouvernements ont pris des mesures de protection. La production belge de plomb a souffert de l'importance des stocks mondiaux et est demeurée de 6,7 % inférieure à celle de 1961. Pour le zinc brut, la crise a été plus grave ; par rapport à 1961, qui avait presque égalé le record d'après-guerre, la diminution s'est élevée à 16 %. Il est frappant de constater que cette évolution défavorable n'a pas touché les produits demi-finis ; au contraire, de nouveaux records ont été atteints, aussi bien pour le plomb que pour le zinc. La vive activité de la construction en Europe occidentale y a certainement contribué.

Le cours élevé de l'étain a constitué un stimulant pour la production belge, qui a cependant été gênée par la situation au Congo. Ceci explique en partie pourquoi, dans ce secteur, les résultats de la précédente haute conjoncture n'ont plus été atteints.

L'extension des possibilités d'utilisation de l'aluminium explique l'expansion fondamentale, qui caractérise sa production. En dépit de la mise en activité de deux nouvelles unités de production, au début de 1962, le taux de progression n'a été que de 12,6 % ; pour les trois années antérieures, ce taux avait été de plus de 23 %.

La demande de métaux semi-conducteurs, comme le germanium et le silicium, de la part de l'industrie électronique, a été faible, surtout en Europe. En ce qui concerne les métaux à degré de pureté élevé, comme le tantale et le niobium, on tente de les produire à une échelle industrielle. De nouvelles possibilités de vente sont apparues, pour eux, dans l'industrie chimique et dans l'industrie atomique. L'arrêt de l'exploitation de l'uranium dans les mines katangaises, explique la forte diminution de la valeur des importations de la rubrique « autres minéraux ».

L'indice de l'I.N.S. de l'activité de l'*industrie des fabrications métalliques* a haussé de 7,5 %. Il est possible que le manque de main-d'œuvre, surtout qualifiée, n'ait pas permis un progrès plus marqué. A la fin de 1962, il y avait 5 092 travailleurs occupés de plus qu'un an plus tôt ; en 1961, l'accroissement avait été de 15 788. Le nombre d'heures de travail prestées a augmenté de 5,5 %.

Ni la demande intérieure, ni la demande extérieure n'ont atteint le niveau de 1961 ; le recul a été, respectivement, de 1,1 % et de 0,3 %. Les commandes d'armes, munitions et avions se sont élevées en 1962 à 5,2 milliards, contre 10,6 milliards en 1961. Si l'on fait abstraction de ces montants, il apparaît que les commandes intérieures et extérieures ont progressé, respectivement, de 3,6 % et de 5,3 %. D'après l'évolution des totaux des douze derniers mois, les ordres du marché intérieur ont fléchi sans interruption à partir du deuxième trimestre, sauf une légère reprise au cours des mois de septembre et de novembre. Les commandes de l'étranger sont demeurées à un niveau élevé au cours des trois premiers trimestres, mais elles ont ensuite accusé une tendance à la baisse. La durée moyenne de travail assurée semble s'être réduite, à la fin de 1962, à environ cinq mois et demi, soit un mois de moins qu'un an auparavant.

En 1962, le montant des expéditions a dépassé celui des commandes au cours de cinq périodes mensuelles, notamment pendant la période des congés et au cours des deux derniers mois de l'année. En 1961, ce phénomène n'était apparu que deux fois. En valeur, le total des expéditions a augmenté de 10 %. L'augmentation a été plus considérable pour les exportations (15 %) que pour le marché intérieur (7 %). En tonnage, l'augmentation des ventes à l'étranger a été moins importante : il semble que l'on puisse en déduire que les exportations sont constituées de produits toujours plus élaborés.

Le nombre moyen des travailleurs a augmenté dans presque tous les groupes de l'industrie des fabrications métalliques. L'avance la plus importante a été enregistrée dans le secteur du matériel de chemin de fer et dans les constructions mécaniques diverses. Il n'y a un nouveau recul que pour les entreprises du secteur de la tôle revêtue.

Pour les produits de première transformation, c'est la demande extérieure, qui a le plus progressé. Les commandes intérieures aux fonderies ont diminué, en dépit des efforts faits dans ce secteur pour améliorer la qualité et la productivité. En tréfilerie, il y a stagnation

et les expéditions sont demeurées en dessous du niveau de 1961. Il faut noter la hausse rapide des expéditions de tôles revêtues.

L'évolution de la demande de biens de consommation durables a différé d'après les secteurs. Aussi bien globalement que par article, la demande et les expéditions d'accessoires métalliques du bâtiment ont été en forte expansion. La demande d'appareils électro-ménagers, d'appareils de radio et de télévision, semble avoir atteint un point de saturation en 1962. Une tendance similaire s'est fait jour dans le secteur des motos, cycles et accessoires, bien que le relèvement du standard de vie joue ici un rôle important. Les exportations de motos et de scooters ont continué de fléchir et elles n'ont plus atteint que la moitié de celles de 1958. Le progrès des exportations de vélomoteurs a, par contre, continué.

Contrairement à la demande extérieure, les commandes de biens d'équipement du marché intérieur ont encore fort augmenté ; l'évolution des expéditions a encore amélioré. En construction métallique, la capacité entière de production a été utilisée durant toute l'année ; la situation n'a été moins satisfaisante que dans le secteur des chaudières et réservoirs. La construction mécanique a évolué favorablement. Le groupe des machines textiles est resté un des plus dynamiques. Après une forte augmentation, un léger fléchissement est apparu dans la demande de machines-outils ; la même évolution a été observée dans les constructions mécaniques diverses. Une vive activité a régné dans le secteur des appareils de levage, manutention et pesage. Dans les secteurs des machines motrices, pneumatiques et hydrauliques, des appareils de mesures et de laboratoire, des équipements spéciaux et des entreprises industrielles complètes, une grande partie de la capacité de production n'a pas été utilisée, dans certaines entreprises. La production de biens d'équipement industriel de la construction électrique a fort augmenté, surtout en ce qui concerne l'appareillage.

L'activité a encore été satisfaisante dans les entreprises de matériel de transport. Les commandes nationales et étrangères de matériel de chemin de fer ont fléchi aussi bien que les expéditions. La situation de la construction navale, déjà critique, s'est encore aggravée ; seule la construction de bateaux pour la navigation intérieure, évolue favorablement. L'affaiblissement de la protection douanière ne paraît pas freiner l'activité des usines de montage d'automobiles : 261 000 voitures sont sorties en 1962, contre 205 000 en 1961. La part de l'exportation a été de 49 %, contre 43 %, un an plus tôt. Pour les camions, l'augmentation est moins considérable. Les entreprises d'accessoires pour automobiles n'ont cependant pris aucune part à cette haute conjoncture.

L'activité est demeurée considérable dans le secteur des armes et des munitions. Les premiers avions F104, pour lesquels la Belgique produit les moteurs et l'équipement électronique, ont été livrés en 1962. Le pourcentage des besoins intérieurs couverts par la production nationale a encore diminué et n'a été que de 48 %, contre 50 % en 1961 et 51 % en 1960.

Le taux de croissance de 16 %, atteint par l'*industrie chimique*, a été plus élevé que celui de 10 % environ des deux années prëcédentes. La main-d'œuvre occupée a augmenté, mais la demande a été plus forte que l'offre. Il n'a pu être remédié au manque de personnel que par une mécanisation toujours plus poussée. En 1962, il a été dépensé plus de quatre milliards en investissements nouveaux (dont 1,5 milliard pour l'extension de la capacité de production existante et environ 800 millions pour la fabrication de nouveaux produits). Le total des investissements a augmenté de 23 %, contre 35 % en 1961.

La recherche scientifique prend de plus en plus d'importance. Elle a coûté environ 1 milliard de francs en 1962, soit 2,7 % des ventes. En 1961 et 1956, ces taux avaient été respectivement de 2,5 % et 1,4 %.

Des modifications fondamentales de structure ont été réalisées dans de nombreuses entreprises, en liaison avec la poursuite de l'établissement du Marché Commun.

La production a, dans l'ensemble, progressé surtout dans le secteur de la chimie minérale. L'acide sulfurique constitue une exception. En 1962, on en a produit environ 7 % de moins qu'un an auparavant. Ceci est dû surtout à une diminution, de 40 %, de l'exportation. La consommation intérieure a fléchi de 3 %. Les productions d'azote primaire, de sulfate d'ammoniaque, d'engrais composés et de produits techniques ont augmenté, respectivement, de 2 %, 19 %, 11 % et 13 %. Il n'y a eu une diminution que pour les engrais azotés, de 4 %. Le nombre de travailleurs et le nombre d'heures de travail prestées, ont augmenté de 6 %. En valeur, les exportations d'engrais manufacturés ont conservé leur niveau de 1961, mais, en quantités, elles ont augmenté de 8 %.

La production de produits chimiques organiques est demeurée aussi élevée qu'en 1961. Les prix ont été défavorablement influencés par l'existence d'une capacité de production excédentaire, de sorte que certaines entreprises se sont efforcées de reconvertir leur activité. La production de goudron brut a augmenté de 3 % et atteint un nouveau record. La quantité exportée a cependant fort diminué.

L'expansion a persisté dans le secteur des produits chimiques divers. Les progrès ont été considérables, surtout dans l'industrie du plastique, où les prix ont accusé une certaine stabilité, après avoir fléchi pendant de nombreuses années. Une nouvelle usine productrice de matières premières d'origine chimique, utilisées pour la fabrication de produits en mousse de plastique, a été installée.

L'augmentation de la vente de produits photo-sensibles a été considérable, surtout vers l'étranger. Les exportations se sont accrues de 15 % par rapport à l'année antérieure ; en 1961 et 1960, ces taux avaient été, respectivement, de 20 % et de 19 %. L'industrie du caoutchouc a augmenté sa production de 6 %, en ne tenant pas compte de la production de chaussures en caoutchouc, qui ne s'est plus élevée qu'à 144 646 paires, contre 169 690, en 1961, et 378 144, en 1960. L'industrie pharmaceutique semble encore avoir accru légèrement son activité,

grâce aux progrès de ses ventes à l'étranger. Cependant, en quantités ses exportations n'ont plus atteint le record de la précédente haute conjoncture. La diminution des importations a persisté. La vive activité du secteur de la construction a favorablement influencé la demande intérieure de couleurs et de vernis. En quantités, les importations ont cependant augmenté légèrement. L'expansion des exportations est restée mportante (18 % en quantité et 14,5 % en valeur), sans atteindre cependant les taux de 1961. Le fléchissement de la production d'allumettes, de 4,5 %, est dû à un nouveau recul des exportations. L'activité a été satisfaisante dans le secteur du savon et des autres produits d'entretien, grâce à une augmentation des exportations.

La demande de produits textiles sur le marché intérieur n'a, à peu près, pas changé au cours du premier semestre. A partir de septembre, par contre, elle a fort augmenté, de sorte qu'à la fin de 1962, la durée du travail assurée dans l'ensemble de l'*industrie textile,* était la plus longue enregistrée depuis 1958. Les exportations de produits textiles ont beaucoup progressé, suite aux efforts des producteurs. Les progrès ont été considérables sur les principaux marchés (Pays-Bas et République fédérale allemande), mais vers la France et le Royaume-Uni, les exportations ont aussi augmenté, de plus de 10 %.

La demande intérieure ayant faibli, la production des filatures de coton est demeurée 6 % en dessous du niveau de 1961. Les stocks de filés, qui avaient fort augmenté en 1961, semblent avoir diminué ensuite, tout en restant supérieurs à la normale. Dans les tissages de coton, la diminution a été moins importante. Les prix de gros ont encore fléchi d'environ 5 %. La concurrence toujours plus âpre d'autres producteurs de coton et le succès croissant des produits de substitution (surtout les fibres artificielles et synthétiques) ont détérioré la situation de l'industrie cotonnière, en Belgique comme à l'étranger.

Une puissante expansion s'est manifestée dans l'industrie lainière, mais elle a été freinée par le manque de main-d'œuvre qualifiée. L'activité globale des filatures de laine a augmenté de 8 %. Ce taux a été dépassé par le filage de la laine cardée, qui est surtout destinée au marché intérieur. Dans les filatures de laine peignée, les carnets d'ordres ont atteint, en fin d'année, un record pour l'actuelle haute conjoncture. Les importations ont cependant augmenté de 30 %. L'activité des tissages de laine a faibli au cours des derniers mois, et les stocks de tissus se sont accrus. Pour l'année entière, l'augmentation de la production s'est élevée à 5 %. L'accélération des expéditions de tapis aux Etats-Unis, en prévision de la hausse des tarifs douaniers, l'explique en partie.

Dans l'industrie du lin, les filatures et les tissages accusent des évolutions divergentes. L'activité des premières est demeurée fort élevée ; les efforts de rationalisation y ont été poursuivis. La reprise qui se dessinait dans les seconds, depuis la deuxième moitié de 1961, s'est encore accentuée en 1962. Le niveau de l'année antérieure a, en

conséquence, été dépassé de 8,5 %, autant grâce au débouchés intérieurs qu'extérieurs. Bien que les Etats-Unis soient restés le client de loin le plus important de l'U.E.B.L., les efforts pour stimuler la vente dans les autres pays de la C.E.E. ont semblé fructueux. Par contre, les exportations vers les pays de la zone de libre-échange ont été freinées par de nouveaux droits d'entrée. L'augmentation de la demande et les difficultés d'approvisionnement en matières premières ont influencé les prix, qui ont été, en moyenne, de 8 % plus élevés qu'en 1961.

L'industrie du jute avait traversé, en 1961, une forte crise due à la vive hausse des prix des matières premières. Les filatures ont pu regagner une grande partie du terrain perdu lorsque les prix sont redevenus normaux. Fin 1962, les carnets d'ordres ont atteint un maximum absolu, assurant pratiquement l'utilisation complète de la capacité de production en 1963. Nonobstant une augmentation de 21 % de la production par rapport à l'année précédente, le résultat est peu satisfaisant dans les tissages. Alors que la consommation intérieure de produits finis en jute augmente constamment, les livraisons de tissus par les producteurs nationaux demeurent constantes, et elles ne couvrent plus que la moitié de la consommation totale.

Le taux d'expansion global de l'industrie des fibres artificielles est demeuré élevé ; dans certains secteurs, la capacité de production a encore été accrue. Pour les fils artificiels continus, il n'y a plus eu de progrès : les différents secteurs ont enregistré des évolutions différentes. Une augmentation de la demande intérieure a fort stimulé la production de fibranne. Les importations ont aussi augmenté, surtout celles de la République démocratique allemande, tandis que les exportations ont reculé. La vente de fils et de fibres synthétiques au secteur textile, a considérablement augmenté. La production de tissus artificiels et synthétiques a crû de près de 30 %.

L'activité de l'industrie de la bonneterie a gardé à peu près le même niveau qu'en 1961, pendant la plus grande partie de l'année. Les quatre derniers mois ont cependant marqué une importante amélioration, de sorte que, pour 1962, l'augmentation de la production a été de 4 %. La quantité de filés travaillée a progressé de 8 % ; la part des fils synthétiques a augmenté au détriment de la rayonne. Dans le secteur des vêtements de dessus et dans le secteur des tissus à mailles, l'augmentation a été de 9 à 10 %. Dans les autres, l'évolution a été moins favorable. Après l'augmentation considérable de 1961, la production de bas de dames a diminué de 6 %, celle de chaussettes et d'articles similaires a continué de fléchir et celle de sous-vêtements a, à peine, dépassé le niveau, déja moins favorable, de 1961.

L'activité de l'industrie de la confection ne semble guère avoir augmenté, en dépit du rapide accroissement des exportations.

Dans l'*industrie du cuir*, la reprise amorcée en 1961 a continué, bien qu'à un rythme plus lent. La production du cuir lourd a augmenté de 2 %. Par suite de l'utilisation plus intense du cuir léger dans l'in-

dustrie de l'habillement, la production de cette catégorie de cuir a été de 5 % plus importante. Le nombre de travailleurs occupés dans l'industrie du cuir a diminué.

La production mensuelle de chaussures en cuir a dépassé, pour la première fois, le million de paires. Pour les autres chaussures, le niveau de 1961 a été maintenu. Bien que le nombre de salariés ait diminué de 2,4 %, le nombre d'heures de travail a progressé de 1 %.

Comme en 1959, le recul de l'indice de l'activité des *industries alimentaires*, calculé par l'I.N.S., est dû surtout à l'influence des conditions climatiques sur la production des industries de base de l'alimentation. Mais la vente, aussi bien à l'intérieur du pays qu'à l'exportation, de produits alimentaires préparés est en pleine expansion, à la suite d'une modification du choix du consommateur et du relèvement de son standard de vie.

Il a été produit plus de farine qu'en 1961. Les mesures de destruction de la capacité de production excédentaire dans la meunerie ont été mises en vigueur.

La légère diminution de la quantité de bière brassée est due surtout au mauvais temps durant l'été, qui a fort réduit la consommation intérieure. En quantités, les exportations ont cependant pu être augmentées ; elles ont doublé en deux ans. Elles ne représentent cependant encore qu'une faible part de la production nationale. Le solde des importations a continuellement diminué et ne s'est plus élevé qu'à 9 500 tonnes, contre 13 000 tonnes en 1961 et une moyenne de 19 300 tonnes au cours de la période 1958-1960. Le nombre moyen de brasseries en activité, en 1962, a été de 375 (—5,3 %), contre 396 l'année précédente et 449 en 1958. En outre, la nouvelle hausse de la consommation d'alcool a aussi exercé une influence déterminante. On a, en effet, distillé 14,1 % de plus d'alcool qu'en 1961 ; le record des premières années de l'après-guerre n'a cependant pas encore été atteint. Les importations ont augmenté de plus d'un quart, en valeur.

La récolte de betteraves sucrières a été moins bonne, en 1962, qu'au cours des années précédentes ; les sucreries et les raffineries ont produit 23 % de sucre de moins. Les stocks étaient également beaucoup plus faibles en fin d'année, tandis que les quantités exportées n'ont pas atteint le niveau des années antérieures.

Bien que l'augmentation de la production de margarine ait été plus importante qu'en 1961, soit 2,1 %, contre 0,3 %, la consommation a accusé une évolution semblable, + 1,9 % contre + 0,8 ; mais le taux de l'expansion est demeuré beaucoup plus faible qu'au cours de la période 1958 à 1960.

Dans le secteur des produits alimentaires préparés, l'expansion, comme il a déjà été dit, a été à peu près générale. Pour les pâtes alimentaires, l'augmentation a été de 2,9 %, taux déjà atteint au cours des années antérieures. La production de diététiques, qui a stagné temporairement en 1961, a augmenté de 11,8 %, l'année suivante. L'augmentation de 11,5 % des importations de biscuits, de biscottes et de pain

d'épices (notamment des Pays-Bas), a freiné l'expansion des ventes de produits belges sur le marché intérieur ; la production globale a augmenté de 4,4 %, contre 8,5 % en 1961 ; pour les biscottes, il y a cependant un fléchissement de 10 %. Les fabricants de cacao, de chocolat et de confiserie, qui au cours de la période 1957-1959 avaient rencontré de grandes difficultés, ont pu, depuis lors, augmenter leur production de 11 % par an en moyenne. L'augmentation la plus forte a été celle des « autres produits dérivés du chocolat », bien que l'augmentation des quantités importées de ces produits semble être très importante. De sérieux progrès ont été réalisés, en 1962, en matière d'exportation de confiserie. La production de confitures et produits assimilés a doublé au cours des dix dernières années ; en 1962, elle a augmenté de 6,1 % et la vente de 7 % ; la fabrication des fruits confits, des fruits en sirop et autres conserves de fruits et leur vente ont progressé, respectivement, de 10,7 % et de 7,6 %.

Dans le secteur des viandes et conserves de viande, le taux de l'expansion s'est élevé à 29,6 %. Les ventes intérieures doivent avoir considérablement augmenté, les quantités exportées n'ayant été que de 10,3 % plus élevées qu'en 1961. Pour les conserves de viande seules, l'accroissement de la production s'est élevé à 41,1 %.

La perte du Congo, comme marché principal d'exportation pour les conserves de poisson, explique le recul de la production de 36,3 % par rapport à 1961.

Parmi les autres produits, dont la fabrication a fléchi, figurent le sucre inverti, les potages et le vinaigre.

Dans l'*industrie du tabac*, la production a encore augmenté de 1,3 %, contre 2,9 %, en 1960, et 2,1 %, en 1961. Il faut noter que l'expansion de la demande de produits de qualité, qui avait été considérable depuis 1959, est arrêtée : la production de cigares a baissé de 1,7 % et celle de cigarillos de 7,3 %. Cependant, en valeur, les exportations de chacun de ces produits ont augmenté de 18 %, par rapport à 1961. Le taux d'expansion de la demande de cigarettes, qui avait fléchi en 1961, s'est relevé. La demande de produits étrangers semble encore progresser. La demande de tabac à fumer ayant encore diminué, 55 % du total du tabac manufacturé est maintenant destiné à la fabrication de cigarettes. Les exportations de tabac brut ont presque doublé depuis 1959 ; elles demeurent cependant insignifiantes par rapport aux importations.

Après la rapide expansion des années précédentes, l'augmentation de la production de *papier* a été plutôt faible en Belgique, en 1962 : 1,6 %. Dans les autres pays de la C.E.E, les Pays-Bas exceptés, la situation a été beaucoup plus favorable ; pour les six pays, l'accroissement global a été de 4 %. Alors que 64 % de la production belge sont allés, en 1962, à la consommation intérieure et 36 % à l'exportation, en 1961, ces taux étaient, respectivement, de 67 % et de 33 %. On a fabriqué moins de papier journal et de papier pour l'impression et l'écriture. Pour les autres qualités, le taux d'augmentation a varié entre 4 % et 7 %.

La consommation intérieure apparente de l'U.E.B.L. n'a augmenté que de 1 %, taux le plus bas de la C.E.E., contre une moyenne de 6 % pour les six pays. Les importations ont encore augmenté, de 4 %, bien qu'à un rythme plus lent que les exportations (10 %). Les progrès ont surtout été considérables pour le papier journal.

Les deux nouvelles entreprises du secteur de la transformation du papier et du carton ont fort contribué à la continuation de l'expansion. En quantité, les exportations de ces articles ont progressé de 35,7 %, alors que les importations ont diminué de 6 %.

Bien que l'activité globale ait augmenté de 5,1 % dans l'ensemble de l'industrie de la production et de la transformation de papier, l'emploi y a diminué de 1 %.

L'activité est demeurée élevée dans *l'industrie de la construction.* Comme il ressort des données annuelles provisoires, la demande d'immeubles professionnels a augmenté, alors que celle d'habitations a fléchi. La rareté de la main-d'œuvre a constitué un frein à l'activité, auquel on n'a pu remédier que grâce à une mécanisation fort poussée.

En matière de construction de logements, le niveau de 1962 a été en dessous de celui de certaines autres années de la haute conjoncture actuelle. Il est possible, cependant, qu'à la suite de la nouvelle loi du 29 mars 1963, portant organisation de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, une comparaison entre les données provisoires de 1962 et celles des années antérieures ne soit pas tout-à-fait adéquate. Cependant, le fléchissement de la demande, perceptible depuis mai 1962, prend de telles proportions qu'une explication purement statistique semble insuffisante. Les chiffres provisoires des autorisations de bâtir et des habitations achevées ont été, respectivement de 12,5 %, et 10 % inférieurs aux maxima de 1961. Le nombre des primes à la construction, accordées en 1962, a diminué de 12,9 %, en partie à cause des conditions d'octroi plus sévères. Le nombre des primes payées s'est élevé à 13 811, contre 20 971 et 21 921 respectivement en 1961 et en 1960.

Les autorisations de bâtir, relatives à des immeubles professionnels, ont atteint le niveau élevé de 9450, établissant un nouveau record. Pour les immeubles professionnels mis en chantier et, dans une moindre mesure, pour ceux achevés, la situation n'a pas été aussi favorable.

Pour l'ensemble de l'année, le montant des engagements du secteur public et des parastataux pour des travaux de génie civil a été de 20,8 milliards ; ceci marque une augmentation considérable, d'une vingtaine de pourcents, par rapport aux deux années antérieures. Par rapport à l'année record 1959, il y a encore un recul de 1 250 millions, imputable au secteur public. Les efforts des autorités ont porté surtout sur la construction de routes et, à la fin de l'année 1962, les travaux restant à exécuter correspondaient à près de 16 mois d'activité, contre

10 mois un an plus tôt. Les paiements ont accusé une évolution parallèle ; ils sont montés à 18 milliards de francs, soit 4,3 % de moins que le record de 1959. Au cours de l'année passée, 9,2 milliards ont été accordés aux administrations subordonnées pour l'exécution de travaux, contre 9,3 milliards en 1961.

La vive activité de l'industrie de la construction a stimulé la demande intérieure de *matériaux* ; la demande extérieure a aussi été forte pour la plupart de ceux-ci, sauf pour les briques.

Avec, en moyenne, 1,6 % de travailleurs de plus qu'en 1961, mais seulement 0,8 % d'heures de travail en plus, il a été produit 0,7 % de plus de ciment et atteint ainsi un nouveau record pour la période d'après guerre. Dans les autres grands pays de l'Europe occidentale, le pourcentage d'augmentation fluctue autour de 5 à 8 % ; cependant, ceci est presque exclusivement dû à l'augmentation de la consommation intérieure. En Belgique, cependant, où la consommation de ciment par habitant est déjà très élevée, l'expansion du marché intérieur est beaucoup plus faible (3,3 % par rapport à 1961). Les expéditions outre-mer, qui ont été fort importantes au cours des premières années d'après-guerre, ont continuellement fléchi depuis 1955 (— 2 % en 1962). Ceci explique pourquoi l'industrie cimentière belge a concentré ses efforts de vente sur les marchés de la C.E.E. Cependant, ces exportations sont aussi menacées : c'est ainsi qu'aux Pays-Bas, qui constituent notre principal client étranger (la production cimentière n'y couvre encore que 60 % de la consommation), une nouvelle unité de production, d'une capacité initiale de 330 000 t, entrera en activité en 1965. Le taux d'expansion de l'industrie de la construction a, en outre, fléchi aux Pays-Bas, ce qui a influencé la demande de ciment et de briques. En quantités, le total des exportations a diminué de 5,3%, par rapport à 1961, en valeur de 2,3 %.

Dans l'ensemble, la production de briques ordinaires a reculé de 3,3 %. Des facteurs particuliers sont ici probablement en cause : c'est ainsi que la demande s'est modifiée et la préférence va aux briques plus légères de format plus grand. Cette évolution favorise aussi considérablement la productivité. La quantité globale des produits de l'industrie de la terre cuite exportée est demeurée, par suite du recul de la demande des Pays-Bas, inférieure d'un cinquième à celle de 1961 ; en valeur, par suite d'une hausse des prix, le recul est assez faible. Le manque de main-d'œuvre qualifiée s'est fait fort sentir dans ce secteur : en 1962, le nombre des travailleurs des industries de la terre cuite a fléchi de 2,9 % et le nombre d' heures de travail prestées de 1 %.

Dans le secteur du verre plat, la production du verre à vitre est déterminante pour l'ensemble du secteur, les glaces ne représentant que 5 à 10 % de la production totale. Avec seulement 7,9 % d'heures de travail de plus qu'en 1961, il a été produit 16,4 % de verre plat en plus. Devant la perspective de droits de douane américains doublés sur le verre à vitre, à partir du 18 juin, d'importantes livraisons ont été faites aux Etats-Unis, le premier semestre. Ce pays est le principal

acheteur de verre plat en Belgique ; celle-ci exporte, en moyenne, chaque année, les trois quarts de sa production. Au cours du premier semestre, le total des exportations de verre à vitre a progressé de 36,2 %, mais les exportations vers les Etats-Unis ont presque doublé. Toutefois, pendant toute l'année, les commandes de verre à vitre ont fluctué à un niveau normal. Car la décision des gros producteurs américains de relever leurs prix de vente doit avoir favorablement influé, au cours du troisième trimestre, les ordres passés aux producteurs belges. Le total des exportations est supérieur d'un cinquième à celui de 1961 : les expéditions vers les Etats-Unis ont toutefois progressé de 46 %.

L'augmentation de la production dans le secteur du verre creux, qui avait atteint 18,5 %, au cours du premier semestre, a ensuite sensiblement fléchi par suite du manque de commandes, aussi bien du marché intérieur que de l'exportation. L'expansion de ce secteur, qui durait depuis 1958, a donc été interrompue à partir du troisième trimestre. Alors que les prix à l'exportation étaient stables, les prix intérieurs ont baissé, suite aux importations croissantes de produits similaires de Tchécoslovaquie.

Les difficultés d'exportation de l'industrie de la cristallerie ont encore augmenté ; aucune licence d'importation ne peut plus être obtenue pour de nombreux marchés, notamment en Amérique du Sud. Ceci explique pourquoi 70 % du total des exportations ont été écoulés dans les autres pays de la C.E.E. Du reste, la demande s'est portée sur des produits meilleur marché et la concurrence des pays de l'Est de l'Europe s'est aggravée.

A la suite d'une forte augmentation de la demande des pays de la C.E.E., la production globale des carrières a augmenté de 30,5 %. Pour les six premiers mois de 1962, le taux d'accroissement a même atteint 40 %, mais il s'est ensuite réduit. Ce résultat a été atteint avec, à peu près, le même nombre de travailleurs que l'année précédente. Il est, en effet, très difficile de recruter de la main-d'œuvre nouvelle pour cette branche d'activité.

L'augmentation de production la plus importante a concerné la pierre de taille : 63,5 %. Ceci est dû surtout à l'augmentation de la demande de moellons. On a vendu moins de pierres travaillées pour la construction. La bonne vente de moellons de porphyre a contribué à étendre l'activité dans ce secteur (+ 19,2 %). Grâce à l'augmentation des ventes de toutes les qualités de sable, la production a atteint un nouveau record, de 13 % plus élevé que le niveau de 1961. Pour le grès, il y a aussi eu un nouveau progrès. Seule la production du marbre et des ardoises est demeurée au-dessous du niveau de 1961. Le marché intérieur du marbre a été assez actif, mais les prix ont été comprimés par une concurrence sévère. Les ardoisières subissent depuis une dizaine d'années une situation de crise : la demande fléchit continuellement.

Dans l'industrie de la céramique, la production est demeurée, comme en 1961, à un niveau élevé. Les exportations ont augmenté de

36 %, mais les prix sont demeurés faibles. Au cours du deuxième semestre, un fléchissement de la demande est apparu.

L'industrie de la chaux, du calcaire et des dolomies a progressé, dans l'ensemble, de 9 %, ayant surtout été influencée par la vive activité de la construction.

La *transformation du bois* a encore progressé pour satisfaire la forte demande pour la construction des logements ainsi que celle des meubles, aussi bien nationale qu'étrangère : en tonnage comme en valeur, les exportations de meubles en bois ont doublé de 1961 à 1962.

L'expansion structurelle de l'*industrie diamantaire* continue et les ventes ont atteint un record. Dans ce domaine, la Belgique ne progresse cependant pas à un rythme comparable à celui de certains autres pays. La concentration et l'intégration des entreprises ont été favorisées par l'abondance de diamant brut. Anvers semble, en outre, avoir perdu en grande partie sa position de centre répartiteur du brut au profit d'Israël et, dans une moindre mesure, de la République fédérale allemande.

Transport

L'évolution divergente de la conjoncture, dans les diverses branches de l'activité, s'est répercutée en 1962, sur l'évolution des transports des personnes et des marchandises.

Les transports terrestres de gros tonnages dépendent principalement de l'activité de quelques secteurs, notamment les mines et les carrières ainsi que la production des métaux, qui n'ont plus progressé en 1962. Les dépenses privées, dans les moyens de transport en commun interurbains, n'ont pas fléchi en dépit de l'augmentation considérable du nombre des voitures.

On ne dispose pas de données chiffrées au sujet du volume des transports par route, mais on peut admettre qu'ils ont été favorisés par l'expansion économique. Celle-ci a, en effet, été forte surtout dans les branches d'activité dont les matières premières et les produits n'utilisent pas ou peu, le chemin de fer et les voies d'eau. De plus, le transport par camions est généralement plus intense durant une période de haute conjoncture que lors d'un repli conjoncturel. La vente de véhicules professionnels neufs a été un peu plus élevée en 1962 qu'en 1961 et le nombre des véhicules en activité a, d'après les estimations, augmenté à peu près autant que l'année précédente (environ 6 %).

Si les chiffres relatifs aux transports par chemin de fer sont, pour 1962, plus élevés que pour 1961, cela est dû à la faiblesse accidentelle de l'activité économique en janvier 1961. Au printemps et durant l'été de 1962, les transports de combustibles solides, de minerais et de métaux de la Société nationale des Chemins de fer belges ont été moins importants que l'année précédente et, en dépit d'une légère reprise en automne, à la suite de stockage dans les entreprises, le tonnage transporté pendant la période de mars à décembre 1962, a été environ de 2 % inférieur à celui de la période correspondante de 1961. Au total, le tonnage transporté a été, en 1962, un peu plus de 1 % plus élevé qu'en 1961 : le volume des transports n'a progressé que d'une manière insignifiante.

Le glissement structurel, au détriment du chemin de fer et au profit de la navigation intérieure, a persisté. Le tonnage transporté par la navigation intérieure a été de plus de 2 % plus élevé que pour l'année 1961 et le tonnage en trafic intérieur a augmenté d'environ 3 %, bien qu'en décembre l'activité fût déjà gênée par le gel de certains canaux. Le tonnage kilométrique a cependant été 1 % moins élevé qu'en 1961 et la distance moyenne a fléchi de 84,1 km à 81,3 km. La diminution du tonnage transporté par rapport à la période correspondante de l'année précédente, au cours des mois de mars à décembre, a été insignifiante.

A Anvers, aussi bien le nombre des navires entrés au port que leur tonnage global et les chargements et déchargements de marchandises, ont atteint un nouveau record. L'ensemble des chargements et déchargements de marchandises a progressé d'environ 7 % par rapport à 1961, les premiers ayant augmenté de 3 % et les seconds de 10 %. Le transit à l'importation a cependant beaucoup plus augmenté que l'importation elle-même. Au cours de la période de mars à décembre, les entrées de marchandises ont progressé de 7 % par rapport à l'année antérieure, surtout pour les grains et les fourrages, les matières premières textiles, les combustibles solides et liquides, la fonte et l'acier ; mais les entrées de minerais ont diminué. Un certain nombre de modifications sont apparues dans la composition des expéditions par suite des divergences dans l'évolution conjoncturelle.

Au port de Gand, où le mouvement des marchandises est soumis à des fluctuations assez considérables, il a été, en 1962, moins important qu'en 1961 ; à Bruges et à Zeebrugge, par contre, il a augmenté.

A cause de circonstances fortuites, spécialement la forte diminution du trafic commercial avec le Congo, quelques armements avaient réduit leur flotte en 1961. Mais après la livraison de diverses unités nouvelles, le nombre des bâtiments sous pavillon belge a cependant augmenté en 1962, de même que leur tonnage global. La flotte a ainsi été rajeunie dans le cours de ces deux années et son tonnage global est demeuré à peu près le même.

Les transports aériens de fret ont augmenté, en 1962, de 6 % par rapport à l'année précédente, contre 12 % en 1961 ; ils ont à peu près doublé par rapport à 1958.

Le nombre de vols au départ ou à l'arrivée d'aérodromes belges a continué à progresser. Il a été plus faible en 1962 qu'en 1958, mais la capacité des appareils a fort augmenté. Le trafic des passagers a été beaucoup plus important en 1962 qu'en 1958. C'est le trafic de l'aérodrome d'Ostende qui augmente le plus ces dernières années, mais les mouvements saisonniers y sont fort importants, cet aérodrome étant utilisé surtout par des touristes britanniques.

D'août 1961 à juillet 1962, les ventes de voitures neuves n'ont été que de 2 % plus élevées en nombre, qu'au cours des douze mois précédents, où l'augmentation était de 15 %. La demande de voitures d'occasion a cependant augmenté et la durée d'utilisation réelle des voi-

tures s'est allongée. Le nombre des voitures a, en conséquence, progressé de 93 000, du 1er août 1961 au 1er août 1962 (les ventes de voitures neuves se sont élevées à 139 000), alors que l'augmentation avait été de 90 000 au cours de la période précédente, avec 136 000 voitures neuves vendues. Le taux de l'augmentation est donc demeuré semblable au cours des deux années, c'est-à-dire environ 11 %.

Le recul du nombre des motos semble s'accélérer et leur durée d'utilisation réelle fléchit manifestement. L'augmentation du nombre des vélomoteurs s'est ralentie graduellement depuis 1960 jusqu'à moins de 3 % en 1962. Le marché semble à peu près saturé.

Au total, le trafic des voyageurs sur le réseau de la Société Nationale des Chemins de fer belges a accusé un léger progrès en 1962. Les transports avec billet ordinaire demeurent stables depuis de longues années. Les transports avec abonnement augmentent, à la suite notamment, de l'utilisation, dans les entreprises, de main-d'œuvre nouvelle recrutée à de plus grandes distances. Comme conséquence de l'application de la loi du 27 juillet 1962, un glissement est apparu des abonnements ordinaires vers les abonnements de travail, en opposition au mouvement graduel en sens inverse des années antérieures.

L'accroissement du trafic par autobus de la Société nationale des Chemins de fer vicinaux, auquel a correspondu une diminution à peu près similaire des transports par tramway, est dû au remplacement des trams par des autobus. Dans l'ensemble, l'importance de ces transports demeure stable, bien que la statistique du nombre de voyageurs indique une baisse, due uniquement au mode de présentation de ces données.

Distribution

Le nombre des patrons, travailleurs indépendants et aides tend à se réduire, dans le secteur commercial, depuis la fin de la guerre : l'effectif total des indépendants a diminué de 21 %, de 1948 à 1962. Par contre, le nombre des salariés et appointés, occupés dans les entreprises commerciales, a évolué en sens inverse : il a augmenté de 25 %, depuis 1956.

Tandis que, avant 1961, le groupe des indépendants et celui des salariés et appointés avaient à peu près la même importance, dans le commerce, depuis 1962, cet équilibre est rompu en faveur du dernier.

Le nombre des inscriptions au registre de commerce dépasse toujours celui des radiations, mais le solde ne s'élève qu'à 3 713 : ceci est l'augmentation la plus faible observée depuis 1956. En outre, depuis le vote de la loi du 28 décembre 1958 sur les investissements, un certain nombre d'inscriptions sont prises au registre de commerce par des candidats commerçants qui devancent la date réelle d'ouverture de leur commerce afin de bénéficier du nombre de mois d'activité professionnelle exigé par cette loi.

Des données statistiques encore provisoires, relatives à la création et à la dissolution des sociétés de commerce de gros et de détail, il ressort que le nombre de sociétés anonymes, créées dans le commerce de détail en 1962, est à peu près aussi important que l'année précédente. Globalement, leur capital nominal ne s'élève cependant qu'à 25 % du capital

souscrit en 1961, année au cours de laquelle plusieurs grosses entreprises avaient été fondées. Dans le commerce de gros, le nombre des sociétés anonymes ou en commandite par actions fondées, a augmenté d'environ 5 % et le capital souscrit de 50 %. Ceci indique que, dans ce secteur-ci au contraire, des affaires plus importantes que l'année précédente ont été créées.

En 1962, il a été fondé moins de sociétés de personnes à responsabilité limitée, tant dans le commerce de gros que dans celui de détail. Une explication partielle peut être trouvée dans le fait que les cas où les gérants de S.P.R.L. ont pu bénéficier des allocations familiales du travailleur salarié, ont été moins fréquents que prévus à l'origine par l'Arrêté royal du 25 avril 1960 et ceci surtout à cause de certains problèmes d'application. De plus, à partir du 1er septembre 1962, cet avantage qui avait incité les firmes de moindre importance à prendre la forme de S.P.R.L., a été supprimé.

L'augmentation la plus importante de la demande a été enregistrée dans les magasins à succursales d'alimentation, tandis que dans les grands magasins, le même taux d'accroissement a été réalisé que dans les coopératives de consommation.

Au sujet du crédit professionnel, les seules données disponibles sont celles reprises dans les tableaux ; elles montrent que le nombre des crédits accordés de même que leur total ont fort augmenté en 1962. Alors qu'en 1961, il y avait eu un accroissement de 4,5 % du nombre des crédits et de 8,6 % du montant des capitaux prêtés, ces taux sont, pour 1962, respectivement de 12 % et de 16,4 %.

Tourisme

Bien que marquant un nouveau record, l'activité touristique a marqué un progrès moindre qu'en 1961.

L'évolution observée en 1962 est assez proche de celle de 1960, avec une augmentation des nuitées due surtout à une plus forte affluence d'étrangers. Après avoir été stationnaire en 1961, la contribution de ces derniers, qui ne représente qu'un quart environ du mouvement touristique total, non compris les maisons de cure et le camping, a augmenté, en 1962, relativement plus fort que celle des résidents (9 % contre 2 %). La part de la France et de l'Allemagne fédérale accuse un accroissement régulier et rapide, celle des autres pays de la C.E.E. augmente plus lentement, tandis que le nombre de touristes anglais et américains varie depuis 3 ans autour de niveaux assez élevés.

Le camping, avec 1,7 million de nuitées dont 1,3 million pour les Belges, a évolué de façon assez analogue aux modes de tourisme classiques, avec la différence que le développement y a été beaucoup plus net (augmentation de 20 % pour les étrangers et de 5 % pour les Belges). Près des deux tiers des campeurs étrangers sont originaires des Pays-Bas et ils comptent pour la presque totalité du progrès réalisé en 1962.

Le tourisme social a été fort actif en 1962 et le nombre de nuitées dépasse de 13 % celui de l'année antérieure ; cette expansion est propre

aux seuls établissements et centres de vacances, le tourisme par relais accusant une complète stagnation depuis plusieurs années.

En plus du fait que le camping ne concerne que quelques mois d'été, le développement rapide du tourisme social, lui aussi saisonnier, renforce la lente tendance à la concentration de l'activité touristique sur la saison proprement dite (juin-septembre), et ce, tant pour les Belges que pour les étrangers. Quant à la répartition géographique des nuitées, aucune modification sensible n'apparaît à long terme, certaines fluctuations marquant le tourisme dans les villes d'art et le littoral qui draine plus de deux tiers de l'activité, la part des Ardennes et Meuse et des autres régions demeurant très stable au fil des années.

Finances de l'Etat

L'assainissement des finances de l'Etat, l'un des principaux objectifs de la politique gouvernementale, avait commencé en 1961 ; en 1962, il a été intensifié. Cette tâche durera plusieurs années. Elle a consisté, en 1962, en une nette réduction de l'impasse de trésorerie à financer par l'emprunt ainsi qu'en une amélioration de la structure de la dette publique et plus spécialement en une forte réduction de la dette flottante en devises étrangères.

Considéré sous l'angle des imputations budgétaires, c'est-à-dire compte tenu des opérations qui n'ont pas encore donné lieu à des sorties de fonds, le budget ordinaire de l'exercice 1962 laissera un déficit de l'ordre de 1,5 milliards contre 4,5 milliards en 1961. Lors du précédent sommet conjoncturel, ce budget avait accusé des bonis qui, pour les années 1956 et 1957, avaient atteint, en moyenne, 5 milliards de francs. Il est vrai que, depuis lors, la structure du budget ordinaire a été modifiée en y incorporant une série de dépenses de consommation qui, auparavant, figuraient à l'extraordinaire. Toutefois, même abstraction faite de ce facteur, la haute conjoncture actuelle n'a pas permis à l'Etat de constituer des réserves dans le cadre du budget ordinaire, réserves pouvant être affectées dans l'immédiat, à des dépenses d'investissements, ou plus tard, à d'autres dépenses faites dans le but de neutraliser un éventuel ralentissement conjoncturel.

Les dépenses ont encore progressé à un taux même légèrement supérieur à celui de 1961 ; aussi la réduction du déficit budgétaire total est-il dû à des recettes accrues, grâce à l'activité économique et au renforcement de la fiscalité. En 1962, sans distinction d'exercice, les recettes fiscales ont dépassé de 11,4 milliards le niveau de l'année antérieure, contre 10 milliards en 1961. Ce résultat a encore été affecté par les impôts promulgués en vertu de la loi du 14 février 1961, notamment le double décime sur les taxes assimilées au timbre qui n'avait été mis en vigueur qu'en mai 1961 ; le supplément ainsi fourni par rapport à l'année antérieure peut être estimé à environ 2 milliards. Par ailleurs, en décembre, les versements supplémentaires effectués, à cause de la réforme fiscale, par les sociétés et les non résidents ont atteint 1,8 milliard. Ces différents facteurs, conjugués avec la récupération des retards de perception en 1961, ont provoqué une augmentation de l'ordre de 4,5 milliards des

recettes fiscales. Abstraction faite de ces éléments, les impôts ont augmenté davantage que la masse imposable, à cause de la progressivité de la fiscalité. A prix courants, la charge fiscale représenterait 19,1 % du produit national brut, en 1962, contre 18,5 %, en 1961.

Les contributions directes ont progressé de 15,6 % et leur part dans le total des impôts atteint 40,8 % contre 38,9 % en 1961. L'évolution de ces données doit cependant être appréciée compte tenu des importants versements anticipatifs sur la taxe professionnelle effectués en 1962 et de la récupération des retards d'enrôlements intervenus en 1961. Après élimination de ces incidences, l'augmentation des contributions directes pourrait ne pas dépasser 8,5 %. Cependant, les recettes de la contribution foncière accusent des retards dus à la mise en vigueur de la péréquation cadastrale. Dans le produit de la taxe professionnelle, les retenues à la source ont augmenté de 9,3 % grâce à l'expansion de l'emploi et des rémunérations. Le vif progrès accusé par l'impôt complémentaire personnel est dû, à concurrence de 0,8 milliard, à l'instauration du précompte mobilier. La taxe de circulation automobile a rapporté 7,5 % de plus que l'année précédente, contre 8,5 % en 1961. Le produit de la taxe mobilière n'a guère varié alors que les bénéfices distribués par les sociétés ont encore un peu augmenté.

Par rapport à l'année précédente, la somme des droits de douanes perçus n'a crû que faiblement et à un rythme moindre que la valeur des importations de marchandises. L'écart est dû au nouvel abaissement du tarif douanier intra-communautaire, intervenu en juillet 1962, qui a provoqué une moins-value de l'ordre de 0,3 milliard dans les recettes de douane.

L'augmentation des droits d'accises, d'une année à l'autre, est beaucoup plus faible qu'en 1961, ce qui est imputable surtout aux taxes sur les huiles minérales, dont le rendement ne s'est plus accru que de 3 % contre 14,4 % en 1961. La consommation des huiles légères n'a d'ailleurs crû que d'environ 4 % ; les droits d'accises sur ces produits représentent 86 % des droits sur l'ensemble des huiles minérales.

L'augmentation des recettes du timbre et des taxes assimilées, par rapport à 1961, a été provoquée, à concurrence de 2 milliards environ, par la majoration du taux. Après élimination de ce facteur, le progrès atteint 5,8 % et dépasse légèrement l'expansion de la dépense nationale imposable. En général, les recettes n'ont pas tout à fait atteint les prévisions, mais un fort redressement a eu lieu en fin d'année, à cause des achats spéculatifs provoqués par la tension internationale.

Pour l'ensemble de l'année et sans distinction d'exercice, les recettes fiscales totales ont dépassé les prévisions de 1,1 milliard, compte tenu des versements anticipatifs exceptionnels, effectués en décembre. Les recettes non fiscales n'ont pas rejoint le niveau de 1961, plus particulièrement pour les revenus patrimoniaux d'exploitation et financiers. La totalité des ressources de l'Etat, à l'exclusion du produit des emprunts consolidés, a augmenté de 9 % par rapport à 1961. Une part importante

de ces recettes supplémentaires a été absorbée par les dépenses totales qui, sur la base des données de caisse, ont augmenté de 5,2 % contre 4,2 % en 1961 ; cette augmentation plus rapide résulte cependant du fait que certaines dépenses, tels les travaux d'investissement de la S.N.C.B. et les débours pour compte du Congo, ont été "budgétisées„ en 1962.

Les dépenses ordinaires ont progressé de 4,1 milliards, en se référant aux opérations de caisse et de 3,1 milliards en imputations budgétaires. L'écart provient surtout des débours engendrés par la dette publique dont les imputations à opérer sur la période complémentaire de l'exercice 1962 ont dépassé le chiffre habituel.

Les dépenses de personnel ont été gonflées par l'augmentation des barèmes qui a pris effet le 1er juillet 1962. Par ailleurs, les traitements des agents de l'Etat ont été majorés de 2,5 % à partir du 1er août en liaison avec la hausse des prix de détail. De plus, par rapport à 1961, les effectifs de personnel ont fort augmenté dans le corps enseignant et scientifique et dans une faible mesure dans les départements ministériels ; le personnel militaire a encore été réduit.

L'augmentation des dépenses ordinaires est surtout due aux subventions fort accrues en faveur de l'éducation nationale, de la sécurité sociale et de la Caisse autonome des dommages de guerre. Les interventions au profit des charbonnages et des chemins de fer ont été réduites, de même que la participation de l'Etat dans le financement de l'assurance-chômage. La moyenne journalière du nombre de chômeurs est retombée de 128 mille à 109 mille en 1962.

La réduction des autres dépenses ordinaires concerne surtout l'assistance technique.

En imputations budgétaires, les dépenses extraordinaires dénotent un fort accroissement qui se retrouve surtout dans les avances, les participations et les immobilisations nouvelles. Les premières comportent pour 3,1 milliards de paiements de pensions et de service de la dette congolaise dont, pour cette dernière, 1,5 milliard liquidé en 1961. Les avances à la SABENA ont atteint 0,8 milliard. Les participations couvrent, entre autres, la quote-part de l'Etat à l'augmentation de capital de la Caisse Nationale de Crédit professionnel pour 0,2 milliard et à la constitution du capital de la Société Nationale d'Investissements pour 0,1 milliard.

L'augmentation substantielle des immobilisations nouvelles s'explique à concurrence de 2,1 milliards par le financement du programme d'investissement de la S.N.C.B. ; en 1961, ces travaux avaient été couverts directement par la Société, à l'aide du produit d'emprunts. Par contre, l'intervention directe de l'Etat dans les investissements communaux et provinciaux a continué à diminuer en vertu des nouvelles règles instaurées en 1959 ; les prêts accordés par le Crédit Communal et dont la charge incombe à l'Etat ont atteint 1,4 milliard en 1962

contre 1,3 milliard un an plus tôt. Les dépenses à charge du Fonds des Routes, non comprises dans le budget de l'Etat, sont passées de 2,1 milliards en 1961 à 2,8 milliards en 1962.

Compte tenu des fonds de tiers, dont les sorties nettes sont très inférieures à celles de 1961, l'impasse de trésorerie, à financer par l'emprunt, a diminué de 5,5 milliards. Cette impasse demeure encore très importante et justifie que la situation du Trésor public ait pu, à plusieurs reprises dans l'année, être assez serrée, d'autant que la mobilisation de liquidités, par les entreprises, s'accélère parallèlement aux progrès conjoncturels.

Les modalités de financement de l'impasse de trésorerie mettent en évidence la forte réduction de la dette flottante en monnaies étrangères. Pour faire face à ces remboursements et au découvert de trésorerie, le Trésor public a été amené à emprunter à trois reprises d'importants montants sur le marché intérieur : en février pour 7,5 milliards, en juin pour 8,1 milliards, en novembre pour 10,5 milliards. De plus, un emprunt de 30 millions de dollars a été émis sur le marché américain. Par ailleurs, en septembre, le Fonds des Routes en a placé un de 2,5 milliards sur le marché belge. Les amortissements contractuels sur la dette consolidée totale ont atteint 13,0 milliards. Finalement, la dette consolidée, tant intérieure qu'extérieure, a augmenté de 36,9 milliards, compte tenu de la conversion en un emprunt consolidé, de certificats de trésorerie de la tranche A, détenus par les banques pour un montant de 19,8 milliards.

Abstraction faite de cette dernière opération, la dette flottante totale a fléchi de 4,9 milliards. Une telle évolution est opposée à celle observée au cours des années antérieures. Le remboursement de certificats en devises a été partiellement compensé par les liquidités additionnelles prêtées par le secteur bancaire et parastatal et par le gonflement des avoirs des particuliers aux comptes chèques postaux.

Au total et après élimination des facteurs qui ne correspondent pas à des mouvements de fonds, telles les opérations avec le Fonds Monétaire International et la Banque d'Emission, la dette publique a progressé de 12,1 milliards en 1962 contre 18,5 milliards en 1961.

'inances vinciales et nmunales

Comme celle de l'Etat, la situation financière des communes et des provinces a été en progrès sur les années antérieures, bien que l'intervention des pouvoirs centraux dans les dépenses courantes n'ait pratiquement plus augmenté.

Les transferts de revenus de l'Etat aux pouvoirs publics subordonnés ont en effet plafonné. Cette évolution résulte surtout d'une réduction des contributions en faveur de l'enseignement, suite à l'application du pacte scolaire et à la diminution du nombre d'élèves dans l'enseignement communal. Par contre, les interventions à des fins générales ont encore un peu augmenté. La participation directe de l'Etat dans les opérations en capital des pouvoirs subordonnés a continué à fléchir ; ce fait est le résultat du nouveau système de financement des investissements, instauré par l'arrêté royal du 22 octobre 1959.

L'amélioration de la situation financière des communes, perceptible à travers la nette réduction du déficit budgétaire, vient de l'élargissement du champ fiscal, de l'effort fiscal réalisé par les communes ainsi que d'un contrôle plus sévère exercé au niveau des dépenses par l'autorité de tutelle. Le pouvoir fiscal des communes, tel qu'il avait été organisé par la loi du 14 février 1961, dite d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier, a été modifié par la loi du 30 mars 1962. Celle-ci dit, entre autres, que les communes qui perçoivent au moins 424 centimes additionnels nouveaux à la contribution foncière peuvent créer, à partir de 1961, une taxe communale n'excédant pas 5 % de la taxe professionnelle due à l'Etat sur les revenus professionnels des personnes physiques. Au surplus, les communes peuvent, à partir de 1962, prélever une taxe sur certains véhicules automobiles, fixée à un pourcentage de la taxe de circulation sur ces véhicules due à l'Etat, et qui ne peut dépasser 10 % de cette dernière.

Selon les budgets initiaux, les impositions communales atteindraient, en 1962, 7,3 milliards, dépassant de près de 17 % le niveau des prévisions budgétaires de 1961. Le rendement réel de la nouvelle fiscalité communale, en 1962, n'est pas encore fort important étant donné les retards intervenus dans le vote des centimes additionnels sur les revenus physiques, eux-mêmes tributaires de la conversion des anciens additionnels à la contribution foncière. Environ 1 000 communes avaient voté les centimes additionnels à la taxe professionnelle, alors que 1 695 communes avaient admis des centimes additionnels à la contribution foncière au delà de 400 centimes. Au total, les recettes communales, propres à l'exercice, accuseraient une hausse de près de 11 % tandis que les dépenses ordinaires n'augmenteraient que de 6,5 %. Cette dernière augmentation concerne tous les chapitres administratifs mais elle est surtout prononcée pour l'instruction publique et la dette publique. Depuis 1956, la charge entraînée par le financement de celle-ci a pratiquement doublé : en 1962, elle représente 20,7 % des dépenses ordinaires totales. Cette évolution, met une fois de plus, en évidence la nécessité d'un assainissement des finances communales, perçues dès 1962.

Ainsi le nombre de communes, dont le budget initial propre à l'exercice, c'est-à-dire à l'exclusion des soldes reportés des années antérieures, était en déficit, a été ramené de 2 263 en 1961 à 1 736 en 1962. Le montant du déficit, qui s'élevait encore à 3,0 milliards en 1961, selon les prévisions budgétaires, serait passé à 2,2 milliards en 1962 ; de ce mali, la part des quatre grandes villes, s'élève à 1,3 milliard. Il ne s'agit que de données budgétaires, les comptes reflétant ainsi que l'expérience l'a démontré, des résultats beaucoup plus favorables. Pour l'exercice 1962, la possibilité d'écarts substantiels entre les budgets et les résultats effectifs est d'autant plus grande que le statut financier des communes a subi de profondes modifications dont les incidences exactes ne peuvent encore être mesurées. Selon les prévisions, les budgets des communes, exception faite des quatre grandes villes, atteindraient l'équilibre en 1962.

En se référant aux comptes provisoires qui, pour les provinces, englobent déjà l'année 1961, on constate encore une nette amélioration de la situation financière : le boni, y compris le solde des exercices antérieurs, aurait atteint 0,5 milliard contre 0,3 milliard en 1960. Une seule province serait en mali pour un montant de 18 millions de francs. Les budgets de 1962 traduisent un mali qui sera sans doute largement résorbé dès que les données relatives aux réalisations seront connues. La trésorerie de la plupart des provinces a connu une situation assez aisée en dépit du recul des impôts perçus, dû lui-même au retard de la mise en application de la péréquation cadastrale.

Selon le Crédit Communal, les investissements des secteurs provincial et communal pourraient être évalués à environ 11 milliards en1962, contre 10 milliards en 1961. Ces données tiennent compte des acquisitions de biens existants qui du point de vue économique, ne constituent pas un nouvel investissement. Les prêts et subventions, liquidés en 1962 ont atteint 9,2 milliards contre 9,3 milliards un an auparavant. Les interventions au profit des communes, des provinces et des autres organismes ont encore augmenté, mais celles destinées aux intercommunales ont été ramenées de 1,6 milliard en 1961 à 1,0 milliard en 1962. L'affectation de ces prêts et subventions dénote une légère augmentation, notamment pour les travaux de voirie et de distribution d'eau, les bâtiments communaux et provinciaux et les dépenses scolaires. Les dépenses pour dommages de guerre et celles qui ont été consacrées aux aménagements de dettes accusent un net recul, de même d'ailleurs que l'intervention des communes en faveur de l'expansion économique. A cet égard, la réduction touche la construction de bâtiments.

Les capitaux prêtés par le Crédit Communal, pour le financement des travaux d'investissements, dépassent le niveau de 1961, par le fait même que les subventions liquidées par l'Etat décroissent en exécution du nouveau dispositif mis en place fin 1959. La totalité des engagements des diverses administrations publiques envers le Crédit Communal s'est accrue de 6,6 milliards. La société a pu rencontrer la demande grâce à l'aisance des marchés financiers qui lui a permis de placer des bons de caisse pour 5,9 milliards contre 4,3 milliards en 1961.

Monnaie et crédit

La vive expansion de l'activité économique, étayée surtout par la demande extérieure, a été favorisée par l'abondance des fonds sur les marchés financiers. L'ensemble des moyens de paiement, à la disposition de l'économie, a en effet fort augmenté : surtout sous l'impulsion des crédits aux entreprises et aux particuliers, financés par les banques et les caisses d'épargne. Au surplus, les besoins de liquidités ont suscité une intensification de l'utilisation de la monnaie bancaire. La vitesse de rotation des dépôts à vue, dans les banques, est passée de 2,18 en 1961 à 2,23 en 1962.

En valeur absolue, l'augmentation des disponibilités monétaires et quasi monétaires est un peu inférieure à celle observée en 1961. Cette évolution est due aux liquidités quasi monétaires, la masse monétaire

ayant connu une expansion plus forte qu'en 1961. En termes absolus, l'augmentation de la monnaie fiduciaire est plus accusée que celle de la monnaie scripturale, mais sa part, dans le stock monétaire total, en fin d'année, reste à un taux de 55,7 %, équivalent à celui d'un an auparavant.

Le développement de l'activité a suscité une forte expansion des paiements ; ceux effectués au moyen de dépôts bancaires se sont accrus de 11,3 % contre 7,5 % en 1961, alors qu'au moyen des avoirs en comptes chèques postaux, ils ont progressé de 6,8 % contre 6,7 % un an auparavant.

L'analyse des contre parties du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires dénote que la contribution des pouvoirs publics à la formation des liquidités a fort diminué. Aussi, la création de monnaie dérive-t-elle surtout des opérations avec les entreprises et les particuliers et, dans une moindre mesure, des transactions avec l'étranger.

Ces dernières, qui ne comprennent pas les opérations en capital des pouvoirs publics et les transferts officiels, ont entraîné une création de liquidités de 5,0 milliards contre 7,8 milliards en 1961. Le surplus a été acquis entièrement au cours des neuf premiers mois, car la tendance s'est renversée à la fin de l'année et a donné lieu à une sortie nette. Cette altération est due, en grande partie, aux transactions sur biens et services et aux transferts privés, dont le solde est tombé à — 0,6 milliard au quatrième trimestre, alors qu'il atteignait 4,1 milliards pour les neuf premiers mois.

L'ensemble des transactions avec l'étranger, y compris les mouvements de capitaux et les donations des pouvoirs publics, a entraîné une augmentation des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires de 3,8 milliards. Les avoirs extérieurs nets de la Banque Nationale ont eu, dans le courant de l'année, des fluctuations parfois assez marquées puis ont fléchi, de 1,7 milliard de francs. L'encaisse en or a encore augmenté, couvrant les engagements à vue à concurrence de 47,7 % contre 45,0 % à fin 1961. Les avoirs sur l'étranger, en monnaies convertibles, ont par contre fort diminué : des devises ont été cédées au Trésor, pour lui permettre de rembourser une partie de sa dette en monnaies étrangères, contractée, notamment envers des banques belges. De ce fait, celles-ci ont pu réduire leurs engagements envers l'étranger. La créance sur le Fonds Monétaire International, financée par la Banque Nationale, a été influencée par la cession de 1 milliard de francs belges au Canada et le rachat de 2,3 milliards au Royaume-Uni.

L'augmentation du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires, dérivant des crédits aux entreprises et aux particuliers résidant en Belgique, a été de 11,6 milliards, contre 8,2 milliards en 1961. Les crédits financés en dehors des organismes monétaires n'ont pratiquement plus varié, contrairement à la tendance observée l'année précédente. L'augmentation du crédit financé par les organismes monétaires a correspondu à l'accroissement des encours de fabrication dans la plupart des secteurs industriels, aux plus grands besoins financiers

suscités par l'effort d'investissement et l'expansion des exportations. Elle a surtout été assurée par les banques de dépôts. En l'espace d'une année, les crédits financés par celles-ci ont augmenté de 16,5 % grâce à la suppression des obligations de trésorerie et à l'assouplissement des prescriptions de couverture, à la limitation de l'émission d'effets publics à court terme, notamment de certificats du Fonds des Rentes, mais surtout grâce au renforcement des moyens d'action bancaires.

Parmi ceux-ci, les dépôts bancaires ont progressé de 8,1 % contre 16,8 % en 1961. Le rythme d'augmentation des dépôts s'est sensiblement réduit, au milieu de l'année, pour faire place à un léger recul en décembre ; celui-ci a surtout affecté les dépôts à terme en francs belges. Leur part dans l'ensemble des dépôts bancaires a été ramené de 23,2 % fin 1961 à 22,4 % un an plus tard. Contrastant avec l'évolution des dernières années, les dépôts en carnets ont fort progressé surtout à la fin de l'année ; l'évolution des taux d'intérêt et le nouveau régime fiscal pourraient avoir favorisé cette forme d'épargne. Les dépôts en devises ont fluctué dans des limites fort étroites, aucune perturbation n'ayant affecté le marché des changes.

Les crédits aux entreprises et aux particuliers logés à la Banque Nationale n'ont atteint, en général, que des niveaux fort bas dans le courant de l'année. Mais à l'échéance annuelle, à cause d'une contraction des liquidités sur le marché monétaire, ils ont pris temporairement une forte ampleur. L'intervention des autres organismes monétaires, dans le financement des opérations avec le secteur privé, a reculé en 1962, les banques ayant accru le portefeuille de leurs propres acceptations bancaires, au détriment du réescompte traditionnel auprès de l'Institut de Réescompte et de Garantie ou par son intermédiaire.

De ce fait, l'encours moyen journalier des effets traités par l'I.R.G., dans le cadre dû marché hors banque, a nettement diminué. Par contre, les effets vendus ou placés par cet Institut ont marqué, en 1962, un progrès sensible, du aux cessions qu'il a faites lui-même d'acceptations visées et que les banques ont faites de leurs acceptations non réescomptables. L'encours des ouvertures de crédits de réescompte en faveur des banques par l'I.R.G. a progressé de 1 milliard, par suite de l'octroi d'importants concours pour financer la production et la vente de biens d'équipement destinés au marché intérieur. Pour le financement de ses opérations, l'I.R.G. a trouvé, pendant les premiers mois de l'année, une offre suffisante sur le marché de l'argent à court terme. A partir de juin et spécialement à la suite du versement du produit de l'emprunt de l'Etat 1962-1982, 2e série, et de la tension correspondante à la période de vacances, il a fallu davantage recourir au réescompte de la Banque Nationale. Celui-ci a atteint 6,5 milliards à la fin de l'année. Au total, la moyenne journalière des effets réescomptés par l'I.R.G. est passée de 0,4 milliard, en 1961, à 0,7 milliard en 1962.

L'encours total des crédits consentis dans le cadre du premier pool de Créditexport est passé de 3,4 milliards, fin 1961, à 3,7 milliards un

an plus tard, et la partie utilisée de 0,8 à 2,2 milliards. Les moyens d'action ont été renforcés de 25 % et un deuxième pool, disposant de 2 milliards destinés à financer les demandes de crédits portant sur plus de 5 ans, a été constitué. Les crédits octroyés par les participants à ce pool s'élèvent à 0,4 milliard.

Les opérations des organismes monétaires avec les pouvoirs publics, y compris les interventions de ces organismes et du Fonds des Rentes sur le marché des effets publics, ont abouti à une création de liquidités monétaires et quasi monétaires de 3,4 milliards, contre 6,3 milliards en 1961.

Le financement monétaire de l'Etat n'a plus porté que sur 1,1 milliard, contre 2,3 milliards, un an auparavant. Ce recul s'explique par la contraction du découvert de trésorerie, mais aussi par le fait que son financement a été davantage assuré par un recours aux organismes non monétaires et par le placement dans le public de titres de la dette. Le recours des autres pouvoirs publics, au financement monétaire, n'a pas eu la même ampleur qu'en 1961 ; il résulte de la souscription des banques aux valeurs de ces pouvoirs publics, notamment à un emprunt du Fonds des Routes.

La monétisation d'effets publics a fourni la contrepartie d'un accroissement de 1,2 milliard du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires, contre 1,9 milliard en 1961. La plus grande partie de cette création de monnaie résulte des achats de fonds publics sur le marché par les banques, grâce à leur grande liquidité. Le Fonds des Rentes, dont le portefeuille d'effets avait été réduit dans les premiers mois de l'année, a de nouveau accru celui-ci ultérieurement.

Les interventions du Fonds des Rentes sur le marché monétaire, par l'acquisition de certificats de trésorerie spéciaux, ont pris une certaine ampleur pendant les derniers mois de l'année. Le Fonds a continué d'émettre des certificats, mais dans des conditions nouvelles ; l'encours est revenu de 11,0 milliards fin 1961, à 6,4 milliards un an plus tard. De ce fait, les disponibilités du Fonds ont été progressivement amenuisées et, en fin d'année, il a dû recourir au crédit de la Banque Nationale. Pendant le second semestre, le Fonds n'a pas toujours pu exercer sa fonction régulatrice sur le marché du call money. Celui-ci a été caractérisé en 1962, par une réduction sensible des capitaux traités, la moyenne journalière étant retombée de 5,8 à 4,1 milliards. Outre la contraction des moyens d'action du Fonds des Rentes, cette évolution est due à la suppression du coefficient de trésorerie bancaire, à partir du 1er janvier 1962, ce qui a amené les banques à réduire leurs apports de capitaux pendant toute l'année. Une autre cause réside dans la contraction du portefeuille-effets de l'Institut de Réescompte et de Garantie. Le taux de l'argent au jour le jour a accusé une tendance à la hausse, à partir du mois de mai. Le 30 novembre, par suite du versement du solde de l'emprunt d'Etat, le marché de l'argent s'est brusquement contracté

et le taux a atteint 4,40 %, tandis que le taux d'escompte ne s'élevait qu'à 3,75 %. Pour l'année entière, la moyenne journalière du taux a cependant été de 2,13 % contre 2,57 % en 1961.

Le mouvement de baisse des taux d'intérêt sur le marché monétaire, entamé en 1961, a continué et a touché tous les compartiments. Grâce à la liquidité des marchés et à l'évolution favorable de la balance des paiements, la Banque Nationale a soutenu la réduction des taux en abaissant son propre barème à quatre reprises, le ramenant de 4,5 à 3,5 %.

Depuis le début de l'année, les certificats du Fonds des Rentes ont été émis par adjudication publique au taux résultant du jeu de l'offre et de la demande, au lieu d'être fixé selon le taux d'escompte de la Banque Nationale. La première adjudication a été faite à 4,15 % ; ce taux est descendu à 3,10 % au début de septembre et se situait à 3,30 % en fin d'année.

La tendance à la baisse des taux d'intérêt a aussi touché les certificats de trésorerie émis par adjudications mensuelles. Pour les certificats à douze mois, le taux a été ramené de 4,90 % en décembre 1961 à 3,38 % en septembre 1962. En décembre, ce taux avait rejoint le niveau de 3,45 %.

Les abaissements du taux d'escompte ont entraîné une réduction des taux d'intérêts bonifiés par les banques sur les dépôts en francs belges à terme et à préavis. L'intérêt des dépôts reçus en carnet a été diminué de 0,25 % depuis le 1er janvier 1963, mesure appliquée aussi par tous les organismes qui recueillent des dépôts d'épargne. Ainsi, la politique des taux d'intérêts a été manifestement orientée, en 1962, vers une baisse générale du coût de l'argent et des capitaux, créant ainsi des conditions plus favorables au développement des investissements productifs.

Une nouvelle étape a été franchie dans la réorganisation du marché monétaire. L'arrêté royal du 20 décembre 1962 a converti en un emprunt spécial, les certificats de trésorerie de la tranche A, détenus par les banques et dont l'encours s'élevait à 19,8 milliards. Cet emprunt est divisé en trois tranches, le taux d'intérêt de la première, de 10 milliards, étant porté à 3,50 %. Les obligations de cet emprunt pourront être admises pour souscrire à de futures émissions d'emprunts d'Etat, à des conditions qui seront déterminées dans chaque cas.

La conversion de certificats A a permis à la Commission bancaire, par arrêté du 31 décembre 1962 entrant en vigueur un jour plus tard, d'abroger les dispositions transitoires qui obligeaient les banques à garder un volume minimum de placements réglementaires, représentés par des effets publics.

Marché des capitaux

L'abondance, déjà perceptible depuis 1960 sur le marché des capitaux, a persisté en 1962. La situation a entraîné une diminution du taux

de l'intérêt, mais moindre que celle du taux d'escompte de la Banque Nationale. Certains signes montrent qu'un sommet aurait été atteint pour les capitaux disponibles.

Par suite de la baisse des cours des actions, en mai et en juin, il y a eu une forte demande des valeurs d'Etat. De ce fait, le rendement de celles-ci a fléchi : les obligations donnant de 4 % à 5,75 % et de 5 à 20 ans de durée, ont vu leur rendement diminuer de 5,74 % à 5,08 %.

Le Trésor a profité de l'aisance du marché des capitaux pour émettre, en 1962, trois nouveaux emprunts d'un montant global double de celui des deux emprunts émis en 1961. Trois communes belges, la Régie des Télégraphes et Téléphones, la Société Nationale des Chemins de fer belges et le Fonds des Routes ont également fait appel au marché des capitaux pour un montant global de 9,3 milliards de francs.

Le total net des émissions de sociétés belges a beaucoup diminué surtout à cause du fait que la Société nationale de Crédit à l'Industrie n'a pas fait appel au marché des capitaux, tandis qu'en 1961 elle lui avait demandé 4,7 milliards. Celles de la S.N.C.I. mises à part, le montant net des émissions d'actions et d'obligations des sociétés belges a été 6,5 % plus élevé en 1962 qu'en 1961.

Le ralentissement de la conjoncture et la contraction des bénéfices ont limité l'augmentation des réserves des entreprises, lesquelles n'auraient plus contribué à l'expansion de l'épargne nette ; celle-ci aurait été entièrement imputable aux particuliers.

L'avoir des particuliers à la C.G.E.R. qui avait augmenté de 5,8 milliards en 1961 a encore progressé de 8 milliards en 1962. L'augmentation de l'ensemble de l'épargne a été moins considérable en 1962 que l'année précédente où elle avait été exceptionnellement élevée. L'épargne nette des entreprises et des particuliers avait alors augmenté de 15,5 % contre 5,4 % en 1960.

Bien que le total des crédits nouveaux consentis par la S.N.C.I. en 1962, ait été considérable, certains records passés n'ont pas été atteints. En 1962, les crédits importants ont été moins nombreux.

Les bourses de Bruxelles et d'Anvers, qui avaient traversé, depuis septembre 1961, une période de hausse ininterrompue et qui s'étaient complètement rétablies du contre-coup des événements du Congo, ont subi, à la fin de mai 1962, les effets de la baisse profonde qui a affecté la bourse de Wall Street. Au cours d'une seule séance, l'indice « Dow Jones » avait perdu 5,7 % de sa valeur. Le lendemain, à peu près toutes les bourses de l'Europe occidentale suivaient le mouvement : à Bruxelles, Amsterdam, Paris et Londres, l'indice des valeurs industrielles baissait respectivement de 2,5 %, 3,2 %, 4,5 % et 6,5 %. Le recul le plus sensible fut enregistré par les bourses allemandes : l'indice global a fléchi de 7 % à Düsseldorf.

Après une réaction rapide qui permit à l'indice de regagner quelques points, les cours ont continué à reculer à Bruxelles et à Anvers du-

rant tout le mois de juin. Ils ont remonté ensuite, de sorte que l'indice d'ensemble des actions (1953=100) revint, le 26 décembre 1962, à 163 contre 172 au début de la même année.

Les cours les plus élevés ont été atteints au mois de mars et les plus bas, en juin, l'écart n'étant que de 21 points, ou 12,8 %. En 1961, l'écart entre les cours les plus hauts et les plus bas avait été de 33 points, ce qui correspondait à 22 % de l'indice de cette époque.

L'apathie de la bourse, en Belgique, peut se justifier en 1962, du fait qu'à la suite de la crise congolaise elle n'avait pas suivi les courants internationaux, de sorte que la baisse l'a aussi moins touchée.

En outre, sur le plan économique, il y a eu, au cours de cette année, peu de facteurs susceptibles d'exercer une action stimulante. L'affaiblissement de la haute conjoncture en Europe occidentale et, plus particulièrement, les nombreuses discussions au sujet de la réforme fiscale, ont pesé sur les cours, de sorte qu'on n'a observé aucune hausse notable.

La concurrence internationale, de même que le caractère sélectif des investissements ont suscité de fortes différences dans l'évolution des cours des diverses rubriques. Le niveau général des cours a été favorisé par la hausse des sociétés d'électricité, des banques et des organismes d'assurance ; par contre, les valeurs industrielles et surtout les grands magasins ont subi une baisse sensible.

Un intérêt persistant s'est manifesté pour le marché des obligations, surtout pendant les trois premiers trimestres ; il a émané principalement des banques en raison même des modifications appliquées, à partir du 1er janvier 1962, dans la réglementation bancaire. En effet, par suite de l'assouplissement du système des coefficients de couverture, il leur a été permis de conserver, en portefeuille, un pourcentage plus élevé de valeurs d'Etat, en remplacement partiel des certificats du Fonds des Rentes ou du Trésor, à taux d'intérêt plus faible.

Le mouvement de hausse sur le marché des obligations est aussi en rapport avec une activité moindre du marché des actions.

Tant le montant des capitaux négociés que le nombre des titres traités ont été plus élevés au premier semestre qu'au deuxième. Le même phénomène était apparu en 1961, mais la valeur totale des titres traités était de 20 % plus élevée qu'en 1962, alors que le nombre des titres négociés n'a été que de 6 % supérieur, l'investisseur s'étant intéressé davantage aux petites valeurs.

ssurances

Les données statistiques nécessaires à l'analyse de l'activité des sociétés d'assurances, en 1962, ne sont pas encore disponibles. Seuls les chiffres de 1961, qui n'avaient pas encore pu être publiés, dans le précédent rapport annuel, le sont actuellement.

La valeur des primes encaissées par des sociétés belges, en matière d'assurance-vie, ont fléchi de 4,6 % en 1961, alors que les sociétés étrangères ont, au contraire, touché 4,3 % de plus qu'en 1960, à ce titre. Le montant des réserves mathématiques des sociétés belges a augmenté

de 9,5 % par rapport à l'année précédente, celles des sociétés étrangères de 8,7 %.

En ce qui concerne les opérations de capitalisation, la valeur nominale des contrats souscrits a fléchi encore plus fort en 1961 qu'en 1960. Cela n'a pas été dû seulement à la capitalisation immobilière ; la capitalisation pure a également connu un recul qui atteint à peu près 2,5 %. L'augmentation des réserves mathématiques a néanmoins été plus forte qu'en 1960.

Le montant nominal des emprunts hypothécaires consentis par les sociétés privées a augmenté d'un peu plus de 1 %, à peu près comme en 1960.

Il ressort des statistiques de l'assurance obligatoire des transporteurs automobiles que, depuis 1956, le nombre des véhicules assurés augmente chaque année d'environ 20 000 unités. Il apparaît aussi que l'accroissement du montant des primes encaissées est beaucoup moins rapide que celui des dégâts payés : pour le transport de biens pour compte d'autrui, ces augmentations sont respectivement de 10 % et 18,5 % et, pour compte propre, de 7,2 et 13,4 %. Cette disproportion devait conduire à une révision des tarifs des assurances automobiles, qui a été entreprise en 1962.

Prix

Au début du présent cycle conjoncturel, les prix étaient demeurés plutôt stables. A la production et à l'importation, ils avaient subi des influences divergentes : la concurrence entre les producteurs de la C.E.E. s'était accentuée, bien que de nouveaux accords entre entreprises eussent vraisemblablement été conclus. La réévaluation du Deutsche Mark, ainsi que du Florin hollandais et le relèvement du taux de la taxe de transmission en Belgique, n'avaient pas eu d'influence perceptible sur les prix. La hausse du coût de la main-d'œuvre, d'un peu moins de 5 %, au cours de chacune des années 1960 et 1961, a sans doute été compensée par l'augmentation de la productivité à cause des importants investissements.

En 1962, le climat des prix s'est peu à peu modifié. Des facteurs nouveaux et divergents ont influé. La forte extension de la capacité de production dans certaines branches d'activité (notamment en sidérurgie) y a suscité un excédent important qui a pesé sur les prix. Les hausses de salaires, beaucoup plus nombreuses et considérables qu'au cours des années précédentes, ont exercé une pression en sens inverse. L'adaptation de l'échelle mobile des salaires a entraîné, en été, une hausse générale moyenne d'environ 2,5 %. Influencé par cette adaptation, le coût de l'heure de travail a augmenté de 7 %, en 1962, dans l'industrie manufacturière, par rapport à l'année précédente.

Divers facteurs expliquent la tendance croissante, observée en 1962, à incorporer, dans les prix de vente, la hausse assez rapide du coût de la main-d'œuvre. D'abord, celle-ci n'a plus été compensée par une augmentation similaire de la productivité. De plus, la demande a crû, du moins celle des biens de consommation, ce qui a facilité l'incorporation

de l'augmentation des prix de revient aux prix de vente. En outre, à la fin de 1962, les matières premières ont eu une légère tendance à renchérir.

Les prix du charbon ont augmenté, après l'été de 1962. La situation financière de la plupart des charbonnages était telle que la hausse des salaires, assez stables au cours des années précédentes, a dû être reportée sur les consommateurs. Divers facteurs ont favorisé cette hausse : le marché n'a plus subi la pression de stocks considérables et la demande de charbon maigre a augmenté ; enfin les combustibles liquides ont aussi renchéri. Par contre, les prix des produits de la distillation de la houille ont fléchi, comme ceux de nombreux produits chimiques.

Les prix en construction ont de nouveau augmenté, de même que ceux de la plupart des matériaux, y compris les produits des carrières.

A la suite du suréquipement en sidérurgie, la concurrence a dominé et, en 1962, les cotations ont été, en moyenne, plus faibles que l'année antérieure. Les minerais ont fléchi. Les cours des métaux non ferreux ont été faibles dans l'ensemble.

Par contre, dans l'industrie des fabrications métalliques où les salaires ont fort monté, la tendance à la hausse s'est renforcée. Les biens de consommation, surtout, ont augmenté au cours des derniers mois de 1962.

Les prix des textiles ont évolué en sens divers, selon le genre de produit ; quoique, dans les derniers mois de 1962, ils aient été surtout en hausse, principalement dans l'industrie de la toile. Les prix des fibres artificielles sont à peu près inchangés.

Les prix agricoles ont fluctué diversement ; une offre abondante a résisté aux mesures officielles de soutien. Le bétail a été, en moyenne, meilleur marché qu'en 1961, les produits des cultures ont, par contre, été plus chers.

La hausse lente des prix de détail a persisté et s'est accélérée dans les derniers mois de l'année. La hausse des prix de revient a été plus facilement répercutée sur les prix de détail, les revenus des consommateurs ayant progressé de façon appréciable.

D'avril à juillet, l'indice des prix de détail a été très influencé par la forte hausse des pommes de terre, due à des circonstances accidentelles. Cette augmentation a d'ailleurs influencé l'échelle mobile des salaires dans presque toutes les branches d'activité. Au dernier trimestre de 1962, l'indice était 1,3 % plus élevé que l'année précédente.

evenus du travail

Au fur et à mesure de l'amélioration de la situation des entreprises et de l'accroissement de la tension sur le marché de la main-d'œuvre, les syndicats ont exigé des nouvelles améliorations de salaires et de conditions de travail ; ces revendications ont été appuyées, dans certaines entreprises, par des grèves. Le nombre des journées de travail perdues à la suite d'interruptions de travail a été plus élevé en 1962 qu'en 1961, compte non tenu des mouvements exceptionnels de janvier

1961 qui ne constituaient pas de véritables conflits de travail ; mais il est resté fort en dessous du niveau de la précédente haute conjoncture. Les relations entre employeurs et syndicats s'étaient beaucoup améliorées au cours des dernières années.

Le rythme d'augmentation des salaires s'est fort accéléré en 1962. La moyenne annuelle de l'indice des gains horaires bruts, calculée par la Banque nationale a été de 7,7 % plus élevée qu'en 1961, année où l'augmentation n'avait été que de 3,6 %. La hausse des salaires bruts, en 1962, a été provoquée en partie, par le jeu de l'échelle mobile : la montée accidentelle de l'indice des prix de détail a déclenché, en été, un mouvement à peu près général des salaires. En outre, de nouvelles conventions avec hausses de salaires ont été adoptées dans un grand nombre de branches d'activité, ou bien les rémunérations ont augmenté en application des conventions, conclues en 1961, qui stipulaient des relèvements échelonnés dans le temps. Un exemple en est donné par celle conclue dans l'industrie du bâtiment : elle comporte une première hausse de 6 % en mai, une deuxième en octobre pour les bas salaires, et une troisième, de 3 %, au 1er avril 1963. Le montant des salaires réels a augmenté d'un montant supérieur à celui prévu dans les conventions, dans de nombreuses branches d'activité et surtout dans certaines régions.

Le coût de la main-d'œuvre, par heure de travail, a relativement plus augmenté que les salaires horaires bruts, à la suite de certaines modifications apportées au système de la sécurité sociale. Le pécule de vacances a été augmenté de nouveau de 0,5 % du salaire brut (non plafonné) et la période des congés, prolongée d'un jour et demi. Au 1er octobre, la contribution des employeurs à la caisse d'allocations familiales, a été portée de 9 % à 9,5 %, par contre, la participation à la Caisse de congés payés a été réduite de 6,5 % à 6 %. La liaison des cotisations à l'indice des prix de détail a provoqué, le 1er juillet, un relèvement du plafond servant au calcul de plusieurs d'entre elles (assurance maladie, chômage, allocations familiales) ; le 1er octobre, le plafond a de nouveau été relevé pour le calcul des allocations familiales. Diverses mesures ont également suscité une augmentation du coût de la main-d'œuvre ; il s'agit de l'application de la loi sur le salaire hebdomadaire garanti, de la loi sur les abonnements sociaux aux chemins de fer et aussi dans certaines branches d'activité, de la satisfaction de l'exigence syndicale de voir payer des primes aux travailleurs syndiqués (en général 1 % de la masse salariale).

Le coût du travail des employés a augmenté environ dans la même proportion que celui des ouvriers.

Revenus des sociétés

La documentation statistique rassemblée ne donne les résultats des sociétés qu'avec un retard de un à douze mois. Les chiffres des tableaux repris dans ce rapport ne représentent donc pas tant les résultats de l'année 1962 que ceux de l'exercice 1961 ou de l'exercice 1961-1962.

Les données des bilans de 10 945 sociétés, publiés en 1962, font apparaître un rendement moyen de 7,64 % ; celui-ci avait été de 7,31 %

en 1961. Le bénéfice net total, enregistré cette année là, était de près de 754 millions de francs moins élevé qu'en 1962. Les données pour 1962 étant encore provisoires et les résultats de 3 000 sociétés devant encore être publiés, le bénéfice net serait, en 1962, environ 10% plus élevé qu'en 1961.

Si les charbonnages, qui depuis un certain temps occupent une position spéciale dans l'industrie belge, étaient exclus de la statistique, le rendement moyen serait de 8,09 % en 1961 et de 8,12 % en 1962.

Les houillères travaillent, en effet, à perte depuis 1959 ; mais le déficit global de ce secteur n'a été que de 548 millions de francs en 1962, contre 1 326 millions en 1961. Ce résultat a favorablement influencé l'augmentation du bénéfice global des sociétés en 1962. Le pourcentage des sociétés travaillant à perte a encore diminué en 1962 et ce recul est encore plus considérable pour les sociétés qui ont leur activité principale à l'étranger.

Dans l'ensemble, les bénéfices des sociétés belges ont donc été plus élevés en 1962 qu'en 1961, mais l'augmentation de leur rendement s'est ralentie. L'évolution, fort divergente d'un secteur à l'autre, des résultats publiés pour 1962 est caractéristique.

Les bénéfices ont subi une baisse sensible dans le secteur des matériaux de base, tandis que les secteurs basés sur la consommation privée et l'activité d'investissement ont enregistré une nouvelle avance.

La concurrence internationale, pour autant qu'elle ait provoqué une diminution des ventes et une baisse des prix, a plutôt été déprimante pour les entreprises belges. C'est surtout cette baisse qui a pesé sur les bénéfices des industries productrices de métaux : un fléchissement notable de la rentabilité s'observe dans ces secteurs.

Par contre, une amélioration substantielle est apparue dans le rendement des entreprises de gaz et d'électricité et dans le secteur de la construction. Les bénéfices nets des entreprises de gaz et d'électricité ont augmenté de 8,5 %, aucune réduction tarifaire n'étant intervenue en 1961 et les ventes ayant continué d'augmenter.

Le secteur financier a marqué une avance intéressante : les banques ont augmenté leur profit de 12,5 % et les sociétés financières et immobilières de 24 %.

En 1962, la hausse des salaires a dépassé l'augmentation de la valeur de la production et provoqué un rétrécissement des marges bénéficiaires. Alors que les salaires ont augmenté de plus de 6 %, les prix de gros n'ont été relevés que de 1,6 %. Une pression continue a été exercée sur les prix de vente, alors que le plein emploi a commencé à faire sentir son influence sur le marché de la main-d'œuvre.

Investissements

L'Institut national de Statistique ayant mis au point une estimation plus systématique des investissements que celle faite jusqu'à présent, à prix courants, par le Service des Etudes, la tendance est dorénavant jugée à partir des données de cet Institut. Ces dernières sont établies

sur la base d'un relevé plus complet, en ce qui concerne le secteur industriel notamment.

L'Institut National de Statistique a pu, ces dernières années, mettre au point une enquête auprès des entreprises alors que, jusqu'ici, la Direction générale des Etudes et de la Documentation ne disposait que d'une évaluation, se basant sur les livraisons intérieures d'outillage industriel augmentées des importations. De la sorte, a été surestimée la formation brute de capital fixe dans l'industrie.

Par ailleurs, l'Institut National de Statistique a revu la valeur attribuée aux logements nouveaux, de sorte que ceux-ci constituent un investissement plus important qu'il n'avait été indiqué jusqu'ici.

En définitive, la valeur globale à prix courants de la formation intérieure brute de capital fixe (Total de A à H dans le tableau inclus dans ce rapport) estimée par l'I. N. S. et celle évaluée par le Service des Etudes ne diffère guère, chaque année, que de 5 % au plus, sauf en 1958 (+ 7 %) ; l'évolution des données est parallèle. Il faut néanmoins relever qu'arrivés au même niveau relatif en 1959, en prenant 1954 comme point de départ, la valeur globale des investissements en capital fixe accuse, d'abord, une hausse plus forte, selon l'I. N. S., de 1959 à 1960, que celle avancée par le Service des Etudes, puis, au contraire, moins marquée au cours des deux années suivantes. Enfin, il faut noter que l'I. N. S. est en mesure d'évaluer les variations de stocks, ce qui n'avait pas été fait jusqu'ici ; les variations, ajoutées à la formation intérieure brute de capital fixe donnent le total de la formation intérieure brute de capital. Toutefois, la tendance des investissements a été commentée ici, sans tenir compte des variations de stocks.

Il apparaît que ces investissements, après la diminution qui a interrompu leurs progrès annuels, en 1958, ont haussé à un rythme fort rapide les deux années suivantes : en 1959 de 9,5 %, dépassant ainsi le niveau de 1957, puis en 1960, de 13,5 %. Après cette poussée exceptionnelle, au cours de deux années consécutives, le rythme d'accroissement d'une année à l'autre est revenu à 5 % en 1961, pour remonter à 7 % en 1962.

Les progrès, en 1959, sont dus à une forte augmentation de la construction, tant de logements que d'autres bâtiments, entraînant d'ailleurs une hausse marquée de l'équipement de l'industrie de la construction. Les investissements dans l'ensemble de l'industrie avaient, au contraire, un peu décru. En 1960, le boom de la construction s'est atténué, mais les dépenses d'équipement des industries manufacturières ont augmenté rapidement. En 1961 et 1962, la progression des investissements en logements ralentit comme celle des investissements dans l'industrie. Ici, la branche d'activité la plus importante, c'est-à-dire celle du fer, de l'acier et des métaux non ferreux, a marqué une forte poussée d'équipement en 1960, pour plafonner ensuite, ce qui correspond assez bien à l'évolution de la conjoncture des dernières années, dans cette branche particulière. Le secteur des fabrications métalliques et constructions navales, par l'importance de ses investissements

est, avec celui de la chimie, au deuxième rang ; il a accusé une augmentation très forte de 1959 à 1960, de près de 50 % qui est allée en s'atténuant en 1961 et 1962 (22 % et 13 %).

L'industrie des fabrications métalliques fournit l'essentiel de l'outillage industriel ; le rythme de ses propres investissements reflète assez bien, les perspectives de la conjoncture dans l'ensemble de l'industrie.

Consommation

Le taux de progression de la valeur de la production indique que, à prix courants, la consommation aurait augmenté de 4,8 % en 1962. L'indice des grands magasins accuse cependant une augmentation plus faible : 3,5 %. Les ventes des grands magasins à rayons multiples auraient, en effet, moins augmenté que celles des autres organismes de distribution ; de plus, les supermarchés ne sont pas encore repris à l'indice.

Au printemps de 1962, les ventes ont été freinées par les grands froids qui ont persisté de façon exceptionnelle. Cette circonstance a provoqué un glissement des dépenses de consommation vers les combustibles et une forte hausse des prix des pommes de terre, des légumes et des fruits. Le phénomène ne s'est pas limité à la Belgique mais a été perçu aussi aux Pays-Bas et en Angleterre.

A partir du deuxième trimestre, il a été enregistré une légère amélioration des ventes du commerce de détail, qui s'est maintenue au troisième trimestre. Elle a été perceptible surtout dans l'habillement pour hommes, les sous-vêtements, la parfumerie et les articles de voyage.

Fin octobre 1962, la consommation a été perturbée par la crise cubaine : la vente de produits alimentaires non périssables a augmenté d'un tiers par rapport à la consommation normale. Malgré cela, des chiffres d'affaires intéressants ont encore été notés, en octobre, dans les secteurs de l'habillement, de l'ameublement et des articles de ménage.

L'indice des grands magasins a haussé de 9,5 % au cours de ce mois (à prix courants). L'expansion des ventes a été beaucoup plus forte en novembre : à prix égaux, l'augmentation de l'indice des ventes a atteint 9,7 % au cours de ce mois par rapport à la même période de 1961.

Les secteurs qui, en novembre, ont eu la plus grande part dans cette augmentation considérable des ventes des grands magasins ont été ceux de l'habillement, de l'ameublement, des articles de ménage et de la parfumerie.

Pour décembre, le chiffre d'affaires accuse, en général, une avance mesurée ; celle-ci a cependant été un peu plus vive dans certains secteurs comme l'habillement, la parfumerie et les articles pour fumeurs. Les achats pour les cadeaux de fin d'année ont probablement exercé ici leur influence.

A titre indicatif, les indices mensuels de vente des grands magasins, pour 1961 et 1962, aux prix de 1961, dénotent un accroissement moyen de 4,2 % d'une année à l'autre, octobre et novembre ayamarnt qué les différences, en hausse, les plus fortes : 8 % et 9,5 %.

Parmi les pays du Marché Commun, c'est en Belgique que la consommation a le moins progressé. En Angleterre et aux Etats-Unis, l'augmentation a également été plus forte. L'accroissement des dépenses de consommation privées de 1955 à 1959 s'élève en Belgique à 8 %, à prix constants, tandis qu'il est de 12 % aux Pays-Bas. La consommation a cependant moins progressé aux Pays-Bas que dans de nombreux autres pays d'Europe.

On peut expliquer par divers facteurs la lenteur de l'accroissement de la consommation en Belgique. L'accroissement de la population a été beaucoup plus lent ici, au cours de la période 1950-1960, que dans les pays voisins ; en outre, il est connu que le vieillissement de la population y est plus rapide. La hausse des salaires a été, au cours de la présente haute conjoncture, moins considérable que dans les pays voisins. L'épargne a fort augmenté de 1952 à 1960 ; celle des particuliers a doublé et l'accroissement est estimé à 14 % en 1962 par rapport à 1961. La consommation privée par habitant est encore toujours plus élevée en Belgique que dans les autres pays du Marché Commun.

Les données concernant le budget des ménages, de 1959 à 1962, font ressortir que parmi les produits alimentaires, les produits de base enregistrent une consommation à peu près constante, tandis que les produits plus coûteux, comme la viande et les fruits, sont soumis à un rapide accroissement. Les progrès fort considérables des articles ménagers durables sont dus surtout aux ventes d'appareils de télévision, de meubles et toutes sortes d'accessoires métalliques.

Pour 1962, on ne dispose, en ce moment, que de données partielles, de sorte qu'il faut se contenter d'estimations.

Le poids total du bétail abattu aurait augmenté de 8 % en 1962. Cette augmentation a compensé la réduction qui est intervenue dans la consommation des produits alimentaires. La consommation de pain n'aurait pas été sujette à des modifications importantes, à part un glissement de la consommation de pain de cuisine vers celle de pain de fantaisie. Le nombre mensuel de déclarations de nouveaux appareils de télévision a été, en 1962, en moyenne un peu plus faible que l'année antérieure : 18 424 contre 18 543. Le nombre des permis de circulation délivrés pour des voitures neuves a été en moyenne de 12 164 mensuellement en 1962, contre 11 199 en 1961, soit une augmentation de 8,6 %. Dans l'habillement et dans l'industrie de la confection, les ventes auraient progressé d'environ 8 % en 1962, les stocks existant étant supposés demeurer constants. La moyenne mensuelle des ventes de vêtements de dessus s'élève ainsi à 127,5 millions de francs en 1962, contre 118 millions en 1961.

Relations économiques internationales

Politique commerciale

A mesure que l'intégration européenne progresse, les décisions générales qui déterminent la politique commerciale de l'U.E.B.L. sont prises davantage dans le cadre du Traité de Rome.

Ainsi, une série de modifications des droits sont intervenues en 1962, en application de ce Traité : le 1er janvier a eu lieu le premier rapprochement du tarif général vers le tarif extérieur commun, dans le domaine agricole ; le 1er juillet, une réduction de 10 % sur tous les droits applicables entre les pays membres du Marché Commun et les pays et territoires associés ; depuis le 1er novembre, la Grèce a bénéficié du tarif de la Communauté, pour l'importation de ses marchandises à l'exception de quelques produits agricoles et ce, en vertu des dispositions du Traité d'association qu'elle a conclu avec les pays du Marché Commun.

Enfin, en cours d'année, diverses modifications d'ordre mineur ont été appliquées à la suite des négociations tarifaires conclues entre la C.E.E. et les pays du G.A.T.T.

Diverses initiatives ont été prises en vue de stimuler les exportations belges.

En septembre 1962, l'Office belge du Commerce extérieur a été réorganisé en fonction des nouvelles tâches qui lui incombent. Il s'agit d'une division géographique de ses services, grâce à laquelle les exportateurs belges peuvent dorénavant s'adresser, à un organisme unique dans chacun des pays dont le marché les interesse.

Les foires commerciales à l'étranger ressortissent depuis avril 1962 à l'O.B.C.E.

La loi du 6 février 1962 permet à l'Office de spécialiser son action dans les différentes régions de la Belgique. Le but poursuivi est de faire mieux participer les petites et moyennes entreprises à l'effort d'expansion des ventes à l'étranger.

En décembre 1962, des subsides ont été accordés, par le Fonds du commerce extérieur, à l'A.S.B.L. « Design Center ». Le but de cette assistance est de promouvoir un centre permanent d'exposition des meilleurs produits belges, doublé d'un service de documentation commerciale.

Le Fonds du commerce extérieur et le Service des Foires et Expositions ont, en 1962, subsidié plus de cent participations belges à des foires étrangères, dont 60 dans les pays de la C.E.E., une vingtaine dans les autres pays d'Europe et une trentaine dans le reste du monde.

Deux initiatives importantes ont été prises en 1962 pour augmenter les ressources disponibles pour le financement à long terme des exportations. Le 23 mars 1962, deux institutions de crédit du secteur public, à savoir la S.N.C.I. et la C.G.E.R. ont créé, avec le concours de six banques privées, un pool pour le financement d'exportations de biens d'équipement et d'ensembles industriels. Les ressources globales de ce pool s'élèvent à 2 milliards de F.B.

La loi du 27 juillet 1962 autorise l'Office national du Ducroire à concourir à l'édification de plans de financement et à suppléer à l'insuffisance des concours financiers dans les cas exceptionnels, lorsque toutes les autres possibilités auront été épuisées.

Le Prince Albert a conduit, en Extrême-Orient, une mission économique officielle comprenant une vingtaine de dirigeants du secteur privé. Celle-ci devait principalement prospecter le Japon, mais elle a aussi visité Hong-Kong, la Malaisie et Singapour.

Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce

La vingtième session des parties contractantes du G.A.T.T. s'est tenue à Genève en novembre 1962.

Trois problèmes d'expansion du commerce international ont été étudiés en 1962.

A la XIXe session, les ministres avaient décidé de promouvoir les négociations tarifaires par des méthodes plus rapides que celle de l'examen produit par produit, employé jusqu'alors. Avant de réunir un groupe de travail, le représentant de la C.E.E. fit valoir que les négociations ne seraient utiles que si les parties intéressées disposaient, sur le plan juridique, de pouvoirs équivalents. Cette question n'étant toujours pas réglée, le groupe de travail intéressé se réunira ultérieurement.

La nouvelle politique agricole commune, décidée le 14 janvier 1962 par le Conseil de la C.E.E., ayant été notifiée à la XXe session, les autres parties contractantes ont exprimé leurs appréhensions au sujet des effets de cette politique sur leur commerce, mais le représentant de la C.E.E. a souligné l'augmentation constante des importations de produits agricoles dans les pays signataires du Traité de Rome.

La promotion du commerce des pays moins développés était l'objet du troisième groupe de travail. Les pays en cause ont estimé que les progrès réalisés étaient insuffisants, compte tenu de l'ampleur du problème. Dix-huit pays moins développés ont établi, eux-mêmes, un programme d'action. Mais aucune des mesures préconisées n'est relative au problème crucial du niveau des prix.

Les négociations dites « Dillon » se sont terminées le 16 juillet 1962. Elles avaient pour but un échange général de concessions tarifaires entre les parties contractantes du G.A.T.T.

Les propositions de la C.E.E. consistaient en une offre de réduction linéaire de 20 % décidée par le Conseil des Ministres. Seul, le Royaume-Uni a répondu affirmativement à cette offre, les autres pays ont préféré s'en tenir, en ce qui les concernait, à des réductions particulières portant sur des produits choisis individuellement mais dont l'ensemble correspondait à une réduction de leur tarif d'environ 20 %. Les accords les plus importants ont été signés avec les Etats-Unis, le Royaume-Uni, le Japon et la Suisse.

Les parties contractantes ont examiné diverses contestations relevant de l'accord général.

Les rapports de 12 pays concernant les restrictions à l'importation justifiées par des problèmes de balance des paiements, ont été approuvés.

Une contestation de procédure portant sur les restrictions résiduelles à l'importation, a opposé la C.E.E. et les Etats-Unis, puis la France aux Etats-Unis. Les parties contractantes ont invité la France à abolir les restrictions en cause.

Une discussion suscitée par l'Uruguay a mis en cause la Belgique, à qui il fut recommandé de supprimer le régime de permis d'importation et les contingents qui peuvent subsister.

La Belgique a fait des réserves sur l'opportunité de ces conclusions, étant donné l'absence de contingents réels et le caractère purement administratif du permis d'importation.

La Communauté Economique Européenne a exposé l'évolution récente de ses activités. Plusieurs pays moins développés ont fait part de leurs appréhensions au sujet des échanges de produits tropicaux. L'application faite de l'article XXIX et notamment la base de calcul des modifications douanières a été remise en question ; un accord n'a pu être réalisé.

Des rapports ont été examinés sur l'accord Finlande-A.E.L.E., la Zone Latino-américaine de Libre échange, les deux zones de Libre échange d'Amérique centrale, le Marché Commun africain créé à Casablanca, et l'Accord de commerce Ghana-Haute Volta.

L'examen annuel de l'application de l'article XXXV au Japon a permis, à ce pays, de signaler les progrès réalisés avec le Royaume-Uni, et les négociations en cours avec le Benelux.

La Yougoslavie a été admise à participer aux travaux ; une déclaration d'accession provisoire sera valable jusqu'à accession définitive au plus tard le 31 décembre 1965.

Les déclarations d'accession provisoire de la Suisse et de l'Argentine ont été prorogées.

L'accession provisoire de la République Arabe-Unie a été acceptée.

L'Uganda, Trinidad et Tobago sont devenus parties contractantes ; le nombre total de celles-ci est ainsi porté à quarante-quatre.

La prolongation des dérogations accordées depuis 1955 à la Belgique en matière agricole n'a pas été demandée. Les raisons du maintien de certaines restrictions à l'importation ont été exposées.

Une réunion ministérielle a été décidée pour le début de 1963 et le principe d'une conférence tarifaire, en 1964, a été examiné. Du fait de la promulgation, le 11 octobre 1962, de la loi d'expansion commerciale dite « Trade Expansion Act », les Etats-Unis disposent de pouvoirs de négociation tarifaire plus étendus qu'auparavant. Ceux-ci ne sont cependant pas aussi larges que ceux de la C.E.E. qui serait leur principal interlocuteur dans les pourparlers qui sont envisagés.

Organisation de Coopération et de Développement économiques

La convention créant l'O.C.D.E. étant entrée en vigueur le 30 septembre 1961, l'année 1962 a constitué le premier exercice de la nouvelle organisation de Coopération et de Développement économiques.

Celle-ci a cherché sa voie, mis en place ses structures, examiné les problèmes, réalisé les études préalables. Ce ne sont pas seulement les changements d'objectifs, mais aussi la participation effective des Etats-Unis et du Canada à l'ancienne Organisation Européenne de Coopération Economique qui ont profondément modifié celle-ci.

Les trois buts définis en 1961 ont été poursuivis.

Le premier visait une politique de croissance, et le chiffre de 50 % de progrès à réaliser en 10 ans avait été retenu. L'O.C.D.E. a cherché à déterminer ce que cet objectif collectif pouvait signifier pour chacun des pays. A ce propos, le rapport du Secrétaire général signale que les résultats des deux premières années de la décennie ne sont pas satisfaisants et qu'en particulier une accélération de la croissance des Etats-Unis, qui représentent 60 % de la production de l'O.C.D.E., serait fort nécessaire.

Au début de 1962, à la demande des Gouvernements grecs et turcs, l'organisation a examiné les problèmes de développement de ces deux pays membres. Dans la suite, des « consortiums » d'aide ont été mis sur pied pour chacun de ces pays ; ceux-ci groupent chaque fois les pays membres prêts à apporter une contribution à leur développement.

Les Gouvernements espagnols et portugais se sont mis en rapport avec l'organisation, au sujet d'une aide éventuelle pour l'élaboration de leur programme de développement.

Le second objectif que s'était assigné l'O.C.D.E., à sa création, était aussi d'aider au développement des pays du tiers monde. Un rapport a été déposé en juillet 1962 par le président du « Comité d'Aide au Développement » (C.A.D.), sur l'aide réalisée en 1961. Ce rapport soulignait le fait qu'en 1961, 8,7 milliards de dollars avait été mis à la disposition des pays en voie de développement par les pays membres du C.A.D. Cet organisme groupe les dix pays exportateurs de capitaux et a pris, lors de la fondation de l'O.C.D.E., la succession du Groupe d'Aide au Développement (G.A.D.) lancé par Mr Dillon en janvier 1961.

L'O.C.D.E. s'est efforcée d'assurer la coopération entre les instituts existants de formation et de recherche en matière de développement. Un centre de développement a été créé, qui groupe, outre les 20 pays membres, le Japon qui fait partie du C.A.D. ; il devra rassembler les connaissances et l'expérience que les pays membres de l'O.C.D.E. ont du développement économique et de la mise en œuvre de politique économique générale.

En ce qui concerne la réalisation des objectifs de l'O.E.C.E. repris par l'O.C.D.E., la plus grande partie de l'année 1962 a été consacrée à l'organisation des travaux ou à la définition de nouvelles perspectives. C'est le cas notamment en matière de développement des échanges.

D'autre part, les deux « Codes de libération des transactions invisibles et des mouvements des capitaux » sont entrés en vigueur. Toutefois, des progrès restent à faire.

Le Fonds monétaire européen a réalisé, en 1962, deux opérations : un crédit de 45 millions de dollars à la Turquie, et l'ouverture d'une ligne de crédit de 5 millions de dollars à l'Islande.

La réunion annuelle du Conseil des Ministres des vingt pays de l'organisation s'est tenue à Paris les 27 et 28 novembre. Parmi les décisions prises, il y a celle de poursuivre la réalisation des objectifs de l'organisation.

Enfin, l'Accord Monétaire Européen (A.M.E.) a été prolongé, les modalités d'application devaient en être fixées par le conseil avant la fin du mois de février 1963.

ommunauté conomique uropéenne

L'année 1962, ouvrant la deuxième étape de la période de transition, a déclenché l'application d'une série de dispositions dont, dans certains domaines, la règle du vote à la majorité qualifiée.

Au surplus, elle a été marquée par des faits importants.

Sur le plan interne, il s'agit d'abord de la deuxième décision d'accélération du 15 mai 1962, avançant au 1er juillet 1963 le deuxième rapprochement vers le tarif extérieur commun, pour les produits industriels, et réduisant le tarif d'une tranche de 10 % supplémentaire à la date du1 er juillet 1962, ensuite d'une intense activité normative : 341 règlements, décisions, directives ou recommandations des Instances communautaires ont été publiés au cours de l'année.

Sur le plan externe, il y a eu d'une part, l'apposition des paraphes sur la deuxième convention quinquennale liant les pays membres de la C.E.E. et les 18 états africains et malgache associés, d'autre part, la poursuite des négociations sur l'adhésion de la Grande-Bretagne.

En ce qui concerne la *circulation des marchandises* dans le marché intérieur, pour les produits industriels, les contingentements tant à l'importation qu'à l'exportation, ont été supprimés le 1er janvier 1962 et la démobilisation tarifaire intra-communautaire portée à 50 p. c. des droits de base, le 1er juillet 1962. Pour la majorité des produits agricoles, la démobilisation tarifaire intra-communautaire a été portée à 35 p. c.

De nouvelles directives ont été adressées à la France et à l'Italie pour l'aménagement de monopoles commerciaux des tabacs manufacturés, des allumettes et des potasses.

Cependant, des tempéraments à la libre circulation ont dû être introduits. Le prélèvement sur les marchandises circulant entre états membres et dans la fabrication desquelles sont entrés des produits non soumis à des droits de douane a été porté à 45 p. c. des droits du tarif extérieur commun ; ce relèvement est justifié par l'importance de la démobilisation tarifaire interne. Le Conseil a prévu la perception de

taxes compensatoires sur certaines marchandises résultant de la transformation de produits agricoles dont les prix présentent des disparités dans les états membres. La Commission a autorisé certains états membres à exclure du traitement communautaire des produits en provenance de pays tiers, sur base de l'article 115 du Traité C.E.E., pour remédier à des disparités de politique commerciale, et en provenance des états membres sur base de l'article 226 du Traité C.E.E., pour faciliter l'adaptation de certains secteurs aux conditions nouvelles du marché intégré.

Dans le domaine de la *liberté d'établissement et la prestation de services*, la Commission a soumis au Conseil, en fin d'année, onze projets de directives pour la mise en œuvre des programmes généraux adoptés en 1961.

La politique commune de *normalisation de la concurrence* a été marquée par l'entrée en vigueur, le 13 mars 1962, du premier règlement d'application des articles 85 et 86 du Traité C.E.E. concernant les « ententes et les abus des puissances dominantes ». Elle a aussi été caractérisée par certains assouplissements des formalités de notification prévues pour certains « accords verticaux ».

Par un règlement du Conseil, le secteur des transports a été soustrait à l'application du Règlement 17. Toutefois, la validité de cette mesure cesse au 31 décembre 1965 pour les transports par fer, route et voies navigables.

Dans le domaine de la production et du commerce des produits agricoles, l'application du règlement 17 a été assortie de modalités destinées à éviter toute entrave au fonctionnement des organisations nationales de marchés agricoles.

Dans le domaine de la *politique agricole commune*, les règlements adoptés le 14 janvier 1962 ont jeté les bases de l'organisation commune des marchés pour les céréales, les produits transformés dérivés des céréales, - viande de porc, œufs et volailles - ainsi que les fruits et légumes et le vin.

Le système est entré en vigueur le 30 juillet 1962 et a fait l'objet, au cours de l'année, de 128 règlements d'application. L'application des prélèvements et des restitutions nécessite, chaque mois, une centaine de décisions de la Commission (relevé du cours mondial, fixation des prix franco-frontière entre les Six, etc...)

Pour permettre à l'économie agricole belge de s'adapter au nouveau système, la Commission Européenne a autorisé la Belgique : à recourir à des mesures de sauvegarde en matière de raisin de table, à accorder certaines restitutions de prélèvements aux industries utilisatrices de céréales achetées sur le marché mondial. Ces restitutions neutralisent la répercussion des prélèvements sur les prix des biens de consommation.

Le Conseil a adopté, en novembre, une décision concernant les

structures agricoles : elle prévoit un Comité permanent des structures, la présentation au Conseil, chaque année, d'un rapport sur les structures ainsi que des propositions de la Commission pour intensifier les mesures techniques et financières des six Gouvernements dans ce domaine.

Pour ce qui concerne les secteurs de la production agricole qui ne font pas encore l'objet d'une organisation communautaire, le Conseil a précisé les critères objectifs pour la fixation des prix minima en application de l'article 44 du Traité. Cet article permet aux Etats membres, pendant la période d'adaptation, de recourir à une sauvegarde pour se prémunir contre des importations excessives en provenance des autres pays de la C.E.E., mais le Conseil a voulu atténuer le caractère unilatéral de cette possibilité.

Par ailleurs, la Commission a autorisé l'Allemagne à appliquer les taxes compensatoires pour les poudres de lait et le malt, sur base de l'article 46 du Traité C.E.E.

Dans le domaine de la *politique sociale et de développement*, il faut signaler qu'à la fin de 1962, les décisions de remboursement du Fonds Social s'élevaient à 12 546 000 dollars, correspondant à des mesures d'éducation et de réinstallation effectuées en 1958 et 1959. Les décisions ayant trait à la Belgique portent sur 460 000 dollars.

Par ailleurs, à la même date, le total des opérations de la Banque Européenne d'Investissement atteignait 254 millions de dollars, la Belgique intervenant dans ce montant pour 4,8 millions.

La Commission a présenté, en avril, un premier mémorandum sur la *politique commune des transports*, ainsi qu'un programme d'action dont la discussion n'était pas terminée fin 1962.

Ce programme prévoit la mise en œuvre d'un ensemble de mesures relatives à l'accès au marché, aux tarifs, à l'harmonisation fiscale, sociale et technique, ainsi qu'au rapprochement des conditions d'exploitation des différents modes de transports.

En application de la *politique commerciale commune*, un premier rapprochement vers le tarif extérieur commun a été effectué le 1er janvier 1962, pour les produits agricoles, comme il en avait été réalisé en 1961, pour les produits industriels.

Des exceptions au principe du tarif extérieur commun ont été admises sous forme de suspensions temporaires de droits ou de contingents tarifaires permettant des importations limitées de produits de pays tiers, à droit nul ou à droit réduit. Elles n'affectent qu'une faible proportion du commerce avec les pays tiers.

En 1962, le Conseil a fixé les droits pour les tabacs fabriqués ; ceux-ci représentent une hausse sensible pour le Benelux. Pour éviter la répercussion de cette hausse sur les droits d'accises liés aux droits de douane, la Commission a autorisé le Benelux à différer le rapprochement

vers les taux du tarif douanier commun de façon à permettre l'aménagement du système des accises.

Les négociations tarifaires poursuivies au G.A.T.T. se sont achevées en juillet 1962 et ont entraîné la reconnaissance officielle du tarif extérieur commun, par les Parties contractantes. Le nombre total des positions tarifaires négociées au cours de la conférence s'élève à 4 400 environ. La valeur des échanges commerciaux couverts par les concessions est estimée à quelque 4 900 millions de dollars.

Le Conseil a approuvé, en juillet, les propositions de la Commission pour un premier *programme d'action en matière de politique commerciale commune* en vue de l'uniformisation des régimes à l'importation et à l'exportation.

Par ailleurs, pour prévenir les distorsions pouvant naître de divergences dans les *politiques d'assurance-crédit*, le Conseil a institué une procédure de consultation pour les opérations bénéficiant d'une garantie de l'Etat où il est envisagé de s'écarter des règles de l'Union de Berne ou de normes adoptées par les états membres.

Il faut signaler également l'adoption de mesures tarifaires à l'égard des Etats-Unis, répondant à l'augmentation des droits américains sur les tapis tissés et sur certaines catégories de verres.

La convention d'*association des Etats africains et malgaches* à la Communauté Européenne, annexée au Traité de Rome, arrivait à expiration à la fin de 1962. Aussi, une nouvelle convention a dû être négociée.

Un accord général a pu être réalisé sur les principales modalités de cette nouvelle forme d'association. La convention, paraphée en fin d'année, n'entrera en vigueur qu'après la ratification par tous les états intéressés et sera valable pour une durée de cinq ans. Elle est caractérisée par le développement et la diversification de l'aide apportée aux pays africains et malgaches. La Communauté a, en effet, décidé de porter le montant de son aide financière de 581 millions de dollars à 800 millions de dollars dont 730 pour les pays indépendants. Pour élargir les débouchés ouverts aux produits tropicaux, des décisions de caractère commercial ont également été arrêtées en ce qui concerne le problème des surprix et le problème des échanges entre la Communauté et les pays associés.

Il a notamment été décidé d'appliquer, dès la mise en vigueur de la Convention, les droits du tarif extérieur commun pour certains produits tropicaux particulièrement intéressants pour les territoires africains (café, thé, bois tropicaux, etc,..) ; mais, pour ménager les relations commerciales avec d'autres pays tiers, ces droits ont été réduits.

L'accord d'*association avec la Grèce* est entré en vigueur le 1er novembre 1962.

Les 5 et 6 février 1962, le Conseil a accepté un ensemble de textes qui, après ratification par les pays membres de la C.E.E. auront pour

effet d'inscrire les *Antilles Néerlandaises* parmi les pays associés bénéficiant de la partie IV du Traité de Rome et d'introduire, par la voie d'un protocole annexe, des dispositions spéciales concernant les importations dans la C.E.E. de produits pétroliers raffinés aux Antilles néerlandaises. Ces dispositions ont principalement pour but d'éviter des perturbations graves sur le marché des produits énergétiques des Six pays membres.

De même, à partir du 1er septembre 1962, le *Surinam* a bénéficié des dispositions tarifaires et financières dont jouissent les pays et territoires d'Outre-mer associés, repris à l'annexe IV du Traité.

Les négociations relatives à l'*adhésion de la Grande-Bretagne et du Danemark* se sont poursuivies au cours de l'année, sans aboutir. La *Norvège* a demandé également à entrer dans la Communauté. De plus, trois pays neutres, *l'Autriche, la Suisse et la Suède*, ont entamé des négociations en vue d'une association selon des modalités à définir. L'ouverture de négociations a été demandée par *l'Espagne, le Portugal* et *Chypre*.

Les négociations en vue de l'Association de la *Turquie* ont été reprises en septembre et en novembre, les premières négociations en vue d'un accord commercial ont été entamées avec *Israël*.

ommunauté uropéenne d Charbon et de l'Acier

Le 10 août 1962, la Haute Autorité a commémoré le 10e anniversaire de son installation à Luxembourg. Etant donné que la conjoncture favorable des dernières années avait permis la constitution de réserves importantes, il a été décidé de ramener le taux du *prélèvement* de 0,30 % à 0,20 % pour l'exercice financier 1962/'63. Des *emprunts* ont été émis pour un montant total de 318 millions de dollars.

Les producteurs de *charbon* de la Communauté ont modifié leurs barèmes de prix - soit vers la hausse soit vers la baisse, selon les sortes - avec effet au 1er avril. Au mois de juillet, le Gouvernement belge a communiqué à la Haute Autorité une liste de sièges à fermer en 1962 ; ils représentent une capacité de production de quelque 500 000 t. A partir du 1er août, sont entrées en vigueur des mesures d'assouplissement aux restrictions touchant les importations et les exportations de charbon belge. En décembre, le « Conseil de Ministres » a fixé à 115 millions de francs, pour 1962, et à 100 millions de francs, pour 1963, le montant des subventions que le Gouvernement belge est autorisé à octroyer aux charbonnages en vertu du § 26 des dispositions transitoires.

La Haute Autorité a consulté le Conseil sur l'octroi, par le Gouvernement belge, de subventions salariales aux charbonnages, ainsi que sur l'application, en 1963, de l'article 37 du Traité à l'industrie charbonnière belge.

Il faut signaler encore que la Haute Autorité a prorogé, à plusieurs reprises, le délai accordé aux charbonnages belges en vue de rendre leur organisation de vente conforme au Traité. Ce régime a trouvé son aboutissement dans une décision du 16 janvier 1963, par laquelle la Haute Aurorité a autorisé, jusqu'à la fin de 1965, les accords de vente

en commun conclus par une partie des charbonnages belges groupés au sein du Comptoir Belge des Charbons (Cobechar). Enfin, la Haute Autorité a fixé au 31 mars 1963, la date d'expiration des autorisations concernant les organisations de vente en commun du bassin de la Ruhr.

La Haute Autorité a publie lés « objectifs généraux de la branche acier » pour 1965. Elle a autorisé, au titre de l'article 66 du Traité, la fondation de l'entreprise sidérurgique (Sidmar) en Belgique, par des firmes belges, luxembourgeoises et françaises. Le fer et l'acier spongieux ont été inclus parmi les produits C.E.C.A. Le régime d'exportation de la *ferraille* vers les pays tiers a été assoupli et une levée de l'interdiction d'exportation est actuellement à l'examen.

En ce qui concerne *l'aide à la reconversion*, le Conseil a donné à la Haute Autorité un avis favorable à divers projets : octroi par la Haute Autorité d'un prêt pour la construction d'une usine de laminage d'aluminium dans le Borinage ; octroi d'un prêt destiné à faciliter l'implantation d'une usine d'articles en caoutchouc dans le Borinage ; implantation d'une usine de bonneterie en France ; reconversion de la région de Béthune.

En matière de *transports*, le Conseil a approuvé une série de mesures ayant pour objet d'assouplir les formalités douanières pour les produits C.E.C.A. transportés par fer. Le Gouvernement belge a indiqué à la Haute Autorité les mesures qu'il envisage de prendre relativement à la publication ou à la communication à la Haute Autorité des prix et conditions de transport des produits C.E.C.A. Le Gouvernement allemand ayant constaté le fonctionnement défectueux de l'accord du 9 juillet 1957 relatif aux frets et conditions de transport du charbon et de l'acier sur le Rhin, les Gouvernements des pays de la C.E.C.A. ont engagé la procédure de consultation de la Commission Centrale pour la Navigation rhénane sur les mesures d'adaptation nécessaires.

Le Conseil a donné un avis favorable à une série de projets de *recherche technique et scientifique* (dégagements instantanés de gaz, tirage des cheminées de grands immeubles, pollution atmosphérique, stockage du charbon en silo, emballage conditionné du charbon, automation des laminoirs réversibles, désulfuration des fumées, technique de creusement des galeries, utilisation de charbon broyé dans les hauts-fourneaux, amélioration de la marche des hauts-fourneaux).

La Haute Autorité a défini les grandes lignes de la politique qu'elle entend suivre en matière *d'hygiène, de médecine et de sécurité du travail.* Elle a octroyé une aide financière pour la continuation des recherches sur la réadaptation des victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles. En collaboration avec les gouvernements, la Haute Autorité a poursuivi ses études sur la comparaison des charges de *sécurité sociale* dans les mines et les autres industries ; en décembre, elle a organisé avec les exécutifs des deux autres Communautés, une conférence européenne sur la sécurité sociale. Enfin, elle a lancé un

5e programme d'aide à la construction de maisons ouvrières dans la Communauté et y a affecté un montant de 25 millions de dollars.

Dans le domaine de la *politique énergétique*, une rencontre d'information a réuni à Rome, le 5 avril 1962, les ministres des affaires économiques et la Haute Autorité qui ont reconnu la nécessité de créer un véritable marché commun de l'énergie, parallèlement à l'établissement du marché commun général. Le 25 juin, les exécutifs ont publié un mémorandum sur la politique énergétique ; celui-ci propose que cette création entre dans le cadre de la réalisation du marché commun général. Le mémorandum souligne que la politique énergétique de la Communauté doit tenir compte de la réalité de l'évolution économique de l'Europe et aussi qu'elle doit tendre à la réalisation d'un marché commun de l'énergie permettant la vente à bon marché. Il n'a cependant pas été réalisé d'unité de vues des Gouvernements sur ces problèmes.

Les *relations extérieures* de la Communauté ont été dominées par la demande du Gouvernement britannique d'ouvrir des négociations sur l'adhésion du Royaume-Uni à la C.E.C.A. Cette demande, formulée le 28 février 1962, a été favorablement accueillie par le Conseil de Ministres qui a donné, le 12 juin, son accord à l'ouverture des négociations. Après une rencontre, le 17 juillet, entre les représentants des Gouvernements des six pays, la Haute Autorité et le porte-parole du Gouvernement britannique, les négociations proprement dites ont commencé ; elles se sont poursuivies jusqu'à la fin de l'année, parallèlement à celles relatives à la demande britannique d'adhésion aux deux autres Communautés.

ommunauté Européenne le l'Energie Atomique

L'événement marquant dans le domaine du *développement de la recherche nucléaire* a été l'achèvement du premier programme quinquennal (1958-1962) et la mise en route du second programme, couvrant les années 1963 à 1967.

Si le premier programme correspondait à une phase de construction et de mise en place de l'infrastructure scientifique, le second ouvre une période préparatoire à la phase industrielle d'exploitation de l'énergie atomique ; il est axé sur quatre grands thèmes : le renforcement du Centre Commun de Recherches (C.C.R.) ; l'intensification des études entreprises en vue de diminuer le coût du kWh d'origine nucléaire ; la solution des problèmes posés par l'hygiène atomique sur les plans industriel et sanitaire ; les recherches à longue échéance telles que la fusion thermonucléaire contrôlée.

Le premier programme, dans le cadre duquel 250 contrats de recherche ont été signés, a donné lieu à l'engagement de la quasi totalité des 215 millions de dollars prévus à l'annexe V du Traité. Quant au second programme, le plafond des engagements de dépenses a été fixé à 425 millions de dollars, montant auquel s'ajoutera le solde du premier programme. Pour la première année (1963), les crédits prévus au budget s'élèvent, en chiffres ronds, à 94,2 millions de dollars (engagements) et 75,4 millions de dollars (paiements) ; pour l'exercice 1962, ces montants étaient

respectivement de 71,4 millions de dollars et 56,8 millions de dollars. Il y a lieu de signaler un prêt de 2 millions de dollars à la Société d'Energie nucléaire franco-belge des Ardennes (S.E.N.A.) pour la réalisation de la « Centrale nucléaire des Ardennes ».

La Commission de la C.E.E.A. a décidé de faire construire dans les installations d'Ispra du Centre Commun de Recherches, un réacteur d'essai dénommé Essor ; les travaux dureront deux ans et coûteront de 20 à 25 millions de dollars. Le réacteur à haut flux de Petten (Pays-Bas) a été transféré à l'Euratom et devient dès lors un des quatre établissements du Centre Commun de Recherches dont font déjà partie Ispra (Italie), chargé de l'exploitation du réacteur Ispra I, de l'exécution du projet Orgel (étude d'une nouvelle technique pour fournir de l'électricité à un prix compétitif) et du traitement centralisé de l'information scientifique ; Geel, récemment agrandi, qui fonctionne comme Bureau Central de Mesures Nucléaires (B.C.M.N.) et enfin l'Institut Européen des Transuraniens situé à Karlsruhe.

L'Accord de coopération entre Euratom et les Etats-Unis, signé en 1958, et l'avenant à cet accord, signé en 1960, ont fait l'objet d'amendements. En vertu de ceux-ci, la Communauté pourra prendre en location les matières fissiles nécessaires à l'exploitation des réacteurs de puissance qui seront construits dans le cadre du programme commun ; d'autre part, la Communauté pourra prélever, sur les 30 t prévues à l'Accord, certaines quantités de matières fissiles spéciales requises pour d'autres usages. Des négociations ont été menées en vue de la prorogation, jusqu'en 1967, de l'Accord relatif au projet Dragon (construction et exploitation d'un réacteur expérimental à haute température et à refroidissement par gaz). Un accord de coopération pour l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire a été signé avec l'Argentine en septembre, pour une durée de 20 ans. Une formule de coopération avec le Japon a également été mise à l'étude.

Dans le domaine de la *promotion de l'industrie nucléaire*, la Commission américaine de l'énergie atomique et l'Agence d'approvisionnement d'Euratom ont signé des contrats ayant pour objet, d'une part, la fourniture par les Etats-Unis de combustible nucléaire contenant jusqu'à 4 000 kg d'uranium 235 et, d'autre part, la restitution aux Etats-Unis de l'uranium 235 non consommé contenu dans le combustible irradié. En fin d'année, une rencontre a eu lieu entre un groupe de fabricants d'éléments de combustible pour réacteurs et d'exploitants de centrales nucléaires, en vue d'explorer les conditions dans lesquelles les éléments de combustible pourraient être fabriqués industriellement en Europe. Un bureau d'information sur les isotopes radioactifs (Eurisotope) a été ouvert à Bruxelles. Les travaux relatifs à l'étude de la propulsion navale nucléaire ont été poursuivis. Le Conseil a approuvé de nouvelles directives dans le cadre du libre accès aux emplois qualifiés dans le domaine nucléaire.

L'accord du 22 décembre 1958 étant venu à expiration, le Conseil a fixé les *droits de douane* applicables, à partir du 1er janvier 1962, aux

réacteurs nucléaires, à leurs parties et pièces détachées, aux éléments de combustible et au deutérium et ses composés.

La matière de la *réparation des dommages nucléaires* est régie par la Convention de Paris du 29 juillet 1960 ; celle-ci prévoit une intervention collective des Etats signataires, dans certaines circonstances. Une convention complémentaire a été mise à l'étude, visant à garantir aux victimes d'accidents nucléaires une indemnisation allant au-delà de la limite fixée par la Convention de Paris, par appel à des fonds publics.

Dans le domaine de la *protection sanitaire*, le Conseil a approuvé de nouvelles directives, inspirées des données scientifiques les plus récentes, en matière de « normes de base » pour la protection sanitaire de la population et des travailleurs contre les dangers des radiations ionisantes. La Commission a, de son côté, été consultée, au titre de l'article 33 du Traité, sur deux initiatives belges concernant, d'une part, un projet de règlement général pour la protection de la population et des travailleurs contre le danger des radiations ionisantes et, d'autre part, un projet d'arrêté royal modifiant le règlement général pour la protection du travail.

Union économique Belgo-Néerlando-Luxembourgeoise

Les efforts ont été continués, en 1962, pour supprimer les entraves aux échanges commerciaux entre pays du Benelux. Ceci ressort notamment de la signaure solennelle, le 19 mars 1962, de la Convention Benelux en matière de marques de produits. En signant cet accord, les pays du Benelux ont voulu revoir et unifier leur législation nationale en matière de marques de produits. Il a en outre été décidé de créer, sous le nom de Bureau Benelux des Marques, un service commun pour les trois pays, qui sera établi à La Haye.

La nécessité de revoir les législations existantes a facilité la réalisation de l'accord. Lorsque la loi uniforme aura été adoptée dans chacun des trois pays, des droits de marque ne pourront plus être obtenus que pour l'ensemble du Benelux. L'enregistrement d'une marque auprès du Bureau international pour la protection de la propriété industrielle n'équivaudra plus à trois dépôts nationaux, mais à un seul dépôt Benelux. L'uniformisation de la législation en matière de marque contribue à la suppression des réglementations nuisibles au libre échange des marchandises entre les pays du Benelux. Cette uniformisation est une mesure de consolidation de la Communauté.

Dans le même but, ont été prises par le Comité de Ministres, les mesures sur les adjudications publiques. Grâce à ces mesures, à partir du 1er novembre 1963, le principe de la non discrimination en matière d'adjudications publiques sera appliqué par les communes, les provinces et les autres administrations subordonnées des Pays-Bas, du Luxembourg et de la Belgique ; ceci vaut aussi bien en matière de travaux à exécuter qu'en ce qui concerne les achats de biens.

Dans le domaine des transports, le Comité des Ministres a pris diverses décisions. La première établit un tarif Benelux pour le transport

de marchandises par route entre les trois pays ; ce tarif est basé sur la moyenne des prix de revient dans les trois pays. L'écart maximum permis par rapport à ce tarif est de 15 % en plus ou en moins. La deuxième décision fixe les mesures et les poids maxima autorisés des véhicules circulant à l'intérieur des territoires du Benelux : par exemple, pour les poids : 10 t pour un essieu simple, 16 t pour un essieu double, 40 t pour un camion avec remorque, 36 t pour un tracteur avec semi-remorque ; pour la longueur : 18 mètres pour camion avec remorque et 15 mètres pour tracteur avec semi-remorque. La troisième libère complètement le transport rémunéré de marchandises par route entre les trois pays.

Ces trois décisions sont entrées en vigueur le 1er octobre 1962.

L'intention initiale était de supprimer, dès le 1er juillet, les restrictions existantes ; mais cela est apparu impossible à cause de la nécessité de préparer les mesures d'exécution. La décision prise signifie que les contingents sont supprimés dans le trafic de marchandises entre les pays du Benelux.

En outre, le Comité de Ministres, par une décision en date du 12 novembre, a chargé une sous-commission de l'exécution des mesures de contrôle communes des conditions tarifaires.

Il faut enfin noter que les Ministres ont accordé, dans leurs discussions, une attention particulière à la politique conjoncturelle commune.

Commerce extérieur

L'expansion du commerce extérieur de l'U.E.B.L. a continué en 1962 ; mais elle a porté davantage sur les exportations que sur les importations. La haute conjoncture persistante des pays industriels, et l'influence progressive de l'intégration européenne, ont encore modifié les courants d'échange belgo-luxembourgeoise en les dirigeant encore plus vers les pays de la C.E.E., surtout pour les exportations. La perspective de l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché Commun a, pendant toute l'année, favorisé le commerce avec ce pays. Toutefois la politique économique britannique n'a laissé agir cette tendance que pour ses exportations vers le continent.

Exportations

En 1962, l'U.E.B.L. a exporté pour 216,2 milliards de francs, soit 10,2 % de plus que l'année précédente. Cette augmentation est due, pour la plus grande part, aux ventes à destination de la C.E.E. ; elle a intéressé plus spécialement les secteurs textiles et des fabrications métalliques.

Il faut toutefois rappeler que les résultats de 1961 avaient été perturbés par les grèves du mois de janvier ; la différence des progrès d'une année à l'autre (+ 3,9 % en 1961 et + 10,2 % en 1962) doit être analysée en tenant compte de cet élément.

Si le rythme de l'expansion économique des pays de la C.E.E. a faibli en 1962, le climat de haute conjoncture y a persisté et a encore influencé favorablement les exportations de l'U.E.B.L. La production à pleine capacité et la pénurie de main-d'œuvre dans les pays voisins, a

confirmé la tendance, favorable à l'économie belge, à l'élargissement de la part des produits plus élaborés dans les ventes à l'étranger.

Ainsi, la croissance d'une année à l'autre est très marquée pour les machines et appareils (+ 20,3 %), le matériel de transport (+ 16,4 %), les produits textiles (+ 14,3 %) et les instruments de précision (+ 15,6 %) Par contre, les produits minéraux (+ 3,2 %), chimiques (+ 3,0 %) et les métaux communs (+ 3,2 %) ont à peine progressé.

La structure des exportations de l'U.E.B.L. qui en est résultée, est assez différente de celle de l'année précédente. L'ensemble des constructions mécaniques (machines et appareils, matériel de transport), ont représenté 16,2 % du total contre 15,1 % en 1961, les produits textiles 16,2 % contre 15,6 % en 1961, tandis que la part des métaux communs a diminué de 33,2 à 31,1 %.

Si le secteur des constructions mécaniques a manifesté le plus grand dynamisme à l'exportation, c'est principalement grâce aux ventes d'aéronefs (+ 150 %) qui ont bénéficié des programmes de rééquipement militaire, mais aussi aux ventes d'automobiles assemblées en Belgique (+ 35 %), de machines agricoles (+ 35 %) et de matériel de télécommunication. Par contre, la construction navale a connu une de ses moins bonnes années à l'exportation.

Après les constructions mécaniques, c'est l'important secteur textile qui a le plus élargi ses ventes à l'étranger en 1962 : surtout pour les filés synthétiques, les filés lainés, mais aussi les tapis, spécialement ceux de laine. Ce dernier secteur n'a donc pas souffert des mesures douanières prises aux Etats-Unis.

Dans les produits métallurgiques, qui accusent une très légère avance, la tôlerie a constitué le plus dynamique des grands sous-secteurs.

Parmi les produits chimiques dont les exportations n'ont guère plus été en expansion, il faut souligner la croissance des ventes à l'étranger des produits photographiques, de caoutchouc, mais surtout de plastique.

En valeur, les exportations vers les Pays-Bas ont atteint 49 milliards de francs. L'accroissement est moindre que celui de l'ensemble des ventes à l'étranger. Il y a eu augmentation pour les machines et appareils électriques, les produits textiles et les denrées végétales et alimentaires, mais les ventes de métaux communs et de matériel de transport ont stagné.

Après avoir plafonné en 1961, les ventes de l'U.E.B.L. à la République Fédérale ont pris, en 1962, un essor considérable. Tous les secteurs en ont bénéficié, mais spécialement ceux des produits textiles, qui ont élargi d'un tiers ce débouché, des machines et appareils, surtout mécaniques, mais aussi électriques. Le programme combiné de rééquipement des forces aériennes s'est traduit en 1962 par une vente de 600 millions de francs, mais les ventes de véhicules automobiles et de bateaux ont

aussi progressé ; il faut signaler, de plus, la hausse des ventes de produits agricoles.

Vers la France aussi, les exportations de l'U.E.B.L. ont progressé. Les produits chimiques, végétaux et alimentaires, les machines et appareils mécaniques ainsi qu'électriques, de même que le matériel de transport ont été vendus en quantités plus importantes. Les secteurs traditionnellement importants, tels ceux des produits sidérurgiques et des textiles, ont maintenu leur part du total. Parmi ces derniers, il faut signaler la hausse caractéristique des ventes de tapis.

La croissance continue de l'économie italienne, combinée avec les effets de l'intégration, a contribué à accroître de plus d'un tiers les ventes à ce pays. L'augmentation est surtout marquée en machines et appareils, et il faut signaler aussi la livraison de matériel aéronautique.

Les ventes de l'U.E.B.L. au Royaume-Uni ont à peine augmenté en 1962. Toutefois, l'accroissement a été sensible pour les produits textiles, notamment pour les synthétiques, les produits chimiques, plastiques, en bois et le verre. L'exportation de véhicules automobiles a quadruplé. Par contre, il n'y a pas eu de livraison de bateaux ; c'est, en définitive, une diminution d'un tiers qu'ont enregistré les ventes de matériel de transport.

Les exportations vers les Etats-Unis ont crû un peu plus que celles vers l'ensemble du monde. La sidérurgie a fourni la plus grande part de cette augmentation, mais le textile aussi a sensiblement amélioré sa position, tant par les ventes de produits en laine, en lin et en coton que de produits de bonneterie, tandis que les ventes de tapis ont été stationnaires. Les exportations de produits en verre ont aussi progressé, mais celles de pierres précieuses ont sensiblement baissé.

Dans l'ensemble donc, c'est vers l'Europe des six que les exportations de l'U.E.B.L. ont augmenté en 1962. Les ventes aux Etats-Unis ont aussi fort crû, et certains pays acheteurs de moindre importance, comme l'Espagne, ont fort élargi leurs commandes à l'économie belgo-luxembourgeoise.

Si les exportations vers l'ensemble des pays tiers, ont un peu augmenté, d'une année à l'autre, leur part dans le total a fort diminué.

Vers la République du Congo (Léopoldville), elles ont augmenté dans la même proportion que vers l'ensemble du monde, mais les pays sous-développés en général ont moins acheté en Belgique en 1962 qu'en 1961. La part des pays non membres de l'O.C.D.E. a encore diminué d'une année à l'autre, de 18 % à 16 % du total des ventes de l'U.E.B.L.

Importations

En 1962, l'U.E.B.L. a importé pour 227,8 milliards de francs, soit 8 % de plus qu'en 1961.

Cette augmentation a été localisée, surtout, dans les achats à l'Allemagne fédérale et à la Grande-Bretagne et dans les secteurs mécanique et végétal.

Les importations globales ont progressé, en 1962, à un rythme de peu supérieur à celui de 1961. Mais. à la différence des années précédentes, cette hausse est moindre que celle des exportations.

A l'exception des pierres et métaux précieux (— 1,4 %), des produits du bois et des huiles et graisses, l'avance a touché tous les secteurs. Ce sont toutefois les achats de produits mécaniques fabriqués qui ont attesté la plus forte hausse. Les importations de machines et appareils ont augmenté de 18,1 % et celles de matériel de transport, de 10,6 %. Pour ces deux importants secteurs et surtout pour le matériel de transport, les achats à l'étranger ont le plus dépassé le niveau de l'année précédente, au 4e trimestre. Il faut signaler aussi une très nette reprise des importations d'instruments de précision (+ 36,8 %) et de produits végétaux (+ 14,6 %).

Les autres secteurs ont progressé dans des proportions voisines de la moyenne : les produits alimentaires, un peu au-dessus (+ 9,2 %), les métaux communs, au même niveau (+ 8,0 %), les textiles (+ 6,7 %) et les produits chimiques (+ 5,1 %), légèrement au-dessous et, enfin, très en dessous de cette moyenne, l'important secteur des produits minéraux (+ 2,3 %).

Le seul secteur important qui ait diminué est celui des pierres précieuses (— 1,4 %).

La structure de nos importations a été modifiée par cette évolution. Ici aussi la part des produits plus élaborés a augmenté. Ainsi, la part des machines et appareils passe de 12,4 % du total, en 1961, à 13,6 %, en 1962. Avec le matériel de transport et les instruments de précision, la part de l'ensemble du secteur mécanique dans le total, est passée de 23,3 % en 1961 à 25,1 % en 1962.

Il faut souligner aussi l'accroissement de la part des produits végétaux de 7,0 à 7,4 %. Par contre, les produits minéraux voient la leure nettement diminuer, de 16,0 à 15,2 %.

Les pays de la Communauté européenne n'ont qu'un peu accru leur importance dans le total des importations de l'U.E.B.L. Encore, parmi les Six, sont-ce surtout l'Allemagne et l'Italie qui ont vu croître leur rôle de fournisseurs. Par contre, la part relative de la France et des Pays-Bas a diminué.

Les achats de l'U.E.B.L. aux Pays-Bas n'ont, en effet, que peu augmenté en 1962. Le statu-quo est général, pour presque toutes les catégories de produits, à l'exception des combustibles minéraux, des légumes, et des bateaux. Il faut signaler la baisse sensible des importations de produits d'origine animale. Le surplus de la balance commerciale de l'U.E.B.L. avec ce pays a été de 15,6 milliards de francs.

Premier fournisseur de l'U.E.B.L. en 1961, l'Allemagne occidentale a encore fort accru sa part dans le total, en augmentant de 13 % ses livraisons en 1962. Les importations qui ont le plus progressé sont celles des machines, dont les achats ont augmenté d'un quart, d'automobiles

et de métaux communs, mais aussi de textiles. Les importations de produits synthétiques ont plus que doublé.

Comme aux Pays-Bas, les achats de l'U.E.B.L. en France n'ont qu'un peu augmenté au total. Il n'empêche que les livraisons d'automobiles et de machines ont progressé de plus d'un quart, que celles de produits textiles et plastiques ont largement crû, de même que celles de produits minéraux, quoique dans une moindre mesure. Toutefois, comme la livraison d'avions qui a eu lieu en 1961, dans le cadre du rééquipement de la force aérienne, ne s'est pas reproduite en 1962 et comme les importations d'acier, d'aluminium et d'engrais ont sensiblement baissé, l'accroissement global qui résulte de ces deux évolutions en sens inverse, est peu sensible.

Les importations d'Italie ont augmenté de près de 35 % en 1962. Ceci résulte, en ordre principal, des livraisons accrues d'automobiles, de machines, de fruits et de légumes.

Les importations en provenance des Etats-Unis, après avoir diminué en 1961, ont repris leur progression qui est d'environ 21 % en 1962 par rapport à l'année précédente. S'il y a eu diminution des importations chimiques et surtout textiles, il y a eu, d'autre part, augmentation, de plus de la moitié, des livraisons de matériel mécanique et électrique, de céréales et d'instruments de précision.

Le Royaume-Uni avec qui le commerce d'exportation de l'U.E.B.L. est resté stationnaire, a par contre beaucoup développé ses ventes. Dans cet accroissement, deux secteurs ont été en vedette : le cuivre qui a plus que triplé d'une année à l'autre, les automobiles dont la valeur a augmenté d'un quart.

Les importations en provenance de la République du Congo ont encore diminué, tandis que les autres pays non membres de l'O.C.D.E. ont un peu augmenté leur part dans l'ensemble des achats de l'U.E.B.L. à l'étranger.

Balance commerciale

Par suite des progrès plus rapides des exportations, le déficit de la balance commerciale de l'U.E.B.L. a été ramené à 11,6 milliards de francs contre 14,7 en 1961.

Le déficit est le plus important dans les échanges avec l'Allemagne fédérale et la France d'une part, la Grande-Bretagne et le Congo de l'autre, ces deux derniers pays s'étant efforcés de restreindre leurs importations.

Par contre, le surplus est considérable dans le commerce avec les Pays-Bas.

De ce fait, la balance de l'U.E.B.L. avec la C.E.E. se solde positivement.

Avec l'ensemble des autres pays de l'O.C.D.E. le commerce a été équilibré. Mais les échanges globaux avec les pays tiers ont laissé un

déficit sensible dont la plus grande partie est imputable au commerce avec la République du Congo (Léopoldville).

elations
merciales
l'U.E.B.L.
s Pays-Bas

Favorisés par la conjoncture, les échanges commerciaux entre l'U.E.B.L. et les Pays-Bas ont accusé de nouveaux progrès. Comme en 1961, l'augmentation des importations en provenance du pays partenaire a été plus forte aux Pays-Bas que dans l'U.E.B.L. ; 7,2 % contre 4,3 %. La part de l'U.E.B.L. dans le total des importations néerlandaises a encore augmenté ; jamais elle n'a été aussi considérable qu'en 1962. La part des Pays-Bas dans les importations de l'U.E.B.L. a, par contre, quelque peu fléchi. L'importance des échanges mutuels, par rapport aux exportations totales, a aussi diminué, tant pour l'U.E.B.L. que pour les Pays-Bas. L'expansion plus grande des exportations vers les autres pays de la C.E.E. en est la cause.

Les Pays-Bas sont demeurés le client le plus important de l'U.E.B.L. Leur avance sur le deuxième, l'Allemagne occidentale, a diminué : la part de ce dernier dans le total des exportations de l'U.E.B.L. a, en effet, augmenté, tandis que celle des Pays-Bas s'est réduite. La première place de l'Allemagne occidentale comme fournisseur s'est trouvée renforcée, la part de ce pays ayant augmenté, alors que celle des Pays-Bas a diminué.

L'Allemagne occidentale est demeurée le fournisseur le plus important des Pays-Bas. Elle a fourni la même proportion des importations hollandaises que l'année précédente, de sorte que son avance sur l'U.E.B.L., a diminué par suite de l'augmentation plus considérable des fournitures de l'Union économique belgo-luxembourgeoise aux Pays-Bas. L'Allemagne est aussi toujours l'acheteur le plus important des produits néerlandais. Près d'un quart des exportations des Pays-Bas ont été à ce pays.

La part des aliments, boissons et tabacs, dans le total des importations de l'U.E.B.L. en provenance des Pays-Bas, a encore fléchi, alors que celle des matières premières et des matières auxiliaires a continué d'augmenter. Le pourcentage de cette dernière catégorie de marchandises est cependant toujours bien moins élevé qu'au cours des années 1956 et 1957. La part des produits finis a diminué, comme en 1961.

L'accroissement des exportations de l'U.E.B.L. vers les Pays-Bas (+ 7 %) n'a été que la moitié de celui de 1961. La part des produits alimentaires, boissons et tabacs et celle des matières premières et auxiliaires ont augmenté. L'accroissement de la valeur des exportations de produits finis a été de 6 %, contre 15 % en 1961.

Parmi les produits finis, l'augmentation a été surtout considérable pour les produits de l'industrie des fabrications métalliques : un fort progrès a été enregistré surtout pour les machines. Les exportations de produits textiles ont aussi été beaucoup plus élevées. En accord avec le fléchissement de la conjoncture de l'acier dans le monde, les exportations de produits sidérurgiques ont, par contre, été plus faibles qu'en 1961.

L'excédent d'exportation de l'U.E.B.L. a augmenté, comme l'année précédente, cette fois de 2 milliards, dont plus de la moitié concerne les produits de l'industrie des fabrications métalliques.

Balance des paiements

La balance des paiements de l'U.E.B.L. a accusé un excédent plus important qu'en 1961, à cause de la réduction des sorties nettes de capitaux et de l'amélioration des transactions courantes. Cette dernière ne s'est cependant manifestée qu'au premier semestre uniquement, car ces opérations ont laissé un déficit de 0,2 milliard pendant la seconde moitié de 1962.

Pour l'année entière, les transactions sur marchandises ont été équilibrées, en dépit d'une aggravation du déficit, produit par les exportations et importations. Sur la base des règlements financiers, les importations ont crû de 4,9 % et les ventes à l'étranger de 4,7 %. Mais le boni fourni par le travail à façon, a subi une nette amélioration, résultant de l'augmentation des recettes. L'industrie belge a pu répondre aux commandes de sous-traitance émanant de pays où la capacité de production de l'industrie manufacturière était entièrement utilisée.

L'excédent laissé par les services a légèrement diminué en raison surtout de l'évolution des revenus d'investissement et des transactions des pouvoirs publics. Les recettes résultant des investissements n'ont guère augmenté, plusieurs sociétés congolaises n'ayant pas payé de dividendes ; les dépenses ont, par contre, augmenté de 1,3 milliard, ce qui pourrait être expliqué par la rémunération des capitaux étrangers investis dans l'économie belge, au cours des dernières années. L'expansion des dépenses des pouvoirs publics serait due aux débours d'origine militaire.

Les transferts privés avaient été influencés, en 1961, par le versement d'indemnités à des victimes du national-socialisme à concurrence de 1,4 milliard ; en 1962, ce facteur n'a plus joué que pour 0,3 milliard. Du fait qu'il n'y a pas eu de transfert d'Etat, l'excédent total dépasse celui de l'année antérieure.

Les mouvements de capitaux de l'Etat ont donné lieu à une sortie nette fort inférieure à celle de 1961. Pour les capitaux à long terme, la recette de 1,5 milliard constitue le produit d'un emprunt de 30 millions de dollars et la dépense de 2,3 milliards comprend notamment le remboursement de 1,5 milliard de certificats à trois ans souscrits par des banques américaines. Par ailleurs, une avance de 0,7 milliard a été consentie au Ruanda-Urundi. Parmi les capitaux à court terme, figure un montant de 1,2 milliard correspondant au paiement d'intérêts et d'amortissements sur la dette publique congolaise garantie par la Belgique.

Les opérations en capital des organismes paraétatiques d'exploitation et de crédit ont suscité des sorties nettes de 0,8 milliard ; des emprunts ont été remboursés et la C.E.C.A. a émis des emprunts auprès de placeurs institutionnels publics du Grand-Duché de Luxembourg.

Parmi les mouvements de capitaux privés, les transactions identifiées en valeurs mobilières ont fléchi, tant en recettes qu'en dépenses, de sorte que le solde négatif a été réduit de 1 milliard ; les sorties nettes auraient cependant pris plus d'ampleur vers la fin de l'année, à cause des nouvelles incidences de la réforme fiscale. Les autres mouvements de capitaux privés, qui concernent surtout les investissements directs, ont laissé un surplus inférieur à celui de 1961. Néanmoins, les investissements étrangers en Belgique semblent encore avoir accusé, en 1962, une certaine augmentation par rapport à l'année antérieure. Cette divergence de tendance pourrait s'expliquer par des modalités de financement des investissements en cause.

La répartition géographique des paiements extérieurs, en 1962, accuse l'existence d'un faible boni avec les Etats-Unis, le Canada et les pays de la C.E.E., y compris le reste de leur zone monétaire. Les relations avec les autres pays de l'O.C.D.E. laissent un excédent de 3,9 milliards, formé cependant à concurrence de 3,2 milliards par les mouvements de capitaux de l'Etat.

TABLEAUX STATISTIQUES
ET GRAPHIQUES

TABLEAUX STATISTIQUES ET GRAPHIQUES

TABLEAUX STATISTIQUES ET GRAPHIQUES

PREMIÈRE PARTIE

POPULATION ET EMPLOI

I

POPULATION

Naissances, décès, accroissement démographique et population totale

PÉRIODE	Naissances	Décès	Accroissement de la population			Effectif annuel moyen de la population (a)
			Naturel	Migratoire	Total	
1930/1934	141 615	102 576	39 039	11 597	50 636	8 197 628
1935/1939	126 739	104 594	22 145	1 997	24 142	8 354 990
1946/1950	145 512	106 574	38 938	10 966	49 904	8 556 414
1951/1955	146 424	106 088	40 336	8 186	48 522	8 799 163
1956	150 181	108 016	42 165	13 032	55 197	8 951 443 (b)
1957	152 388	107 236	45 152	30 183	75 335	9 026 778 (b)
1958	155 894	105 746	50 148	1 709	51 857	9 078 635 (b)
1959	160 662	103 513	57 149	— 6 960	50 189	9 128 824 (b)
1960	155 520	113 106	42 414	6 916	49 330	9 178 154 (b)
1961	158 262	106 259	52 003	— 1 428	50 575	9 228 729 (b) 9 189 741 (c)
1962	154 338	111 545	42 793	18 880	61 673	9 251 414 (d)

Source : Institut National de Statistique.

(a) En fin d'année.
(b) Population calculée sur la base du recensement de 1947.
(c) Population recensée au 31 décembre 1961.
(d) Population calculée sur la base du recensement de 1961.

Mouvement de la population en 1962

RÉGION	Naissances (a)		Décès (a)		Soldes				Situation au 31 décembre 1962
					Accroissement naturel	Solde migratoire	Accroissement total		
	Chiffres absolus	°/oo (b)	Chiffres absolus	°/oo (b)	Chiffres absolus	Chiffres absolus	Chiffres absolus	°/oo (c)	Chiffres absolus
Arrondissement de Bruxelles	*20 216*	*13,91*	*18 212*	*12,53*	*2 004*	*12 041*	*14 045*	*9,76*	*1 453 581*
Région flamande	*87 931*	*18,51*	*50 758*	*10,69*	*37 173*	*1 492*	*38 665*	*8,21*	*4 750 074*
Anvers	26 495	18,20	15 344	10,54	11 151	1 138	12 289	8,51	1 455 644
Flandre Orientale	21 819	17,09	15 566	12,19	6 253	— 1 455	4 798	3,77	1 276 803
Flandre Occidentale	19 782	18,39	11 545	10,73	8 237	— 1 264	6 973	6,52	1 075 949
Limbourg	13 783	23,51	4 420	7,54	9 363	2 310	11 673	20,31	586 279
Arrondissement de Louvain	6 052	17,03	3 883	10,93	2 169	763	2 932	8,32	355 399
Région wallonne	*46 191*	*15,16*	*42 575*	*13,97*	*3 616*	*5 347*	*8 963*	*2,95*	*3 047 759*
Hainaut	18 767	15,02	17 757	14,21	1 010	— 328	682	0,55	1 249 536
Liège	14 582	14,47	14 088	13,98	494	3 496	3 990	3,98	1 007 516
Namur	6 250	16,85	5 130	13,83	1 120	318	1 438	3,89	370 870
Luxembourg	3 802	17,52	2 810	12,95	992	— 865	127	0,59	216 975
Arrondissement de Nivelles	2 790	13,75	2 790	13,75	—	2 726	2 726	13,62	202 862
Le Royaume ...	**154 338**	**16,68**	**111 545**	**12,06**	**42 793**	**18 880**	**61 673**	**6,71**	**9 251 414**

Source : Institut National de Statistique.

(a) Non compris les morts-nés et les autres enfants présentés sans vie.
(b) Calculé par rapport à la population totale au 31 décembre 1962.
(c) Calculé par rapport à la population totale recensée au 31 décembre 1961.

II

EMPLOI ET CHÔMAGE

Emploi . . . . . p. 11 à 14
Chômage . . . . . p. 14 à 18

Personnel assujetti à la sécurité sociale dans l'industrie au 30 juin

(en milliers)

BRANCHE D'ACTIVITÉ	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
Charbon et minerais	152,6	152,4	152,2	154,1	138,2	117,2	101,4	91,8
Carrières	13,0	12,9	12,5	11,4	10,5	10,2	10,3	10,3
Industries alimentaires	71,4	72,1	73,2	73,9	74,6	76,2	77,6	77,9
Boissons	27,0	27,4	28,0	28,0	27,4	27,8	27,4	27,8
Tabac	9,4	9,5	10,0	9,8	9,2	9,1	9,5	9,3
Industries chimiques	62,3	63,6	65,1	65,3	64,9	67,3	68,0	70,3
Caoutchouc	8,7	9,0	9,1	8,6	8,4	8,6	8,6	8,6
Bois et ameublement	47,5	47,8	47,5	46,6	44,4	44,4	45,2	45,7
Papier et carton	21,0	21,2	21,9	21,8	21,6	22,3	22,9	24,1
Livre et photographie	29,0	30,1	30,4	31,3	31,0	31,8	32,7	33,9
Cuirs et peaux	12,0	11,7	11,4	10,7	10,8	10,5	10,4	10,5
Textiles	164,8	160,9	164,1	145,1	142,7	145,3	146,6	146,5
Habillement	64,1	66,5	68,9	66,4	65,6	65,7	68,1	67,2
Chaussure	20,2	19,5	19,5	19,5	18,9	18,5	19,0	18,0
Electricité, gaz, eau	20,0	20,1	20,2	20,0	19,7	19,7	19,8	19,8
Céramique et verre	66,2	69,0	69,3	65,8	66,9	71,3	71,8	73,9
Industrie des métaux	354,5	373,5	389,6	369,4	354,5	373,4	397,1	412,3
Art et précision	14,3	14,8	14,9	14,3	15,4	15,1	15,3	16,5
Construction	198,1	210,2	208,7	197,5	199,3	200,6	209,4	219,8
Transport (a)	65,6	68,7	71,8	73,3	71,6	72,3	72,8	73,5
Divers	6,5	7,5	8,4	8,2	8,1	9,2	9,7	10,1

Source : Office National de Sécurité Sociale.

(a) Non compris le personnel de la S.N.C.B. et de la S.N.C.V.
A l'exclusion du personnel définitif des Instituts de la Radiodiffusion-Télévision Belge.

Main-d'œuvre civile et main-d'œuvre salariée

moyennes

(en milliers)

DÉSIGNATION	MAIN-D'ŒUVRE SALARIÉE									Main-d'œuvre civile
	1948	1955	1956	1957	1958	1959	1960 (a)	1961	1962	1962
Agriculture, sylviculture et pêche	43,3	33,0	31,6	31,0	30,8	29,7	28,6	27,8	..	..
Industries extractives	193,6	168,2	167,1	167,6	167,5	150,9	130,4	113,9	..	..
Industries manufacturières	1 022,0	1 017,5	1 048,0	1 072,5	1 031,1	1 014,9	1 044,7	1 085,0	..	..
Industrie de la construction	152,5	193,8	208,3	213,4	199,2	199,9	202,3	208,8	..	..
Electricité, eau, gaz et services d'hygiène	27,3	28,7	29,0	29,2	29,1	29,1	29,5	29,8	..	..
Commerce, banques et assurances	201,1	233,0	241,5	248,9	257,4	263,6	273,0	285,8	..	..
Transports et communications	235,3	214,5	220,6	225,1	226,9	222,4	219,1	221,0	..	..
Services	504,4	599,4	605,7	618,9	634,2	654,0	666,1	675,6	..	..
Chômeurs mis au travail par les pouvoirs publics	—	22,7	9,8	5,3	10,5	17,3	9,8	7,1	6,7	6,7
Chômeurs complets contrôlés	80,9	116,5	91,0	77,9	109,7	125,0	110,1	87,9	70,2	70,2
Total	**2 460,4**	**2 627,3**	**2 652,6**	**2 689,8**	**2 696,4**	**2 706,8**	**2 713,6**	**2 742,7**	..	..

Source : Ministère de l'Emploi et du Travail.

(a) Données rectifiées.

Ouvriers et heures-ouvriers dans certains secteurs (a)

(en milliers)

SECTEUR	Ouvriers occupés (moyennes mensuelles)				Heures-ouvriers			
	1959	1960	1961 (e)	1962	1959	1960	1961	1962
Charbonnages (b)	105,9	85,9	73,9	67,6	200 717	176 594	157 738	144 823
Cokeries	4,5	4,5	4,5	4,3	9 870	9 765	9 403	9 057
Sidérurgie (c)	49,0	50,7	51,6	49,8	105 307	107 955	106 399	107 371
Métaux non ferreux	15,0	15,8	17,1	16,5	30 439	32 024	35 871	34 338
Fabrications métalliques	176,7	188,5	203,4	211,9	357 433	381 571	410 275	432 680
Azote	4,2	4,2	4,0	4,2	8 727	8 589	8 179	8 652
Caoutchouc	5,5	5,9	6,1	5,9	11 372	11 594	12 086	12 048
Papier (établissements producteurs)	8,4	8,8	8,9	9,0	18 032	18 445	18 698	18 675
Papier (établissements transformateurs)	10,8	11,2	11,5	11,9	22 689	24 442	24 092	24 526
Carrières	6,8	6,9	6,9	6,9	13 746	13 587	12 386	13 963
Chaux, calcaires et dérivés	4,0	4,1	4,2	4,1	8 358	8 256	8 584	8 477
Terre cuite	9,3	9,8	10,6	10,3	19 797	20 481	21 582	21 375
Ciment	2,9	2,8	2,8	2,8	6 050	5 745	5 636	5 783
Verre	20,4	21,9	21,6	23,2	42 925	45 150	44 119	47 610
Bois	24,7	25,8	26,5	26,8	51 005	52 743	55 416	56 193
Céramique	7,9	8,5	8,9	9,0	16 277	17 608	18 306	18 444
Construction	90,4	92,1	94,2	98,8	182 499	182 925	183 585	187 260
Filatures : coton, lin et chanvre (d)	18,0	18,4	18,5	17,3	..	..	..	..
laine, jute, fibres dures	16,9	17,0	16,9	17,7	34 529	35 132	34 466	36 029
Tissages	38,4	39,6	38,9	38,4	76 326	81 873	77 889	77 465
Autres activités textiles	5,6	5,7	5,5	5,5	10 989	10 495	10 728	10 952
Bonneterie	16,8	16,9	17,3	17,3	31 040	31 580	32 283	32 556
Huiles végétales et animales	1,6	1,6	1,6	1,8	3 473	3 288	3 407	3 461
Tabac	6,9	6,8	6,9	6,6	13 457	13 187	13 419	12 556
Cuir	2,8	2,5	2,5	2,5	5 684	5 102	5 269	5 128
Chaussures	13,2	13,0	13,0	12,7	24 407	24 040	24 061	24 253
Pantoufles	1,4	1,4	1,6	1,5	2 834	2 821	3 021	3 019
Distribution d'eau	3,0	3,0	3,4	3,2	6 598	6 410	6 667	7 040
Port d'Anvers	15,2	15,3	15,1	15,2	..	..	..	..

Sources : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Institut National de Statistique et Administration des Mines. Fédérations professionnelles.

(a) De façon générale, les industries reprises dans ce tableau font l'objet d'une statistique de production et les données portent, en principe, sur l'ensemble des établissements sans distinction du nombre d'ouvriers occupés.
(b) Nombre moyen de présences par jour ouvré des ouvriers du fond et de la surface.
(c) A l'exception des usines produisant uniquement des aciers de moulage.
(d) Pour ces branches, nombre de broches-heures de 1959 à 1962 : 5.892, 6.948, 6.641 et 6.000 millions.
(e) Moyennes des mois de février à décembre; des chiffres valables n'ont pu être recueillis pour le mois de janvier en raison des grèves.

Nombre de journées perdues par suite de grèves

ANNÉE	Nombre de grèves	Nombre de journées perdues	Branches d'industrie où ont eu lieu les grèves les plus importantes
1955	143	1 001 769	Mines de houille, industrie des métaux, industrie chimique, industrie textile, ouvriers du port d'Anvers.
1956	148	948 170	Mines de houille, industrie des métaux, briqueteries.
1957 (a)	114	2 993 738	Industrie des métaux et industrie du diamant.
1958	43	293 767	Mines de houille, secteur gaz et électricité, tramways.
1959	57	983 147	Mines de houille, réparateurs de navires.
1960 (b).....	61	334 346	Industrie des métaux, industrie de la chaussure, carrières.
1961 (b)	38	92 092	Tissages de jute, mines de houille, confection, industrie de la chaussure.
1962 (c)	37	268 424	Industrie des métaux, carrières, industrie textile.

Source : Institut National de Statistique.

(a) Non compris la grève générale dans la construction pour laquelle le nombre de journées perdues peut être estimé à 795.000.
(b) Pour être complet, il y a lieu d'attirer l'attention sur le fait qu'il n'a pas été tenu compte des grèves générales des 29 janvier 1960, décembre 1960 et janvier 1961. En effet, il s'agit ici de conflits ayant un caractère spécial et pour lesquels, d'autre part, la méthode d'établissement de cette statistique ne permet pas de rassembler des données précises et complètes.
(c) Données provisoires.

Nombre de journées contrôlées, perdues par suite de chômage

(moyennes journalières)

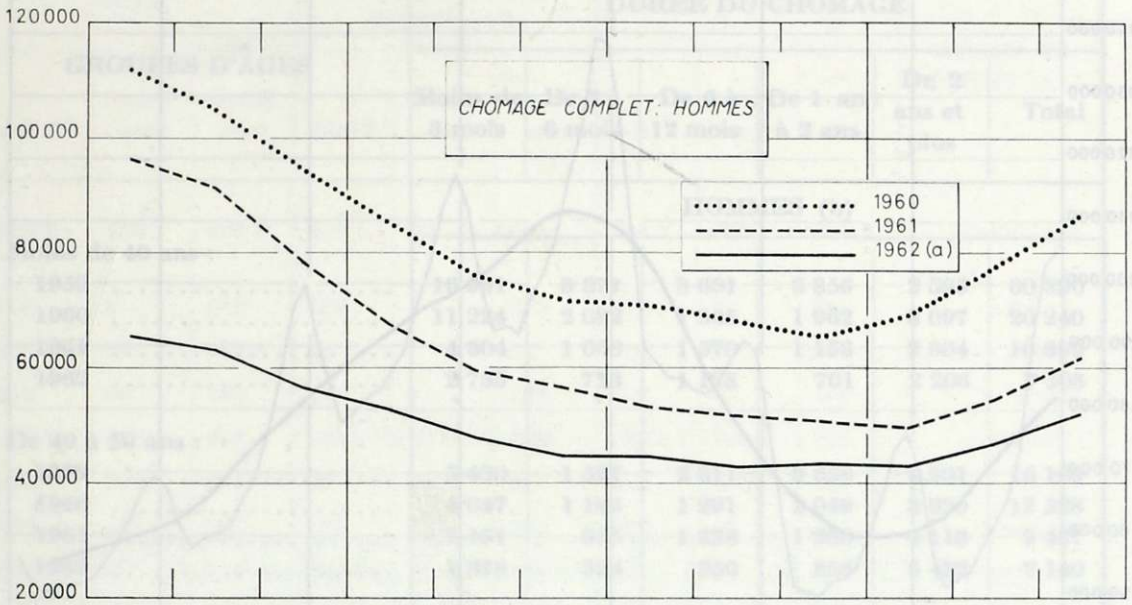
ANNÉE	Par suite de chômage complet		Par suite de chômage partiel et accidentel	Total
	Hommes	Femmes		
1953	116 625	66 989	62 193	245 807
1954	107 458	59 468	57 826	224 752
1955	75 121	41 368	55 909	172 398
1956	61 382	29 652	53 742	144 776
1957	55 698	22 162	38 950	116 810
1958	81 252	28 495	71 146 (b)	180 893
1959	92 132	32 843	74 234	199 209
1960	82 078	27 974	48 045	158 097
1961	64 613	23 266	40 331	128 210
1962 (a).....	49 998	20 173	38 451	108 622

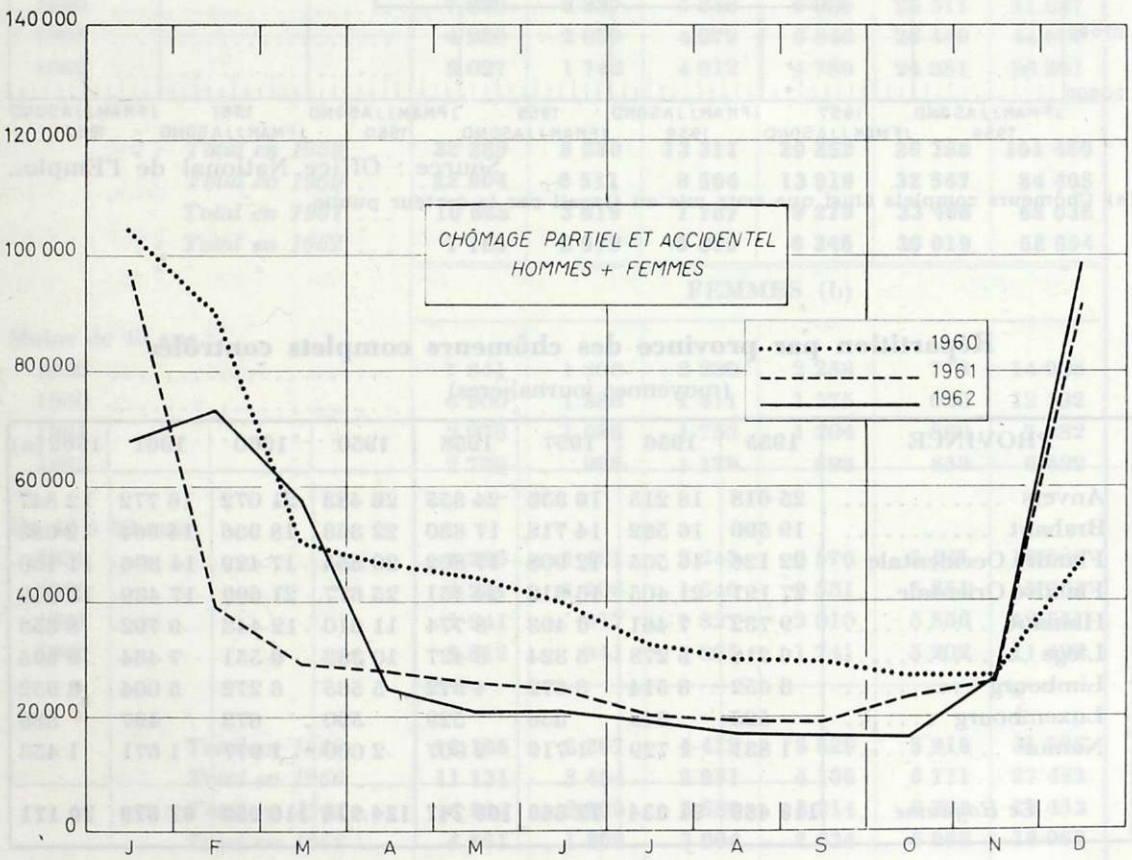
Source : Office National de l'Emploi.

(a) Y compris les chômeurs complets dispensés du contrôle communal en application de l'arrêté ministériel du 29 décembre 1961 (*Moniteur belge* du 6 janvier 1962.)
(b) Non compris le chômage accidentel de durée réduite, provoqué par les grèves dans les secteurs de gaz et de l'électricité.

Evolution du chômage

Journées perdues et contrôlées
(moyennes journalières)

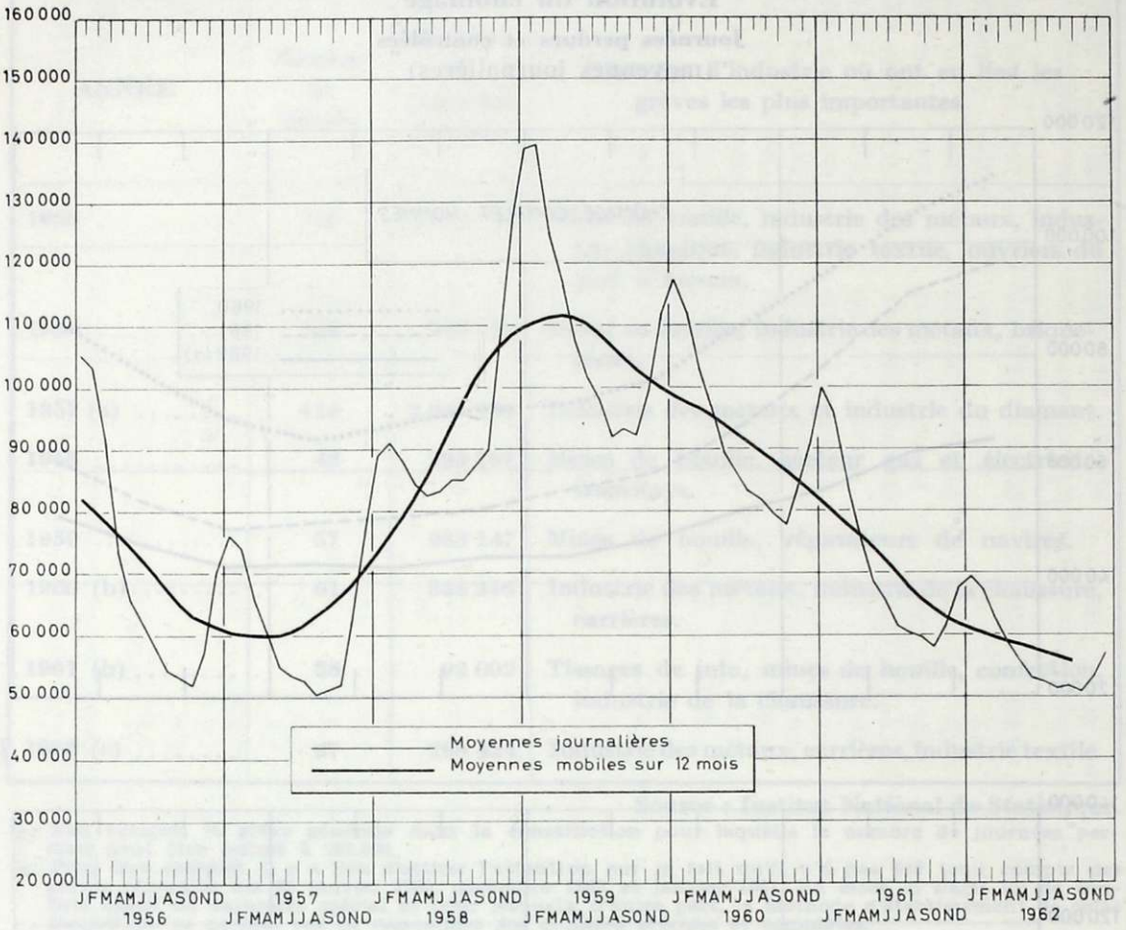




Source : Office National de l'Emploi.

(a) Y compris les chômeurs complets dispensés du contrôle communal en application de l'arrêté ministériel du 29 décembre 1961 (*Moniteur belge* du 6 janvier 1962).

Demandeurs d'emploi masculins (a)



Source : Office National de l'Emploi.

(a) Chômeurs complets ainsi que ceux mis au travail par le secteur public.

Répartition par province des chômeurs complets contrôlés

(moyennes journalières)

PROVINCE	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962 (a)
Anvers	25 618	18 215	16 356	24 855	26 483	21 072	16 772	12 847
Brabant	19 590	16 582	14 718	17 830	22 363	18 936	14 964	12 083
Flandre Occidentale .	22 126	16 505	12 908	17 802	20 355	17 429	14 306	11 150
Flandre Orientale	27 197	21 405	16 312	24 551	25 677	21 699	17 439	13 249
Hainaut	9 732	7 461	6 493	8 774	11 610	12 443	9 792	8 353
Liège	6 218	5 278	5 324	8 427	10 332	9 551	7 434	6 695
Limbourg	3 652	3 514	3 672	4 972	5 565	6 272	5 004	3 952
Luxembourg	525	345	358	529	590	673	497	389
Namur	1 831	1 729	1 719	2 007	2 000	1 977	1 671	1 453
Le Royaume ...	**116 489**	**91 034**	**77 860**	**109 747**	**124 975**	**110 052**	**87 879**	**70 171**

Source : Office National de l'Emploi.

(a) Y compris les chômeurs complets dispensés du contrôle communal en application de l'arrêté ministériel du 29 décembre 1961 (*Moniteur belge* du 6 janvier 1962).

Répartition des chômeurs complets par groupe d'âges et durée

En novembre 1959, novembre 1960, juin 1961 et 1962 (a)

GROUPES D'ÂGES	DURÉE DU CHÔMAGE					
	Moins de 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 ans et plus	Total
	HOMMES (b)					
Moins de 40 ans :						
1959	16 961	3 377	3 601	3 856	2 595	30 390
1960	11 224	2 092	1 865	1 962	3 097	20 240
1961	4 304	1 068	1 570	1 153	2 904	10 999
1962	2 755	713	1 128	701	2 206	7 503
De 40 à 50 ans :						
1959	5 450	1 527	2 311	3 350	3 531	16 169
1960	4 047	1 182	1 291	2 049	3 959	12 528
1961	2 151	655	1 238	1 280	4 113	9 437
1962	1 378	524	950	856	3 432	7 140
De 50 à 65 ans :						
1959	9 878	3 926	7 399	13 046	20 642	54 891
1960	7 633	3 237	5 348	9 908	25 511	51 637
1961	4 230	2 096	4 979	6 846	26 449	44 600
1962	3 027	1 742	4 312	4 789	24 381	38 251
Total en 1959 ...	**32 289**	**8 830**	**13 311**	**20 252**	**26 768**	**101 450**
Total en 1960 ...	**22 904**	**6 511**	**8 504**	**13 919**	**32 567**	**84 405**
Total en 1961 ...	**10 685**	**3 819**	**7 787**	**9 279**	**33 466**	**65 036**
Total en 1962 ...	**7 160**	**2 979**	**6 390**	**6 346**	**30 019**	**52 894**
	FEMMES (b)					
Moins de 40 ans :						
1959	7 841	1 806	2 230	2 253	778	14 908
1960	6 900	1 386	1 411	1 575	920	12 192
1961	2 973	1 086	1 753	1 204	866	7 882
1962	2 739	968	1 179	893	853	6 632
De 40 à 60 ans :						
1959	4 265	1 461	2 245	3 576	5 141	16 688
1960	4 231	1 108	1 540	2 531	5 851	15 261
1961	1 941	917	1 827	2 010	5 856	12 551
1962	1 812	841	1 825	1 741	5 202	11 421
Total en 1959 ...	**12 106**	**3 267**	**4 475**	**5 829**	**5 919**	**31 596**
Total en 1960 ...	**11 131**	**2 494**	**2 951**	**4 106**	**6 771**	**27 453**
Total en 1961 ...	**4 914**	**2 003**	**3 580**	**3 214**	**6 722**	**20 433**
Total en 1962 ...	**4 551**	**1 809**	**3 004**	**2 634**	**6 055**	**18 053**

Source : Office National de l'Emploi.

(a) A partir de 1961, un recensement annuel des chômeurs complets s'effectue au 30 juin.
(b) Y compris les chômeurs occupés par les communes et autres institutions publiques.

Répartition par branche d'activité du chômage complet, partiel et accidentel en 1962

BRANCHE D'ACTIVITÉ	Chômeurs complets			Chômeurs partiels et accidentels			Total		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
Agriculture...	2 579	304	2 883	630	70	700	3 209	374	3 583
Forêt, chasse, pêche	268	2	270	620	1	621	888	3	891
Mines	1 715	92	1 807	25	—	25	1 740	92	1 832
Pierre	247	26	273	395	4	399	642	30	672
Céramique ...	599	697	1 296	294	139	433	893	836	1 729
Verre	111	163	274	61	15	76	172	178	350
Diamant	341	34	375	416	107	523	757	141	898
Construction .	7 401	28	7 429	13 970	10	13 980	21 371	38	21 409
Bois	1 368	108	1 476	1 500	46	1 546	2 868	154	3 022
Métal	4 127	1 048	5 175	1 615	221	1 836	5 742	1 269	7 011
Chimie	263	276	539	105	101	206	368	377	745
Papier	79	178	257	25	57	82	104	235	339
Livre	190	115	305	31	28	59	221	145	364
Textiles	2 027	2 120	4 147	1 726	2 322	4 048	3 753	4 442	8 195
Vêtement	521	2 243	2 764	349	4 501	4 850	870	6 744	7 614
Cuir	506	442	948	470	593	1 063	976	1 035	2 011
Alimentation .	1 110	1 050	2 160	442	394	836	1 552	1 444	2 996
Tabac	56	178	234	36	161	197	92	339	431
Transport	2 881	864	3 745	1 187	266	1 453	4 068	1 130	5 198
Dockers	—	—	—	4 284	7	4 291	4 284	7	4 291
Réparateurs navires	—	—	—	620	—	620	620	—	620
Hôtels, restaurants	1 255	1 783	3 038	97	129	226	1 352	1 912	2 264
Gens de maison	145	1 407	1 552	7	158	165	152	1 565	1 717
Service personnes et biens .	126	123	249	13	19	32	139	142	281
Employés	2 308	2 996	5 304	88	90	178	2 396	3 086	5 482
Artistes	475	196	671	3	3	6	478	199	677
Total ...	**30 698**	**16 473**	**47 171**	**29 009**	**9 442**	**38 451**	**59 707**	**25 915**	**85 622**

Source : Office National de l'Emploi.

DEUXIÈME PARTIE

PRODUCTION DE BIENS ET DE SERVICES

Répartition par branche d'activité du chômage complet, partiel et accidentel en 1962

BRANCHE D'ACTIVITÉ	Chômage complet			Chômage partiel et accidentel			Total		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
Agriculture	2 119	304	2 423	680	79	759	2 799	374	3 182
Forêt, chasse, pêche	288	2	290	830	1	831	888	3	891
Mines	1 713	82	1 807	25	—	25	1 740	92	1 832
Pierre	227	26	253	365	4	369	642	30	672
Céramique	399	69	468	408	22	430	807	91	898
Verre	211	166	377	61	15	76	272	178	450
Diamant	241	34	275	416	107	523	727	141	868
Construction	2 [illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	2 406
Bois	1 808	198	1 476	1 920	46	1 540	2 868	154	3 022
Métal	4 [illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	1 890	6 001
Chimie	365	276	320	155	101	308	368	377	745
Papier	79	178	257	25	37	62	104	215	320
Livre	190	112	302	81	20	59	321	143	464
Textiles	2 007	2 [illegible]	4 142	1 716	2 [illegible]	1 048	3 723	4 442	5 170
Vêtement	321	4 [illegible]	5 [illegible]	849	4 [illegible]	4 [illegible]	870	6 744	7 614
Cuir	308	842	848	470	200	1 [illegible]	878	1 085	2 011
Alimentation	1 110	1 [illegible]	2 [illegible]	422	284	406	1 532	1 444	2 [illegible]
Tabac	26	178	1 234	80	161	197	92	239	331
Transport	2 881	264	3 [illegible]	1 197	226	1 423	4 [illegible]	1 [illegible]	4 [illegible]
Hygiène	—	—	—	4 [illegible]	7	4 [illegible]	4 [illegible]	7	4 [illegible]
Professions [illegible]	—	—	—	620	—	620	620	—	620
Divers, métiers [illegible]	1 [illegible]	1 [illegible]	4 [illegible]	97	139	236	3 [illegible]	1 [illegible]	2 [illegible]
Gens de maison	141	1 [illegible]	1 [illegible]	7	134	141	122	1 [illegible]	1 [illegible]
Services [illegible]	120	120	240	12	18	32	132	142	281
Employés	2 [illegible]	2 [illegible]	5 [illegible]	58	90	178	2 [illegible]	3 [illegible]	5 [illegible]
Artistes	475	196	671	8	8	8	478	[illegible]92	677
Total	26 [illegible]	16 [illegible]	41 [illegible]	25 [illegible]	9 [illegible]	39 [illegible]	39 [illegible]	25 [illegible]	89 [illegible]

Source : Office National de l'Emploi

I

AGRICULTURE ET PÊCHE

Agriculture . . . . . *p. 23 à 29*

Pêche . . . . . *p. 30*

Superficies cultivées

Recensements des 15 mai 1958, 1959, 1960, 1961 et 1962

(en milliers d'hectares)

DÉSIGNATION	1958	1959	1960	1961	1962	Différence en % de 1961 à 1962
Céréales	536,1	525,1	524,7	519,3	511,6	— 1,5
Légumineuses cultivées pour la graine	11,6	11,7	11,2	11,0	10,1	— 8,2
Plantes industrielles	93,8	88,1	96,2	92,3	92,6	+ 0,3
Plantes racines et tuberculifères	140,6	133,9	130,9	120,3	115,7	— 3,9
Fourrages verts	49,4	45,8	42,0	48,8	41,9	— 14,2
Prés et prairies	811,3	815,7	818,6	820,9	828,7	+ 0,9
Cultures maraîchères	29,4	..	32,1	33,0	35,2	+ 6,6
Autres cultures	49,3	..	55,1	59,5	59,4	—
Total général des cultures ...	**1 721,5**	**1 717,2**	**1 710,8**	**1 705,1**	**1 695,1**	— **0,6**

Source : Institut Natoinal de Statistique.

Céréales

Superficies cultivées

(en milliers d'hectares)

DÉSIGNATION	1958	1959	1960	1961	1962	Différence en % de 1961 à 1962
Céréales panifiables	**295,9**	**269,9**	**272,5**	**256,3**	**252,2**	— **1,6**
dont :						
Froment d'hiver et alternatif	185,7	161,4	175,4	106,4	122,2	+ 14,8
Froment de printemps	33,6	38,6	27,8	100,0	86,4	— 13,6
Seigle	68,7	62,4	62,9	43,5	39,3	— 9,7
Céréales non panifiables	**240,2**	**255,2**	**252,1**	**263,0**	**259,4**	— **1,4**
dont :						
Orge d'hiver	27,7	34,4	36,5	28,0	32,8	+ 17,1
Orge de printemps	67,2	75,2	68,9	92,3	95,3	+ 3,2
Avoine	142,0	140,5	141,4	136,3	125,2	— 8,2
Total des céréales	**536,1**	**525,1**	**524,6**	**519,3**	**511,6**	— **1,5**

Source : Institut National de Statistique.

Plantes industrielles

Superficies cultivées

DÉSIGNATION	1958	1959	1960	1961	1962	Différence en % de 1961 à 1962
Plantes industrielles de grande culture :	En milliers d'hectares					
Betteraves sucrières	66,0	63,8	63,0	62,3	57,1	— 8,4
Lin	23,8	20,8	29,7	26,6	32,7	+22,6
Plantes industrielles de moyenne et petite culture :	En hectares					
Chicorée à café	1 305	1 285	1 382	1 504	919	—38,9
Tabac	1 305	1 410	1 440	1 017	1 036	+ 1,9
Houblon	586	660	669	663	693	+ 4,5
Plantes oléagineuses	820	120	91	89	135	+51,7

Source : Institut National de Statistique.

Plantes racines et tuberculifères

Superficies cultivées

(en milliers d'hectares)

DÉSIGNATION	1958	1959	1960	1961	1962	Différence en % de 1961 à 1962
Pommes de terre hâtives	7,3	7,6	7,5	6,6	6,8	+ 3,0
Pommes de terre mi-hâtives	49,9	49,4	51,6	49,0	47,1	— 3,9
Pommes de terre tardives	23,7	22,0	20,2	16,7	14,5	—13,2
Betteraves fourragères et mi-sucrières	58,4	53,7	50,8	47,3	46,7	— 1,3
Autres	1,3	1,2	1,0	0,8	0,7	—12,5
Total ...	**140,6**	**133,9**	**131,1**	**120,4**	**115,8**	— 3,8

Source : Institut National de Statistique.

Evolution des rendements de certaines cultures

Production moyenne par hectare

(en quintaux métriques)

CULTURE	1958	1959	1960	1961	1962	Différence en % de 1961 à 1962
Froment d'hiver	36,2	41,0	38,5	35,9	41,7	+ 16,1
Froment de printemps	31,7	33,0	35,1	34,0	37,6	+ 10,5
Seigle	29,1	29,6	30,0	27,6	31,0	+ 12,3
Escourgeon	35,7	40,5	36,4	33,7	39,5	+ 17,2
Orge	32,6	34,4	36,2	33,8	38,8	+ 14,8
Avoine	31,2	30,1	31,8	32,6	34,1	+ 4,6
Maïs cultivé pour la graine	46,0	43,1	41,6	45,2	43,9	— 2,9
Pois secs	27,6	32,1	33,0	34,2	38,8	+ 13,4
Betteraves sucrières	429,0	231,0	486,5	433,7	353,5	— 18,5
Lin (paille)	65,8	53,9	65,8	66,9	64,3	— 3,9
Chicorée à café	428,0	331,5	399,9	401,5	400,9	— 0,2
Pommes de terre tardives	235,8	186,7	254,5	270,5	298,5	+ 10,3
Pommes de terre mi-hâtives	240,5	168,7	241,6	246,6	285,7	+ 15,8
Pommes de terre hâtives	211,2	148,8	180,6	194,6	139,3	— 28,5
Betteraves fourragères	843,2	412,3	921,2	860,6	772,2	— 10,3
Trèfle incarnat (vert)	256,8	282,5	214,3	261,0	215,3	— 17,6
Trèfle ordinaire (foin)	49,2	51,2	44,1	53,8	35,3	— 34,4
Luzerne (foin)	54,8	54,6	58,8	58,3	49,8	— 14,6
Foin de prairies permanentes	45,9	41,8	49,0	52,4	36,6	— 30,2

Source : Institut National de Statistique.

Production agricole

(en milliers de quintaux métriques)

CULTURE	1958	1959	1960	1961	1962
Froment d'hiver	6 721	6 531	6 702	3 823,6	5 097,5
Froment de printemps	1 064	1 274	976	3 399,3	3 248,2
Seigle	1 999	1 760	1 879	1 194,0	1 210,6
Escourgeon	989	1 393	1 330	949,0	1 295,9
Orge	2 191	2 587	2 494	3 138,0	3 697,1
Avoine	4 429	4 230	4 497	4 444,0	4 267,7
Maïs cultivé pour la graine	12	23	21	24,4	34,7
Pois secs	210	232	243	234,4	210,5
Betteraves sucrières	28 320	1 474	30 628	27 026,0	20 190,0
Lin (paille)	1 564	1 120	1 953	1 783,0	2 102,4
Chicorée à café	559	426	553	604,0	368,4
Pommes de terre tardives	5 589	4 106	5 130	4 510,0	4 315,0
Pommes de terre mi-hâtives	12 009	8 326	12 455	12 090,0	13 464,0
Pommes de terre hâtives	1 538	1 138	1 353	1 293,3	941,4
Betteraves fourragères	49 218	22 129	46 786	40 668,0	36 032,0
Trèfles (verts)	433	660	246	232,0	251,5

Source : Institut National de Statistique.

Matériel agricole
(unités)

ANNÉE	Tracteurs	Moissonneuses lieuses	Machines à traire
1956	29 542	35 600	22 179
1957	33 919	37 193	24 602
1958	37 189	37 226	26 852
1959 (a)	..	..	..
1960	44 188	39 041	32 428
1961	48 905	37 598	35 220
1962	53 507	35 677	37 424

(a) Les données pour 1959 ne sont pas disponibles. Source : Institut National de Statistique.

Cheptel
(en milliers d'unités)

CATÉGORIE D'ANIMAUX	1er janvuer 1960 Total	1er janvier 1961 Total	1er janvier 1962 Total	1er janvier 1963 Total
Chevaux agricoles.....	**157,4**	**146,8**	**138,7**	**132,2**
Bovidés :				
Vaches laitières	1 022,6	1 014,9	1 053,9	1 065,6
Autres bovidés	1 515,1	1 516,1	1 585,1	1 621,5
Total des bovidés ...	**2 537,7**	**2 531,0**	**2 639,0**	**2 687,1**
Porcs	**1 558,6**	**1 578,7**	**1 882,1**	**1 858,9**

Source : Institut National de Statistique.

Production nette de viande indigène (a)
(en milliers de tonnes)

ANNÉE	Production de viande						Abats comestibles	Total général
	Viande bovine	Viande de veau	Viande porcine (b)	Viande chevaline	Viande ovine et caprine	Total		
1956.....	157,0	18,8	234,0	7,9	2,2	420,0	35,0	455,0
1957.....	158,0	18,0	235,2	8,3	1,9	421,5	34,9	456,4
1958.....	179,1	19,8	223,5	10,1	2,1	434,5	36,3	470,8
1959.....	182,5	22,5	226,4	13,0	2,2	446,6	37,9	484,5
1960.....	180,1	21,9	237,0	10,6	2,2	451,8	38,6	490,4
1961.....	179,2	19,4	230,9	9,2	1,7	440,5	37,5	478,0
1962.....	187,4	21,8	259,8	8,9	1,9	479,8	40,4	520,2

Source : Ministère de l'Agriculture.

(a) Compte tenu de coefficients correcteurs établis par le Ministère de l'Agriculture ce qui modifie les données des années antérieures.
(b) Y compris les abattages à la ferme évalués à 28.080 t jusqu'en 1959 et à 22.464 t à partir de 1960.

Consommation de viande (a)

(en milliers de tonnes)

ANNÉE	Consommation de viande						Abats comestibles	Total général
	Viande bovine	Viande de veau	Viande porcine (b)	Viande chevaline	Viande ovine et caprine	Total		
1956.....	169,9	18,8	232,8	26,3	3,4	451,2	37,8	489,0
1957.....	172,9	18,0	239,1	23,8	3,9	457,7	37,4	495,1
1958.....	181,9	19,9	225,4	26,1	4,1	457,4	40,9	498,3
1959.....	183,8	22,5	229,2	29,0	4,1	468,6	39,3	507,9
1960.....	185,0	21,9	227,3	31,9	4,0	470,1	43,1	513,2
1961.....	194,0	19,6	221,4	32,2	3,4	470,6	40,7	511,3
1962.....	204,7	22,1	237,2	31,3	3,5	498,8	40,2	539,0

Source : Ministère de l'Agriculture.

(a) Compte tenu de coefficients correcteurs établis par le Ministère de l'Agriculture ce qui modifie les données des années antérieures.
(b) Y compris les abattages à la ferme.

Solde d'importations et d'exportations de viande (a)

(en milliers de tonnes)

ANNÉE	Viande						Abats comestibles	Total général
	bovine	de veau	porcine	chevaline	ovine et caprine	Total		
1956.....	— 12,9	—	+ 1,1	— 18,4	— 1,1	— 31,3	— 2,8	— 34,1
1957.....	— 14,9	—	— 3,9	— 15,5	— 1,9	— 36,2	— 2,5	— 38,7
1958.....	— 2,8	—	— 1,9	— 16,0	— 2,0	— 22,7	— 4,6	— 27,3
1959.....	— 1,3	—	— 2,8	— 16,0	— 1,8	— 21,9	— 1,4	— 23,3
1960.....	— 4,9	—	+ 9,8	— 21,3	— 1,9	— 18,3	— 4,6	— 22,9
1961.....	— 14,8	— 0,2	+ 9,6	— 23,0	— 1,7	— 30,1	— 3,2	— 33,3
1962.....	— 17,3	— 0,3	+ 22,6	— 22,4	— 1,6	— 19,0	+ 0,2	— 18,8

(a) Y compris les animaux sur pied en poids abattu. Importations (—); exportations (+).

Source : Ministère de l'Agriculture.

Beurre

(en milliers de tonnes)

DÉSIGNATION	1951	1957	1958	1959	1960	1961	1962
Production	72,5	89,2	89,9	86,4	89,2	88,3	87,4
Solde d'importations ou d'exportations (U.E.B.L.) (a)	—19,9	—6,1	+4,7	—3,7	+6,1	+9,3	+3,5

Sources : Ministère de l'Agriculture.
Institut National de Statistique.

(a) Importations (—); exportations (+).

Importations et exportations de produits agricoles (a)

ANNÉE	Produits animaux		Produits de grandes cultures		Produits horticoles		Total	
	Quantité (en milliers de tonnes)	Valeur (en millions de francs)	Quantité (en milliers de tonnes)	Valeur (en millions de francs)	Quantité (en milliers de tonnes)	Valeur (en millions de francs)	Quantité (en milliers de tonnes)	Valeur (en millions de francs)
	IMPORTATIONS							
1951	134,9	4 217,5	2 521,1	9 923,5	297,2	2 256,4	2 953,3	16 397,4
1957	113,3	3 301,1	2 331,4	7 952,8	321,9	3 019,1	2 766,5	14 273,0
1958	101,5	2 623,4	2 434,4	7 498,5	318,8	2 836,6	2 854,7	12 958,5
1959	107,8	2 905,2	2 598,7	8 187,4	386,6	2 997,9	3 093,2	14 090,6
1960	105,7	2 625,6	2 406,5	7 779,0	387,0	3 040,0	2 899,2	13 444,6
1961	106,7	2 910,3	2 319,5	7 476,1	405,9	3 376,9	2 832,1	13 763,3
1962	107,8	2 802,4	2 873,4	9 518,2	412,9	3 516,8	3 394,1	15 837,4
	EXPORTATIONS							
1951	36,2	853,8	218,3	887,6	93,4	756,7	347,9	2 498,1
1957	57,4	931,4	178,5	735,5	90,6	1 198,6	326,5	2 865,5
1958	75,6	1 442,8	581,1	1 563,2	111,8	1 372,8	768,5	4 378,8
1959	74,3	1 412,3	357,9	1 334,4	137,9	1 503,4	570,1	4 250,0
1960	91,6	2 203,5	247,0	843,1	122,6	1 556,2	461,2	4 602,8
1961	100,9	2 573,9	300,0	860,1	140,3	1 826,5	541,2	5 260,5
1962	128,9	3 122,2	426,7	1 649,5	186,8	2 535,1	742,4	7 306,8

Source : Institut National de Statistique.

(a) Le tableau ci-dessus comprend les chapitres 1, 2 et 4 de la section I et les chapitres 6, 7, 8, 10 ainsi qu'une partie du chapitre 12 de la section II du tarif Benelux. Il comprend en outre le n° 541a (lin brut). Sont donc exclus de ce tableau les poissons, ainsi que les produits exotiques qui n'entrent pas en concurrence avec une production belge similaire.

Importations et exportations de produits horticoles

ANNÉE	Légumes (a)		Fruits comestibles		Plantes vivantes et produits de la floriculture	
	Quantité (en milliers de tonnes)	Valeur (en millions de francs)	Quantité (en milliers de tonnes)	Valeur (en millions de francs)	Quantité (en milliers de tonnes)	Valeur (en millions de francs)
	IMPORTATIONS					
1951	63,9	348,8	228,6	1 789,0	4,8	118,6
1957	52,9	432,1	262,2	2 382,2	6,6	204,7
1958	55,3	447,7	255,4	2 187,4	8,0	201,6
1959	116,3	682,2	263,5	2 118,6	6,8	197,1
1960	85,5	624,8	293,6	2 202,0	8,0	213,3
1961	83,3	602,8	315,9	2 578,0	6,7	196,1
1962	79,0	707,4	327,7	2 592,6	6,2	216,8
	EXPORTATIONS					
1951	41,5	297,7	43,8	240,5	8,2	218,4
1957	52,3	476,4	24,6	285,4	13,7	436,8
1958	52,8	563,1	43,5	335,7	15,5	474,0
1959	62,5	602,2	58,1	380,6	17,3	520,6
1960	66,6	690,6	37,3	291,6	18,7	573,9
1961	84,3	855,3	36,0	354,5	20,0	616,7
1962	109,6	1 317,2	54,0	502,5	23,2	715,4

Source : Institut National de Statistique.

(a) A l'exclusion des légumes à cosse secs.

Arrivages de poissons

Quantité

(en milliers de tonnes)

ANNÉE	Poissons de fond	Poissons pélagiques	Crustacés et mollusques	Total
1951	38,3	10,6	2,6	51,5
1957	42,9	4,7	1,9	49,6
1958	43,9	4,2	1,9	50,1
1959	38,8	4,8	2,3	45,9
1960	41,5	4,4	1,7	47,6
1961	40,1	4,1	2,1	46,4
1962	43,9	2,5	1,4	47,9

Source : Institut National de Statistique.

Arrivages de poissons

Valeur

(en millions de francs)

ANNÉE	Poissons de fond	Poissons pélagiques	Crustacés et mollusques	Total
1951	386,2	42,2	54,3	482,8
1957	424,8	19,2	48,4	492,4
1958	454,8	21,8	34,4	511,1
1959	422,6	22,6	45,7	490,9
1960	479,0	19,2	37,8	536,0
1961	488,1	17,4	45,4	550,9
1962	527,3	16,7	42,7	586,6

Source : Institut National de Statistique.

Importations et exportations de poissons, crustacés et mollusques (a)

ANNÉE	Importations		Exportations	
	Quantité (en milliers de tonnes)	Valeur (en millions de francs)	Quantité (en milliers de tonnes)	Valeur (en millions de francs)
1951	51,0	392	5,8	91
1957	62,9	695	12,2	208
1958	65,6	796	15,1	272
1959	62,7	786	10,8	197
1960	64,6	790	12,1	214
1961	67,9	848	12,7	237
1962	70,4	951	16,3	326

Source : Institut national de Statistique.

(a) Ce tableau comprend le chapitre III de la section I du tarif Benelux.

II

INDUSTRIE

Activité industrielle générale . . . . . p. 33 à 39

Energie et activités connexes

— *Combustibles solides* . . . . . p. 40 à 45

— *Electricité* . . . . . p. 46

— *Gaz de charbon* . . . . . p. 47 et 48

— *Pétroles* . . . . . p. 49

— *Bilan énergétique* . . . . . p. 50 à 55

Industrie des métaux

— *Sidérurgie* . . . . . p. 56 à 59

— *Industrie des métaux non ferreux* . . . . . p. 60 à 63

— *Industrie des fabrications métalliques* . . . . . p. 64 à 75

Industrie chimique . . . . . p. 76 à 79

Industrie du papier . . . . . p. 80 et 81

Industrie de la construction, des matériaux de construction et secteurs connexes . . . . . p. 82 à 86

Industrie textile

— *Aperçu général* . . . . . p. 87 à 94

— *Aperçu par secteur* . . . . . p. 95 à 97

Industries alimentaires et fabrications connexes . . . . p. 98 à 101

Industrie diamantaire . . . . . p. 101

Industries diverses

— *Peaux, cuirs et chaussures* . . . . . p. 102 et 103

— *Industrie du tabac* . . . . . p. 103 et 104

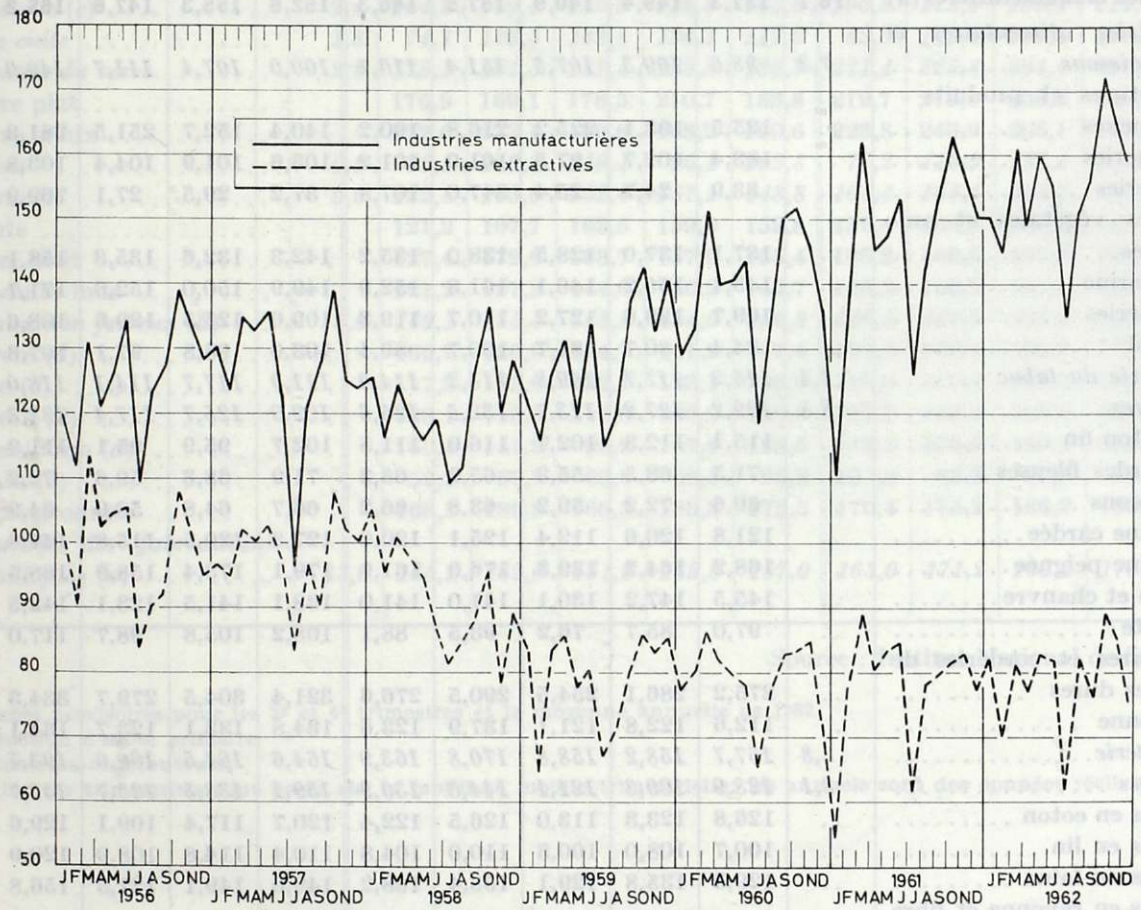
— *Industrie transformatrice du bois* . . . . . p. 105 et 106

Approvisionnement en eau . . . . . p. 107 et 108

Evolution de l'activité industrielle (a)

(1953 = 100)

BRANCHE D'ACTIVITÉ	1958	1959	1960	1961	1962	1962 1er trim.	1962 2e trim.	1962 3e trim.	1962 4e trim.
Industries extractives	**91,3**	**79,0**	**79,0**	**77,6**	**79,1**	**77,9**	**80,9**	**74,3**	**83,3**
Industries manufacturières(b)	**120,6**	**126,4**	**139,4**	**146,3**	**155,2**	**152,6**	**155,3**	**147,6**	**165,2**
Indice général (b)	**113,7**	**115,4**	**125,3**	**130,3**	**137,5**	**135,2**	**138,0**	**130,5**	**146,1**
dont : alimentation, boissons, tabacs	110,5	107,9	115,3	117,9	117,3	104,1	111,3	115,7	138,1
textiles et chaussures	104,4	115,1	123,3	128,3	132,6	133,9	131,8	121,1	143,5
métaux et fabrications métalliques(b)	128,5	133,9	146,2	155,0	165,7	162,1	168,1	158,6	174,1
matériaux de construction	116,5	129,1	142,9	147,4	165,7	150,5	174,5	173,5	164,3
produits chimiques .	134,3	157,6	172,8	190,1	220,6	223,2	216,4	221,6	221,0
énergie	95,2	83,3	83,9	81,8	82,5	83,6	82,9	75,5	88,0
autres	138,3	149,0	161,9	173,9	182,9	181,4	175,5	167,8	196,1



(a) Nouvel indice I. N. S. (cf. *Bulletin de Statistique*, n° 12, décembre 1960).
(b) Données provisoires pour les 3e et 4e trimestres et la moyenne annuelle de 1962.

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie
Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Indices annuels et trimestriels de l'activité industrielle (1953 = 100)

BRANCHE D'ACTIVITÉ	Coeff. de pondération	1961					1962				
		1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	Moyenne annuelle	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	Moyenne annuelle
Indice général (a)	**100,0**	**122,5**	**133,9**	**125,2**	**139,6**	**130,3**	**135,2**	**138,0**	**130,5**	**146,1**	**137,5**
Industries extractives	**23,3**	**73,7**	**82,7**	**73,3**	**80,7**	**77,6**	**77,9**	**80,9**	**74,3**	**83,3**	**79,1**
Charbonnages	*91,4*	*70,3*	*76,4*	*66,1*	*73,6*	*71,6*	*71,4*	*71,9*	*64,5*	*74,6*	*70,6*
Carrières	*5,5*	*82,2*	*113,9*	*113,0*	*132,2*	*110,3*	*129,5*	*146,6*	*151,2*	*148,3*	*143,9*
Carrières de porphyre ...	..	84,0	131,9	131,4	127,8	118,8	109,1	149,3	161,0	147,2	141,7
Carrières de petit granit.	..	74,4	93,0	99,7	151,2	104,6	173,7	167,6	170,3	172,7	171,1
Carrières de marbre	..	102,3	119,8	103,6	109,3	108,8	103,9	94,5	93,6	112,0	101,0
Carrières de grès	..	48,2	93,9	95,0	90,0	81,8	53,5	100,1	112,2	99,2	91,2
Production de sable	..	173,6	246,1	228,8	218,6	216,8	194,1	270,3	269,3	246,8	245,2
Ardoisières	..	69,6	74,5	63,4	67,2	68,7	70,8	68,1	57,5	65,1	65,4
Industrie de la chaux, des calcaires et dérivés	*3,1*	*158,0*	*214,0*	*213,7*	*199,0*	*196,2*	*175,4*	*229,5*	*228,4*	*222,5*	*214,0*
Production de chaux ...	..	118,9	138,1	131,8	124,7	128,4	134,0	136,6	133,0	140,2	136,0
Carrières de calcaires ...	..	186,4	276,8	276,5	249,4	247,3	199,7	296,6	302,2	286,8	271,3
Production de dolomies .	..	166,6	205,0	220,5	227,8	205,0	204,7	251,9	234,1	225,7	229,1
Industries manufacturières (a)	**76,7**	**137,3**	**149,4**	**140,9**	**157,5**	**146,3**	**152,6**	**155,3**	**147,6**	**165,2**	**155,2**
Industries alimentaires et des boissons	*7,3*	*98,6*	*109,3*	*107,5*	*151,4*	*116,7*	*100,0*	*107,4*	*111,7*	*140,9*	*115,0*
Confitures et produits connexes	..	125,5	193,1	225,2	216,8	190,2	140,4	152,7	251,5	281,3	206,5
Meuneries	..	103,4	102,7	97,5	101,0	101,2	103,6	101,9	104,4	103,8	103,4
Sucreries	..	33,9	24,7	25,4	347,0	107,8	37,2	29,5	27,1	269,9	90,9
Huiles végétales et animales.....	..	137,1	137,0	128,5	138,0	135,2	142,3	132,6	135,3	158,1	142,1
Margarine	..	148,1	156,2	146,1	161,3	152,9	149,9	150,0	152,6	171,7	156,1
Brasseries	..	109,7	129,6	127,2	110,7	119,3	109,6	125,5	129,6	108,6	118,3
Alcool	..	94,4	80,7	81,7	100,7	89,4	103,6	98,8	97,1	107,6	101,8
Industrie du tabac	*1,4*	*115,2*	*117,7*	*109,8*	*113,2*	*114,0*	*111,9*	*117,7*	*114,1*	*118,0*	*115,4*
Filatures	*8,8*	*129,2*	*127,2*	*113,7*	*132,5*	*125,6*	*129,9*	*125,7*	*117,4*	*138,3*	*127,8*
de coton fin	..	115,1	112,3	102,7	116,0	111,5	102,7	95,9	95,1	111,9	101,4
cardes fileuses	..	71,5	68,5	55,3	65,9	65,3	71,9	68,3	59,6	72,2	68,1
cocons	..	69,6	72,2	59,2	63,8	66,2	66,7	64,8	58,0	64,9	63,5
laine cardée.....	..	121,8	120,6	112,4	125,1	120,0	127,8	129,5	115,8	147,8	130,2
laine peignée.....	..	168,2	164,2	139,3	176,0	161,9	179,1	173,4	158,9	188,5	175,0
lin et chanvre.....	..	145,5	147,2	130,1	141,0	141,0	138,1	141,5	123,1	142,5	136,3
jute	..	97,0	85,7	76,2	93,5	88,1	108,2	105,8	98,7	117,0	107,4
Filatures et corderies de fibres dures	..	275,2	286,1	254,5	290,5	276,6	321,4	304,5	279,7	334,3	310,0
Rayonne	..	112,6	122,8	121,1	137,9	123,6	134,8	133,1	123,7	134,1	131,4
Bonneterie.....	*2,8*	*167,7*	*158,2*	*158,8*	*170,8*	*163,9*	*164,6*	*164,5*	*160,6*	*193,7*	*170,8*
Tissages	*8,1*	*128,9*	*129,3*	*121,1*	*144,3*	*130,9*	*139,1*	*138,5*	*125,7*	*153,7*	*139,3*
Tissus en coton	..	126,8	123,3	113,0	126,5	122,4	120,7	117,4	109,1	129,6	119,2
Tissus en lin	..	100,7	108,0	100,3	110,0	104,8	110,4	114,8	108,9	120,9	113,7
Tissus en laine	..	129,3	135,8	129,1	158,4	138,2	149,0	149,1	127,5	156,8	145,6
Tissus en rayonne et fibre de rayonne	..	186,9	178,2	169,3	220,0	188,6	223,4	226,8	223,7	293,7	241,9
Tissus en jute	..	67,6	61,3	57,1	69,5	63,9	75,2	78,0	71,7	84,0	77,2

Indices annuels et trimestriels de l'activité industrielle (1953 = 100) (suite)

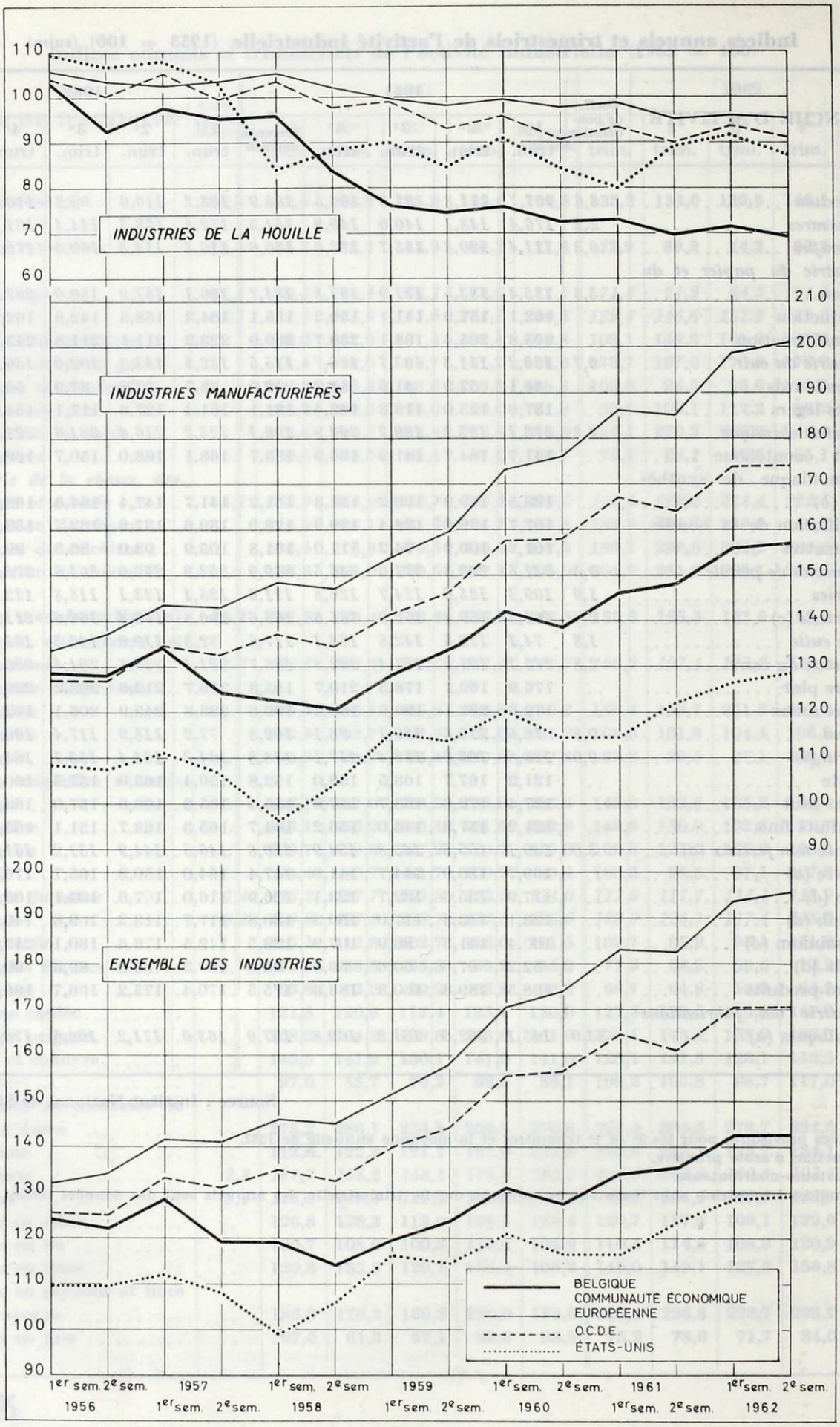
BRANCHE D'ACTIVITÉ	Coeff. de pondération	1961					1962				
		1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	Moyenne annuelle	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	Moyenne annuelle
Confection	*6,6*	*107,7*	*111,8*	*97,5*	*106,5*	*105,9*	*108,2*	*110,0*	*95,2*	*110,5*	*105,9*
Chaussures	*2,2*	*176,4*	*148,1*	*140,0*	*140,9*	*151,3*	*172,8*	*159,3*	*144,4*	*161,4*	*159,5*
Pantoufles	*0,3*	*111,4*	*120,8*	*155,7*	*172,0*	*140,0*	*116,3*	*114,3*	*160,5*	*170,7*	*140,5*
Industrie du papier et du carton	*3,5*	*185,4*	*183,5*	*171,9*	*197,8*	*184,7*	*196,1*	*187,0*	*180,0*	*207,2*	*192,6*
Production	..	162,1	157,9	141,1	159,2	155,1	164,3	158,8	142,6	162,7	157,1
Transformation	..	205,3	205,4	198,1	230,7	209,9	223,2	211,1	211,8	245,1	222,8
Industrie du cuir	*0,7*	*120,2*	*111,3*	*103,7*	*126,7*	*115,5*	*132,8*	*113,3*	*102,0*	*136,0*	*121,0*
Cuirs lourds	..	46,1	52,9	41,9	55,2	49,0	53,7	52,2	37,9	55,5	49,8
Cuirs légers	..	137,6	125,0	118,3	143,4	131,1	151,4	127,6	117,1	154,8	137,7
Industrie chimique	*4,2*	*173,1*	*193,2*	*189,2*	*204,9*	*190,1*	*223,2*	*216,4*	*221,6*	*221,0*	*220,6*
dont : caoutchouc	..	141,7	164,7	141,2	166,9	153,7	168,1	163,0	150,7	169,8	162,9
ammoniaque de synthèse (*b*)	..	123,5	169,9	160,2	151,3	151,2	141,7	147,4	164,6	163,2	154,2
distillation de la houille	..	107,7	129,6	128,4	129,9	123,9	139,6	137,6	132,7	153,8	140,9
allumettes	..	101,2	100,9	94,2	111,0	101,8	105,9	98,0	86,3	99,4	97,4
Raffineries de pétrole	*0,3*	*231,5*	*249,8*	*271,6*	*246,5*	*249,9*	*252,9*	*277,6*	*261,6*	*275,3*	*266,9*
Cokeries	*1,0*	*109,3*	*125,6*	*124,7*	*126,8*	*121,6*	*125,1*	*123,1*	*118,8*	*122,0*	*122,3*
Electricité (*c*)	*2,4*	*164,5*	*159,4*	*152,9*	*185,6*	*165,6*	*190,8*	*173,4*	*166,4*	*211,0*	*185,4*
Terre cuite	*1,8*	*74,1*	*129,5*	*142,8*	*124,1*	*117,6*	*82,3*	*119,9*	*144,3*	*123,9*	*117,6*
Industrie du verre	*2,8*	*175,1*	*191,3*	*187,4*	*192,8*	*186,7*	*221,4*	*225,8*	*204,4*	*200,0*	*212,9*
Verre plat	..	176,9	169,1	178,5	210,7	183,8	219,7	212,8	203,2	220,1	213,9
Verre creux	..	172,6	222,1	199,6	168,2	190,6	223,8	243,9	206,1	172,4	211,5
Ciment	*0,8*	*76,5*	*119,5*	*119,1*	*96,1*	*102,8*	*77,2*	*118,9*	*117,4*	*100,5*	*103,5*
Sidérurgie	*9,0*	*122,8*	*163,0*	*152,4*	*157,1*	*148,8*	*164,3*	*164,4*	*153,7*	*163,7*	*161,5*
Fonte	..	121,2	167,7	163,5	159,0	152,8	159,4	163,0	157,5	160,2	160,0
Acier brut	..	127,4	172,6	163,7	157,9	155,4	165,3	166,6	157,0	163,1	163,0
Produits finis	..	121,2	157,3	144,0	156,2	144,7	165,3	163,7	151,1	165,1	161,3
Métaux non ferreux (*d*)	*3,0*	*149,1*	*155,3*	*143,8*	*154,9*	*150,8*	*146,5*	*144,9*	*131,2*	*157,8*	*145,0*
Cuivre (*d*)	..	169,7	136,9	144,7	141,9	147,4	154,0	150,3	105,7	175,4	147,3
Zinc (*d*)	..	117,9	135,6	132,7	123,1	126,9	116,0	107,6	104,1	103,4	106,6
Plomb (*d*)	..	123,1	113,3	117,0	159,3	130,8	117,7	113,2	109,6	149,8	122,0
Aluminium (*d*)	..	160,4	141,3	96,9	107,9	123,5	149,5	176,6	180,1	217,0	188,8
Etain (*d*)	..	52,2	67,0	60,6	69,5	65,8	101,3	85,3	89,8	99,3	98,1
Demi-produits	..	168,5	189,8	160,3	183,3	175,5	170,4	175,2	166,7	186,9	174,8
Industrie des fabrications métalliques (*a*)	*33,0*	*145,1*	*162,0*	*151,2*	*169,8*	*157,0*	*163,0*	*171,2*	*162,5*	*178,4*	*168,8*

Source : Institut National de Statistique.

(a) Données provisoires pour les 3e et 4e trimestres et la moyenne annuelle de 1962.
(b) Production d'azote primaire.
(c) Producteurs-distributeurs.
(d) Les indices trimestriels sont basés sur la moyenne mobile trimestrielle; les annuels sont des données réelles.

Comparaison internationale des indices de l'activité industrielle (a)

(1953 = 100)



Source : Organisation de Coopération et de Développement Economiques.

(a) Non compris l'industrie de la construction; y compris les industries extractives pour l'ensemble des industries.

Evolution comparée des indices de production

(1953 = 100)

ANNÉE	Belgique	Allemagne (R.F.) (a)	France	Pays-Bas	Italie	C. E. E.	Zone de Libre Echange	Royaume-Uni	O. C. D. E. Europe	Etats-Unis d'Amérique
	INDUSTRIES EXTRACTIVES									
1955	100	110	110	101	123	108	101	100	105	107
1956	100	115	113	102	139	112	102	100	108	113
1957	98	119	120	105	156	116	103	100	111	113
1958	92	119	128	110	159	118	98	95	110	103
1959	79	115	147	113	171	120	95	93	110	107
1960	79	118	168	120	180	129	94	90	115	109
1961	77	122	187	123	194	136	93	88	119	110
1962	77	124	201	119	195	140	95	91	123	113
1962 (1961 = 100)	**100**	**102**	**107**	**97**	**101**	**103**	**102**	**103**	**103**	**103**
1962 (1958 = 100)	**84**	**104**	**157**	**108**	**123**	**119**	**97**	**96**	**112**	**110**
	INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES									
1955	120	130	118	120	119	123	116	115	120	105
1956	128	140	130	125	128	135	117	115	127	108
1957	129	149	148	128	138	144	120	117	133	109
1958	122	154	156	127	143	148	120	116	136	101
1959	131	166	158	140	159	157	126	122	144	114
1960	140	185	169	159	184	174	136	132	158	117
1961	147	196	177	160	202	186	139	133	165	118
1962	157	205	198	166	225	200	140	134	175	128
1962 (1961 = 100)	**107**	**105**	**112**	**104**	**111**	**108**	**101**	**101**	**106**	**108**
1962 (1958 = 100)	**129**	**133**	**127**	**131**	**157**	**135**	**117**	**116**	**129**	**127**
	INDICE GÉNÉRAL									
1955	116	129	117	119	119	122	115	114	119	106
1956	123	139	128	124	128	132	116	114	125	109
1957	124	147	139	127	138	140	119	116	131	110
1958	116	152	145	127	143	144	119	114	133	103
1959	122	162	150	139	158	153	125	120	141	116
1960	129	180	167	157	182	171	134	129	155	119
1961	135	190	175	159	202	182	136	130	162	120
1962	143	199		165	222			131		130
1962 (1961 = 100)	**106**	**105**		**104**	**110**			**101**		**108**
1962 (1958 = 100)	**123**	**131**		**130**	**155**			**115**		**126**

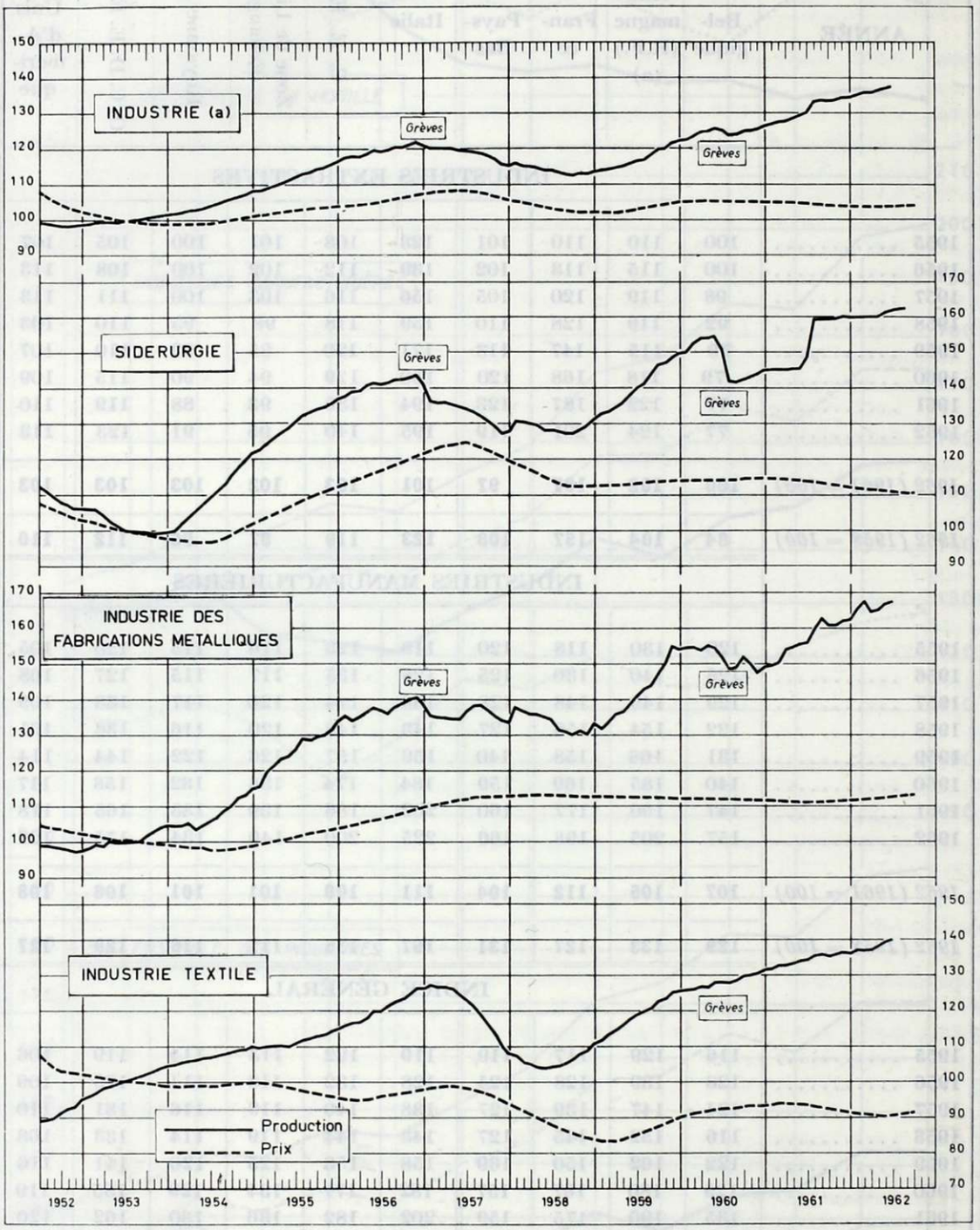
Source : Organisation de Coopération et de Développement Economiques.

(a) Sans la Sarre.

Evolution de la production et des prix industriels de 1952 à 1962

Moyennes mobiles 12 mois centrées sur le milieu de la période

(1953 = 100)



Sources : Institut de Recherches Economiques, Sociales et Politiques (Louvain).

Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Institut National de Statistique, Administration du Commerce et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Jusqu'à juin 1953 : d'après l'indice de l'Institut de Recherches Economiques, Sociales et Politiques (Louvain) (1936/1938 = 100); de juillet 1953 à juillet 1956 : I. N. S., amendé en ce qui concerne l'industrie des fabrications métalliques; après : nouvel indice I. N. S.

Comparaison internationale des indices de la production des principaux secteurs industriels

(1953=100)

ANNÉE	Industries métallurgiques de base			Industries de transformation des métaux			Industries chimiques			Industries textiles			Industries alimentaires des boissons et du tabac		
	Belgique	C.E.E.	O.C.D.E. Europe	Belgique	C.E.E.	O.C.D.E. Europe	Belgique	C.E.E.	O.C.D.E. Europe	Belgique	C.E.E.	O.C.D.E. Europe	Belgique	C.E.E.	O.C.D.E. Europe
1951	113	100	98	109	90	94	108	91	91	106	97	99	95	87	90
1952	110	106	104	105	96	97	99	87	87	91	90	90	98	90	93
1953	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1954	109	114	112	107	113	112	115	116	115	105	106	105	103	105	104
1955	127	137	131	125	132	127	122	130	126	109	107	105	108	112	110
1956	137	146	139	135	146	134	134	142	135	118	114	109	111	119	115
1957	131	154	145	135	154	140	136	156	146	121	121	114	113	129	121
1958	126	149	139	127	161	144	139	170	154	100	114	107	115	132	124
1959	136	159	148	133	174	154	157	194	174	112	116	110	116	135	128
1960	149	184	170	139	194	169	171	229	201	120	126	118	122	141	133
1961	148	191	174	150	209	178	186	251	217	128	127	119	127	148	138
1962 (a)	156					186						121			
1961 1er trimestre .	126	192	177	139	205	177	170	243	213	127	130	121	116	135	128
2e trimestre...	163	199	181	161	218	185	191	251	218	132	130	121	128	145	138
3e trimestre...	149	179	162	140	190	163	183	242	209	116	115	108	131	143	135
4e trimestre...	154	192	175	158	221	187	198	269	229	138	134	125	132	168	152
1962 1er trimestre .	158	192	175	156	216	184	210	277	236	127	132	122	119	139	131
2e trimestre...	160	195	176	163	229	191	210	292	247	132	133	122	129	152	143
3e trimestre...	148	181	162	150	201	171	210	286	242	120	117	109	149	150	140
4e trimestre (a)	158					197						129			
1962 (1961=100) ..	**105**					**104**						**102**			
1962 (1958=100) ..	**124**					**129**						**113**			

(a) Données provisoires.

Source : Organisation de Coopération et de Développement Economiques.

Production de charbon par bassin

(en milliers de tonnes)

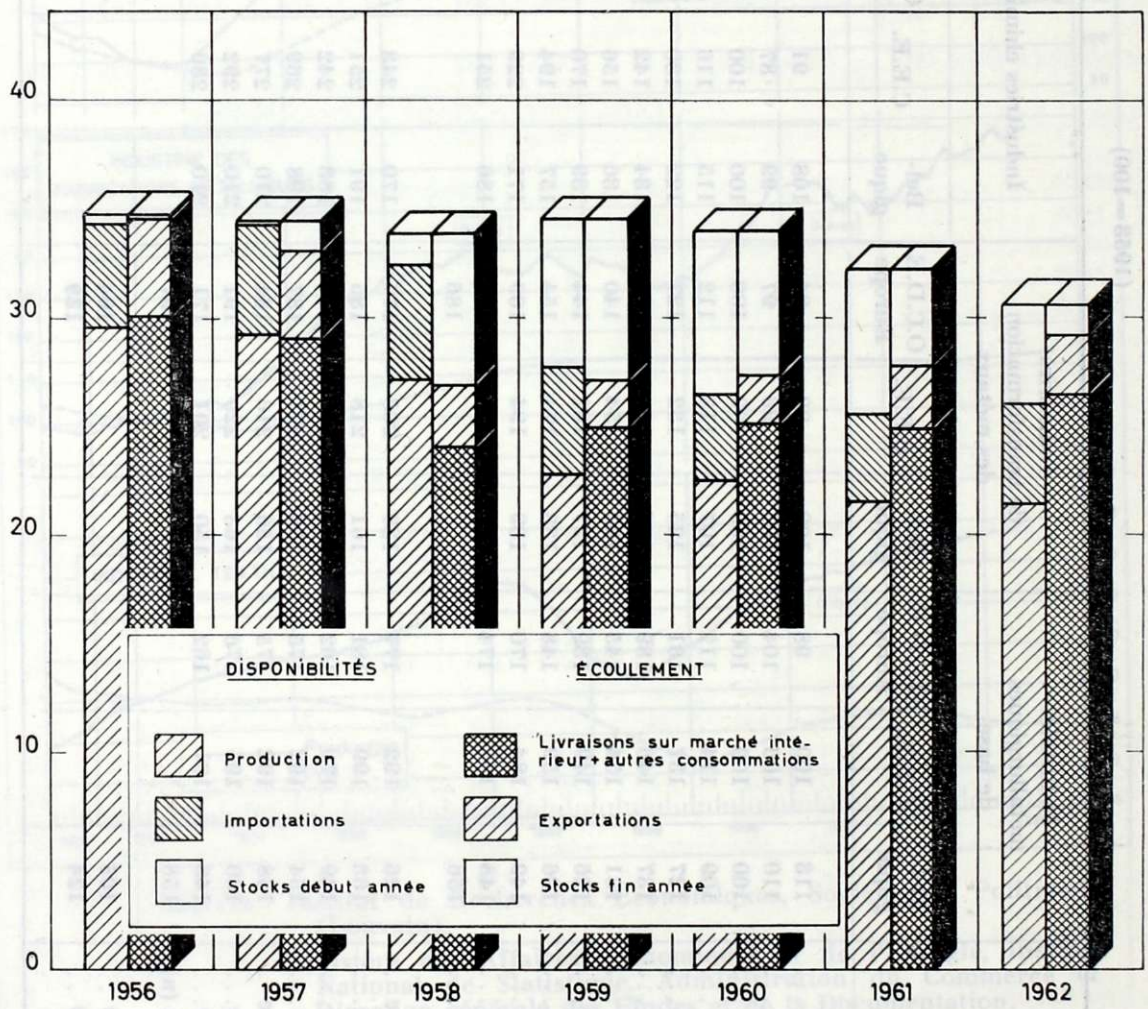
ANNÉE	Borinage Centre	Charleroi et Namur	Liège	Campine	Total
1955	7 792	7 224	4 818	10 144	29 978
1956	7 585	6 877	4 531	10 468	29 461
1957	7 475	6 958	4 323	10 331	29 086
1958	6 542	6 479	4 069	9 973	27 062
1959	4 642	5 520	3 823	8 771	22 757
1960	4 196	5 347	3 538	9 385	22 465
1961 (a)	3 708	5 148	3 069	9 611	21 536
1962 (a)	3 118	5 220	3 080	9 807	21 226

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Administration des Mines.

(a) Données provisoires.

Balance charbonnière

(en millions de tonnes)



Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Administration des Mines.

Balance charbonnière

(en milliers de tonnes)

DÉSIGNATION	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961 (e)	1962 (e)
I *Production nette*	**29 920**	**29 461**	**29 001**	**27 062**	**22 757**	**22 469**	**21 536**	**29 226**
II *Produits marchands récupérés des terrils.*	**59**	**94**	**201**	**3**	—	—	—	—
III *Importations* (a)	**3 634**	**4 787**	**5 102**	**5 250**	**4 875**	**3 903**	**4 056**	**4 747**
IV *Stocks sur le carreau des mines et chez les importateurs au 1er janvier*	**2 823**	**445**	**252**	**1 547**	**7 011**	**7 574**	**6 566**	**4 406**
V *Charbon disponible*	**36 436**	**34 787**	**34 556**	**33 862**	**34 643**	**33 946**	**32 152**	**30 378**
VI *Écoulement :*								
A. *Intérieur :*								
1. Consommation des mines (+ consommation de leurs centrales électriques)	2 457	2 328	2 209	2 399	2 163	1 977 (f)	1 850	1 733
2. Cokeries, usines à gaz, sidérurgie	9 006	9 851	9 496	9 018	9 609	9 982	9 572	9 666
a) Cokeries	*8 708*	*9 590*	*9 315*	*8 878*	*9 480*	*9 844*	*9 448*	*9 566*
b) Usines à gaz	*14*	*6*	*5*	*4*	*2*			
c) Sidérurgie (b)	*284*	*255*	*176*	*136*	*129*	*138*	*124*	*100*
3. Fabriques d'agglomérés	1 457	1 688	1 713	979	949	1 014	1 106	1 508
4. Centrales électriques (c)	3 285	3 105	3 881	2 581	3 176	3 250 (f)	3 507	4 263
5. Transports	1 389	1 315	1 005	904	792	761	669	564
a) Fer	*1 312*	*1 249*	*958*	*875*	*772*	*739*	*655*	*550*
b) Soutes, services de remorquage	*69*	*50*	*39*	*26*	*18*	*21*	*13*	*13*
c) Navigation intérieure	*8*	*16*	*8*	*3*	*2*	*1*	*1*	*2*
6. Autres industries	4 219	4 223	3 930	2 720	2 784	2 672	2 647	2 464
a) Industrie des métaux non ferreux	*543*	*546*	*554*	*371*	*362*	*371*	*427*	*276*
b) Industrie chimique	*507*	*517*	*486*	*317*	*337*	*231*	*272*	*282*
c) Cimenteries	*1 075*	*1 034*	*1 012*	*583*	*687*	*732*	*746*	*780*
d) Industries diverses	*2 094*	*2 126*	*1 878*	*1 451*	*1 396*	*1 338*	*1 203*	*1 126*
7. Usage domestique (y compris livraisons aux mineurs)	6 754	6 936	6 726	5 338	5 268	5 220	5 409	5 945
8. Administrations publiques	170	190	196	148	163	159	176	177
Total écoulement intérieur	**28 945**	**30 075**	**29 048**	**24 088**	**24 904**	**25 035**	**24 936**	**26 322**
B. *Exportations* (d)	**7 050**	**4 463**	**3 962**	**2 771**	**2 171**	**2 275**	**2 854**	**2 699**
Ecoulement total	**35 995**	**34 538**	**33 010**	**26 859**	**27 075**	**27 310**	**27 790**	**29 028**
VII *Stocks sur le carreau des mines et chez les importateurs au 31 décembre*	**445**	**252**	**1 547**	**7 011**	**7 568**	**6 636**	**4 394**	**1 351**
VIII *Erreurs et omissions*	**— 6**	**— 3**	**— 1**	**— 8**	—	—	**— 32**	**— 6**

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Administration des Mines.

(a) Non compris les importations du Grand-Duché de Luxembourg.
(b) Pour d'autres usages que la cokéfaction.
(c) Non compris les autoproducteurs industriels.
(d) Y compris les exportations vers le Grand-Duché de Luxembourg.
(e) Données provisoires.
(f) Estimation, la définition du secteur ayant été modifiée pour les statistiques définitives, publiées dans les *Annales des Mines de Belgique*.

Main-d'œuvre et rendement dans les mines de houille

PÉRIODE	Nombre d'ouvriers inscrits (en milliers) (a)	Ouvriers présents par jour ouvré (moyenne mensuelle, en milliers)		Production par poste et par ouvrier (b) (moyenne mensuelle, en kilogrammes)	
		Fond	Fond et surface	Fond	Fond et surface
1954	**147,3**	**90,7**	**125,8**	**1 098**	**787**
1955	**150,9**	**87,2**	**120,0**	**1 145**	**824**
1956	**143,0**	**88,7**	**121,0**	**1 156**	**838**
1957	**152,9**	**90,5**	**122,2**	**1 146**	**836**
1958	**140,3**	**90,2**	**121,7**	**1 153**	**842**
1959	**121,6**	**77,8**	**105,9**	**1 262**	**907**
1960	**103,5**	**62,3**	**85,9**	**1 430**	**1018**
1961 (c)	**89,9**	**53,1**	**73,9**	**1 541**	**1 092**
1962 (c)	**84,9**	**48,9**	**67,6**	**1 624**	**1 156**
1962 (d) Janvier	88,2	50,3	69,6	1 577	1 122
Février	88,0	48,5	67,7	1 579	1 111
Mars	87,4	41,4	58,4	1 585	1 123
Avril	86,9	50,1	69,3	1 615	1 146
Mai	86,2	50,1	70,6	1 606	1 141
Juin	85,8	49,0	68,0	1 632	1 156
Juillet	85,6	47,4	66,2	1 615	1 124
Août	85,0	46,4	64,8	1 636	1 153
Septembre	84,9	47,9	66,6	1 662	1 157
Octobre	85,2	48,6	67,2	1 643	1 169
Novembre	85,5	50,0	68,6	1 651	1 185
Décembre	84,9	49,4	67,6	1 692	1 206

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Énergie, Administration des Mines.

(a) Fin de la période.
(b) Y compris maîtrise et surveillance.
(c) Données provisoires revues.
(d) Données provisoires.

Résultats comptables de l'exploitation des mines de houille de 1960 à 1962

DÉSIGNATION	Borinage-Centre		Charleroi		Liège		Sud		Campine		Le Royaume	
	10^6 F	F/t	10^6 F	F/t	10^6 F	F/t	10^6 F	F/t	10^6 F	F/t	10^6 F	F/t
	1960(b)											
Valeur nette de la production de houille et des schistes combustibles valorisés	2 914	695	4 004	749	3 073	868	9 993	764	6 231	664	16 224	722
Dépenses d'exploitation	3 366	802	4 164	779	3 184	899	10 713	819	6 202	661	16 916	753
Dépenses d'immobilisation	21	5	86	16	97	27	205	16	182	19	386	17
Résultat d'exploitation	— 472	— 112	— 246	— 46	— 207	— 58	— 926	— 71	— 152	— 16	— 1 078	— 48
Subventions et rectifications (a)	+ 416	+ 99	+ 120	+ 22	+ 96	+ 27	+ 631	+ 48	+ 8	+ 1	+ 640	+ 28
Résultat final	**— 56**	**— 13**	**— 127**	**— 24**	**— 112**	**— 32**	**— 294**	**— 22**	**— 144**	**— 15**	**— 438**	**— 19**
	1961											
Valeur nette de la production de houille et des schistes combustibles valorisés	2 556	689	3 875	753	2 721	887	9 152	767	6 299	655	15 451	717
Dépenses d'expliotation	2 891	780	3 952	768	2 843	926	9 687	812	6 270	652	16 957	741
Dépenses d'immobilisation	7	2	107	21	100	33	215	18	152	16	367	17
Résultat d'exploitation	— 343	— 92	— 185	— 36	— 222	— 72	— 750	— 63	— 122	— 13	— 872	— 40
Subventions et rectifications (a)	+ 505	+ 136	+ 40	+ 8	+ 59	+ 19	+ 604	+ 51	+ 30	+ 3	+ 634	+ 29
Résultat final	**+ 162**	**+ 44**	**— 145**	**— 28**	**— 164**	**— 53**	**— 146**	**— 12**	**— 92**	**— 10**	**— 238**	**— 11**
	1962 (c)											
Valeur nette de la production de houille et des schistes combustibles valorisés	2 242	719	4 260	819	2 931	951	9 432	828	6 550	668	15 982	754
Dépenses d'exploitation	2 354	755	4 255	818	2 989	970	9 598	842	6 673	680	16 271	767
Dépenses d'immobilisation	21	7	103	20	60	20	185	16	114	12	298	14
Résultat d'exploitation	— 133	— 43	— 98	— 19	— 119	— 39	— 351	— 31	— 237	— 24	— 587	— 28
Subventions et rectifications (a)	+ 112	+ 36	+ 41	+ 8	+ 9	+ 3	+ 162	+ 14	+ 1	—	+ 163	+ 8
Résultat final	**— 21**	**— 7**	**— 57**	**— 11**	**— 110**	**— 36**	**— 188**	**— 17**	**— 236**	**— 24**	**— 424**	**— 20**

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Administration des Mines.

(a) Le solde éventuel de l'ancien Fonds de Solidarité, les différences d'estimation des matières consommées et les autres subventions provenant de l'Etat et de la C.E.C.A.
(b) Données corrigées.
(c) Données provisoires.

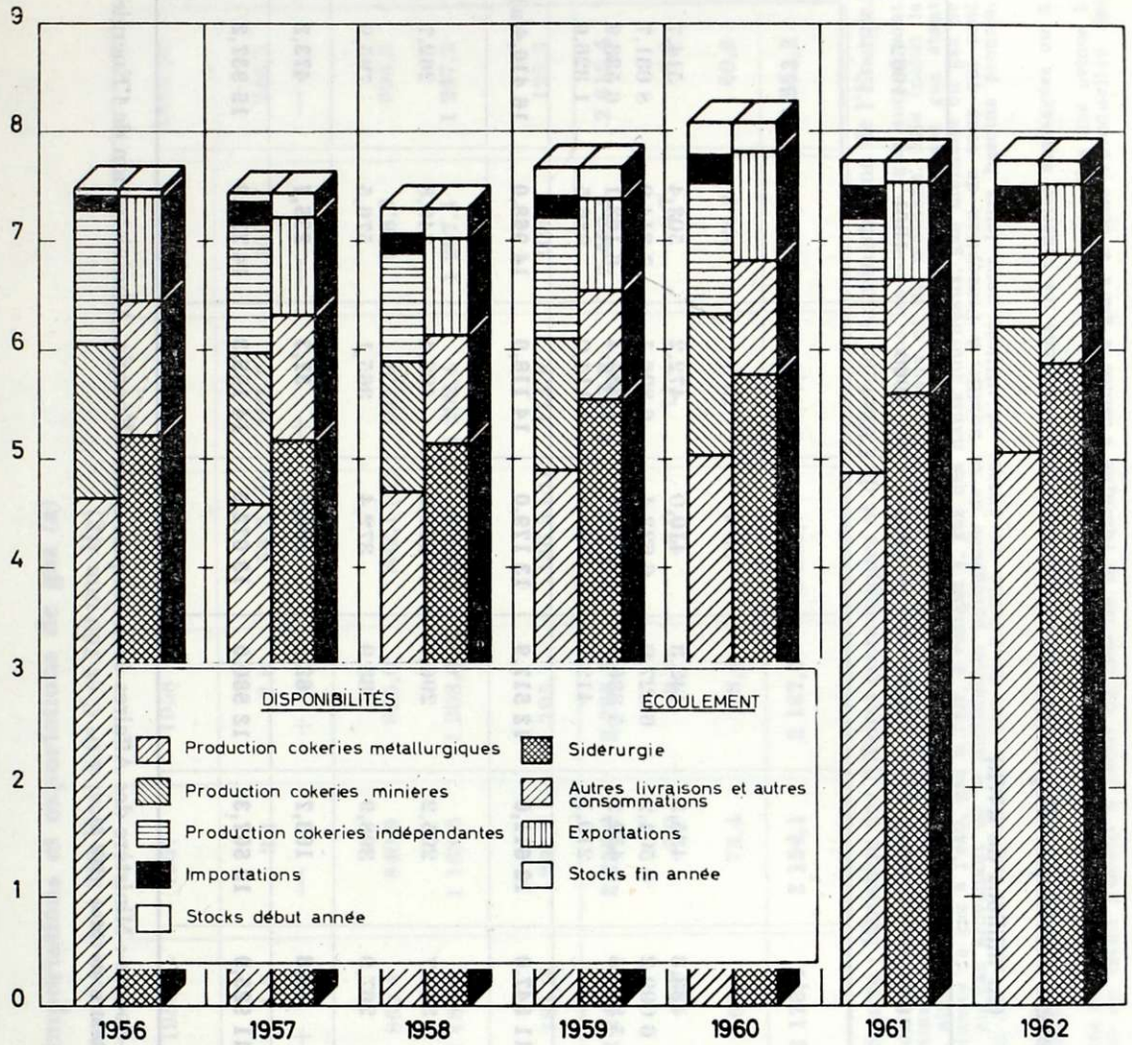
Situation économique globale de l'industrie charbonnière

POSTES	En millions de francs					En francs par tonne nette produite				
	1958	1959	1960	1961	1962 (a)	1958	1959	1960	1961	1962 (a)
	Résultats industriels de l'exploitation									
Valeur nette de la production de houille et des schistes combustibles valorisés, sans subsides ..	22 950	17 598	16 224	15 451	15 982	848	765	722	717	754
Dépenses d'exploitation et d'immobilisation	25 068	19 260	17 302	17 324	16 569	926	846	770	758	781
Excédent (+) ou déficit (—) de la valeur nette de la production par rapport aux dépenses	— 2 118	— 1 863	— 1 078	— 872	— 587	— 78	— 82	— 48	— 40	— 28
	Subsides directs et avances récupérables (b)									
Subventions directes à l'exploitation	766	887	509	360	129	28	39	23	14	6
Subsides divers (y compris la péréquation « a ») ...	138	210	112	135	186	5	9	5	6	9
Avances récupérables	24	90	166	66	—	1	4	7	3	—
Total ...	928	1 187	787	501	315	34	52	35	23	15
	Subsides octroyés au personnel ou à la sécurité sociale (b)									
Pensions	2 497	2 826	3 458	3 084	4 660	92	124	154	143	220
Autres	910	1 027	805	804	793	34	45	36	37	37
Total ...	3 407	3 853	4 263	3 888	5 453	126	169	190	181	257
	Subsides divers (b)									
Total ...	22	18	28	25	16	1	1	1	1	1
Total général des subsides et avances ...	4 357	5 058	5 078	4 414	5 784	161	222	226	205	272

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Données provisoires.
(b) Pour les définitions, les méthodes de calcul et une ventilation plus poussée couvrant la période 1945-1961, voir « Subsides directs et indirects spécifiques à l'industrie charbonnière belge » *(Bulletin mensuel de la Direction générale des Etudes et de la Documentation, Ministère des Affaires économiques et de l'Energie,* 1961, n° 2, p. IV/ 1 à IV/9 et 1962, n° 5, p. III/2 à III/13).

Balance du coke de four
(en millions de tonnes)



Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Administration des Mines.

Balance des cokes (a)
(en milliers de tonnes)

DÉSIGNATION	1958	1959	1960	1961	1962
Production	6 906	7 217	7 525	7 252	7 195
Importations	172	181	255	255	273
Apport total	**7 078**	**7 398**	**7 780**	**7 507**	**7 468**
Livraisons à la sidérurgie	5 148	5 551	5 790	5 616	5 850
Autres livraisons intérieures (b)	997	986	1 034	1 024	1 023
Exportations	897	846	988	874	643
Ecoulement total	**7 042**	**7 383**	**7 812**	**7 514**	**7 516**

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie. Administration des Mines.

(a) Cokes de four, semi-coke de houille.
(b) Y compris l'autoconsommation.

Energie électrique disponible

(en millions de kWh)

DÉSIGNATION	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
Production nette d'électricité :								
Organismes produisant en vue de la distribution publique :								
Entreprises publiques	397,7	433,3	435,5	442,3	419,0	472,2	503,4	514,7
Entreprises privées	5 571,4	6 099,2	6 504,2	6 327,0	6 623,4	6 896,5	7 314,9	8 031,7
Autoproducteurs industriels	4 979,4	5 314,5	5 452,2	5 336,4	5 582,8	5 635,4	6 163,1	6 533,9
Entreprises mixtes	—	—	219,1	412,2	553,8	1 114,0	986,5	1 326,6
Total ...	**10 948,5**	**11 847,0**	**12 611,0**	**12 517,9**	**13 179,0**	**14 118,0**	**14 968,0**	**16 410,4**(a)
Importations	260,6	346,7	295,2	296,0	266,0	402,4	340,8	262,7
Exportations	129,0	267,9	398,9	233,9	372,4	365,1	576,5	735,9
Solde (importations — exportations)	**+ 131,6**	**+ 78,8**	**— 103,7**	**+ 62,1**	**— 106,4**	**+ 37,3**	**— 235,7**	**— 473,2**
Energie absorbée par les réseaux belges	**11 079,5**	**11 925,9**	**12 507,3**	**12 580,0**	**13 072,6**	**14 155,3**	**14 732,3**	**15 937,2**

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Administration de l'Energie.

(a) Y compris 3,4 millions de kWh produits par la Centrale nucléaire de Mol (BR 3).

Production nette, importations et exportations de gaz (a)

(en millions de mètres cubes de 4 250 Kcal à 0° C et 760 mm Hg)

DÉSIGNATION	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962 (e)
Production des usines à gaz (b)	7,4	4,5	3,1	2,8	58,2 (d)	107,7	159,4	246,5
Production des cokeries :								
Production destinée à la distribution publique	803,7	869,4	840,9	855,0	882,1 (d)	947,9	928,2	996,3
Production destinée aux fournitures industrielles directes (c)	1 100,8	1 184,8	1 168,6	1 203,6	1 235,2	1 292,4	1 207,4	1 247,2
Production des charbonnages et des installations de « reforming » (b)	153,2	184,0	207,7	195,1	136,5 (d)	115,8	108,6	125,5
Total du gaz produit en Belgique ...	**2 065,1**	**2 242,7**	**2 220,2**	**2 256,5**	**2 311,9**	**2 463,8**	**2 403,6**	**2 615,4**
Importations	3,5	4,8	7,3	9,1	9,0	11,4	8,7	8,5
Exportations	51,4	69,1	73,4	78,6	68,4	72,0	64,8	60,8
Total du gaz disponible en Belgique ...	**2 017,2**	**2 178,4**	**2 154,1**	**2 187,0**	**2 252,6**	**2 403,2**	**2 347,5**	**2 563,2**

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Énergie, Administration de l'Energie.

(a) La présente statistique se rapporte à la production de gaz par distillation pyrogénée de la houille dans les usines à gaz et dans les cokeries, gaz auquel sont éventuellement ajoutés du gaz à l'eau, du gaz à l'air, du « restgas » des synthèses chimiques, du gaz des hauts fourneaux et du méthane. Elle inclut la production de méthane en provenance directe des charbonnages, ainsi que le gaz de pétrole transporté par canalisations, l'un et l'autre de ces gaz étant destinés à la distribution publique. Elle ne comprend pas les volumes de gaz à l'eau, gaz à l'air, « restgas », gaz des hauts fourneaux, gaz méthane ou gaz de pétrole, qui sont mélangés, en dehors de l'usine de production, au gaz provenant de la distillation pyrogénée de la houille, à l'exception de ceux qui sont fournis directement à la distribution publique, ni le gaz produit ou reçu par les cokeries, gaz de houille ou autres, et utilisés pour leurs besoins propres, chauffage des fours, etc.

(b) Le total de ces productions est destiné à la distribution publique.

(c) Cette production est destinée aux fournitures faites par les cokeries aux autres divisions des sociétés auxquelles appartiennent les cokeries envisagées ou à d'autres sociétés industrielles juridiquement indépendantes.

(d) La production de l'usine de Mont-Ste-Aldegonde, reprise dans les statistiques « installations de reforming » jusqu'en 1958, est passée sous celles des usines à gaz à partir de 1959. Par contre, les fournitures de la cokerie de Gand passent à partir de 1959 de la rubrique « usines à gaz » à celle « production des cokeries destinée à la distribution publique ».

(e) Données provisoires.

Distribution publique de gaz

(en millions de mètres cubes relevés aux compteurs)

DÉSIGNATION	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962 (e)
A. *Mise en consommation* :								
1. Importations	3,5	4,8	7,3	9,1	9,0	11,4	8,7	8,5
2. Production nette des usines à gaz :								
a) Gaz de four	33,2	29,8	27,7	27,1	1,2(c)	0,9	0,9	1,0
b) Gaz divers (*a*)	40,8	40,0	50,3	46,9	57,0(d)	106,8	158,5	245,5
3. Fourni directement par des cokeries	87,7	89,5	85,8	89,4	116,4(c)	121,0	123,6	122,1
4. Fourni par l'intermédiaire des sociétés de transport :								
a) venant des cokeries .	736,6	814,5	798,2	813,4	842,8	900,4	877,1	940,6
b) venant des charbonnages (méthane) .	113,8	146,4	158,5	149,5	136,5(d)	115,8	108,6	125,5
Total (*b*) ...	**1 015,5**	**1 124,8**	**1 127,9**	**1 135,7**	**1 163,0**	**1 256,3**	**1 277,6**	**1 444,2**
B. *Répartition* :								
1. Consommation intérieure :								
a) Fourni aux consommateurs	827,9	902,0	925,1	919,0	944,8	1 028,9	1 056,8	1 203,2
— utilisations domestiques	*488,5*	*503,8*	*505,5*	*533,1*	*525,0*	*557,6*	*598,4*	*707,2*
— utilisations commerciales et artisanales	*48,3*	*51,4*	*50,4*	*52,6*	*55,1*	*60,2*	*66,7*	*78,6*
— utilisations industrielles	*262,7*	*321,2*	*342,7*	*300,3*	*331,8*	*374,9*	*354,8*	*368,9*
— éclairage public ..	*8,0*							
— bâtiments et services publics	*20,4*	*25,5*	*26,5*	*33,0*	*32,9*	*36,2*	*36,9*	*48,4*
b) Besoins propres et pertes	136,3	153,7	129,5	138,1	149,8	155,1	155,9	179,5
Total consommation intérieure.	**964,1**	**1 055,7**	**1 054,5**	**1 057,1**	**1 094,6**	**1 184,0**	**1 212,7**	**1 382,7**
2. Exportations	51,4	69,1	73,4	78,6	68,4	72,0	64,8	60,8
Total ...	**1 015,5**	**1 124,8**	**1 127,9**	**1 135,7**	**1 163,0**	**1 256,0**	**1 277,6**	**1 443,4**

Source : Fédération de l'Industrie du Gaz.

(a) Y compris le gaz produit à partir d'hydrocarbures.
(b) En tenant compte des différences des stocks des gazomètres.
(c) La production de la cokerie de Gand, reprise jusqu'en 1958 sous « gaz de four », est enregistrée sous « fourni directement par les cokeries » à partir de 1959.
(d) La production de l'usine de Mont-Ste-Aldegonde, recensée jusqu'en 1958 sous la rubrique « venant des charbonnages », est reprise sous celle des « gaz divers » à partir de 1959.
(e) Données provisoires.

Production et consommation de produits pétroliers

(en milliers de tonnes)

DÉSIGNATION	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
Quantités d'huiles brutes mises en œuvre ..	5 350	5 338	6 508	6 558	6 947	7 918	8 502
Production :							
Essences avion et auto (a)	1 156	1 132	1 253	1 313	1 277	1 471	1 527
Pétrole lampant et carburéacteur	181	170	225	249	238	228	239
White spirit et essences spéciales	20	17	55	79	113	34	53
Gas- et Diesel-oil	1 483	1 470	1 836	1 957	2 074	2 389	2 545
Fuel-oil	1 930	1 854	2 305	2 101	2 164	2 485	2 615
Lubrifiants	24	22	27	30	32	28	30
Bitumes	170	194	179	238	299	342	387
Gaz de raffinerie	89	96	121	152	179	228	253
Autres (b)	60	116	239	109	142	203	306
Importations (c) :							
Essences avion et auto (a).....	358	510	454	380	457	436	505
Pétrole lampant et carburéacteur	31	31	32	30	28	28	28
White spirit et essences spéciales	14	13	19	19	22	19	20
Gas- et Diesel-oil	1 027	1 185	1 158	1 258	1 404	1 476	2 289
Fuel-oil	862	1 063	963	1 340	1 395	1 461	2 143
Lubrifiants	175	177	157	180	199	220	231
Bitumes	23	6	29	11	16	13	17
Gaz de raffinerie	84	98	103	131	167	208	265
Autres (b)	3	3	2	42	26	58	80
Exportations (y compris toutes les soutes) (c):							
Essences avion et auto (a).....	444	443	580	521	431	484	585
Pétrole lampant et carburéacteur	135	133	180	168	200	159	168
White spirit et essences spéciales	6	6	42	73	95	18	22
Gas- et Diesel-oil	980	923	997	1 131	1 383	1 274	1 488
Fuel-oil	1 310	1 101	1 220	1 257	1 211	1 466	1 724
Lubrifiants	93	87	100	98	118	136	144
Bitumes	76	81	92	131	178	211	243
Gaz de raffinerie	12	14	14	15	17	22	8
Autres (b)	—	—	—	—	2	4	4
Livraisons à la consommation intérieure :							
Essences avion et auto (a)	1 135	1 162	1 252	1 296	1 235	1 306	1 370
Pétrole lampant et carburéacteur	72	64	78	73	80	89	99
White spirit et essences spéciales	25	23	26	25	31	33	41
Gas- et Diesel-oil	1 561	1 510	1 774	1 878	2 100	2 372	3 148
Fuel-oil	1 518	1 637	1 940	2 065	2 475	2 532	2 885
Lubrifiants	113	96	99	102	108	108	114
Bitumes	120	119	122	129	131	142	164
Gaz de raffinerie	161	178	212	270	329	417	459
Autres (b)	61	105	110	151	166	271	371

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Administration de l'Energie.

(a) Y compris le carburéacteur du type essence
(b) Paraffines et cires; gaz livrés directement pour usages industriels; coke de pétrole, autres produits; à partir de 1959, les gaz de raffinerie non liquéfiés sont compris dans les données sous « gaz de raffinerie ».
(c) Belgique seule.

Bilan résumé d'énergie par forme d'énergie (a)

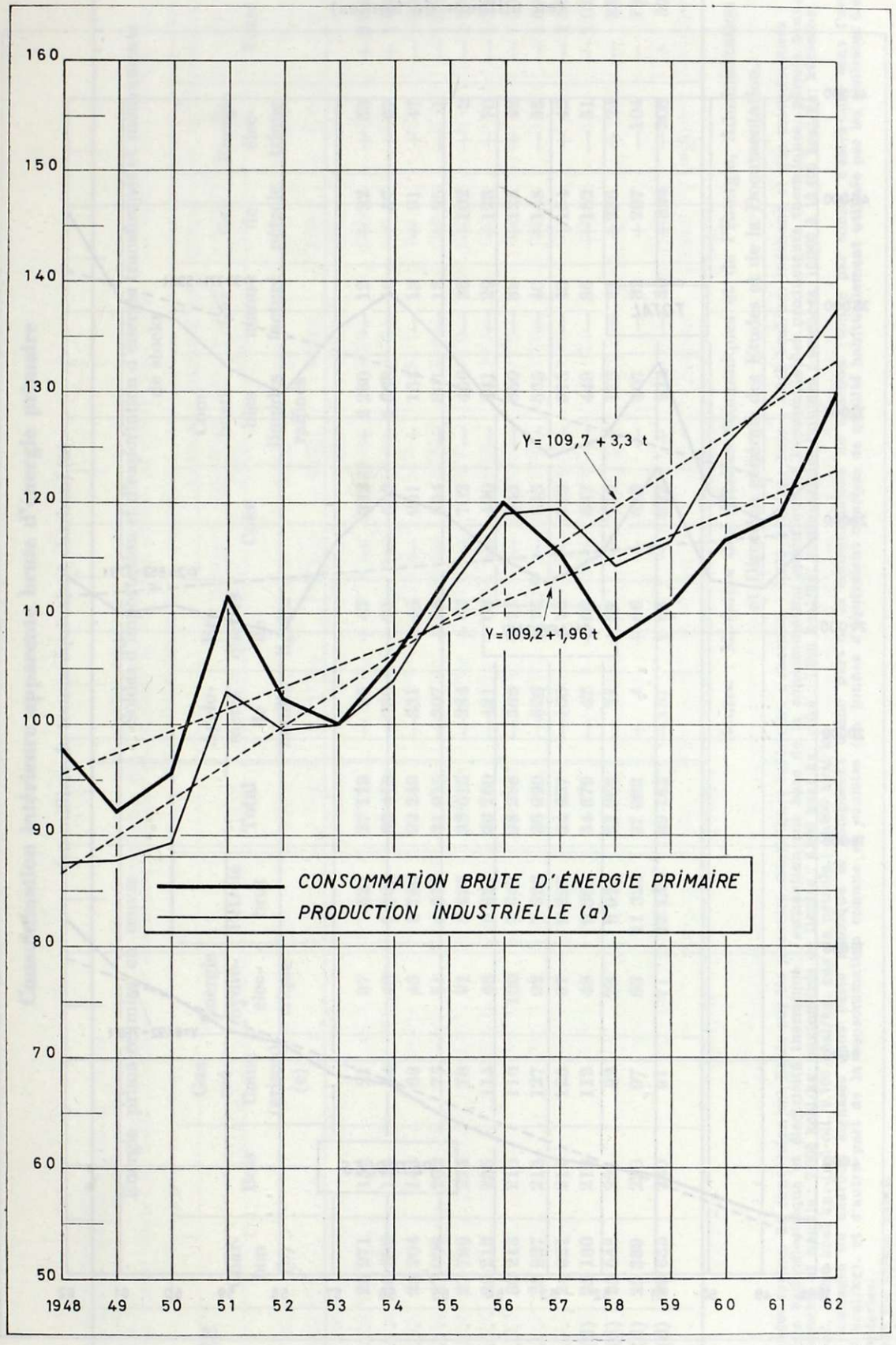
DÉSIGNATION	Houille et agglomérés		Briquettes de lignite		Cokes		Pétrole brut		Produits pétroliers		Gaz de distribution		Electricité (d)	
	10^3 t		10^3 t		10^3 t		10^3 t		10^3 t		10^6 Nm^3 (0°C, 760 mmHg, 4250 kcal/m^3)		10^6 kWh	
	1961	1962	1961	1962	1961	1962	1961	1962	1961	1962	1961	1962	1961	1962
Ressources	**25 826**	**26 265**	**93**	**96**	**7 507**	**7 472**	**8 043**	**8 590**	**11 848**	**14 080**	**3 993**	**4 136**	**16 370**	**17 807**
Production primaire	*21 539*	*2 1226*	—	—	—	—	—	—	—	—	*140*	*140*	*188*	*166(g)*
Production secondaire	*90* (b)	*122* (b)	—	—	*7 252*	*7 195*	—	—	*7 929*	*8 502*	*3 845* (c)	*3 988* (c)	*15 841*	*17 378*
Importations de la Communauté	*3 367*	*3580*	*91*	*93*	*253*	*245*	*49*	*59*	*2 568*	*3241*	*8*	*8*	*341*	*263*
Importations des pays tiers	*830*		*2*		*2*		*7 994*	*8531*	*1 351*	*2 337*	—	—	—	—
Emplois	**26 046**	**26 345**	**93**	**96**	**7 517**	**7 456**	**8 043**	**8 590**	**11 848**	**14 080**	**4 001**	**4 145**	**16 370**	**17 807**
Producteurs d'énergie primaire	*1 082*	*999*	—	—	—	—	—	—	..	..	*36*	*26*	*1 661*	*1 626*
Cokeries et usines à gaz	*9 448*	*9 567*	—	—	*78*	*74*	—	—	*59*	..	*1 551*	*1 537*	*49*	..
Centrales électriques	..	..	..	..	..	..	—	—	..	..	*1*	*1*	*1 061*	*1 134*
Producteurs - distribut.	*3 636*	*4 264*	—	—	*4*	*2*	—	—	*389*	..	..	..	..	..
Centrales minières	*690*	*769*	—	—	—	—	—	—	..	..	..	..	..	..
Raffineries de pétrole	..	..	..	..	..	..	*7 929*	*8 502*	*521*	*547*	—	—	..	..
Consommateurs finals	*10 113*	*10 663*	*93*	*96*	*6 557*	*6 797*	—	—	*6 822*	*8 651*	*2 353*	*2 524*	*13 023*	*14 311*
Sidérurgie	117	114	—	—	5 616	5 850	—	—	214	..	756 (c)	807 (c)	2 294	2 570
Autres industries	2 699	2 519	*5*	*1*	691	650	—	—	2 113	..	798	773	6 637	7 213
Transports	719	598	—	—	12	16	—	—	1 985	..	—	—	625	655
Secteur domestique et équivalents	6 578	7 432	89	96	238	281	—	—	1 554	..	654	777	2 621	2 992
Autres et non ventilés	—	—	—	—	—	—	—	—	402	8 651	145(f)	167(f)	846(f)	882(f)
Produits non énergétiques	..	..	..	..	..	..	—	—	554	..	..	..	..	..
Exportations vers la Communauté	*2 329*	*2 178*	—	—	*695*	*530*	—				*60*	*57*	*576*	*736*
Exportations vers les pays tiers	*690*	*832*	—	—	*179*	*113*	—	*2*	*2 732*	*3 099*	—	—	—	—
Soutes	*27*	*28*	—	—	—	—	—	—	*1 042*	*1 321*	—	—	—	—
Variation stocks producteurs et importeurs	*– 2 207*	*– 3 068*	—	—	*— 4*	*— 48*	*+ 114*	*+ 88*	*+ 283*	*+ 462*	—	—	—	—
Variation stocks consommateurs (e)	*+ 238*	*+ 113*	..	..	*+ 8*	*— 12*	—	—	..	..	—	—	—	—

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Direction générale des Etudes et de la Documentation

(a) Bilan suivant système C.E.C.A. basé sur des statistiques mensuelles et trimestrielles schématiques provisoires et rapidement disponibles.
(b) Consommation de brai.
(c) Non compris la consommation de gaz de haut-fourneau par la sidérurgie et ses activités intégrées, ni la production correspondante.
(d) Certains doubles emplois entre la consommation d'électricité et celles d'autres formes d'énergie n'ont pu être éliminés.
(e) Cokeries, sidérurgie, chemins de fer, centrales électriques des producteurs, consommateurs et centrales communes.

Comparaison des indices de l'activité industrielle et de la consommation brute d'énergie primaire

(1953 = 100)

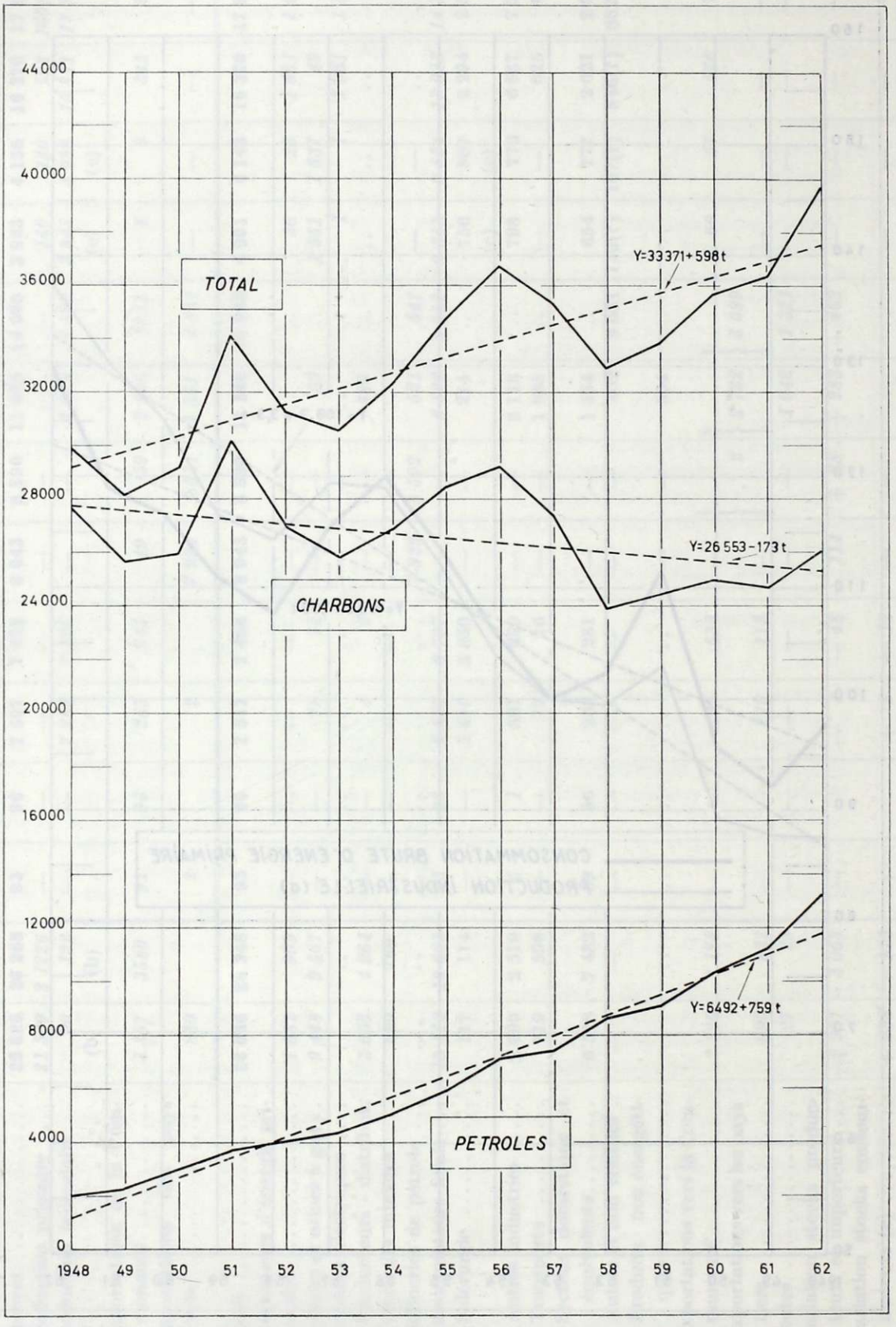


Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) 1948-1953 : I.R.E.S.P., Louvain; 1953-1962 : I.N.S.

Consommation apparente d'énergie

(en milliers de tonnes)



Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Consommation intérieure apparente brute d'énergie primaire

(en milliers de tonnes équivalent charbon) (a)

ANNÉE	Energie primaire mise en œuvre						Soldes d'importation et d'exportation d'énergie transformée et mouvements de stocks								Total général
	Charbon (b)	Bois	Gaz méthane (grisou) (c)	Energie hydro-électrique	Pétrole brut	Total	Agglomérés de houille	Briquettes de lignite	Coke	Combustibles liquides raffinés	Gaz manufacturé	Gaz de pétrole	Energie électrique	Total	
1950 ...	26 271	153	21	37	637	27 119	— 25	+ 47	— 332	+ 2 280	— 12	+ 32	+ 53	+ 2 043	29 162
1951 ...	30 882	153	44	40	1 299	32 418	—330	+ 71	— 503	+ 2 338	— 16	+ 57	+ 67	+ 1 684	34 102
1952 ...	28 204	143	68	45	3 789	32 249	—331	+ 44	— 991	+ 154	— 13	+ 91	+ 47	— 999	31 250
1953 ...	27 008	202	75	51	4 579	31 915	—307	+ 55	— 894	— 301	— 13	+ 95	— 1	— 1 366	30 549
1954 ...	27 796	224	78	91	5 426	33 615	—284	+ 62	— 702	— 456	— 26	+102	+ 2	— 1 302	32 313
1955 ...	29 213	235	115	68	6 629	36 260	—421	+ 69	— 490	— 841	— 29	+123	+ 70	— 1 519	34 741
1956 ...	30 213	216	116	100	7 643	38 288	—568	+ 71	— 545	— 650	— 39	+125	+ 42	— 1 564	36 724
1957 ...	28 927	218	127	92	7 626	36 990	—620	+ 75	— 845	— 355	— 40	+148	— 55	— 1 692	35 298
1958 ...	24 621	217	125	97	9 297	34 357	—100	+ 73	— 773	— 815	— 43	+154	+ 42	— 1 462	32 895
1959 (d)	25 130	219	112	49	9 369	34 879	— 47	+ 66	— 687	— 449	— 36	+182	— 51	— 1 022	33 857
1960 (d)	25 648	221	92	78	9 924	35 963	— 34	+ 69	— 716	+ 173	— 37	+236	+ 24	— 285	35 678
1961 (d)	25 339	220	97	83	11 323	37 062	+ 4	+ 66	— 613	— 407	— 32	+297	—104	— 789	36 273
1962 (d)	26 635	230	91	71	12 158	39 185	—137	+ 68	— 322	+ 814	— 30	+324	—208	+ 509	39 694

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Administration de l'Energie et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Données revues. La conversion est basée sur les pouvoirs calorifiques inférieurs : charbon : 7.000 kcal/kg; bois : 4.345 kcal/kg; méthane et gaz manufacturés : 4.250 kcal/m3; énergie hydroélectrique et électricité thermique : estimation sur base de la consommation spécifique de l'ensemble des producteurs thermiques; pétrole brut : 10.000 kcal/t; agglomérés et houille : 7.000 kcal/kg; agglomérés de lignite : 5.000 kcal/kg; coke : 7.000 kcal/kg; combustibles liquides : essences, 10.500 à 10.400 kcal/kg; kérosène, 10.300 kcal/kg; gas-oil, 10.200 kcal/kg; fuel-oil, 9.700 kcal/kg; gaz de pétrole : 11.000 kcal/kg.

(b) Les tonnages de charbon signalés dans cette rubrique se composent d'une part de la consommation de charbon (tonne par tonne, c'est-à-dire sans l'avoir ramenée à 7.000 kcal/kg), et d'autre part de la consommation connue en schistes (en tonnes d'équivalent charbon de qualité habituellement utilisée par les centrales électriques et les cimenteries).

(c) Valeur du grisou capté.

(d) Données provisoires.

Evolution de la consommation intérieure brute d'énergie primaire (a)

ANNÉE	1953 = 100					En pour-cent du total				
	Charbon et dérivés (b)	Produits pétroliers	Energie hydro-électrique	Bois (c)	Total	Charbon et dérivés	Produits pétroliers	Energie hydro-électrique	Bois	Total
1950	100,4	67,4	72,5	77,8	95,5	89,1	10,1	0,1	0,7	100,0
1951	116,5	84,5	78,4	87,2	111,6	88,4	10,8	0,1	0,7	100,0
1952	104,3	92,2	88,2	72,8	102,3	86,3	12,9	0,1	0,6	100,0
1953	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	84,7	14,3	0,2	0,8	100,0
1954	103,9	116,0	178,4	111,3	105,8	83,1	15,7	0,3	0,9	100,0
1955	110,0	135,2	133,3	118,3	113,7	81,9	17,0	0,2	0,9	100,0
1956	113,0	162,8	196,1	111,7	120,2	79,6	19,4	0,3	0,8	100,0
1957	106,3	169,7	180,4	114,0	115,5	77,9	21,0	0,3	0,8	100,0
1958	92,3	197,5	190,2	112,8	107,7	72,6	26,3	0,3	0,9	100,0
1959 (d)	94,4	208,1	96,1	110,9	110,8	72,1	26,9	0,1	0,8	100,0
1960 (d)	96,6	236,3	152,9	112,8	116,8	70,0	29,0	0,2	0,8	100,0
1961 (d)	95,4	256,4	162,7	111,3	118,7	68,1	30,9	0,2	0,8	100,0
1962 (d)	100,6	304,0	139,2	116,0	129,9	65,6	33,5	0,2	0,6	100,0

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) En tenant compte du solde importateur et exportateur d'énergie transformée et des mouvements de stocks, pour autant que ceux-ci sont connus. Données revues.
(b) Y compris le grisou et la totalité du solde du commerce extérieur d'énergie électrique.
(c) Y compris les briquettes de lignite.
(d) Données provisoires.

Solde du commerce extérieur de l'U.E.B.L. des principales formes d'énergie (a)

(en millions de francs)

DÉSIGNATION (*b*)	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
Combustibles solides	+ **620**	— **1 693**	— **2 702**	— **4 227**	— **5 408**	— **5 260**	— **5 492**	— **6 112**
— charbon et lignite	+ 2 425	— 165	— 688	— 1 658	— 2 382	— 1 910	— 1 965	— 2 664
— cokes (*c*)	— 2 053	— 1 934	— 2 577	— 2 496	— 2 965	— 3 256	— 3 354	— 3 409
— agglomérés de charbons et de lignite	+ 248	+ 405	+ 564	— 73	— 62	— 94	— 173	— 39
Pétrole et produits pétroliers	— **5 399**	— **6 355**	— **8 638**	— **7 126**	— **6 342**	— **6 699**	— **7 569**	— **8 713**
— pétrole brut et semi-raffiné	— 4 948	— 6 032	— 7 639	— 7 744	— 7 407	— 7 139	— 7 481	— 7 902
— produits dérivés de pétrole	— 451	— 324	— 999	+ 618	+ 1 065	+ 440	— 88	— 811
— huiles légères	— *67*	+ *98*	— *194*	+ *288*	+ *475*	+ *214*	+ *126*	+ *181*
— huiles moyennes	+ *134*	+ *172*	+ *204*	+ *251*	+ *390*	+ *350*	+ *238*	+ *248*
— huiles lourdes	— *519*	— *594*	— *1 009*	+ *79*	+ *200*	— *124*	— *452*	— *1 240*
Total ...	— **4 779**	— **8 048**	— **11 340**	—**11 353**	—**11 750**	— **11 959**	— **13 061**	— **14 825**

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Exportations nettes (+); importations nettes (—).
(b) *Composition du tableau pour 1962.* — Charbon et lignite : T. D. 2701.00 + T. D. 2702.00; cokes : T. D. 2704.10 + T. D. 2704.20 + T. D.2704.30; agglomérés de charbons et de lignite : T. D. 2701.20 + T. D. 2702.10; pétrole brut et semi-raffiné : T. D. 2709.00; huiles légères : T. D. 2710.00 + T. D. 2710.05; huiles moyennes : T. D. 2710.25; huiles lourdes : T. D. 2710.35 + T. D. 2710.45. — Données correspondantes pour les années antérieures.
(c) La Belgique est exportatrice nette; le solde importateur provient des achats du Grand-Duché de Luxembourg.

Production d'acier brut dans la Communauté et dans le monde

PAYS	Production d'acier brut (en milliers de tonnes)										Part de la production mondiale (en %)								
	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962 (a)	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962 (a)
Allemagne Féd.	18 102	20 240	24 502	26 563	27 973	26 270	29 435	34 100	33 458	32 561	9,0	9,0	9,3	9,4	9,6	9,6	9,9	9,3	8,8
France	9 997	10 627	12 631	13 441	14 100	14 633	15 197	17 300	17 577	17 232	4,7	4,6	4,7	4,8	5,4	4,9	5,0	4,9	4,6
Italie	3 500	4 207	5 395	5 908	6 787	6 271	6 762	8 229	9 124	9 476	1,9	2,0	2,0	2,3	2,3	2,2	2,4	2,5	2,6
Pays-Bas	874	937	979	1 051	1 185	1 437	1 670	1 942	1 970	2 085	0,4	0,4	0,4	0,4	0,5	0,5	0,6	0,5	0,6
Belgique	4 527	5 003	5 894	6 376	6 267	6 007	6 434	7 181	7 002	7 344	2,2	2,1	2,2	2,1	2,2	2,1	2,1	1,9	2,0
Luxembourg	2 658	2 828	3 226	3 456	3 493	3 379	3 663	4 084	4 113	4 010	1,3	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,1
C.E.C.A.	**39 658**	**43 842**	**52 627**	**56 795**	**59 805**	**57 997**	**63 161**	**72 836**	**73 244**	**72 708**	**19,5**	**19,3**	**19,8**	**20,2**	**21,2**	**20,5**	**21,2**	**20,2**	**19,7**
Royaume-Uni	17 891	18 817	20 107	20 978	22 047	19 873	20 509	24 694	22 439	20 819	8,3	7,4	7,3	7,5	7,3	6,8	7,2	6,2	5,6
U.S.A.	104 118	82 140	108 647	107 575	105 148	79 114	87 066	91 920	90 453	91 100	36,4	39,8	37,5	35,5	28,9	28,3	26,8	25,0	24,6
U.R.S.S.	38 128	41 434	45 271	48 698	51 043	54 868	59 950	65 292	70 700	76 300	18,4	16,6	17,0	17,2	20,1	19,5	19,0	19,6	20,6
Autres pays de l'Est (b)	12 695	13 044	14 211	15 329	16 153	17 394	18 849	21 240	22 687	24 400	5,8	5,2	5,3	5,5	6,4	6,1	6,2	6,3	6,6
Japon.....	7 662	7 750	9 408	11 106	12 570	12 118	16 629	22 138	28 268	27 548	3,4	3,5	3,9	4,2	4,4	5,4	6,4	7,8	7,5
Chine	1 770	2 230	2 850	4 520	5 250	8 000	13 350	16 500	18 000	19 000	1,0	1,0	1,6	1,8	2,9	4,3	4,8	5,0	5,1
Autres pays (c).....	15 245	16 368	19 752	21 839	23 857	23 916	27 975	28 908	35 809	38 125	7,2	7,2	7,6	8,1	8,8	9,1	8,4	9,9	10,3
MONDE (c)	**237 167**	**225 625**	**272 693**	**286 849**	**295 873**	**273 280**	**307 489**	**343 500**	**361 600**	**370 000**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Source : Office statistique des Communautés européennes : Sidérurgie.

(a) Données provisoires.
(b) République démocratique allemande, Bulgarie, Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie, Hongrie
(c) Estimation

Evolution comparée, par pays de la C.E.C.A., de la consommation d'acier brut, de l'ensemble de la production industrielle et de la production des industries transformatrices des métaux

(1955 1959 = 100)

ANNÉE	Production industrielle						Consommation apparente d'acier brut (a)					
	Allem. Féd.	France	Italie	Pays-Bas	U.E.B.L.	C.E.C.A.	Allem. Féd.	France	Italie	Pays-Bas	U.E.B.L.	C.E.C.A.
	Indice général (b)						Variante (c)					
1951	59	70	65	69	89	65	53	69	55	68	86	60
1952	62	70	66	69	85	67	66	79	62	74	92	71
1953	68	71	72	76	83	70	66	70	67	86	94	70
1954	76	78	78	86	88	78	76	76	77	84	90	78
1955	89	85	86	92	97	87	97	84	90	99	99	93
1956	96	94	93	97	103	95	99	98	94	101	104	99
1957	101	103	101	99	103	101	99	108	101	106	106	102
1958	104	107	104	99	96	104	96	110	100	93	92	100
1959	112	112	116	111	102	111	109	101	113	102	99	107
1960	126	125	134	126	109	125	127	118	143	119	96	125
1961	134	131	151	129	114	133	125	125	170	120	129	131
1962 (e)	141	139	166	122	110	141	126	127	191	117	120	135
1961 1er trimestre ..	132	131	145	130	106	131	132	133	163	118	124	135
2e trimestre ..	137	135	154	133	119	137	129	132	169	126	136	136
3e trimestre ..	127	112	143	120	108	123	126	109	162	117	124	126
4e trimestre ..	141	141	160	131	119	141	112	128	190	118	132	129
1962 1er trimestre ..	134	139	165	134	118	138	124	133	188	115	116	134
2e trimestre ..	145	144	170	137	121	145	122	129	185	121	111	132
3e trimestre ..	134	122	155	127	144	131	134	114	186	119	111	134
4e trimestre (e)	148	152	173	134	125	149	124	134	207	111	140	138
	Industrie transformatrice des métaux						Variante (d)					
1951	51	64	64	60	83	59	53	68	57	63	91	60
1952	57	67	68	62	80	63	67	80	64	69	95	71
1953	60	66	74	70	76	65	67	71	68	82	105	71
1954	71	74	76	84	82	73	77	77	79	84	94	78
1955	87	82	85	94	95	86	98	83	91	98	103	94
1956	95	95	93	98	103	95	100	98	93	103	105	99
1957	99	103	102	96	103	100	97	109	101	106	109	102
1958	106	109	105	97	97	106	96	111	100	91	90	100
1959	115	110	114	116	101	113	109	98	114	101	92	106
1960	132	117	138	140	107	128	128	116	146	118	85	124
1961	144	122	157	142	116	137	125	125	174	118	125	132
1962 (e)	148	131	172	..	121	..	126	132	193	113	112	136
1961 1er trimestre ..	140	122	148	141	108	135	131	130	167	118	120	135
2e trimestre ..	149	132	166	149	122	145	132	131	172	125	130	137
3e trimestre ..	133	102	142	136	108	122	127	110	165	114	120	127
4e trimestre ..	151	136	168	143	121	148	111	129	192	117	130	128
1962 1er trimestre ..	143	128	175	148	119	143	124	136	191	114	105	135
2e trimestre ..	153	138	182	154	124	152	123	134	187	117	100	134
3e trimestre ..	136	112	148	141	115	131	136	119	186	114	105	136
4e trimestre (e)	157	146	182	..	126	..	120	139	210	107	138	138

Source : Office statistique des Communautés européennes : Sidérurgie.

(a) Production + importations — exportations ± variations des stocks (en usine et chez les négociants). On a converti en équivalent d'acier brut les tonnages importés et exportés et les variations des stocks en utilisant certains coefficients.
(b) Non compris le bâtiment, les denrées alimentaires, les boissons et le tabac.
(c) Calculé en considérant seulement dans le commerce extérieur les produits du Marché commun.
(d) Calculé en incluant dans le commerce extérieur les produits sidérurgiques hors Traite.
(e) Données provisoires.

Production de fonte brute dans les pays de la C.E.C.A. (a)

(en milliers de tonnes)

ANNÉE	Belgique	Luxembourg	Allemagne (Rép. F.)	France	Italie	Pays-Bas	C.E.C.A.
1952	4 781	3 076	15 427	9 772	1 143	539	34 738
1953	4 228	2 719	14 036	8 664	1 254	591	31 492
1954	4 573	2 800	15 009	8 838	1 298	610	33 128
1955	5 343	3 048	19 361	10 941	1 677	669	41 039
1956	5 683	3 272	20 594	11 419	1 935	662	43 565
1957	5 579	3 329	21 483	11 884	2 138	701	45 114
1958	5 524	3 275	19 742	11 951	2 107	917	43 516
1959	5 965	3 411	21 602	12 438	2 121	1 137	46 676
1960	6 520	3 713	25 739	14 005	2 715	1 347	54 039
1961	6 459	3 775	25 431	14 395	3 092	1 456	54 608
1962 (b)	6 771	3 585	24 251	13 952	3 583	1 573	53 715

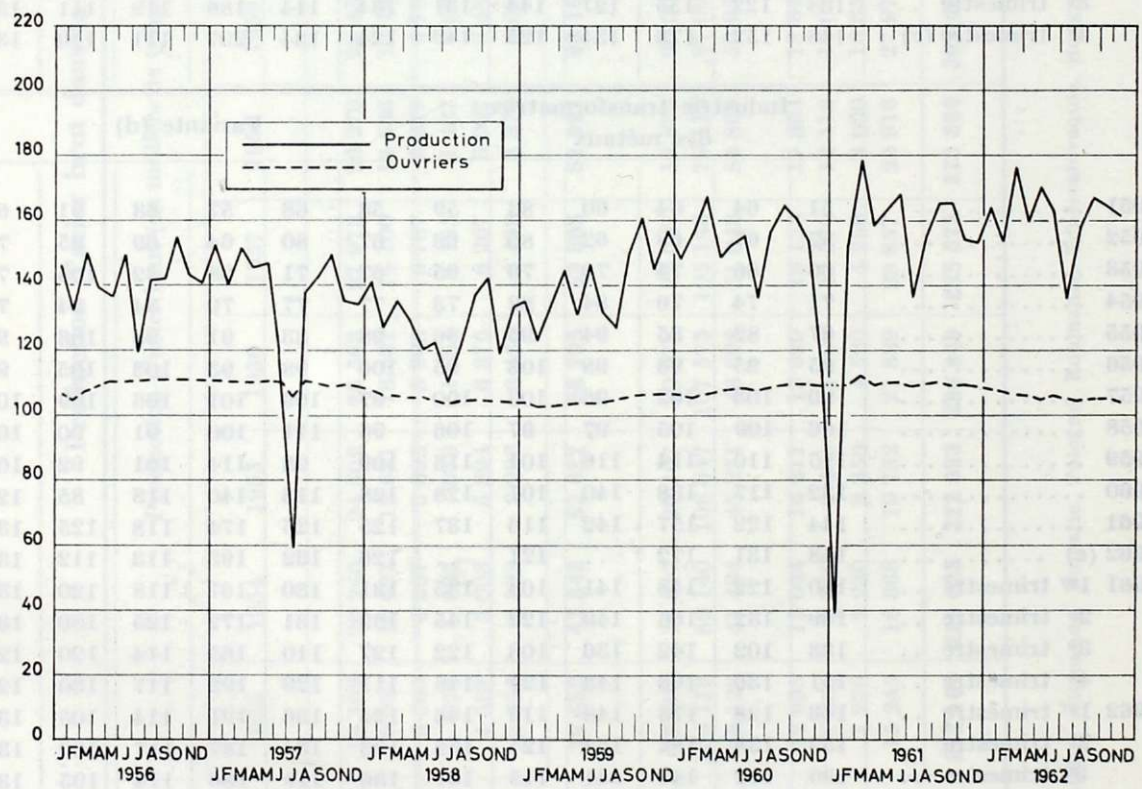
Source : Office statistique des Communautés européennes : Sidérurgie.

(a) Production nette, sans fonte repassée, fonte Spiegel et ferro-manganèse carburé au haut fourneau et au four électrique à fonte et, pour l'Allemagne (R. F.), ferro-silicium au haut fourneau.
(b) Données provisoires.

Sidérurgie

Production et personnel occupé

(1953 = 100)



Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Commerce extérieur des produits sidérurgiques

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1958	1959	1960	1961	1962	1958	1959	1960	1961	1962
	VALEUR (en millions de francs)									
Minerais de fer	4 437	4 417	5 183	5 301	5 324	15	18	20	30	46
Mitrailles	543	394	376	391	211	299	576	1 026	767	675
Fonte brute	749	866	1 001	1 076	1 133	121	156	189	153	169
Ferro-alliages	611	641	757	756	680	131	112	153	227	274
Lingots et autres formes primaires	515	701	946	827	1 234	3 895	2 847	5 618	4 454	3 371
Barres et profilés en fer ou en acier	632	868	1 400	1 878	1 770	13 596	15 317	18 819	17 564	18 288
dont : fil machine	(272)	(470)	(587)	(609)	(567)	(1 213)	(1 343)	(1 872)	(1 394)	(1 421)
barres	(283)	(324)	(668)	(711)	(424)	(7 207)	(7 585)	(9 767)	(8 878)	(8 801)
Larges plats et tôles	740	857	1 179	1 418	1 424	12 499	12 217	14 573	12 004	13 204
Feuillards	136	200	258	285	232	2 106	2 520	3 264	3 320	3 298
Fils de fer ou d'acier, fil machine exclus	73	78	110	119	95	1 626	1 944	2 534	2 306	2 521
Rails et autres éléments	22	14	19	29	37	1 516	650	575	589	685
	QUANTITÉ (en tonnes)									
Minerais de fer	16 811 659	18 122 962	20 663 460	20 539 299	21 144 519	111 474	123 597	128 682	189 896	236 707
Mitrailles	309 493	244 779	195 772	196 752	122 556	142 126	274 803	446 206	334 961	362 367
Fonte brute	251 926	349 349	377 604	401 669	448 594	33 886	51 961	63 228	48 920	58 288
Ferro-alliages	63 949	77 793	89 444	84 450	82 208	14 115	14 392	21 439	24 829	31 711
Lingots et autres formes primaires	101 592	158 648	188 432	178 789	269 129	883 020	700 991	1 249 815	1 029 050	787 877
Barres et profilés en fer ou en acier	85 491	137 682	203 470	277 249	259 120	2 673 839	3 149 657	3 470 565	3 349 418	3 668 229
dont : fil machine	(41 976)	(82 728)	(95 400)	(98 776)	(96 810)	(238 878)	(275 347)	(333 832)	(274 753)	(312 666)
barres	(33 585)	(42 575)	(83 056)	(113 192)	(71 422)	(1 494 149)	(1 625 939)	(1 835 970)	(1 774 110)	(1 869 927)
Larges plats et tôles	75 835	94 824	125 502	163 416	184 212	1 593 697	1 678 961	1 816 086	1 576 943	1 848 931
Feuillards	13 719	21 409	25 784	26 975	22 429	364 228	463 688	556 943	570 687	600 861
Fils de fer ou d'acier, fil machine exclus	4 766	4 802	6 744	6 287	5 593	199 722	233 729	275 632	253 307	278 946
Rails et autres éléments	2 635	1 807	2 469	3 671	8 600	224 605	126 241	118 283	109 985	133 411

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) *Composition du tableau pour 1962.* — Minerais de fer : C.T.C.I. 281.3; mitrailles : C.T.C.I. 282; fonte brute : C.T.C.I. 671.1 + 671.2; ferro-alliages : C.T.C.I. 671.4 + 671.5; lingots et autres... : C.T.C.I. 671.3 + 672; barres et profilés... : C.T.C.I. 673; fil machine : C.T.C.I. 673.11 + 673.13; barres : C.T.C.I. 673.21 + 673.22; larges plats... : C.T.C.I. 674; feuillards : C.T.C.I. 675; fils de fer... : C.T.C.I. 677; rails... : C.T.C.I. 676. — Données correspondantes pour les années antérieures.

Commerce extérieur de métaux non ferreux

Valeur

(en millions de francs)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1958	1959	1960	1961	1962	1958	1959	1960	1961	1962
Minerais et mitrailles :										
Minerais :										
— de cuivre	79	156	201	128	43	—	—	—	—	—
— de plomb	919	885	775	701	721	—	—	—	—	—
— de zinc	636	981	1 213	962	779	130	166	155	226	185
— de manganèse	208	170	257	315	237	3	—	4	—	3
— d'étain	778	722	809	936	909	—	—	—	—	—
— autres	439	741	1 953	1 160	207	13	4	16	34	17
mitrailles	848	1 141	1 232	1 246	1 608	323	351	451	530	539
Métaux bruts et raffinés :										
— aluminium	1 023	1 169	1 603	1 676	1 604	22	21	55	14	19
— cuivre	5 038	6 173	8 932	8 696	9 253	3 734	5 393	5 890	6 323	6 814
— étain	276	247	391	113	209	940	711	901	533	876
— plomb	164	180	214	138	167	690	571	546	540	502
— zinc	43	6	38	199	350	1 262	1 400	1 716	1 677	1 163
— autres	446	890	1 106	1 264	1 455	841	1 480	1 459	1 561	1 387
Demi-produits :										
— en aluminium	263	416	508	591	706	912	1 186	1 571	1 819	2 013
— en cuivre	149	153	223	321	335	1 419	1 557	2 289	2 349	2 115
— en étain	1	2	12	15	12	1	2	9	16	30
— en plomb	3	6	11	9	10	53	61	55	72	72
— en zinc	3	4	4	3	3	327	279	399	286	267
— autres	54	50	94	157	190	58	72	44	38	48

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) *Composition du tableau pour 1962.* — Minerais de cuivre : C.T.C.I. 283.11; de plomb : C.T.C.I. 283.4; de zinc : C.T.C.I. 283.5; de manganèse : C.T.C.I. 283.7; d'étain : C.T.C.I. 283.6; autres : C.T.C.I. 283.22 + 283.3 + 283.91 + 283.92 + 283.99 + 285.02 + 286.0; mitrailles : C.T.C.I. 284. Métaux bruts : aluminium, C.T.C.I. 684.1; cuivre, C.T.C.I. 682.19; étain, C.T.C.I. 687.1; plomb, C.T.C.I. 685.1; zinc, C.T.C.I.686.1; autres, C.T.C.I. 683.1 + 688 + 689.31 + 689.5. Demi-produits en aluminium : C.T.C.I. 684.21 + 684.22 + 684.23 + 684.24 + 684.25 + 684.26; en cuivre : C.T.C.I. 682.21 + 682.22 + 682.23 + 682.24 + 682.25 + 682.26; en étain : C.T.C.I. 687.21 + 687.22 + 687.23 + 687.24; en plomb : C.T.C.I. 685.21 + 685.22 + 685.23 + 685.24; en zinc : C.T.C.I. 686.21 + 686.22 + 686.23 + 691.3; autres : C.T.C.I. 683.21 + 683 22 + 683.23 + 683.24 + 689.32 + 689.33 + 689.41 + 689.42 + 689.43. — Données correspondantes pour les années antérieures.

Commerce extérieur de métaux non ferreux

Quantité

(en tonnes)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1958	1959	1960	1961	1962	1958	1959	1960	1961	1962
Minerais et mitrailles :										
Minerais :										
— de cuivre	3 578	5 650	9 280	5 842	5 969	—	—	—	—	—
— de plomb	171 826	153 606	139 454	154 826	152 062	20	—	26	—	—
— de zinc	460 806	535 205	548 719	504 005	447 516	54 294	64 910	45 692	71 504	76 875
— de manganèse	155 825	148 784	222 649	272 579	208 501	1 499	33	2 777	33	2 223
— d'étain	10 387	8 880	10 115	10 269	10 136	—	3	—	—	—
— autres	14 856	39 316	47 773	23 628	14 369	87	72	97	6 846	90
Mitrailles	261 956	284 312	234 144	182 444	214 168	40 154	50 639	64 357	74 923	74 929
Métaux bruts et raffinés :										
— aluminium	42 068	49 389	65 765	69 641	68 303	1 043	930	2 758	610	808
— cuivre	184 564	198 077	274 540	277 155	306 619	136 093	165 993	172 105	198 356	210 123
— étain	2 718	2 300	3 577	943	1 732	9 296	6 555	8 236	4 602	7 007
— plomb	16 192	18 120	20 552	14 350	20 120	67 221	56 685	53 404	57 006	61 678
— zinc	3 390	499	3 017	17 715	35 719	130 524	123 127	120 560	145 945	111 840
— autres	3 567	6 527	8 893	8 593	10 877	4 960	8 969	8 684	9 786	9 069
Demi-produits :										
— en aluminium	4 614	7 953	9 854	13 048	16 328	26 358	34 282	43 773	52 141	58 599
— en cuivre	3 294	2 956	4 253	5 980	6 742	44 277	42 565	60 205	61 786	57 226
— en étain	5	16	139	161	127	5	12	106	199	301
— en plomb	141	445	808	516	643	3 871	5 100	4 408	6 583	7 106
— en zinc	92	115	102	76	95	21 006	17 152	24 968	17 366	16 589
— autres	293	235	350	546	604	443	770	486	104	150

(a) *Composition du tableau :* voir (a) page 60.

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Production de métaux non ferreux

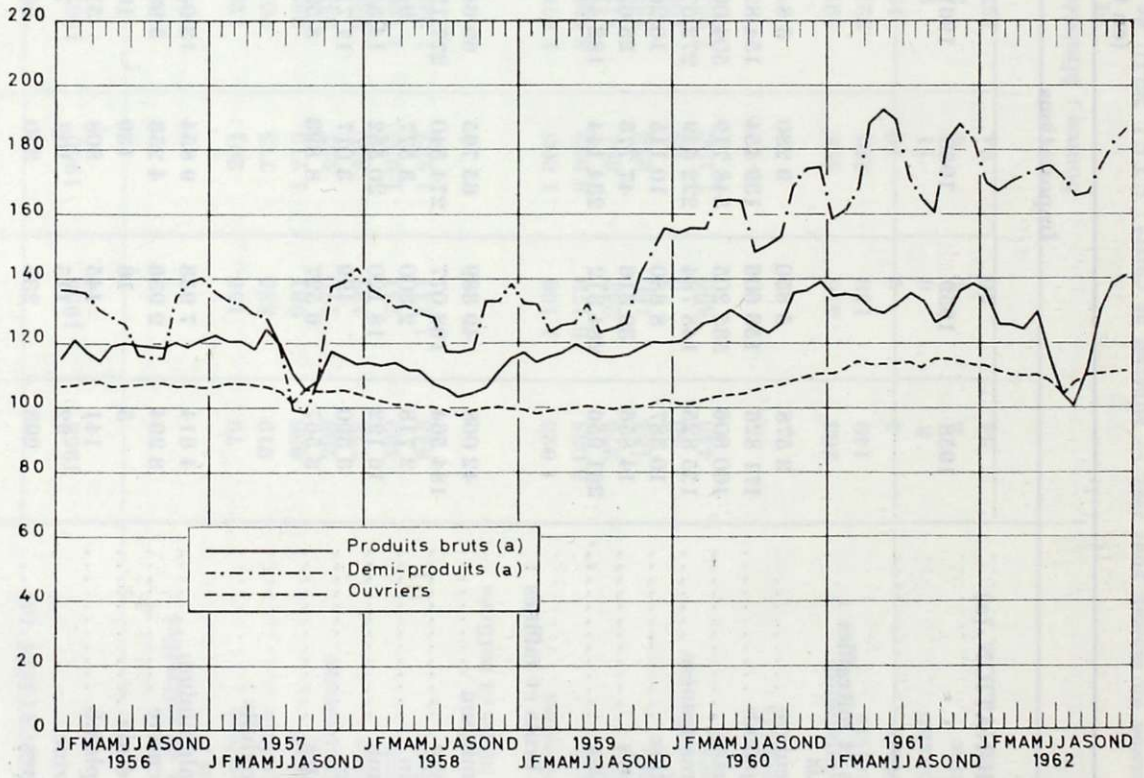
(en milliers de tonnes)

DÉSIGNATION	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
Métaux (1re et 2e fusions) :								
Zinc	211,9	230,7	235,6	214,8	224,3	247,6	245,5	206,2
Cuivre	156,9	168,9	152,6	155,2	185,7	211,8	221,6	221,4
Plomb	82,8	102,3	99,3	95,9	88,4	92,7	99,9	93,2
Etain	10,5	10,5	9,5	9,1	6,7	8,7	6,5	9,7
Aluminium	2,4	2,7	2,2	2,8	2,6	2,8	1,9	2,8
Divers	4,7	5,0	4,8	3,9	4,9	4,6	4,6	4,8
Total ...	**469,2**	**520,0**	**504,0**	**481,6**	**512,6**	**568,1**	**580,0**	**538,1**
Demi-produits :								
Zinc	39,9	42,3	42,1	42,9	38,7	38,1	43,6	45,7
Cuivre	107,5	102,5	94,2	94,1	95,7	123,6	127,0	114,2
Plomb	23,8	24,9	25,4	22,9	23,9	25,6	27,4	27,8
Etain	0,5	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4	0,5
Aluminium	26,7	28,7	31,4	38,3	48,2	61,6	71,7	80,7
Divers	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,2	0,1	0,1
Total ...	**198,5**	**199,2**	**193,8**	**198,7**	**207,1**	**249,5**	**270,2**	**269,2**

Source : Institut National de Statistique.

Production et personnel occupé dans l'industrie des métaux non ferreux

(1953 = 100)



Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

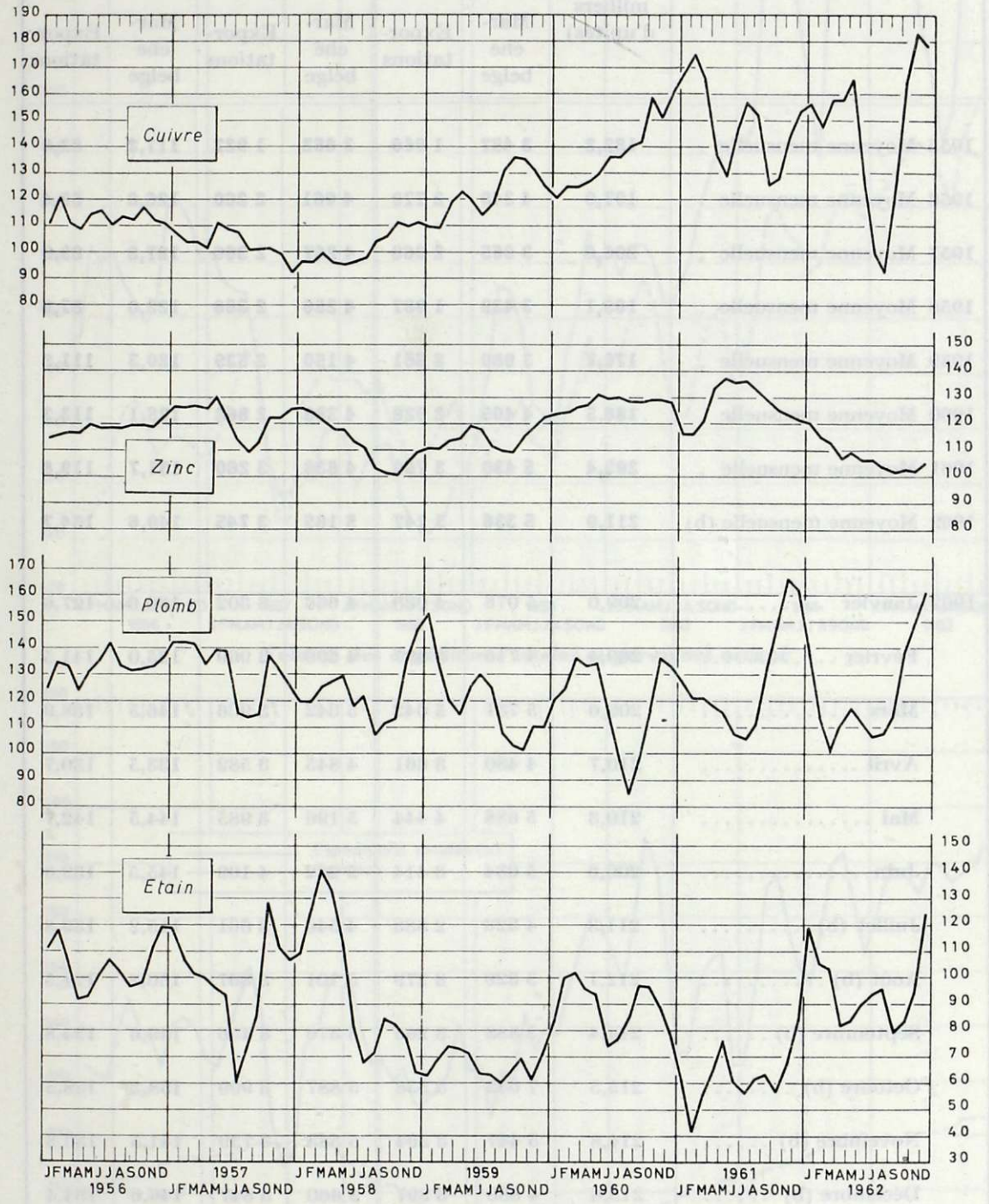
(a) Moyennes mobiles trimestrielles.

Industrie des métaux non ferreux

Produits bruts

Moyennes mobiles trimestrielles

(1953 = 100)



Source : Institut National de Statistique.

Industrie des fabrications métalliques (a)

Commandes et expéditions

PÉRIODE	Nombre d'ouvriers (en milliers d'unités)	Commandes (en millions de francs)		Expéditions			
				Valeur (en millions de francs)		Quantité (en milliers de tonnes)	
		Marché belge	Exportations	Marché belge	Exportations	Marché belge	Exportations
1955 Moyenne mensuelle .	**182,2**	**3 487**	**1 960**	**3 652**	**1 927**	**117,2**	**83,6**
1956 Moyenne mensuelle .	**197,9**	**4 340**	**2 779**	**4 061**	**2 260**	**126,8**	**89,4**
1957 Moyenne mensuelle .	**206,0**	**3 865**	**2 268**	**4 267**	**2 366**	**127,8**	**89,9**
1958 Moyenne mensuelle .	**189,1**	**3 439**	**1 987**	**4 256**	**2 366**	**122,0**	**87,8**
1959 Moyenne mensuelle .	**176,7**	**3 980**	**2 551**	**4 150**	**2 539**	**120,3**	**111,2**
1960 Moyenne mensuelle .	**188,5**	**4 405**	**2 928**	**4 388**	**2 868**	**125,1**	**113,3**
1961 Moyenne mensuelle .	**203,4**	**5 430**	**3 760**	**4 836**	**3 260**	**131,7**	**119,8**
1962 Moyenne mensuelle (b)	**211,0**	**5 336**	**3 747**	**5 165**	**3 745**	**140,6**	**134,7**
1962 Janvier	209,0	5 078	4 033	4 666	3 302	130,6	127,6
Février	209,4	4 716	3 897	4 699	3 969	125,0	141,5
Mars	209,0	5 731	5 042	5 342	3 906	146,5	138,9
Avril	210,7	4 480	3 661	4 845	3 582	133,5	130,7
Mai	210,3	5 688	4 444	5 196	3 985	144,5	142,7
Juin.....	200,6	5 034	3 414	5 282	4 109	145,5	139,6
Juillet (b)	211,3	4 323	2 883	4 546	3 661	115,2	139,8
Août (b)	212,1	5 329	3 279	5 101	3 367	150,2	124,5
Septembre (b)	214,4	5 888	3 265	5 370	3 456	149,6	124,8
Octobre (b)	215,5	7 042	3 558	5 887	3 999	158,3	138,5
Novembre (b)	214,8	5 447	3 594	5 383	3 759	141,5	133,8
Décembre (b)	215,6	4 880	3 897	5 660	3 847	146,6	134,4

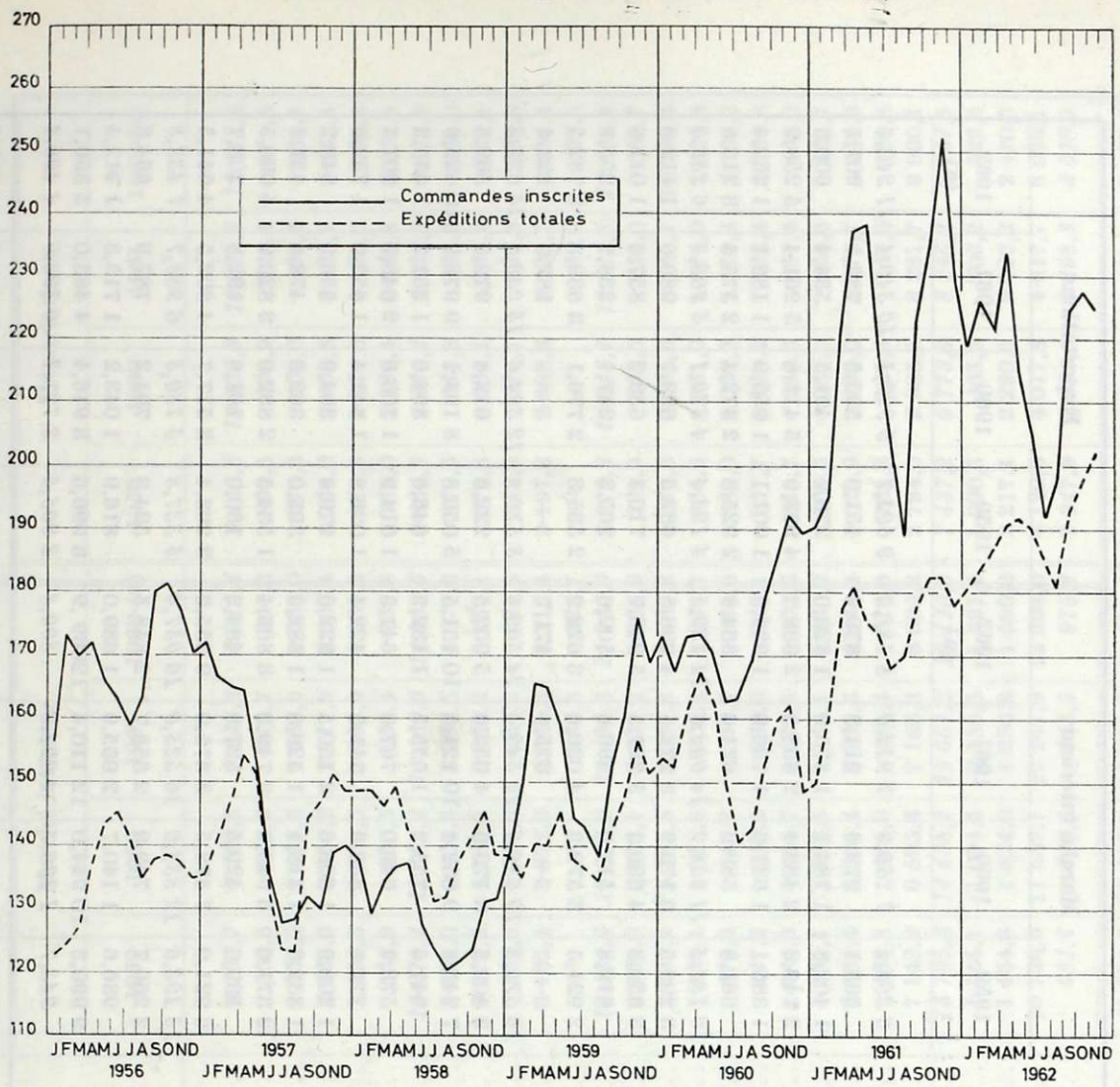
Sources : Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques (Fabrimétal) et Institut National de Statistique.

(a) Entreprises occupant au moins 5 ouvriers.
(b) Données provisoires.

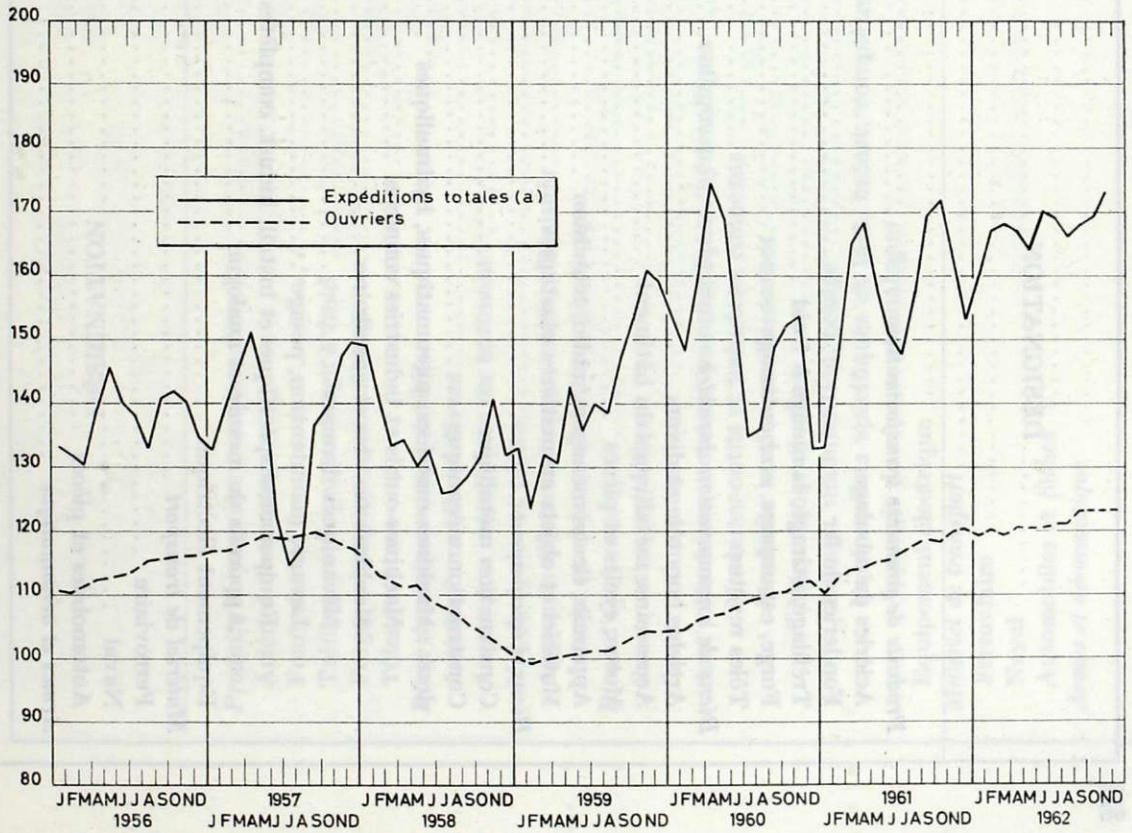
Industrie des fabrications métalliques

(1953 = 100)

Commandes inscrites et expéditions totales en valeur (a)



Volume des expéditions totales et personnel occupé



(a) Premier graphique : moyennes mobiles trimestrielles. Deuxième graphique : moyennes mobiles trimestrielles des indices des quantités expédiées par chacune des 18 branches de l'industrie des fabrications métalliques; pondération par le nombre des ouvriers occupés dans chacune de ces branches en 1953.

Sources : Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques (Fabrimétal) et Institut National de Statistique.

Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Industrie des fabrications métalliques

Evolution des commandes selon les secteurs d'activité

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Marché intérieur				Exportations			
	1959	1960	1961	1962 (a)	1959	1960	1961	1962 (a)
Produits de première transformation	*6 264,1*	*7 266,9*	*7 914,0*	*8 181,3*	*9 601,7*	*9 927,1*	*10 340,4*	*11 242,5*
Aciéries de moulage	565,1	772,6	911,3	870,4	451,6	595,5	783,1	907,1
Fonderies de fer	1 402,8	1 784,7	1 875,9	1 823,0	270,7	491,5	534,4	600,3
Tréfilage, étirage, laminage à froid	2 249,3	2 482,4	2 658,8	2 688,2	4 953,0	5 411,8	5 261,4	5 258,9
Forge, estampage, emboutissage	1 385,1	1 637,6	1 796,6	1 934,9	1 001,1	1 055,9	1 186,1	1 262,4
Tôles revêtues	661,8	589,6	671,4	864,8	2 925,3	2 372,4	2 575,4	3 213,8
Biens de consommation durables	*10 784,1*	*11 958,7*	*14 002,6*	*14 839,5*	*4 193,4*	*4 370,1*	*5 903,3*	*6 286,0*
Articles hors tôle et divers	3 295,5	3 172,9	3 772,5	4 296,3	682,5	693,7	980,6	1 112,6
Accessoires métalliques du bâtiment	3 954,3	4 696,5	5 227,5	5 946,7	710,3	653,2	857,3	1 011,6
Motos, cycles et pièces	612,8	517,0	596,6	502,6	265,3	247,1	238,2	255,9
Appareils électroménagers, radio, télévision	2 921,5	3 572,3	4 030,6	3 622,2	2 535,3	2 776,1	3 639,3	3 782,5
Matériel et objets en matières plastiques	—	—	375,4	471,7	—	—	187,9	123,4
Biens d'équipement	*16 570,3*	*19 686,8*	*22 549,4*	*24 509,6*	*8 572,8*	*12 324,6*	*15 253,2*	*15 627,3*
Construction métallique	2 403,5	3 175,9	4 052,9	5 002,5	222,6	612,8	972,8	560,8
Construction mécanique	7 245,8	9 032,4	10 121,5	10 151,5	5 056,8	8 194,1	9 978,9	10 425,0
dont : Machines motrices, pneumatiques, hydrauliques	941,5	755,2	1 055,5	1 132,9	646,0	894,6	1 231,2	1 455,3
Machines-outils et industries connexes	573,7	640,0	767,6	641,5	1 014,9	1 705,8	2 048,7	1 907,3
Machines textiles et accessoires	277,8	336,3	341,5	422,4	1 026,8	1 841,4	1 655,0	1 752,9
Mécaniques diverses	1 209,9	1 606,6	2 150,5	1 922,6	279,6	394,9	556,9	549,2
Levage, manutention, pesage	1 332,3	1 315,1	1 529,3	1 682,5	395,0	362,9	473,4	457,1
Equipements spécifiques et install. indust. complètes	2 371,6	3 949,7	3 749,2	3 865,4	1 534,5	2 832,9	3 820,9	4 099,5
Appareils de mesure et analogue	539,0	429,5	527,9	484,2	160,0	161,6	192,8	203,7
Equipement électrique	6 921,0	7 478,5	8 375,0	9 355,6	3 293,4	3 517,7	4 302,5	4 641,5
Matériel de transport	*13 193,6*	*12 834,6*	*16 525,0*	*16 057,4*	*5 337,8*	*5 780,8*	*6 988,7*	*7 432,8*
Ferroviaire	2 266,7	749,9	2 358,7	2 348,5	524,3	791,2	787,9	664,3
Naval	936,6	1 140,7	2 055,9	1 639,0	816,9	1 043,2	1 715,8	1 412,4
Automobiles et pièces	9 990,3	10 944,0	12 110,4	12069 ,9	3 996,6	3 946,4	4 485,0	5 356,1
Armes et aéronautique	*943,7*	*1 106,7*	*4 091,2*	*800,8*	*2 905,5*	*2 727,1*	*6 396,9*	*4 406,4*
Total général	**47 755,8**	**52 853,7**	**65 082,2**	**64 388,6**	**30 611,2**	**35 129,7**	**44 882,5**	**44 995,0**

(a) Données provisoires.

Sources : Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques (Fabrimétal) et Institut National de Statistique.

Industrie des fabrications métalliques

Evolution des livraisons selon les secteurs d'activité

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Marché intérieur				Exportations			
	1959	1960	1961	1962 (a)	1959	1960	1961	1962 (a)
Produits de première transformation	*6 703,7*	*7 160,6*	*7 843,8*	*8 215,4*	*9 152,6*	*10 121,9*	*10 327,3*	*11 315,8*
Aciéries de moulage	560,5	634,9	819,7	941,3	392,5	499,9	729,4	871,5
Fonderies de fer	1 552,5	1 618,5	1 886,9	1 958,0	273,3	402,0	498,4	550,5
Tréfilage, étirage, laminage à froid	2 627,6	2 550,2	2 717,9	2 660,4	4 758,0	5 458,8	5 433,7	5 345,4
Forge, estampage, emboutissage	1 396,5	1 706,5	1 765,9	1 901,9	973,8	1 174,8	1 125,0	1 290,5
Tôles revêtues	566,9	650,5	653,4	753,8	2 755,0	2 586,4	2 540,8	3 257,9
Biens de consommation durables	*11 270,4*	*12 684,4*	*14 369,0*	*14 959,6*	*3 854,9*	*4 310,2*	*5 494,0*	*6 114,9*
Articles hors tôle et divers	3 601,0	3 306,9	3 983,5	4 377,6	670,5	643,8	893,3	951,0
Accessoires métalliques du bâtiment	3 971,5	4 780,3	5 230,2	5 756,1	673,8	661,1	796,2	1 069,1
Motos, cycles et pièces	562,5	724,3	724,2	681,8	313,3	316,7	320,8	333,8
Appareils électroménagers, radio, télévision	3 135,4	3 872,9	4 045,3	3 715,4	2 197,3	2 688,6	3 391,7	3 663,4
Materiel et objets en matières plastiques	—	—	385,8	428,7	—	—	92,0	97,6
Biens d'équipement	*17 434,4*	*17 537,0*	*19 492,3*	*21 949,0*	*7 972,4*	*10 043,7*	*12 611,8*	*14 886,2*
Construction métallique	2 797,0	2 756,1	3 351,2	3 966,9	261,9	363,5	744,0	686,7
Construction mécanique	7 495,2	8 185,5	8 957,8	9 885,8	4 916,5	6 694,6	8 586,1	10 299,4
dont : Machines motrices, pneumatiques, hydrauliques	1 130,1	1 018,6	908,5	1 048,7	656,9	951,0	1 314,0	1 330,8
Machines-outils et industries connexes	478,3	543,8	556,7	684,6	889,0	1 052,3	1 519,4	1 752,2
Machines textiles et accessoires	247,2	346,4	392,0	382,1	751,7	1 120,2	1 522,4	1 758,8
Mécaniques diverses	1 384,3	1 464,7	1 679,6	1 902,2	311,7	286,5	381,4	495,2
Levage, manutention, pesage	1 257,1	1 123,6	1 144,1	1 330,2	508,5	367,0	425,6	525,7
Equipements spécifiques et inst. indust. complètes	2 534,4	3 264,4	3 795,5	4 018,4	1 629,9	2 793,0	3 275,7	4 246,9
Appareils de mesure et analogue	463,8	424,0	481,4	519,6	168,8	124,6	147,6	189,8
Equipement électrique	7 142,2	6 595.4	7 183,3	8 096,3	2 794,0	2 985,6	3 281,7	3 900,1
Matériel de transport	*13 705,3*	*14 458,2*	*15 661,2*	*16 120,6*	*7 437,2*	*6 773,9*	*8 246,1*	*9 167,5*
Ferroviaire	1 544,1	1 094,5	2 156,5	1 531,4	1 090,5	465,5	706,2	529,4
Naval	1 434,6	1 824,0	1 256,8	1 595,2	2 217,1	2 290,6	2 922,2	2 410,0
Automobiles et pièces	10 726,6	11 539,7	12 247,9	12 994,0	4 129,6	4 017,8	4 617,7	6 228,1
Armes et aéronautique	*681,8*	*810,6*	*643,5*	*975,2*	*2 047,9*	*3 192,0*	*2 298,8*	*3 519,0*
Total général	**49 795,6**	**52 650,8**	**58 009,8**	**62 219,8**	**30 465,0**	**34 441,7**	**38 978,0**	**45 003,4**

(a) Données provisoires.

Sources : Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques (Fabrimétal) et Institut National de Statistique.

Commerce extérieur des principales fabrications métalliques

Valeur

(en millions de francs)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1958	1959	1960	1961	1962	1958	1959	1960	1961	1962
Articles non mécaniques	**3 997**	**3 978**	**4 634**	**4 928**	**5 548**	**5 644**	**6 472**	**6 971**	**8 053**	**8 777**
Fils métalliques et tréfilés	326	341	382	530	675	2 417	3 059	2 887	2 956	3 183
Articles en métal, principalement à usage domestique	859	925	1 036	811	1 128	314	325	404	524	687
Constructions métalliques	336	280	416	318	429	533	303	337	619	632
Tuyaux et récipients	655	594	743	902	1 035	1 277	1 551	1 924	1 990	2 241
Outils	409	427	567	729	838	198	243	338	411	433
Autres articles manufacturés	1 412	1 411	1 490	1 638	1 443	905	991	1 081	1 553	1 601
Machines et appareils électriques	**5 858**	**6 407**	**7 701**	**9 221**	**10 450**	**5 716**	**4 880**	**5 745**	**6 583**	**7 927**
Fils tressés, câbles, bandes, etc., isolés pour l'électricité	291	307	361	460	442	609	471	547	543	554
Isolateurs, pièces isolantes, tubes isolateurs	81	79	112	128	128	32	44	52	81	92
Génératrices, moteurs, convertisseurs, transformateurs, redresseurs	896	934	948	1 135	1 245	1 151	936	1 063	1 067	1 175
Piles et accumulateurs électriques	122	157	167	177	201	65	82	77	86	107
Lampes et tubes d'éclairage	160	181	185	199	252	202	204	236	314	375
Lampes, tubes et valves électroniques, tubes cathodiques, transistors, etc.	424	535	650	753	735	167	215	212	301	329
Equipements électriques pour véhicules	180	212	294	321	350	49	26	77	72	76
Appareils électro-ménagers	887	1 112	1 338	1 403	1 321	159	180	206	243	239
Appareils pour radio et télévision	515	564	720	609	506	1 158	1 061	1 140	1 163	1 444
Appareils pour télégraphie, téléphonie, radar	600	569	713	1 086	1 275	1 289	881	1 153	1 533	2 109
Appareils électriques de mesure, de contrôle, etc.	228	252	305	475	956	86	81	64	119	139
Appareils d'électricité médicale et de radiogr.	88	104	106	116	129	40	42	37	49	60
Appareillage pour coupure et connexion des circuits électriques	1 386	1 401	1 097	1 439	1 555	709	657	614	629	661
Autres appareils électriques			705	920	1 355			267	383	567
Autres machines	16 433	16 852	17 305	15 215	18 612	8 521	8 563	9 861	10 666	12 626

Appareillage de chaufferie	377	408	299	224	329	79	108	120	103	111
Machines-outils pour le travail de métaux	700	685	703	1 072	1 193	555	500	576	833	1 062
Machines et tracteurs agricoles	848	917	1 041	1 388	1 279	438	547	902	1 064	1 412
Machines de bureau	690	660	778	1 162	1 294	87	109	123	190	161
Machines pour la métallurgie	201	387	734	501	894	199	222	504	391	507
Machines pour l'industrie textile et du cuir	1 185	1 027	1 374	1 769	1 780	908	898	1 361	1 740	2 117
Machines à coudre	277	267	350	329	295	41	47	58	49	65
Machines pour la fabrication du papier et pour l'impression, le brochage et la reliure	580	584	626	738	755	76	89	141	182	207
Machines d'excavation et de terrassement	234	294	318	512	856	82	40	192	222	261
Machines pour autres industries	477	545	634	532	682	407	245	359	523	563
Machines et appareils pour le chauffage et la production du froid	713	800	795	853	1 341	303	220	383	664	599
Pompes et centrifugeuses, sauf écrémeuses	908	901	1 011	1 136	1 337	486	552	716	816	963
Machines, appareils, chariots de levage et de manutention	771	790	1 089	1 096	1 431	292	459	531	634	840
Autres machines-outils et outils	243	278	305	408	473	448	471	540	584	826
Articles de robinetterie et autres organes similaires	451	426	534	638	749	127	134	147	192	234
Roulements de tous genres	243	241	311	416	489	14	12	10	18	18
Autres pièces et accessoires	709	650	780	867	1 087	528	514	473	719	933
Autres machines et appareils non électriques	826	792	1 623	1 574	1 748	457	796	665	1 076	1 147

(suite à la p. 72)

(a) *Composition du tableau pour 1962.* — Fils métalliques... : C.T.C.I. 693 + 694 + 698.51 + 698.52 + 698.53; articles en métal... : C.T.C.I. 696 + 697.11 + 697.12 + 697.21 + 697.22 + 697.23 + 812.3; constructions métalliques : C.T.C.I. 691.1 + 691.2; tuyaux... : C.T.C.I. 678 + 692; outils : C.T.C.I. 695; autres... : C.T.C.I. 679 + 697.91 + 697.92 + 697.93 + 698 — 698.51 — 698.52 — 698.53 + 812.1 + 821.02; fils tressés... : C.T.C.I. 723.1; isolateurs... : C.T.C.I. 723.21 + 723.22 + 723.23; génératrices... : C.T.C.I. 722.1; piles... : C.T.C.I. 729.11 + 729.12; lampes et tubes d'éclairage : C.T.C.I. 729.2; lampes, tubes... . C.T.C.I. 729.3; équipements... C.T.C.I. 729.41 + 729.42; appareils électro-ménagers : C.T.C.I. 725; appareils pour radio... : C.T.C.I. 724.1 + 724.2; appareils pour télégraphie... : C.T.C.I. 724.91 + 724.92 + 724.99; appareils électriques de mesure... : C.T.C.I. 729.51 + 729.52; appareils d'électricité médicale... : C.T.C.I. 726; appareillage pour... : C.T.C.I. 722.2; autres appareils... : C.T.C.I. 729.6 + 729.7 + 729.91 + 729.92 + 729.93 + 729.94 + 729.95 + 729.96 + 729.98 + 729.99; appareillage de chaufferie : C.T.C.I. 711.1 + 711.2 + 711.31 + 711.32; machines-outils... : C.T.C.I. 715.1; machines et tracteurs agricoles : C.T.C.I. 712 + T.D. 8706.00; machines de bureau : C.T.C.I. 714; machines pour la métallurgie : C.T.C.I. 715.21 + 715.22 + 715.23; machines pour l'industrie... : C.T.C.I. 717.11 + 717.12 + 717.13 + 717.14 + 717.15 + 717.2; machines à coudre : C.T.C.I. 717.3; machines pour la fabrication... : C.T.C.I. 718.11 + 718.12 + 718.21 + 718.22 + 718.29; machines d'excavation... : C.T.C.I. 718.41 + 718.42; machines pour autres industries : C.T.C.I. 718.31 + 718.39 + 718.51 + 718.52; machines et appareils... : C.T.C.I. 719.11 + 719.12 + 719.13 + 719.14 + 719.15 + 719.19; pompes... : C.T.C.I. 719.21 + 719.22 + 719.23; machines, appareils, chariots... : C.T.C.I. 719.31 + 719.32; autres machines-outils et outils : C.T.C.I. 719.51 + 719.52 + 719.53 + 719.54; articles de robinetterie... : C.T.C.I. 719.92; roulements de... : C.T.C.I. 719.7; autres pièces et accessoires : C.T.C.I. 719.91 + 719.93 + 719.94 + 719.99; autres machines...: C.T.C,I. 711.7 + 711.81 + 711.89 + 719.41 + 719 43 + 719.61 + 719.62 + 719.63 + 719.64 + 719.65 + 719.66 + 719.8. — Données correspondantes pour les années antérieures.

Commerce extérieur des principales fabrications métalliques

Quantité

(en tonnes)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1958	1959	1960	1961	1962	1958	1959	1960	1961	1962
Articles non mécaniques	**107 440**	**108 830**	**130 423**	**133 976**	**145 881**	**420 571**	**525 069**	**539 267**	**595 834**	**657 890**
Fils métalliques et tréfilés	7 658	7 855	8 854	9 881	12 333	223 131	287 160	262 530	275 720	308 539
Articles en métal, principalement à usage domestique	16 738	18 241	21 531	21 620	21 298	9 369	8 611	12 539	19 170	25 378
Constructions métalliques	16 370	14 098	20 928	13 124	22 143	34 316	24 795	26 322	43 808	39 785
Tuyaux et récipients	34 884	37 022	42 930	49 621	53 908	117 364	162 514	186 921	190 448	213 981
Outils	4 214	4 495	5 190	6 291	6 628	2 201	2 161	1 723	1 844	1 823
Autres articles manufacturés	27 576	27 119	30 990	33 439	29 571	34 190	39 828	49 232	64 844	68 384
Machines et appareils électriques	**46 963**	**52 314**	**63 296**	**68 474**	**69 100**	**48 699**	**42 334**	**50 897**	**52 961**	**57 942**
Fils tressés, câbles, bandes, etc., isolés pour l'électricité	5 995	5 758	6 485	7 798	7 518	15 521	11 513	12 839	11 024	11 221
Isolateurs, pièces isolantes, tubes isolateurs	2 012	1 989	1 981	2 079	2 002	785	975	874	1 084	1 272
Génératrices, moteurs, convertisseurs, transformateurs, redresseurs	8 584	8 697	9 456	10 355	11 465	14 310	11 322	14 032	14 885	15 978
Piles et accumulateurs électriques	2 858	3 877	4 945	4 835	5 537	1 935	2 385	2 630	3 606	4 941
Lampes et tubes d'éclairage	762	1 033	1 128	1 188	1 465	1 350	1 474	1 688	1 826	2 509
Lampes, tubes et valves électroniques, tubes cathodiques, transistors, etc.	1 913	2 521	3 423	4 120	4 069	167	220	256	379	283
Equipements électriques pour véhicules	1 052	1 286	1 575	1 780	1 780	153	144	238	177	269
Appareils électro-ménagers	8 907	11 661	15 660	16 949	15 634	1 159	1 377	2 194	2 457	2 566
Appareils pour radio et télévision	2 682	2 632	2 986	2 223	1 583	3 951	4 282	5 425	5 549	6 753
Appareils pour télégraphie, téléphonie, radar	2 985	3 414	3 697	4 352	4 350	3 903	3 402	4 594	5 917	5 635
Appareils électriques de mesure, de contrôle, etc.	386	602	511	607	771	299	279	243	420	282
Appareils d'électricité médicale et de radiogr.	205	232	278	239	251	69	71	55	93	155
Appareillage pour coupure et connexion des circuits électriques	[illegible]	[illegible]	4 892	5 809	5 699	[illegible]	[illegible]	3 894	3 204	3 394

Appareillage de chaufferie	5 149	4 844	4 233	2 506	4 062	1 865	2 816	2 204	2 311	2 356
Machines-outils pour le travail de métaux	7 574	6 830	8 473	11 543	13 208	6 205	5 646	7 271	9 381	11 956
Machines et tracteurs agricoles	20 984	20 290	22 575	28 133	25 759	8 267	10 906	17 492	20 964	28 941
Machines de bureau	1 751	1 633	1 855	2 281	2 480	233	304	345	599	570
Machines pour la métallurgie	2 868	14 228	20 400	18 851	24 921	4 123	4 638	16 476	17 954	21 860
Machines pour l'industrie textile et du cuir	12 354	9 704	12 922	15 020	15 126	14 449	13 986	20 673	24 477	27 228
Machines à coudre	1 745	1 784	2 134	1 894	1 611	170	208	252	201	279
Machines pour la fabrication du papier et pour l'impression, le brochage et la reliure	6 305	5 438	5 901	6 070	5 671	1 053	1 220	2 772	3 062	3 519
Machines d'excavation et de terrassement	4 820	6 615	6 805	10 838	15 025	1 509	1 592	4 148	4 471	4 594
Machines pour autres industries	7 591	9 144	9 339	7 191	8 721	6 875	4 196	5 566	6 776	8 967
Machines et appareils pour le chauffage et la production du froid	8 167	9 320	12 099	9 919	17 051	4 072	3 427	5 383	9 181	6 982
Pompes et centrifugeuses, sauf écrémeuses	8 287	8 417	10 210	9 898	11 284	4 614	5 361	6 815	7 799	9 118
Machines, appareils, chariots de levage et de manutention	18 004	18 013	20 721	21 122	25 545	5 535	8 119	9 069	10 698	14 858
Autres machines-outils et outils	3 239	4 290	3 154	3 926	4 321	9 844	7 998	8 566	10 111	11 117
Articles de robinetterie et autres organes similaires	4 037	3 715	4 435	4 918	5 268	1 946	2 424	2 209	2 807	2 685
Roulements de tous genres	1 952	1 971	2 394	3 011	3 483	94	140	90	176	119
Autres pièces et accessoires	14 860	13 695	10 750	10 602	12 650	15 535	15 368	10 404	15 308	17 957
Autres machines et appareils non électriques	15 563	22 750	22 953	13 479	14 465	845	2 309	5 786	11 840	10 320

(a) *Composition du tableau :* voir note (a) page 69.

(suite à la p. 73)

Commerce extérieur des principales fabrications métalliques (*suite de la page* 69)

Valeur

(en millions de francs)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1958	1959	1960	1961	1962	1958	1959	1960	1961	1962
Matériel de transport	**13 699**	**15 643**	**19 991**	**21 373**	**23 446**	**9 989**	**10 406**	**10 809**	**12 964**	**14 897**
Moteurs non électriques	1 793	2 257	2 745	2 848	2 683	1 878	1 485	1 579	1 806	1 881
Automobiles, autobus, camions et tracteurs non agricoles	1 253	1 552	2 250	2 695	3 240	3 111	4 033	5 054	6 009	8 120
Parties d'automobiles, autobus, camions et tracteurs non agricoles	6 984	8 331	10 817	11 060	13 260	219	248	435	563	534
Motocycles et bicyclettes avec moteur	198	206	239	271	227	112	112	117	128	135
Vélocipèdes sans moteur	214	208	223	156	147	186	215	204	177	190
Autres véhicules routiers et remorques	105	130	175	196	215	48	42	55	69	114
Aéronefs	1 775	2 047	2 418	3 099	2 198	235	723	530	518	1 309
Navires et bateaux	992	653	864	718	1 235	2 452	2 182	2 015	2 822	1 732
Matériel roulant pour chemins de fer	385	259	260	330	241	1 748	1 366	820	872	882
Armes et munitions	**255**	**389**	**257**	**355**	**647**	**1 806**	**2 345**	**3 095**	**2 420**	**2 711**
Instruments scientifiques et horlogerie	**1 335**	**1 502**	**1 537**	**1 889**	**2 537**	**178**	**242**	**209**	**310**	**396**
Instruments scientifiques	1 003	1 175	1 189	1 475	2 093	171	233	199	295	374
dont : instruments scientifiques de mesure, contrôle, régularisation, etc.	(492)	(639)	(590)	(733)	(1 287)	(56)	(117)	(82)	(150)	(198)
appareils et matériels photo- et cinématographiques	(150)	(157)	(224)	(280)	(312)	(11)	(13)	(27)	(38)	(60)
instruments d'optique	(187)	(188)	(209)	(252)	(255)	(40)	(39)	(42)	(57)	(50)
Horlogerie	332	327	348	414	444	7	9	10	15	22

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) *Composition du tableau pour 1962.* — Moteurs non électriques : C.T.C.I. 711.41 + 711.42 + 711.5 + 711.6 — T.D. 8408.50; automobiles... : C.T.C.I. 732.1 + 732.2 + 732.3 + 732.4 + 732.5; parties d'automobiles... : C.T.C.I. 732.6 + 732.7 + 732.81 + 732.89 — T.D. 8706.00; motocycles... : C.T.C.I. 732.91 + 732.92; vélocipèdes... : C.T.C.I. 733.11 + 733.12; autres véhicules... : C.T.C.I. 733.31 + 733.32 + 733.39 + 733.4; aéronefs : C.T.C.I. 734; navires et bateaux : C.T.C.I. 735; matériel roulant... : C.T.C.I. 731; armes et munitions : T.D. 93; instruments scientifiques : C.T.C.I. 861; instruments scientifiques de mesure... : C.T.C.I. 861.91 + 861.92 + 861.93 + 861.94 + 861.95 + 861.96 + 861.97 + 861.98 + 861.99; appareils et matériels... : C.T.C.I. 861.4 + 861.51 +861.52 + 861.61 + 861.69; instruments d'optique : C.T.C.I. 861.11 + 861.12 + 861.21 + 861.22 + 861.31 + 861.32 + 861.33 + 861.34 + 861.39; horlogerie : C.T.C.I. 864. — Données correspondantes pour les années antérieures.

Commerce extérieur des principales fabrications métalliques (*suite de la page* 71)

Quantité
(en tonnes)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1958	1959	1960	1961	1962	1958	1959	1960	1961	1962
Matériel de transport	**338 270**	**412 783**	**433 100**	**461 673**	**463 923**	**230 063**	**262 315**	**237 987**	**266 449**	**265 861**
Moteurs non électriques	11 776	12 576	15 370	15 123	21 371	7 843	5 159	6 853	9 126	10 760
Automobiles, autobus, camions et tracteurs non agricoles	28 786	33 553	39 232	51 248	61 615	52 414	67 752	82 802	93 672	126 108
Parties d'automobiles, autobus, camions et tracteurs non agricoles	123 202	147 830	183 625	182 062	216 278	3 932	4 738	6 916	9 223	8 806
Motocycles et bicyclettes avec moteur	1 878	2 021	2 314	2 773	2 292	1 117	1 027	1 099	1 275	1 327
Vélocipèdes sans moteur	3 124	2 975	3 118	2 136	2 008	3 593	4 343	4 246	3 533	3 766
Autres véhicules routiers et remorques	5 955	7 451	6 131	6 765	6 775	933	1 101	1 364	1 614	2 240
Aéronefs	1 050	1 287	1 185	1 633	1 309	259	449	511	438	596
Navires et bateaux	150 483	198 600	173 595	185 148	142 954	101 337	136 473	103 568	115 548	77 763
Matériel roulant pour chemins de fer	11 996	6 490	8 530	14 785	9 321	58 635	41 273	30 628	32 020	34 495
Armes et munitions	**3 335**	**3 196**	**3 324**	**3 960**	**16 068**	**8 186**	**9 058**	**13 886**	**9 488**	**12 515**
Instruments scientifiques et horlogerie	**2 700**	**2 908**	**3 563**	**3 996**	**4 041**	**471**	**570**	**626**	**1 123**	**924**
Instruments scientifiques	2 069	2 350	2 964	3 335	3 371	460	560	609	1 107	901
dont : instruments scientifiques de mesure, contrôle, régularisation, etc.	(1 033)	(1 296)	(1 651)	(1 779)	(1 842)	(110)	(203)	(175)	(579)	(297)
appareils et matériels photo- et cinématographiques	(268)	(270)	(535)	(686)	(714)	(32)	(27)	(90)	(123)	(189)
instruments d'optique	(251)	(236)	(301)	(326)	(302)	(83)	(101)	(94)	(124)	(98)
Horlogerie	631	558	599	661	670	11	10	17	16	23

(a) *Composition du tableau :* voir note (a) page 72.

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Industrie des fabrications métalliques

Evolution de l'emploi (ouvriers et employés) selon les secteurs d'activité

Moyennes mensuelles

(en unités)

DÉSIGNATION	1958	1959	1960	1961	1962 (a)
Produits de première transformation	**33 751**	**32 838**	**34 516**	**36 374**	**37 382**
Aciéries de moulage	*5 112*	*3 775*	*4 310*	*4 794*	*5 117*
Fonderies de fer	*6 781*	*6 809*	*6 979*	*7 976*	*8 124*
Tréfilage, étirage, laminage à froid	*12 898*	*13 594*	*14 221*	*14 893*	*15 134*
Forge, estampage, emboutissage	*7 129*	*6 814*	*6 694*	*6 626*	*7 087*
Tôles revêtues	*1 831*	*1 846*	*2 312*	*2 085*	*1 920*
Biens de consommation durables	**54 061**	**53 557**	**57 217**	**62 663**	**64 267**
Articles hors tôle et divers	*15 118*	*14 466*	*13 706*	*14 327*	*14 835*
Accessoires métalliques du bâtiment	*17 964*	*17 600*	*19 623*	*20 551*	*21 079*
Motos, cycles et pièces	*4 067*	*3 972*	*4 412*	*4 697*	*5 029*
Appareils électroménagers, radio, télévision	*16 912*	*17 519*	*19 476*	*21 612*	*21 699*
Appareils et objets en matières plastiques	—	—	—	*1 476*	*1 625*
Biens d'équipement	**92 259**	**86 898**	**93 500**	**102 486**	**108 769**
Construction métallique	*12 894*	*10 683*	*10 983*	*12 733*	*13 527*
Construction mécanique	*43 486*	*42 677*	*48 204*	*52 166*	*55 614*
dont : Machines motrices, pneumatiques, hydrauliques	5 396	5 472	4 579	4 310	4 520
Machines-outils et industries connexes	5 398	5 090	5 878	7 080	7 162
Machines textiles et accessoires	3 764	3 659	4 765	5 254	5 762
Mécanique générale	5 456	5 584	6 445	6 638	7 482
Levage, manutention, pesage	6 342	6 304	5 776	5 407	5 653
Machines et installations pour diverses industries	14 193	13 832	18 426	20 946	22 316
Appareils de mesure et analogue	2 937	2 736	2 335	2 531	2 719
Equipement électrique	*35 879*	*33 538*	*34 312*	*37 587*	*39 628*
Matériel de transport	**39 571**	**34 200**	**34 634**	**34 508**	**37 608**
Ferroviaire	*8 134*	*5 875*	*4 657*	*5 495*	*7 054*
Naval	*16 207*	*12 983*	*13 459*	*12 002*	*12 662*
Automobiles et pièces	*15 230*	*15 342*	*16 518*	*17 011*	*17 892*
Armes et aéronautique	**14 023**	**13 099**	**14 042**	**14 858**	**16 120**
Total général	**233 665**	**220 592**	**233 909**	**250 889**	**264 146**

(a) Données provisoires.

Sources : Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques (Fabrimétal) et Institut National de Statistique.

Commerce extérieur de nouveaux véhicules automobiles et de cycles avec ou sans moteur

(unités)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1958	1959	1960	1961	1962	1958	1959	1960	1961	1962
Véhicules automobiles pour le transport de personnes :										
— pour transport en commun (b).	36	33	79	258	91	186	49	144	448	410
— autres	13 498	18 325	30 065	30 971	36 905	38 923	60 360	79 676	88 971	127 333
Véhicules automobiles pour le transport de marchandises	2 759	2 930	3 652	5 722	6 688	5 119	6 026	6 204	6 537	6 743
Motocyclettes	2 606	2 912	3 209	3 315	2 005	403	300	336	323	205
Bicyclettes à moteur	25 709	26 332	31 488	29 674	26 979	8 213	7 739	10 128	13 480	15 458
Scooters à moteur	4 097	4 090	3 923	3 531	2 805	7 000	6 206	4 594	4 178	3 543
Bicyclettes sans moteur	3 336	4 121	3 997	7 068	8 812	97 594	112 896	86 694	59 418	54 086

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) *Composition du tableau pour 1962.* — Transport en commun : T. D. 8702.00; autres : T.D. 8702.20; véhicules automobiles pour le transport de marchandises : T.D. 8702.40 + 8702.50; motocyclettes : T.D. 8709.20; bicyclettes à moteur : T.D. 8709.00; scooters à moteur : T.D. 8709.10; bicyclettes sans moteur : T.D. 8710.00 — Données correspondantes pour les années antérieures.

(b) A partir de 1961 élargissement de la définition statistique

Importations des principales matières premières destinées à l'industrie chimique

DÉSIGNATION (a)	Valeur (en millions de francs)					Quantité (en tonnes)				
	1958	1959	1960	1961	1962	1958	1959	1960	1961	1962
Sel	182	185	198	203	232	515 843	574 070	617 189	610 026	691 145
Soufre brut	138	185	236	216	225	97 167	135 722	183 358	166 301	170 302
Pyrites de fer	184	223	258	214	181	326 693	452 252	518 966	449 772	377 609
Phosphates bruts	392	405	423	561	557	580 871	619 451	652 328	900 313	879 889
Caoutchouc	695	933	1 055	967	900	28 182	33 128	37 217	39 687	39 930

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) *Composition du tableau pour 1962.* — Sel : C.T.C.I. 276.3; soufre brut : C.T.C.I. 274.1, pyrites de fer : C.T.C.I. 274.2 + 281.4; phosphates bruts : C.T.C.I. 271.3; caoutchouc : C.T.C.I. 23. — Données correspondantes pour les années antérieures.

Production de quelques secteurs de l'industrie chimique

(en milliers de tonnes)

PÉRIODE	Industrie de l'azote		Goudron brut	Caoutchouc (c)
	Azote primaire (a)	Engrais composés (b)		
1954 Moyenne mensuelle	**18,6**	**10,8**	**16,9**	**3,0**
1955 Moyenne mensuelle	**17,4**	**10,9**	**18,2**	**3,4**
1956 Moyenne mensuelle	**19,6**	**13,3**	**20,7**	**3,4**
1957 Moyenne mensuelle	**19,5**	**13,1**	**21,0**	**3,3**
1958 Moyenne mensuelle	**22,9**	**20,1**	**20,6**	**3,0**
1959 Moyenne mensuelle	**25,3**	**19,8**	**21,5**	**3,4**
1960 Moyenne mensuelle	**26,6**	**22,4**	**22,3**	**3,6**
1961 Moyenne mensuelle	**23,0**	**31,0**	**22,5**	**4,1**
1962 Moyenne mensuelle	**23,4**	**34,3**	**23,1**	**4,3**
1962 Janvier	22,5	34,7	24,2	4,6
Février	18,9	43,2	21,8	4,3
Mars	23,2	44,1	24,2	4,5
Avril	19,1	33,0	23,0	4,2
Mai	23,4	26,9	23,5	4,5
Juin	24,6	20,5	23,0	4,3
Juillet	25,8	22,2	22,0	3,7
Août	25,5	25,1	22,3	3,8
Septembre	23,7	31,6	22,8	4,5
Octobre	24,8	37,5	22,6	4,8
Novembre	24,3	48,9	23,2	4,5
Décembre	25,3	44,4	24,3	4,3

(a) En 1.000 t N.

(b) En 1.000 t marchandises.

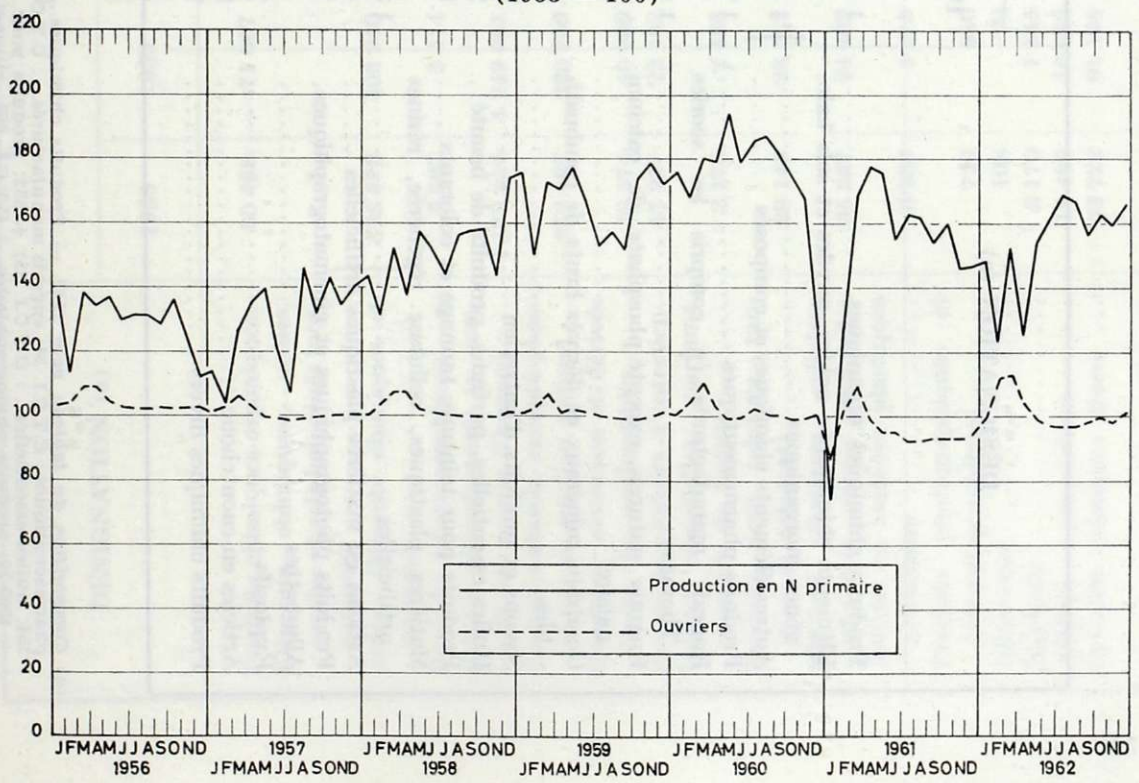
(c) Non compris la production de chaussures, mais y compris la production de pneumatiques pour vélocipèdes.

Sources : Institut National de Statistique.
Distigoudron.

Industrie de l'azote

Production et personnel occupé

(1953 = 100)



Source : Institut National de Statistique.

Commerce extérieur de produits chimiques

Valeur

(en millions de francs)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1958	1959	1960	1961	1962	1958	1959	1960	1961	1962
Produits chimiques organiques	1 175	1 351	1 634	1 632	1 830	488	677	958	1 261	1 174
Eléments chimiques ; acides, oxydes et sels halogénés inorganiques	1 489	1 567	651	696	737	1 476	2 467	881	929	736
Autres éléments chimiques et composés			748	751	710			1 614	1 152	1 074
Produits pharmaceutiques	1 787	1 957	2 242	2 150	2 093	810	944	855	935	932
Engrais manufacturés (y compris les scories Thomas)	1 966	2 063	2 020	2 173	2 089	3 763	6 584	5 329	5 138	5 134
Engrais naturels, excepté phosphate de calcium naturel	229	175	207	246	252	8	6	10	13	13
Goudrons minéraux et dérivés bruts de combustibles	169	149	160	160	91	293	212	424	335	168
Savons et produits d'entretien	244	337	288	287	308	288	361	357	405	478
Huiles essentielles, parfums, produits de beauté	278	305	304	344	380	63	78	80	90	113
Produits pour teinture, tannage et colorants	888	1 049	1 298	1 064	1 237	207	248	442	443	451
Matières plastiques, cellulose régénérée, résines artificielles	1 326	1 647	2 134	2 420	2 754	562	621	1 000	950	1 246
Articles en matières plastiques artificielles	495	563	523	650	688	239	277	346	391	507
Produits photographiques et cinématographiques	129	155	182	225	279	2 029	2 425	2 411	2 988	3 430
Allumettes	2	1	2	3	3	152	147	136	158	136
Explosifs	148	109	199	160	148	211	248	229	222	234
Articles en caoutchouc	966	1 120	1 411	1 546	1 653	772	850	847	984	1 138
Produits chimiques divers	759	863	1 151	1 336	1 537	513	483	514	571	807

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) *Composition du tableau pour 1962.* — Produits chimiques... : C.T.C.I. 512; éléments chimiques... : C.T.C.I. 513; autres éléments... : C.T.C.I. 514 + 515; produits pharmaceutiques : C.T.C.I. 54; engrais manufacturés... : C.T.C.I. 56; engrais naturels... : C.T.C.I. 271.1 + 271.2 + 271.4; goudron... : C.T.C.I. 52; savons... : C.T.C.I. 554; huiles essentielles... : C.T.C.I. 551 + 553; produits pour... : C.T.C.I. 53; matières plastiques... : C.T.C.I. 581; articles... : C.T.C.I 893 + T.D. 4202.00 + 4202.10 + 4202.20; produits photographiques... : C.T.C.I. 862; allumettes : C.T.C.I. 899.32; explosifs : C.T.C.I. 571; articles en caoutchouc : C.T.C.I. 62 + 841.6; produits chimiques divers : C.T.C.I. 599. — Données correspondantes pour les années antérieures

Commerce extérieur de produits chimiques

Quantité

(en tonnes)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1958	1959	1960	1961	1962	1958	1959	1960	1961	1962
Produits chimiques organiques.	60 488	71 067	85 286	87 604	113 662	26 606	41 843	63 427	121 084	145 635
Eléments chimiques ; acides, oxydes et sels halogénés inorganiques	375 873	403 940	108 492	139 220	132 559	419 370	608 774	267 950	305 344	196 647
Autres éléments chimiques et composés			173 849	151 403	143 634			395 503	409 668	354 039
Produits pharmaceutiques ...	5 667	5 514	4 324	3 966	3 773	2 412	2 362	2 112	2 242	2 366
Engrais manufacturés (y compris les scories Thomas) ...	1 172 454	1 249 661	1 258 857	1 368 565	1 389 856	3 763 431	3 842 297	3 477 601	3 310 194	3 571 388
Engrais naturels, excepté phosphate de calcium naturel ..	273 437	223 740	251 511	293 171	270 195	4 016	2 709	5 177	6 923	4 305
Goudrons minéraux et dérivés bruts de combustibles	42 574	40 039	48 279	55 558	53 826	67 199	76 932	121 966	107 606	85 482
Savons et produits d'entretien.	17 271	22 182	19 772	15 230	15 418	15 466	21 238	21 696	28 532	32 836
Huiles essentielles, parfums, produits de beauté	2 170	2 488	2 467	2 697	3 005	629	861	821	1 021	1 445
Produits pour teinture, tannage et colorants	29 146	33 052	30 647	27 580	28 528	19 012	24 616	36 789	35 524	33 097
Matières plastiques, cellulose régénérée, résines artificielles	35 387	44 462	67 836	82 227	101 539	11 501	12 909	17 603	19 912	30 307
Articles en matières plastiques artificielles	3 639	4 215	4 916	6 544	6 971	2 324	2 944	3 700	4 106	5 485
Produits photographiques et cinématographiques	729	980	910	1 037	1 493	12 972	15 069	13 043	15 609	18 099
Allumettes	108	69	164	202	172	5 615	5 288	5 117	5 658	4 868
Explosifs	3 170	1 845	2 306	1 796	3 076	4 457	5 110	5 302	4 101	5 815
Articles en caoutchouc	15 499	18 683	22 997	25 996	27 448	14 237	16 691	18 358	21 280	24 700
Produits chimiques divers ...	53 722	61 198	71 194	80 344	91 735	35 773	38 695	39 955	35 965	39 737

(a) *Composition du tableau :* voir note (a) page 78.

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Production de papier et de carton

(en milliers de tonnes)

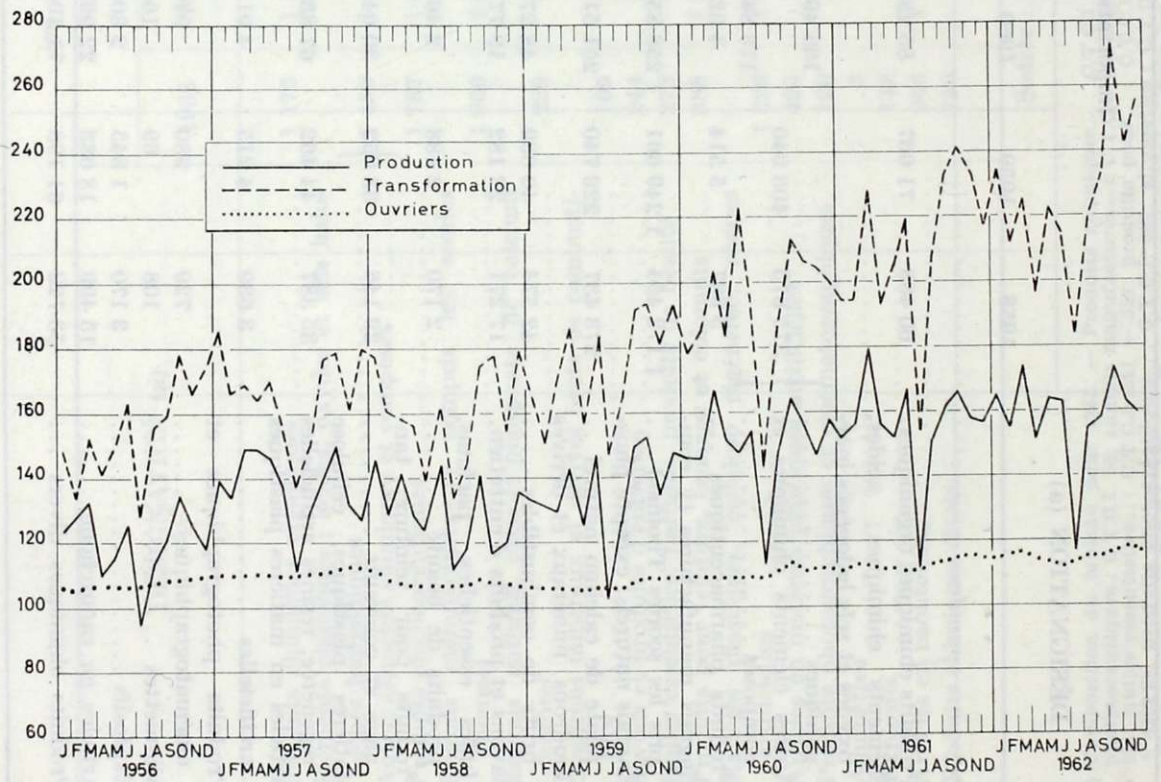
DÉSIGNATION	1959	1960	1961	1962
Papier journal	85,8	94,7	99,5	97,2
Papier d'écriture et d'impression	72,8	86,6	97,8	95.3
Papier Kraft	30,0	30,5	29,1	30,0
Papier parchemin et parcheminé	21,2	26,5	24,2	25,4
Papier d'emballage	78,5	87,5	82,0	87,9
Autres papiers	39,0	35,4	40,5	43,3
Carton	51,5	58,2	62,6	62,4
Total ...	**378,6**	**419,4**	**435,7**	**441,4**
Papier et carton transformés	52,0	56,2	55,5	53,1
Transformation	270,7	302,0	327,8	348,0
Total général ...	**649,3**	**721,3**	**763,5**	**789,4**

Source : Institut National de Statistique.

Industrie du papier et du carton

Production et personnel occupé

(1953 = 100)



Source : Institut National de Statistique.

Commerce extérieur de l'industrie du papier

DÉSIGNATION (a)	Importation					Exportation				
	1958	1959	1960	1961	1962	1958	1959	1960	1961	1962
	VALEUR (en millions de francs)									
Bois à pâte	185	246	263	361	317	7	6	10	14	10
Pâte à papier et déchets de papier	1 192	1 220	1 352	1 474	1 364	115	118	142	150	144
Papier et carton	2 337	2 240	2 622	3 182	3 308	1 346	1 162	1 401	1 684	1 837
dont : papier-journal	(448)	(416)	(472)	(421)	(490)	(326)	(275)	(325)	(151)	(346)
papier et carton Kraft	(413)	(455)	(500)	(589)	(619)	(28)	(38)	(92)	(78)	(82)
papier pour l'impression, l'écriture ou le dessin	(487)	(513)	(718)	(861)	(828)	(126)	(137)	(200)	(392)	(203)
Produits de papier et de carton	537	569	662	719	746	151	218	380	473	661
dont : sacs, boîtes et autres emballages	(166)	(191)	(246)	(253)	(238)	(49)	(90)	(74)	(77)	(105)
Imprimés	1 168	1 217	1 288	1 396	1 565	1 098	1 124	1 187	1 281	1 585
	QUANTITÉ (en tonnes)									
Bois à pulpe	149 507	206 992	212 506	248 573	238 239	8 451	5 820	9 458	14 202	8 055
Pâte à papier et déchets de papier	198 963	217 663	213 008	236 008	234 229	43 081	48 420	52 020	58 948	63 414
Papier et carton	237 364	228 949	264 874	328 105	345 690	133 369	86 836	87 081	129 608	139 433
dont : papier-journal	(57 084)	(56 627)	(65 625)	(58 604)	(66 278)	(40 167)	(35 161)	(41 286)	(19 687)	(41 338)
papier et carton Kraft	(43 186)	(51 218)	(55 033)	(65 937)	(71 628)	(2 697)	(3 593)	(8 537)	(6 746)	(7 043)
papier pour l'impression, l'écriture ou le dessin	(45 335)	(51 586)	(72 993)	(87 789)	(86 121)	(10 016)	(11 412)	(14 436)	(35 000)	(15 000)
Produits de papier et de carton	23 143	26 478	30 154	30 631	28 779	5 195	9 975	11 800	12 416	16 853
dont : sacs, boîtes et autres emballages	(13 207)	(15 538)	(18 212)	(17 749)	(14 798)	(2 914)	(6 967)	(5 572)	(4 588)	(5 947)
Imprimés	24 180	25 424	28 463	29 424	31 370	23 031	25 175	29 221	31 718	38 611

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) *Composition du tableau pour 1962.* — Bois à pulpe : C.T.C.I. 242.1; pâte à papier et... : C.T.C.I. 251; papier et carton : C.T.C.I. 641 — 641.6; papier-journal : C.T.C.I. 641.1; papier et carton Kraft : C.T.C.I. 641.3; papier pour l'impression... : C.T.C.I. 641.21; produits de papier.. : C.T.C.I. 642; sacs, boîtes... : C.T.C.I. 642.11 + 642.12; imprimés : C.T.C.I. 892 + T.D. 9704.00. — Données correspondantes pour les années antérieures.

Commerce extérieur des matériaux de construction et autres articles minéraux non métalliques connexes

Valeur

(en millions de francs)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1958	1959	1960	1961	1962	1958	1959	1960	1961	1962
Pierre de taille et de construction	181	187	229	260	281	158	179	195	242	305
Sable, gravier, autres pierres	294	307	340	394	419	323	369	426	465	568
Pierres à plâtre, pierres à chaux, chaux, magnésite	92	105	106	121	122	143	261	259	258	240
Argiles et autres minéraux réfractaires	180	186	233	264	269	258	136	177	177	178
Scories, laitiers, battitures et similaires, n. d. a.	52	45	79	88	52	59	63	92	100	127
Autres minéraux bruts similaires	1 033	1 282	662	634	640	98	148	47	66	68
Ciment	32	33	33	59	42	773	865	793	854	834
Ouvrages en amiante-ciment etc., pour bâtiment, sauf céramique	41	33	30	45	66	457	709	920	931	975
Briques et autres matériaux de construction réfractaires	317	287	353	398	369	107	95	78	158	102
Briques, tuiles, tuyaux, autres produits en terre commune	136	147	165	192	183	141	202	307	411	397
Verre	232	302	341	355	406	3 272	4 371	4 980	4 563	5 223
dont : verre à vitres non travaillé	(13)	(18)	(17)	(20)	(32)	(1 699)	(2 440)	(2 353)	(1 994)	(2 405)
verre à glace non travaillé	(27)	(60)	(50)	(16)	(34)	(856)	(1 263)	(1 387)	(1 239)	(1 310)
verres travaillés et spéciaux	(122)	(148)	(192)	(222)	(232)	(713)	(864)	(1 234)	(1 322)	(1 493)
Verrerie	304	322	376	411	459	643	774	657	778	906
dont : bouteilles, flacons et autres emballages	(70)	(85)	(132)	(137)	(140)	(223)	(258)	(352)	(447)	(514)
Articles en matières céramiques	445	416	462	483	455	65	69	92	92	125
Autres articles en minéraux similaires, n.d.a.	360	386	475	532	585	167	197	269	309	358

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) *Composition du tableau pour 1962.* — Pierre de taille... : C.T.C.I. 273.11 + 273.12 + 273.13 + 661.31 + 661.32 + 661.33; sable... : C.T.C.I. 273.3 + 273.4; pierres à plâtre... : C.T.C.I. 273.21 + 273.22 + 661.1; argiles... : C.T.C.I. 276.21 + 276.22 + 276.23 + 276.24; scories... : C.T.C.I. 276.62 + 276.68 + 276.69; autres minéraux... : C.T.C.I. 275.22 + 276.1 + 276.4 + 276.51 + 276.52 + 276.53 + 276.54 + 276.91 + 276.92 + 276.93 + 276.94 + 276.95 + 276.97 + 276.99; ciment : C.T.C.I. 661.2; ouvrages en amiante... : C.T.C.I. 661.81 + 661.82 + 661.83; briques et autres... : C.T.C.I. 662.31 + 662.32 + 662.33; briques, tuiles... : C.T.C.I. 662.41 + 662.42 + 662.43 + 662.44 + 662.45; verre : C.T.C.I. 664; verre à vitres... : C.T.C.I. 664.3; verre à glace... : C.T.C.I. 664.4; verres travaillés... : C.T.C.I. 664.5 + 664.6 + 664.7 + 664.8 + 664.91 + 664.92 + 664.93 + 664.94; verrerie : C.T.C.I. 651.8 + 653.8 + 665; bouteilles... : C.T.C.I. 665.11 + 665.12; articles en... : C.T.C.I. 663.91 + 663.92 + 666 + 812.2; autres articles... : C.T.C.I. 663 — 663.91 — 663.92. — Données correspondantes pour les années antérieures.

Commerce extérieur des matériaux et autres articles minéraux non métalliques connexes

Quantité

(en tonnes)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1958	1959	1960	1961	1962	1958	1959	1960	1961	1962
Pierre de taille et de construction	127 554	122 627	138 690	153 380	146 859	313 765	378 649	529 429	810 494	1 337 831
Sable, gravier, autres pierres	6 630 681	6 417 081	6 521 331	7 266 955	7 338 770	1 827 317	2 208 994	2 648 524	3 193 830	4 492 019
Pierres à plâtre, pierres à chaux, chaux, magnésite	365 105	403 371	419 584	468 900	455 879	1 045 070	1 252 138	1 207 632	1 200 638	945 591
Argiles et autres minéraux réfractaires	219 480	226 765	294 814	314 675	308 720	409 681	331 368	373 955	372 385	412 137
Scories, laitiers, battitures et similaires, n. d. a.	272 806	190 385	348 188	358 595	317 869	529 946	973 675	1 139 089	1 405 225	1 764 574
Autres minéraux bruts similaires	397 378	451 633	301 564	254 179	259 913	178 856	203 232	174 635	175 738	177 997
Ciment	11 276	9 942	11 612	63 245	32 643	1 202 251	1 401 372	1 325 259	1 404 272	1 329 366
Ouvrages en amiante-ciment, etc., pour bâtiment sauf céramique	3 202	3 069	5 702	12 918	19 516	116 561	165 202	226 094	223 804	220 534
Briques et autres matériaux de construction réfract.	67 696	55 988	76 525	85 657	77 351	28 545	24 270	20 080	46 246	30 358
Briques, tuiles, tuyaux, autres produits en terre commune	76 125	83 343	89 728	102 002	86 317	73 491	103 095	187 018	344 103	272 965
Verre	44 965	59 378	59 378	47 136	67 978	324 154	425 012	464 433	401 136	473 415
dont : verre à vitres non travaillé	(584)	(843)	(713)	(853)	(1 625)	(214 928)	(283 537)	(292 581)	(238 245)	(295 040)
verre à glace non travaillé	(5 120)	(12 763)	(10 887)	(2 470)	(7 187)	(48 087)	(71 374)	(80 608)	(68 985)	(74 903)
verres travaillés et spéciaux	(3 076)	(6 332)	(8 239)	(8 423)	(10 198)	(60 413)	(68 971)	(89 622)	(89 010)	(99 553)
Verrerie	22 716	26 865	32 880	32 893	36 020	42 924	52 567	56 659	67 231	71 553
dont : bouteilles, flacons et autres emballages	(10 380)	(12 847)	(19 453)	(20 143)	(22 044)	(30 630)	(34 924)	(50 212)	(60 273)	(63 362)
Articles en matières céramiques	17 064	16 676	17 963	17 127	15 701	2 290	2 915	4 607	5 178	6 856
Autres articles en minéraux, n. d. a.	93 592	96 454	113 528	123 399	134 907	23 666	38 934	44 275	65 375	90 771

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) *Composition du tableau :* voir note (a) page 82.

Production de ciment

(en milliers de tonnes)

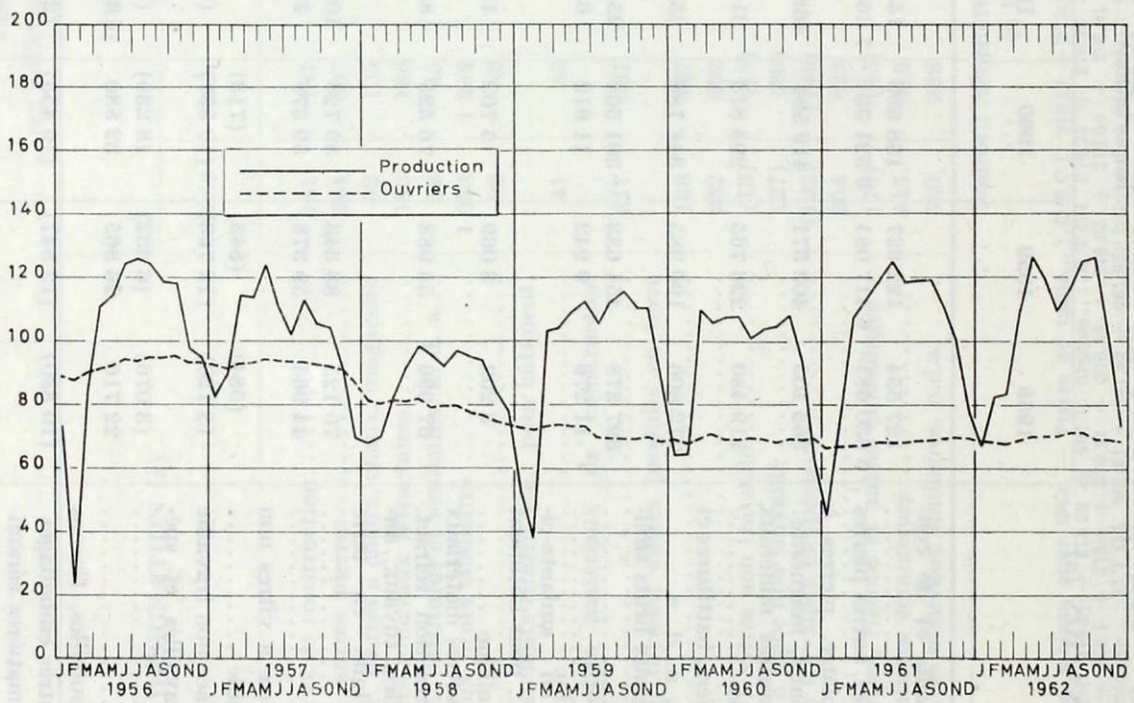
ANNÉE	Quantité
1951	4 395,4
1952	4 110,9
1953	4 626,1
1954	4 375,3
1955	4 688,7
1956	4 663,7
1957	4 705,2
1958	4 057,4
1959	4 438,6
1960	4 387,9
1961	4 753,9
1962	4 788,2

Source : Institut National de Statistique.

Industrie du ciment

Production et personnel occupé

(1953 = 100)



Source : Institut National de Statistique.

Production de l'industrie de la terre cuite

DÉSIGNATION	Unité	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
Briques ord. tout format	10^6pi.	2 111,7	2 242,9	2 056,3	1 981,6	2 065,7	2 127,3	2 056,4
Briques de parement .	10^6pi.	129,7	168,9	153,2	169,5	184,0	222,1	229,2
Tuyaux de drainage .	10^3t	7,2	11,7	10,2	9,5	9,1	13,1	18,1
Protège-câbles	10^3t	24,3	22,0	22,6	31,1	29,0	30,3	26,6
Briques creuses pour hourdis	10^3t	251,8	264,5	194,7	210,4	198,1	190,4	193,2
Autres briques creuses	10^3t	180,0	169,6	171,7	244,4	291,0	409,1	488,7

Source : Institut National de Statistique.

Production de chaux, calcaire et dérivés

DÉSIGNATION	Unité	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
Chaux	10^3t	1 852,5	1 904,7	1 764,1	1 773,7	1 927,7	1 922,9	2 036,4
Calcaire.....	10^3t	2 203,1	2 244,4	2 871,1	3 378,7	3 778,6	4 849,1	5 320,4
Dolomies: crues	10^3t	290,6	325,1	369,2	384,1	450,3	489,7	586,0
frittées	10^3t	261,8	250,8	245,0	252,4	307,3	299,6	296,1
Plâtre	10^3t	34,8	36,4	43,6	61,9	65,9	69,8	79,9
Agglomérés de plâtre	10^3 m^2	1 236,4	1 318,4	1 279,8	1 552,2	2 437,7	3 012,1	3 591,0
Chaux hydraulique	10^3t	8,2	7,8	7,2	6,9	5,9	6,2	5,7
Carbonates naturels.....	10^3t	362,4	388,1	350,5	268,2	419,2	910,5	875,8
Phosphates....	10^3t	13,6	16,1	18,0	..	..	..	..

Source : Institut National de Statistique.

Production de l'industrie céramique

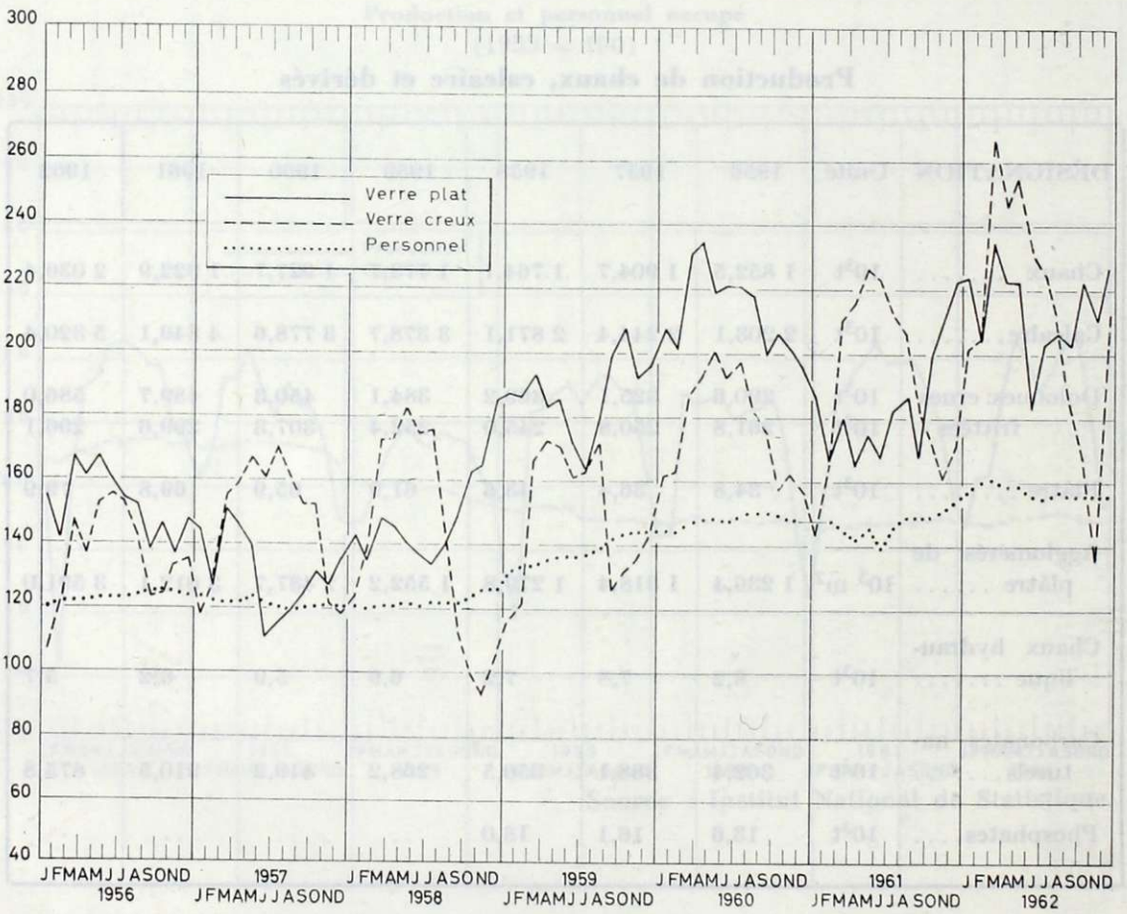
DÉSIGNATION	Unité	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
Extraction de matières premières	10^3t	640,2	562,5	430,3	515,8	591,0	689,2	686,2
Vaisselle de faïence ...	10^3t	5,2	4,8	4,8	5,6	5,5	5,4	5,1
Porcelaine	10^3t	2,6	2,4	2,1	1,7	2,1	2,5	3,0
Carreaux de revêtement	10^3m^2	1 446,9	1 470,6	1 276,5	1 267,2	1 401,7	1 513,9	1 647,1
Carreaux de pavement en demi-grès	10^3m^2	122,3	154.3	148,9	117,2	97,3	132,5	133,4
Produits réfractaires .	10^3t	142,3	148,2	119,6	123,1	145,8	175,4	161,0
Tuiles et accessoires ..	10^3t	187,2	196,2	150,3	155,9	151,3	145,1	141,0
Meules abrasives	10^3t	1,0	0,9	0,8	0,7	0,8	1,2	1,4
Papiers abrasifs et toiles abrasives.....	10^3m^2	540,6	502,7	472,5	389,4	423,3	517,9	372,6
Céramique architecturale	10^3t	13,9	18,5	15,2	20,5	22,0	30,4	31,4
Poterie en terre cuite..	10^3t	9,5	9,5	11,1	12,5	14,3	13,5	14,5

Source : Fédération des Industries céramiques de Belgique.

Industrie du verre

Production et personnel occupé

(1953 = 100)



Source : Institut National de Statistique.

Production textile

Filatures, tissages, préparation de la laine

(en tonnes)

DÉSIGNATION	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
Préparation de la laine							
Lavage et carbonisage de la laine	23 596	24 010	21 187	24 908	24 399	25 931	25 473
Peignage de laine ..	24 521	26 459	23 788	25 069	27 569	29 314	31 545
Filatures :							
Coton	113 540	117 791	91 472	103 844	110 890	113 344	107 216
Laine	45 339	47 130	38 057	46 479	50 800	54 108	58 558
Lin	9 157	10 586	8 751	11 394	12 824	14 570	14 340
Chanvre	2 051	2 008	838	737	771	858	581
Jute	76 573	69 108	73 317	79 092	78 254	63 148	76 992
Fibres dures (fils simples)	21 289	24 750	27 002	26 705	22 927	31 179	35 835
Rayonne : fils	11 005	12 705	10 285	10 820	12 640	13 152	12 929
Rayonne : fibres ...	21 771	21 956	16 729	17 578	18 186	20 485	22 835
Tissages :							
Coton	79 638	84 591	67 165	74 688	84 448	81 553	79 434
dont :							
Tissus courants ..	(40 371)	(44 499)	(34 232)	(37 096)	(45 130)	(44 609)	(40 597)
Tissus, velours et peluches d'ameublement	(11 388)	(13 050)	(11 906)	(14 522)	(15 550)	(16 419)	(18 442)
Tapis	(13 763)	(12 656)	(11 310)	(13 084)	(13 490)	(10 657)	(10 637)
Lin	7 213	7 530	6 738	7 534	8 078	7 774	8 441
Laine	30 882	29 972	24 675	29 242	29 307	33 374	35 180
dont :							
Tissus courants ...	(11 635)	(11 165)	(7 989)	(8 861)	(8 762)	(9 938)	(9 170)
Tissus, velours et peluches d'ameublement (a).....	(1 130)	(1 283)	(1 580)	(2 177)	(2 753)	(3 094)	(3 862)
Tapis	(14 738)	(13 673)	(12 351)	(15 634)	(14 796)	(16 972)	(19 165)
Rayonne etc. (a) (b)	8 239	9 449	8 442	9 029	10 356	11 839	15 184
Jute	38 653	35 150	39 968	37 275	37 240	28 006	33 866
Fibres dures	2 318	2 635	3 523	4 253	4 423	3 885	5 205
Couvertures	9 676	9 648	6 647	5 672	6 016	5 731	53 94
Torchons, lavettes et chamoisettes	3 783	4 391	3 178	4 013	4 030	4 396	4 333

Source : Institut National de Statistique.

(a) A partir de 1962, les velours et peluches d'ameublement en rayonne ne font plus partie de la rubrique « rayonne etc. » mais sont repris dans la rubrique « tissus, velours et peluches d'ameublement ».

(b) Y compris les tissus en fibres synthétiques.

Stocks de tissus

Situation au 31 décembre

(en tonnes)

NATURE DES TISSUS	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
Coton.....	8 564	10 715	10 983	11 019	11 342	12 963	12 324
Lin.....	1 338	1 302	1 218	1 162	1 108	1 230	1 352
Laine.....	3 634	4 272	4 054	3 923	3 906	4 785	5 067
Rayonne ou fibranne.	1 731	1 967	1 898	1 784	1 605	1 728	2 388
Jute.....	2 856	2 276	2 294	2 419	2 924	1 975	2 220
Tapis de fibres dures..	202	233	303	313	497	414	567

Source : Institut National de Statistique.

Commerce extérieur des matières textiles

Valeur

(en millions de francs)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1958	1959	1960	1961	1962	1958	1959	1960	1961	1962
Laine et poils d'origine animale	**5 437**	**6 752**	**7 088**	**7 836**	**8 583**	**3 104**	**3 943**	**3 992**	**4 255**	**4 684**
Laine en suint ou lavée de dos	3 312	3 759	4 088	4 838	5 202	98	156	326	349	384
Laine lavée	287	449	371	397	369	1 042	1 255	1 231	1 300	1 291
Poils d'autres animaux	279	531	423	306	437	436	664	569	599	626
Laine et poils cardés ou peignés	1 121	1 396	1 591	1 567	1 769	826	1 014	1 081	1 087	1 246
Laine d'effilochage, déchets	438	617	615	728	806	702	854	785	920	1 137
Coton	**2 681**	**2 630**	**3 420**	**3 326**	**2 926**	**139**	**183**	**154**	**169**	**200**
Jute	**863**	**751**	**731**	**1 077**	**1 185**	**36**	**42**	**67**	**77**	**109**
Lin	**400**	**537**	**598**	**826**	**912**	**1 255**	**1 391**	**1 639**	**1 848**	**1 968**
Lin brut	252	301	349	510	501	—	—	—	—	—
Lin teillé et épeigné	88	130	120	168	182	1 060	1 178	1 420	1 501	1 587
Etoupes et déchets	60	106	129	148	229	181	213	219	347	381
Soie et autres fibres d'origine végétale	**357**	**383**	**455**	**517**	**467**	**56**	**58**	**74**	**77**	**87**
Fibres synthétiques et artificielles	**301**	**393**	**669**	**931**	**1 364**	**294**	**281**	**265**	**396**	**678**
Fibres synthétiques et déchets	172	249	493	702	1 066	25	31	61	195	459
Fibres artificielles et déchets	129	144	176	229	298	269	250	204	201	219
Friperie, drilles, chiffons	**94**	**137**	**132**	**124**	**130**	**299**	**333**	**335**	**335**	**357**
Total matières textiles	**10 133**	**11 583**	**13 093**	**14 637**	**15 567**	**5 183**	**6 231**	**6 526**	**7 157**	**8 083**

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) *Composition du tableau pour 1962.* — Laine et poils... : C.T.C.I. 262; laine en suint... : C.T.C.I. 262.1; laine lavée : C.T.C.I. 262.2; poils... : C.T.C.I. 262.3 + 262.51 + 262.59; laine et poils... : C.T.C.I. 262.7 + 262.8; laine d'effilochage... : C.T.C.I. 262.6 + 262.9; coton : C.T.C.I. 263; jute : C.T.C.I. 264; lin : C.T.C.I. 265.11 + 265.12 + 265.13; lin brut : C.T.C.I. 265.11; lin teillé... : C.T.C.I. 265.12; étoupes... : C.T.C.I. 265.13; soie et autres... : C.T.C.I. 261 + 265.2 + 265.3 + 265.4 + 265.5 + 265.8; fibres synthétiques et artificielles : C.T.C.I. 266; fibres synthétiques... : C.T.C.I. 266.21 + 266.22 + 266.23 + T.D. 5603.00; fibres artificielles... : C.T.C.I. 266.31 + 266.32 + 266.33 + T.D. 5603.10; friperie... : C.T.C.I. 267. — Données correspondantes pour les années antérieures

Commerce extérieur des matières textiles

Quantité
(en tonnes)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1958	1959	1960	1961	1962	1958	1959	1960	1961	1962
Laine et poils d'origine animale	**97 825**	**123 033**	**119 261**	**139 728**	**151 963**	**32 131**	**43 087**	**44 562**	**50 714**	**58 814**
Laine en suint ou lavée de dos	69 032	82 787	80 962	97 586	104 295	1 567	2 523	4 973	6 012	6 254
Laine lavée	3 807	6 850	5 000	5 712	5 597	11 318	15 195	14 283	15 736	16 398
Poils d'autres animaux	2 876	4 718	3 518	3 457	5 005	2 472	3 792	2 707	2 789	3 519
Laine et poils cardés ou peignés	9 551	12 372	13 582	13 504	15 257	5 982	7 855	8 217	8 693	9 704
Laine d'effilochage, déchets	12 563	16 306	16 199	19 469	21 809	10 792	13 722	14 382	17 484	22 939
Coton	**92 019**	**107 667**	**127 444**	**116 615**	**106 169**	**9 552**	**13 726**	**13 561**	**14 891**	**15 932**
Jute	**80 002**	**74 382**	**67 679**	**63 658**	**105 159**	**5 028**	**6 685**	**10 269**	**8 779**	**12 659**
Lin	**126 313**	**140 873**	**141 969**	**218 353**	**203 480**	**66 738**	**76 253**	**78 164**	**98 335**	**100 506**
Lin brut	109 320	112 762	116 741	191 408	167 938	15	1	—	4	—
Lin teillé et épeigné	5 049	7 942	5 869	8 359	9 325	41 933	47 120	50 017	58 478	63 443
Etoupes et déchets	11 945	20 169	19 359	18 586	26 217	24 789	29 132	28 147	39 853	37 063
Soie et autres fibres d'origine végétale	**35 704**	**35 047**	**34 945**	**41 795**	**39 297**	**4 921**	**4 472**	**5 445**	**6 170**	**6 199**
Fibres synthétiques et artificielles	**4 934**	**6 291**	**9 567**	**12 811**	**19 095**	**10 854**	**10 110**	**8 453**	**10 093**	**12 487**
Fibres synthétiques et déchets	1 259	2 117	4 243	5 550	8 875	326	382	725	1 712	3 714
Fibres artificielles et déchets	3 675	4 174	5 324	7 261	10 220	10 528	9 728	7 728	8 381	8 773
Friperie, drilles, chiffons	**13 675**	**18 995**	**19 060**	**22 924**	**24 372**	**27 112**	**29 846**	**32 561**	**33 881**	**33 227**
Total matières textiles	**450 476**	**506 288**	**519 925**	**615 884**	**649 535**	**156 336**	**184 179**	**193 015**	**222 863**	**239 824**

(a) *Composition du tableau :* voir note (a) page 88

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Commerce extérieur des produits textiles

Valeur

(en millions de francs)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1958	1959	1960	1961	1962	1958	1959	1960	1961	1962
Filés	**1 268**	**1 741**	**2 111**	**2 696**	**3 033**	**4 673**	**5 405**	**6 589**	**6 652**	**7 515**
— en laine et poils	393	581	640	775	981	2 193	2 928	3 414	3 312	3 939
— en coton	358	389	463	669	536	1 198	1 194	1 390	1 413	1 381
— en lin	65	111	107	100	152	222	242	293	330	315
— en soie	31	31	39	37	53	11	12	13	15	18
— en jute	6	12	12	16	17	315	353	428	478	491
— en fibres synthétiques	274	353	500	712	794	160	229	457	556	750
— en fibres artificielles	122	239	318	343	466	573	445	588	541	596
— en autres fils n. d. a.	19	25	32	44	34	1	2	6	7	25
Tissus du type standard	**2 937**	**3 451**	**3 878**	**4 130**	**4 201**	**5 647**	**6 373**	**7 481**	**8 358**	**9 516**
— en laine et poils	854	1 013	1 179	1 229	1 071	1 864	2 134	2 411	2 707	2 805
— en coton	936	1 187	1 322	1 127	1 062	2 062	2 220	2 915	3 023	3 164
dont : écrus non mercerisés	(77)	(160)	(206)	(163)	(198)	(393)	(325)	(463)	(439)	(423)
mercerisés, blanchis, teints, imprimés, etc.	(859)	(1 027)	(1 116)	(964)	(864)	(1 669)	(1 895)	(2 452)	(2 584)	(2 741)
— en lin, chanvre et ramie	15	14	16	16	15	434	456	489	467	569
— en soie	96	127	155	143	134	5	12	9	9	6
— en jute	2	11	24	157	100	239	308	352	312	394
— en fibres synthétiques	1 023	1 094	1 170	572	862	1 041	1 242	1 303	494	985
— en fibres artificielles				874	935				1 342	1 530
— autres tissus n. d. a.	11	5	12	12	22	2	1	2	4	63
Autres produits textiles	**2 869**	**3 224**	**3 707**	**4 403**	**4 807**	**6 190**	**6 564**	**7 645**	**8 609**	**9 886**
Etoffes de bonneterie, non élastique, ni caoutchoutée, en pièces	118	143	144	208	327	200	179	228	317	460
Vêtements de dessus pour hommes et garçonnets, autres que de bonetterie	287	299	344	443	437	393	376	500	647	680
Vêtements de dessus pour femmes, fillettes et jeunes enfants, autres que										

Linge de corps, autres qu'en bonnetterie	151	125	139	125	139	93	95	145	221	218
Accessoires du vêtement, autres qu'en bonneterie	212	218	258	286	311	218	243	247	247	252
Vêtements et accessoires du vêtement en bonneterie	549	690	720	906	1 049	1 008	1 043	1 265	1 452	1 660
Cloches pour chapeaux, chapeaux et feutres de coiffures	44	48	66	69	66	78	69	111	151	162
Couverture et couvre-pieds	42	41	35	45	58	230	224	242	277	332
— de laine	(6)	(7)	(8)	(11)	(15)	(110)	(103)	(105)	(176)	(205)
— de coton	(1)	(3)	(2)	(2)	(2)	(79)	(62)	(59)	(34)	(54)
— d'autres	(35)	(31)	(25)	(32)	(41)	(41)	(59)	(78)	(67)	(73)
Couvre-parquets, tapis, tapisseries	157	183	203	236	258	2 329	2 678	2 793	2 687	3 226
dont : tapis en laine ou poils fins	(101)	(117)	(134)	(155)	(157)	(1 263)	(1 581)	(1 598)	(1 691)	(2 078)
tapis en autres matières textiles	(36)	(43)	(33)	(35)	(39)	(997)	(993)	(1 058)	(850)	(884)
autres	(20)	(23)	(36)	(46)	(62)	(69)	(104)	(137)	(146)	(264)
Linoleum et couvre-parquets similaires	121	119	144	176	199	40	51	61	71	79
Linge de lit, de table, etc., rideaux, articles d'ameublement	59	66	89	80	75	326	363	432	484	550
Tulles, dentelles, broderie, rubans, articles de passementerie	211	232	282	294	329	83	95	107	121	14
Articles en corde et ficelle	20	20	30	39	39	340	335	314	451	479
Sacs, sachets d'emballage, bâches, tentes, stores d'extérieur	175	197	250	276	268	386	267	341	474	392
Ouates, mêches et articles en textile pour usages techniques	78	86	133	179	186	95	100	200	218	230
Tissus et feutres caoutchoutés ou imprégnés	190	218	235	313	322	51	57	95	103	112
Autres articles en textile	97	116	160	147	167	94	113	172	192	240
Total produits textiles	7 074	8 416	9 696	11 229	12 041	16 510	18 342	21 715	23 619	26 917

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) *Composition du tableau pour 1962.* — Filés : C.T.C.I. 651 — 651.8; en laine... : C.T.C.I. 651.21 + 651.22 + 651.23 + 651.24 + 651.25; en coton : C.T.C.I. 651.3 + 651.41 + 651.42; en lin : C.T.C.I. 651.51 + 651.52 + 651.53; en soie : C.T.C.I. 651.11 + 651.12 + 651.13 + 651.14 + 651.15; en jute : C.T.C.I. 651.92; en fibres synthétiques : C.T.C.I. 651.61 + 651.62 +651.63 + 651.64 + 651.65; en fibres artificielles : C.T.C.I. 651.71 + 651.72 +651.73 + 651.74 + 651.75; en autres... : C.T.C.I. 651.91 + 651.93 + 651.94; tissus du type standard : C.T.C.I. 652 + 653 — 653.7 — 653.8; en laine : 653.21 + 653.22; en coton : C.T.C.I. 652; écrus... : C.T.C.I. 652.11 + 652.12 + 652.13; mercerisés... : C.T.C.I. 652.21 + 652.22 + 652.23 + 652.29, en lin... : C.T.C.I. 653.31 + 653.32; en soie : C.T.C.I. 653.11 + 653.12 + 653.13; en jute : C.T.C.I 653.4; en fibres synthétiques : C.T.C.I. 653.51 + 653.52 + 653.53; en fibres articielles : C.T.C.I. 653.61 + 653.62 + 653.63; autres... : C.T.C.I. 653.91 + 653.92 + 653.93 + 653.94 + 653.95 + 653.96; étoffes... : C.T.C.I. 653.7; vêtements de dessus pour hommes.. : C.T.C.I. 841.11; vêtements de dessus pour femmes... : C.T.C.I. 841.12; linge de corps : C.T.C.I. 841.13 + 841.14; accessoires... : C.T.C.I. 841.21 + 841.22 + 841.23 + 841.24 + 841.25 + 841.26 + 841.29; vêtements et accessoires... : C.T.C.I. 841.41 + 841.42 + 841.43 + 841.44 + 841.45; cloches... : C.T.C.I. 655.71 + 655.72 + 841.51 + 841.53 + 841.54 + 841.59; couvertures... : C.T.C.I. 656.6; de laine : C.T.C.I. 656.61; de coton : C.T.C.I. 656.62; autres : C.T.C.I. 656.69; couvre-parquets... : C.T.C.I. 657.51 + 657.52 + 657.6 + 657.7 + 657.8; tapis en laine... : C.T.C.I. 657.51 + T.D. 5802.00 + 5802.10; tapis en autres... : C.T.C.I. 657.52 + T.D. 5802.20 + 5802.30 + 5802.40; autres : C.T.C.I. 657.6 + 657.7 + 657.8 — T.D. 5802.00 — 5802.10 — 5802.20 — 5802.30 — 5802.40; linoleum... : C.T.C.I. 657.41 + 657.42; linge de lit... : C.T.C.I. 656.91; tulles... : C.T.C.I. 654; articles en corde... : C.T.C.I. 655.61 + 655.62 + 655.63; sacs... : C.T.C.I. 656.1 + 656.2; ouates... : C.T.C.I. 655.81 + 655.82 + 655.83 + 655.91 + 655.92; tissus... : C.T.C.I. 655.41 + 655.42 + 655.43 + 655.44 + 655.45 + 655.46; autres... : C.T.C.I. 655.1 + 655.5 + 656.92 + T.D. 4202.90. — Données correspondantes pour les années antérieures.

Commerce extérieur des produits textiles

Quantité
(en tonnes)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1958	1959	1960	1961	1962	1958	1959	1960	1961	1962
Filés	**13 311**	**20 328**	**23 377**	**28 953**	**32 004**	**57 487**	**67 066**	**77 365**	**75 129**	**84 865**
— en laine et poils	2 506	3 776	4 033	4 980	6 901	11 531	16 331	18 392	18 966	22 703
— en coton	5 461	6 919	8 478	11 969	10 328	16 735	18 782	20 810	20 456	20 589
— en lin	892	1 953	1 862	1 602	2 367	4 421	5 291	6 130	7 196	6 650
— en soie	37	41	52	58	75	11	14	16	23	33
— en jute	316	766	645	668	812	16 120	18 810	21 281	18 461	22 076
— en fibres synthétiques	1 917	2 646	2 214	3 343	4 060	803	1 223	1 981	2 244	3 146
— en fibres artificielles	1 383	3 126	4 921	4 936	6 379	7 849	6 497	8 538	7 519	8 740
— en autres fils n. d. a.	799	1 101	1 172	1 397	1 082	17	118	217	264	928
Tissus du type standard	**16 830**	**20 808**	**22 710**	**27 219**	**25 394**	**49 212**	**58 752**	**65 656**	**64 983**	**74 676**
— en laine et poils	3 495	4 248	4 676	5 002	4 300	8 243	10 122	11 183	12 462	13 915
— en coton	6 077	8 782	9 573	7 833	8 013	19 280	21 837	27 423	26 620	27 691
dont : écrus non mercerisés	(852)	(2 076)	(2 685)	(2 024)	(2 629)	(4 748)	(4 444)	(6 029)	(5 293)	(5 380)
mercerisés, blanchis, teints, imprimés, etc.	(5 225)	(6 706)	(6 888)	(5 809)	(5 384)	(14 532)	(17 393)	(21 394)	(21 327)	(22 311)
— en lin, chanvre et ramie	97	76	92	80	86	4 212	4 687	5 153	5 008	5 910
— en soie	61	84	98	97	86	5	20	8	11	5
— en jute	95	592	1 216	6 684	4 452	9 641	12 169	12 601	9 402	12 762
— en fibres synthétiques	6 959	6 994	6 943	2 108	2 466	7 811	9 934	9 266	2 024	3 022
— en fibres artificielles				5 353	5 906				9 385	11 079
	31 019	35 525	39 113	39 249	43 624	88 952	96 589	84 265	102 416	108 916

Articles de bonneterie, non élastique, ni caoutchoutée, en pièces	464	557	596	747	1 119	641	563	760	1 073	1 509
Vêtements de dessus pour hommes et garçonnets, autres que de bonnetterie.	813	995	852	885	885	2 445	2 853	2 505	2 774	2 622
Vêtements de dessus pour femmes, fillettes et jeunes enfants, autres que de bonnetterie	710	889	891	955	1083	680	947	917	985	1 354
Linge de corps	557	482	447	438	426	489	430	506	737	1 005
Accessoires du vêtement, autres qu'en bonneterie	309	327	411	429	492	499	547	604	622	616
Vêtements et accessoires du vêtement en bonneterie	1 051	1 273	1 385	1 695	1 973	2 072	2 245	2 747	2 913	3 364
Cloches pour chapeaux, chapeaux et feutres de coiffures	128	112	131	140	116	217	224	248	293	284
Couvertures et couvre-pieds	511	600	553	548	585	4 182	3 562	3 527	3 307	3 652
— de laine	(34)	(45)	(45)	(81)	(95)	(1 044)	(640)	(553)	(1 281)	(1 401)
— de coton	(15)	(74)	(24)	(21)	(15)	(2 463)	(1 907)	(1 706)	(810)	(1 491)
— d'autres	(462)	(481)	(484)	(446)	(475)	(675)	(1 015)	(1 268)	(1 216)	(760)
Couvre-parquets, tapis, tapisseries	2 016	2 532	2 576	3 556	4 337	28 612	33 647	35 077	31 711	37 058
dont : tapis en laine ou poils fins	(568)	(688)	(734)	(953)	(915)	(10 528)	(13 978)	(13 740)	(14 397)	(16 781)
tapis en autres matières textiles.	(392)	(467)	(404)	(418)	(447)	(15 923)	(16 545)	(17 953)	(14 169)	(14 863)
autres	(1 056)	(1 377)	(1 438)	(2 185)	(2 975)	(2 161)	(3 124)	(3 384)	(3 145)	(5 414)
Linoleum et couvre-parquets similaires	7 237	7 129	7 984	8 741	9 557	3 728	5 209	6 413	7 888	6 388
Linge de lit, de table, etc., rideaux, articles d'ameublement	326	504	597	484	421	2 533	3 207	3 465	3 613	4 175
Tulles, dentelles, broderie, rubans, articles de passementerie	363	457	636	629	682	398	472	546	544	64
Articles en corde et ficelle	312	369	477	634	842	20 962	19 664	15 643	22 521	24 862
Sacs, sachets d'emballage, bâches, tentes, stores d'extérieur	12 619	15 179	16 125	13 315	14 678	17 765	13 527	15 691	17 192	14 671
Ouates, mêches et articles en textile pour usages techniques	572	654	1 066	1 212	1 221	1 807	1 477	2 017	2 114	2 215
Tissus et feutres caoutchoutés ou imprégnés	2 278	2 507	2 734	3 331	3 480	744	777	1 330	1 316	1 721
Autres articles en textile	753	959	1 652	1 510	1 727	1 178	1 538	2 259	2 813	3 356
Total produits textiles	**61 160**	**76 661**	**85 200**	**95 421**	**101 022**	**195 651**	**216 737**	**237 276**	**242 528**	**268 457**

(a) *Composition du tableau :* voir note (a) page 91.

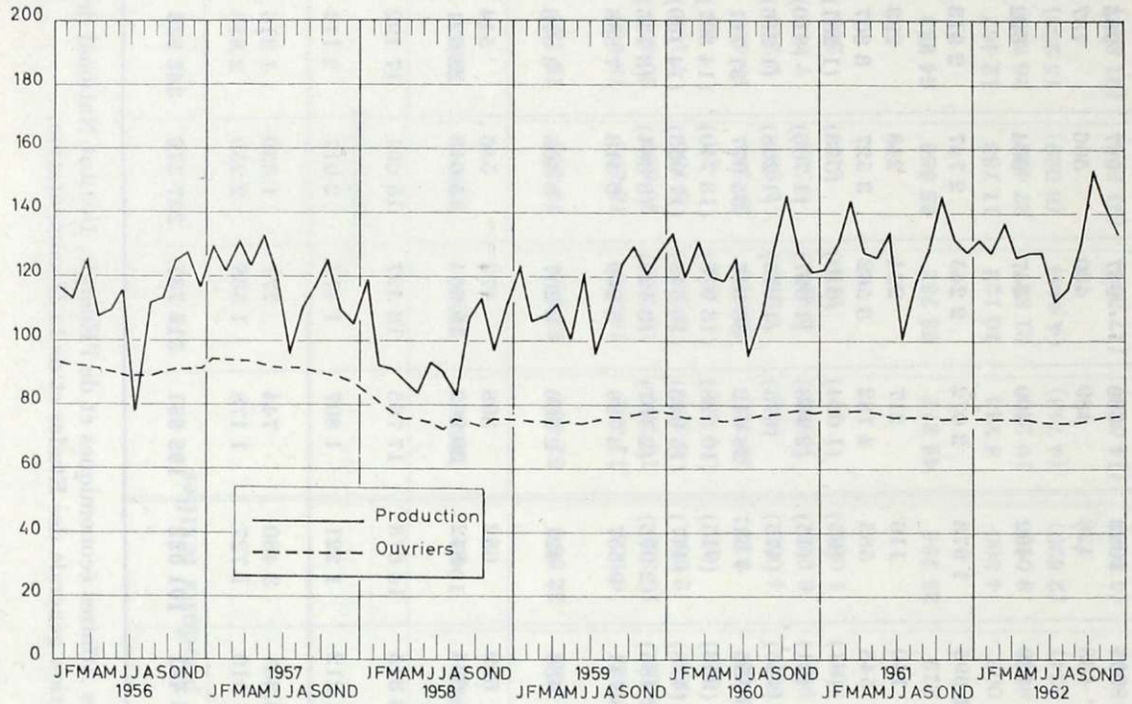
Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Industrie textile

Filatures

Production et personnel occupé

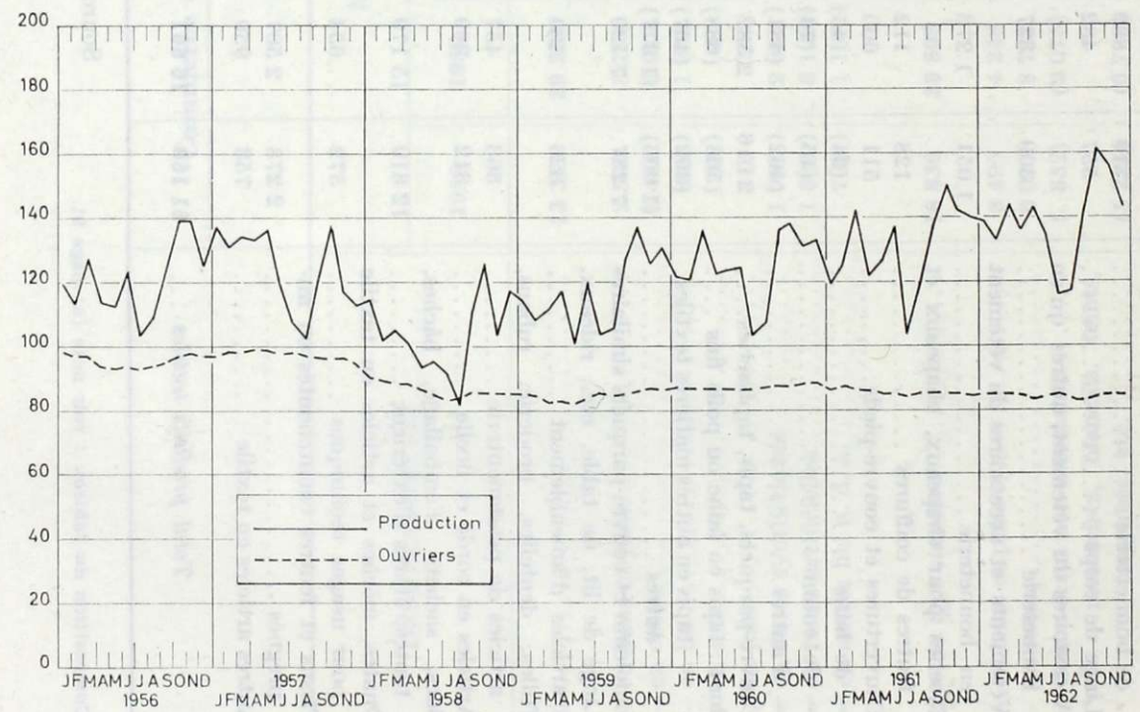
(1953 = 100)



Tissages

Production et personnel occupé

(1953 = 100)

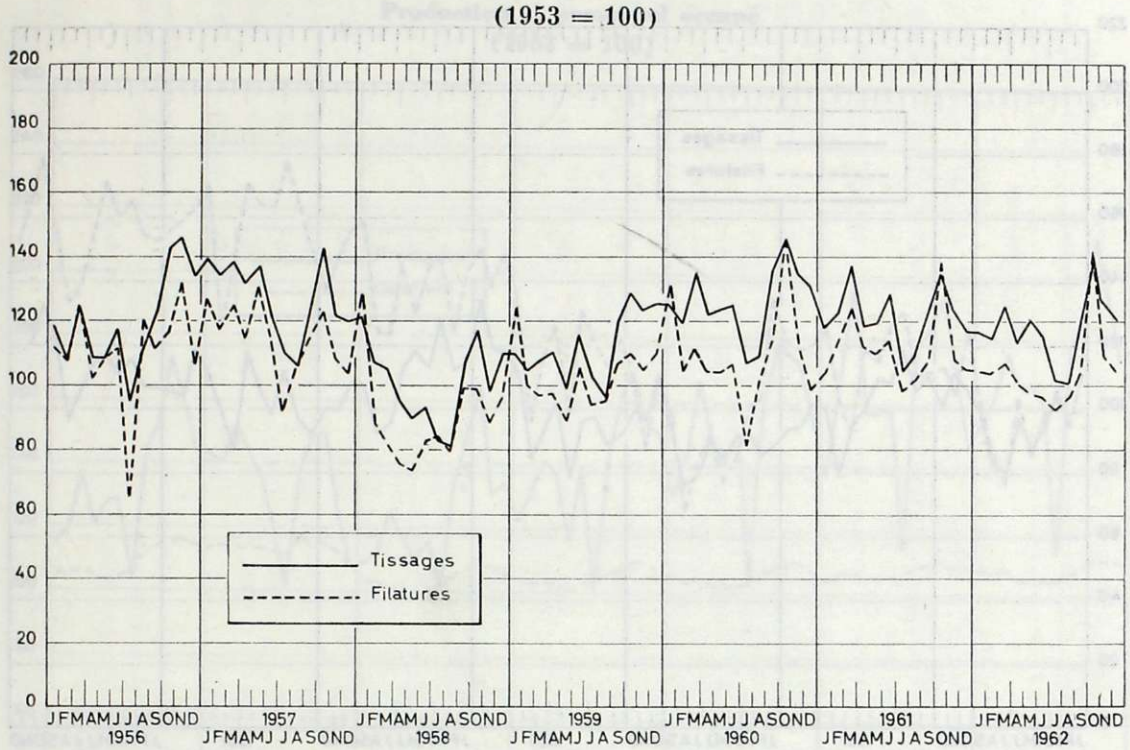


Source : Institut National de Statistique.

Production textile

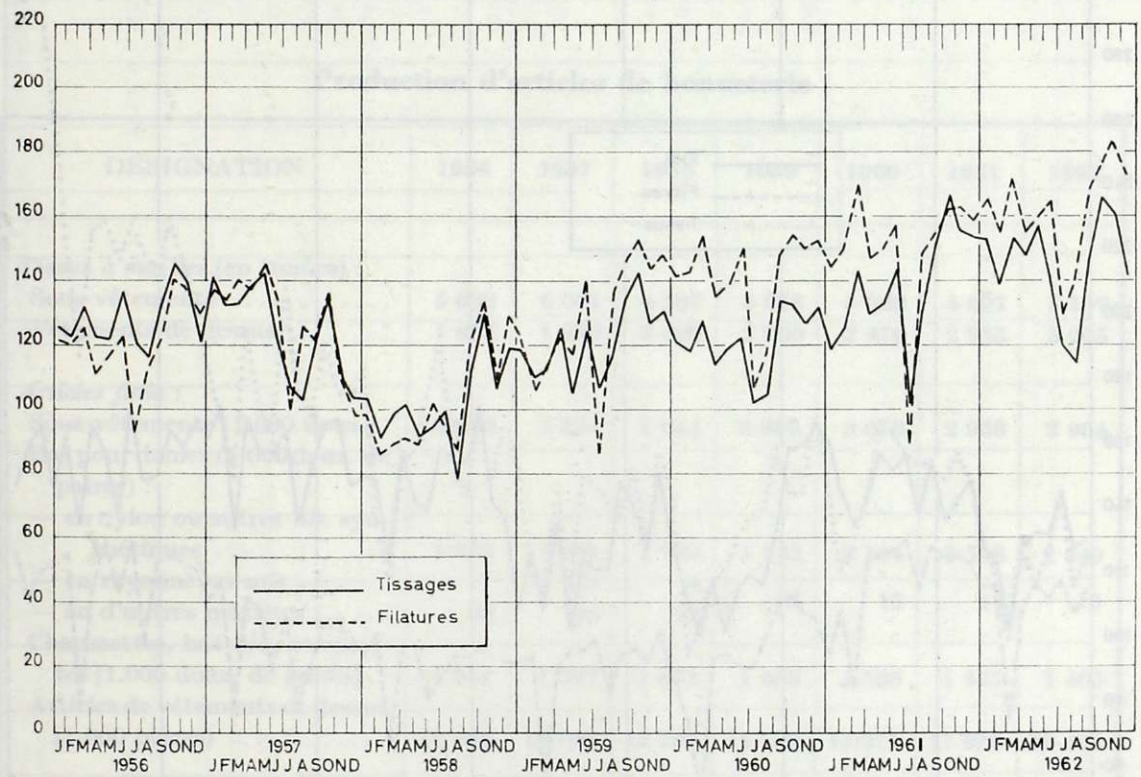
Coton

(1953 = 100)



Laine

(1953 = 100)

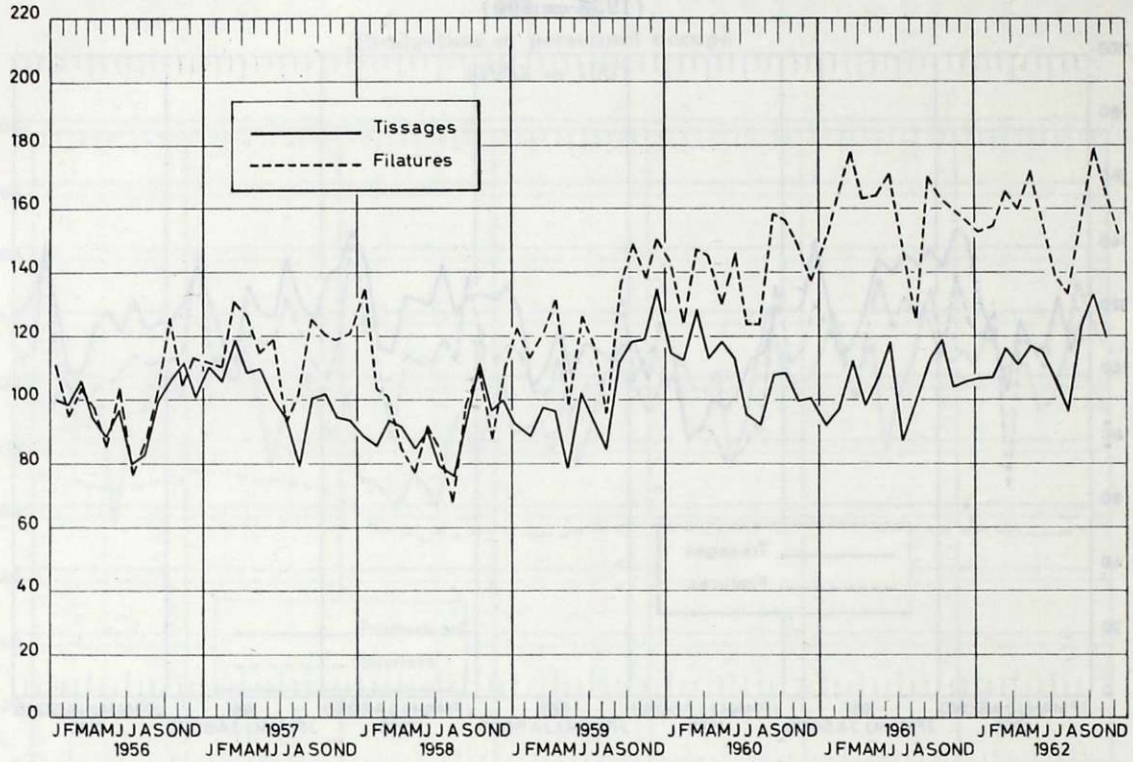


Source : Institut National de Statistique.

Production textile

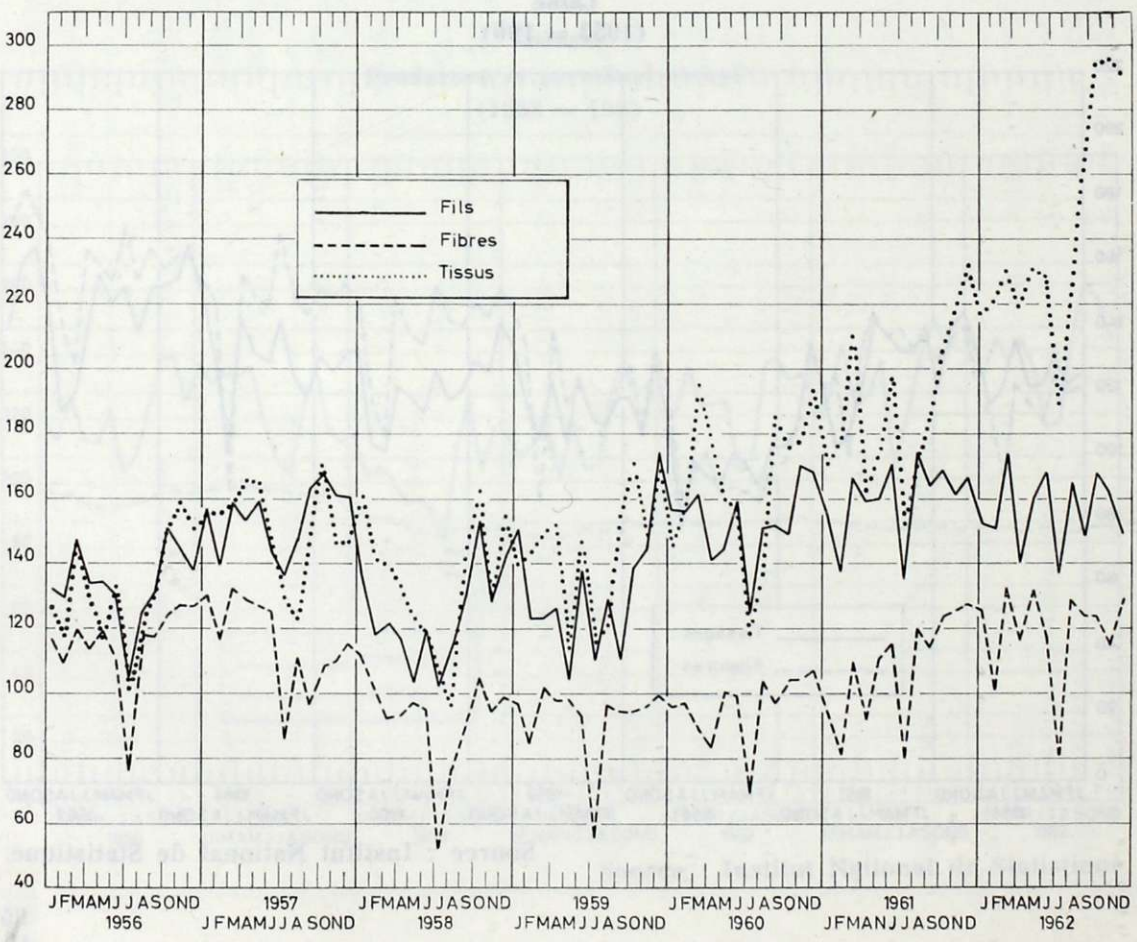
Lin

(1953 = 100)



Rayonne

(1953 = 100)

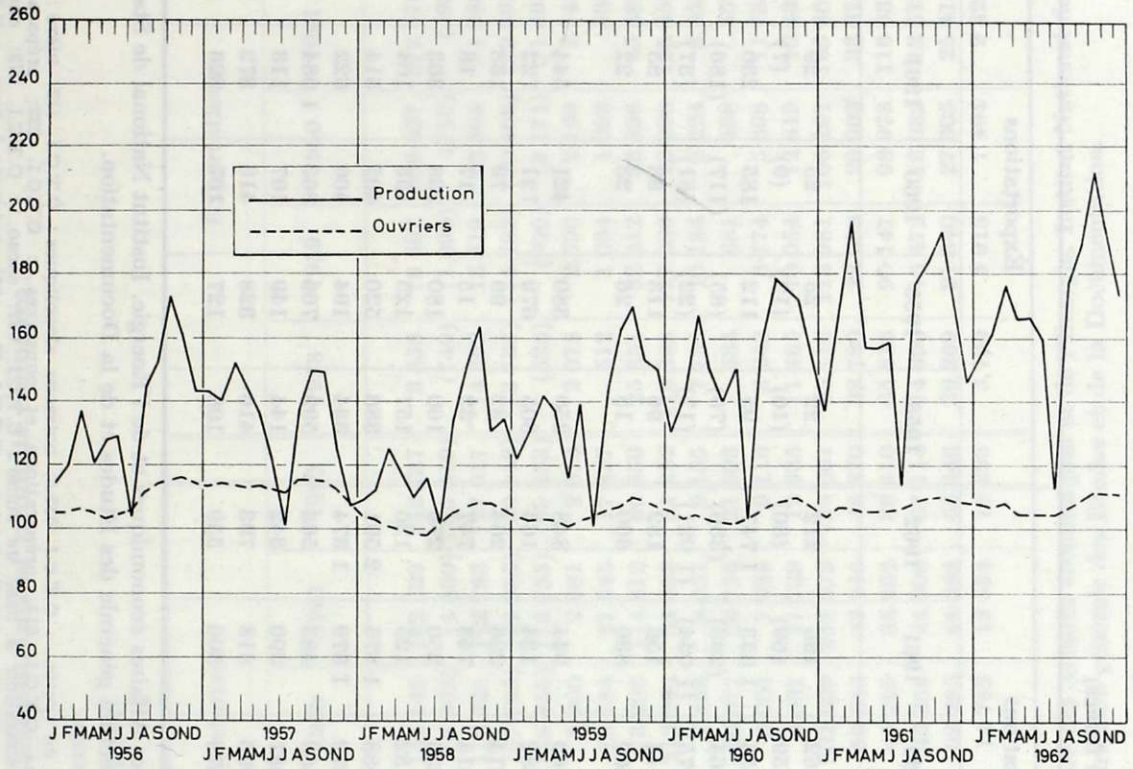


Source : Institut National de Statistique.

Bonneterie

Production et personnel occupé

(1953 = 100)



Source : Institut National de Statistique.

Production d'articles de bonneterie

DÉSIGNATION	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
Tissus à mailles (en tonnes) :							
Sous-vêtements	5 622	6 081	4 587	4 978	5 042	4 697	5 107
Vêtements de dessus	1 895	1 996	2 200	2 260	2 470	2 953	3 265
Articles finis :							
Sous-vêtements (1.000 douz.).	3 019	3 321	2 614	2 899	3 076	2 936	2 964
Bas pour dames (1.000 douz. de paires) :							
— en nylon ou autres fils synthétiques	1 976	1 861	1 739	1 745	2 184	2 598	2 449
— en rayonne ou soie	7	22	4	18	13	14	15
— en d'autres matières	36	26	13				
Chaussettes, bas 3/4, socquettes (1.000 douz. de paires) .	1 561	1 597	1 371	1 439	1 536	1 457	1 405
Articles de vêtements de dessus (1.000 pièces)	12 966	12 098	12 791	14 759	15 979	17 679	19 405

Source : Institut National de Statistique.

Commerce extérieur des denrées alimentaires et produits connexes

Valeur
(en millions de francs)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1958	1959	1960	1961	1962	1958	1959	1960	1961	1962
Boissons non alcooliques	113	126	162	195	212	22	25	25	29	36
dont : jus de fruits ou de légumes	(49)	(53)	(59)	(69)	(80)	(10)	(12)	(9)	(7)	(5)
Boissons alcooliques	1 308	1 309	1 556	1 653	1 747	95	112	185	230	387
dont : bière	(243)	(247)	(264)	(283)	(336)	(75)	(85)	(117)	(186)	(280)
vins	(876)	(860)	(975)	(1 054)	(1 021)	(17)	(22)	(61)	(37)	(98)
Préparations et conserves de viande	129	96	144	156	132	96	113	93	95	105
Préparations et conserves de poissons crustacés	568	633	669	830	660	18	26	23	22	25
Préparations et conserves de fruits et de légumes	836	859	760	944	848	350	380	421	544	779
Sucre et miel	317	383	682	134	164	805	679	721	722	499
Préparation à base de sucre	252	260	214	236	264	82	99	79	138	189
Cacao, y compris coques, pelures et pellicules	729	756	814	743	747	32	15	17	18	18
Chocolat et préparations au cacao	219	212	235	250	279	160	180	238	363	462
Margarine et graisses alimentaires	109	104	82	125	126	157	125	153	104	167
Aliments pour animaux	1 404	1 942	1 988	1 875	2 591	386	520	405	514	643
Produits laitiers	1 482	1 811	1 472	1 379	1 374	334	194	460	622	661
Produits à base de céréales, de farines, de fécules	561	527	488	485	563	599	766	863	1 084	1 283
Huiles et graisses d'origine animale	343	379	387	390	342	144	149	107	113	81
Huiles d'origine végétale	971	973	1 206	818	793	416	328	413	372	398
Extraits de café et autres produits préparés n.d.a.	195	235	475	506	559	108	127	167	226	289

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) *Composition du tableau pour 1962.* — Boissons non... : C.T.C.I. 053.5 + 511;jus de fruits... : C.T.C.I. 053.5; boissons alcooliques : C.T.C.I. 112; bière : C.T.C.I 112.3; vins : C.T.C.I. 112.11 + 112.12 + 112,13; préparations et conserves de viande : C.T.C.I. 013; préparations et conserves... : C.T.C.I. 032; préparations et conserves de fruits... : C.T.C.I. 053 — 053.5 + 055; sucre et miel : C.T.C.I. 061; préparation à base de sucre : C.T.C.I. 062; cacao... : C.T.C.I. 072; chocolat... : C.T.C.I. 073; margarine.. : C.T.C.I. 091; aliments... : C.T.C.I. 08 — 081.11 — 081.12 — 081.19; produits laitiers : C.T.C.I. 02 — 025; produits à base... : C.T.C.I. 046 + 047 + 048; huiles et graisses... : C.T.C.I. 411 — 411.31; huiles d'origine végétale : C.T.C.I. 42; extraits de café... : C.T.C.I. 071.3 + 099. — Données correspondantes pour les années antérieures.

Commerce extérieur des denrées alimentaires et produits connexes

Quantité

(en tonnes)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1958	1959	1960	1961	1962	1958	1959	1960	1961	1962
Boissons non alcooliques	96 700	202 549	148 146	162 339	242 737	3 858	76 697	309 857	572 676	461 454
dont : jus de fruits ou de légumes	(3 122)	(3 161)	(3 963)	(4 430)	(5 319)	(749)	(1 090)	(710)	(598)	(320)
Boissons alcooliques	96 032	99 933	112 625	112 783	127 017	14 362	15 519	23 804	31 280	45 172
dont : bière	(33 839)	(34 999)	(37 788)	(42 985)	(50 146)	(13 733)	(14 492)	(20 462)	(29 595)	(40 576)
vins	(58 750)	(61 268)	(68 855)	(73 755)	(69 453)	(526)	(900)	(3 171)	(1 493)	(4 296)
Préparations et conserves de viande	2 133	1 952	2 900	2 681	2 613	2 078	2 590	2 169	2 145	2 365
Préparations et conserves de poissons crustacés	17 675	19 111	18 784	21 645	17 827	512	1 034	1 092	835	682
Préparations et conserves de fruits et de légumes	46 688	63 282	73 206	114 812	69 850	25 351	32 212	36 898	45 489	64 683
Sucre et miel	71 227	122 789	213 280	64 053	81 252	118 868	127 086	123 998	125 858	88 871
Préparation à base de sucre	8 844	9 623	7 496	8 051	9 155	7 735	10 184	5 224	8 946	11 222
Cacao, y compris coques, pelures et pellicules	11 750	15 018	20 077	20 756	21 603	634	381	408	552	490
Chocolat et préparations au cacao	4 996	5 230	6 004	7 088	9 116	3 243	3 774	5 698	11 735	12 127
Margarine et graisses alimentaires	9 063	9 999	8 031	11 739	12 935	11 465	10 054	12 819	10 438	14 068
Aliments pour animaux	545 613	599 389	652 639	657 572	753 661	95 116	113 981	106 191	135 866	145 348
Produits laitiers	55 254	63 427	53 385	42 246	46 870	32 780	28 299	26 906	33 674	34 106
Produits à base de céréales, de farines, de fécules	93 528	67 452	44 799	33 892	38 410	65 816	90 147	93 978	116 631	131 517
Huiles et graisses d'origine animale	33 041	40 563	45 258	44 300	37 114	14 690	16 472	13 032	12 519	8 808
Huiles d'origine végétale	75 265	75 515	92 285	64 968	65 446	26 269	21 340	27 305	25 418	27 196
Extraits de café et autres produits préparés n.d.a.	4 583	5 175	14 782	15 554	18 293	5 796	5 915	7 494	9 328	11 882

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) *Composition du tableau :* voir (a) page 98.

Activité des laiteries et fromageries

DÉSIGNATION	Unités (a)	1956	1957	1958	1959	1960	1961 (c)	1962
Réception :								
Lait	10^3 lit.	1 200 219	1 276 609	1 318 596	1 302 791	1 419 809	1 537 853	1 630 037
Crème de ferme	tonnes	52 081	54 042	56 357	55 875	60 831	64 072	64 740
Préparation pour la consommation :								
Lait de laiterie	10^3 lit.	401 476	417 873	412 485	432 493	450 518	456 484	470 486
Fabrications :								
Beurre	tonnes	46 325	48 039	50 204	46 963	51 651	55 456	55 503
Fromages :								
a) Frais	tonnes	7 706	8 430	7 678	8 689	8 680	9 441	10 339
b) Autres (b)	tonnes	5 642	5 964	6 337	7 490	9 121	12 320	15 571
Poudre de lait	tonnes	19 103	25 461	30 142	28 321	40 985	49 208	54 692
Lait concentré	tonnes	18 468	24 269	16 245	22 974	23 087	21 815	25 030
Glace de consommation	10^3 lit.	4 863	5 329	7 353	11 026	10 619	15 119	14 444
Yoghourt	10^3 lit.	7 323	8 198	8 447	9 553	9 434	10 981	12 524
Aliments diététiques et spéciaux	tonnes	12 283	14 238	14 080	16 146	16 686	19 668	20 829

(a) Toutes teneurs d'eau ou de graisse.
(b) Non compris le fromage de Herve et le fromage fondu
(c) Données corrigées.

Source : Institut National de Statistique.

Activité dans quelques branches de l'industrie alimentaire

DÉSIGNATION	Unité	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
Production de farine	10^3t	796,8	758,5	781,5	790,9	799,9	763,2	780,5
Matières premières déclarées par les brasseries (a)	10^3t	157,5	165,8	164,7	172,8	170,8	177,4	175,9
Production d'alcool (alcool à 50°, temp. 15°C)	10^6lit.	26,4	22,9	21,7	20,9	22,4	24,8	28,2
Production de sucre :								
a) sucre brut	10^3t	309,6	360,6	490,6	210,9	482,8	428,6	330,0
b) quantités obtenues par transformation dans les raffineries	10^3t	194,1	184,3	196,9	178,7	200,5	197,3	197,8
Production de margarine (apte à la consommation)	10^3t	92,4	95,3	101,2	107,4	114,6	115,0	117,3
Production des huiles végétales et animales :								
a) huile de lin brute	10^3t	15,3	20,0	8,8	10,7	10,6	14,4	11,4
b) autres huiles brutes	10^3t	69,6	64,2	72,8	78,6	71,0	91,1	92,3
c) huiles raffinées ou autrement transformées	10^3t	146,0	136,4	137,2	144,9	152,4	154,6	168,3
d) tourteaux et schroots ...	10^3t	111,5	104,1	109,6	141,8	148,2	161,7	178,6
Production de confitures, fruits confits, etc.	10^3t	22,2	21,9	24,9	21,2	25,4	29,5	32,1

Source : Institut National de Statistique.

(a) Y compris le Grand-Duché de Luxembourg.

Importations et exportations de diamants

Moyennes mensuelles

(en millions de francs)

ANNÉE	Importations		Exportations	
	Diamants bruts	Diamants de joaillerie taillés	Diamants bruts	Diamants de joaillerie taillés
1954	220,0	35,7	33,8	267,2
1955	288,6	59,6	48,1	337,2
1956	355,2	68,2	73,4	376,4
1957	376,6	88,4	62,6	353,7
1958	300,2	66,4	57,7	335,3
1959	430,9	106,8	80,3	419,8
1960	428,1	177,1	65,9	420,2
1961	401,6	163,3	61,4	459,3
1962	403,4	165,2	48,9	549,3

Source : Diamond Office (Anvers).

Commerce extérieur de peaux, cuirs et articles en cuir

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1958	1959	1960	1961	1962	1958	1959	1960	1961	1962
	VALEUR (en millions de francs)									
Peaux brutes	405	569	603	685	807	276	345	339	400	474
Pelleteries brutes	276	351	378	441	432	46	66	54	65	77
Fourrures apprêtées, tannées ou ouvrées	239	223	221	212	239	64	88	88	124	146
Cuirs et peaux préparés	495	674	766	892	785	422	529	463	556	574
Chaussures entièrement ou principalement en cuir	376	474	542	633	670	216	331	426	514	577
Chaussures en caoutchouc ou en matière plastique	65	69	86	109	116	9	3	17	35	35
Chaussures ou parties n.d.a.	160	186	208	217	232	54	75	82	124	172
Vêtements et accessoires en cuir	62	61	68	73	73	145	182	209	339	283
Autres articles manufacturés en cuir	132	128	133	144	141	76	86	81	80	91
	QUANTITÉ (en tonnes)									
Peaux brutes	14 986	18 573	18 862	25 730	32 806	19 506	20 951	20 104	22 429	25 680
Pelleteries brutes	4 287	4 959	4 685	5 340	5 893	599	984	758	903	931
Fourrures apprêtées, tannées ou ouvrées	215	207	260	270	267	187	346	344	513	576
Cuirs et peaux préparés	3 643	4 523	4 380	5 008	4 689	1 680	1 966	1 929	2 564	3 051
Chaussures entièrement ou principalement en cuir	1 507	1 884	2 104	2 362	2 520	736	1 149	1 307	1 684	1 822
Chaussures en caoutchouc ou en matière plastique	1 285	1 328	1 520	1 880	1 986	52	45	205	456	479
Chaussures ou parties n.d.a.	1 951	2 302	2 456	2 533	2 463	947	1 148	1 070	1 665	2 541
Vêtements et accessoires en cuir	77	70	82	82	71	190	230	199	301	253
Autres articles manufacturés en cuir	409	368	381	473	443	220	234	203	203	228

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) *Composition du tableau pour 1962.* — Peaux brutes : C.T.C.I. 211; pelleteries brutes : C.T.C.I. 212; fourrures... : C.T.C.I. 613 + 842; cuirs et peaux préparés : C.T.C.I. 611 — T D. 4102.20 — 4102.25; chaussures entièrement... : T. D. 6402.00 + 6402.20 + 6402.30 + 6402.35 + 6402.40 + 6402.45 + 6402.50 + 6402.55; chaussures en caoutchouc... : T. D. 6401.00 + 6401.10 + 6401.20; chaussures ou parties n. d. a. : C.T.C.I. 351 + 612.3 — T. D. 6401.00 — 6401.10 — 6401.20 — 6402.00 — 6402.20 — 6402.30 — 6402.35 — 6402.40 — 6402.45 — 6402.50 — 6402.55 — 6406.00; vêtements... : C.T.C.I. 841.3 + T. D. 6506.20; autres articles... : C.T.C.I. 612.1 + 612.2 + 612.9 + T. D. 4102.25 + 4202.30 + 4202.50 + 4202.70. — Données correspondantes pour les années antérieures.

Production de cuirs finis et de chaussures

ANNÉE	Cuirs lourds (en tonnes)			Cuirs légers (en milliers de pieds carrés)	Chaussures (en milliers de paires)	
	Cuirs à semelles	Cuirs techniques	Total		Tout cuir	Autres
1954	4 664	1 220	5 884	34 156	7 973	2 360
1955	4 142	1 295	5 437	38 423	8 324	2 533
1956	3 165	1 204	4 369	44 676	9 054	2 790
1957	2 897	1 415	4 312	44 421	9 264	2 853
1958	2 318	1 161	3 479	38 575	9 700	2 574
1959	2 023	838	2 861	44 756	10 866	2 892
1960	1 276	809	2 085	41 028	11 132	3 269
1961	1 675	937	2 612	46 152	11 544	3 415
1962	1 702	952	2 654	48 498	12 354	3 409

Source : Institut National de Statistique.

Industrie du tabac

Quantités mises en œuvre

(en tonnes)

DÉSIGNATION	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
Cigares	855	994	1 019	1 069	1 165	1 260	1 239
Cigarillos	1 914	1 964	1 893	2 103	2 455	2 673	2 479
Cigarettes	11 673	13 061	13 217	13 142	13 934	14 435	15 312
Tabac à fumer	10 047	9 973	9 845	9 734	9 258	9 014	8 747
Autres tabacs.....	137	133	128	117	106	105	64
Total ...	**24 626**	**26 125**	**26 102**	**26 164**	**26 919**	**27 487**	**27 841**

Source: Institut National de Statistique.

Commerce extérieur en tabacs et tabacs manufacturés

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1958	1959	1960	1961	1962	1958	1959	1960	1961	1962
	VALEUR (en millions de francs)									
Tabacs bruts	1 126	1 172	1 259	1 316	1 236	39	56	70	95	112
Cigares	127	139	138	153	159	30	35	49	76	104
Cigarillos	28	28	32	32	43	43	51	69	87	106
Cigarettes	31	38	59	70	83	231	281	314	386	358
Tabacs à fumer	9	13	15	12	20	1	1	1	1	4
Autres produits de tabac (y compris les extraits de tabac en poudres)	3	4	13	22	30	—	—	—	—	1
	QUANTITÉ (en tonnes)									
Tabacs bruts	26 230	26 859	29 272	30 132	27 319	570	676	1 357	1 491	1 758
Cigares	375	425	428	482	493	104	122	177	257	303
Cigarillos	72	69	82	75	107	163	206	279	348	412
Cigarettes	266	360	553	666	776	2 343	2 987	3 309	3 844	3 166
Tabacs à fumer	121	215	242	175	264	13	14	8	15	50
Autres produits de tabac (y compris les extraits de tabac en poudres)	44	52	109	201	272	338	445	1	18	12

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) *Composition du tableau pour 1962.* — Tabacs bruts : C.T.C.I. 121; cigares : T. D. 2402.10; cigarillos : T. D. 2402.20; cigarettes : C.T.C.I. 122.2; tabacs à fumer : T.D. 2402.30; autres produits... : T.D. 2402.40 + 2402.50. — Données correspondantes pour les années antérieures.

Activité de l'industrie transformatrice du bois (a)

DÉSIGNATION	Nombre d'heures-ouvriers (en milliers)					Ventes (en millions de francs)				
	1958	1959	1960	1961	1962	1958	1959	1960	1961	1962
Meubles	25 262	24 204	24 523	26 050	26 093	2 537	2 528	2 840	3 217	3 497
Sièges	4 508	4 591	4 393	4 761	5 330	414	384	460	553	676
Menuiserie	4 874	4 511	5 354	5 662	6 025	608	576	835	805	926
Boissellerie	4 615	4 646	4 551	4 607	4 555	409	456	479	582	551
Cadres, moulures, raboteries	1 328	1 278	1 404	1 469	1 544	127	128	160	178	182
Liège	214	193	189	194	173	39	44	43	50	54
Vannerie et rotin	634	606	637	746	607	49	52	60	70	72
Saboterie	301	226	182	129	113	26	23	22	16	11
Brosserie	1 315	1 439	1 306	1 139	1 187	190	182	197	211	224
Caisserie et tonnellerie	3 078	3 116	3 336	3 498	3 139	324	363	402	384	396
Parquets	978	733	772	687	680	147	125	129	107	109
Contreplaqué et panneaux comprimés	4 815	5 461	6 100	6 483	6 746	833	1 039	1 290	1 601	1 879
Total ...	**51 922**	**51 004**	**52 747**	**55 424**	**56 193**	**5 703**	**5 900**	**6 916**	**7 758**	**8 575**

(a) Entreprises occupant 5 ouvriers et plus

Source : Institut National de Statistique.

Commerce extérieur de bois, liège et autres matières utilisées pour la brosserie, la vannerie, etc., ainsi que leurs produits finis

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1958	1959	1960	1961	1962	1958	1959	1960	1961	1962
	VALEUR (en millions de francs)									
Bois ronds, bruts, ou simplement équarris (b)	474	526	635	585	590	283	358	462	432	448
Bois façonnés ou simplement travaillés	1 701	1 746	2 146	2 325	2 142	142	147	174	279	361
Bois de placage, artificiels, autres bois travaillés, n. d. a.	252	394	424	452	457	285	554	611	748	946
Articles manufacturés en bois, n. d. a.	274	256	300	324	341	81	101	115	112	179
Liège brut et déchets	14	16	16	14	11	1	1	1	1	1
Articles manufacturés en liège	59	125	151	152	131	2	2	3	5	3
Matières animales ou végétales pour la brosserie et la vannerie	86	96	117	107	117	43	43	50	50	59
Articles de vannerie et de brosserie	110	117	150	166	174	37	42	49	55	62
Meubles en bois, en bambou ou produits similaires	427	458	552	554	529	102	93	144	330	691
	QUANTITÉ (en tonnes)									
Bois ronds, bruts, ou simplement équarris (b)	314 363	362 208	381 097	333 083	345 855	172 285	211 604	262 651	284 932	290 796
Bois façonnés ou simplement travaillés	436 498	486 721	537 203	547 843	555 268	31 512	31 984	38 387	66 425	78 873
Bois de placage, artificiels, autres bois travaillés, n. d. a.	23 305	44 102	44 800	45 498	44 893	32 661	78 810	94 416	107 478	144 643
Articles manufacturés en bois, n. d. a.	13 847	13 387	14 763	14 938	16 500	4 822	6 412	7 668	4 662	8 829
Liège brut et déchets	2 142	2 356	2 214	1 812	1 448	87	153	123	137	137
Articles manufacturés en liège	3 218	3 854	5 040	5 037	4 193	100	52	93	119	50
Matières animales ou végétales pour la brosserie et la vannerie	8 920	9 251	10 277	9 044	8 857	4 169	4 003	3 381	3 116	3 678
Articles de vannerie et de brosserie	1 911	2 264	2 515	3 304	3 838	589	776	881	855	1 704
Meubles en bois, en bambou et produits similaires	8 996	10 038	12 081	11 305	10 877	1 857	1 801	2 629	6 604	13 761

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) *Composition du tableau pour 1962.* — Bois ronds... : C.T.C.I. 242 — 242.1; bois façonnés... : C.T.C.I. 243; bois de placage... : C.T.C.I. 631 + T.D. 4809.00 + 4809.10; articles... : C.T.C.I. 632 + T.D. 4413.00 + 6403.00 + 6403.10 + 9704.10; liège... : C.T.C.I. 244; articles manufacturés.. : C.T.C.I. 633; matières animales... : C.T.C.I. 291.92 + 292.3 + 292.93 + T.D. 5704.30; articles de vannerie... : C.T.C.I. 657.8 + 841.52 + 899.21 + 899.22 + 899.23 + 899.24 + 899.25 + 899.26 + 899.27 + T.D 4202.80; meubles en bois... : C.T.C.I. 821.01 — T.D. 9401.00 — 9401.10 — 9401.20 + 9403.60 + 9403.70 + 9403.80. - Données correspondantes pour les années antérieures.

Evolution de la consommation estimée d'eau dans les principales industries

(en milliers de mètres cubes)

DESTINATION OU ORIGINE	1958	1959	1960	1961	1962
	Par branche d'activité				
Mines	182 682	173 840	171 835	174 128	178 940
Coke et gaz	41 847	45 326	44 153	39 023	50 085
Electricité (a)	17 784	22 609	19 858	19 318	21 282
Sidérurgie	604 678	528 548	567 964	558 623	627 332
Chimie	293 470	323 488	308 631	292 528	281 052
Achèvement textile	20 452	17 630	18 802	19 404	18 299
Verre	16 339	18 978	19 625	41 550	19 794
Huile et margarine	15 008	15 659	15 495	14 395	14 044
Distilleries	5 941	5 772	6 667	6 951	6 582
Autres boissons	17 828	17 811	18 173	20 480	20 085
Alimentation	19 322	15 153	15 801	15 315	13 357
Papier	83 024	85 484	86 558	82 445	80 712
	D'après l'origine				
Un ou plusieurs puits	88 164	81 925	97 346	88 535	86 147
Cour d'eau ou canal (a)	1 158 256	1 117 508	1 126 640	1 122 731	1 155 800
Distribution publique	13 225	14 617	14 872	15 518	16 816
Autres origines	58 730	57 136	54 704	57 401	72 801
	D'après le bassin hydrographique (a)				
Bassin de l'Yser	643	663	694	691	721
Bassin côtier	83 725	91 868	87 944	79 739	78 117
Bassin de l'Escaut	371 505	348 472	355 368	356 190	348 330
Bassin de la Meuse	798 296	776 021	800 767	795 330	838 566
Bassin du Rhin	64 206	54 155	48 784	52 209	65 821
Bassin de l'Oise	—	7	5	26	8
Total	**1 318 375**	**1 271 186**	**1 293 562**	**1 284 185**	**1 331 563**

Source : Institut National de Statistique.

(a) Non compris l'eau qui sert à actionner les turbines dans les centrales électriques.

Evolution de la consommation estimée d'eau dans les principales industries (a)

Répartition par arrondissement administratif

(en milliers de mètres cubes)

ARRONDISSEMENT	1958	1959	1960	1961	1962
Anvers	11 527	13 636	13 523	12 510	11 689
Malines	27 889	27 472	26 649	26 068	26 634
Turnhout	7 293	7 687	7 289	8 044	8 977
Bruxelles	54 645	67 332	71 999	69 564	67 162
Louvain	15 020	14 944	15 738	15 765	14 780
Nivelles	32 877	31 086	32 525	32 696	32 507
Bruges	5 768	5 359	6 185	6 097	5 948
Dixmude	37	37	37	39	42
Ypres	81	92	103	81	76
Courtrai	8 333	3 865	4 048	4 216	4 358
Ostende	78 067	86 624	81 882	73 764	72 311
Roulers	7 899	8 474	8 210	7 411	7 632
Tielt	174	137	206	210	223
Furnes	127	171	212	190	205
Alost	24 839	22 599	23 348	23 609	23 413
Termonde	4 046	4 325	3 944	3 801	3 296
Eeklo	2 103	2 520	2 923	3 163	2 898
Gand	55 684	64 582	67 848	69 389	65 647
Audenarde	1 971	2 262	2 671	2 748	2 874
Saint-Nicolas	990	892	1 118	1 206	1 138
Ath	1 802	1 476	1 767	1 795	1 577
Charleroi	308 182	312 061	248 393	241 763	266 079
Mons	39 923	37 209	35 836	34 682	34 498
Soignies	8 992	11 135	6 310	8 158	5 694
Thuin	2 072	1 363	1 557	1 240	987
Tournai	2 619	2 247	2 713	2 770	2 668
Huy	3 236	2 019	1 788	1 691	1 754
Liège	389 633	310 343	395 444	394 147	409 351
Verviers	14 630	12 674	11 973	10 374	11 337
Waremme	3 150	3 259	2 938	2 534	2 400
Hasselt	21 739	21 811	23 488	25 779	27 837
Maaseik	4 188	3 637	3 868	3 925	2 658
Tongres	107 233	107 246	109 722	114 071	114 076
Arlon	49 343	50 202	48 786	52 211	65 821
Bastogne	—	—	—	—	—
Marche-en-Famenne	1	1	1	3	1
Neufchâteau	654	1 543	2 358	1 249	7 353
Virton	908	2 827	542	929	705
Dinant	100	97	118	151	163
Namur	20 546	26 801	25 453	26 086	24 719
Philippeville	51	50	49	56	74
Le Royaume	**1 318 375**	**1 271 186**	**1 293 562**	**1 284 185**	**1 331 563**

Source : Institut National de Statistique.

(a) Non compris l'eau qui sert à actionner les turbines dans les centrales électriques.

III

TRANSPORTS

Société Nationale des Chemins de Fer Belges . . . p. 111 à 113

Société Nationale des Chemins de Fer Vicinaux . . p. 113

Transports routiers . . . . . p. 114

Navigation intérieure . . . . . p. 111 et 114 à 116

Transports maritimes . . . . . p. 116 et 117

Activités portuaires :

— *Port d'Anvers* . . . . . p. 118

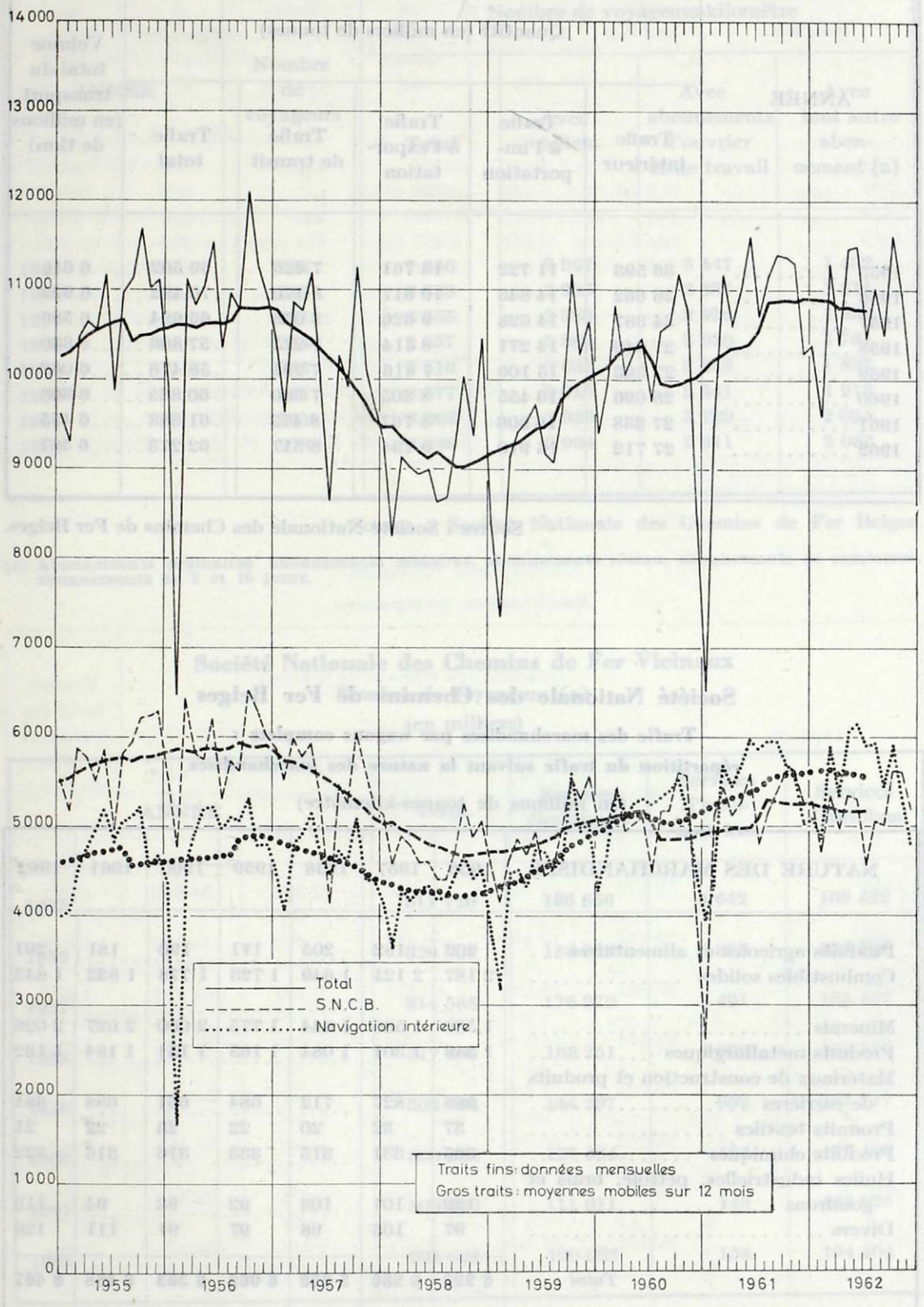
— *Port de Gand* . . . . . p. 119

— *Ports de Bruges et de Zeebrugge* . . . . . p. 120

Navigation aérienne . . . . . p. 121 et 122

Chemins de fer et navigation intérieure

Transport des marchandises
(en milliers de tonnes)



Sources : Société Nationale des Chemins de Fer Belges.
Institut National de Statistique.

Société Nationale des Chemins de Fer Belges

Trafic global des marchandises par wagons complets

ANNÉE	Quantité (en milliers de tonnes)					Volume total du transport (en millions de tkm)
	Trafic intérieur	Trafic à l'importation	Trafic à l'exportation	Trafic de transit	Trafic total	
1955	36 593	11 722	13 761	7 426	69 502	6 618
1956	36 662	14 843	10 817	8 170	70 492	6 922
1957	34 387	14 628	9 626	8 053	66 694	6 586
1958	27 946	14 271	8 314	7 275	57 806	5 830
1959	27 563	15 106	7 816	7 991	58 476	6 062
1960	28 096	16 455	8 305	7 980	60 835	6 303
1961	27 338	16 806	8 767	8 472	61 383	6 455
1962	27 712	16 910	9 134	8 517	62 273	6 467

Source : Société Nationale des Chemins de Fer Belges.

Société Nationale des Chemins de Fer Belges

Trafic des marchandises par wagons complets :
répartition du trafic suivant la nature des marchandises

(en millions de tonnes-kilomètre)

NATURE DES MARCHANDISES	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
Produits agricoles et alimentaires	202	182	205	171	190	181	201
Combustibles solides	2 187	2 121	1 649	1 723	1 778	1 832	1 845
Minerais	1 580	1 580	1 644	1 775	2 000	2 027	2 026
Produits métallurgiques	1 346	1 301	1 084	1 165	1 151	1 184	1 132
Matériaux de construction et produits de carrières	988	827	712	684	661	688	681
Produits textiles	37	32	20	22	23	22	21
Produits chimiques	365	331	315	333	316	316	322
Huiles industrielles, pétrole, brais et goudrons	120	107	103	92	98	94	113
Divers	97	105	98	97	91	111	126
Total	6 922	6 586	5 830	6 062	6 303	6 455	6 467

Source : Société Nationale des Chemins de Fer Belges.

Société Nationale des Chemins de Fer Belges

Trafic des voyageurs
(en millions d'unités)

ANNÉE	Nombre de voyageurs	Nombre de voyageurs-kilomètre			
		Total	Avec billets	Avec abonnements d'ouvrier et de travail	Avec tout autre abonnement (a)
1955	233	7 846	2 967	3 447	1 432
1956	245	8 333	2 985	3 837	1 511
1957	251	8 555	2 983	3 976	1 596
1958	264	9 057	3 386	3 910	1 761
1959	255	8 519	3 033	3 649	1 837
1960	261	8 577	3 018	3 641	1 918
1961	265	8 693	2 939	3 720	2 034
1962	273	8 958	2 964	3 911	2 083

Source : Société Nationale des Chemins de Fer Belges.

(a) Abonnements ordinaires, abonnements scolaires, abonnements réseau, abonnements de commerce, abonnements de 5 et 10 jours.

Société Nationale des Chemins de Fer Vicinaux

Nombre de voyageurs (a)
(en milliers)

ANNÉE	Total	Services électriques	Services d'automotrices	Services d'autobus
1955	311 720	196 656	5 642	109 422
1956	326 062	188 890	3 365	133 807
1957	314 568	176 970	2 491	135 107
1958	317 200	163 251	1 830	152 119
1959	302 666	144 297	652	157 717
1960	300 284	127 684	174	172 426
1961	300 080	111 011	143	188 926
1962	294 621	100 063	154	194 404

(a) Données rectifiées.

Source : Société Nationale des Chemins de Fer Vicinaux

Parc de véhicules routiers

(en milliers d'unités)

ANNÉE	Voitures automobiles (a)	Autobus et autocars (a)	Camions et camionnettes (a)	Motocycles (a) (b)	Bicyclettes à moteur (c)	Bicyclettes
1956	537	4	144	240	188	2 913
1957	583 (d)	4 (d)	152 (d)	..	269	2 902
1958	633	5	156	238	319	2 842
1959	684 (d)	5 (d)	163 (d)	234 (d)	368	2 844
1960	753	6	171	230	406	2 833
1961	843 (d)	6 (d)	182 (d)	216 (d)	435	2 836
1962	936	6	193	201	446	2 815

Sources : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Situation au 1er août.
(b) Cylindrée de plus de 50 cm³.
(c) Cylindrée de 50 cm³ ou moins.
(d) Estimation.

Transports fluviaux

Marchandises transportées

ANNÉE	Quantité (en milliers de tonnes)					Volume total du transport (en millions de tkm)
	Trafic intérieur	Trafic à l'importation	Trafic à l'exportation	Trafic de transit	Trafic total	
1955	22 572	16 441	15 826	2 001	56 840	4 617
1956	23 158	16 460	14 617	1 669	55 903	4 493
1957	23 235	17 030	13 326	2 125	55 717	4 602
1958	22 396	15 680	11 185	1 969	51 229	4 326
1959	23 615	16 388	11 991	2 420	54 411	4 813
1960	24 379	20 573	13 214	2 991	61 158	5 226
1961	24 820	21 877	14 921	3 496	65 115	5 473
1962	25 523	22 157	15 711	3 255	66 642	5 421

Source : Institut National de Statistique.

Transports fluviaux

Répartition du trafic suivant la nature des marchandises

(en millions de tonnes-kilomètre)

NATURE DES MARCHANDISES	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
Produits agricoles et alimentaires	350	357	366	311	311	367	417	460
Combustibles solides	1 422	1 340	1 405	1 255	1 340	1 449	1 446	1 345
Minerais	293	339	330	316	296	334	339	416
Produits métallurgiques	399	356	391	416	506	552	523	448
Matériaux de construction	411	369	264	308	388	384	401	367
Produits de carrières	856	884	891	845	989	1 044	1 179	1 243
Textiles et cuirs	10	9	10	7	8	11	10	11
Produits chimiques	411	394	422	447	556	595	633	430
Huiles et graisses industrielles	268	261	261	301	311	344	375	432
Divers	197	184	162	120	108	147	151	269
Total ...	**4 617**	**4 493**	**4 602**	**4 326**	**4 813**	**5 226**	**5 473**	**5 421**

Source : Institut National de Statistique

Transports fluviaux

Trafic par bassin

(en millions de tonnes-kilomètre)

BASSIN	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
Escaut maritime	901	889	824	722	748	873	942	965
Canaux de la Campine	1 616	1 627	1 724	1 690	1 917	2 089	2 157	2 099
Canaux brabançons	415	403	390	356	343	373	392	394
Meuse et Sambre	707	630	703	653	781	821	848	841
Haut-Escaut	789	767	786	740	846	889	945	934
Centre et Borinage	137	123	128	120	132	127	131	131
Yser et Côte	52	54	47	40	44	53	57	57
Total ...	**4 617**	**4 493**	**4 602**	**4 326**	**4 813**	**5 226**	**5 473**	**5 421**

Source : Institut National de Statistique.

Situation de la flotte intérieure de bateaux de charge

Situation au 31 décembre

ANNÉE	Bateaux automoteurs		Bateaux sans moteur		Total	
	Nombre	Tonnes	Nombre	Tonnes	Nombre	Tonnes
1954	3 999	1 385 219	1 932	944 795	5 931	2 330 014
1955	4 161	1 464 719	1 745	873 287	5 906	2 338 006
1956	4 306	1 541 902	1 570	802 200	5 876	2 344 102
1957	4 503	1 646 173	1 394	730 386	5 897	2 376 559
1958	4 681	1 740 357	1 301	685 451	5 982	2 425 808
1959	4 203	1 700 910	1 031	638 256	5 234	2 339 166
1960	5 128	1 952 619	963	614 040	6 091	2 566 659
1961	4 809	1 908 338	854	575 608	5 663	2 483 946
1962	4 842	1 981 693	780	551 547	5 622	2 533 240

Source : Ministère des Communications.

Nature de la flotte belge

DÉSIGNATION	1er janvier 1962		1er janvier 1963	
	Nombre d'unités	Tonnage brut d'après la règle belge de jaugeage (en tonneaux)	Nombre d'unités	Tonnage brut d'après la règle belge de jaugeage (en tonneaux)
Paquebots mixtes	4	42 992	4	42 992
Cargos	72	403 800	76	418 017
Navires fruitiers	4	12 209	4	12 209
Pétroliers	11	166 766	13	194 355
Total ...	**91**	**625 767**	**97**	**667 573**

Source : Ministère des Communications.

Marine marchande belge (a)

Situation au 1er janvier

DÉSIGNATION	Année	Navires à vapeur	Navires à moteur	Total
Nombre de navires	1957	34	52	86
	1958	34	57	91
	1959	34	65	99
	1960	31	67	98
	1961	27	70	97
	1962	22	69	91
	1963	21	76	97
Tonnage brut belge	1957	241 485	261 761	503 246
	1958	248 906	282 281	531 187
	1959	265 840	353 660	619 500
	1960	259 513	369 512	629 025
	1961	282 816	393 975	676 791
	1962	229 441	396 326	625 767
	1963	238 973	428 600	667 573
Tonnage net belge	1957	179 995	190 211	370 206
	1958	185 151	205 920	391 071
	1959	198 297	258 478	456 775
	1960	192 798	271 964	464 762
	1961	207 587	292 946	500 633
	1962	169 004	295 730	464 734
	1963	174 795	320 585	495 380

Source : Ministère des Communications.

(a) Non compris les navires de l'Etat.

Port d'Anvers

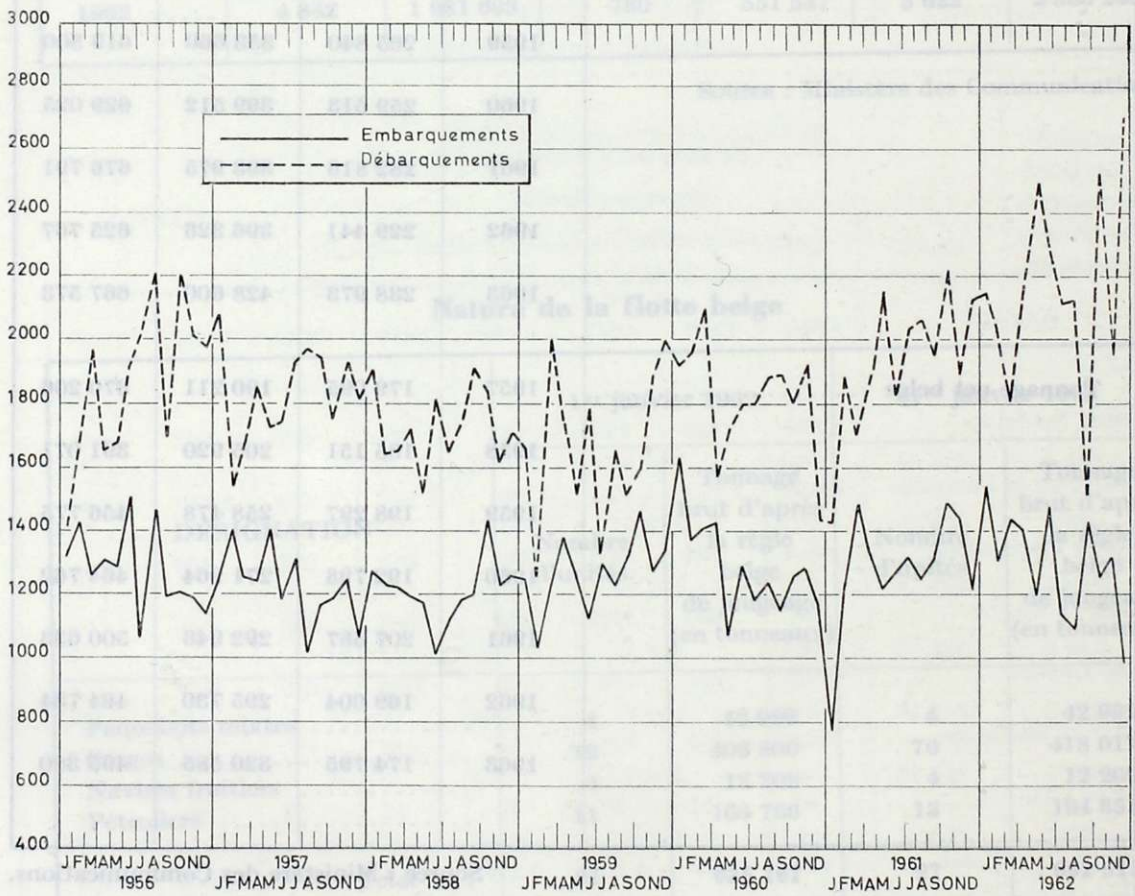
Navigation maritime

ANNÉE	Navires entrés		Débarquements			Embarquements	
	Nombre	Tonnage (1 000 N R T)	Importations (1 000 t)	Entrepôt (1 000 t)	Transit (1 000 t)	Exportations (1 000 t)	Transit (1 000 t)
1955	13 731	27 216	13 525	189	3 555	10 122	4 684
1956	15 585	30 508	16 354	170	5 761	10 318	5 034
1957	15 903	31 696	16 448	221	5 268	9 577	5 147
1958	16 282	34 099	16 409	197	4 075	10 015	4 509
1959	16 022	34 341	15 772	592	3 656	9 860	5 332
1960	16 570	35 780	16 358	1 062	4 376	10 223	5 233
1961	16 945	36 464	18 064	765	4 399	10 668	4 747
1962	17 966	39 507	19 898	942	5 070	10 915	4 687

Source : Institut National de Statistique

Trafic maritime au port d'Anvers

(en milliers de tonnes)



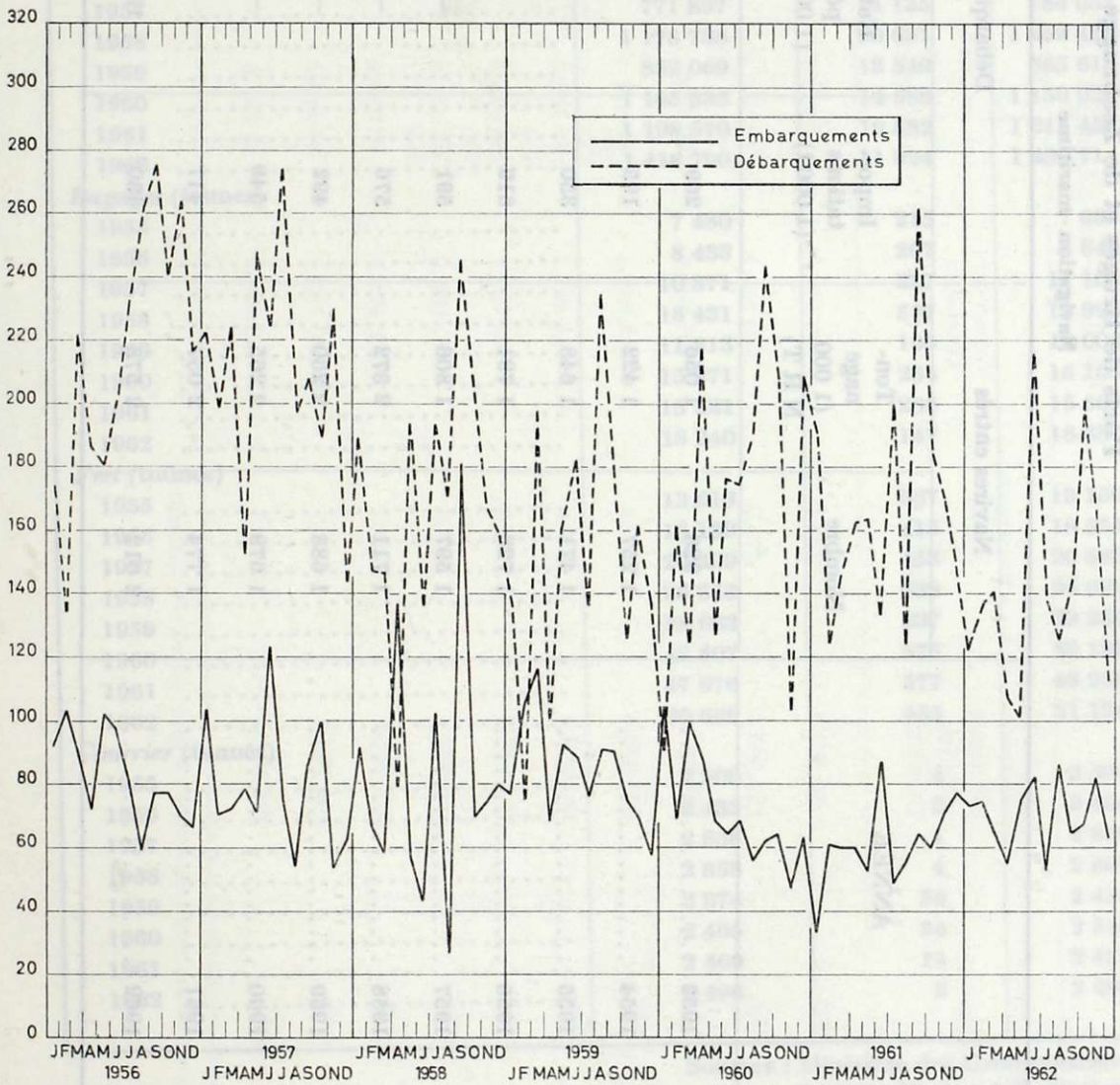
Source : Institut National de Statistique.

Port de Gand
Navigation maritime

ANNÉE	Navires entrés		Débarquements			Embarquements	
	Nombre	Tonnage (1 000 N R T)	Importations (1 000 t)	Entrepôt (1 000 t)	Transit (1 000 t)	Exportations (1 000 t)	Transit (1 000 t)
1955	2 204	1 465	1 537	2	313	1 223	192
1956	2 352	1 696	1 875	2	713	859	124
1957	2 557	1 628	1 822	5	686	820	122
1958	2 628	1 557	1 332	2	700	898	81
1959	2 324	1 380	1 274	21	529	823	176
1960	2 079	1 429	1 225	37	755	691	162
1961	1 970	1 316	1 330	26	654	579	150
1962	1 816	1 536	1 314	35	369	674	163

Source : Institut National de Statistique.

Trafic maritime au port de Gand
(en milliers de tonnes)



Source : Institut National de Statistique.

Ports de Bruges et de Zeebrugge

Navigation maritime

ANNÉE	Navires entrés		Débarquements			Embarquements	
	Nombre	Tonnage (1 000 N R T)	Importations (1 000 t)	Entrepôt (1 000 t)	Transit (1 000 t)	Exportations (1 000 t)	Transit (1 000 t)
1953	926	1 056	269	—	35	88	100
1954	1 257	1 422	195	1	63	132	134
1955	1 471	1 648	350	2	66	196	150
1956	1 723	1 791	619	6	70	288	157
1957	1 597	1 806	591	—	131	215	156
1958	1 711	2 372	576	—	76	353	149
1959	1 683	2 260	492	—	65	273	161
1960	1 679	2 265	549	—	126	225	170
1961	1 774	2 057	417	4	70	219	155
1962	2 012	2 578	430	138	132	260	192

Source : Institut National de Statistique.

Trafic commercial des aérodromes belges (a)

DÉSIGNATION	Trafic		
	Régulier	Irrégulier	Total
Avions (unités)			
1955	35 012	1 823	36 835
1956	37 793	1 370	39 163
1957	47 617	1 600	49 217
1958	60 553	4 794	65 347
1959	52 591	2 513	55 104
1960	56 435	1 843	58 278
1961	57 577	1 600	59 177
1962	60 110	824	60 934
Passagers (unités)			
1955	514 820	12 567	527 387
1956	608 786	10 662	619 448
1957	771 897	14 135	786 032
1958	1 178 738	80 681	1 259 419
1959	852 069	13 549	865 618
1960	1 145 335	14 588	1 159 923
1961	1 198 570	19 882	1 218 452
1962	1 418 790	11 924	1 430 714
Bagages (tonnes)			
1955	7 480	215	7 695
1956	8 433	207	8 640
1957	10 871	237	11 108
1958	16 431	567	16 998
1959	11 813	195	12 008
1960	15 871	234	16 105
1961	15 521	286	15 807
1962	18 240	147	18 387
Fret (tonnes)			
1955	12 613	537	13 150
1956	16 139	415	16 554
1957	20 409	453	20 862
1958	26 353	638	26 991
1959	28 693	537	29 230
1960	42 607	575	43 182
1961	47 676	577	48 253
1962	50 669	455	51 124
Courrier (tonnes)			
1955	2 500	4	2 504
1956	2 432	2	2 434
1957	2 858	1	2 859
1958	2 858	4	2 862
1959	2 374	54	2 428
1960	2 465	84	2 549
1961	2 469	14	2 484
1962	2 496	3	2 499

Sources : Ministère des Communications.
Institut National de Statistique.

(a) Ensemble du trafic : arrivées et départs, vols locaux non compris.

Trafic de la SABENA (a)

ANNÉE	Tonnes-kilomètre offertes (milliers)	Voyageurs transportés (milliers)	Voyageurs-kilomètre (milliers)	Fret (en milliers de tonnes-kilomètre)	Courrier (en milliers de tonnes-kilomètre)	Tonnes-kilomètre transportées (milliers)	Coefficient de chargement (en pourcent)
1952 ...	78 562,3	277,0	377 134,6	15 912,7	3 155,4	57 176,1	72,8
1953 ...	104 495,4	375,2	514 084,6	17 904,4	3 739,0	73 327,4	70,2
1954 ...	121 849,4	391,8	567 228,6	22 410,5	4 258,6	83 081,5	68,2
1955 ...	133 415,2	450,5	649 987,1	24 671,4	5 252,5	95 181,4	71,3
1956 ...	147 509,2	526,6	745 891,7	27 780,3	6 176,6	109 496,0	74,2
1957 ...	191 059,3	686,1	1 038 750,6	30 518,5	6 687,2	137 747,7	72,1
1958 ...	233 198,3	954,6	1 291 025,2	31 352,9	6 779,1	160 801,3	69,0
1959 ...	217 947,1	738,6	1 202 992,5	32 092,2	7 286,9	152 191,5	69,8
1960 ...	300 773,2	928,7	1 900 165,1	38 425,0	5 459,3	220 902,3	73,4
1961 ...	293 137,9	862,5	1 403 036,0	45 987,8	4 361,2	185 665,1	63,3

(a) Les données relatives à 1962 ne sont pas encore disponibles.

Sources : Ministère des Communications.
SABENA.

IV

DISTRIBUTION

Trafic de la SABENA (a)

ANNÉE	Tonnes-kilomètre offertes (milliers)	Voyageurs transportés (milliers)	Voyageurs-kilomètre (milliers)	Fret (en milliers de tonnes-kilomètre)	Courrier (en milliers de tonnes-kilomètre)	Tonnes-kilomètre transportées (milliers)	Coefficient de chargement (en pourcent)
1952	78 302,3	277,0	377 134,6	15 912,7	3 155,4	57 176,1	72,9
1953	104 495,4	375,2	514 084,6	[illegible] 904,4	3 739,0	73 327,4	70,2
1954	121 849,4	331,8	567 228,6	[illegible] 410,5	4 258,6	88 081,5	68,2
1955	133 415,2	450,5	649 987,1	[illegible] 671,4	5 252,5	95 181,4	71,3
1956	147 509,2	526,6	745 891,7	[illegible] 780,8	6 176,6	109 496,0	74,2
1957	191 059,8	686,1	1 038 750,6	[illegible] 518,5	6 637,2	137 747,7	72,1
1958	238 198,8	954,6	1 291 025,2	[illegible] 332,9	6 770,1	160 861,3	69,0
1959	217 947,1	788,6	1 202 992,5	32 092,2	7 286,9	152 191,5	69,8
1960	300 773,2	928,7	1 900 165,1	38 425,0	5 459,3	220 903,3	73,4
1961	262 137,9	862,5	1 403 036,0	45 987,8	4 361,2	185 665,1	63,3

(a) Les données relatives à 1962 ne sont pas encore disponibles.

Sources : Ministère des Communications.
SABENA.

DISTRIBUTION
VI

Entreprises commerciales

Effectifs assujettis à la sécurité sociale

Situation au 30 juin

BRANCHE D'ACTIVITÉ	Employeurs						Travailleurs					
	1960		1961		1962 (a)		1960		1961		1962 (a)	
	Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage
Vente des produits des industries :												
Agricoles	1 849	8,0	1 797	7,8	1 814	7,6	6 789	3,7	6 740	3,4	6 838	3,3
Des mines, minières et carrières	2 212	9,6	2 197	9,5	2 231	9,4	9 864	5,4	10 311	5,3	11 364	5,5
Alimentaires, de la pêche et de l'agriculture, destinés à la consommation immédiate	6 067	26,2	6 027	25,9	6 107	25,6	35 598	19,5	36 891	18,9	37 772	18,4
Du tabac	151	0,6	152	0,7	161	0,7	601	0,3	612	0,3	630	0,3
Chimiques	1 517	6,6	1 542	6,7	1 630	6,8	13 872	7,6	14 971	7,8	17 100	8,4
Du bois, de l'ameublement et de la construction (et location)	1 120	4,8	1 120	4,8	1 160	4,9	5 467	3,0	5 858	3,0	6 371	3,1
Du papier	407	1,8	394	1,7	413	1,7	2 489	1,4	2 467	1,3	2 493	1,2
Polygraphiques (et location)	421	1,8	420	1,8	412	1,7	2 839	1,6	2 899	1,5	3 029	1,5
Des cuirs et peaux	791	3,4	736	3,1	757	3,2	3 486	1,9	3 424	1,8	3 590	1,8
Textiles, du vêtement et des articles de mode (et location)	3 361	14,5	3 354	14,3	3 373	14,2	17 172	9,4	17 765	9,2	18 042	8,8
Céramiques et verrières	172	0,7	172	0,7	171	0,7	1 517	0,8	1 577	0,8	1 561	0,8
Des métaux bruts et façonnés	2 933	12,7	3 026	13,0	3 110	13,1	25 956	14,2	29 406	15,1	30 591	14,9
D'art et de précision	1 590	6,9	1 668	7,4	1 797	7,5	12 024	6,6	13 279	6,9	14 488	7,1
Commerce en articles divers	544	2,4	614	2,6	688	2,9	44 980	24,6	47 888	24,7	51 034	24,9
Total	**23 135**	**100**	**23 219**	**100**	**23 824**	**100**	**182 654**	**100**	**194 088**	**100**	**204 903**	**100**

(a) Données provisoires.

Source : Office National de Sécurité Sociale.

Entreprises commerciales proprement dites

Personnel assujetti à la sécurité sociale

DÉSIGNATION	Salariés			Appointés			Total général
	Ouvriers	Ouvrières	Total	Employés	Employées	Total	
1956 Nombre (a)	56 620	16 400	73 020	41 740	49 640	91 380	164 400
Pourcentage (a)	34	10	44	26	30	56	100
1957 Nombre (a)	56 950	17 290	74 240	43 340	51 750	95 090	169 330
Pourcentage (a)	34	10	44	26	30	56	100
1958 Nombre (a)	56 790	17 580	74 370	44 530	54 160	98 690	173 060
Pourcentage (a)	33	10	43	26	31	57	100
1959 Nombre (a)	58 940	18 100	77 040	46 090	56 000	102 090	179 130
Pourcentage (a)	33	10	43	26	31	57	100
1960 Nombre (a)	61 670	18 080	79 750	48 310	58 300	106 610	186 360
Pourcentage (a)	33	10	43	26	31	57	100
1961 Nombre (a)	68 010	20 080	88 090	53 670	63 950	117 620	205 710
Pourcentage (a)	33	10	43	26	31	57	100
1961 Nombre (b)	63 140	18 920	82 060	50 090	59 330	109 420	191 480
Pourcentage (b)	33	10	43	26	31	57	100
1962 Nombre (b)	67 760	19 680	87 440	53 370	63 170	116 540	203 980
Pourcentage (b)	33	10	43	26	31	57	100

(a) Supputations. Situation au 31 décembre.
(b) Supputations. Situation au 30 septembre

Source : Office National de Sécurité Sociale.

Cartes professionnelles pour étrangers (a)

DÉSIGNATION	Au 1er janvier 1959		Au 1er janvier 1961	
	Nombre	%	Nombre	%
Répartition par profession et par activité (b)				
Nature des professions :				
Détaillants	3 929	21,9	3 852	22,1
Artisans	9 234	51,5	9 041	51,8
Intermédiaires et représentants	1 166	6,5	1 074	6,2
Administrateurs	1 664	9,3	1 664	9,5
Importateurs - exportateurs - grossistes	594	3,3	594	3,4
Grossistes-détaillants	857	4,8	810	4,6
Grossistes	479	3,0	414	2,4
Total ...	**17 923**	**100,0**	**17 449**	**100,0**
Nature des activités :				
Vente de produits textiles, vêtements et articles de mode	1 663	7,9	1 444	7,2
Vente de produits alimentaires pour usage immédiat	1 975	9,4	1 882	9,4
Hôtels, restaurants, cafés	2 186	10,4	2 111	10,6
Agriculture	1 010	4,8	899	4,5
Fabrication et réparation de vêtements (non compris les chaussures)	813	3,9	683	3,4
Vente de produits des industries des métaux bruts ou façonnés	887	4,3	847	4,2
Vente de produits des industries chimiques	833	4,0	811	4,1
Divers	10 084	48,1	9 733	48,8
Total ...	**20 971**	**100,0**	**19 961**	**100,0**
Répartition géographique des cartes en cours de validité (b)				
Résidents :				
Anvers	3 142	21,0	3 064	21,0
Brabant	5 369	35,8	5 151	35,3
Flandre Occidentale	563	3,8	574	3,9
Flandre Orientale	682	4,6	666	4,6
Hainaut	2 147	14,3	1 999	13,7
Liège	1 792	12,0	1 774	12,1
Limbourg	630	4,2	680	4,7
Luxembourg	337	2,2	353	2,4
Namur	320	2,1	331	2,3
Total ...	**14 982**	**100,0**	**14 592**	**100,0**
Non résidents	1 255		1 359	
Total général ...	**16 237**		**15 951**	

Source : Institut National de Statistique.

(a) Le recensement ne se fait que tous les 2 ans. Les données au 1er janvier 1963 ne sont pas encore disponibles.
(b) Une même carte peut couvrir plus d'une profession ou plus d'une activité

Commerce ambulant

Répartition des commerçants ambulants suivant la nature du commerce (a)

DATE ET RÉSIDENCE DU COMMERÇANT	Marché public		Voie publique		De porte en porte		Marché public et voie publique		Marché public et de porte en porte		Voie publique et de porte en porte		Marché public, voie publique et de porte en porte		Ensemble		
	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Total
1er janvier 1962 :																	
Anvers	2 905	26	609	13	673	33	816	13	202	8	498	21	1 982	37	7 685	151	7 836
Brabant	3 403	152	637	49	537	42	940	94	192	13	350	7	1 395	81	7 454	438	7 892
Fl. Occidentale ..	1 447	8	360	2	1 011	2	337	5	261	—	741	14	1 971	11	6 128	42	6 170
Fl. Orientale	2 954	17	543	23	657	22	681	8	333	1	805	17	2 246	23	8 219	111	8 330
Hainaut	1 449	98	202	27	527	46	905	72	213	29	225	32	1 528	184	5 049	488	5 537
Liège	934	71	191	32	756	45	622	124	246	28	342	22	1 322	154	4 413	476	4 889
Limbourg.....	507	3	78	—	500	7	166	2	129	5	418	11	1 359	26	3 157	54	3 211
Luxembourg	103	5	26	—	216	8	100	6	77	2	116	10	376	9	1 014	40	1 054
Namur	198	9	108	1	274	11	163	11	128	5	138	8	556	24	1 565	69	1 634
Pays étrangers ...	—	48	—	5	1	59	3	10	—	5	1	3	3	56	8	186	194
Le Royaume...	**13 900**	**437**	**2 754**	**152**	**5 152**	**275**	**4 733**	**345**	**1 781**	**96**	**3 634**	**145**	**12 738**	**605**	**44 692**	**2 055**	**46 747**
1er janvier 1960 : *Le Royaume...*	**14 817**	**519**	**2 921**	**192**	**5 550**	**274**	**4 843**	**364**	**1 908**	**98**	**4 023**	**144**	**12 448**	**537**	**46 510**	**2 128**	**48 638**
1er janvier 1958 : *Le Royaume...*	**15 804**	**560**	**2 951**	**170**	**5 671**	**233**	**5 098**	**341**	**1 812**	**75**	**4 051**	**132**	**11 379**	**346**	**46 766**	**1 857**	**48 623**

(a) Le recensement ne se fait que tous les 2 ans.

Source : Institut National de Statistique.

Sociétés commerciales belges ayant leur principale exploitation en Belgique

DÉSIGNATION	Constitutions de sociétés						Augmentations de capital	Dissolutions de sociétés par liquidation et fusion	
	Anonymes et en commandite par actions		De personnes à responsabilité limitée		Ensemble		Montant nominal net (en milliers de francs)	Ensemble	
	Nombre	Capital nominal (en milliers de francs)	Nombre	Capital nominal (en milliers de francs)	Nombre	Capital nominal (en milliers de francs)		Nombre	Capital (en milliers de francs)
Commerce de détail :									
1953	49	23 325	271	62 318	320	85 643	19 920	102	15 764
1955	48	24 055	255	71 160	303	95 215	194 900	91	18 392
1956	29	57 431	281	69 685	310	127 116	169 458	111	17 281
1957	32	21 850	288	72 438	320	94 288	103 617	144	31 330
1958	37	12 535	340	92 097	377	104 632	192 662	113	43 086
1959	39	23 371	407	120 458	446	143 829	397 306	119	36 266
1960	29	286 670	430	113 873	459	400 543	380 853	132	51 672
1961	28	504 925	410	107 901	438	612 826	770 986	119	39 436
1962 (a)	26	124 725	299	76 649	325	201 374	335 706	129	38 596
Commerce de gros et commerce extérieur :									
1953	148	114 313	314	118 493	462	232 806	239 412	168	102 974
1955	134	158 068	358	163 547	492	321 615	587 299	187	87 391
1956	151	192 870	440	179 259	591	372 129	519 881	200	102 603
1957	143	462 201	487	232 622	630	694 823	445 917	225	155 726
1958	145	265 275	386	212 925	531	478 200	518 601	196	141 708
1959	164	149 727	419	182 295	583	332 022	298 536	197	131 117
1960	193	291 727	525	224 038	718	515 765	549 406	215	170 800
1961	154	188 411	532	198 927	686	387 338	1 027 378	233	155 796
1962 (a)	160	300 445	435	163 957	595	464 402	658 370	222	246 611

(a) Données provisoires.

Source : Institut National de Statistique.

Immatriculations et radiations au Registre du Commerce

DÉSIGNATION	1960	1961			1962		
	Total	Commerçants isolés	Sociétés	Total	Commerçants isolés	Sociétés	Total
Immatriculations principales (a) :							
Cour d'Appel de :							
Bruxelles	20 225	18 786	2 232	21 018	17 919	1 991	19 910
Gand	9 923	9 619	657	10 276	9 345	575	9 920
Liège	8 196	8 177	498	8 675	8 372	490	8 862
Total ...	**38 344**	**36 582**	**3 387**	**39 969**	**35 636**	**3 056**	**38 692**
Radiations par suite de cessation, cession, transfert ou décès :							
Cour d'Appel de :							
Bruxelles	17 539	17 638	484	18 122	17 735	535	18 270
Gand	9 631	9 433	141	9 574	9 161	171	9 332
Liège	6 660	6 825	108	6 933	7 228	149	7 377
Total ...	**33 830**	**33 896**	**733**	**34 629**	**34 124**	**855**	**34 979**
Différence	+ 4 514	+ 2 686	+ 2 654	+ 5 340	+ 1 512	+ 2 201	+ 3 713

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Administration du Commerce

(a) Y compris les immatriculations principales par reprise d'une affaire radiée ou transportée, comme suite à une cession, un transport, un décès, etc.

Déclarations de faillite et concordats judiciaires

DÉSIGNATION	Déclarations de faillite (a)				Concordats judiciaires (b)			
	1938	1960	1961	1962	1938	1960	1961	1962
Cour d'Appel de :								
Bruxelles	417	513	483	563	158	45	50	59
Gand	149	155	142	195	56	26	18	20
Liège	89	149	164	155	51	39	45	42
Le Royaume ...	**655**	**817**	**789**	**913**	**265**	**110**	**113**	**121**

Source : Institut National de Statistique.

(a) Les données de ce tableau ne correspondent pas toujours avec celles des faillites traitées, relevées dans la statistique judiciaire.
(b) Avant la guerre, concordats préventifs à la faillite.

Ventes à la consommation

(1953 = 100)

ANNÉE	Grands magasins à rayons multiples	Coopératives de consommation	Magasins à succursales (alimentation)
1954	106	109	103
1955	114	115	107
1956	124	125	120
1957	129	125	123
1958	139	131	131
1959	144	132	138
1960	156	138	144
1961	161	144	152
1962	170	152	158

Sources : Institut National de Statistique.
Banque Nationale de Belgique.

Indice du chiffre d'affaires des grossistes en alimentation générale

(1953 = 100)

PÉRIODE	1957 (a)	1958 (a)	1959 (a)	1960 (a)	1961 (a)	1962 (a)
Janvier	125	137	130	140	154	161
Février	106	125	128	138	147	150
Mars	115	130	137	151	162	164
Avril	126	140	148	149	147	166
Mai	128	134	140	150	163	178
Juin	124	142	148	160	167	176
Juillet	134	151	158	168	158	170
Août	134	143	150	175	180	179
Septembre	130	143	153	156	169	170
Octobre	147	139	150	147	162	195
Novembre	132	126	134	158	169	181
Décembre	170	162	163	173	177	185
L'année (b)	**131**	**139**	**145**	**155**	**163**	**173**

Sources : Fédération des Distributeurs Grossistes en Alimentation.
Institut National de Statistique.

(a) Nombre de firmes recensées pour l'indice mensuel comme pour l'indice annuel :
en 1957 : 43;
en 1958 : 43;
en 1959 : 43;
en 1960 : 39;
en 1961 : 39;
en 1962 : 35.

(b) Le chiffre d'affaires total des 48 firmes recensées en 1948 s'élève à 1.229 millions de francs. Sur base 1953 = 100, l'indice annuel de 1948 est de 89.

Caisse Nationale de Crédit Professionnel

Crédits accordés

ANNÉE	Nombre	En milliers de francs	
		Montant global	Montant moyen
1954	6 794	1 046 460	155,0
1955	6 920	1 125 898	162,7
1956	6 934	1 234 333	178,0
1957	5 358	898 390	167,7
1958	5 614	1 025 337	182,6
1959	7 233	1 363 786	188,4
1960	9 612	2 223 995	231,4
1961	10 045	2 414 244	240,3
1962	11 218	2 811 220	250,6

Source : Caisse Nationale de Crédit Professionnel.

Recettes du Timbre et des taxes assimilées au Timbre (a)

MOIS	1960	1961			1962		
	Données absolues (en millions de francs)	Données absolues (en millions de francs)	Période correspondante de 1960 = 100		Données absolues (en millions de francs)	Période correspondante de 1961 = 100	
			Indice brut	Indice net (b)		Indice brut	Indice net (b)
Janvier	2 344	2 645	113	114	3 266	123	123
Février	2 443	2 665	109	109	3 122	117	117
Mars	2 812	3 251	116	116	3 596	111	110
Avril	2 649	2 779	105	105	3 355	121	119
Mai	2 628	3 041	116	116	3 423	113	111
Juin	2 664	3 212	121	122	3 403	106	104
Juillet	2 496	3 060	123	123	3 304	108	108
Août	2 597	3 155	121	122	3 308	105	104
Septembre	2 997	3 251	108	109	3 490	107	108
Octobre	2 827	3 447	122	122	3 751	109	108
Novembre	2 779	3 351	121	121	3 642	109	108
Décembre	2 786	3 405	122	122	3 767	111	109
L'année...	**32 022**	**37 262**	**116**	**117**	**41 428**	**111**	**110**
Indice des prix de gros (1953 = 100).....	102,6	102,4			103,2		

Sources : Ministère des Finances.
Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) L'arrêté royal du 3 mai 1961 concernant les taxes assimilées au Timbre a augmenté les taxes de transmission, de facture et de luxe de 20 % à partir du 5 mai 1961.

(b) Obtenu en divisant l'indice brut par l'évolution comparable de l'indice des prix de gros.

V

TOURISME

Caisse Nationale de Crédit Professionnel

Crédits accordés

ANNÉE	Nombre	En milliers de francs	
		Montant global	Montant moyen
1954	6 794	1 046 480	153,9
1955	8 920	1 135 909	127,3
1956	6 951	1 284 288	178,0
1957	3 856	638 200	167,7
1958	5 414	1 028 807	182,8
1959	7 758	1 362 736	189,4
1960	5 412	1 328 363	251,4
1961	17 045	2 414 244	248,2
1962	14 218	2 611 720	230,8

Source : Caisse Nationale de Crédit Professionnel.

V

Recettes du Timbre et des taxes assimilées au Timbre (a)

MOIS	1960	1961			1962		
	Données absolues (en millions de francs)	Données absolues (en millions de francs)	Période correspondante de 1960 = 100		Données absolues (en millions de francs)	Période correspondante de 1961 = 100	
			Indice brut	Indice cvt (b)		Indice brut	Indice cvt (b)
Janvier	2 241	2 643	118	114	3 266	123	128
Février	2 443	2 663	109	109	3 128	117	117
Mars	2 813	3 251	116	116	3 596	111	110
Avril	2 646	2 779	105	102	3 435	123	123
Mai	2 895	3 041	116	116	3 473	114	112
Juin	2 683	3 312	121	122	3 408	103	102
Juillet	2 456	3 060	120	120	3 304	108	108
Août	2 501	3 155	121	122	3 208	102	104
Septembre	2 987	3 231	108	109	3 499	107	108
Octobre	2 837	3 447	122	122	3 751	109	108
Novembre	2 778	3 351	121	121	3 642	109	108
Décembre	2 796	3 403	122	122	3 707	111	109
Année	32 076	38 095	119	117	42 424	113	113
Indice des prix de gros (1952 = 100)	106,0	107,4			108,2		

Sources : Statistiques des Finances.
Ministère des Affaires économiques et de l'Energie. Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Loi du 23 août 1871 (recettes) et lois subséquentes sur le timbre et assimilés (taxe sur les transactions, taxe sur les prestations de services, taxe sur les spectacles, taxe sur les véhicules de tourisme, taxe sur les produits pétroliers, taxe sur les produits pharmaceutiques, taxe sur les produits cosmétiques, taxe sur les produits de parfumerie, taxe sur les produits de beauté, taxe sur les produits de luxe, taxe sur les produits de consommation courante, taxe sur les produits de consommation courante, taxe sur les produits de consommation courante

Répartition des nuitées par pays de provenance (a)

PAYS DE PROVENANCE	1953		1954		1956		1958		1959		1960		1961		1962	
	En milliers d'unités	Indice (b)	En milliers d'unités	Indice (b)	En milliers d'unités	Indice (b)	En milliers d'unités	Indice (b)	En milliers d'unités	Indice (b)	En milliers d'unités	Indice (b)	En milliers d'unités	Indice (b)	En milliers d'unités	Indice (b)
Etranger :																
Grande-Bretagne	535	100	684	128	846	158	1 224	229	986	184	1 185	221	1 071	200	1 174	219
France	497	100	510	103	789	159	993	200	658	132	823	166	888	179	982	198
Pays-Bas	336	100	373	111	420	125	440	131	354	105	395	118	404	120	441	131
Allemagne (Occidentale)	168	100	221	132	272	162	817	486	321	191	390	232	457	272	497	296
Italie	74	100	84	114	92	124	202	273	98	132	110	149	124	168	131	177
Grand-Duché de Luxembourg	48	100	67	140	65	135	101	210	102	211	111	231	116	242	119	248
Suisse	55	100	56	102	61	111	222	403	51	93	60	110	61	111	58	105
U. S. A.	189	100	199	105	227	120	616	326	239	126	296	157	254	134	281	149
Autres pays	306	100	338	110	434	142	928	303	417	136	515	168	522	170	559	183
Total ...	**2 208**	**100**	**2 530**	**115**	**3 206**	**145**	**5 543**	**251**	**3 226**	**146**	**3 885**	**176**	**3 897**	**176**	**4 242**	**192**
Belgique	**6 926**	**100**	**7 480**	**108**	**9 229**	**133**	**9 973**	**144**	**11 162**	**161**	**11 195**	**162**	**12 144**	**175**	**12 394**	**179**
Total général ...	**9 134**	**100**	**10 010**	**111**	**12 435**	**136**	**15 516**	**170**	**14 388**	**158**	**15 080**	**165**	**16 041**	**176**	**16 636**	**182**

Source : Institut National de Statistique.

(a) Sont seulement reprises dans la statistique, les personnes ayant logé en Belgique moyennant paiement, ailleurs qu'en maisons de cure et à l'exclusion du camping.

(b) Sur base 1953 = 100.

Répartition des nuitées par région touristique et suivant le pays de résidence des touristes en 1962

RÉGION TOURISTIQUE	Selon le pays de résidence		En fonction du total des nuitées		
	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Total
Littoral	79,2	41,6	59,0	10,6	69,6
Villes d'art	4,1	45,3	3,1	11,5	14,6
Ardennes-Meuse	10,5	7,2	7,8	1,9	9,7
Autres régions	6,2	5,9	4,6	1,5	6,1
Le Royaume ...	**100**	**100**	**74,5**	**25,5**	**100**

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Énergie, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Répartition des nuitées par saison (en pour-cent)

PÉRIODE	Belges		Etrangers		Total	
	« Thrift season » (a)	Saison (b)	« Thrift season » (a)	Saison (b)	« Thrift season » (a)	Saison (b)
1951-1952	18,9	81,1	40,0	60,0	23,7	76,3
1952-1953	21,0	79,0	36,5	63,5	24,7	75,3
1953-1954	22,0	78,0	37,6	62,4	26,3	73,7
1954-1955	22,4	77,6	36,7	63,3	26,2	73,8
1955-1956	22,0	78,0	37,2	62,8	25,9	74,1
1956-1957	20,9	79,1	34,6	65,4	24,4	75,6
1957-1958	21,0	79,0	33,0	67,0	25,0	75,0
1958-1959	19,2	80,8	38,2	61,8	23,5	76,5
1959-1960	19,5	80,5	32,0	68,0	22,7	77,3
1960-1961	19,5	80,5	34,5	65,5	23,1	76,9
1961-1962	19,0	81,0	34,4	65,6	22,8	77,2

Source : Commissariat général au Tourisme.

(a) Il s'agit principalement de « week-ends » et d'événements touristiques situés en dehors de la saison proprement dite.
(b) Du 1er juin au 30 septembre.

Recettes et dépenses du tourisme et des voyageurs

(en milliards de francs)

ANNÉE	Tourisme et voyageurs			Total des transactions sur services		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
1955	3,0	2,7	+ 0,3	33,3	28,3	+ 5,0
1956	3,8	2,8	+ 1,0	41,6	34,3	+ 7,3
1957	4,3	3,2	+ 1,1	44,4	33,6	+ 10,8
1958	6,2	2,9	+ 3,3	46,1	33,1	+ 13,0
1959	4,5	5,9	— 1,4	41,9	38,3	+ 3,6
1960	5,5	6,9	— 1,4	46,2	42,0	+ 4,2
1961 (a)	6,6	9,2	— 2,6	44,2	41,3	+ 2,9
1962 (a)	6,6	9,0	— 2,4	49,9	47,5	+ 2,4

Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) Par suite de modifications dans leur mode de calcul, les données de 1961 et 1962 ne sont entièrement comparables, ni entre elles, ni avec celles des années antérieures.

Mouvement et recettes du trafic voyageurs (a)

Société Nationale des Chemins de Fer Belges

(moyenne mensuelle)

ANNÉE	Voyageurs			Voyageurs/km			Recettes		
	Période non touristique (b) (en milliers d'unités)	Période touristique (c)		Période non touristique (b) (en millions d'unités)	Période touristique (c)		Période non touristique (b) (en milliers de francs)	Période touristique (c)	
		En milliers d'unités	En % de la période non touristique		En millions d'unités	En % de la période non touristique		En milliers de francs	En % de la période non touristique
1951	5 769	6 399	111	193	278	144	122 042	176 707	145
1955	5 610	6 572	117	204	289	141	134 059	192 385	144
1956	5 920	6 455	109	212	277	131	142 347	189 798	133
1957	5 941	6 705	113	210	282	134	146 048	197 715	135
1958	6 520	7 609	117	232	337	145	161 022	240 280	149
1959	6 269	6 568	105	216	281	130	156 012	210 918	135
1960	6 102	6 954	114	208	293	141	153 903	219 955	143
1961	5 913	6 788	115	202	286	142	148 603	216 816	146
1962	5 937	6 696	113	205	285	139	152 194	217 154	143

Source : Société Nationale des Chemins de Fer Belges.

(a) A l'exclusion des voyageurs avec abonnement.
(b) L'année, période juin-septembre exclue.
(c) Période juin-septembre.

Etablissements de vacances populaires

DÉSIGNATION	Nombre d'installations				Nombre de lits			
	1951	1960	1961	1962	1951	1960	1961	1962
Maisons et centres de vacances	29	29	30	31	3 694	10 378	10 595	11 792
Auberges de jeunesse	38	39	40	38	2 609	3 326	3 342	3 340
Etablissements des Amis de la Nature	17	19	19	18	850	1 282	1 286	1 256
Gîtes d'étapes	31	26	23	23	1 321	1 288	1 202	1 120
Total ...	**115**	**113**	**112**	**110**	**8 474**	**16 274**	**16 425**	**17 508**

DÉSIGNATION	Nombre de nuitées			
	1951	1960	1961	1962
Maisons et centres de vacances	188 417	646 602	719 099	813 094
Auberges de jeunesse	129 890	161 765	160 017	154 163
Etablissements des Amis de la Nature	28 221	45 644	49 328	51 004
Gîtes d'étapes	46 615	60 105	59 607	62 463
Total ...	**393 143**	**914 116**	**988 051**	**1 080 724**

Source : Commissariat général au Tourisme.

Coefficient d'occupation dans les maisons et centres de vacances

(en pour-cent)

MOIS	1957	1958	1959	1960	1961	1962
Mai	15	12	13	7	12	9
Juin	36	29	26	30	36	37
Juillet	69	70	74	76	79	78
Août	70	71	71	73	76	78
Septembre	19	10	9	14	18	19
Moyenne par mois .	**45**	**37**	**39**	**40**	**44**	**45**

Source : Commissariat général au Tourisme.

TROISIÈME PARTIE

FINANCES, MONNAIE ET CRÉDIT

I

FINANCES PUBLIQUES

Finances de l'Etat . . . . . *p. 143 à 151*

Finances provinciales et communales . . . . . *p. 152 à 157*

Exécution des budgets de 1952 à 1962 par année civile

(en millions de francs)

ANNÉE	Budget ordinaire (a)					Budget extraordinaire			Total général		
	Recettes			Dépenses	Solde	Recettes (b)	Dépenses (d)	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
	Fiscales (c)	Non fiscales	Total								
1952	71 279	7 394 (e)	78 673	75 955	+ 2 718	4 387	25 339	— 20 952	83 060 (e)	101 294	— 18 234
1953	67 746	6 603	74 349	78 347	— 3 998	3 543	17 256	— 13 713	77 892	95 603	— 17 711
1954	70 682	7 121	77 803	79 241	— 1 438	2 196	17 552	— 15 356	79 999	96 793	— 16 794
1955	75 770	6 016	81 786	81 065	+ 721	3 399 (f)	18 105 (f)	— 14 706	85 186 (f)	99 170 (f)	— 13 984
1956	82 232	6 705	88 937	83 561	+ 5 376	514	15 228	— 14 714	89 452	98 789	— 9 337
1957	89 306	6 983	96 289	92 064	+ 4 225	808	16 358	— 15 550	97 097	108 422	— 11 325
1958	87 847	11 757 (g)	99 604	106 716 (g)	— 7 112	353	16 622	— 16 269	99 957 (g)	123 338 (g)	— 23 381
1959	94 338	7 673	102 011	110 592	— 8 581	3 423	24 370	— 20 947	105 434	134 962	— 29 528
1960	101 986	7 238	109 224	112 049	— 2 825	574	29 772	— 29 198	109 798	141 821	— 32 023
1961	111 944	8 469	120 413	129 368	— 8 955	713	14 497	— 13 784	121 126	143 865	— 22 739
1962	123 338	8 117	131 455	132 437	— 982	581	19 552	— 18 971	132 036	151 989	— 19 953

Source : Ministère des Finances.

(a) Y compris les recettes et dépenses résultant de la guerre.
(b) Non compris le produit des emprunts consolidés.
(c) A partir de l'année 1952, recettes fiscales ordinaires et extraordinaires nettes.
(d) Y compris l'exécution des accords de Bretton Woods et de l'accord de paiement et de compensation conclu à Paris le 7 septembre 1949.
(e) Y compris les produits d'emprunts émis pour le paiement des dommages de guerre 1914-1918.
(f) Y compris près de 3 milliards de francs correspondant à des redressements d'écritures relatifs aux non-valeurs et restitution d'impôts spéciaux de l'exercice 1951.
(g) Y compris 4.202 millions de francs correspondant à des régularisations d'écritures en vue de comptabiliser la contribution de l'Allemagne dans les frais de stationnement des unités belges.

Exécution des budgets de 1952 à 1962 par exercice

(en millions de francs)

EXERCICE	Budget ordinaire			Budget extraordinaire									Total général		
				Budget extraordinaire propre			Investissements par l'aide Marshall et dépenses en contrepartie de l'aide E.R.P.			Opérations d'assainissement monétaire					
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes (a)	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes (b)	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
1952	77 584	76 392	+ 1 192	1 583	20 447	—18 864	1 189	50	+ 1 139	2 277	3 903	— 1 626	82 633	100 792	—18 159
1953	76 733	77 376	— 643	2 626	16 091	—13 465	87	1 035	— 948	—	—	—	79 446	94 502	—15 056
1954	75 771	79 711	— 3 940	2 146	16 478	—14 342	51	260	— 209	—	—	—	77 968	96 449	—18 481
1955	82 065	81 001	+ 1 064	296	14 214	—13 918	46	57	— 11	—	—	—	82 407	95 272	—12 865
1956	90 314	86 134	+ 4 180	462	10 454	— 9 992	25	18	+ 7	—	—	—	90 801	96 606	— 5 805
1957	99 965	94 098	+ 5 867	793	17 655	—16 862	—	12	— 12	—	—	—	100 758	111 765	—11 007
1958	95 005	103 204	— 8 199	650	15 322	—14 672	—	2	— 2	—	—	—	95 655	118 528	—22 873
1959	102 265	110 462	— 8 197	3 127	24 831	—21 704	—	—	—	—	—	—	105 392	135 293	—29 901
1960	109 678	115 876	— 6 198	560	29 516	—28 956	—	—	—	—	—	—	110 238	145 392	—35 154
1961	120 359	124 865	— 4 506	721	16 818	—16 097	—	—	—	—	—	—	121 080	141 683	—20 603
1962 (c).....	132 343	133 789	— 1 536	612	17 395	—16 783	—	—	—	—	—	—	132 955	151 274	—18 319

Source : Ministère des Finances.

(a) Non compris le produit des emprunts consolidés et de l'assainissement monétaire; mais y compris l'exécution des accords de Breton Woods et de l'accord de paiement et de compensation conclu à Paris le 7 septembre 1949, et la contre-valeur de la réévaluation de l'encaisse-or de la B. N. B.
(b) Les recettes d'impôts spéciaux sont comprises dans les recettes fiscales ordinaires à partir de 1953.
(c) Données provisoires au 30 avril 1963.

Dépenses budgétaires par principaux chapitres et par année civile

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Dépenses de l'année 1959 pour compte des exercices 1958 et 1959	Dépenses de l'année 1960 pour compte des exercices 1959 et 1960	Dépenses de l'année 1961 pour compte des exercices 1960 et 1961	Dépenses de l'année 1962 pour compte des exercices 1961 et 1962	Différence 1961 par rapport à 1960	Différence 1962 par rapport à 1961
Dépenses ordinaires :						
Dette publique	17 658	18 846	24 139	22 802	+ 5 293	— 1 337
Pensions	16 524	16 305	18 401	18 969	+ 2 096	+ 568
Non-valeurs et remboursements	446	340	172	114	— 168	— 58
Personnel	21 716	23 548	24 753	26 199	+ 1 205	+ 1 446
Matériel	7 384	7 259	7 302	7 848	+ 43	+ 546
Subventions	39 255	39 945	42 273	45 196	+ 2 328	+ 2 923
Travaux	999	852	1 144	1 191	+ 292	+ 47
Autres dépenses ordinaires	6 610	4 954	11 184	10 118	+ 6 230	— 1 066
Total...	**110 592**	**112 049**	**129 368**	**132 437**	**+ 17 319**	**+ 3 069**
Dépenses extraordinaires :						
Dette publique	2	1 855	—	—	— 1 855	—
Avances	3 348	3 266	1 644	4 542	— 1 622	+ 2 898
Participations	450	4 921	63	436	— 4 858	+ 373
Immobilisations nouvelles (a)	15 224	14 795	11 759	14 010	— 3 036	+ 2 251
Restauration du domaine public	504	533	460	333	— 73	— 127
Autres dépenses	4 842	4 402	571	231	— 3 831	— 340
Total...	**24 370**	**29 772**	**14 497**	**19 552**	**— 15 275**	**+ 5 055**
Total général...	**134 962**	**141 821**	**143 865**	**151 989**	**+ 2 044**	**+ 8 124**

Source : Ministère des Finances.

(a) Les opérations du Fonds des Routes, créé par la loi du 9 août 1955 (*Moniteur belge* du 2 septembre 1955), ne sont pas reprises au budget extraordinaire.

Dépenses budgétaires

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Dépenses de l'année 1960 pour compte des exercices 1959 et 1960	Dépenses de l'année 1961 pour compte des exercices 1960 et 1961	Dépenses de l'année 1962 pour compte des exercices 1961 et 1962	Différence 1961 par rapport à 1960	Différence 1962 par rapport à 1961
Budget de la Dette publique	20 701	24 139	22 801	+ 3 438	— 1 338
Budget des Pensions	16 305	18 401	18 969	+ 2 096	+ 568
Budget des Non-Valeurs et Remboursements	340	172	114	— 168	— 58
Budget du Ministère de l'Intérieur et de la Fonction Publique	8 978	8 559	10 135	— 419	+ 1 576
Budget du Ministère de la Justice	2 071	2 124	2 332	+ 53	+ 208
Budget du Ministère des Communications	12 374	9 162	11 839	— 3 212	+ 2 677
Budget du Ministère des Travaux publics	8 453	8 424	8 681	— 29	+ 257
Budget des Ministères du Travail et de la Prévoyance sociale	10 750	10 121	9 322	— 629	— 799
Budget du Ministère de l'Education Nationale et de la Culture	19 202	21 541	24 416	+ 2 339	+ 2 875
Budget du Ministère de la Santé publique et de la Famille	4 814	4 716	4 890	— 98	+ 174
Budget de la Gendarmerie	1 569	1 601	1 788	+ 32	+ 187
Budget du Ministère des Finances	8 483	5 331	6 500	— 3 152	+ 1 169
Budgets des Ministères des Affaires économiques et de l'Energie et des Classes moyennes	2 323	3 063	2 712	+ 740	— 351
Budget du Ministère des Affaires étrangères et Assistance technique	6 310	6 223	7 323	— 87	+ 1 100
Budgets des Dotations et des autres départements ministériels	1 943	2 580	2 218	+ 637	— 362
Total ...	**124 616**	**126 157**	**134 040**	**+ 1 541**	**+ 7 883**
Budget du Ministère de la Défense nationale	17 205	17 708	17 949	+ 503	+ 241
Total général ...	**141 821**	**143 865**	**151 989**	**+ 2 044**	**+ 8 124**

Source : Ministère des Finances.

Recettes fiscales ordinaires nettes (a)

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1956 (exercice 1955-exercice 1956)	1957 (exercice 1956-exercice 1957)	1958 (exercice 1957-exercice 1958)	1959 (exercice 1958-exercice 1959)	1960 (exercice 1959-exercice 1960)	1961 (exercice 1960-exercice 1961)	1962 (exercice 1961-exercice 1962)
Contributions directes :							
Contribution foncière	424	451	459	491	438	498	578
Taxe mobilière	3 412	3 746	3 444	3 517	4 067	4 341	4 389
Taxe professionnelle	20 957	23 806	23 692	24 587	27 427	28 295	33 232
Impôt complémentaire personnel	2 925	3 634	3 775	3 750	4 043	4 548	5 848
Contribution nationale de crise	1 844	2 017	1 869	1 920	2 171	2 393	1 868
Taxe de circulation automob.	2 110	2 238	2 411	2 568	2 700	2 928	3 149
Recettes sur exercices clos	2 110	2 012	601	1 380	178	– 433	186
Divers	563	665	576	545	533	925	1 059
Total ...	**34 345**	**38 569**	**36 827**	**38 758**	**41 557**	**43 495**	**50 310**
Douanes et accises :							
Douanes	5 536	6 031	5 802	5 370	6 006	6 453	6 602
Accises	10 102	10 477	11 365	13 374	14 907	16 245	16 743
Taxe de consommation	677	712	717	638	775	784	878
Divers	232	279	281	250	304	284	305
Total ...	**16 547**	**17 499**	**18 165**	**19 632**	**21 992**	**23 766**	**24 529**
Enregistrement :							
Droits d'enregistrement ...	3 044	3 624	3 037	3 653	4 024	4 420	4 251
Timbre et taxes assimilées .	26 564	27 702	27 630	30 075	32 022	37 262	41 428
Divers	1 799	1 903	2 188	2 199	2 391	3 000	2 821
Total ...	**31 407**	**33 229**	**32 855**	**35 927**	**38 437**	**44 682**	**48 499**
Total général ...	**82 299**	**89 297**	**87 847**	**94 338**	**101 986**	**111 943**	**123 338**
	En pour-cent du total						
Contributions directes	41,7	43,2	41,9	41,1	40,7	38,9	40,8
Douanes et accises	20,1	19,6	20,7	20,8	21,6	21,2	19,9
Enregistrement	38,2	37,2	37,4	38,1	37,7	39,9	39,3
Total ...	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Source : Ministère des Finances.

(a) Par année civile, sans distinction d'exercice, non compris les centimes additionnels provinciaux et communaux et les sommes attribuées au Trésor de la Colonie.

Recettes des droits d'accises et autres taxes assimilées

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
Droits d'accise :							
Bières	1 220	1 277	1 272	1 330	1 325	1 396	1 346
Eaux-de-vie	580	605	620	552	672	679	768
Huiles minérales	4 591	4 701	5 093	6 476	7 687	8 794	9 070
Glucoses et autres sucres non cristallisables	4	5	6	7	7	8	9
Sucres et sirops de raffinage	175	165	172	178	174	181	190
Eaux minérales	210	255	256	302	293	326	323
Tabacs	3 317	3 463	3 938	4 083	4 248	4 323	4 515
Boissons fermentées mousseuses	4	6	6	28	34	33	35
Boissons fermentées de fruits (a)	—	—	—	417	466	504	488
Taxe spéciale de consommation :							
Alcools et eaux-de-vie	677	712	717	638	775	784	878
Total	**10 778**	**11 189**	**12 082**	**14 012**	**15 682**	**17 029**	**17 621**
Taxe d'ouverture	82	90	74	63	64	75	72

Source : Ministère des Finances.

(a) Droits d'accises à l'importation en remplacement des droits d'entrée perçus avant le 1er janvier 1959 (arrêté royal du 17 décembre 1958, *Moniteur belge* du 25 décembre 1958).

Recettes du Timbre et des taxes assimilées au timbre

en millions de francs)

MOIS	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
Janvier	2 023	2 284	2 374	3 246 (a)	2 344	2 638	3 266
Février	2 189	2 282	2 350	2 179	2 443	2 665	3 122
Mars	2 163	2 352	2 482	2 472	2 812	3 251	3 596
Avril	2 132	2 275	2 296	2 343	2 649	2 779	3 355
Mai	2 180	2 342	2 307	2 311	2 628	3 041	3 423
Juin	2 289	2 341	2 241	2 398	2 664	3 219	3 403
Juillet	2 303	2 170	2 119	2 391	2 496	3 060	3 304
Août	2 194	2 229	2 297	2 382	2 597	3 155	3 308
Septembre	2 174	2 344	2 232	2 540	2 997	3 251	3 490
Octobre	2 213	2 277	2 330	2 668	2 827	3 447	3 751
Novembre	2 344	2 436	2 358	2 483	2 779	3 351	3 642
Décembre	2 360	2 370	2 244	2 662	2 786	3 405	3 767
Total	**26 564**	**27 702**	**27 630**	**30 075**	**32 022**	**37 262**	**41 427**

Source : Ministère des Finances.

(a) Dont 1.040 millions résultant d'une modification dans la comptabilisation des timbres fiscaux vendus par l'Administration des Postes et par les Douanes et Accises.

Recettes non fiscales par année civile

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1960	1961	1962
1. *Recettes non fiscales proprement dites* :			
Chap. I. Taxes, péages et redevances	4 062	4 361	4 716
Chap. II. Revenus patrimoniaux d'exploitation et financiers	1 287	1 942	1 501
Chap. III. Remboursements	1 140	1 283	1 094
Chap. IV. Produits divers	623	764	690
Total	**7 112**	**8 350**	**8 001**
2. *Recettes résultant de la guerre*	**126**	**119**	**116**
Total général	**7 238**	**8 469**	**8 117**

Source : Ministère des Finances.

Evolution de la situation de la Trésorerie (a)

(en milliards de francs)

DÉSIGNATION	1961		1962	
	Entrées	Sorties	Entrées	Sorties
Découvert des opérations budgétaires		19,8		16,2
Fonds de tiers		2,5		0,5
Encaisse des comptables	0,3			0,1
	0,3	**22,3**		**16,8**
Financement				
Produit des emprunts consolidés	15,2		21,5	
Dette flottante intérieure :				
Banque Nationale	0,5			1,4
Banques belges	0,4		3,0	
Parastataux	3,2		3,9	
Congo et Ruanda-Urundi	0,1			0,2
Comptes chèques postaux	0,4		3,5	
Certificats divers	1,0			1,7
Certificats moyen terme marché				1,1
Dette flottante extérieure	1,2			10,7
	22,3	**22,3**	**31,9**	**31,9**

Source : Ministère des Finances.

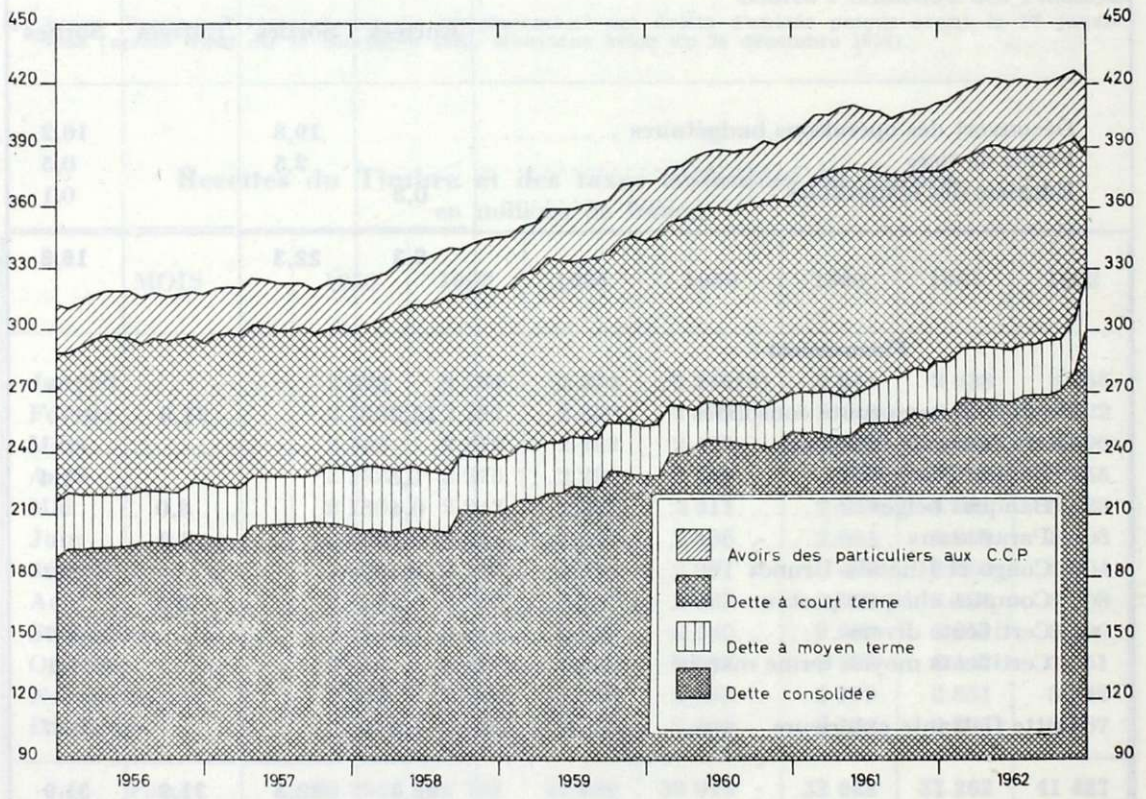
(a) Les données concernant la situation de Trésorerie reflètent les recettes et les dépenses réelles, après élimination des mouvements purement comptables.

Dette publique (a)

Situation à fin d'année
(en milliards de francs)

DÉSIGNATION	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
Dette en francs belges :	**292,5**	**296,5**	**315,3**	**338,5**	**350,0**	**362,4**	**384,6**
Dette consolidée	182,1	186,3	193,3	210,6	231,0	241,3	277,6(b)
Dette à moyen terme.....	24,4	25,6	26,1	23,0	18,1	17,4	20,9
Dette à court terme	62,1	60,9	70,6	75,8	68,6	70,9	50,1(b)
Avoirs des particuliers à l'Office des Chèques Postaux ..	23,9	23,7	25,4	29,0	32,4	32,8	36,1
Dette en monnaies étrangères :	**25,3**	**27,1**	**30,4**	**35,1**	**46,1**	**48,6**	**38,6**
Dette consolidée	17,4	18,3	17,8	18,5	19,1	20,3	21,0
Dette à moyen terme.....	1,3	1,1	0,8	1,4	1,5	6,3	4,8
Dette à court terme	6,6	7,7	11,7	15,2	25,5	21,9	12,8
Total général ...	**317,8**	**323,6**	**345,6**	**373,5**	**396,1**	**411,0**	**423,2**
Evolution d'une année à l'autre	**+ 6,2**	**+ 5,8**	**+22,0**	**+27,9**	**+22,6**	**+14,9**	**+12,2**

Situation à fin de mois
(en milliards de francs)



(a) Non compris les dettes interalliées résultant de la guerre 1914-1918, soit 21.3 milliards de francs.
(b) En décembre 1962, des certificats de trésorerie de la tranche A, détenus par les banques, d'un montant de 19,8 milliards, ont été convertis en titres non négociables, d'un nouvel emprunt consolidé. La dette à court terme a été diminuée et la dette consolidée, augmentée à due concurrence.

Source : Ministère des Finances.

Evolution de la dette publique

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
Dette flottante (a)	— 4 441	+ 688	+ 15 535	+ 9 877	+ 1 652	+ 3 238	— 24 697 (b)
Dette consolidée	+ 10 677	+ 5 100	+ 6 490	+ 18 031	+ 20 931	+ 11 619	+ 36 912 (b)
dont : directe en francs belges..	(+ 9 971)	(+ 2 914)	(+ 5 391)	(+ 15 313)	(+ 20 786)	(+ 5 740)	(+ 34 244) (b)
directe en monnaies étrangères	(+ 47)	(+ 928)	(— 484)	(+ 689)	(— 289)	(+ 1 480)	(+ 630)
indirecte en francs belges.	(+ 663)	(+ 1 270)	(+ 1 583)	(+ 2 038)	(— 410)	(+ 4 618)	(+ 2 038)
indirecte en monnaies étrangères	(— 4)	(— 12)	(—)	(— 9)	(+ 844)	(— 219)	(—)
Total ...	+ 6 236	+ 5 787	+22 025	+ 27 908	+ 22 583	+ 14 857	+ 12 215

Source : Ministère des Finances.

(a) Dette à court et moyen terme.
(b) En décembre 1962, des certificats de trésorerie de la tranche A, détenus par les banques, d'un montant de 19,8 milliards, ont été convertis en titres non négociables, d'un nouvel emprunt consolidé. La dette à court terme en francs belges a été diminuée et la dette consolidée, augmentée à due concurrence.

Relations financières : Etat - Pouvoirs publics subordonnés

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1959	1960	1961 (a)	1962 (a)
DÉBIT				
A. *Transferts de revenus*	14 602	15 594	16 212	16 058
1. Contributions à l'enseignement . .	*4 979*	*6 090*	*6 607*	*6 228*
a) Salaires	(3 199)	(3 694)	(4 117)	(3 902)
b) Pensions	(1 315)	(1 534)	(1 525)	(1 539)
c) Frais de fonctionnement	(465)	(862)	(965)	(787)
2. Contributions à la charge d'intérêts.	*14*	*18*	*62*	*148*
3. Autres contributions spéciales . . .	*2 450*	*2 119*	*1 923*	*1 905*
4. Contributions à des fins générales .	*7 159*	*7 367*	*7 620*	*7 777*
B. *Transferts de capitaux*	2 226	1 924	1 693	1 290
1. Bâtiments et équipement pour l'enseignement	*18*	*38*	*287*	*475*
2. Autres bâtiments et routes	*1 183*	*975*	*536*	*322*
3. Autres transferts	*829*	*740*	*725*	*408*
4. Opérations non ventilées	*196*	*171*	*145*	*85*
Total . . .	**16 828**	**17 518**	**17 905**	**17 348**
CRÉDIT				
A. *Transferts de revenus*	119	52	76	62
B. *Transferts de capitaux*	—	—	—	—
Total . . .	**119**	**52**	**76**	**62**
Solde . . .	**16 709**	**17 466**	**17 829**	**17 286**

Source : Ministère des Finances.

(a) Prévisions de recettes; en dépenses, crédits votés (y compris les lois spéciales), rectifiés par le feuilleton d'ajustement.

Budgets provinciaux pour 1961 et 1962 (a)

(en millions de francs)

PROVINCE	Recettes		Dépenses		Solde	
	1961	1962	1961	1962	1961	1962
Anvers	380,6	392,9	416,5	437,0	— 35,9	— 44,1
Brabant	636,5	703,7	671,3	752,9	— 34,8	— 49,2
Flandre occident. .	168,1	202,7	181,6	237,9	— 13,5	— 35,2
Flandre orientale .	221,4	233,5	230,2	246,8	— 8,8	— 13,3
Hainaut	670,6	733,0	669,4	750,2	+ 1,2	— 17,2
Liège	557,1	603,7	562,1	621,7	— 5,0	— 18,0
Limbourg.....	358,2	388,7	398,3	422,5	— 40,1	— 33,8
Luxembourg	75,5	87,0	76,4	86,5	— 0,9	+ 0,5
Namur	142,5	168,1	139,3	162,2	+ 3,2	+ 5,9
Total ...	**3 210,5**	**3 513,3**	**3 345,1**	**3 717,7**	**— 134,6**	**— 204,4**

Source : Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique, Direction générale des Finances provinciales et communales.

(a) Budgets initiaux propres à l'exercice.

Rendement des impositions provinciales d'après les budgets de 1956 à 1962 pour l'ensemble des provinces (a)

(en millions de francs)

NATURE DES IMPÔTS	Exercice						
	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
Centimes additionnels à la contribution foncière	303,4	374,7	429,8	542,6	685,6	767,8	797,5
Autres impôts provinciaux	348,0	395,7	411,2	428,1	439,6	454,0	487,2
Total ...	**651,4**	**770,4**	**841,0**	**970,7**	**1 125,2**	**1 221,8**	**1 284,7**

Source : Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique, Direction générale des Finances provinciales et communales.

(a) D'après les budgets initiaux.

Répartition des dépenses provinciales

Exercices 1956 à 1962 (a)

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
Administration	100,2	107,2	124.0	131,8	143,6	156,9	169,5
Justice-Cultes	17,0	16,2	15,2	14,2	16,6	15,8	15,2
Beaux-arts	83,3	95,4	94,3	92,6	89,0	103,6	111,3
Instruction publique .	797,9	913,7	983,8	1 085,6	1 097,2	1 157,4	1308,0
Assistance publique .	130,2	172,8	119,2	131,4	142,0	195,1	206,6
Pensions	55,7	77,5	83,1	95,7	107,5	108,9	113,8
Dette	400,0	423,2	457,6	502,2	567,4	604,6	649,8
Transferts	5,3	15,8	14,8	17,8	6,1	30,1	14,2
Hygiène	104,4	114,7	124,2	136,1	189,5	198,0	280,2
Agriculture (b)	23,4	26,6	29,4	31,1	66,3	68,5	83,8
Routes et travaux publics	349,2	348,6	340,4	341,3	349,3	339,6	379,8
Entreprises	195,8	212,9	244,3	285,0	301,3	304,9	319,4
Patrimoine.....	43,3	65,1	65,5	66,1	48,8	61,7	66,1
Total ...	**2 305,7**	**2 589,7**	**2 695,8**	**2 930,9**	**3 124,6**	**3 345,1**	**3 717,7**

Source : Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique, Direction générale des Finances provinciales et communales.

(a) Propres aux exercices.
(b) Ce chapitre est intitulé « Economie » à partir de 1960.

Budgets et comptes communaux (a)

(en millions de francs)

EXERCICE	Recettes		Dépenses		Solde	
	Budget	Compte	Budget	Compte	Budget	Compte
1952	20 323	21 954	22 656	20 711	— 2 333	+ 1 243
1953	19 998	22 457	21 527	21 167	— 1 529	+ 1 290
1954	19 065	21 433	21 187	20 148	— 2 122	+ 1 285
1955	19 661	22 130	22 528	22 214	— 2 867	— 84
1956	20 825	23 310	24 157	23 502	— 3 332	— 192
1957	21 660	24 681	25 339	25 595	— 3 679	— 914
1958	22 778	25 798	27 376	28 133	— 4 598	— 2 335
1959	24 516	25 736	30 681	29 089	— 6 165	— 3 353
1960	24 468	29 310	31 574	31 788	— 7 106	— 2 478
1961	25 685	..	33 539	..	— 7 854	..
1962	32 572	..	35 183	..	— 2 611	..

Sources : Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique.
Crédit communal de Belgique.

(a) Exercice général.

Budgets communaux

Recettes et dépenses du service ordinaire (a)

Résultats généraux des opérations propres à l'exercice, repartis par province (b)

Exercices 1961 et 1962

(en millions de francs)

PROVINCE	Recettes		Dépenses		Solde	
	1961	1962	1961	1962	1961	1962
Anvers	5 354	5 702	5 901	6 283	— 547	— 581
Brabant	6 253	7 030	6 863	7 370	— 610	— 340
Flandre occident. .	1 826	2 057	1 947	2 118	— 121	— 61
Flandre orientale .	2 951	3 210	3 226	3 388	— 275	— 178
Hainaut	2 799	3 173	3 189	3 388	— 390	— 215
Liège	3 180	3 616	3 857	4 014	— 677	— 398
Limbourg.....	779	879	876	965	— 97	— 86
Luxembourg	545	579	668	705	— 123	— 126
Namur	792	911	868	933	— 76	— 22
Total ...	**24 479**	**27 157**	**27 395**	**29 164**	**— 2 916**	**— 2 007**

Source: Institut National de Statistique.

(a) Budgets votés par les Conseils communaux et approuvés par les Députations permanentes, y compris les recours, non compris les modifications en cours d'exercice.
(b) Ensemble des chapitres, déduction faite du chapitre 1er « Solde des exercices antérieures ».

Fonds de répartition en faveur des communes

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1949	1955	1960	1961	1962
Fonds des Communes	4 000	4 432	5 456	5 836	6 004
Fonds d'Assistance publique	1 000	1 119	1 325	1 325	1 331
Fonds des quatre grandes villes	—	400	600	600	600
Fonds spéciaux	—	100	550	474 (a)	474 (a)
Total ...	**5 000**	**6 051**	**7 931**	**8 235**	**8 409**

Source : Crédit communal de Belgique.

(a) Y compris un complément de 194 millions pour le Fonds des Communes et un complément de 50 millions pour le Fonds communal d'Assistance publique.

Additionnels communaux à la contribution foncière

CENTIMES ADDITIONNELS	Nombre de communes							
	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962(a)
0 à 200	142	67	50	46	24	14	12	76
201 à 300	94	9	6	5	5	5	3	88
301 à 400	799	557	339	296	194	125	98	220
401 à 500	1 039	1 121	483	350	166	84	57	584
501 à 600	393	549	1 047	974	492	196	108	1 138
601 à 799	116	194	365	481	359	212	119	466
800 à 1 000	81	158	328	444	1 232	1 625	1 655	75
Plus de 1 000	2	11	48	70	191	402	611	16
Total	2 666	2 666	2 666	2 666	2 663	2 663	2 663	2 663

Source : Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique, Direction générale des Finances provinciales et communales.

(a) Après péréquation cadastrale.

Prêts et subventions aux administrations régionales et locales

(en millions de francs)

ANNÉE	Prêts consentis par le Crédit communal de Belgique		Subventions de l'Etat	Total
	Prêts ordinaires	Prêts « Part Etat » (a)		
1954	3 650	—	2 278	5 928
1955	4 315	—	2 261	6 576
1956	3 562	—	2 330	5 892
1957	2 603	—	2 389	4 992
1958	3 594	—	2 196	5 790
1959	5 640	—	2 760	8 400
1960	4 560	290	2 307	7 157
1961	6 182	1 262	1 858	9 302
1962	6 530	1 363	1 322	9 215

Source : Crédit communal de Belgique.

(a) Prêts dont la charge financière incombe à l'Etat, en application de l'arrêté royal du 22 octobre 1959 (*Moniteur belge* du 7 novembre 1959).

Budgets communaux

Dépense du service ordinaire (a)

Résultats généraux par chapitre administratif

Exercices 1955 à 1962

(en millions de francs)

CHAPITRES	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
Exercices précédents	2 246	2 598	2 819	3 273	4 569	5 495	6 144	6 019
Patrimoine	470	487	497	538	571	678	599	642
Administration	1 597	1 619	1 732	1 882	1 958	2 021	2 113	2 195
Police - Sûreté - Pompiers	1 566	1 606	1 713	1 840	1 962	2 043	2 082	2 111
Entreprises	1 817	1 961	2 119	2 288	2 359	2 349	2 465	2 578
Assistance publique	1 901	1 957	1 882	2 012	2 284	2 465	2 644	2 773
Santé publique	711	737	785	832	891	943	959	992
Routes et travaux publics	2 342	2 391	2 183	2 220	2 416	2 548	2 563	2 723
Culte	108	101	110	118	125	134	139	157
Instruction	4 742	5 306	5 742	6 078	6 451	5 205 (b)	5 396	5 605
Beaux-arts	381	393	430	488	521	537	556	599
Pensions	1 423	1 555	1 653	1 876	2 020	2 123	2 182	2 361
Dette	2 879	3 125	3 365	3 590	4 199	4 674	5 382	6 047
Transferts	345	321	309	341	355	359	315	381
Total	**22 528**	**24 157**	**25 339**	**27 376**	**30 681**	**31 574**	**33 539**	**35 183**

Source : Institut National de Statistique.

(a) Budgets votés par les Conseils communaux, et approuvés par les Députations permanentes, y compris les recours, non compris les modifications en cours d'exercice.

(b) La réduction des dépenses d'instruction publique résulte de l'application du pacte scolaire (loi du 29 mai 1959, *Moniteur belge* du 19 juin 1959).

II

MONNAIE ET CRÉDIT

Stock monétaire et avoirs extérieurs nets . . . . . p. 161 à 166

Marché de l'argent . . . . . p. 167 à 174

Marché des capitaux . . . . . p. 175 à 188

Evolution du stock monétaire

Situation fin de mois
(en milliards de francs)

MOIS	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale							
					Détenue par les entreprises et particuliers (b)						
	Billets et monnaies du Trésor	Billets de la Banque Nationale de Belgique	Stock de monnaie fiduciaire (a)	Détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés	Comptes-courants à la Banque Nationale de Belgique (a)	Avoirs en comptes chèques postaux (a)	Dépôts à vue et à un mois au plus dans les banques et établissements parastataux (a)	Total	Stock de monnaie scripturale	Total du stock monétaire	Mouvements du stock monétaire par période
1954 Décembre	5,9	102,7	106,7	7,4	0,5	20,6	48,4	69,5	76,9	183,6	+ 3,3
1955 Décembre	5,6	107,6	110,7	7,9	0,6	20,8	52,5	73,9	81,8	192,5	+ 8,9
1956 Décembre	5,4	111,5	114,3	6,5	0,6	21,3	55,6	77,5	84,0	198,3	+ 5,8
1957 Décembre	5,4	112,7	115,5	6,4	0,9	22,0	53,2	76,1	82,5	198,0	— 0,3
1958 Décembre	5,5	117,4	120,3	7,2	0,5	24,0	57,5	82,0	89,2	209,5	+ 11,5
1959 Décembre	5,6	118,3	121,3	7,6	0,5	25,8	61,1	87,4	95,0	216,3	+ 6,8
1960 Décembre	5,8	124,1	126,8	7,3	0,7	26,9	58,7	86,3	93,6	220,4	+ 4,1
1961 Décembre	6,0	129,1	132,2	10,0	0,6	27,9	66,7	95,2	105,2	237,4	+ 17,0
1962 Janvier	6,0	125,7	128,8	7,9	0,5	29,0	64,9	94,4	102,3	231,1	— 6,3
Février	6,0	126,8	129,8	8,1	0,5	28,8	64,5	93,8	101,9	231,7	+ 0,6
Mars	6,0	127,9	131,0	9,5	0,4	27,8	67,6	95,8	105,3	236,3	+ 4,6
Avril	6,0	129,5	132,5	7,7	0,4	29,3	66,6	96,3	104,0	236,5	+ 0,2
Mai	6,0	130,0	132,9	8,9	0,4	29,0	69,1	98,5	107,4	240,3	+ 3,8
Juin	6,1	132,1	135,3	10,4	0,4	29,1	69,8	99,3	109,7	245,0	+ 4,7
Juillet	6,1	133,2	136,2	9,8	0,4	30,5	67,6	98,5	108,3	244,5	— 0,5
Août	6,1	133,2	136,5	8,7	0,4	29,0	67,5	96,9	105,6	242,1	— 2,4
Septembre	6,1	133,2	136,7	11,0	0,4	29,3	69,3	99,0	110,0	246,7	+ 4,6
Octobre	6,1	134,5	137,9	8,6	0,4	30,2	69,5	100,1	108,7	246,6	— 0,1
Novembre	6,1	134,0	137,5	8,4	0,3	29,5	71,1	100,9	109,3	246,8	+ 0,2
Décembre	6,2	138,5	141,7	10,6	0,5	30,4	71,2	102,2	112,8	254,5	+ 7,7

(a) Déduction faite des encaisses des organismes émetteurs de monnaie.
(b) Y compris certains organismes paraétatiques administratifs.

Source : Banque Nationale de Belgique.

Bilans intégrés

(en millia

FIN DE PÉRIODE	Stock monétaire	Liquidités quasi-monétaires			Total du stock monétaire et des liquidités quasi-monétaires	Avoirs extérieurs nets
		Détenues par les entreprises et particuliers		Détenues par le Trésor		
		Dépôts en francs belges (*a*)	Dépôts en devises			
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
1956 Mars	191,0	24,5	2,4	0,1	**218,0**	57,5
Juin	195,1	24,5	2,8	0,1	**222,5**	58,5
Septembre	195,9	23,6	2,6	0,1	**222,2**	56,4
Décembre	198,3	22,3	3,2	—	**223,8**	54,0
1957 Mars	198,2	23,3	3,3	—	**224,8**	50,4
Juin	201,9	21,9	3,3	—	**227,1**	51,5
Septembre	194,4	22,1	3,9	—	**220,4**	49,3
Décembre	198,0	23,4	3,2	0,2	**224,8**	56,1
1958 Mars	197,0	25,4	3,0	0,4	**225,8**	60,2
Juin	206,1	25,0	2,5	0,5	**234,1**	66,2
Septembre	202,0	26,9	2,6	0,5	**232,0**	70,1
Décembre	209,5	27,4	2,6	0,6	**240,1**	72,1
1959 Mars	209,7	30,1	3,3	0,7	**243,8**	70,3
Juin	214,0	29,2	3,1	0,7	**247,0**	69,7
Septembre	209,6	30,9	3,1	0,6	**244,2**	71,2
Décembre	216,3	31,5	4,3	0,5	**252,6**	70,7
1960 Mars	212,5	36,1	4,8	0,5	**253,9**	72,8
Juin	219,9	33,5	5,8	0,3	**259,5**	74,5
Septembre	214,2	33,7	8,0	0,3	**256,2**	67,2
Décembre	220,4	34,7	7,2	0,2	**262,5**	75,0
1961 Mars	222,6	37,5	7,9	0,1	**268,1**	73,3
Juin	226,8	38,0	7,9	0,1	**272,8**	68,2
Septembre	228,6	41,1	8,4	—	**278,1**	70,9
Décembre	237,4	43,6	8,0	—	**289,0**	77,8
1962 Mars	236,3	47,5	8,2	0,1	**292,1**	84,6
Juin	245,0	47,9	7,9	—	**300,8**	82,4
Septembre	246,7	50,4	8,0	—	**305,1**	80,2
Décembre	254,5	48,5	7,4	—	**310,4**	80,3

(a) Ces dépôts comprennent les dépôts à terme et les carnets d'épargne.

ganismes monétaires

de francs)

Créances sur les pouvoirs publics				Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers résidant en Belgique		Emprunts obligataires des banques de dépôts	Créances et engagements sur et envers des intermédiaires financiers non monétaires	Divers
Créances sur l'Etat	Créances nettes sur le Fonds des Rentes	Créances sur les autres pouvoirs publics	Total	Financés par les organismes monétaires	*Pour mémoire* : Financés par et hors des organismes monétaires			
(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)
121,8	0,7	4,1	**126,6**	43,4	*52,0*	— 4,0	+ 1,1	— 6,6
124,2	1,4	4,1	**129,7**	42,1	*52,6*	— 4,1	+ 1,4	— 5,1
123,4	1,3	5,0	**129,7**	45,1	*55,3*	— 4,2	+ 1,4	— 6,2
123,4	2,0	5,6	**131,0**	49,0	*58,4*	— 4,3	+ 1,2	— 7,1
128,6	0,7	4,0	**133,3**	50,1	*60,3*	— 4,4	+ 1,2	— 5,8
127,5	1,8	4,2	**133,5**	50,9	*61,0*	— 4,4	+ 1,0	— 5,4
124,3	1,2	4,2	**129,7**	50,9	*60,0*	— 4,5	+ 1,3	— 6,3
121,6	1,7	1,8	**125,1**	52,3	*61,5*	— 4,9	+ 2,3	— 6,1
122,5	0,4	2,0	**124,9**	48,8	*60,2*	— 5,3	+ 2,8	— 5,6
125,0	2,0	2,2	**129,2**	45,7	*58,3*	— 5,8	+ 3,0	— 4,2
120,4	3,7	1,7	**125,8**	43,5	*55,8*	— 6,3	+ 3,6	— 4,7
126,4	4,1	2,1	**132,6**	43,8	*56,3*	— 6,6	+ 4,1	— 5,9
129,5	3,9	2,9	**136,3**	45,2	*55,9*	— 6,8	+ 4,4	— 5,6
129,6	5,0	3,9	**138,5**	44,8	*55,8*	— 6,9	+ 4,7	— 3,8
128,0	2,0	4,0	**134,0**	45,1	*55,9*	— 6,9	+ 5,3	— 4,5
132,4	4,6	4,0	**141,0**	48,1	*59,6*	— 6,9	+ 5,1	— 5,4
133,6	2,0	4,3	**139,9**	48,5	*60,1*	— 6,9	+ 5,6	— 6,0
136,2	2,1	4,5	**142,8**	49,2	*61,2*	— 7,0	+ 5,6	— 5,6
142,7	3,9	3,7	**150,3**	48,8	*60,0*	— 7,2	+ 5,3	— 8,2
135,9	5,8	4,7	**146,4**	53,0	*65,4*	— 7,6	+ 4,9	— 9,2
143,6	4,0	4,2	**151,8**	51,4	*64,5*	— 7,9	+ 5,4	— 5,9
149,3	4,1	4,7	**158,1**	54,1	*67,3*	— 8,2	+ 6,1	— 5,5
154,3	3,4	4,2	**161,9**	54,6	*69,7*	— 8,4	+ 6,3	— 7,2
147,4	5,2	6,1	**158,7**	61,2	*75,2*	— 8,6	+ 6,8	— 6 9
147,3	3,2	5,6	**156,1**	61,7	*73,9*	— 9,1	+ 7,0	— 8,2
151,9	4,4	5,5	**161,8**	63,5	*77,8*	— 9,8	+ 8,9	— 6,0
154,8	5,8	6,6	**167,2**	66,8	*78,6*	— 10,4	+ 9,0	— 7,7
150,1	7,0	6,7	**163,8**	72,9	*86,7*	— 11,1	+ 10,1	— 5,6

Source : Banque Nationale de Belgique.

Origines des variati

(en milli

PÉRIODE	Stock monétaire (1)	Liquidités quasi monétaires (2)	Total du stock et des liquidités quasi monétaires (3)	Opération avec l'étranger (à l'exclusi on des opération en capital et des donations des pouvoi publics) (4)
1957 1er trimestre	— 0,2	+ 1,1	+ **0,9**	— 1,2
2e trimestre	+ 3,7	— 1,4	+ **2,3**	— 0,1
3e trimestre	— 7,5	+ 0,8	— **6,7**	— 2,5
4e trimestre	+ 3,7	+ 0,8	+ **4,5**	+ 5,1
Total	— 0,3	+ 1,3	+ **1,0**	+ 1,3
1958 1er trimestre	— 1,0	+ 1,9	+ **0,9**	+ 3,9
2e trimestre	+ 9,1	— 0,8	+ **8,3**	+ 5,6
3e trimestre	— 2,7	+ 0,7	— **2,0**	+ 2,8
4e trimestre	+ 7,5	+ 0,6	+ **8,1**	+ 2,6
Total	+ 12,9	+ 2,4	+ **15,3**	+ 14,9
1959 1er trimestre	+ 0,2	+ 3,4	+ **3,6**	— 2,1
2e trimestre	+ 4,3	— 0,9	+ **3,4**	+ 0,3
3e trimestre	— 4,4	+ 1,6	— **2,8**	— 0,3
4e trimestre	+ 6,7	+ 1,7	+ **8,4**	+ 2,8
Total	+ 6,8	+ 5,8	+ **12,6**	+ 0,7
1960 1er trimestre	— 3,9	+ 5,1	+ **1,2**	+ 4,7
2e trimestre	+ 7,4	— 1,8	+ **5,6**	— 0,1
3e trimestre	— 5,2	+ 2,8	— **2,4**	— 4,6
4e trimestre	+ 6,1	—	+ **6,1**	+ 1,6
Total	+ 4,4	+ 6,1	+ **10,5**	+ 1,6
1961 1er trimestre	+ 2,1	+ 3,3	+ **5,4**	— 1,9
2e trimestre	+ 4,1	+ 0,4	+ **4,5**	+ 0,1
3e trimestre	+ 1,7	+ 3,6	+ **5,3**	+ 4,3
4e trimestre	+ 8,8	+ 1,8	+ **10,6**	+ 5,3
Total	+ 16,7	+ 9,1	+ **25,8**	+ 7,8
1962 1er trimestre	— 1,1	+ 4,2	+ **3,1**	+ 3,8
2e trimestre	+ 8,7	—	+ **8,7**	+ 1,7
3e trimestre	+ 1,6	+ 2,6	+ **4,2**	+ 0,2
4e trimestre	+ 7,9	— 2,5	+ **5,4**	— 0,7
Total	+ 17,1	+ 4,3	+ **21,4**	+ 5,0

stock monétaire
ances)

Financement monétaire des pouvoirs publics			Monétisation d'effets publics		Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers résidant en Belgique	Emprunts obligataires des banques de dépôts	Crédits à des intermédiaires financiers non monétaires	Divers
de l'Etat		des autres pouvoirs publics	achats sur le marché par les organismes monétaires	par l'intermédiaire du Fonds des Rentes				
ar cession de titres e la dette	par cession nette de devises							
(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)
+ 5,3	— 1,9	— 2,0	+ 0,2	— 1,5	+ 1,1	— 0,1	—	+ 1,0
— 1,5	+ 1,1	+ 0,1	+ 0,5	+ 1,1	+ 0,8	—	— 0,2	+ 0,5
— 3,5	+ 0,4	+ 0,1	+ 0,3	— 0,6	—	— 0,1	+ 0,2	— 1,0
— 1,4	+ 1,1	+ 0,2	+ 0,2	— 0,7	+ 1,5	— 0,4	+ 0,1	— 1,2
— 1,1	+ 0,7	— 1,6	+ 1,2	— 1,7	+ 3,4	— 0,6	+ 0,1	— 0,7
— 0,6	+ 0,4	+ 0,2	+ 0,3	— 0,1	— 3,6	— 0,4	+ 0,5	+ 0,3
+ 2,7	+ 0,3	— 0,1	+ 0,4	+ 1,4	— 3,0	— 0,5	+ 0,1	+ 1,4
— 4,9	+ 0,8	— 0,6	+ 1,0	+ 1,3	— 2,2	— 0,5	+ 0,6	— 0,3
+ 7,1	— 0,1	+ 0,4	+ 0,2	— 0,4	+ 0,4	— 0,3	+ 0,5	— 2,3
+ 4,3	+ 1,4	— 0,1	+ 1,9	+ 2,2	— 8,4	— 1,7	+ 1,7	— 0,9
+ 1,2	+ 0,1	+ 0,4	+ 1,3	+ 1,2	+ 1,4	— 0,2	+ 0,2	+ 0,1
+ 0,3	— 1,1	+ 1,1	+ 0,2	+ 0,9	— 0,4	— 0,1	+ 0,3	+ 1,9
— 2,2	+ 0,3	— 0,8	+ 0,7	— 0,4	+ 0,3	—	+ 0,6	— 1,0
+ 7,7	— 3,3	—	— 0,4	— 0,3	+ 3,1	—	— 0,2	— 1,0
+ 7,0	— 4,0	+ 0,7	+ 1,8	+ 1,4	+ 4,4	— 0,3	+ 0,9	—
— 2,8	— 3,9	+ 1,7	+ 1,0	+ 0,2	+ 0,4	—	+ 0,6	— 0,7
+ 3,7	+ 1,3	— 0,1	— 0,5	+ 0,2	+ 0,7	— 0,2	+ 0,1	+ 0,5
+ 7,3	— 1,8	— 0,7	—	+ 1,0	— 0,5	— 0,2	+ 0,4	— 2,5
— 5,2	+ 5,3	+ 1,3	— 0,3	+ 0,5	+ 4,1	— 0,3	— 0,4	— 0,5
+ 3,0	+ 0,9	+ 2,2	+ 0,2	+ 1,9	+ 4,7	— 0,7	— 0,1	— 3,2
+ 5,3	+ 0,2	— 0,6	+ 1,1	— 0,5	— 1,6	— 0,3	+ 0,8	+ 2,9
+ 5,9	— 6,1	+ 0,6	— 0,1	+ 0,3	+ 2,7	— 0,3	+ 0,7	+ 0,7
+ 3,6	— 1,3	— 0,4	+ 0,4	—	+ 0,5	— 0,2	+ 0,4	— 2,0
— 6,2	+ 0,9	+ 2,5	+ 0,1	+ 0,6	+ 6,6	— 0,2	+ 0,5	+ 0,5
+ 8,6	— 6,3	+ 2,1	+ 1,5	+ 0,4	+ 8,2	— 1,0	+ 2,4	+ 2,1
— 1,2	+ 2,5	— 0,2	+ 0,2	— 0,6	+ 0,4	— 0,5	— 0,2	— 1,1
+ 4,0	— 3,8	— 0,1	+ 0,6	+ 0,5	+ 1,8	— 0,7	+ 2,3	+ 2,4
+ 4,4	— 2,0	+ 0,9	+ 0,4	— 0,1	+ 3,3	— 0,6	— 0,2	— 2,1
— 3,2	+ 0,4	+ 0,5	— 0,7	+ 0,9	+ 6,1	— 0,6	+ 0,6	+ 2,1
+ 4,0	— 2,9	+ 1,1	+ 0,5	+ 0,7	+ 11,6	— 2,4	+ 2,5	+ 1,3

Source : Banque Nationale de Belgique.

Avoirs extérieurs nets de la Banque Nationale de Belgique

Situation à fin de mois
(en milliards de francs)

MOIS	Encaisse-or	Avoirs sur l'étranger en monnaies convertibles	Créances nettes sur l'Union Européenne de Paiement	Créances sur le Fonds Monétaire International	Autres avoirs ou engagements nets	Total des avoirs extérieurs	Evolution des avoirs extérieurs
1954 Décembre	38,9	3,3	8,6	—	0,2	51,0	— 1,7
1955 Décembre	46,4	0,2	9,1	—	1,5	57,2	+ 6,2
1956 Décembre	46,2	1,0	9,7	—	0,9	57,8	+ 0,6
1957 Décembre	45,8	1,9	6,8	—	3,8	58,3	+ 0,5
1958 Décembre	63,5	1,4	7,8	—	2,8	75,5	+ 17,2
1959 Décembre	56,7	4,4	5,5	4,4	1,2	72,2	— 3,3
1960 Décembre	58,5	12,6	3,5	4,4	1,6	80,6	+ 8,4
1961 Décembre	62,4	20,4	0,4	8,0	1,5	92,7	+ 12,1
1962 Janvier	63,9	19,3	0,4	8,0	— 0,6	91,0	— 1,7
Février	64,6	17,9	0,4	7,2	— 0,6	89,5	— 1,5
Mars	64,9	18,2	0,4	7,2	— 0,2	90,5	+ 1,0
Avril	65,7	15,2	0,3	6,5	—	87,7	— 2,8
Mai	65,9	15,9	0,3	6,5	0,5	89,1	+ 1,4
Juin	66,8	13,4	0,3	7,5	1,6	89,6	+ 0,5
Juillet	66,8	14,8	0,3	6,7	3,0	91,6	+ 2,0
Août	67,1	14,2	0,3	6,7	— 0,3	88,0	— 3,6
Septembre	67,1	14,3	0,3	6,7	0,2	88,6	+ 0,6
Octobre	67,1	13,7	0,3	6,7	1,2	89,0	+ 0,4
Novembre	67,0	13,1	0,3	6,7	2,3	89,4	+ 0,4
Décembre	68,2	12,8	0,3	6,7	3,0	91,0	+ 1,6

Source : Banque Nationale de Belgique.

Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers

(en milliards de francs)

FIN DE MOIS	Crédits aux entreprises et particuliers résidant en Belgique			Crédits aux entreprises et particuliers résidant à l'étranger			Total général
	Financés par les organismes monétaires	Financés en dehors des organismes monétaires	Total	Financés par les organismes monétaires	Financés en dehors des organismes monétaires	Total	
1953 Décembre	38,7	6,7	45,4	2,1	1,1	3,2	48,6
1954 Décembre	41,7	8,1	49,8	1,7	1,6	3,3	53,1
1955 Décembre	44,4	7,6	52,0	3,1	1,0	4,1	56,1
1956 Décembre	49,0	9,4	58,4	3,2	1,1	4,3	62,7
1957 Décembre	52,3	9,2	61,5	3,2	1,2	4,4	65,9
1958 Décembre	43,9	12,4	56,3	4,4	1,6	6,0	62,3
1959 Décembre	48,1	11,4	59,5	4,7	1,5	6,2	65,7
1960 Décembre	52,8	12,5	65,3	6,4	1,0	7,4	72,7
1961 Décembre	61,2	14,0	75,2	7,3	2,3	9,6	84,8
1962 Janvier	59,0	13,6	72,5	6,9	4,2	11,0	83,6
Février	59,5	13,5	73,0	7,5	4,0	11,5	84,5
Mars	61,7	12,2	73,9	7,8	3,7	11,4	85,3
Avril.....	60,7	14,0	74,7	7,9	3,5	11,4	86,1
Mai	62,6	14,4	77,0	8,7	3,1	11,8	88,8
Juin	63,5	14,3	77,8	9,3	2,4	11,7	89,5
Juillet	63,3	13,9	77,3	10,2	2,6	12,7	90,0
Août	64,7	12,4	77,1	7,7	5,1	12,8	89,8
Septembre	66,8	11,8	78,6	8,7	4,1	12,7	91,4
Octobre	68,0	11,8	79,8	9,7	3,4	13,1	92,9
Novembre	67,7	13,6	81,3	10,2	3,1	13,3	94,7
Décembre	72,9	13,8	86,7	10,8	2,5	13,3	100,0

Source : Banque Nationale de Belgique.

Situation globale des banques

(en milliards de francs)

DÉSIGNATION	Au 31 décembre								A fin de trimestre			
	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1er trimestre 1962	2e trimestre 1962	3e trimestre 1962	4e trimestre 1962
ACTIF												
Liquidités	14,3	15,8	17,7	16,6	17,6	21,2	24,6	30,6	29,8	27,4	27,5	34,0
Crédits	76,8	85,8	89,9	89,0	100,1	109,0	119,0	148,5	151,4	156,7	161,8	158,5
au secteur public	*46,5*	*49,7*	*53,2*	*50,7*	*59,7*	*66,7*	*70,2*	*90,7*	*88,4*	*92,3*	*93,1*	*88,5*
au secteur privé	*30,3*	*36,1*	*36,7*	*38,3*	*40,4*	*42,3*	*48,8*	*57,8*	*63,0*	*64,4*	*68,7*	*70,0*
Divers	14,0	14,6	16,6	14,6	15,9	18,2	18,9	20,8	20,6	23,5	23,2	25,6
dont acceptations	*8,9*	*9,6*	*11,1*	*9,3*	*10,6*	*11,9*	*12,7*	*14,3*	*14,3*	*16,8*	*16,1*	*17,9*
Total	**105,1**	**116,2**	**124,2**	**120,2**	**133,6**	**148,4**	**162,5**	**199,9**	**201,8**	**207,6**	**212,5**	**218,1**
PASSIF												
Dépôts	72,3	79,0	82,1	81,1	89,5	99,2	103,8	121,2	126,3	128,8	131,4	131,0
en francs belges :												
— à un mois au plus	*50,1*	*54,3*	*57,5*	*55,4*	*59,5*	*63,0*	*61,1*	*68,7*	*69,6*	*72,1*	*71,6*	*73,4*
— carnets de dépôts	*9,6*	*10,3*	*10,7*	*10,5*	*11,4*	*13,7*	*14,1*	*14,6*	*15,2*	*15,7*	*16,5*	*17,9*
— à plus d'un mois	*10,3*	*11,7*	*10,2*	*11,5*	*14,8*	*16,8*	*19,7*	*28,1*	*31,4*	*31,3*	*32,8*	*29,5*
en devises	*2,3*	*2,7*	*3,7*	*3,7*	*3,7*	*5,7*	*8,8*	*9,8*	*10,1*	*9,7*	*10,5*	*10,2*
Moyens propres	6,7	7,1	7,6	8,2	8,9	9,6	10,4	11,0	11,2	11,7	12,1	12,9
Divers	26,1	30,1	34,5	30,9	35,2	39,6	48,3	67,8	64,3	67,1	69,0	74,2
dont : acceptations	*8,9*	*9,6*	*11,1*	*9,3*	*10,6*	*11,9*	*12,7*	*14,3*	*14,3*	*16,8*	*16,1*	*17,9*
obligations et bons de caisse	*2,9*	*3,8*	*4,3*	*4,9*	*6,6*	*6,9*	*7,6*	*8,6*	*9,1*	*9,8*	*10,4*	*11,1*
Total	**105,1**	**116,2**	**124,2**	**120,2**	**133,6**	**148,4**	**162,5**	**199,9**	**201,8**	**207,6**	**212,5**	**218,1**

Source : Commission bancaire.

Crédits consentis par les banques privées aux entreprises et aux particuliers

Situation fin de mois
(en milliards de francs)

MOIS	Escompte effets commerciaux (a)	Avances		Total
		Débiteurs divers	Reports et avances sur titres (b)	
1953 Décembre	11,9	15,8	1,5	29,2
1954 Décembre	11,7	17,1	1,5	30,3
1955 Décembre	15,7	19,1	1,3	36,1
1956 Décembre	14,4	21,1	1,2	36,7
1957 Décembre	15,6	21,6	1,1	38,3
1958 Décembre	18,3	20,9	1,2	40,4
1959 Décembre	18,1	22,8	1,4	42,3
1960 Décembre	21,5	26,1	1,2	48,8
1961 Décembre	25,9	30,7	1,2	57,8
1962 Janvier	27,9	31,9	1,2	61,0
Février	27,4	32,7	1,2	61,3
Mars	30,1	31,7	1,2	63,0
Avril	28,1	33,1	1,3	62,5
Mai	30,2	32,8	1,3	64,3
Juin	30,7	32,5	1,2	64,4
Juillet	30,1	34,0	1,2	65,3
Août	31,8	34,3	1,2	67,3
Septembre	33,5	34,0	1,2	68,7
Octobre	34,6	35,3	1,2	71,1
Novembre	32,4	36,0	1,3	69,7
Décembre	30,1	38,6	1,3	70,0

Source : Commission bancaire.

(a) Non compris tous les effets réescomptés.
(b) Y compris les opérations spéciales de mobilisation (arrêté royal du 22 mars 1952, *Moniteur belge* du 23 mars 1952).

Réescompte du portefeuille commercial par les banques privées

Situation fin de mois
(en milliards de francs)

MOIS	Auprès de la B.N.B.	Auprès de l'I.R.G.	Auprès des autres para-stataux	Total partiel	Auprès d'autres rées-compteurs	Total général (a)
1953 Décembre ...	4,1	2,6	1,3	8,0	2,2	10,2
1954 Décembre ...	5,3	2,5	1,3	9,1	2,8	11,9
1955 Décembre ...	2,8	1,6	1,9	6,3	2,8	9,1
1956 Décembre ...	6,1	1,8	1,9	9,8	3,2	13,0
1957 Décembre ...	8,2	2,3	2,3	12,8	3,0	15.8
1958 Décembre ...	1,2	2,0	2,3	5,5	4,0	9,5
1959 Décembre ...	3,4	1,4	2,0	6,8	3,2	10,0
1960 Décembre ...	1,9	1,8	2,8	6,5	2,4	8,9
1961 Décembre ...	0,6	2,7	3,6	6,9	3,9	10,8
1962 Janvier	0,2	1.8	3,5	5,5	4,8	10,3
Février.....	0,2	2,0	3,7	5,9	4,3	10,2
Mars	0,2	2,0	3,7	5,9	3,2	9,1
Avril	0,1	2,4	3,8	6,3	4,1	10,4
Mai	0,2	2,4	3,9	6,5	3,9	10,4
Juin	0,2	2,3	3,8	6,3	3,9	10,2
Juillet	0,2	1,7	3,8	5,7	4,0	9,7
Août.....	0,2	1,6	3,9	5,7	3,8	9,5
Septembre ..	0,2	2,3	4,1	6,6	3,0	9,6
Octobre	0,2	1,7	4,4	6,3	2,9	9,2
Novembre ..	0,2	2,0	4,5	6,7	3,5	10,2
Décembre ...	1,6	2,5	4,4	8,5	3,6	12,1

Source : Commission bancaire.

(a) Montant non compris dans le portefeuille commercial de la situation globale des banques.

Marché de l'argent « on call »

Moyennes journalières
(en milliards de francs)

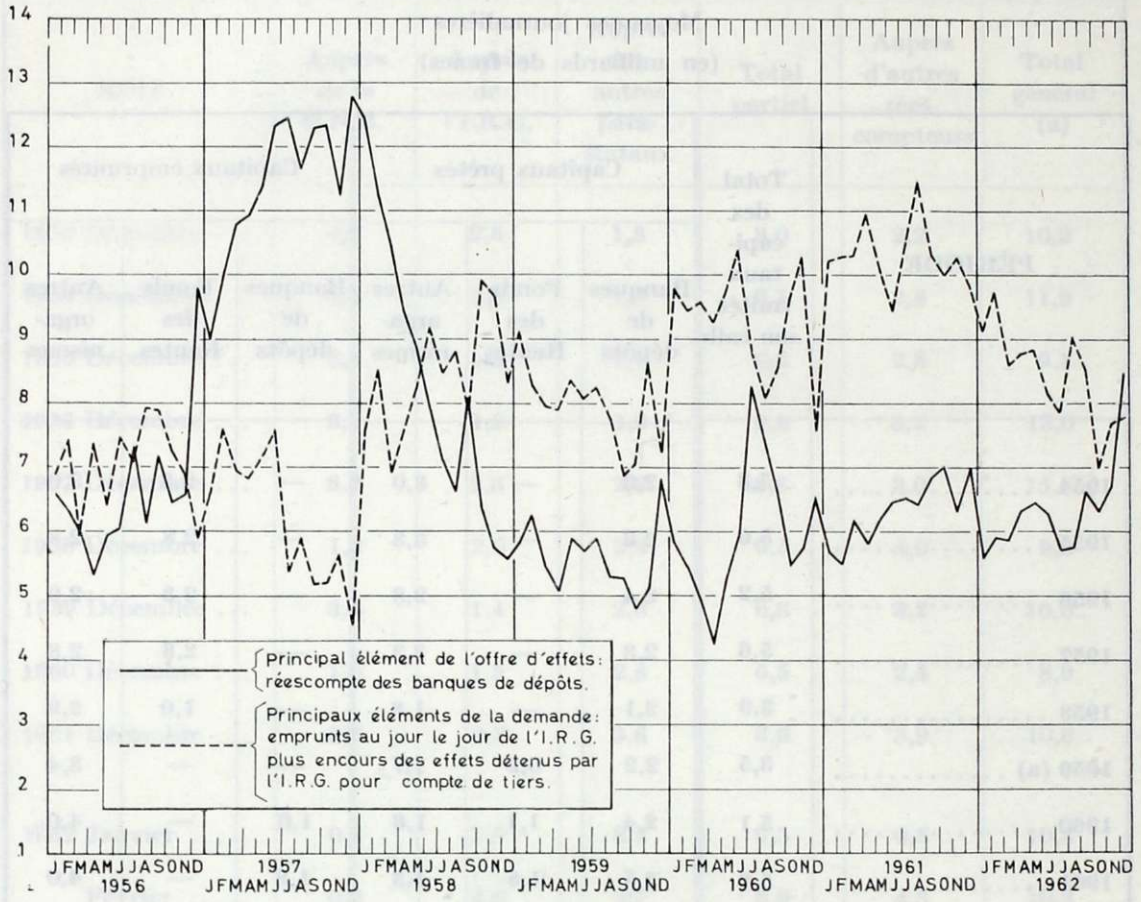
PÉRIODE	Total des capitaux traités «on call»	Capitaux prêtés			Capitaux empruntés		
		Banques de dépôts	Fonds des Rentes	Autres organismes	Banques de dépôts	Fonds des Rentes	Autres organismes
1954	5,3	2,3	—	3,0	—	2,3	3,0
1955	5,6	2,3	—	3,3	—	2,8	2,8
1956	5,2	2,4	—	2,8	—	2,3	2,9
1957	5,6	2,3	—	3,3	—	2,8	2,8
1958	3,9	2,1	—	1,8	—	1,0	2,9
1959 (a)	3,5	2,2	0,2	1,7	—	—	3,4
1960	5,1	2,4	1,1	1,6	1,0	—	4,0
1961	5,8	2,5	1,8	1,5	1,8	—	4,0
1962	4,1	1,5	1,0	1,6	1,5	—	2,5
1962 Janvier	4,0	2,7	0,1	1,2	1,0	—	3,0
Février	3,1	1,2	0,7	1,2	1,7	—	1,4
Mars	3,7	1,6	0,5	1,6	1,3	—	2,4
Avril	4,0	1,4	0,6	2,0	1,5	—	2,5
Mai	4,9	1,5	0,7	2,7	1,8	—	3,1
Juin	4,4	1,6	1,6	1,2	1,2	—	3,2
Juillet	5,1	1,1	2,2	1,8	2,0	—	3,1
Août	4,1	1,1	1,3	1,7	1,9	—	2,2
Septembre	4,1	1,4	1,2	1,5	2,0	—	2,1
Octobre	3,5	1,3	1,1	1,1	1,3	—	2,2
Novembre	3,6	1,5	0,2	1,9	1,1	—	2,5
Décembre	4,3	1,8	1,1	1,4	1,5	—	2,8

Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) Moyenne du 1er janvier au 16 novembre 1959. Le fonctionnement du marché de l'argent a été réorganisé le 17 novembre. Le marché a été unifié par la suppression des secteurs en et hors compensation.

Principaux déterminants de la tendance sur le marché monétaire

(en milliards de francs)



Sources : Commission bancaire.
Institut de Réescompte et de Garantie.

Opérations de l'Institut de Réescompte et de Garantie

Moyennes journalières

(en milliards de francs)

DÉSIGNATION	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
Portefeuille-effets I.R.G.	4,3	4,4	3,4	5,4	3,0	3,8	3,8	3,9	2,4
dont réescomptés à la B.N.B.	*1,4*	*1,6*	*0,6*	*2,6*	*0,2*	*0,6*	*0,4*	*0,4*	*0,8*
Emprunts au jour le jour de l'I.R.G	*2,8*	*2,6*	*2,6*	*2,6*	*2,7*	*3,1*	*3,2*	*3,3*	*1,4*
Encours des effets vendus ou placés par l'I.R.G.	3,9	3,4	4,9	4,6	6,0	5,7	6,3	7,3	7,7
Encours total des effets traités par l'I.R.G. ..	8,2	7,8	8,3	10,0	9,0	9,5	10,1	11,2	10,1

Source : Institut de Réescompte et de Garantie.

Crédits consentis aux entreprises et aux particuliers par la Banque Nationale de Belgique

Situation à fin de mois

(en milliards de francs)

MOIS	Effets commerciaux (a)	Avances sur nantissement	Total
1953 Décembre	8,3	0,9	9,3
1954 Décembre	9,5	0,3	9,8
1955 Décembre	8,4	0,2	8,6
1956 Décembre	11,4	0,5	11,9
1957 Décembre	14,4	2,7	17,1
1958 Décembre	4,1	0,5	4,6
1959 Décembre	7,6	0,1	7,7
1960 Décembre	6,8	—	6,8
1961 Décembre	5,1	0,1	5,2
1962 Janvier	2,3	0,1	2,4
Février	2,2	0,1	2,2
Mars	2,3	—	2,4
Avril	2,3	—	2,4
Mai	2,9	—	2,9
Juin	4,0	—	4,1
Juillet	5,1	0,2	5,3
Août	1,9	0,5	2,4
Septembre	2,5	0,1	2,7
Octobre	3,7	0,6	3,2
Novembre	5,3	2,8	8,1
Décembre	10,1	3,0	13,1

Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) Y compris le réescompte des banques et de l'Institut de Réescompte et de Garantie.

Crédits consentis au secteur public par la Banque Nationale de Belgique

Conventions des 14 septembre 1948 et 15 avril 1952

(en milliards de francs)

DATE	Certificats du Trésor	Autres effets publics	Effets émis par des organismes dont les engagements sont garantis par l'Etat	Total	Compte courant débiteur du Trésor public
1953 31 décembre	8,0	0,1	—	8,1	—
1954 31 décembre	7,9	—	1,2	9,1	—
1955 31 décembre.	8,8	0,1	0,8	9,7	—
1956 31 décembre	5,9	0,1	1,8	7,8	—
1957 31 décembre	6,6	—	—	6,6	1,3
1958 31 décembre	7,8	—	—	7,8	—
1959 31 décembre	8,2	—	—	8,2	—
1960 31 décembre	6,0	—	—	6,0	—
1961 31 décembre	6,5	—	—	6,5	—
1962 29 janvier	6,4	—	—	6,4	—
26 février	3,0	—	—	3,0	—
26 mars	5,7	—	—	5,7	—
27 avril	6,6	—	—	6,6	—
28 mai	7,0	—	—	7,0	—
25 juin..... .	6,4	—	—	6,4	—
30 juillet	7,3	—	—	7,3	—
27 août	9,3	—	—	9,3	—
24 septembre	8,3	—	—	8,3	—
29 octobre.....	9,9	—	—	9,9	—
26 novembre	7,9	—	—	7,9	—
28 décembre	5,1	—	—	5,1	—

Source : Banque Nationale de Belgique.

Principales modalités de l'épargne privée (a)

(en milliards de francs)

DÉSIGNATION	1954	1955	1956	1957	1958	1959 (b)	1960 (b)	1961 (c)
Epargne des particuliers :								
Epargne-dépôts	8,8	7,1	5,9	6,2	17,7	15,8	11,2	21,7
Epargne-réserves	7,9	9,0	8,7	10,7	9,4	9,8	10,7	9,8
Prêts hypothécaires (d)	2,9	3,0	2,0	1,7	1,8	1,8	1,2	2,4
Remboursements hypothécaires (e)	5,2	6,1	6,8	7,1	7,4	8,5	9,2	9,9
Investissements immobiliers	7,3	7,9	7,5	9,0	9,1	10,3	11,5	12,5
Souscriptions aux émissions	13,1	10,5	8,2	17,6	16,2	13,4	17,0	13,8
Epargne des entreprises :								
Bénéfices non distribués	7,8	9,6	10,2	9,2	5,2	5,2	7,7	8,4

Source : Caisse Générale d Epargne et de Retraite.

(a) Les données pour 1962 ne sont pas encore disponibles.
(b) Données rectifiées.
(c) Données provisoires.
(d) Consentis par les particuliers.
(e) Effectués par les particuliers auprès d'insiitutions.

Appels nets de capitaux en Belgique (a)

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961 (b)
Etat et Caisse autonome des Dommages de guerre	12 209	18 344	5 618	9 345	5 908	9 613	16 238	17 375	9 399
Provinces, communes, Crédit communal, sociétés intercommunales	3 408	2 283	1 740	2 259	3 641	5 512	4 154	4 061	3 320
Congo	– 15	2 205	2 084	1 771	– 283	3 705	– 501	–1 522	– 7
Organismes publics d'exploitation	2 753	1 983	554	1 490	1 232	- 338	4 037	– 619	– 97
Organismes parastataux de crédit	1 521	5 127	5 395	4 621	4 539	7 120	7 303	7 274	8 924
Secteur privé actions	3 625	5 664	7 599	6 932	7 381	6 278	4 403	7 624	5 332
Secteur privé obligations (c)	2 039	2 559	2 141	1 866	3 732	5 144	3 163	1 473	2 305
Divers (d)	712	280	771	165	57	538	324	799	480
Total ...	**26 252**	**39 445**	**25 902**	**28 449**	**26 207**	**37 572**	**39 121**	**36 465**	**29 656**

Source : Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.

(a) Cette statistique tient compte des émissions privées et des appels de fonds sur souscriptions antérieures non libérées Elle déduit les remboursements.
Les données pour 1962 ne sont pas encore disponibles.
(b) Données provisoires.
(c) Données rectifiées.
(d) Y compris 400 millions en 1958, 225 en 1959, 400 en 1960 et 50 en 1961 pour le Centre d'Etude de l'Energie Nucléaire, 261 millions en 1960 et 250 en 1961 pour le Fonds National de la Recherche Scientifique.

Emissions des sociétés industrielles et commerciales belges et congolaises

Répartition d'après le centre d'activité

(en millions de francs)

ANNÉE	Emissions nettes d'actions			Accroissement de la dette obligataire des sociétés (a)	Total des émissions nettes
	Constitutions de sociétés	Augmentations de capital	Total		
	SOCIÉTÉS BELGES				
1956	703	3 319	4 022	3 597	7 619
1957	1 217	3 606	4 823	5 864	10 687
1958	648	3 049	3 697	9 223	12 920
1959	897	2 440	3 337	7 980	11 317
1960	1 510	5 035	6 545	6 025	12 571
1961	1 213	2 918	4 131	8 585	12 716
1962 (c)	2 193	4 522	6 715	1 838	8 553
	SOCIÉTÉS CONGOLAISES (b)				
1956	480	863	1 343	237	1 580
1957	279	1 072	1 351	566	1 917
1958	235	507	742	378	1 120
1959	266	233	499	106	606
1960	208	90	299	—168	131
	TOTAL (b)				
1956	1 183	4 182	5 365	3 834	9 199
1957	1 496	4 678	6 174	6 417	12 604
1958	883	3 556	4 439	9 601	14 040
1959	1 163	2 673	3 836	8 086	11 922
1960	1 718	5 125	6 844	5 857	12 702
1961	1 213	2 918	4 131	8 585	12 716
1962 (c)	2 193	4 522	6 715	1 838	8 553

Source : Institut National de Statistique.

(a) Y compris la S.N.C.I.
Y compris les émissions privées, c'est-à-dire qui n'ont pas fait l'objet d'une offre sur le marché.
(b) Les émissions des sociétés congolaises ne sont plus recensées à partir de 1961.
(c) Données provisoires.

Emissions nettes d'actions et d'obligations des sociétés industrielles et commerciales belges (a)

(en milliers de francs)

PRINCIPAUX SECTEURS	1958	1959	1960	1961 (b)	1961 (c)		1962 (c)	
					(d)	Total (e)	(d)	Total (e)
Banques	1 828 506	551 732	1 039 901	1 112 763	120 005	120 005	989 340	989 340
Commerce de détail	91 667	764 572	206 277	821 240	644 915	690 975	319 759	355 974
Commerce de gros et commerce extérieur	380 066	417 799	336 051	407 028	227 668	320 905	384 125	488 819
Fabrications métalliques	267 065	589 077	235 539	376 162	342 556	360 341	631 175	649 511
Métallurgie du fer	867 050	2 002 946	1 471 935	— 34 942	87 750	88 150	1 467 586	1 467 586
Métaux non ferreux	36 608	1 237	— 12 094	16 980	25 500	25 705	50 503	50 677
Industrie textile	93 027	82 421	59 951	115 372	127 094	147 798	109 455	129 297
Industrie alimentaire	95 858	109 376	160 647	5 291	56 931	65 821	103 242	115 207
Industrie du bois	10 482	24 469	40 665	18 646	12 699	19 736	11 857	22 021
Industrie chimique	235 040	10 481	336 011	674 673	706 856	716 515	636 753	648 117
Electricité	1 644 092	— 346 806	— 10 645	283 207	200 140	200 140	1 589 986	1 590 156
Gaz	— 11 585	— 12 405	— 10 619	103 020	55 444	55 444	138 221	138 221
Papier et imprimerie	11 894	— 60 351	— 2 048	238 327	247 314	256 181	271 466	276 123
Transports	239 463	333 216	38 796	284 562	92 396	109 676	87 819	107 349
Construction	57 538	39 213	48 875	121 780	64 857	93 338	207 548	238 329
Charbon	— 45 280	— 79 963	— 79 286	— 58 281	—	—	—	—
Ciment	224 798	— 66 470	654 517	— 52 396	4 815	8 559	15 261	24 103
Tabac	— 4 100	— 3 858	— 4 420	1 661	6 000	6 461	14 000	14 000
Artisanat	33 315	23 444	48 816	40 679	10 851	40 010	52 116	81 166

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Institut National de Statistique et Direction Générale des Etudes et de la Documentation.

(a) La statistique des émissions nettes d'obligations comprend les émissions « continues ». D'autre part il est fait déduction des remboursements.
(b) Données provisoires.
(c) Non compris les émissions continues et les remboursements.
(d) Sociétés anonymes et en commandite par actions.
(e) Le total comprend, outre les émissions nettes des sociétés mentionnées sous (d), celles des sociétés de personnes à responsabilité limitée.

Emissions du secteur public en francs belges (a)

(en millions de francs)

ANNÉE	Montant	MOIS	Montant
1955	14 765		
		1962	
1956	24 240		
		Janvier	—
1957	17 515	Février	7 450
		Mars	3 300
1958	26 559	Avril	—
		Mai	2 550
1959	28 308	Juin	8 100
		Juillet	—
1960	33 638	Août	1 000
		Septembre	2 500
1961	20 907	Octobre	—
		Novembre	10 480
1962	35 380	Décembre	—

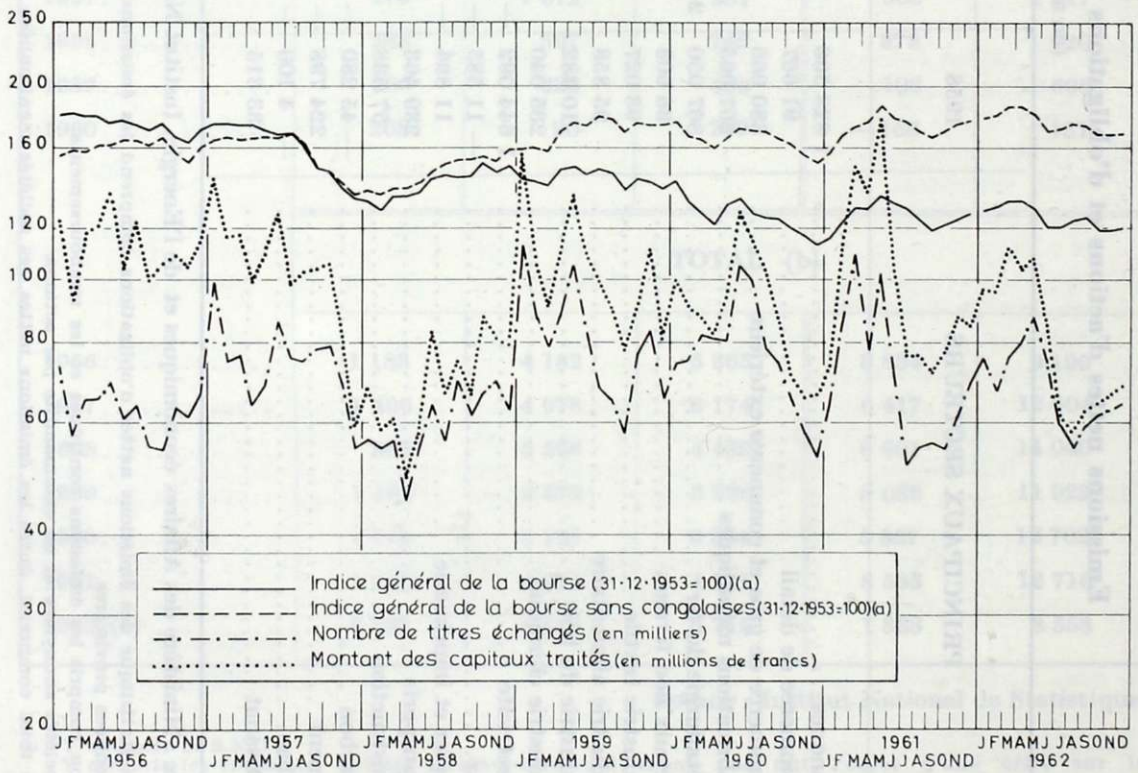
Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) Emprunts de l'Etat, du Congo, des provinces et des communes, des organismes d'utilité publique, tels que la Société Nationale des Chemins de Fer Belges, la Société Nationale des Chemins de Fer Vicinaux, la Société nationale de Distribution d'Eau, le Crédit Communal, etc. (à l'exclusion des émissions continues et des emprunts de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie).

Bourse de Bruxelles

Activité

(moyenne par séance)



Source : Commission de la Bourse de Bruxelles.

(a) Jusque décembre 1961, on a pris en considération l'indice mensuel à fin de mois; à partir de janvier 1962, il est remplacé par un indice moyen mensuel.

Bourse de Bruxelles

Volume des opérations

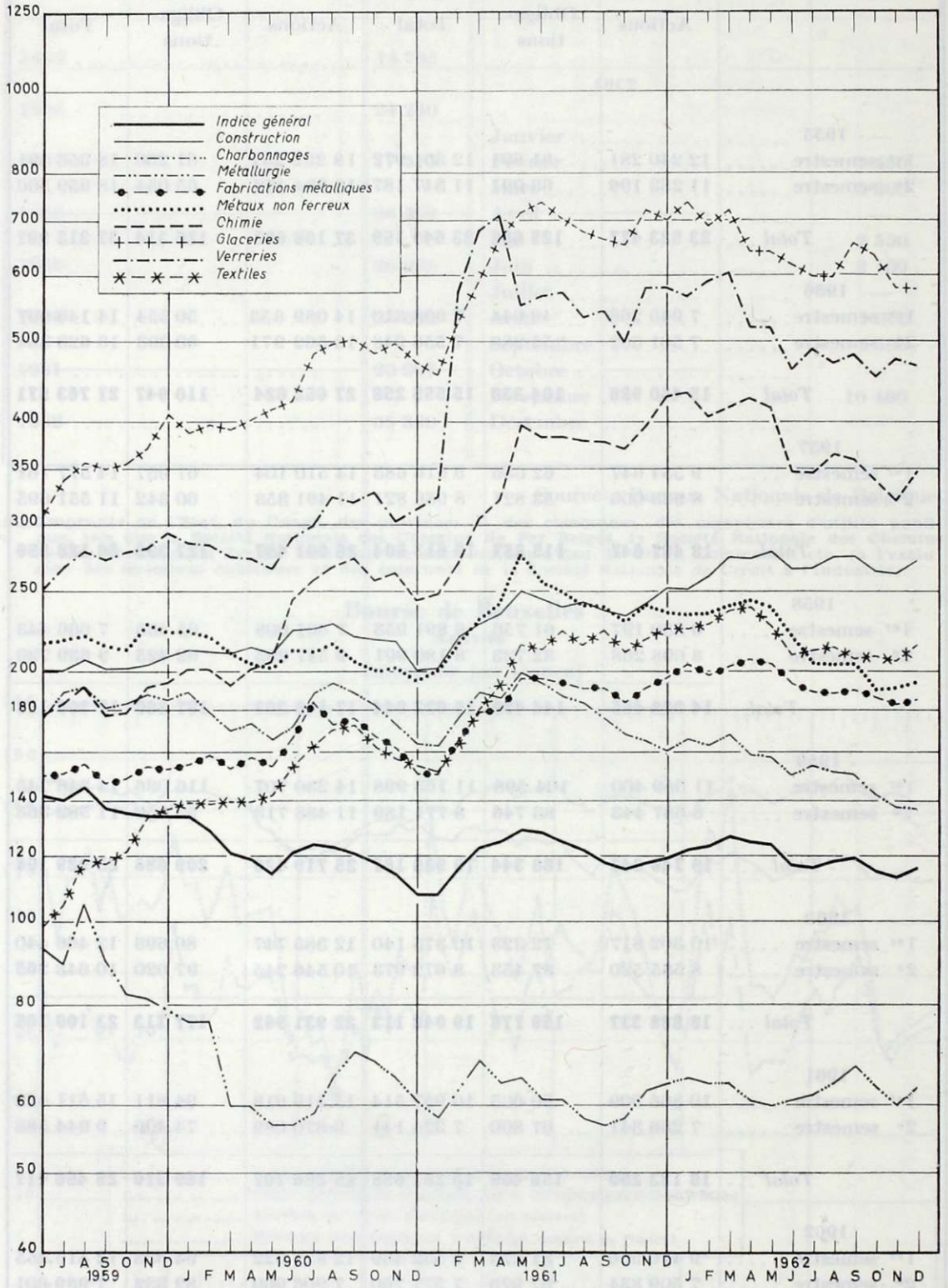
PÉRIODE	Nombre de titres traités			Montant des capitaux traités (en milliers de francs)		
	Actions	Obligations	Total	Actions	Obligations	Total
1955						
1er semestre	12 240 281	61 691	12 301 972	18 292 231	61 260	18 353 491
2e semestre	11 283 196	63 991	11 347 187	18 894 452	65 054	18 959 506
Total ...	**23 523 477**	**125 682**	**23 649 159**	**37 186 683**	**126 314**	**37 312 997**
1956						
1er semestre	7 949 266	49 044	7 998 310	14 089 653	50 554	14 140 207
2e semestre	7 501 662	55 286	7 556 948	13 562 971	60 393	13 623 364
Total ...	**15 450 928**	**104 330**	**15 555 258**	**27 652 624**	**110 947**	**27 763 571**
1957						
1er semestre	9 554 647	62 036	9 616 683	14 510 104	67 057	14 577 161
2e semestre	8 933 000	53 821	8 986 821	11 491 353	60 342	11 551 695
Total...	**18 487 647**	**115 857**	**18 613 504**	**26 001 457**	**127 399**	**26 128 856**
1958						
1er semestre	6 830 197	61 756	6 891 953	7 601 008	65 435	7 666 443
2e semestre	8 098 268	82 723	8 180 991	9 547 295	92 425	9 639 720
Total..	**14 928 465**	**144 479**	**15 072 944**	**17 148 303**	**157 860**	**17 306 163**
1959						
1er semestre	11 059 400	104 598	11 163 998	14 230 707	116 036	14 346 743
2e semestre	8 687 443	83 746	8 771 189	11 488 713	93 650	11 582 363
Total ...	**19 746 843**	**188 344**	**19 935 187**	**25 719 420**	**209 686**	**25 929 106**
1960						
1er semestre	10 302 817	72 323	10 375 140	12 385 747	80 693	12 466 440
2e semestre	8 585 520	87 453	8 672 973	10 546 245	97 020	10 643 265
Total ...	**18 888 337**	**159 776**	**19 048 113**	**22 931 992**	**177 713**	**23 109 705**
1961						
1er semestre	10 866 909	90 605	10 957 514	15 416 618	94 811	15 511 429
2e semestre	7 256 341	67 800	7 324 141	9 870 089	74 499	9 944 588
Total ...	**18 123 250**	**158 405**	**18 281 655**	**25 286 707**	**169 310**	**25 456 417**
1962						
1er semestre	9 470 566	81 873	9 552 439	12 321 922	94 533	12 416 455
2e semestre	7 509 834	67 926	7 577 760	7 906 969	82 332	7 989 301
Total ...	**16 980 400**	**149 799**	**18 130 199**	**20 228 891**	**176 865**	**20 405 756**

Source : Commission de la Bourse de Bruxelles.

Indices des cours des actions aux bourses de Bruxelles et d'Anvers

Début du mois

(1953 = 100)

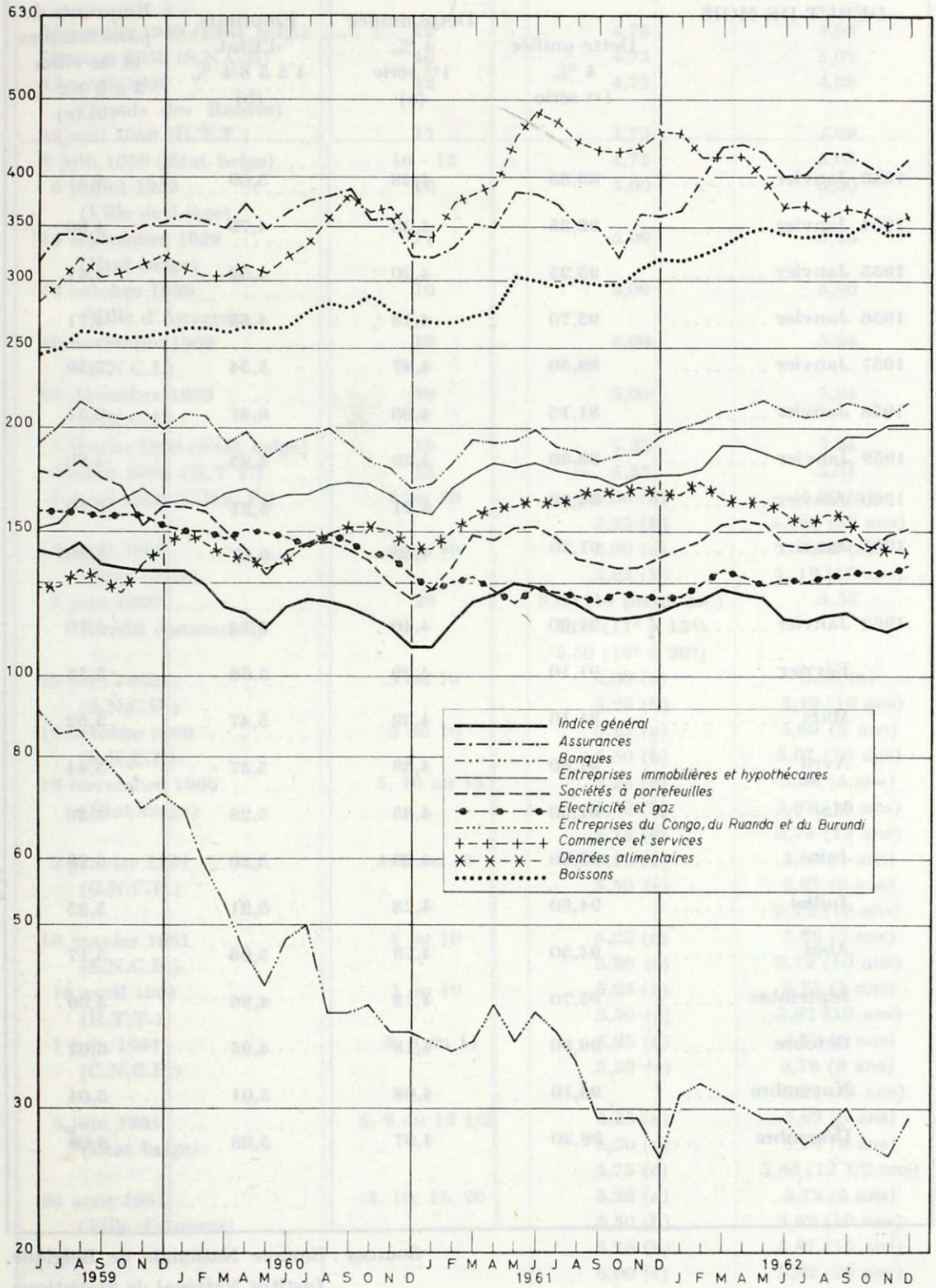


Source : Institut National de Statistique.

Indices des cours des actions aux bourses de Bruxelles et d'Anvers (suite)

Début du mois

(1953 = 100)



Source : Institut National de Statistique.

Rendement de titres à revenu fixe cotés à la bourse de Bruxelles

DÉBUT DE MOIS	Cours	Rendement		
	Dette unifiée 4 %, 1re série	Dette unifiée 4 %, 1re série (a)	Emprunts d'Etat 4 à 5 3/4 % (b)	Emprunts de paraétatiques et de villes 3 à 5 1/2 % (b) (c)
1953 Janvier	89,35	4,48	5,09	5,51
1954 Janvier	92,35	4,33	4,79	4,96
1955 Janvier	95,25	4,20	4,59	4,61
1956 Janvier	95,70	4,18	4,63	4,71
1957 Janvier	89,50	4,47	5,54	5,59
1958 Janvier	81,15	4,93	6,47	6,51
1959 Janvier	93,30	4,29	4,85	4,93
1960 Janvier	94,90	4,21	5,21	5,10
1961 Janvier	91,20	4,39	6,07	5,80
1962 Janvier	91,00	4,40	5,74	5,70
Février	91,10	4,39	5,58	5,55
Mars	91,10	4,39	5,47	5,52
Avril	91,30	4,38	5,37	5,44
Mai	91,90	4,35	5,28	5,39
Juin	93,30	4,29	5,20	5,28
Juillet	94,60	4,23	5,21	5,25
Août	94,50	4,23	5,06	5,17
Septembre	95,70	4,18	4,96	5,09
Octobre	96,90	4,13	4,95	5,07
Novembre	98,10	4,08	5,01	5,04
Décembre	98,20	4,07	5,08	5,08

Sources : Banque Nationale de Belgique.
Institut National de Statistique.

(a) Rendement eu égard au cours seulement.
(b) Echéance de 5 à 20 ans; remboursement par annuités variables.
(c) Avant 1955, cette rubrique comprend uniquement des emprunts émis par le Crédit communal de Belgique.

Émissions et rendement des emprunts d'Etat ou garantis par lui

(emprunts en francs belges)

DATE D'ÉMISSION ET ORGANISME ÉMETTEUR	Durée (en années)	Taux nominal (en %)	Rendement pour les souscripteurs (en %)
19 janvier 1959 (Etat belg.)	12	4,75	4,98
16 mars 1959 (S.N.C.B) ...	10	4,75	5,02
15 avril 1959	12	4,75	4,98
(Fonds des Routes)			
12 mai 1959 (R.T.T.)	11	4,75	4,99
8 juin 1959 (Etat belge)...	10 - 15	4,75	5,05
6 juillet 1959	10	5,00	5,30
(Ville de Liège)			
14 septembre 1959	11	5,00	5,14
(État belge)			
19 octobre 1959	10	5,00	5,30
(Ville d'Anvers)			
16 novembre 1959	10	5,00	5,24
(S.N.C.I.)			
10 décembre 1959	10	5,00	5,24
(S.N.C.I.)			
1 février 1960 (État belge)	10	5,25	5,25
3 mars 1960 (R.T.T.)....	13	5,25	5,31
7 avril 1960 (C.N.C.P.)...	5 ou 10	5,00 (a)	5,00 (a)
		5,25 (b)	5.266 (10 ans)
19 avril 1960	5 ou 10	5,00 (a)	5,00 (a)
(État belge)		5,25 (b)	5, 19 (10 ans)
7 juin 1960	20	3,00 (10 prem. an.)	5,53
(Crédit communal)		5,00 (11e à 15e)	
		5,50 (16e à 20e)	
29 juin 1960	5 ou 10	5,00 (a)	5,00 (a)
(S.N.C.B.)		5,25 (b)	5,19 (10 ans)
10 octobre 1960	5 ou 10	5,25 (a)	5,60 (5 ans)
(S.N.C.I.)		5,50 (b)	5,67 (10 ans)
16 novembre 1960.....	5, 10 ou 15	5,25 (a)	5,48 (5 ans)
(État belge)		5,50 (b)	5,61 (10 ans)
		5,75 (c)	5,73 (15 ans)
2 janvier 1961	5, 8 ou 10	5,25 (a)	5,60 (5 ans)
(C.N.C.P.)		5,50 (e)	5,67 (8 ans)
			5,72 (10 ans)
16 janvier 1961	5 ou 10	5,25 (a)	5,66 (5 ans)
(S.N.C.B.)		5,50 (e)	5,72 (10 ans)
13 avril 1961	5 ou 10	5,25 (a)	5,75 (5 ans)
(R.T,T.)		5,50 (e)	5,82 (10 ans)
1 juin 1961	5, 8 ou 11	5,25 (a)	5,75 (5 ans)
(C.N.C.P.)		5,50 (e)	5,78 (8 ans)
			5,82 (11 ans)
8 juin 1961	5, 9 ou 12 1/2	5,25 (a)	5,69 (5 ans)
(État belge)		5,50 (d)	5,74 (9 ans)
		5,75 (e)	5,83 (12 1/2 ans)
24 août 1961	5, 10, 15, 20	5,25 (a)	5,72 (5 ans)
(Ville d'Anvers)		5,50 (b)	5,82 (10 ans)
		5,75 (b)	5,87 (15 ans)
		6,00 (e)	5,92 (20 ans)

(suite à la page 184)

Emissions et rendement des emprunts d'Etat ou garantis par lui (suite)

(emprunts en francs belges)

DATE D'ÉMISSION ET ORGANISME ÉMETTEUR	Durée (en années)	Taux nominal (en %)	Rendement pour les souscripteurs (en %)
2 octobre 1961	5, 10, 15, 20	5,25 (a)	5,60 (5 ans)
(État belge)		5,50 (b)	5,75 (10 ans)
		5,75 (e)	5,82 (15 ans)
			5,85 (20 ans)
11 décembre 1961	5, 10, 15, 20	5,25 (a)	5,60 (5 ans)
(Fonds des Routes)		5,50 (b)	5,79 (10 ans)
		5,75 (e)	5,87 (15 ans)
			5,88 (20 ans)
1 février 1962	5, 10, 15, 20	5,00 (a)	5,35 (5 ans)
(État belge)		5,25 (b)	5,54 (10 ans)
		5,50 (b)	5,64 (15 ans)
		5,50 (e)	5 66 (20 ans)
1 mars 1962	5, 10, 15, 20	5,25 (a)	5,60 (5 ans)
(Ville de Liège)		5,50 (b)	5,75 (10 ans)
		5,75 (b)	5,82 (15 ans)
		5,75 (e)	5,85 (20 ans)
29 mars 1962	5, 10, 15, 20	5,00 (a)	5,35 (5 ans)
(R. T. T.)		5,25 (b)	5,54 (10 ans)
		5,50 (b)	5,64 (15 ans)
		5,50 (e)	5,66 (20 ans)
2 mai 1962	5, 10, 15, 20	5,00 (a)	5,23 (5 ans)
(S. N. C. B.)		5,25 (b)	5,47 (10 ans)
		5,50 (b)	5,59 (15 ans)
		5,50 (e)	5,62 (20 ans)
28 mai 1962	5, 10, 15, 20	5,00 (a)	5,12 (5 ans)
(Ville de Bruxelles)		5,25 (b)	5,41 (10 ans)
		5,50 (b)	5,55 (15 ans)
		5,50 (e)	5,58 (20 ans)
14 juin 1962	5, 10, 15, 20	5,00 (a)	5,00 (5 ans)
(État belge)		5,00 (b)	5,28 (10 ans)
		5,25 (b)	5,38 (15 ans)
		5,25 (e)	5,44 (20 ans)
27 août 1962	5, 10, 15, 20	5,00 (a)	5,00 (5 ans)
(Ville d'Anvers)		5,25 (b)	5,34 (10 ans)
		5,50 (b)	5,50 (15 ans)
		5,50 (e)	5,54 (20 ans)
24 septembre 1962	10, 15, 20	5,00 (a, b)	5,16 (10 ans)
(Fonds des Routes)		5,25 (b)	5,29 (15 ans)
		5,25 (e)	5,38 (20 ans)
12 novembre 1962	10, 15, 20	4,75 (a, b)	4,94 (10 ans)
(État belge)		5,00 (b)	5,10 (15 ans)
		5,25 (e)	5,24 (20 ans)

(a) Les 5 premières années.
(b) Les 5 années suivantes.
(c) Les 5 dernières années.
(d) Les 4 années suivantes.
(e) Les dernières années.

Source : Fonds des Rentes.

Opérations de portefeuille du Fonds des Rentes

Situation fin d'année

DÉSIGNATION	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
Financement des opérations (en millions de francs)									
— « Call money »	2 248	2 039	2 631	2 457	274	72	—	—	—
— Certificats du Fonds des Rentes	—	—	—	486	4 059	4 608	5 812	10 996	6 400
— Bons de caisse (a)	1 327	920	1 998	200	45	—	—	—	—
— Crédit de la B. N. B. :									
avances	—	—	—	1 237	—	—	—	—	589
escompte bons de caisse	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Divers (b)	719	830	898	990	1 068	1 120	1 157	—	—
Total	**4 294**	**3 789**	**5 527**	**5 370**	**5 446**	**5 800**	**6 969**	**10 996**	**7 029**
Portefeuille titres (en millions de francs) :									
— Montant (c)	4 023	3 533	5 130	3 527	3 311	4 572	6 661	6 892	7 759
— Évolution par solde d'achats et de ventes	+ 1 491 (d)	— 490 (d)	+ 1 597 (d)	— 1 603 (d)	— 216 (d)	+ 1 261	+ 2 089	+ 231	+ 867
— Certificats de trésorerie :									
tranche B	—	—	—	1 242	1 370	623	1 403	1 086	2 226
— Autres certificats de trésorerie	—	—	—	—	—	2 700	1 200	—	—

Source : Fonds des Rentes.

(a) A partir de 1957, année de la réforme monétaire, les bons de caisse escomptés à la Banque Nationale sont repris à la rubrique « Crédit de la Banque Nationale ».
(b) « Réserves », « Comptes d'avances à la Banque Nationale » jusque 1956 compris, « Achats de titres à liquider » et prorata d'intérêts courus sur certificats de trésorerie, « tranche B », depuis 1957.
(c) Valeur nominale à l'exclusion des titres vendus à réméré à des organismes d'intérêt public.
(d) Abstraction faite des opérations à réméré traitées avec des organismes d'intérêt public.

Evolution du montant des inscriptions hypothécaires

(en millions de francs)

ANNÉE	Montant des inscriptions
1952	15 201
1953	17 592
1954	19 828
1955	20 035
1956	21 593
1957	21 338
1958	21 221
1959	25 597
1960	30 000
1961	33 372
1962	36 302

Source : Banque Nationale de Belgique.

Caisse Générale d'Epargne et de Retraite

Relevé général des placements (a)

(en millions de francs)

OBJET OU MODALITÉ DE FINANCEMENT	Opérations nouvelles en 1961			Solde au 31 décembre 1961		
	Placements définitifs	Placements provisoires	Total	Placements définitifs	Placements provisoires	Total
Crédit à l'Etat	686,3	—	686,3	30 565,6	—	30 565,6
Crédit au Congo	—	—	—	174,4	—	174,4
Provinces, villes, communes et Crédit communal de Belgique	48,4	—	48,4	2 558,2	—	2 558,2
Organismes de sécurité sociale	673,1	—	673,1	12 197,3	—	12 197,3
Transport et communications	243,0	—	243,0	4 307,3	—	4 307,3
Distribution d'eau	—	—	—	1 879,2	—	1 879,2
Crédit industriel	—	2 489,8	2 489,8	4 006,7	7 770,3	11 777,0
Energie nucléaire	—	—	—	569,7	—	569,7
Recherche scientifique	57,5	—	57,5	115,0	—	115,0
Crédit hypothécaire	930,9	16,8	947,7	5 836,0	206,9	6 042,9
Prêts sur nantissement	—	13,9	13,9	—	19,8	19,8
Habitation sociale	2 526,9	—	2 526,9	33 503,1	178,8	33 681,9
Crédit agricole	771,9	—	771,9	4 726,7	—	4 726,7
Crédit artisanal et professionnel	175,0	31,2	206,2	730,4	305,8	1036,2
Crédit fluvial et maritime	—	256,6	256,6	—	1 349,0	1 349,0
Opérations d'escompte (b)	—	2 422,6	2 422,6	—	10 408,8	10 408,8
Caisses publiques de prêts	—	—	—	56,7	—	56,7
Œuvres en faveur des invalides	8,5	—	8,5	519,9	—	519,9
Valeurs diverses garanties par l'Etat	12,0	—	12,0	89,3	—	89,3
Placements à court terme (c)	—	2 343,2	2 343,2	—	7 536,0	7 536,0
Total	**6 133,5**	**7 574,1**	**13 707,6**	**101 835,5**	**27 775,4**	**129 610,9**

Source : Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.

(a) Les données pour 1962 ne sont pas encore disponibles.
(b) A l'exclusion des opérations d'escompte incluses dans le « crédit hypothécaire », dans le « crédit artisanal et professionnel », dans le « crédit industriel » et dans le « crédit fluvial et maritime ».
(c) Certificats de Trésorerie, acceptations bancaires et prêts au jour le jour.

Caisse Générale d'Epargne et de Retraite

Mouvement de l'épargne des particuliers

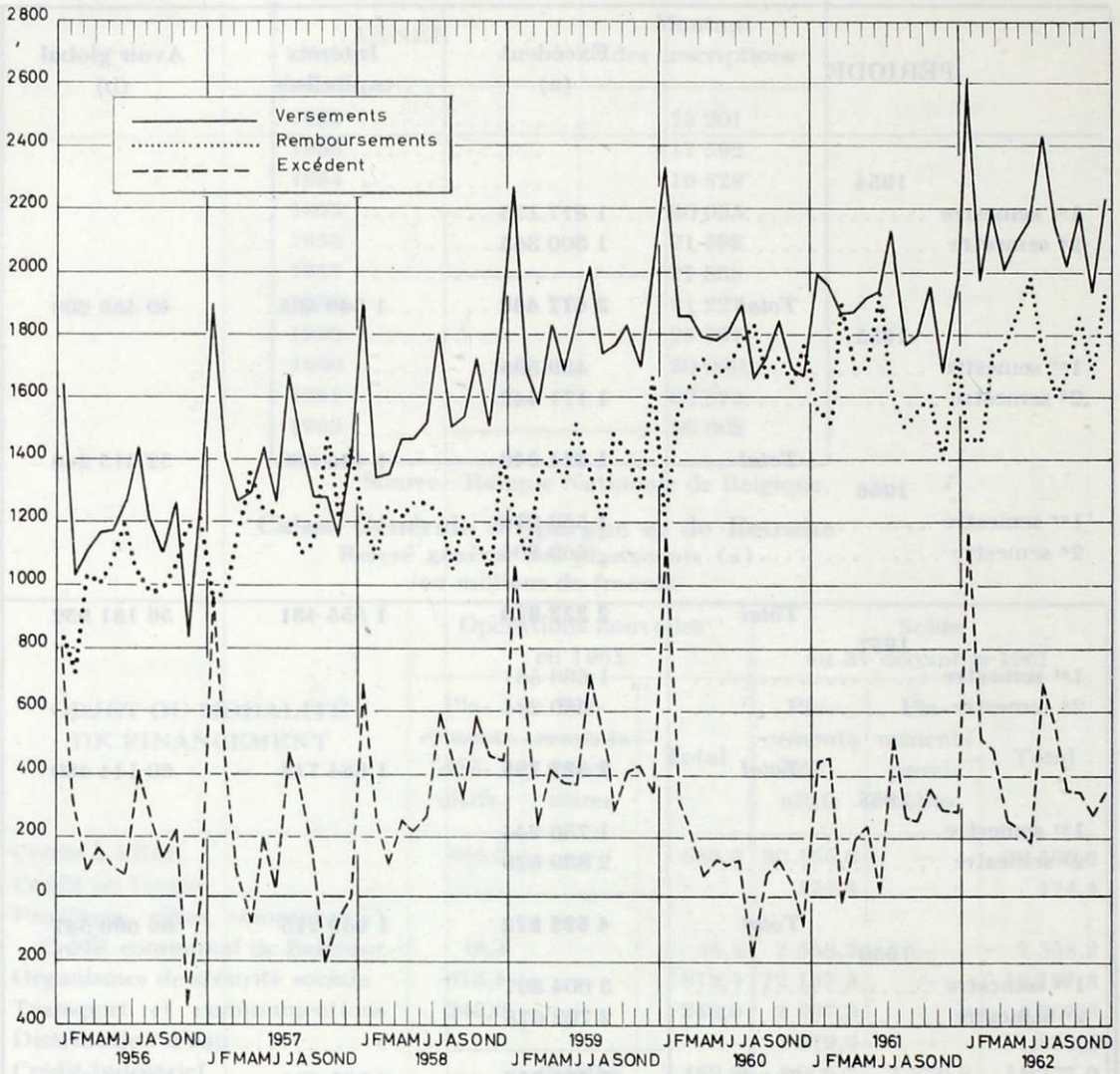
(en milliers de francs)

PÉRIODE	Excédent (a)	Intérêts capitalisés	Avoir global (b)
1954			
1er semestre	1 377 175		
2e semestre	1 300 365		
Total ...	**2 677 440**	1 346 538	49 459 208
1955			
1er semestre	439 598		
2e semestre	1 171 442		
Total ...	**1 611 040**	1 445 000	52 515 248
1956			
1er semestre	1 553 016		
2e semestre	669 804		
Total ...	**2 222 820**	1 555 431	56 131 952
1957			
1er semestre	1 638 551		
2e semestre	689 244		
Total ...	**2 327 795**	1 684 713	60 144 460
1958			
1er semestre	1 756 244		
2e semestre	2 839 628		
Total ...	**4 595 872**	1 959 215	66 699 547
1959			
1er semestre	3 004 307		
2e semestre	2 702 678		
Total ...	**5 706 985**	2 035 024	74 441 556
1960			
1er semestre	1 978 372		
2e semestre	76 139		
Total ...	**2 054 511**	2 390 780	78 886 847
1961			
1er semestre	1 288 836		
2e semestre	1 925 595		
Total ...	**3 214 431**	2 531 982	84 633 260
1962			
1er semestre	2 772 638		
2e semestre	2 480 793 (c)		
Total ...	**5 253 431** (c)	2 745 000 (c)	92 631 691 (c)

Source : Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.

(a) Excédent des versements sur les remboursements.
(b) Situation au 31 décembre, intérêts capitalisés compris.
(c) Chiffres approximatifs.

Versements et remboursements sur livrets particuliers à la Caisse d'Epargne
(en millions de francs)



Source : Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.

Caisse Nationale de Crédit Professionnel

Crédits accordés (en millions de francs)

Année	Montant
1953	931
1954	1 046
1955	1 126
1956	1 234
1957	898
1958	1 025
1959	1 363
1960	2 224
1961	2 414
1962	2 811

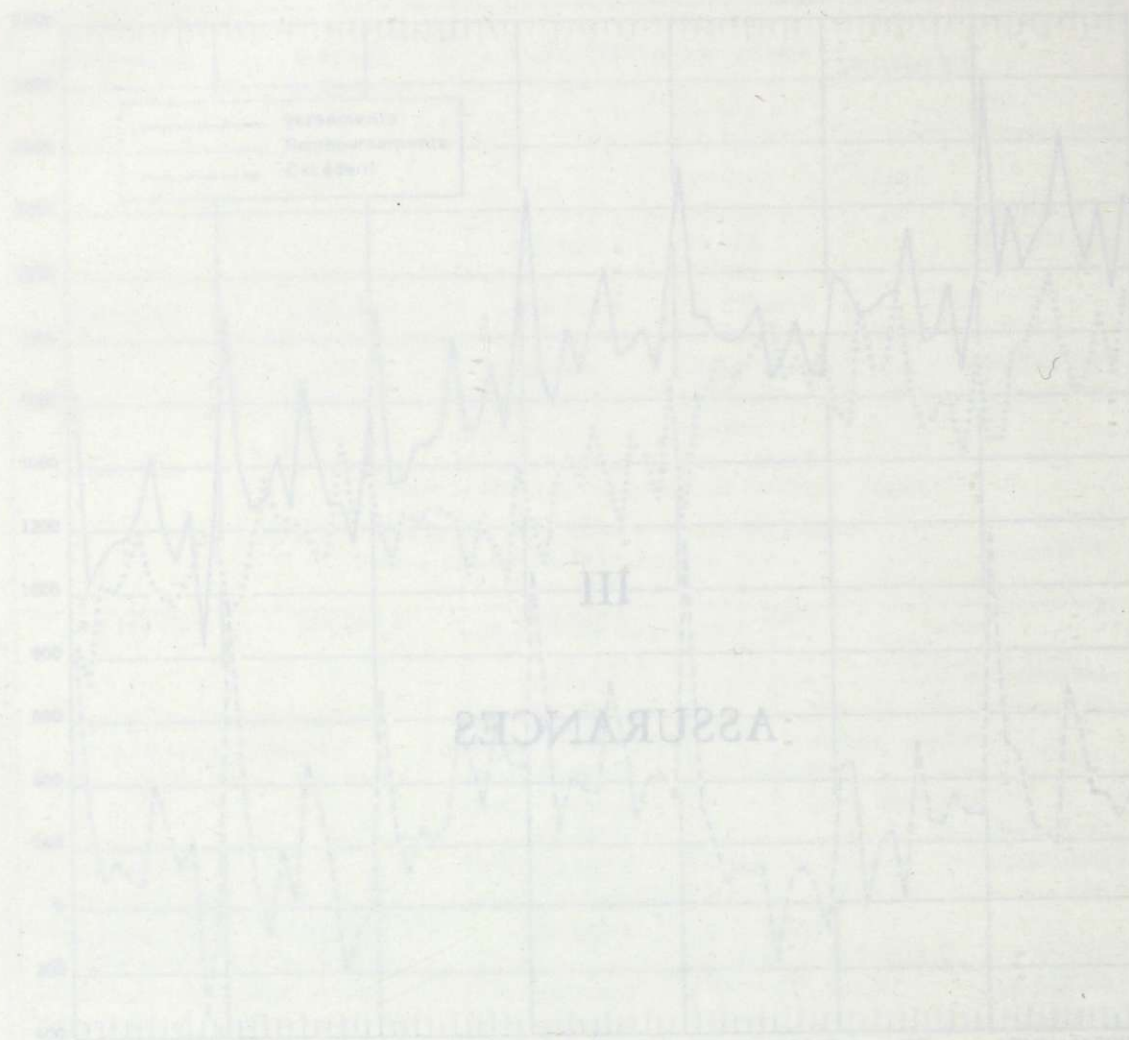
Répartition des crédits accordés par secteur économique (en % du montant global)

Secteur	1961	1962
Commerce de gros et de détail	18,7	19,10
Industrie alimentaire	16,8	15,69
Industrie de la construction	12,4	11,53
Transports	15,3	16,03
Industrie des fabrications métalliques	5,8	6,38
Industrie textile	7,2	6,42
Autres secteurs	23,8	24,85
Total	**100,0**	**100,0**

Source : Caisse Nationale de Crédit Professionnel.

III

ASSURANCES



Assurances sur la vie (a)

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Primes encaissées				Réserves mathématiques (b)			
	1958	1959	1960	1961	1958	1959	1960	1961
Sociétés belges	4 239,8	5 776,7	5 874,8	5 606,2	27 035	31 044	35 342	38 700
Sociétés étrangères .	1 506,8	1 572,6	1 653,3	1 725,2	8 968	9 809	10 709	11 645

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Service d'Inspection des Assurances.

(a) Les données relatives à 1962 ne sont pas encore disponibles.
(b) Comprend les réserves pour sinistres à régler, les réserves pour la participation aux bénéfices, les fonds de répartition, ainsi que les réserves pour les contrats souscrits en monnaies étrangères.

Assurances sur la vie

Valeurs représentatives (a)

(en millions de francs)

NATURE DES VALEURS	1958	1959	1960	1961
Sociétés belges :				
Fonds d'Etat belges, valeurs garanties par l'Etat belge, titres de sociétés garantis par la Colonie (b)	3 096,5	3 912,6	4 902,9	5382,5
Obligations Crédit communal, Crédit industriel, S.N.C.B. S.N.C.I., provinces et communes belges.....	5 253,8	5 953,2	7 001,4	7244,2
Obligations de sociétés belges	6 378,9	7 207,7	7 171,9	7389,3
Actions de sociétés belges	2 501,2	1 737,6	2 083,4	2153,2
Fonds publics étrangers, valeurs garanties par les Etats étrangers	532,3	793,2	1 344,6	1921,0
Prêts sur polices	898,7	1 015,7	1 123,8	1235,4
Immeubles	1 353,9	1 714,3	2 253,4	2562,9
Prêts hypothécaires	7 092,8	7 750,3	8 966,2	10516,0
Espèces - Divers	269,3	1 190,2	804,6	132,5
Fonds communs de placement	—	—	1,5	38,2
Sociétés étrangères :				
Fonds d'Etat belges, valeurs garanties par l'Etat belge, titres de sociétés garantis par la Colonie (b)	2 874,8	3 111,0	3 241,1	3399,9
Obligations Crédit communal, Crédit industriel, S.N.C.B. S.N.C.I., provinces et communes belges	1 869,0	2 005,3	2 074,8	2457,1
Obligations de sociétés belges	528,1	575,5	547,0	558,4
Actions de sociétés belges	511,4	533,3	531,3	608,8
Fonds publics étrangers, valeurs garanties par les Etats étrangers	183,1	273,6	364,7	416,6
Prêts sur polices	384,2	412,8	454,6	486,7
Immeubles	978,0	1 052,6	1 192,4	1402,4
Prêts hypothécaires	1 837,8	2 014,1	2 312,8	2734,6
Espèces - Divers	67,1	66,3	70,2	95,2
Fonds communs de placement	—	—	6,6	7,9

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Service d'Inspection des Assurances.

(a) Les données relatives à 1962 ne sont pas encore disponibles.
(b) Ces titres étaient garantis par la Colonie avant l'indépendance du Congo.

Opérations de capitalisation (a)

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1958	1959	1960	1961
Primes encaissées	**56,7**	**68,8**	**65,2**	**69,3**
Valeur nominale des contrats souscrits :				
Capitalisation pure	998,5	1 027,9	1 027,4	1003,6
Capitalisation immobilière	84,1	71,4	62,7	54,2
Total ...	**1 082,6**	**1 099,3**	**1 090,1**	**1057,8**
Réserves mathématiques :				
Capitalisation pure	393,1	426,2	434,0	448,1
Capitalisation immobilière	48,1	43,0	38,9	35,6
Total ...	**441,2**	**469,2**	**472,9**	**483,7**
Cautionnements	6,1	6,4	6,6	6,8
Total général ...	**447,3**	**475,6**	**479,5**	**490,5**

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Service d'Inspection des Assurances.

(a) Les données relatives à 1962 ne sont pas encore disponibles.

Opérations de capitalisation

Valeurs représentatives (a)

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1958	1959	1960	1961
Fonds publics belges et valeurs garanties par l'Etat	97,5	101,4	91,7	93,3
Titres garantis par la Colonie (b)	3,0	2,4	1,7	2,4
Obligations institutions parastatales	29,4	33,5	42,8	41,7
Obligations provinces et communes	7,3	7,9	7,7	7,5
Obligations sociétés belges	2,7	2,6	2,5	0,9
Actions sociétés belges	1,1	1,1	6,1	2,8
Immeubles	12,4	16,5	14,1	25,3
Prêts hypothécaires	288,8	298,1	333,2	322,8
Prêts sur polices	2,2	2,3	2,4	3,3
Espèces	3,5	3,9	0,4	0,1
Divers (c)	5,3	8,6	9,2	3,3
Total ...	**453,2**	**478,3**	**511,8**	**503,4**

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Service d'Inspection des Assurances.

(a) Les données relatives à 1962 ne sont pas encore disponibles.
(b) Ces titres étaient garantis par la Colonie avant l'indépendance du Congo.
(c) Les valeurs représentatives reprises sous la rurubrique *Divers* sont constituées principalement par des frais d acquisition non amortis.

Prêts hypothécaires (a)

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1958	1959	1960	1961
Prêts hypothécaires par intervention :				
Valeur nominale des prêts	**1 097,7**	**1 140,2**	**1 151,5**	**1 174,0**
Fonds de reconstitution	159,1	172,7	186,5	186,3
Cautionnements	2,7	3,0	2,8	3,2
Total	**161,7**	**175,7**	**189,3**	**189,5**
Prêts hypothécaires sans intervention :				
Solde restant dû	**28 156,1**	**31 878,2**	**36 098,0**	**41 440,5**

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Service d'Inspection des Assurances.

(a) Les données relatives à 1962 ne sont pas encore disponibles.

Prêts hypothécaires par intervention

Valeurs représentatives (a)

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1958	1959	1960	1961
Fonds publics belges	18,6	21,3	23,0	24,4
Obligations institutions parastatales	8,5	8,6	7,6	8,8
Valeurs étrangères	—	—	0,1	—
Titres garantis par la Colonie (b)	0,3	0,5	0,9	0,2
Obligations de sociétés belges	—	—	1,2	—
Obligations provinces et communes	1,7	1,5	1,5	1,8
Actions de sociétés belges	—	—	0,1	—
Immeubles	7,5	8,5	7,2	11,7
Prêts hypothécaires	139,4	147,8	149,7	154,9
Divers (c)	0,6	1,6	3,2	0,7
Total	**176,5**	**189,8**	**194,5**	**202,5**

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Service d'Inspection des Assurances.

(a) Les données relatives à 1962 ne sont pas encore disponibles.
(b) Ces titres étaient garantis par la Colonie avant l'indépendance du Congo.
(c) Les valeurs représentatives reprises sous la rubrique *Divers* sont constituées principalement par des frais d'acquisition non amortis.

Assurance obligatoire des transporteurs par véhicules automobiles (a)

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Services publics d'autobus services spéciaux d'autobus, services d'autocars			Taxis et fiacres automobiles			Transports de choses pour compte de tiers			Transports de choses pour compte propre		
	1959	1960	1961	1959	1960	1961	1959	1960	1961	1959	1960	1961
Affaires directes :												
Nombre de véhicules assurés (b)	4,5	4,6	4,8	7,1	6,6	7,0	21,4	22,0	24,3	278,7	298,2	322,8
Primes émises	72,3	78,4	81,9	42,8	42,3	44,9	214,9	234,9	259,2	982,5	1025,7	1102,7
Montant des sinistres payés (c)	40,3	50,1	54,7	33,8	40,9	42,5	137,9	150,8	179,8	564,1	616,9	700,2
Evaluation des sinistres en suspens	111,6	113,0	126,7	78,8	76,9	80,5	278,1	314,3	363,3	1062,7	1130,8	1230,3
Réserves pour risques en cours	7,3	7,0	7,5	15,6	15,6	16,9	82,0	89,2	98,6	395,5	418,8	445,3
Commissions payées	11,9	13,5	14,0	7,2	7,0	7,9	37,5	42,1	45,3	208,4	221,2	235,0
Frais généraux	11,8	13,7	13,7	6,8	7,5	7,0	34,0	38,1	41,4	152,6	166,5	172,3
Affaires cédées en réassurance :												
Primes cédées	17,4	19,7	19,1	11,4	11,6	13,6	64,0	69,9	75,6	303,2	318,9	320,6
Commissions reçues	4,9	6,1	5,0	3,3	3,2	3,8	17,8	19,6	20,4	88,6	96,1	89,3
Quote-part des réassureurs dans sinistres réglés	10,1	15,1	17,8	8,5	14,1	11,5	50,5	53,7	62,1	198,3	219,0	233,6
Quote-part des réassureurs dans réserve pour sinistres à régler	55,1	62,0	45,5	28,1	29,1	30,4	114,0	136,0	149,4	408,6	421,1	448,8
Quote-part des réassureurs dans réserve pour risques en cours	2,5	5,4	1,9	3,7	3,8	4,5	19,4	23,4	23,5	103,1	114,0	109,8
Affaires acceptées en réassurance :												
Primes acceptées	6,8	8,6	8,4	2,5	2,4	2,8	5,5	7,7	10,2	21,2	24,8	18,5
Commissions payées	2,0	2,8	2,4	0,8	0,7	0,9	1,6	2,5	3,1	6,9	9,0	5,5
Quote-part dans sinistres réglés	4,4	6,9	7,5	2,2	1,4	2,6	4,4	6,1	7,7	14,2	18,4	11,1
Quote-part dans réserve pour sinistres à règler	30,3	31,0	28,5	10,4	10,3	11,3	8,4	7,7	12,7	21,6	22,6	21,6
Quote-part dans réserve pour risques en cours	0,8	0,7	0,8	0,9	0,8	1,0	2,2	3,0	4,2	6,5	10,1	7,2

(a) Les données relatives à 1962 ne sont pas encore disponibles.
(b) En milliers d'unités.
(c) Pendant l'année de l'intitulé.

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Services d'Inspection des Assurances.

Assurance obligatoire des transporteurs par véhicules automobiles

Valeurs représentatives des réserves techniques (a)

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1958	1959	1960	1961
Fonds publics belges	978	1 105	1 183	1 305
Fonds garantis par la Colonie (b)	37	40	28	29
Parastataux	321	358	346	380
Parastataux de crédit	146	216	307	344
Provinces et communes	162	189	156	155
Fonds publics étrangers	54	45	60	105
Immeubles	193	283	391	496
Prêts hypothécaires	202	213	239	293
Obligations de sociétés belges	228	240	248	262
Actions de sociétés belges	266	249	235	263
Espèces	23	—	21	14
Divers	26	32	37	32
Fonds communs de placement	—	—	2	5
Total ...	**2 636**	**2 970**	**3 253**	**3 683**

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Service d'Inspection des Assurances.

(a) Les données pour 1962 ne sont pas encore disponibles.
(b) Ces fonds étaient garantis par la Colonie avant l'indépendance du Congo.

QUATRIÈME PARTIE

PRIX ET REVENUS

QUATRIÈME PARTIE

PRIX ET REVENUS

I

PRIX

Indices des prix et des salaires dans quelques pays

(1953 = 100)

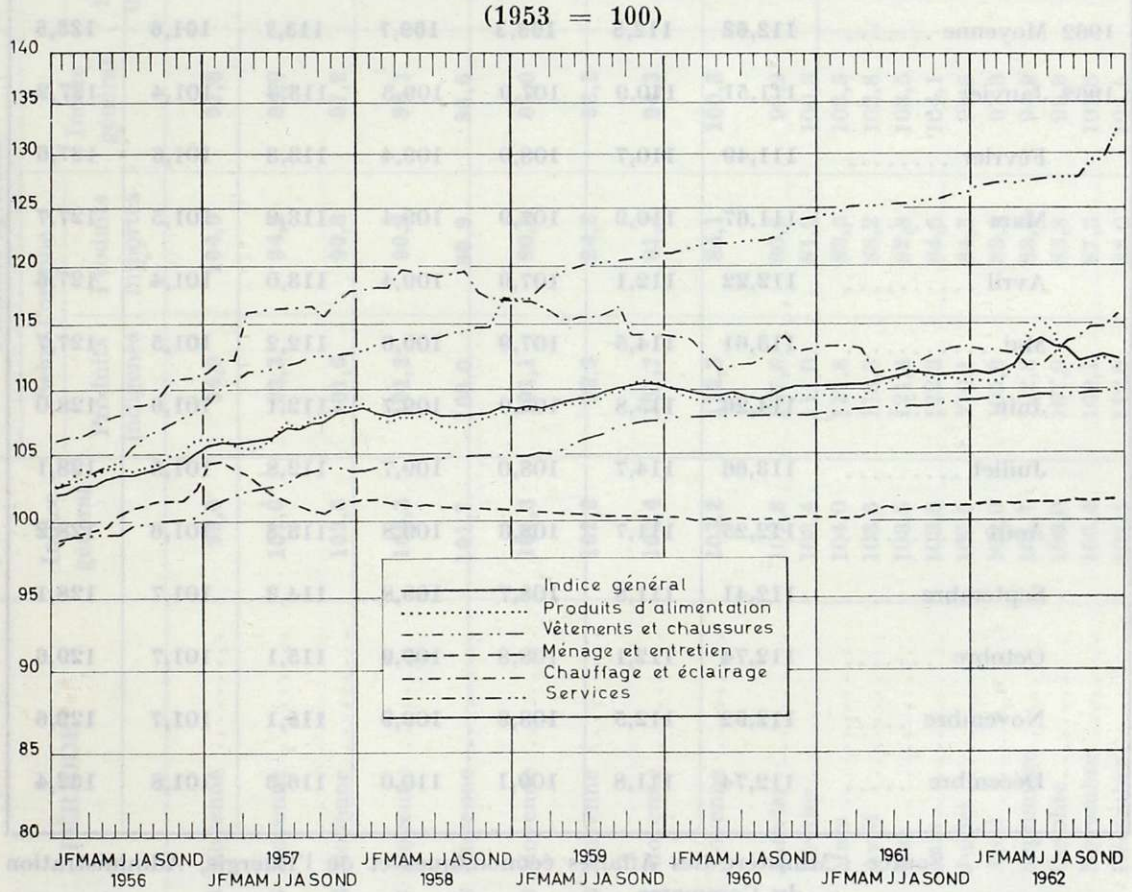
PAYS	Prix de détail ou coût de la vie			Prix de gros			Gains horaires bruts (a)		
	1961	1962		1961	1962		1961	1962	
	Moyenne annuelle	Moyenne annuelle	Fin de l'année	Moyenne annuelle	Moyenne annuelle	Fin de l'année	Moyenne annuelle	Moyenne annuelle	Fin de l'année
Belgique	111	113	113	102	103	104	143	154	157
France	137	145	148	132	136	137	196	..	..
Allemagne Occidentale	114	118	119	105	106	106	175	194	200
Pays-Bas	123	127	129	103	104	103	186	..	..
Italie	118	123	127	99	102	104	147	..	..
Etats-Unis d'Amérique	112	113	114	108	108	109	133	137	139
Royaume-Uni	125	131	132	116	119	120	164	170	170

Source : Organisation de Coopération et de Développement Economiques.

(a) Dans les industries manufacturières.

Indices des prix de détail

(1953 = 100)



Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Administration du Commerce.

Evolution des prix de détail par groupe de produits (a)

(1953 = 100)

PÉRIODE	Indice général	Produits alimentaires	Produits non alimentaires				Services
			Ensemble	Produits d'habillement	Chauffage et éclairage	Produits d'entretien	
1954 Moyenne	**101,3**	**102,7**	**99,2**	**99,6**	**101,5**	**97,0**	**100,0**
1955 Moyenne	**100,8**	**101,5**	**99,2**	**98,7**	**104,1**	**96,9**	**101,0**
1956 Moyenne	**103,65**	**104,2**	**101,5**	**99,7**	**108,7**	**100,7**	**105,5**
1957 Moyenne	**106,93**	**107,0**	**104,5**	**103,0**	**115,6**	**102,4**	**111,7**
1958 Moyenne	**108,31**	**107,9**	**106,2**	**104,7**	**118,9**	**101,4**	**114,7**
1959 Moyenne	**109,64**	**109,5**	**106,6**	**106,4**	**116,1**	**100,7**	**120,0**
1960 Moyenne	**109,97**	**109,3**	**107,0**	**108,1**	**113,2**	**100,4**	**122,6**
1961 Moyenne	**111,06**	**110,5**	**107,4**	**108,7**	**112,8**	**101,0**	**125,7**
1962 Moyenne	**112,62**	**112,5**	**108,3**	**109,7**	**113,7**	**101,6**	**128,5**
1962 Janvier	111,51	110,9	107,9	109,3	113,3	101,4	127,2
Février	111,49	110,7	108,0	109,4	113,3	101,6	127,6
Mars	111,67	110,9	107,9	109,4	113,2	101,5	127,7
Avril	112,22	112,1	107,9	109,4	113,0	101,4	127,6
Mai	113,61	114,5	107,9	109,6	112,2	101,5	127,7
Juin	114,26	115,8	107,9	109,7	112,1	101,6	128,0
Juillet	113,66	114,7	108,0	109,7	112,8	101,5	128,1
Août	112,25	111,7	108,3	109,8	113,8	101,6	128,2
Septembre	112,41	111,8	108,7	109,8	114,3	101,7	128,1
Octobre	112,74	112,1	108,8	109,9	115,1	101,7	129,6
Novembre	112,92	112,5	108,9	109,9	115,1	101,7	129,6
Décembre	112,74	111,8	109,1	110,0	116,3	101,8	132,4

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Énergie, Administration du Commerce.

(a) Les indices partiels ont été calculés à l'aide des prix moyens pour le Royaume.

Indices des prix de gros

(1953 = 100) (a)

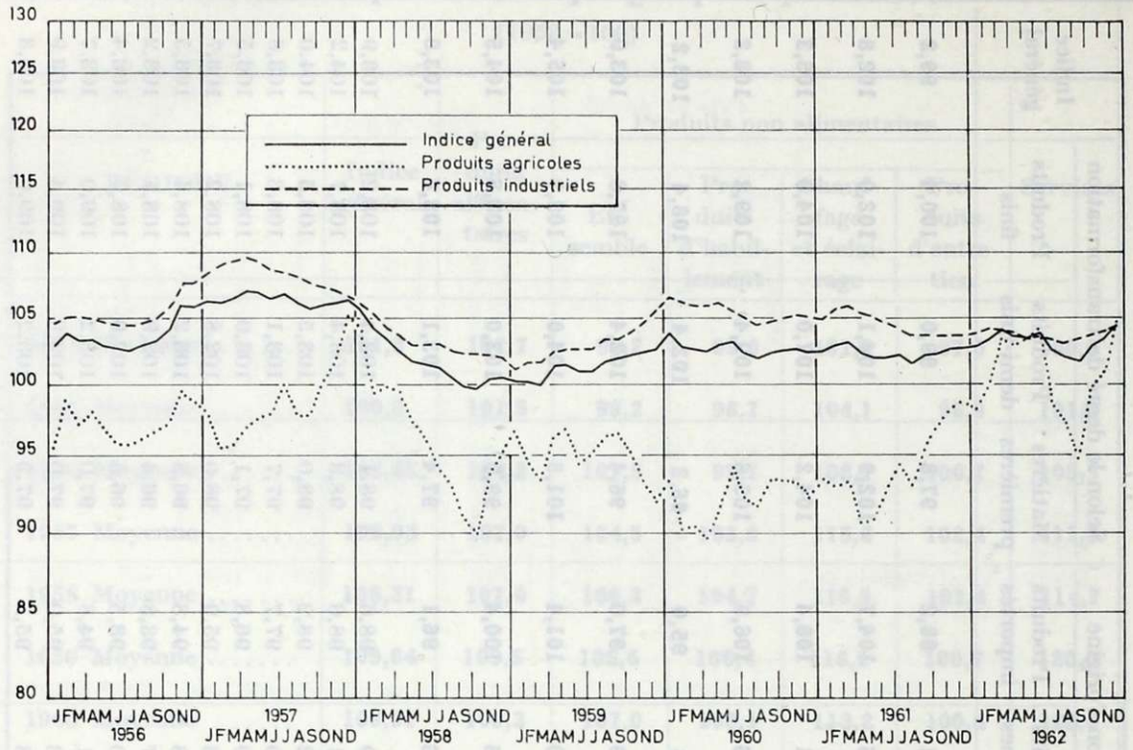
PÉRIODE	Indice général	Produits agricoles			Produits industriels					
		Selon l'origine		Indice général	Selon l'origine		Selon le degré de transformation			Indice général
		Produits indigènes	Produits importés		Produits indigènes	Produits importés	Matières premières	Produits demi-finis	Produits finis	
1954 Moyenne	**99,0**	**94,0**	**104,9**	**97,8**	**99,1**	**98,2**	**97,8**	**99,0**	**100,4**	**99,2**
1955 Moyenne	**101,0**	**93,3**	**94,7**	**94,0**	**101,5**	**104,7**	**102,9**	**104,1**	**102,0**	**102,8**
1956 Moyenne	**103,6**	**101,6**	**90,8**	**97,2**	**104,1**	**108,4**	**104,2**	**107,0**	**104,8**	**105,3**
1957 Moyenne	**106,3**	**101,2**	**90,8**	**98,7**	**109,5**	**106,9**	**105,6**	**109,4**	**109,2**	**108,2**
1958 Moyenne	**101,7**	**100,0**	**90,9**	**96,0**	**107,3**	**95,0**	**96,2**	**102,4**	**108,4**	**103,2**
1959 Moyenne	**101,3**	**101,1**	**90,8**	**95,0**	**105,9**	**97,0**	**96,4**	**102,4**	**107,8**	**103,0**
1960 Moyenne	**102,6**	**98,9**	**84,5**	**92,2**	**107,0**	**101,4**	**101,5**	**104,0**	**108,9**	**105,4**
1961 Moyenne	**102,4**	**101,7**	**81,2**	**94,3**	**106,6**	**100,4**	**99,9**	**103,0**	**108,5**	**104,5**
1962 Moyenne	**103,2**	**112,3**	**84,1**	**100,8**	**107,6**	**96,1**	**97,4**	**103,1**	**108,6**	**103,8**
1962 Janvier	102,8	107,6	80,6	98,2	106,9	98,6	98,1	103,4	108,2	103,9
Février	103,4	111,0	81,9	100,3	107,1	98,6	98,3	103,4	108,7	104,2
Mars	104,0	117,8	83,5	103,5	107,2	98,2	98,0	103,5	108,5	104,0
Avril	103,6	118,8	83,2	102,8	107,0	97,7	97,7	103,1	108,3	103,8
Mai	103,5	121,4	82,8	103,5	106,9	96,8	97,1	103,0	108,1	103,5
Juin	103,8	122,3	84,5	104,1	107,6	95,9	98,0	102,8	108,2	103,7
Juillet	102,5	110,1	84,5	98,6	107,8	94,8	96,8	103,2	108,4	103,5
Août	102,0	105,9	83,9	97,3	107,7	93,8	96,4	102,9	108,1	103,2
Septembre	101,7	102,3	83,3	94,9	108,0	93,5	96,5	102,9	108,7	103,4
Octobre	103,0	107,9	85,8	99,9	108,1	94,8	97,0	103,2	109,0	103,7
Novembre	103,4	109,1	87,3	101,6	108,3	95,0	97,0	102,9	109,4	103,9
Décembre	104,4	112,9	88,0	104,6	108,8	95,5	97,9	103,2	109,6	104,3

(a) D'après l'indice 1936/1938 = 100.

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Administration du Commerce.

Indices des prix de gros

(1953 = 100) (a)

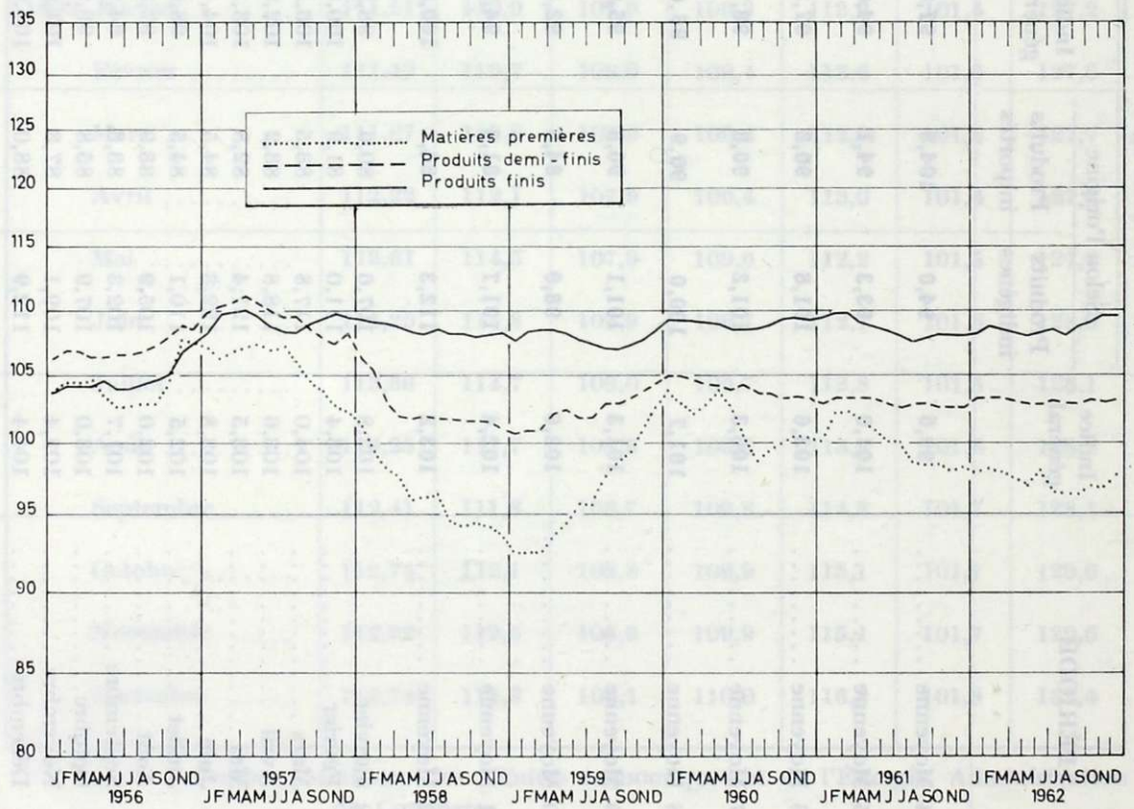


Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Administration du Commerce.

(a) D'après l'indice 1936/1938 = 100.

Indices des prix de gros des produits industriels

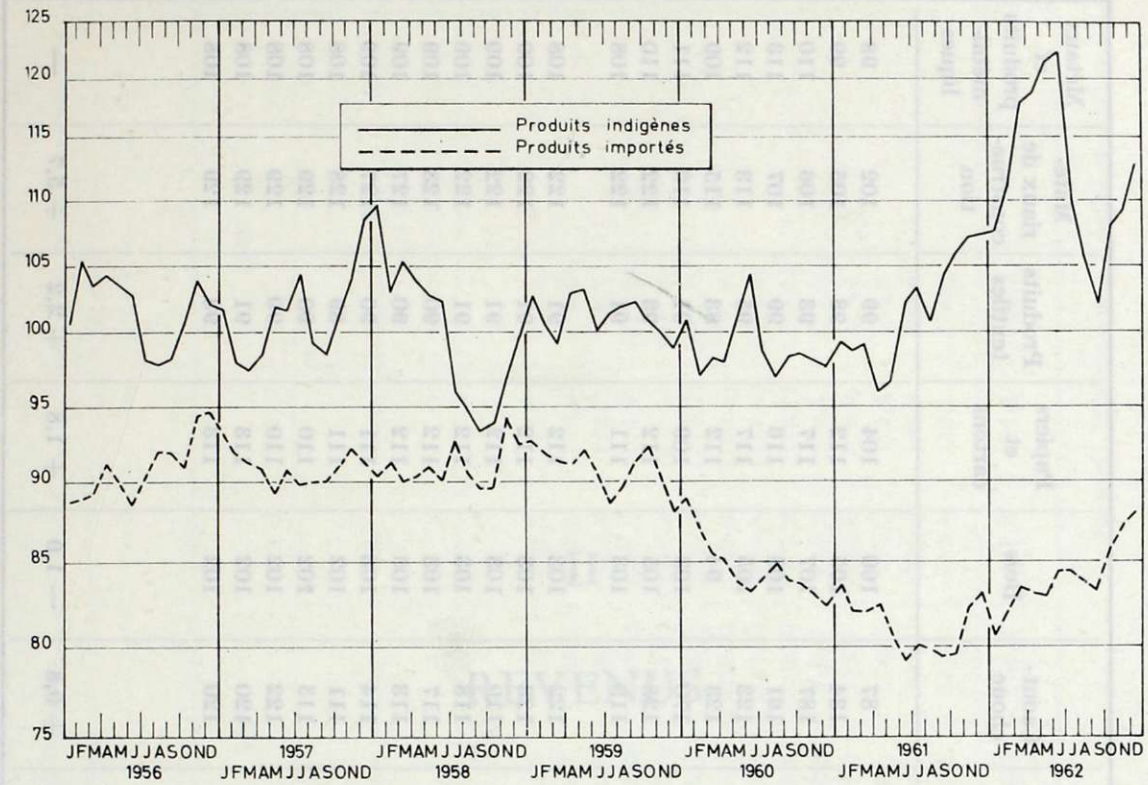
(1953 = 100) (a)



Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Administration du Commerce.

a) D'après l'indice 1936/1938 = 100.

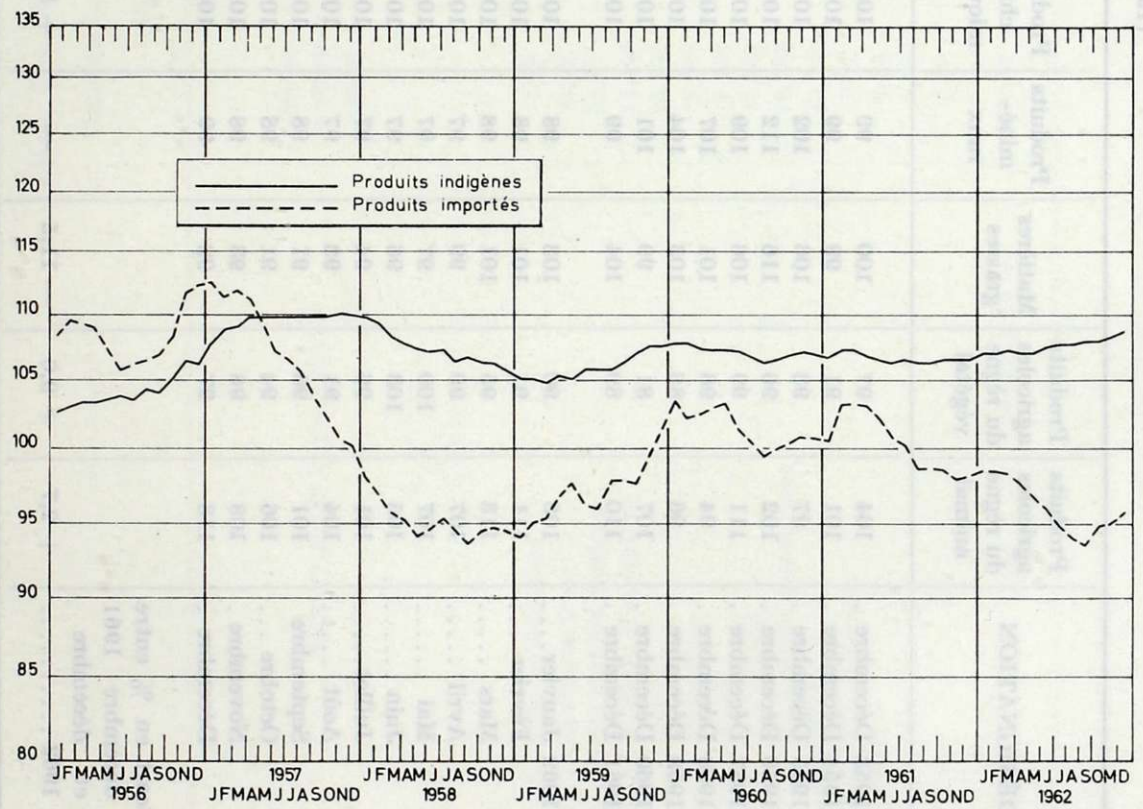
Indices des prix de gros des produits agricoles importés et indigènes
(1953 = 100) (a)



Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Administration du Commerce.

(a) D'après l'indice 1936/1938 = 100.

Indices des prix de gros des produits industriels importés et indigènes
(1953 = 100) (a)



Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Administration du Commerce.

(a) D'après l'indice 1936/1938 = 100.

Indices partiels des prix de gros

(1953 = 100) (a)

DÉSIGNATION	Produits agricoles du règne animal	Produits agricoles du règne végétal	Matières grasses	Produits minéraux	Produits chimiques	Peaux et cuirs	Caoutchouc	Bois	Papiers et cartons	Produits textiles	Matériaux de construction	Métaux et produits métalliques
1953 Décembre .	104	97	100	99	100	99	87	100	104	99	102	98
1954 Décembre .	101	91	99	99	101	88	134	105	112	98	105	99
1955 Décembre .	97	93	106	102	106	90	187	107	117	93	106	110
1956 Décembre .	102	96	116	112	106	89	161	108	116	99	107	113
1957 Décembre .	111	99	106	109	109	89	123	105	117	95	113	112
1958 Décembre .	94	96	101	107	108	90	123	94	112	83	115	109
1959 Décembre .	96	88	105	104	108	105	170	103	109	91	116	111
1960 Décembre .	107	81	99	101	106	100	128	105	112	93	122	110
1961 Décembre .	110	89	104	99	104	103	119	103	111	91	122	108
1962 Janvier....	108	90	103	98	105	109	122	103	112	91	122	108
Février ...	111	91	101	98	106	109	123	103	112	91	122	109
Mars	113	95	101	98	106	109	119	103	112	91	122	109
Avril	107	99	99	97	106	107	118	103	112	91	122	109
Mai	107	100	97	97	105	107	117	103	112	90	123	109
Juin	105	103	96	97	105	106	113	103	112	90	127	109
Juillet.....	101	96	94	97	104	105	114	103	111	90	127	109
Août	104	91	93	97	102	105	111	102	111	89	128	108
Septembre	101	90	91	98	103	106	113	102	110	90	129	108
Octobre ...	106	94	91	98	104	106	122	102	110	90	129	108
Novembre .	108	96	93	98	105	101	120	102	113	91	129	108
Décembre .	113	97	92	99	105	101	120	102	113	93	129	108
Ecart en % entre décembre 1961 et décembre 1962	+ 2,7	+ 9,0	— 11,5	—	+ 1,0	— 1,9	+ 0,8	— 1,0	+ 1,8	+ 2,2	+ 5,7	—

(a) D'après l'indice 1936/1938 = 100.

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Administration du Commerce.

II

REVENUS

Revenus du travail . . . . . *p. 209 à 212*
Revenus des sociétés . . . . . *p. 213 à 220*

Indices des salaires conventionnels

Ouvriers, hommes + femmes

(1958 = 100)

SECTEUR D'ACTIVITÉ	Coefficients de pondération	1961				1962			
		Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.
Agriculture, sylviculture	1,92	105,3	111,5	111,7	111,7	111,7	113,8	..	..
Industries extractives	11,42	102,6	102,7	102,8	102,8	103,0	105,6	..	..
Industries manufacturières	62,52	108,4	109,3	110,1	111,0	112,7	116,1	..	..
dont : produits alimentaires	(4,14)	(108,4)	(109,0)	(109,8)	(112,3)	(114,6)	(117,8)	..	..
textiles	(9,55)	(107,6)	(107,8)	(111,3)	(114,7)	(114,7)	(117,6)	..	..
confection	(4,60)	(109,0)	(113,2)	(113,5)	(113,5)	(113,5)	(121,7)	..	..
chimie	(2,26)	(103,5)	(103,5)	(103,5)	(103,5)	(103,5)	(105,8)	..	..
métallurgie	(7,42)	(111,5)	(111,5)	(111,5)	(111,5)	(111,5)	(114,1)	..	..
fabrications métalliques	(18,89)	(109,6)	(109,9)	(109,9)	(109,9)	(113,7)	(117,4)	..	..
Construction	13,70	106,7	109,8	110,0	110,7	110,8	117,6	..	..
Electricité, gaz, eau	0,87	113,0	113,0	113,0	113,0	113,0	115,6	..	..
Commerce	1,81	109,5	110,1	110,7	112,2	113,6	113,6	..	..
Transports	2,66	104,3	104,4	104,4	105,6	106,3	107,6	..	..
Services	5,10	109,6	111,3	111,8	117,5	115,1	116,3	..	..
Indice général	**100,00**	**107,5**	**108,8**	**109,3**	**110,1**	**111,3**	**114,8**	..	..

Source : Ministère de l'Emploi et du Travail.

Indices des salaires

(1953 = 100)

PÉRIODE	Salaires horaires bruts			Salaires-coûts		Salaires sociaux par mois dans l'industrie (b)		
	Gain moyen brut par heure prestée	Salaire horaire type (a)		Charbonnages par jour	Autres industries par heure	Célibataire	Marié et 2 enfants	Marié et 4 enfants
		Ouvrier qualifié	Ouvrier non qualifié					
1	2	3	4	5	6	7	8	9
1956	115	114	114	118	114	110	110	111
1957	125	125	125	134	125	116	117	118
1958	131	129	129	136	132	121	122	123
1959	134	131	132	138	135	124	125	125
1960	138	135	137	141	141	130	130	130
1961 Mars	139	137	139	143,5	144,6	131,8	132,4	137,0
Juin	142	139	140	144,6	147,6	134,5	134,6	138,9
Septembre	144	141	142	145,1	148,2	135,0	135,0	139,2
Décembre	146	141	142	147,4	151,7	138,2	137,8	141,5
1962 Mars (c)	148	144	146	152,5	152,7	139,3	138,7	142,7
Juin (c)	155	148	150	156,2	161,0	146,9	145,2	148,0
Septembre (c)	156	151	153	156,7	160,5	146,5	144,8	147,7
Décembre (c)	159	152	154	163,8	163,0	148,6	148,9	159,0

(a) Les ouvriers des transports non compris.
(b) A l'exclusion des mines.
(c) Données provisoires.

Sources : Banque Nationale de Belgique (col. 2 à 4).
Institut de Recherches Economiques, Sociales et Politiques, Louvain (col. 5 à 9).

Evolution des salaires horaires bruts

SECTEUR	Sexe des travailleurs	Gain horaire brut moyen (en francs)			Indices (1958 = 100)	
		Octobre 1960	Octobre 1961	Octobre 1962	Octobre 1961	Octobre 1962
Industries extractives	hommes	39,72	40,81	42,81	106	111
Industries manufacturières.	hommes	33,30	34,63	37,15	110	118
	femmes	20,00	21,10	22,55	114	121
	hommes + femmes	29,59	31,01	33,33	111	119
Industrie de la construction	hommes	32,76	33,17	36,87	109	121
Moyenne ...	hommes	**34,16**	**35,14**	**37,84**	**108**	**116**
	femmes	**20,00**	**21,10**	**22,55**	**114**	**121**
	hommes + femmes	**31,36**	**32,40**	**34,92**	**109**	**117**

Source : Institut National de Statistique

Gain horaire brut en octobre 1961 (a)

Par province, région linguistique et sexe

(en francs)

DÉSIGNATION	Hommes		Femmes	Hommes + femmes	
	Non compris la sidérurgie et les charbonnages	Y compris la sidérurgie et les charbonnages	Non compris la sidérurgie et les charbonnages	Non compris la sidérurgie et les charbonnages	Y compris la sidérurgie et les charbonnages
Anvers	35,24	35,24	21,11	32,42	32,42
Brabant	34,20	34,36	21,62	31,43	31,66
Flandre occidentale ...	30,73	30,73	20,47	28,37	28,37
Flandre orientale	31,01	31,01	20,81	27,64	27,64
Hainaut	33,64	37,04	20,24	30,82	35,06
Liège	36,23	38,90	23,68	33,59	36,71
Limbourg	30,70	35,41	19,36	28,05	34,69
Luxembourg	31,85	34,52	19,03	30,57	33,56
Namur	34,36	34,54	21,50	33,29	33,55
Le Royaume ...	**33,57**	**35,14**	**21,10**	**30,74**	**32,40**
Flandre	32,48	33,04	20,78	29,54	30,29
Wallonie	34,70	37,35	21,94	32,26	35,43
Arr. de Bruxelles	34,66	34,66	21,55	31,74	31,74

Source : Institut National de Statistique.

(a) Les données pour 1962 ne sont pas encore disponibles.

Montant total des rémunérations déclarées à la sécurité sociale (a)

ANNÉE	Rémunérations brutes (b) (en milliards de francs)	Cotisations à la sécurité sociale (en milliards de francs)	% des cotisations par rapport aux rémunérations brutes
1950	85,7	19,3	22,5
1951	97,8	21,9	22,4
1952	100,6	24,0	23,9
1953	101,5	24,5	24,1
1954	104,3	25,3	24,3
1955	110,3	27,4	24,9
1956	119,0	29,5	24,8
1957	130,0	33,9	26,1
1958	131,4	34,9	26,5
1959	131,3	34,2	26,1
1960	139,0	38,0	27,3
1961	146,7	41,2	28,1

Source : Office National de Sécurité Sociale.

(a) Y compris les mineurs; non compris les marins de la marine marchande.
Les données pour 1962 ne sont pas encore disponibles.
(b) Retenues fiscales et sociales non déduites; non comprise, la cotisation patronale à la sécurité sociale.

Récapitulation des opérations de financement de la sécurité sociale (a)

(en millions de francs)

SECTEURS PRINCIPAUX	1959 (b)	1960 (b)	1961
Vieillesse et décès prématuré	15 010	15 886	16 753
Maladie-invalidité	11 563	13 625	13 769
Chômage	7 983	6 678	5 278
Allocation familiales	9 825	10 465	11 761
Vacances annuelles	5 785	6 034	6 472
Total	**50 166**	**52 689**	**54 033**

Sources : Office National de Sécurité Sociale.
Fonds National de Retraite des Ouvriers Mineurs.

(a) Les données pour 1962 ne sont pas encore disponibles.
(b) Données rectifiées.

Rendement des sociétés par actions belges (a)

Exploitant en Belgique, au Congo et à l'étranger

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1936/1938	1955	1956	1957	1958	1959 (c)	1960 (c)	1961 (c)	1962 (d)
Nombre de sociétés recensées (b)	**7 594**	**13 838**	**13 978**	**14 132**	**13 997**	**14 490**	**14 307**	**14 300**	**11 221**
dont : en gain	5 748	10 082	10 396	10 821	10 471	10 207	10 512	10 621	8 659
en perte	1 846	3 756	3 582	3 311	3 526	4 283	3 795	3 679	2 562
Moyens d'action propres	**63 952**	**247 078**	**264 883**	**284 290**	**305 574**	**329 595**	**338 800**	**345 554**	**339 569**
dont : capital versé	46 397	148 636	160 776	176 298	193 773	207 075	212 989	216 030	213 682
réserves	17 555	98 442	104 107	107 992	111 801	122 520	125 811	129 524	125 887
Résultats d'exploitation :									
Solde bénéficiaire net	**4 537**	**25 093**	**30 040**	**33 015**	**28 213**	**22 814**	**28 385**	**27 080**	**26 822**
Bénéfices	5 228	26 906	32 212	35 262	30 472	26 942	32 230	32 079	31 258
Pertes	691	1 813	2 172	2 247	2 259	4 128	3 845	4 999	4 436
Dividendes bruts mis en paiement	**3 651**	**15 497**	**17 961**	**19 942**	**17 785**	**16 894**	**19 417**	**17 792**	**16 922**
Taux par rapport aux moyens d'action propres (en %) :									
Solde net	7,1	10,2	11,3	11,6	9,2	6,9	8,4	7,84	7,89
Dividendes	5,7	6,3	6,8	7,0	5,8	5,1	5,7	5,15	4,98
Dette obligataire au 31 décembre	**9 297**	**43 277**	**46 931**	**54 251**	**63 537**	**72 325**	**76 662**	**85 033**	..
Coupons d'obligations bruts	**476**	**1 884**	**2 130**	**2 274**	**2 655**	**3 170**	**3 573**	**3 910**	..

Sources : Banque Nationale de Belgique (années 1936/1938).
Institut National de Statistique (années 1954 et suivantes).

(a) La statistique pour 1936/1938 n'est pas établie exactement sur la même base que les suivantes. En outre, indépendamment de l'augmentation progressive du nombre des sociétés, le pourcentage de sociétés publiant effectivement leur bilan est sujet à variations.
(b) En unités.
(c) Données rectifiées.
(d) Données provisoires. Plusieurs sociétés n'ont pas encore été recencées.

DÉSIGNATION	En Belgique							
	1953	1957	1958	1959 (b)	1960 (b)	1961 (b)	196 (c)	1953
Nombre de sociétés recensées	12 396	13 551	13 433	13 930	13 861	13 960	10 9	37
dont : en bénéfice	8 711	10 365	10 031	9 800	10 176	10 424	8 9	30
en perte	3 685	3 186	3 402	4 130	3 685	3 536	2 9	6
Moyens d'action propres	183 067	221 573	239 260	257 324	268 591	284 663	282 (	319
dont : capital versé	109 464	133 180	148 079	157 545	164 833	174 322	175 4	229
réserves	73 603	88 393	91 181	99 779	103 758	110 341	106 (	89
Résultats d'exploitation :								
Solde bénéficiaire net	13 891	21 048	18 802	14 971	18 787	20 815	21	65
Bénéfices	15 721	23 009	20 739	18 647	22 234	24 853	25	67
Pertes	1 830	1 961	1 937	3 676	3 497	4 038	3	2
Dividendes bruts mis en paiement	8 833	12 353	11 293	10 576	12 105	13 370	13	38
Dette obligataire	30 937	51 452	60 863	68 974	75 060	83 682	.	12
Coupons d'obligations bruts	1 432	2 167	2 530	3 019	3 495	3 854	.	
Rapport $\frac{\text{nombre de sociétés en perte}}{\text{nombre de sociétés recensées}}$	29,73	23,51	25,33	29,65	26,59	25,33	22,	18
Rapport $\frac{\text{solde bénéficiaire net}}{\text{moyens d'action propres}}$	7,59	9,50	7,86	5,82	7,00	7,31	7,	20
Rapport $\frac{\text{dividendes bruts distribués}}{\text{moyens d'action propres}}$	4,83	5,58	4,72	4,11	4,51	4,70	4	13
Rapport $\frac{\text{dividendes bruts distribués}}{\text{bénéfices réalisés}}$	56,19	53,69	54,45	56,72	54,32	53,80	54	56
Rapport $\frac{\text{coupons d'obligations bruts}}{\text{montant de la dette obligataire}}$	4,64	4,21	4,16	4,38	4,66	4,61		
Rapport $\frac{\text{montant de la dette obligataire}}{\text{moyens d'action propres}}$	16,90	23,22	25,44	26,80	27,95	29,40		

(a) Les sociétés belges dont le lieu de l'exploitation principale se situe au Congo, sont reprises à partir de 1961 sc rubrique « à l'étranger ».
(b) Données rectifiées.
(c) Données provisoires.
(d) La dette obligataire n'est plus recencée pour les sociétés qui ont choisi le droit congolais (loi du 17 juin 1960, *teur belge* du 18 juin 1960).

d'après le lieu de leur exploitation

Principale exploitation

Au Congo (a)						A l'étranger (a)							
953	1956	1957	1958	1959	1960 (b)	1953	1956	1957	1958	1959	1960 (b)	1961 (b)	1962 (c)
Unités													
370	472	501	495	494	384	80	80	80	69	66	62	340	276
302	365	395	394	360	288	58	59	61	46	47	48	197	177
68	107	106	101	134	96	22	21	19	23	19	14	143	99
En millions de francs													
3 937	46 042	50 534	54 619	60 517	58 217	7 479	10 090	12 182	11 695	11 753	11 991	60 890	57 495
2 980	29 946	36 093	38 619	42 202	40 993	3 836	4 933	7 025	7 075	7 328	7 163	41 707	38 269
957	16 096	14 441	16 000	18 315	17 224	3 643	5 157	5 157	4 620	4 425	4 828	19 183	19 226
564	9 281	10 614	8 246	6 862	8 562	1 033	1 194	1 353	1 166	982	1 036	6 265	5 253
768	9 643	10 870	8 491	7 258	8 871	1 088	1 254	1 384	1 243	1 038	1 075	7 226	5 845
204	362	256	245	396	309	55	60	31	77	56	39	961	592
838	6 033	6 623	5 542	5 571	6 520	458	768	966	950	748	792	4 421	3 051
271	2 201	2 772	3 150	3 324	..(d)	63	40	28	27	27	1 601	1 351	..
57	94	105	124	150	77	3	2	2	1	1	1	56	..
En pour-cent													
3,38	22,67	21,16	20,40	27,13	25,00	27,50	26,25	23,75	33,33	28,79	23,58	42,06	35,87
0,55	20,16	21,00	15,10	11,34	14,71	13,81	11,83	11,11	9,97	8,36	8,64	10,29	9,14
2,02	13,10	13,11	10,15	9,21	11,20	6,12	7,61	7,93	8,12	6,36	6,60	7,26	5,31
6,71	62,56	60,93	65,27	76,76	73,50	42,10	61,24	69,80	76,43	72,06	73,67	61,18	52,20
4,48	4,27	3,79	3,94	4,51	..	4,76	5,00	7,14	3,7	3,70	0,06	4,15	..
3,98	4,78	5,49	5,77	5,49	..	0,84	0,40	0,23	0,23	0,23	13,35	2,22	..

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Evolution des soldes bénéficiaires net

Sociétés ayant leur princip

DÉSIGNATION	Banques	Assurances	Opérations financières et immobilières	Commerce de détail	Commerce de gros et extérieur	Fabrications métalliques	Métallurgie du fer	Non ferreux	Industrie textile	Industrie alimentaire	Industrie du bois	Industrie chimique	Industrie verrière	Electricité	Gaz	
Nombre de sociétés recensées (unités) :																
1958	49	134	1 414	532	2 702	1 245	100	78	1 041	701	336	538	62	44	1	
1959	52	135	1 465	570	2 820	1 275	103	81	1 047	725	348	545	60	41	1	
1960	53	137	1 457	563	2 853	1 271	100	79	1 009	725	341	534	57	40	1	
1961 (a)	54	137	1 484	571	2 920	1 281	97	81	982	713	343	540	55	36	1	
1962 (b)	54	124	1 253	418	2 207	1 050	83	67	762	577	242	418	48	35	1	
Capitaux et réserves (en millions de francs) :																
1954	6 418	1 489	20 494	2 654	8 132	18 513	17 853	5 464	19 609	11 100	1 212	14 177	2 579	15 663	2 73	
1955	6 954	1 645	21 798	2 811	8 765	19 425	16 045	5 777	19 417	11 427	1 307	14 896	2 578	16 493	2 77	
1956	7 397	2 020	22 872	2 938	9 411	19 936	20 098	6 346	20 118	11 952	1 385	15 597	2 695	17 589	2 78	
1957	7 810	2 433	26 535	3 014	8 814	21 158	21 636	7 503	20 054	12 484	1 469	17 372	2 760	19 238	2 57	
1958	8 178	2 725	33 431	3 208	9 947	22 700	24 773	8 084	20 860	13 714	1 507	17 095	2 820	19 738	2 63	
1959	8 722	2 796	36 641	3 615	10 961	25 015	25 512	8 552	22 031	14 537	1 631	18 771	2 944	21 032	2 68	
1960	9 389	3 092	40 041	4 005	11 777	26 217	26 546	8 614	21 991	15 095	1 708	19 751	3 068	20 761	3 00	
1961 (a)	9 922	3 311	45 079	4 544	13 014	27 013	29 706	9 000	22 607	15 909	1 822	21 122	2 796	22 841	2 83	
1962 (b)	10 877	3 296	51 507	4 977	12 587	24 720	31 308	9 056	18 159	13 960	1 502	20 924	3 745	23 023	2 06	
Soldes bénéficiaires nets (en millions de francs) :																
1954	1 021	391	1 776	282	666	1 798	607	759	289	734	72	836	157	1 456	16	
1955	988	487	2 094	309	770	1 764	1 089	1 038	496	798	73	1 206	224	1 502	15	
1956	1 137	611	2 134	355	972	1 765	2 346	1 558	441	856	97	1 416	308	1 558	21	
1957	1 135	549	2 544	369	974	2 032	2 717	973	913	923	105	1 530	287	1 581	23	
1958	1 216	555	2 725	378	776	1 993	1 584	693	626	877	93	1 230	270	1 636	21	
1959	1 156	721	2 562	428	704	1 871	719	594	107	1 056	70	1 033	300	1 748	17	
1960	1 177	687	2 783	435	1 134	2 120	1 903	945	844	1 202	107	1 394	523	1 808	13	
1961 (a)	1 547	724	3 486	443	1 072	2 596	2 198	1 115	995	1 169	128	1 389	370	1 797	15	
1962 (b)	1 770	788	4 319	396	1 058	2 651	1 469	892	660	1 170	136	1 568	430	2 013	11	
Moyenne 1954/1962	**1 239**	**613**	**2 714**	**377**	**903**	**2 066**	**1 626**	**952**	**597**	**976**	**98**	**1 289**	**319**	**1 678**	**17**	
Dividendes mis en paiement (en millions de francs) :																
1954	499	209	1 258	146	191	923	410	408	252	394	22	502	131	1 165	12	
1955	535	235	1 379	142	254	1 247	653	456	291	425	22	932	168	1 164	12	
1956	564	283	1 506	163	266	1 065	1 324	537	286	446	22	750	236	1 251	15	
1957	573	315	1 903	187	221	1 255	1 445	540	348	516	28	810	205	1 365	14	
1958	612	347	1 932	186	216	1 110	1 057	491	321	466	32	543	139	1 458	13	
1959	634	403	1 929	204	262	1 267	623	515	272	638	29	577	202	1 511	11	
1960	680	420	2 032	229	275	1 533	992	581	452	720	38	711	290	1 539	11	
1961 (a)	751	431	2 166	280	387	1 670	1 277	620	492	695	41	927	263	1 608	13	
1962 (b)	806	443	3 217	285	310	1 625	932	590	343	596	36	1 030	255	1 663	9	
Moyenne 1954/1962	**628**	**343**	**1 925**	**202**	**265**	**1 299**	**968**	**526**	**340**	**544**	**30**	**754**	**210**	**1 414**	**12**	

(a) Données rectifiées.
(b) Données provisoires.

des dividendes mis en paiement

ge d'exploitation en Belgique

Industrie du cuir	Industrie du papier et arts graphiques	Transports	Tourisme	Intermédiaires	Industrie de la construction	Charbonnages	Industrie de la terre cuite commune	Cimenteries et industries connexes	Carrières	Industrie de la chaux	Industrie céramique	Industrie du tabac	Edition, librairie, presse	Films, théâtres	Artisanat	Total
152	316	566	307	526	488	53	90	108	122	39	48	33	187	216	513	13 433
158	325	590	334	579	497	55	90	110	114	39	47	33	187	228	548	13 930
143	325	594	333	590	495	49	90	112	116	37	47	36	190	233	545	13 861
142	328	592	328	623	503	44	91	110	121	38	44	37	189	223	546	13 960
105	259	457	268	491	384	41	78	99	98	34	35	35	140	164	396	10 945
217	4 039	7 907	763	736	2 832	13 195	1 052	2 884	1 360	441	657	995	398	260	1 119	190 019
230	4 078	7 769	779	705	3 385	12 878	1 092	3 209	1 308	454	799	1 029	449	297	1 158	194 797
154	4 266	8 174	849	809	3 583	12 855	1 157	3 727	1 292	508	871	1 192	559	336	1 269	207 850
141	4 666	8 509	893	541	4 094	12 951	1 250	4 351	1 338	532	864	1 244	607	296	1 347	221 573
095	4 780	9 136	863	660	4 249	13 078	1 232	4 067	1 352	561	871	1 275	691	343	1 331	239 260
148	4 855	9 758	905	756	4 400	13 503	1 380	5 998	1 359	578	885	1 268	793	389	1 454	257 325
073	5 319	9 854	958	816	4 659	12 897	1 397	6 768	1 368	620	1 120	1 338	939	439	1 523	268 592
093	5 638	9 456	1 044	935	4 785	11 127	1 461	7 417	1 491	682	1 057	1 407	1 036	450	1 575	284 663
887	5 109	9 845	836	903	4 011	9 745	1 390	7 517	1 461	625	920	1 438	975	398	1 425	282 074
- 40	191	402	33	78	338	704	70	396	88	33	2	59	47	39	76	13 684
- 38	335	432	25	82	273	748	89	467	87	40	35	50	45	37	94	15 963
- 6	359	701	34	103	340	1 059	82	502	118	48	27	43	72	24	105	19 566
- 8	409	749	28	76	415	1 171	92	527	142	41	40	73	79	45	89	21 048
—	365	692	40	69	435	1 096	92	457	127	47	13	79	91	47	101	18 802
4	269	240	71	85	339	— 442	56	456	124	43	18	79	112	42	69	14 970
35	350	229	6	71	348	— 917	78	593	145	77	— 21	132	147	53	81	18 787
31	418	391	11	106	324	— 1 326	83	705	148	116	47	113	124	27	111	20 815
42	397	68	63	102	248	— 548	113	832	179	63	61	92	124	6	130	21 569
- 2	**344**	**434**	**35**	**86**	**340**	**172**	**84**	**548**	**129**	**56**	**25**	**80**	**93**	**36**	**95**	**18 356**
5	105	299	21	35	117	723	31	229	67	18	10	29	21	15	18	8 452
4	145	332	19	33	124	716	36	245	70	17	20	23	15	18	17	9 930
2	156	445	23	34	137	937	39	275	83	20	26	21	15	11	19	11 160
4	158	445	22	22	167	1 007	43	284	102	18	35	37	17	38	18	12 353
6	161	404	27	24	166	876	38	241	100	18	24	33	17	22	21	11 293
6	145	310	30	30	147	93	30	290	102	19	26	41	27	20	19	10 576
10	154	326	11	35	135	63	34	373	112	22	29	42	35	24	19	12 105
11	196	330	17	30	145	93	38	418	100	28	30	48	37	20	19	13 370
12	179	258	18	33	121	106	38	518	119	25	27	44	38	12	31	13 871
7	**155**	**350**	**21**	**31**	**140**	**513**	**36**	**319**	**95**	**21**	**25**	**35**	**25**	**20**	**20**	**11 457**

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Evolution des rendements, de la det

Sociétés ayant leur siè

DÉSIGNATION	Banques	Assurances	Opérations financières et immobilières	Commerce de détail	Commerce de gros et extérieur	Fabrications métalliques	Métallurgie du fer	Non ferreux	Industrie textile	Industrie alimentaire	Industrie du bois	Industrie chimique	Industrie verrière	Electricité	Gaz
Dividendes mis en paiement, rapportés aux capitaux et réserves (en %) :															
1953	7,57	14,14	5,98	5,26	2,65	5,77	4,59	7,76	1,25	3,30	1,69	4,10	1,99	7,35	5,
1954	7,78	14,03	6,14	5,50	2,35	4,99	2,30	7,47	1,29	3,55	1,82	3,54	5,07	7,28	4,
1955	7,69	14,29	6,33	5,05	2,90	6,42	4,07	7,89	1,50	3,72	1,68	6,26	6,52	7,06	4,
1956	7,62	14,01	6,58	5,55	2,83	5,34	6,59	8,46	1,42	3,73	1,59	4,81	8,76	7,11	5,
1957	7,33	12,95	7,17	6,20	2,51	5,93	6,68	7,20	1,74	4,13	1,91	4,66	7,43	7,10	5,
1958	7,48	12,73	5,78	5,79	2,17	4,89	4,27	6,07	1,54	3,40	2,12	3,18	4,93	7,39	4,
1959	7,27	14,41	5,26	5,64	2,39	5,06	2,44	6,02	1,23	4 39	1,78	3,07	6,86	7,18	4,
1960	7,24	13,58	5,07	5,72	2,34	5,85	3,74	6,74	2,06	4,77	2,22	3,60	9,45	7,41	3,
1961 (a)	7,57	13,02	4,80	6,16	2,97	6,18	4,30	6,89	2,18	4,37	2,25	4,39	9,41	7,04	4,
1962 (b)	7,41	13,44	6,25	5,73	2,46	6,57	2,98	6,52	1,89	4,27	2,40	4,92	6,81	7,22	4,
Dette obligataire (en millions de francs ; fin année) (c) :															
1953	1 840	—	14 790	368	254	1 452	2 069	150	486	696	63	1 097	104	4 589	2
1954	2 759	—	18 264	487	297	1 426	2 303	148	503	765	59	1 091	83	4 764	2
1955	3 653	—	22 176	476	345	2 007	2 226	45	522	792	66	1 006	190	4 494	3
1956	3 972	701	24 576	604	363	2 005	2 158	52	510	789	70	1 038	193	4 434	3
1957	4 710	766	27 965	623	447	1 778	2 269	50	529	906	72	1 305	191	5 543	4
1958 (a)	6 410	5	34 967	601	655	1 733	3 133	49	500	925	73	1 384	180	5 871	4
1959 (a)	6 626	6	40 878	949	816	2 030	4 729	45	482	992	66	1 313	189	5 525	3
1960 (a)	7 264	8	46 598	972	907	1 917	4 886	26	453	892	65	1 290	188	5 441	3
1961	8 293	9	53 955	1 103	993	1 932	4 763	17	421	831	64	1 248	247	5 524	3
Importance des dividendes mis en paiement par rapport aux soldes bénéficiaires nets (en %) :															
1954	48,9	53,4	70,8	51,7	28,6	51,3	67,5	53,7	87,1	53,6	30,5	60,0	83,4	80,0	8
1955	54,1	48,2	65,8	45,9	32,9	70,6	60,0	43,9	58,6	53,2	30,1	77,3	75,0	77,4	8
1956	49,6	46,3	70,6	45,9	27,4	60,3	56,4	54.5	64,9	52,1	22,7	53,0	76,6	80,3	7
1957	50,5	57,3	74,8	50,7	22,7	61,8	53,2	55,5	38,1	55,9	26,7	52,9	71,4	86,3	6
1958	50,3	62,5	70,9	49,2	27,8	55,7	66,7	70,8	51,3	53,1	34,4	44,1	51,5	89,1	6
1959	54,8	55,9	75,3	47,7	37,2	67,7	86,6	86,7	254,2	60,4	41,4	55,9	67,3	86,4	6
1960	57,8	61,1	73,0	52,6	24,3	72,3	52,1	61,5	53,6	59,9	35,5	51,0	55,4	85,1	8
1961 (a)	48,5	59,5	62,1	63,2	36,1	64,3	58,1	55,6	49,4	59,5	32,0	66,7	71,1	89,5	8
1962 (b)	45,5	56,2	74,5	72,0	29,3	61,3	63,4	66,1	52,0	50,9	26,5	65,7	59,3	82,6	8
Moyenne 1954/1962 ...	**50,7**	**55,0**	**70,9**	**53,6**	**29,3**	**62,9**	**59,5**	**55,3**	**57,0**	**55,7**	**30,6**	**58,5**	**65,8**	**84,3**	**7**

(a) Données rectifiées.
(b) Données provisoires.
(c) Les données relatives à 1962 ne sont pas encore disponibles.

igataire et de l'autofinancement net
ploitation en Belgique

	Industrie du papier et arts graphiques	Transports	Tourisme	Intermédiaires	Industrie de la construction	Charbonnages	Industrie de la terre cuite commune	Cimenteries et industries connexes	Carrières	Industrie de la chaux	Industrie céramique	Industrie du tabac	Edition, librairie, presse	Films, théâtres	Artisanat	Total
86	2,13	5,23	2,50	6,23	4,22	6,70	2,16	7,09	4,88	4,13	1,65	2,78	3,87	6,41	2,44	4,83
42	2,59	3,78	2,74	4,76	4,13	5,48	2,95	7,94	4,93	4,08	1,52	2,91	5,29	5,77	1,61	4,45
25	3,56	4,27	2,44	4,68	3,66	5,56	3,30	7,63	5,35	3,74	2,50	2,24	3,34	6,06	1,47	5,09
17	3,66	5,44	2,71	4,20	3,82	7,29	3,37	7,38	6,42	3,94	2,99	1,76	2,68	3,27	1,50	5,37
35	3,39	5,23	2,46	4,07	4,08	7,78	3,44	6,53	7,62	3,38	4,05	2,97	2,80	12,84	1,34	5,58
55	3,37	4,42	3,13	3,64	3,91	6,70	3,08	5,93	7,40	3,21	2,76	2,59	2,46	6,41	1,58	4,72
52	2,99	3,18	3,31	3,97	3,34	0,69	2,17	4,83	7,51	3,29	2,94	3,23	3,40	5,14	1,31	4,11
93	2,90	3,31	1,15	4,29	2,90	0,49	2,43	5,51	8,19	3,55	2,59	3,14	3,73	5,47	1,25	4,51
01	3,48	3,49	1,63	3,21	3,03	0,84	2,60	5,64	6,71	4,11	2,84	3,41	3,57	4,44	1,21	4,70
35	3,50	2,62	2,15	3,65	3,02	1,09	2,73	6,89	8,15	4,00	2,93	3,06	3,90	3,02	2,18	4,92
82	192	651	18	14	187	906	40	386	8	12	5	52	26	6	40	39 037
78	257	736	17	11	194	1 073	40	362	12	20	4	52	26	8	42	36 237
70	362	670	23	46	199	1 015	40	370	7	24	24	69	26	9	44	41 394
63	412	742	23	51	307	972	36	519	10	26	24	68	25	10	48	45 194
52	419	1 161	23	51	347	985	33	560	10	26	24	65	2	10	48	51 452
48	424	1 187	29	68	394	940	30	585	10	26	25	61	17	11	47	60 863
45	337	1 452	27	83	355	860	31	487	9	26	26	57	23	10	39	68 974
42	304	1 451	25	77	350	535	34	700	8	26	30	52	21	14	39	75 060
41	286	1 625	22	72	378	477	33	639	16	25	45	47	19	21	40	83 682
—	55,0	74,4	63,6	44,9	34,6	102,7	44,3	57,8	76,1	54,5	500,0	49,1	44,7	38,5	23,7	61,8
—	43,3	76,8	76,0	40,2	45,4	95,7	40,4	52,5	80,5	42,5	57,1	46,0	33,3	48,6	18,1	62,2
—	43,5	63,5	67,6	33,0	40,3	88,5	47,6	54,8	70,3	41,7	96,3	48,8	20,8	45,8	18,1	57,0
—	38,6	59,4	78,6	28,9	40,2	86,0	46,7	53,9	71,8	43,9	87,5	50,7	21,5	84,4	20,2	58,7
—	44,1	58,4	67,5	34,8	38,2	79,9	41,3	52,7	78,7	38,3	184,6	41,8	18,7	46,8	20,8	60,1
0,0	53,9	129,2	42,3	35,3	43,4	—	53,6	63,6	82,3	44,2	144,4	51,9	24,1	47,6	27,5	70,7
8,6	44,0	142,4	183,3	49,3	38,8	—	43,6	62,9	77,2	28,6	—	31,8	23,8	45,3	23,5	64,3
5,5	46,9	84,4	154,5	28,3	44,8	—	45,8	59,3	67,6	24,1	63,8	42,5	29,8	74,1	17,1	64,2
3,6	45,1	379,4	28,6	32,4	48,8	—	33,6	62,3	66,5	39,7	44,3	47,8	30,6	200,0	23,8	64,3
—	**45,1**	**80,6**	**60,0**	**36,0**	**41,2**	—	**42,9**	**58,2**	**73,6**	**37,5**	**100,0**	**43,8**	**26,9**	**55,6**	**21,1**	**62,4**

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Sociétés belges par actions en bénéfices (a)

Bénéfices et dividendes annuels moyens de 1949 à 1962 des sociétés recensées ayant leur siège d'exploitation en Belgique

SECTEUR	Bénéfices moyens (en millions de francs)	Dividendes moyens mis en paiement	
		En millions de francs	En % des bénéfices
Electricité	1 460	1 232	84,4
Opérations financières et immobilières	2 289	1 548	67,6
Carrières	117	80	68,4
Charbonnages	740	564	76,2
Industrie verrière	243	158	65,0
Métallurgie du fer	1 490	868	58,3
Cimenteries et industries connexes	449	257	57,2
Assurances	491	272	55,4
Banques	1 047	533	50,9
Non ferreux	852	452	53,1
Industrie alimentaire	923	464	50,3
Fabrications métalliques	2 260	1 153	51,0
Industrie chimique	1 333	670	50,3
Céramiques	47	23	48,9
Commerce de détail	353	174	49,3
Industrie du papier	325	137	42,2
Industrie de la terre cuite commune	74	31	41,9
Industrie textile	961	367	38,2
Commerce de gros et extérieur	1 014	238	23,5
Autres secteurs	1 933	831	43,0
Total moyen	**18 400**	**10 051**	**54,6**

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) L'attention est attirée sur le fait que les sociétés sans bénéfices ou en pertes ne sont pas reprises dans cette statistique.
Les données pour 1962 sont provisoires.

CINQUIÈME PARTIE

INVESTISSEMENTS ET CONSOMMATION

Sociétés belges par actions en bénéfices (a)

Bénéfices et dividendes annuels moyens de 1949 à 1962 des sociétés ayant leur siège d'exploitation en Belgique

SECTEUR	Bénéfices moyens (en millions de francs)	Dividendes moyens mis en paiement	
		En millions de francs	En % des bénéfices
Électricité	1 390	1 232	84,4
Opérations financières et immobilières	3 588	3 148	87,8
Gazières	137	85	58,4
Charbonnages	740	564	76,2
Industrie verrière	248	138	55,9
Métallurgie du fer	865	835	96,5
Cimenteries et industries connexes	440	337	77,2
Assurances	1	1	55,4
Banques	1 047	626	59,8
Bois, liéges	170	103	58,1
Industrie alimentaire	776	464	59,8
Fabrications métalliques	2 260	1 120	51,0
Industrie chimique	1 353	670	50,8
Céramiques	47	20	43,9
Commerce de détail	338	154	49,8
Industrie du papier	325	167	42,8
Industrie de la terre cuite et matériaux	76	31	41,9
Industrie textile	661	367	56,2
Commerce de gros et colonial	1 014	386	38,5
Divers	1 009	451	45,0
Total majeur	14 490	10 851	84,8

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Énergie, Institut National de Statistique et Direction générale des Études et de la Documentation.

(a) L'attention est attirée sur le fait que les sociétés sans bénéfices ou en perte ne sont pas reprises dans cette statistique.

Les données pour 1962 sont provisoires.

I

INVESTISSEMENTS

Investissements dans l'ensemble de l'économie (a)

Défense nationale exclue

(en millions de francs, à prix courants)

DÉSIGNATION	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962 (b)
1. Agriculture, sylviculture et pêche	3 201	3 277	3 762	3 887	4 019	3 765	3 997	4 487	4 884	4 700
2. Industries extractives	2 417	2 490	2 244	3 015	2 996	2 730	1 862	1 537	1 367	1 436
a) Charbonnages, y compris leurs centrales électriques	*2 129*	*2 202*	*1 966*	*2 495*	*2 611*	*2 201*	*1 489*	*931*	*818*	*836*
b) Autres industries extractives	*288*	*288*	*278*	*520*	*385*	*529*	*373*	*606*	*549*	*600*
3. Industries manufacturières	13 880	13 988	16 740	20 142	19 972	18 302	18 678	26 423	28 840	31 900
a) Alimentation, boissons, tabac	*2 652*	*2 947*	*3 043*	*3 426*	*3 642*	*3 497*	*3 669*	*3 838*	*4 100*	*4 300*
b) Textiles	*1 451*	*1 504*	*1 915*	*2 237*	*2 353*	*1 553*	*1 727*	*2 804*	*2 800*	*2 850*
c) Vêtements et chaussures	*223*	*222*	*248*	*253*	*358*	*279*	*327*	*613*	*650*	*670*
d) Bois et meubles	*384*	*527*	*513*	*499*	*658*	*477*	*599*	*1 032*	*1 130*	*1 035*
e) Papier, impression, édition	*566*	*719*	*997*	*1 457*	*1 081*	*1 134*	*1 236*	*1 556*	*1 950*	*2 700*
f) Chimie et activités connexes	*2 493*	*1 818*	*2 921*	*4 092*	*3 698*	*3 559*	*2 985*	*3 250*	*4 000*	*4 600*
g) Terre cuite, céramique, verre et ciment	*830*	*1 168*	*1 765*	*1 497*	*1 561*	*1 073*	*1 125*	*1 738*	*1 800*	*2 070*
h) Fer, acier et métaux non-ferreux	*2 490*	*2 176*	*1 922*	*2 889*	*3 120*	*3 713*	*4 007*	*7 277*	*7 200*	*7 825*
i) Fabrications métalliques et constructions navales	*2 391*	*2 507*	*3 006*	*3 352*	*3 081*	*2 607*	*2 573*	*3 815*	*4 660*	*5 250*
j) Activités diverses n. d. a.	*400*	*400*	*410*	*440*	*420*	*410*	*430*	*500*	*550*	*600*
4. Construction	1 543	1 694	1 765	2 082	2 282	1 859	2 332	2 554	3 250	3 650
5. Electricité, gaz et eau	3 379	3 460	4 050	4 589	5 006	4 856	5 960	4 838	4 200	5 350
6. Commerce, banque, assurances, immeubles d'habitation	22 714	26 830	25 353	28 244	36 744	30 956	35 216	39 218	42 610	43 500
a) Commerce, banque et assurances	*4 455*	*4 620*	*4 730*	*5 280*	*5 500*	*4 950*	*5 555*	*6 105*	*6 710*	*7 000*
b) Immeubles d'habitation	*18 259*	*22 210*	*20 623*	*22 964*	*31 244*	*26 006*	*29 661*	*33 113*	*35 900*	*36 500*

(Suite à la p. 226).

Investissements dans l'ensemble de l'économie (a) (suite)

Défense nationale exclue

(en millions de francs, à prix courants)

DÉSIGNATION	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962 (b)
7. Transports et communications	9 097	9 307	10 734	12 099	11 899	13 451	12 761	14 449	12 969	12 811
a) Transports par voies ferrée	*3 865*	*3 921*	*5 151*	*4 297*	*4 019*	*4 633*	*4 638*	*3 884*	*4 075*	*4 156*
b) Transports par route	*570*	*750*	*590*	*620*	*740*	*775*	*580*	*920*	*810*	*790*
c) Transports maritimes, navigation fluviale, ports	*2 386*	*2 560*	*3 201*	*4 087*	*3 814*	*4 908*	*4 137*	*5 292*	*3 534*	*4 250*
d) Transports aériens	*729*	*682*	*335*	*1 321*	*1 066*	*1 391*	*984*	*1913*	*2 105*	*690*
e) Poste, télégraphe, téléphone, radio et télévision	*1 547*	*1 394*	*1 457*	*1 774*	*2 260*	*1 744*	*2 422*	*2 440*	*2 445*	*2 925*
8. Services	8 570	9 489	10 542	11 539	10 957	11 433	14 957	15 190	15 651	18 304
a) Pouvoirs publics (à l'exclusion de l'enseignement)	*4 987*	*5 513*	*5 820*	*6 573*	*6 337*	*7 257*	*8 630*	*7 989*	*8 565*	*10 876*
b) Enseignement	*1 558*	*1 876*	*2 572*	*2 566*	*2 120*	*1 676*	*3 602*	*4 326*	*3 836*	*4 028*
c) Autres	*2 025*	*2 100*	*2 150*	*2 400*	*2 500*	*2 500*	*2 725*	*2 875*	*3 250*	*3 400*
Formation intérieure brute de capital fixe (1 à 8)	**64 801**	**70 535**	**75 190**	**85 597**	**93 875**	**87 352**	**95 763**	**108 696**	**113 771**	**121 651**
9. Variations de stocks	1 763	2 963	— 368	4 008	6 639	795	—1 210	3 706	4 201	3 269
a) Cheptel	*368*	*309*	*— 45*	*22*	*688*	*452*	*869*	*— 181*	*1 401*	*269*
b) Autres stocks	*1 395*	*2 654*	*— 323*	*3 986*	*5 941*	*343*	*—2 079*	*3 887*	*2 800*	*3 000*
Total de 1 *à* 9	**66 564**	**73 498**	**74 822**	**89 605**	**100 514**	**88 147**	**94 553**	**112 402**	**117 972**	**124 920**
Adaptation statistique	— 309	— 402	— 459	—1 363	—1 584	—2 126	—1 466	—2 410	— 770	—1 660
Formation intérieure brute de capital	**66 255**	**73 096**	**74 363**	**88 242**	**98 930**	**86 021**	**93 087**	**109 992**	**117 202**	**123 260**

Source : Institut National de Statistique.

(a) Les données de ce tableau ne sont pas comparables avec celles publiées dans les rapports précédents.
(b) Données provisoires.

II

CONSOMMATION

Consommation par catégorie de produits

Estimations à prix courants

(en milliards de francs)

DÉSIGNATION	1953	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
1. - *Produits alimentaires*	**88,83**	**99,41**	**102,56**	**103,51**	**106,82**	**108,13**	**112,89**	**119,05**
a) Pain et produits à base de céréales	10,53	10,81	10,99	11,09	11,61	11,77	11,94	12,41
— Pain et produits de la boulangerie	*7,82*	*7,79*	*7,92*	*7,89*	*8,36*	*8,42*	*8,48*	*8,79*
— Pâtisserie et biscuits	*1,90*	*2,16*	*2,26*	*2,40*	*2,43*	*2,51*	*2,61*	*2,72*
— Biscottes, pâtes alimentaires et riz	*0,81*	*0,86*	*0,81*	*0,80*	*0,82*	*0,83*	*0,84*	*0,90*
b) Viande et produits dérivés	26,99	30,65	32,05	33,02	34,23	35,62	38,09	40,51
c) Poisson	2,69	3,27	3,25	3,28	3,27	3,56	3,86	3,64
d) Lait, fromage, œufs	11,04	12,40	12,81	12,94	13,31	13,60	14,42	13,84
— Lait frais et conservé	*5,42*	*6,04*	*6,58*	*6,62*	*6,66*	*6,89*	*7,03*	*7,45*
— Fromage	*2,25*	*2,57*	*2,67*	*2,78*	*2,93*	*3,24*	*3,27*	*3,42*
— Œufs	*3,38*	*3,78*	*3,55*	*3,53*	*3,73*	*3,47*	*4,12*	*2,97*
e) Huiles et graisses	11,85	11,93	11,87	11,85	11,98	12,11	11,86	12,35
— Beurre	*9,55*	*8,79*	*8,87*	*8,47*	*8,48*	*8,34*	*7,99*	*8,39*
— Huiles et margarine	*2,30*	*3,13*	*3,00*	*3,38*	*3,50*	*3,78*	*3,86*	*3,96*
f) Pommes de terre, légumes et fruits	14,38	17,51	19,00	18,51	19,93	18,93	20,01	22,77
— Pommes de terre	*2,82*	*3,04*	*2,97*	*3,26*	*4,33*	*3,45*	*3,05*	*4,38*
— Fruits frais exotiques	*2,58*	*2,97*	*3,56*	*3,48*	*3,36*	*3,70*	*3,76*	*4,03*
— Fruits frais indigènes	*2,81*	*3,49*	*4,14*	*3,23*	*2,92*	*3,30*	*4,12*	*3,30*
— Fruits secs et conservés	*0,32*	*0,48*	*0,60*	*0,59*	*0,55*	*0,66*	*0,72*	*0,85*
— Légumes frais	*4,86*	*6,40*	*6,61*	*6,78*	*7,23*	*6,63*	*7,16*	*8,96*
— Légumes secs et conservés	*0,99*	*1,13*	*1,12*	*1,17*	*1,52*	*1,19*	*1,19*	*1,24*
g) Café, thé et chicorée	4,49	5,12	4,65	4,58	4,32	4,21	4,22	4,24
h) Sucre, confiture, confiserie	5,54	6,11	6,31	6,58	6,48	6,53	6,65	7,38
— Chocolat et articles en chocolat	*2,09*	*2,44*	*2,52*	*2,58*	*2,56*	*2,61*	*2,64*	*2,97*
— Autres produits	*3,45*	*3,67*	*3,79*	*4,00*	*3,91*	*3,92*	*4,02*	*4,41*
i) Autres produits alimentaires	1,31	1,62	1,63	1,66	1,69	1,80	1,83	1,89
2. - *Boissons*	**16,56**	**16,97**	**18,79**	**19,19**	**20,10**	**20,55**	**21,76**	**21,69**
a) Eaux minérales et limonades	1,90	2,34	2,82	2,90	3,34	3,24	3,76	3,82
b) Bière	10,46	9,94	10,80	11,25	11,75	11,18	11,53	11,40
c) Alcool	2,21	2,21	2,41	2,44	2,39	3,17	3,02	3,28
d) Vin et autres boissons	1,99	2,47	2,77	2,60	2,62	2,96	3,44	3,19
3. - *Tabac*	**6,43**	**7,00**	**7,28**	**7,98**	**8,16**	**8,58**	**8,79**	**9,31**
4. - *Vêtements et effets personnels*	**29,39**	**34,66**	**36,44**	**36,52**	**37,74**	**39,06**	**40,53**	**42,04**
a) Vêtements à l'exclusion de ce qui suit	21,80	26,30	27,70	27,70	28,50	29,70	30,90	32,10
b) Chaussures	3,79	4,06	4,15	4,13	4,59	4,73	4,96	4,91
c) Fourrure, ganterie, maroquinerie	1,26	1,49	1,63	1,64	1,55	1,53	1,54	1,88
d) Horlogerie, bijouterie, orfèvrerie, lunetterie	2,53	2,81	2,96	3,04	3,11	3,10	3,13	3,15
5. - *Loyers, taxes, eau*	**38,20**	**45,10**	**46,60**	**47,48**	**48,67**	**49,42**	**50,29**	**51,26**
6. - *Chauffage, éclairage*	**15,47**	**19,04**	**20,37**	**18,89**	**18,31**	**19,65**	**20,03**	**24,38**
a) Charbon, etc.	9,92	11,79	12,82	10,65	10,23	10,70	10,52	13,35
b) Gaz de ville	1,60	1,74	1,86	2,01	1,94	1,98	1,97	2,20
c) Electricité	2,57	3,12	3,26	3,50	3,60	3,88	3,95	4,47
d) Gaz butane, mazout, bois	1,38	2,39	2,43	2,72	3,04	3,10	3,59	4,36

(suite à la p. 230).

Consommation par catégorie de produits (suite)

Estimations à prix courants

(en milliards de francs)

DÉSIGNATION	1953	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
7. - *Articles ménagers durables*	**20,77**	**25,60**	**28,66**	**27,00**	**28,67**	**32,91**	**34,57**	**36,91**
a) Textiles, verre et cristal	7,82	9,45	10,57	8,57	9,70	10,98	10,61	11,14
b) Meubles et articles en bois	4,11	5,01	5,39	5,57	5,55	6,30	6,94	7,21
c) Articles de tôlerie, de tréfilerie et de laminage à froid ; accessoires métalliques du bâtiment	4,58	6,09	6,56	6,55	6,59	7,28	8,04	8,92
d) Appareils électro-ménagers	1,36	1,40	1,73	1,71	1,99	2,21	2,50	2,68
e) Appareils de radio et de télévision	1,29	1,62	2,15	2,23	2,55	3,77	3,91	4,37
f) Autres articles	1,60	2,03	2,26	2,36	2,29	2,38	2,57	2,60
8. - *Entretien de la maison*	**13,95**	**16,02**	**17,06**	**17,52**	**18,33**	**18,88**	**19,50**	**20,29**
a) Gens de maison	4,96	5,91	6,36	6,77	7,17	7,54	8,00	8,38
b) Articles ménagers non durables	4,03	4,49	4,76	4,57	4,79	4,86	4,91	5,11
c) Services d'entretien	4,96	5,62	5,95	6,18	6,37	6,48	6,60	6,80
9. - *Soins personnels et hygiène*	**16,19**	**18,49**	**19,84**	**22,14**	**23,63**	**25,33**	**26,79**	**28,62**
a) Soins personnels (articles de toilette, coiffure et soins corporels)	3,95	4,41	5,24	5,71	6,04	6,62	7,29	7,93
b) Hygiène (soins médicaux et assimilés)	12,24	14,07	14,61	16,43	17,59	18,71	19,50	20,68
10. - *Transports*	**19,56**	**25,27**	**27,30**	**27,15**	**29,14**	**33,02**	**33,50**	**34,75**
a) Achat de matériel de transport	5,60	7,98	8,55	7,28	7,78	10,20	10,36	10,16
b) Utilisation de matériel de transport par le propriétaire	6,80	9,43	10,49	11,02	11,94	13,51	14,52	15,45
c) Transports urbains, transports par chemin de fer vicinaux ou par autobus interurbains	2,86	2,98	3,16	3,28	3,21	3,24	3,17	3,78
d) Transports par chemin de fer	3,18	3,70	3,90	4,28	4,88	4,64	4,10	4,32
e) Autres services de transport	1,11	1,18	1,19	1,28	1,34	1,42	1,35	1,45
11. - *Communications : P.T.T.*	**1,50**	**1,75**	**1,88**	**2,16**	**2,20**	**2,41**	**2,54**	**2,71**
12. - *Loisirs*	**22,76**	**25,25**	**27,40**	**30,31**	**29,52**	**29,60**	**31,49**	**32,45**
a) Divertissements	3,76	4,29	4,41	4,51	4,22	4,15	4,09	4,08
b) Hôtels, restaurants, cafés	12,44	13,57	15,13	17,02	16,75	17,21	18,22	18,58
c) Livres, journaux et périodiques	1,94	2,21	2,30	2,39	2,57	2,63	2,72	2,87
d) Autres distractions	4,61	5,18	5,56	6,39	5,97	5,62	6,46	6,92
13. - *Enseignement et recherches*	**0,90**	**1,02**	**1,05**	**1,04**	**0,95**	**0,97**	**0,99**	**1,02**
14. - *Services financiers*	**4,34**	**5,60**	**6,04**	**6,34**	**7,11**	**7,61**	**8,24**	**9,41**
15. - *Services divers*	**2,14**	**2,36**	**2,58**	**2,61**	**2,70**	**2,82**	**2,73**	**3,28**
16. - *Dépenses de résidents belges à l'étranger*	**2,60**	**4,50**	**5,10**	**4,20**	**7,40**	**8,00**	**8,00**	**7,70**
17. - *Moins : dépenses des non-résidents en Belgique*	**—2,10**	**—4,20**	**—4,70**	**—7,20**	**—5,30**	**—6,70**	**—6,90**	**—6,30**
Total des rubriques 1 *à* 17	**297,49**	**343,84**	**364,26**	**366,84**	**384,66**	**400,27**	**415,76**	**438,59**
Ajustement statistique	**—1,38**	**—5,22**	**—5,75**	**—8,83**	**—5,97**	**—8,60**	**—2,71**	**—5,82**
Consommation privée	**296,11**	**338,62**	**358,51**	**358,01**	**378,68**	**391,67**	**413,05**	**432,77**

Source : Institut National de Statistique.

Ventes à la consommation

Indices par secteur et par catégorie d'articles

(moyenne mensuelle 1953 = 100)

DÉSIGNATION	1960	1961	1962
Grands magasins à rayons multiples (a) :			
Indice général	**156**	**161**	**170**
Alimentation	**159**	**160**	**172**
périssable	153	155	161
non périssable	169	171	194
restaurant	162	158	171
Habillement	**159**	**164**	**172**
aunages	119	114	113
dessus hommes	204	219	236
dessus femmes	151	159	167
bonneterie, lingerie, chemiserie, chapellerie	187	196	208
mercerie, rubans, patrons	159	108	111
chaussures, pantoufles	180	182	180
articles divers de parure	143	149	157
Ameublement	**141**	**145**	**154**
textiles	128	133	142
meubles, lustrerie	156	158	167
Ménage	**162**	**165**	**171**
articles de ménage	134	134	139
appareils ménagers, électricité	301	318	328
Tabacs, articles pour fumeurs	**175**	**192**	**225**
Librairie-papeterie	**156**	**165**	**178**
librairie	160	177	207
papeterie	155	163	173
Parfumerie, toilette	**140**	**148**	**162**
Jeux, jouets, sports, voyages	**153**	**159**	**169**
Grandes entreprises spécialisées dans l'habillement :			
Hommes	144	168	166
Dames (b)	116	124	108
Sous-vêtements, accessoires, articles de parure	106	116	142
Coopératives :			
Indice général	**138**	**144**	**152**
Boulangerie	122	126	132
Alimentation (sauf boulangerie)	146	153	159
Habillement	112	117	123
Ameublement	132	136	141
Articles de ménage	127	134	139
Tabacs	130	136	139
Librairie-papeterie	149	165	201
Parfumerie, articles de luxe	156	172	177
Restaurant, tea-room	114	119	121
Divers	145	156	180
Sous-vêtements et mercerie, articles de parure (c)	**111**	**114**	**110**
Chaussures et pantoufles (c)	**134**	**157**	**163**
Entreprises à succursales (alimentation)	**144**	**152**	**169**

Source : Institut National de Statistique.

(a) Grands magasins à rayons multiples, sans limitation de chiffres d'affaires, mais à l'exclusion de ceux qui sont spécialisés en confection et repris dans la rubrique suivante.

(b) Par suite de la modification du nombre de firmes comprises dans l'échantillon, les indices à partir de l'année 1960 ne sont plus entièrement comparables à ceux des années antérieures.

(c) La majorité des firmes recensées sont des magasins à succursales.

Ventes à la consommation en 1962

(moyenne mensuelle 1953 = 100)

MOIS	Grands magasins à rayons multiples	Coopératives	Entreprises à succursales (alimentation)
Janvier	148	152	156
Février	134	140	158
Mars	165	156	180
Avril	166	142	151
Mai	165	153	169
Juin	174	153	178
Juillet	162	137	157
Août	153	145	163
Septembre	163	147	165
Octobre	178	164	185
Novembre	201	154	178
Décembre	235	182	212

Source : Institut National de Statistique.

Ventes à la consommation en 1962

Produits alimentaires (a)

(mois correspondant de 1961 = 100)

MOIS	Indices mensuels des ventes à la consommation			Indices des prix de détail en alimentation	Indices mensuels corrigés par l'indice des prix de détail		
	Grands magasins (b)	Coopératives	Entreprises à succursales		Grands magasins	Coopératives	Entreprises à succursales
Janvier	124	106	110	101,2	123	105	109
Février	105	104	110	100,8	104	103	109
Mars	109	105	122	101,2	108	104	121
Avril	108	104	103	102,4	105	102	101
Mai	108	105	108	104,0	104	101	104
Juin	111	106	117	104,8	106	101	112
Juillet	96	102	108	103,0	93	99	105
Août	103	103	112	100,0	103	103	112
Septembre	103	104	109	100,4	103	104	109
Octobre	114	113	121	101,2	113	112	120
Novembre	105	108	118	101,4	104	107	116
Décembre	105	104	107	100,8	104	103	106

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Non compris la boulangerie.
(b) Y compris leurs restaurants.

Ventes à tempérament

Nombre de contrats et crédits annuels accordés par nature des marchandises

NATURE DES MARCHANDISES	Nombre de contrats			Crédits accordés					
				En millions de francs			%		
	1960	1961	1962	1960	1961	1962	1960	1961	1962
Camions et camionnettes, autobus, matériel de transport lourd	9 551	10 003	9 598	946	1 042	1 080	9,8	10,3	10,3
Matériel agricole et tracteurs agricoles.	5 058	5 742	4 997	212	227	195	2,2	2,2	1,8
Autos pour le transport de personnes, excepté autobus	76 221	80 765	86 509	3 331	3 488	3 797	34,7	34,4	36,0
Motos, scooters, vélomoteurs, bicyclettes	38 171	33 137	31 446	289	271	230	3,0	2,7	2,2
Textiles, fourrures, vêtements	567 893	801 129	706 204	680	651	677	7,1	6,4	6,4
Livres	41 471	45 072	38 614	75	77	83	0,8	0.7	0,8
Equipement professionnel autre que les articles repris aux rubriques antérieures (commerce, artisanat, industrie, professions libérales)	19 218	18 338	15 280	665	832	851	6,9	8,2	8,1
Articles ménagers et à usage personnel, non dénommés ailleurs	553 395	573 383	619 809	3 312	3 417	3 544	34,5	33,7	33,7
Services (voyages, réparations de véhicules à moteur)	13 918	15 516	10 282	96	128	70	1,0	1,3	0,7
Total ...	**1 324 896**	**1 583 085**	**1 522 739**	**9 606**	**10 132**	**10 527**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Source : Institut National de Statistique.

Ventes à tempérament

Crédits annuels accordés

SYSTÈME DE FINANCEMENT	1961			1962		
	Nombre	Montant		Nombre	Montant	
		Millions de francs	%		Millions de francs	%
Financement direct par les vendeurs	1 055 871	3 355	33	1 015 721	3 604	34
Financement par intervention au contrat de vente :						
— de banques	99 992	3 086	30	94 073	3 113	30
— d'organismes de financement ou de particuliers	427 222	3 691	37	412 945	3 810	36
Total ...	**1 583 085**	**10 132**	**100**	**1 522 739**	**10 527**	**100**

Source : Institut National de Statistique.

Ventes à tempérament

Retards de paiement de trois termes échus et plus

SYSTÈME DE FINANCEMENT	Nombre de contrats en cours au 30 juin		Débiteurs en retard de payer 3 termes échus et plus au cours du 2e semestre			
			1961		1962	
	1961	1962	Nombre	%	Nombre	%
Financement direct par les vendeurs	642 980	634 593	25 822	51	30 726	57
Financement par intervention au contrat de vente :						
— de banques	159 543	169 655	1 377	3	1 540	3
— d'organismes de financement ou de particuliers	615 701	601 132	23 241	46	21 699	40
Total ...	**1 418 224**	**1 405 380**	**50 440**	**100**	**53 959**	**100**

Source : Institut National de Statistique.

SIXIÈME PARTIE

RELATIONS ÉCONOMIQUES EXTÉRIEURES

I

COMMERCE EXTÉRIEUR DE L'UNION ÉCONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

Mouvement général . . . . . p. 239 à 241

Structure du commerce extérieur . . . . . p. 242 à 246

Répartition géographique du commerce spécial . . . p. 247 à 250

Balance commerciale . . . . . p. 251 à 255

Balance des paiements . . . . . p. 256 à 258

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Commerce spécial

MOIS	Quantité (en milliers de tonnes)		Valeur (en millions de francs)		Solde (en millions de francs)	Coefficient de couverture (pourcentage)
	Importations	Exportations	Importations (c. i. f.)	Exportations (f. o. b.)		
1953 Moyenne mensuelle	**3 297**	**2 055**	**10 094**	**9 414**	**— 680**	**93,3**
1954 Moyenne mensuelle	**3 686**	**2 118**	**10 624**	**9 598**	**—1 026**	**90,3**
1955 Moyenne mensuelle	**4 115**	**2 547**	**11 846**	**11 580**	**— 266**	**97,8**
1956 Moyenne mensuelle	**4 572**	**2 549**	**13 635**	**13 177**	**— 458**	**96,6**
1957 Moyenne mensuelle	**4 715**	**2 412**	**14 302**	**13 275**	**—1 027**	**92,8**
1958 Moyenne mensuelle	**4 752**	**2 409**	**13 037**	**12 691**	**— 347**	**97,3**
1959 Moyenne mensuelle	**4 928**	**2 443**	**14 341**	**13 730**	**— 611**	**95,7**
1960 Moyenne mensuelle	**5 269**	**2 690**	**16 488**	**15 731**	**— 757**	**95,4**
1961 Moyenne mensuelle	**5 473**	**2 815**	**17 579**	**16 352**	**—1 227**	**93,0**
1962 Moyenne mensuelle	**5 783**	**3 076**	**18 981**	**18 015**	**— 966**	**94,9**
1961 Janvier	4 318	1 633	16 518	11 987	—4 531	72,6
Février	5 167	2 396	18 129	15 771	—2 358	87,0
Mars	5 703	3 152	18 831	18 212	— 619	96,7
Avril	5 532	2 680	16 960	16 901	— 59	99,7
Mai	5 685	2 892	17 678	16 523	—1 155	93,5
Juin	5 551	3 070	17 653	17 013	— 640	96,4
Juillet	5 414	2 897	16 279	15 695	— 584	96,4
Août	5 637	3 146	16 057	14 432	—1 625	89,9
Septembre	5 342	3 160	16 707	17 726	+1 019	106,1
Octobre	6 082	3 012	18 739	18 401	— 338	98,2
Novembre	5 246	2 990	17 965	17 461	— 504	97,2
Décembre	5 522	2 753	17 852	16 132	—1 720	90,4
Total (a)	**65 673**	**33 779**	**210 952**	**196 220**	**—14 732**	**93,0**
1962 Janvier	5 583	2 993	18 375	18 660	+ 285	101,6
Février	5 352	2 688	17 318	17 193	— 125	99,3
Mars	5 530	3 060	19 660	18 805	— 855	95,7
Avril	5 606	2 866	17 957	17 795	— 162	99,1
Mai	6 032	3 143	19 851	17 997	—1 854	90,7
Juin	6 036	3 383	19 166	18 703	— 463	97,6
Juillet	5 586	3 137	17 999	17 699	— 300	98,3
Août	5 597	3 166	17 013	15 191	—1 822	89,3
Septembre	4 981	3 214	16 965	18 183	+1 218	107,2
Octobre	6 399	3 398	21 337	19 944	—1 393	93,5
Novembre	5 472	3 336	19 201	18 984	— 217	98,9
Décembre	6 267	2 530	20 714	17 144	—3 570	82,8
Total (a)	**69 395**	**36 909**	**227 771**	**216 179**	**—11 592**	**94,9**

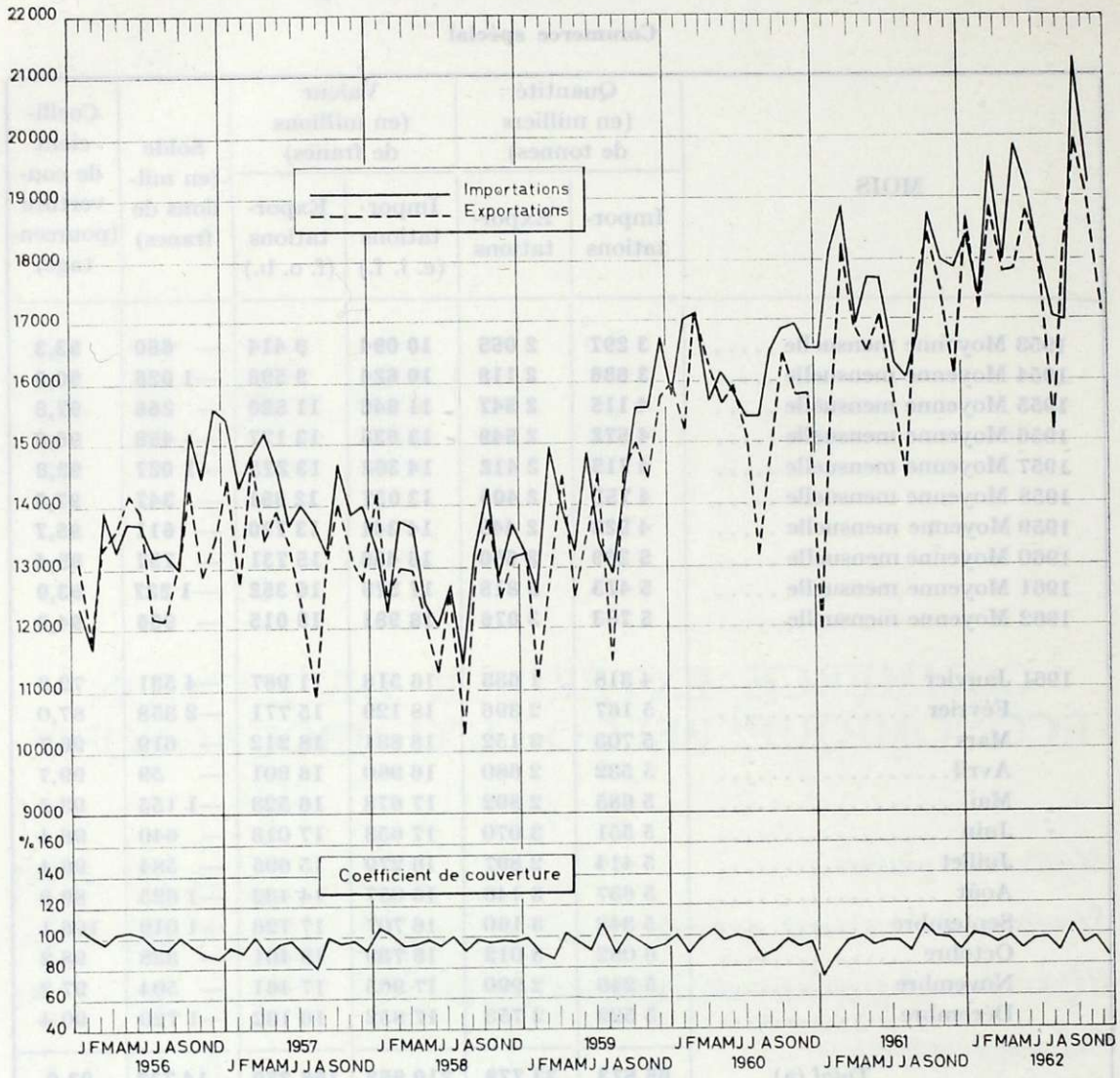
Source : Institut National de Statistique.

(a) Les totaux annuels comprennent des rectifications qui ne sont pas reprises dans les chiffres mensuels, lesquels doivent être considérés comme provisoires. En outre, les totaux annuels et les moyennes mensuelles correspondantes ne comprennent pas toutes les rectifications qui sont ultérieurement apportées aux chiffres provisoires de chaque année.

Commerce spécial de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

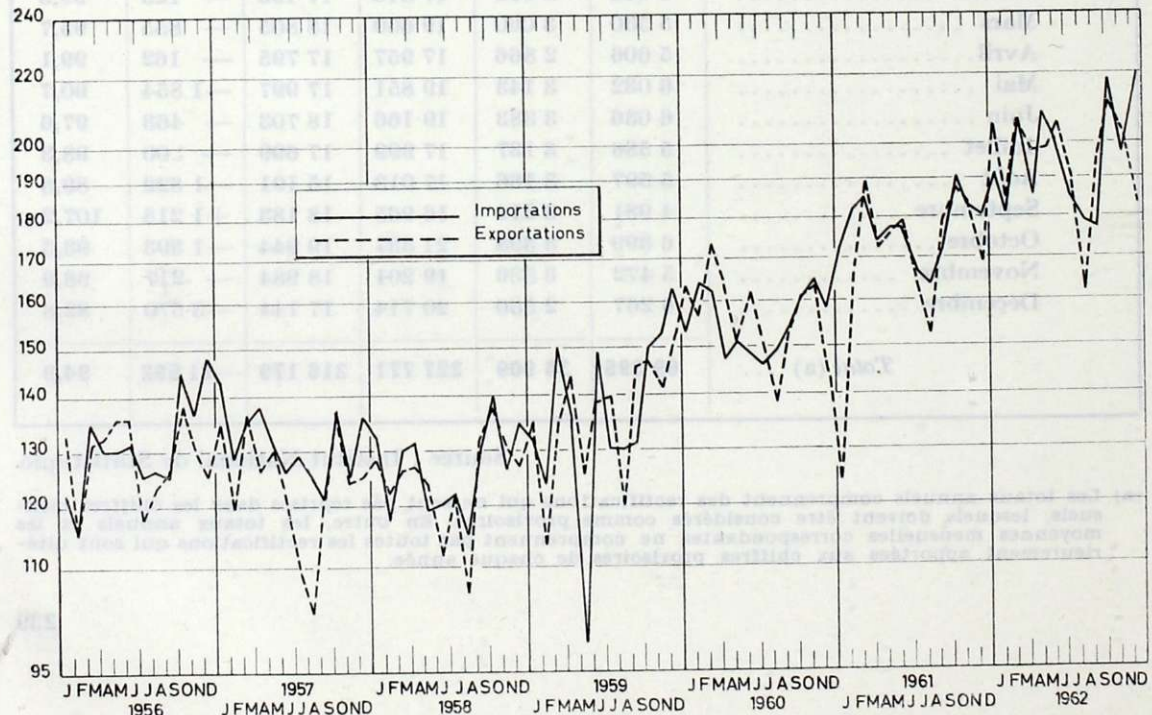
Valeur

(en millions de francs)



Indices de volume

(1953 = 100)



Source : Institut National de Statistique.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Indices du volume et de la valeur moyenne à l'importation et à l'exportation

(1953 = 100)

DÉSIGNATION	Volume							Valeur moyenne						
	1951	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1951	1957	1958	1959	1960	1961	1962
A. *Importations*	97	139	137	154	174	183	200	109	102	95	93	93	95	93
Matières premières et auxiliaires	99	138	130	153	173	181	195	116	98	87	86	89	89	86
Biens d'équipement	97	139	138	140	163	173	198	82	109	108	110	111	124	125
Biens de consommation durables ...	85	160	175	214	271	277	309	97	92	88	86	88	92	94
Biens de consommation non durables.	101	133	132	150	158	171	179	98	100	99	95	94	94	94
B. *Exportations*	97	133	136	154	168	177	197	120	106	99	95	97	96	95
Matières premières et auxiliaires	104	132	134	157	171	173	188	125	105	95	92	97	95	92
Biens d'équipement	96	129	122	120	152	179	191	92	112	120	117	105	110	115
Biens de consommation durables ...	101	204	200	248	279	318	408	111	97	101	94	94	85	96
Biens de consommation non durables.	103	150	162	177	198	235	285	112	96	94	92	92	93	95
C. *Taux d'échange* ($= \frac{B}{A}$)								110	104	105	102	104	101	102

Source : Institut National de Statistique.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Exportations par secteur industriel

(classification C. T. C. I.)

DÉSIGNATION	Valeur (en millards de francs)						Pourcentage de la valeur totale					
	1953	1958	1959	1960	1961	1962	1953	1958	1959	1960	1961	1962
A. *Sidérurgie*	**24,9**	**37,0**	**37,5**	**47,6**	**42,5**	**44,0**	**22,0**	**24,3**	**22,8**	**25,2**	**21,7**	**20,4**
1. Formes primaires	1,6	4,1	3,1	6,0	4,8	3,8	1,4	2,7	1,9	3,2	2,5	1,8
2. Produits mi-finis	23,3	32,9	34,4	41,6	37,7	40,2	20,6	21,6	20,9	22,0	19,2	18,6
B. *Fabrications métalliques*	**18,4**	**27,4**	**28,5**	**32,6**	**38,0**	**44,5**	**16,3**	**18,0**	**17,3**	**17,3**	**19,4**	**20,6**
1. Articles manufacturés non dénommés ailleurs	3,1	4,3	4,8	5,1	5,9	6,5	2,7	2,8	2,9	2,7	3,0	3,0
2. Machines (sauf électriques)	4,4	7,5	7,6	9,5	12,0	14,4	3,9	4,9	4,6	5,0	6,1	6,7
dont : machines pour le travail des métaux	(0,6)	(0,6)	(0,6)	(0,9)	(1,2)	(1,6)	(0,6)	(0,4)	(0,3)	(0,5)	(0,6)	(0,7)
machines textiles	(0,5)	(0,9)	(0,9)	(1,4)	(1,8)	(2,1)	(0,5)	(0,6)	(0,6)	(0,7)	(0.9)	(1,0)
3. Machines et appareils électriques	3,3	5,7	4,8	5,7	6,6	7,9	2,9	3,7	2,9	3,0	3,4	3,7
4. Matériel de transport	5,0	8,1	8,9	9,2	11,1	13,0	4,4	5,3	5,4	4,9	5,7	6,0
dont : matériel ferroviaire	(1,9)	(1,7)	(1,3)	(0,8)	(0,9)	(0,9)	(1,6)	(1,1)	(0,8)	(0,4)	(0,5)	(0,4)
véhicules à moteur	(1,4)	(3,5)	(4,4)	(5,6)	(6,7)	(8,8)	(1,2)	(2,3)	(2,7)	(3,0)	(3,4)	(4,1)
bateaux et navires	(1,5)	(2,5)	(2,2)	(2,0)	(2,8)	(1,7)	(1,3)	(1,6)	(1,3)	(1,1)	(1,4)	(0,8)
5. Armes et munitions	2,7	1,8	2,3	3,1	2,4	2,7	2,4	1,2	1,4	1,6	1,2	1,2
C. *Métaux non ferreux*	**10,0**	**10,4**	**12,8**	**15,1**	**15,3**	**15,3**	**8,9**	**6,8**	**7,8**	**8,0**	**7,8**	**7,1**
1. Non travaillés	8,4	7,6	9,6	10,7	10,7	10,7	7,5	5,0	5,9	5,7	5,5	5,0
2. Travaillés	1,6	2,8	3,2	4,4	4,6	4,6	1,4	1,8	1,9	2,3	2,3	2,1
D. *Industrie textile*	**21,8**	**21,9**	**24,8**	**28,5**	**31,3**	**35,4**	**19,3**	**14,3**	**15,0**	**15,1**	**15,9**	**16,4**
1. Fibres	7,1	5,2	6,2	6,5	7,2	8,1	6,3	3,4	3,8	3,4	3,6	3,7
2. Fils	5,1	4,7	5,4	6,6	6,7	7,5	4,5	3,0	3,3	3,5	3,4	3,5
[illegible]	[illegible]	9,9	10,9	12,6	13,9	15,8	7,4	6,5	6,6	6,7	7,1	7,3
4. Autres produits finis	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

1. Produits inorganiques	1,1	1,5	2,4	2,5	2,1	1,8	1,0	1,0	1,5	1,3	1,1	0,8
2. Produits organiques	0,6	0,8	0,9	1,4	1,6	1,3	0,6	0,5	0,5	0,7	0,8	0,6
3. Teintures, tannants et colorants	0,4	0,2	0,2	0,4	0,4	0,5	0,4	0,2	0,1	0,2	0,2	0,2
4. Produits pharmaceutiques	0,5	0,8	0,9	0,8	0,9	0,9	0,4	0,5	0,6	0,4	0,4	0,4
5. Engrais manufacturés	4,2	6,6	6,6	5,3	5,1	5,1	3,7	4,3	4,0	2,8	2,6	2,4
6. Divers	1,1	1,6	1,8	2,2	1,9	2,9	1,0	1,1	1,1	1,2	1,0	1,4
F. *Produits alimentaires, boissons, tabacs*	**5,2**	**7,6**	**7,7**	**8,1**	**9,6**	**12,3**	**4,6**	**5,0**	**4,7**	**4,3**	**4,9**	**5,7**
dont : sucre et sucreries	(1,4)	(0,9)	(0,8)	(0,8)	(0,9)	(0,7)	(1,3)	(0,6)	(0,5)	(0,4)	(0,5)	(0,3)
viandes fraîches ou préparées	(0,5)	(0,7)	(0,7)	(0,8)	(0,8)	(1,2)	(0,4)	(0,4)	(0,4)	(0,4)	(0,4)	(0,6)
produits laitiers	(0,3)	(0,8)	(0,7)	(1,1)	(1,4)	(1,7)	(0,2)	(0,5)	(0,4)	(0,6)	(0,7)	(0,8)
G. *Industrie diamantaire*	**3,5**	**6,5**	**8,4**	**6,6**	**7,1**	**7,6**	**3,1**	**4,3**	**5,1**	**3,5**	**3,6**	**3,5**
H. *Charbonnages et cokeries*	**4,2**	**4,2**	**2,7**	**2,6**	**2,7**	**2,7**	**3,7**	**2,8**	**1,6**	**1,4**	**1,4**	**1,2**
I. *Industrie du pétrole*	**3,0**	**5,2**	**5,8**	**5,5**	**5,2**	**5,6**	**2,7**	**3,4**	**3,6**	**2,9**	**2,6**	**2,6**
J. *Industries diverses*	**7,1**	**9,8**	**11,9**	**13,5**	**13,9**	**16,3**	**6,3**	**6,4**	**7,3**	**7,2**	**7,1**	**7,5**
1. Matériaux de construction	1,8	1,5	1,9	2,0	2,1	2,2	1,6	1,0	1,1	1,1	1,1	1,0
dont : ciment	(1,1)	(0,8)	(0,9)	(0,8)	(0,9)	(0,8)	(1,0)	(0,5)	(0,5)	(0,4)	(0,5)	(0,4)
2. Industrie verrière	2,2	3,9	5,1	5,6	5,3	6,1	2,0	2,6	3,1	3,0	2,7	2,8
dont : verre plat	(1,8)	(2,9)	(3,9)	(4,2)	(3,6)	(4,1)	(1,6)	(1,9)	(2,4)	(2,2)	(1,8)	(1,9)
3. Papier et ouvrages	0,9	1,6	1,6	2,1	2,3	2,6	0,8	1,1	1,0	1,1	1,2	1,2
4. Caoutchouc et ouvrages	0,6	0,9	1,0	1,0	1,1	1,2	0,5	0,6	0,6	0,5	0,5	0,6
5. Bois et ouvrages	0,5	0,9	1,3	1,6	1,9	2,9	0,5	0,6	0,8	0,8	1,0	1,3
6. Huiles et graisses	1,0	0,7	0,6	0,7	0,6	0,6	0,9	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3
7. Chaussures	0,2	0,3	0,4	0,5	0,6	0,7	0,1	0,1	0,2	0,3	0,3	0,3
Total (A à J)	**106,1**	**141,5**	**153,2**	**172,8**	**177,6**	**196,2**	**93,9**	**92,9**	**93,0**	**91,6**	**90,5**	**90,8**
K. *Autres secteurs*	**6,9**	**10,8**	**11,6**	**15,9**	**18,6**	**20,0**	**6,1**	**7,1**	**7,0**	**8,4**	**9,5**	**9,2**
Total général	**113,0**	**152,3**	**164,7**	**188,7**	**196,2**	**216,2**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Importations par secteur industriel

(classification C. T. C. I.)

DÉSIGNATION	Valeur (en milliards de francs)						Pourcentage de la valeur totale					
	1953	1958	1959	1960	1961	1962	1953	1958	1959	1960	1961	1962
A. *Sidérurgie*	**3,0**	**4,2**	**4,9**	**6,2**	**7,1**	**7,4**	**2,5**	**2,7**	**2,8**	**3,1**	**3,4**	**3,2**
1. Formes primaires	1,6	1,9	2,2	2,7	2,7	3,0	1,3	1,2	1,7	1,4	1,3	1,3
2. Produits mi-finis	1,5	2,3	2,7	3,5	4,4	4,4	1,2	1,5	1,0	1,8	2,1	1,9
B. *Fabrications métalliques*	**22,5**	**32,9**	**35,6**	**43,9**	**50,6**	**58,8**	**18,5**	**21,0**	**20,7**	**22,2**	**24,0**	**25,8**
1. Articles manufacturés non dénommés ailleurs	2,4	3,1	3,1	3,6	3,9	4,5	2,0	2,0	1,8	1,8	1,8	2,0
2. Machines (sauf électriques)	9,6	12,2	12,9	15,8	18,7	22,4	7,9	7,8	7,5	8,0	8,9	9,8
dont : machines pour le travail des métaux	(0,8)	(0,7)	(0,8)	(1,3)	(1,6)	(2,1)	(0,6)	(0,4)	(0,5)	(0,7)	(0,8)	(0,9)
machines textiles	(0,9)	(1,2)	(1,0)	(1,3)	(2,1)	(2,1)	(0,8)	(0,8)	(0,6)	(0,7)	(1,0)	(0,9)
3. Machines et appareils électriques	3,3	5,4	5,8	7,0	9,1	10,4	2,7	3,4	3,4	3,5	4,3	4,6
4. Matériel de transport	6,5	11,9	13,3	17,2	18,5	20,8	5,4	7,6	7,7	8,7	8,8	9,1
dont : matériel ferroviaire	(0,3)	(0,4)	(0,2)	(0,2)	(0,3)	(0,2)	(0,2)	(0,3)	(0,1)	(0,1)	(0,1)	(0,1)
véhicules à moteur	(5,1)	(8,5)	(10,1)	(13,4)	(14,0)	(16,7)	(4,2)	(5,4)	(5,9)	(6,8)	(6,6)	(7,3)
bateaux et navires	(0,3)	(1,0)	(0,6)	(0,8)	(0,7)	(1,2)	(0,2)	(0,6)	(0,4)	(0,4)	(0,3)	(0,5)
5. Armes et munitions	0,6	0,3	0,4	0,2	0,4	0,7	0,5	0,2	0,2	0,1	0,2	0,3
C. *Métaux non ferreux*	**6,8**	**7,5**	**9,3**	**13,1**	**13,2**	**14,3**	**5,6**	**4,8**	**5,4**	**6,6**	**6,2**	**6,3**
1. Non travaillés	6,4	7,0	8,6	12,3	12,1	13,0	5,3	4,5	5,0	6,2	5,7	5,7
2. Travaillés	0,4	0,5	0,6	0,8	1,1	1,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,5	0,6
D. *Industrie textile*	**19,4**	**17,3**	**20,1**	**22,9**	**26,0**	**27,7**	**16,0**	**11,1**	**11,6**	**11,6**	**12,3**	**12,2**
1. Fibres	13,7	10,1	11,6	13,1	14,6	15,6	11,4	6,5	6,7	6,6	6,9	6,9
2. Fils	1,3	1,3	1,8	2,1	2,7	3,0	1,0	0,8	1,0	1,1	1,3	1,3
3. Tissus et cordages	3,1	4,3	4,9	5,6	6,2	6,4	2,5	2,7	2,8	2,8	2,9	2,8

2. Produits organiques	0,7	1,3	1,5	1,8	1,8	1,9	0,6	0,8	0,9	0,9	0,9	0,9
3. Teintures, tannants et colorants	0,8	0,9	1,0	1,3	1,1	1,2	0,7	0,6	0,6	0,7	0,5	0,5
4. Produits pharmaceutiques	0,9	1,8	1,9	2,2	2,2	2,1	0,7	1,1	1,1	1,1	1,0	0,9
5. Engrais manufacturés	1,4	2,0	2,0	2,0	2,2	2,1	1,1	1,3	1,2	1,0	1,0	0,9
6. Divers	0,9	2,7	3,2	4,0	4,4	5,2	0,8	1,7	1,9	2,0	2,1	2,3
F. *Produits alimentaires, boissons, tabacs*	**21,7**	**23,3**	**24,9**	**25,3**	**25,5**	**28,2**	**18,0**	**14,9**	**14,5**	**12,8**	**12,1**	**12,4**
dont : sucre et sucreries	(0,7)	(0,5)	(0,6)	(0,9)	(0,3)	(0,4)	(0,6)	(0,3)	(0,3)	(0,5)	(0,1)	(0,2)
viandes fraîches ou préparées	(0,7)	(1,0)	(0,9)	(1,2)	(1,4)	(1,5)	(0,6)	(0,6)	(0,5)	(0,6)	(0,7)	(0,7)
produits laitiers	(2,8)	(1,6)	(2,0)	(1,6)	(1,6)	(1,5)	(2,3)	(1,0)	(1,1)	(0,8)	(0,8)	(0,7)
G. *Industrie diamantaire*	**3,3**	**5,4**	**8,1**	**7,4**	**7,1**	**7,2**	**2,8**	**3,5**	**4,7**	**3,7**	**3,4**	**3,1**
H. *Charbonnages et cokeries*	**4,1**	**8,4**	**8,1**	**7,8**	**8,2**	**8,8**	**3,4**	**5,4**	**4,7**	**3,9**	**3,9**	**3,9**
I. *Industrie du pétrole*	**7,3**	**12,7**	**11,6**	**11,5**	**11,8**	**13,1**	**6,1**	**8,1**	**6,7**	**5,8**	**5,6**	**5,7**
1. Produit brut ou semi-raffiné	3,7	7,8	7,4	7,1	7,5	7,9	3,1	5,0	4,2	3,6	3,6	3,5
2. Produits dérivés	3,6	4,9	4,2	4,4	4,3	5,2	3,0	3,1	2,5	2,2	2,0	2,2
J. *Industries diverses*	**8,6**	**11,9**	**12,9**	**15,2**	**16,0**	**16,1**	**7,1**	**7,6**	**7,5**	**7,7**	**7,6**	**7,1**
1. Matériaux de construction	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
2. Industrie verrière	0,3	0,5	0,6	0,7	0,8	0,8	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4
3. Papier et ouvrages	2,6	4,1	4,1	4,8	5,4	5,4	2,1	2,6	2,4	2,4	2,6	2,4
4. Caoutchouc et ouvrages	1,2	1,7	2,0	2,4	2,5	2,5	1,0	1,1	1,2	1,2	1,2	1,1
5. Bois et ouvrages	2,5	3,4	3,7	4,5	4,8	5,0	2,1	2,2	2,2	2,3	2,3	2,2
6. Huiles et graisses	1,4	1,4	1,5	1,7	1,3	1,2	1,2	0,9	0,9	0,9	0,6	0,5
7. Chaussures	0,4	0,6	0,7	0,8	0,9	0,9	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Total (A à J)	**102,3**	**133,8**	**147,1**	**166,1**	**178,6**	**195,5**	**84,5**	**85,6**	**85,2**	**84,0**	**84,6**	**85,8**
K. *Autres secteurs*	**18,8**	**22,6**	**25,0**	**31,7**	**32,4**	**32,3**	**15,5**	**14,4**	**14,8**	**16,0**	**15,4**	**14,2**
Total général	**121,1**	**156,4**	**172,1**	**197,8**	**211,0**	**227,8**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Analyse de la balance commerciale

suivant les sections et divisions de la Classification Type pour le Commerce International

(en millions de francs)

SECTIONS ET DIVISIONS	1953	1958	1959	1960	1961	1962
0. Produits alimentaires	— 14 771	— 13 472	— 15 022	— 14 703	— 13 449	— 13 572
1. Boissons et tabacs	— 1 815	— 2 241	— 2 227	— 2 473	— 2 488	— 2 347
2. Matières autres que les combustibles minéraux	— 18 987	— 19 828	— 21 483	— 25 708	— 25 981	— 24 145
dont : 26. Fibres textiles et déchets d'articles textiles	(— 6 597)	(— 4 972)	(— 5 349)	(— 6 586)	(— 7 481)	(— 7 484)
28. Minerais et déchets de métaux	(— 6 761)	(— 7 577)	(— 7 889)	(— 10 339)	(— 9 480)	(— 8 511)
3. Combustibles minéraux, lubrifiants et produits connexes	— 4 212	— 11 618	— 11 193	— 11 649	— 12 610	— 14 237
4. Corps gras, graisses et huiles d'origine animale ou végétale	+ 471	— 753	— 824	— 1 037	— 668	— 516
5. Produits chimiques	+ 1 955	+ 1 314	+ 1 498	— 117	— 738	— 1 370
6. Articles manufacturés	+ 38 689	+ 50 484	+ 53 564	+ 61 926	+ 54 155	+ 58 254
61. Cuirs et peaux tannés, articles en cuir, pelleteries apprêtées	(— 143)	(— 260)	(— 291)	(— 475)	(— 457)	(— 280)
62. Articles en caoutchouc, non dénommés ailleurs	(— 64)	(— 194)	(— 270)	(— 548)	(— 552)	(— 490)
63. Articles en bois et en liège (sauf les meubles)	(— 311)	(— 276)	(— 122)	(— 139)	(— 96)	(+ 171)
64. Papier et ses applications	(— 876)	(— 1 384)	(— 1 437)	(— 1 528)	(— 1 748)	(— 1 564)
65. Fils, tissus, articles confectionnés en textiles et articles similaires	(+ 9 189)	(+ 9 040)	(+ 9 618)	(+ 11 486)	(+ 11 615)	(+ 13 847)
66. Articles en matières minérales autres qu'en métaux, non dénommés ailleurs	(+ 3 144)	(+ 5 151)	(+ 5 946)	(+ 5 307)	(+ 5 972)	(+ 6 970)
67. Fonte, fer et acier	(+ 21 885)	(+ 32 803)	(+ 32 610)	(+ 41 291)	(+ 35 422)	(+ 36 549)
68. Métaux non ferreux	(+ 3 144)	(+ 2 876)	(+ 3 848)	(+ 2 156)	(+ 2 084)	(+ 1 077)
69. Articles manufacturés en métal	(+ 2 721)	(+ 2 728)	(+ 3 662)	(+ 4 376)	(+ 1 916)	(+ 1 975)
7. Machines et matériel de transport	— 6 763	— 8 147	— 10 819	— 15 743	— 16 615	— 18 357
71. Machines non électriques	(— 5 213)	(— 4 640)	(— 5 344)	(— 6 361)	(— 6 604)	(— 8 086)
72. Machines et appareils électriques	(+ 46)	(— 274)	(— 1 018)	(— 1 384)	(— 2 639)	(— 2 521)
73. Matériel de transport	(— 1 596)	(— 3 781)	(— 4 456)	(— 7 998)	(— 7 372)	(— 7 750)
8. Articles manufacturés divers	— 1 360	— 1 468	— 1 596	— 1 598	— 595	+ 389
9. Marchandises diverses non dénommées ailleurs	— 427	+ 1 569	+ 770	+ 2 018	+ 4 257	+ 4 309
Balance générale	**— 8 162**	**— 4 160**	**— 7 333**	**— 9 082**	**— 14 732**	**— 11 592**

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documention.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Exportations par pays de destination

PAYS DE DESTINATION (a)	Valeur (en milliards de francs)							Pourcentage de la valeur totale						
	1953	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1953	1957	1958	1959	1960	1961	1962
1. Pays-Bas	20,1	36,2	31,5	35,0	40,1	45,9	49,3	17,8	22,7	20,7	21,2	21,3	23,4	22,8
2. Allemagne Occidentale	10,5	16,3	17,6	21,8	29,8	30,2	38,2	9,3	10,2	11,6	13,3	15,8	15,4	17,7
3. France (b)	9,1	17,6	16,1	14,9	19,6	22,1	26,8	8,0	11,0	10,6	9,0	10,4	11,2	12,4
4. Etats-Unis	11,5	13,1	14,1	21,8	17,9	18,1	20,7	10,2	8,2	9,3	13,2	9,5	9,2	9,6
5. Royaume-Uni	8,8	8,9	8,7	9,7	10,5	10,3	10,8	7,8	5,6	5,7	5,9	5,5	5,3	5,0
6. Italie	3,7	3,3	3,5	4,3	5,8	6,3	8,6	3,3	2,1	2,3	2,6	3,1	3,2	4,0
7. Suisse	3,0	4,6	4,4	4,5	5,2	5,7	6,5	2,7	2,9	2,9	2,7	2,8	2,9	3,0
8. Suède	3,9	5,3	4,0	4,5	5,5	5,9	4,9	3,5	3,3	2,6	2,7	2,9	3,0	2,3
9. Danemark	2,5	2,6	2,5	2,7	3,5	3,5	3,7	2,2	1,6	1,6	1,6	1,9	1,8	1,7
10. Congo (Léo) et Rwanda-Burundi	6,6	7,0	5,9	4,5	3,1	2,0	2,5	5,8	4,4	3,9	2,7	1,6	1,0	1,2
11. Norvège	2,0	2,1	1,9	1,7	2,1	2,2	2,3	1,8	1,3	1,2	1,0	1,1	1,1	1,1
12. Canada	1,5	2,1	1,7	2,1	2,1	2,2	2,2	1,4	1,3	1,1	1,3	1,1	1,1	1,0
13. Espagne	0,7	1,0	1,0	1,1	1,0	1,3	2,1	0,6	0,6	0,7	0,7	0,5	0,6	1,0
14. Autriche	0,8	0,9	1,0	1,3	1,3	1,4	1,7	0,7	0,6	0,7	0,8	0,7	0,7	0,8
15. Grèce	0,7	0,9	1,1	1,0	1,7	1,5	1,5	0,6	0,6	0,7	0,6	0,9	0,8	0,7
16. Finlande	0,7	1,3	1,0	1,1	1,6	1,4	1,4	0,6	0,8	0,7	0,7	0,8	0,7	0,7
17. U. R. S. S	0,8	1,4	0,9	0,4	1,0	1,4	1,3	0,7	0,9	0,6	0,2	0,5	0,7	0,6
18. Japon	0,9	1,3	0,9	1,1	1,2	1,3	1,2	0,8	0,8	0,6	0,7	0,6	0,7	0,6
19. Venezuela	0,8	1,8	1,7	1,7	1,4	1,1	1,2	0,7	1,1	1,1	1,0	0,8	0,6	0,5
20. Libéria	—	0,3	0,6	0,8	0,5	0,1	1,1	—	0,2	0,4	0,5	0,3	0,1	0,5
21. Portugal	1,8	1,5	1,7	1,5	1,8	2,7	1,1	1,6	0,9	1,1	0,9	1,0	1,4	0,5
22. Brésil	0,4	1,0	0,7	0,6	0,8	0,7	1,1	0,4	0,6	0,5	0,4	0,4	0,4	0,5
23. Union Sud-Africaine	1,3	1,6	1,4	0,9	1,1	1,5	1,0	1,2	1,0	0,9	0,5	0,6	0,8	0,5
24. Tchécoslovaquie	0,2	0,5	0,6	0,7	1,2	1,3	1,0	0,2	0,3	0,4	0,4	0,6	0,6	0,5
25. Hong-Kong	0,5	0,7	0,5	0,6	0,7	0,8	1,0	0,4	0,4	0,3	0,4	0,4	0,4	0,5
Autres pays	20,2	26,0	27,3	24,5	28,3	25,3	23,0	17,7	16,6	17,8	15,0	14,9	12,9	10,3
Total ...	**113,0**	**159,3**	**152,3**	**164,8**	**188,8**	**196,2**	**216,2**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Classés d'après le montant des exportations en 1962.
(b) Y compris la Sarre de 1953 à 1958.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Principales exportations vers les Etats-Unis

(en millions de francs)

DÉSIGNATION (a)	1953	1956	1957	1958	1959	1960 (b)	1961 (b)	1962 (b)
V. *Produits minéraux*	**157**	**219**	**263**	**157**	**161**	**188**	**205**	**154**
dont : huiles de goudron, etc.	98	119	99	76	68	112	142	55
VI. *Produits chimiques, etc.*	**806**	**760**	**902**	**906**	**1 828**	**1 698**	**1 421**	**1 737**
dont : produits chimiques proprement dits	203	264	221	196	776	644	334	333
engrais	363	112	122	219	310	348	309	413
produits photographiques, etc.	165	324	498	445	639	620	740	929
VIII. *Peaux, cuirs et pelleteries, etc.*	**109**	**130**	**97**	**80**	**104**	**94**	**108**	**158**
dont : pelleteries	93	107	59	38	57	41	53	91
XI. *Matières textiles et ouvrages*	**1 886**	**2 235**	**2 192**	**1 781**	**2 504**	**2 503**	**2 248**	**2 853**
dont : soie artificielle	278	219	248	228	262	117	71	87
laine, etc.	642	1 017	952	708	1 249	549	402	504
coton, etc.	272	189	193	150	169	198	216	349
lin, etc.	525	600	581	483	587	677	556	210
vêtements, linge, etc.	90	81	77	77	105	86	79	83
XIII. *Ouvrages en pierres, céramiques, verre, etc.*	**582**	**1 110**	**823**	**888**	**1 519**	**1 390**	**1 228**	**1 437**
dont : verre et ouvrages en verre	557	1 075	792	832	1 354	1 243	1 129	1 282
XIV. *Perles fines, pierres précieuses, etc.*	**1 459**	**3 860**	**2 763**	**3 087**	**4 185**	**3 435**	**3 628**	**3 320**
XV. *Métaux communs et ouvrages*	**5 583**	**5 804**	**4 850**	**5 961**	**9 803**	**6 768**	**7 200**	**8 715**
dont : fer, fonte, acier	3 736	3 898	3 363	4 368	7 800	5 454	5 741	6 865
étain	930	737	406	352	95	146	75	243
zinc	191	506	413	202	71	59	145	215
métaux rares	469	231	229	428	800	402	530	618
XVI. *Machines, matériel électrique*	**271**	**299**	**413**	**254**	**344**	**194**	**519**	**521**
Machines et appareils	233	242	331	156	286	137	444	359
Matériel électrique	38	57	82	98	58	57	75	162
XVII. *Matériel de transport*	**11**	**36**	**68**	**196**	**470**	**498**	**328**	**306**
XIX. *Armes et munitions*	**256**	**221**	**330**	**303**	**346**	**394**	**351**	**367**
Total ...	**11 120**	**14 674**	**12 501**	**13 613**	**21 264**	**17 162**	**17 236**	**19 568**
Autres postes	**424**	**416**	**412**	**463**	**522**	**729**	**819**	**1 128**
Total des exportations ...	**11 544**	**15 090**	**13 113**	**14 076**	**21 786**	**17 891**	**18 055**	**20 696**

(a) Sections et chapitres du Tarif douanier.

(b) Les données de 1960, 1961 et 1962 ne sont plus exactement comparables avec celles des années précédentes.

Source : Institut National de Statistique.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Importations par pays de provenance

PAYS DE PROVENANCE (a)	Valeur (en milliards de francs)							Pourcentage de la valeur totale						
	1953	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1953	1957	1958	1959	1960	1961	1962
1. Allemagne Occidentale	14,9	26,7	26,8	28,1	33,7	37,6	42,6	12,3	15,6	17,1	16,4	17,0	17,9	18,7
2. Pays-Bas	16,6	24,3	24,6	27,1	29,4	32,3	33,7	13,7	14,2	15,7	15,8	14,8	15,3	14,8
3. France (b)	13,4	20,4	18,1	21,6	26,9	31,1	33,2	11,1	11,9	11,6	12,6	13,6	14,7	14,6
4. Etats-Unis	12,4	21,2	15,5	16,2	19,6	18,7	22,6	10,3	12,3	9,9	9,4	9,9	8,9	9,9
5. Royaume-Uni	11,0	14,1	11,6	14,3	14,6	15,9	18,4	9,0	8,2	7,4	8,3	7,4	7,6	8,1
6. Congo (Léo) et Rwanda-Burundi	9,1	9,5	8,3	9,8	13,3	11,3	9,2	7,5	5,5	5,3	5,8	6,7	5,4	4,0
7. Italie	1,8	3,2	3,4	4,0	4,7	5,8	6,7	1,5	1,9	2,2	2,3	2,4	2,8	2,9
8. Suède	3,9	5,2	4,8	4,7	6,0	6,6	6,0	3,2	3,0	3,1	2,7	3,0	3,1	2,6
9. Suisse	3,0	3,4	3,2	3,2	3,6	3,4	3,8	2,5	2,0	2,0	1,9	1,8	1,6	1,7
10. Argentine	2,4	2,0	2,2	2,4	2,3	2,4	3,5	2,0	1,2	1,4	1,4	1,2	1,1	1,5
11. Australie	3,6	3,8	2,7	2,9	2,8	2,8	2,9	3,0	2,2	1,7	1,7	1,4	1,4	1,3
12. Union Sud-Africaine	0,8	2,0	1,4	1,6	1,9	2,0	2,7	0,7	1,2	0,9	0,9	1,0	0,9	1,2
13. Irak	1,1	0,2	0,4	2,0	2,4	2,4	2,6	0,8	0,1	0,2	1,1	1,2	1,1	1,1
14. Canada	2,9	2,1	2,2	2,3	2,4	2,7	2,6	2,4	1,2	1,4	1,3	1,2	1,3	1,1
15. U.R.S.S.	0,8	1,7	1,3	1,6	1,4	1,8	2,3	0,7	1,0	0,8	0,9	0,7	0,8	1,0
16. Finlande	0,8	1,8	1,5	1,7	1,9	2,2	2,0	0,7	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,9
17. Japon	0,4	0,9	1,0	1,0	1,0	1,2	1,7	0,3	0,5	0,6	0,6	0,5	0,6	0,8
18. Iran	0,1	2,5	3,5	2,7	2,2	2,6	1,6	—	1,4	2,2	1,6	1,1	1,2	0,7
19. Nouvelle-Zélande	0,5	1,0	0,7	0,8	1,2	1,3	1,5	0,4	0,6	0,4	0,4	0,6	0,6	0,7
20. Pérou	0,4	0,6	0,5	0,5	1,4	1,6	1,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,7	0,7	0,6
21. Brésil	1,5	1,0	0,9	1,2	1,3	1,3	1,4	1,2	0,6	0,6	0,7	0,7	0,6	0,6
22. Vénézuela	0,4	1,0	1,2	0,8	0,7	1,0	1,2	0,3	0,6	0,8	0,5	0,4	0,5	0,5
Autres pays	19,3	23,0	20,6	21,6	23,2	23,0	24,2	16,1	13,5	13,4	12,4	11,7	10,9	10,7
Total	**121,1**	**171,6**	**156,4**	**172,1**	**197,9**	**211,0**	**227,8**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Classés d'après le montant des importations en 1962.
(b) Y compris la Sarre de 1954 à 1958.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Principales importations en provenance des Etats-Unis

(en millions de francs)

DÉSIGNATION (a)	1953	1958	1959	1960 (b)	1961 (b)	1962 (b)
II. *Produits du règne végétal*	**2 261**	**3 013**	**4 029**	**3 627**	**3 176**	**4 661**
dont : fruits comestibles	368	329	254	203	312	282
céréales	1 735	2 342	3 112	2 533	2 269	3 473
graines, etc.	103	292	583	800	536	804
III. *Corps gras*	**288**	**94**	**148**	**263**	**123**	**69**
IV. *Produits des industries alimentaires*	**794**	**916**	**1 038**	**1 057**	**993**	**1 146**
dont : cacao et ses préparations	52	6	8	10	5	9
préparations de légumes, etc.	142	325	292	274	285	307
tabacs	492	431	424	465	460	399
V. *Produits minéraux*	**1 356**	**2 250**	**1 554**	**1 371**	**1 234**	**1 393**
dont : sel, soufre, etc.	78	163	142	146	139	168
combustibles, etc.	1 167	1 965	1 272	1 112	1 018	1 193
VI. *Produits chimiques, etc.*	**942**	**1 607**	**1 899**	**2 131**	**1 991**	**1 793**
dont : produits chimiques proprement dits	356	658	739	1 011	1 035	978
produits pharmaceutiques	237	531	712	674	515	418
extraits tannants	179	235	250	195	150	149
savons, bougies, etc.	70	66	71	71	72	97
VIII. *Peaux, cuirs, pelleteries, etc.*	**121**	**130**	**153**	**203**	**253**	**202**
IX. *Bois, liège et ouvrages*	**84**	**37**	**31**	**80**	**66**	**55**
dont : bois et ouvrages	83	36	30	79	65	54
X. *Papier et ses applications*	**108**	**258**	**260**	**342**	**350**	**333**
Matières premières	15	103	108	165	166	158
Carton et papier, ouvrages	62	113	117	136	139	129
Livres	31	41	35	41	45	46
XI. *Matières textiles et ouvrages*	**1 171**	**1 443**	**1 078**	**2 030**	**2 078**	**1 521**
dont : soie artificielle, etc.	112	123	141	243	383	456
coton	924	1 097	585	1 560	1 422	798
bonneterie	12	20	15	14	16	18
vêtements, lingerie, etc.	49	57	52	42	43	46
XIV. *Pierres précieuses, etc.*	**209**	**239**	**484**	**575**	**750**	**777**
XV. *Métaux et ouvrages en métal*	**809**	**580**	**437**	**938**	**670**	**827**
dont : fer, acier, etc.	512	404	220	384	340	418
plomb	211	40	67	53	35	35
XVI. *Machines, matériel électrique*	**2 066**	**1 871**	**1 948**	**2 869**	**3 558**	**5 752**
Machines et appareils	1 556	1 383	1 419	2 333	2 950	4 034
Matériel électrique	510	488	530	536	608	1 236
XVII. *Matériel de transport*	**1 572**	**2 129**	**1 911**	**2 943**	**2 188**	**2 479**
dont : automobiles, cycles, etc.	1 273	1261	1 149	1 266	1 134	1 369
XVIII. *Instruments et appareils scientifiques*	**195**	**283**	**394**	**380**	**461**	**728**
dont : appareils d'optique, etc.	116	146	234	215	314	556
Total	**11 976**	**14 850**	**15 364**	**18 809**	**17 891**	**21 736**
Autres postes	**462**	**647**	**888**	**742**	**849**	**817**
Total des importations	**12 438**	**15 497**	**16 252**	**19 551**	**18 740**	**22 553**

Source : Institut National de Statistique.

(a) Sections et chapitres du Tarif douanier.
(b) Les données de 1960, 1961 et 1962 ne sont plus exactement comparables avec celles des années précédentes.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Importations, exportations et balance commerciale apparente par zone monétaire en 1961 et 1962 (a)

(en millions de francs)

ZONE MONÉTAIRE	1961			1962		
	Importations (c. i. f.)	Exportations (f. o. b.)	Solde	Importations (c. i. f.)	Exportations (f. o. b.)	Solde
I. *Zone dollar*	**26 806**	**25 939**	**— 867**	**31 138**	**27 980**	**— 3 158**
1. U.S.A.	18 740	18 055	— 685	22 553	20 696	— 1 857
2. Canada	2 675	2 195	— 480	2 588	2 159	— 429
3. Autres pays (b)..	5 391	5 689	+ 298	5 997	5 125	— 872
II. *Zone A.M.E.*	**154 910**	**152 641**	**— 2 269**	**169 540**	**170 016**	**+ 476**
III. *Europe orientale* (c) .	**6 778**	**6 655**	**— 123**	**7 379**	**6 037**	**— 1 342**
IV. *Congo (Léo) et Rwanda-Burundi*	**11 541**	**2 323**	**— 9 218**	**9 167**	**2 511**	**— 6 656**
V. *Autres Républiques d'Amérique latine* ..	**4 609**	**3 363**	**— 1 246**	**5 863**	**3 013**	**— 2 850**
1. Argentine	2 390	1 445	— 945	3 511	905	— 2 606
2. Brésil	1 305	683	— 622	1 382	1 070	— 312
3. Autres pays (d)..	914	1 235	+ 321	970	1 038	+ 68
VI. *Zones diverses* (e) ..	**6 308**	**5 299**	**— 1 009**	**4 684**	**6 622**	**— 1 938**
Total général...	**210 952**	**196 220**	**— 14 732**	**227 771**	**216 179**	**— 11 592**

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Afin de permettre la comparaison, les pays ont été groupés sur base de la répartition des zones monétaires à fin 1962.

(b) Japon, Corée, Formose, Philippines, Porto-Rico, etc. Non compris les pays de la Zone V.

(c) Y compris la Tchécoslovaquie et la République Démocratique allemande.

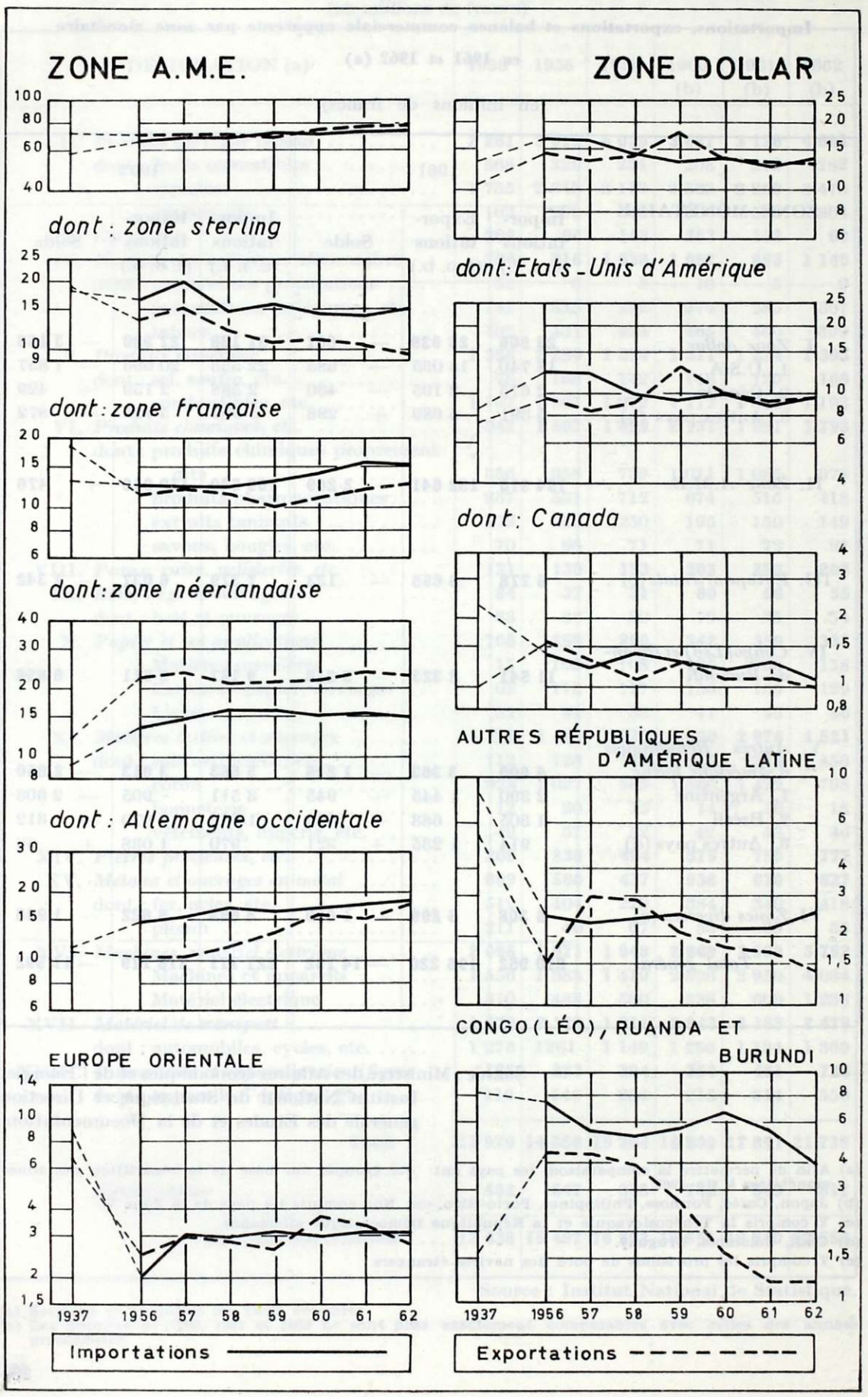
(d) Chili, Colombie, Uruguay.

(e) Y compris les provisions de bord des navires étrangers.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Importations et exportations par zone monétaire

(en pour-cent du total)



Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Evolution des échanges avec les pays de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (a)

(en millions de francs)

PAYS	1961			1962		
	Importations (c.i.f.)	Exportations (f.o.b.)	Solde	Importations (c.i.f.)	Exportations (f.o.b.)	Solde
1. *Communauté Economique Européenne*	**106 771**	**104 472**	**— 2 299**	**116 196**	**122 920**	**+6 724**
Pays-Bas	32 299	45 939	+ 13 640	33 666	49 309	+15 643
Allemagne Occidentale (b)	37 637	30 153	— 7 484	42 565	38 184	—4 381
France (b)	31 051	22 072	— 8 979	33 246	26 824	—6 422
Italie	5 784	6 308	+ 524	6 719	8 603	+1 884
2. *Association Européenne de Libre-Echange*	**29 294**	**31 682**	**+ 2 388**	**31 682**	**31 004**	**— 678**
Royaume-Uni	15 912	10 325	— 5 587	18 353	10 807	—7 546
Norvège	961	2 206	+ 1 245	973	2 319	+1 346
Suède	6 569	5 862	— 707	6 005	4 910	—1 095
Danemark	775	3 459	+ 2 684	914	3 703	+2 789
Portugal	564	2 735	+ 2 171	587	1 081	+ 494
Suisse	3 387	5 699	+ 2 312	3 830	6 486	+2 656
Autriche	1 126	1 396	+ 270	1 020	1 698	+ 678
3. *Pays de l'Amérique du Nord*	**21 415**	**20 250**	**— 1 165**	**25 141**	**22 855**	**—2 286**
Etats-Unis	18 740	18 055	— 685	22 553	20 696	—1 857
Canada	2 675	2 195	— 480	2 588	2 159	— 429
4. *Autres pays O.C.D.E.*	**2 004**	**4 046**	**+ 2 042**	**2 167**	**5 090**	**+2 923**
Grèce	114	1 462	+ 1 348	126	1 465	+1 339
Irlande	133	776	+ 643	122	925	+ 803
Islande	7	47	+ 40	15	77	+ 62
Turquie	615	504	— 111	782	565	— 217
Espagne	1 135	1 257	+ 122	1 122	2 058	+ 936
Total O.C.D.E.	**159 484**	**160 450**	**+ 966**	**175 186**	**181 869**	**+6 683**

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Depuis le 30 septembre 1961, l'O.E.C.E. est remplacée par l'O.C.D.E. à laquelle prennent part aussi les Etats-Unis et le Canada.
(b) Les données de la Sarre sont comprises dans celles de l'Allemagne Occidentale.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Soldes de la balance commerciale par zone monétaire (a)

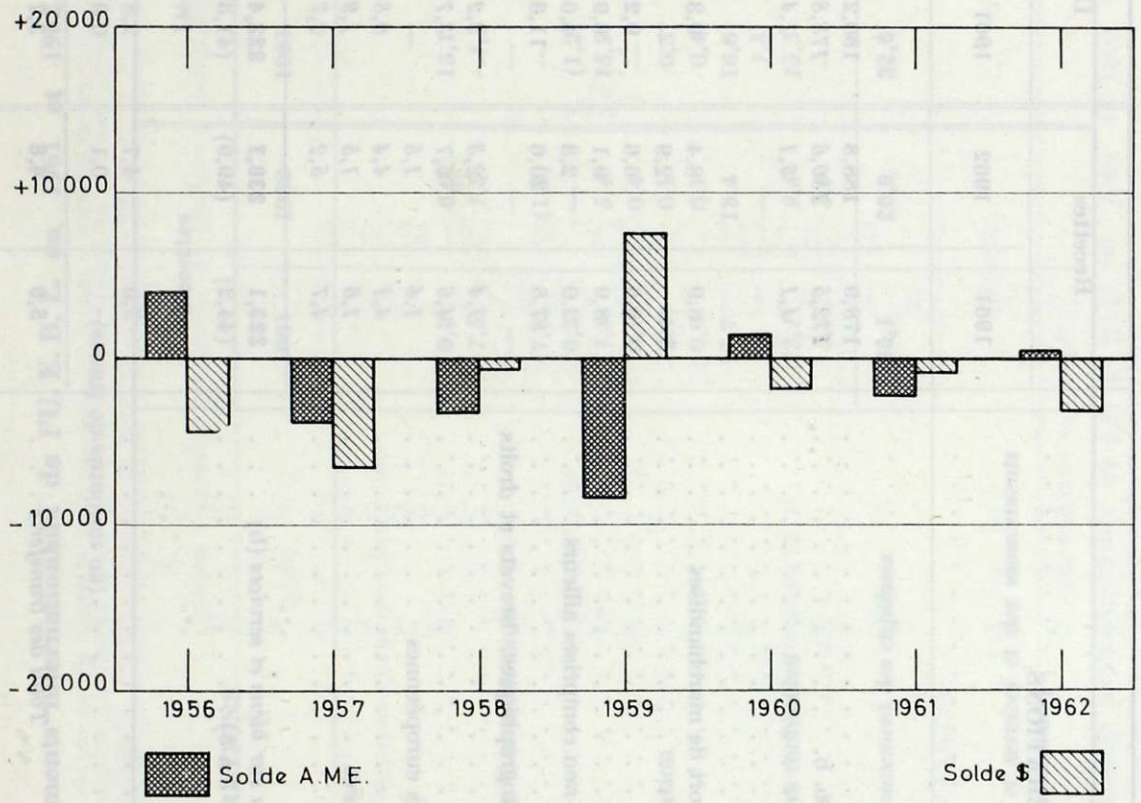
(en pourcentage du total des importations)

ZONE MONÉTAIRE	1953	1958	1959	1960	1961	1962
I. *Zone dollar*	— 1,9	— 0,4	+ 4,4	— 0,9	— 0,4	— 1,4
1. U. S. A.	— 0,8	— 0,9	+ 3,2	— 0,6	— 0,3	— 0,8
2. Canada	— 1,1	— 0,3	—	— 0,2	— 0,2	— 0,2
3. Autres pays (b)	—	+ 0,8	+ 1,3	— 0,1	+ 0,1	— 0,4
II. *Zone monétaire des pays membres de l'Accord Monétaire Européen* (c)	— 4,1	— 2,1	— 4,9	+ 0,8	— 1,1	+ 0,2
1. Zone sterling	— 6,5	— 3,1	— 5,7	— 3,7	— 4,2	— 6,3
dont : Royaume-Uni	(— 1,8)	(— 1,8)	(— 2,7)	(— 2,1)	(— 2,6)	(— 3,3)
Australie	(— 2,5)	(— 1,2)	(— 1,2)	(— 0,7)	(— 1,0)	(— 0,9)
2. Zone monétaire française	— 3,0	— 1,1	— 4,9	— 3,7	— 4,7	— 3,3
dont : France	(— 3,6)	(— 1,3)	(— 4,0)	(— 3,7)	(— 4,3)	(— 2,8)
3. Zone monétaire néerlandaise	+ 2,7	+ 4,3	+ 4,6	+ 5,6	+ 6,6	+ 6,8
dont : Pays-Bas	(+ 2,9)	(+ 4,4)	(+ 4,5)	(+ 5,4)	(+ 6,5)	(+ 6,9)
4. Danemark	+ 1,2	+ 1,1	+ 1,0	+ 1,4	+ 1,3	+ 1,2
5. Norvège	+ 0,8	+ 0,5	+ 0,5	+ 0,6	+ 0,6	+ 0,6
6. Suède	—	— 0,5	+ 0,1	— 0,2	— 0,3	— 0,5
7. Italie	+ 1,5	—	+ 1,6	— 0,6	+ 0,2	+ 0,8
8. Suisse	—	+ 0,8	+ 0,8	+ 0,8	+ 1,1	+ 1,2
9. Allemagne Occidentale	— 3,6	— 5,9	— 3,6	— 2,0	— 3,6	— 1,9
10. Grèce, Portugal et Territoires d'Outre-Mer, Autriche, Turquie	+ 2,8	+ 1,7	+ 0,9	+ 1,6	+ 1,8	+ 1,1
11. Espagne et Territoires d'Outre-Mer	+ 0,1	+ 0,3	+ 0,2	—	+ 0,1	+ 0,5
III. *Europe orientale* (d)	+ 1,3	— 0,1	— 0,6	+ 0,5	— 0,1	— 0,6
IV. *Congo (Léo) et Rwanda-Burundi*	— 2,0	— 1,5	— 3,0	— 5,1	— 4,4	— 2,9
V. *Autres républiques d'Amérique latine*	— 2,8	+ 0,4	— 0,5	— 0,5	— 0,6	— 1,3
1. Argentine	— 1,8	+ 0,6	— 0,1	— 0,5	— 0,4	— 1,2
2. Brésil	— 0,8	— 0,1	— 0,3	— 0,3	— 0,3	— 0,1
3. Autres pays (e)	— 0,2	—	—	+ 0,2	+ 0,1	—
VI. *Zones diverses* (f)	+ 2,7	+ 0,8	+ 0,2	+ 0,7	— 0,5	+ 0,9
Total général	— 6,7	— 2,7	— 4,3	— 4,5	— 7,0	— 5,1

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Afin de permettre la comparaison, les pays ont été groupés sur base de la répartition des zones monétaires à fin 1962.
(b) Japon, Corée, Formose, Philippines, Porto-Rico, etc. Non compris les pays de la zone V.
(c) L'Espagne est comprise dans le total depuis l'année 1960.
(d) Y compris la Tchécoslovaquie et la République Démocratique allemande.
(e) Chili, Colombie, Uruguay.
(f) Y compris les provisions de bord des navires étrangers.

Solde des balances commerciales de l'U. E. B. L.
avec la zone monétaire des pays membres de l'A.M.E. (a) et la zone dollar
(en millions de francs)



Source . Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) L'A. M. E. a remplacé depuis le 27 décembre 1958 l'U E. P.

Balance des paiements internationaux de l'U. E. B. L. en 1961 et 1962 (a)

(en milliards de francs)

NATURE DES OPÉRATIONS	Recettes		Dépenses		Solde	
	1961	1962	1961	1962	1961	1962
A. *Transactions sur biens et services :*						
1. Opérations sur marchandises	178,9	188,8	180,2	188,8	— 1,3	—
a) Exportations et importations f. o. b.	*172,5*	*180,6*	*178,8*	*187,5*	*— 6,3*	*— 6,9*
b) Travail à façon	*4,1*	*5,1*	*1,4*	*1,3*	*+ 2,7*	*+ 3,8*
c) Opérations d'arbitrage					*+ 2,3*	*+ 3,1*
2. Or non monétaire					— 0,9	— 0,5
3. Frets et assurances pour le transport de marchandises	8,9	8,4	9,3	7,7	— 0,4	+ 0,7
4. Autres frais de transport	—	2,9	—	3,1	—	— 0,2
5. Déplacements à l'étranger	6,6	6,6	9,2	9,0	— 2,6	— 2,4
6. Revenus d'investissements	8,9	9,1	6,9	8,2	+ 2,0	+ 0,9
7. Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	2,0	2,3	4,6	5,6	— 2,6	— 3,3
8. Autres services	17,8	20,6	11,3	13,9	+ 6,5	+ 6,7
a) Redevances pour films cinématographiques, brevets et droits d'auteur	*1,4*	*2,3*	*2,2*	*2,6*	*— 0,8*	*— 0,3*
b) Courtages et commissions	*4,6*	*5,7*	*3,7*	*4,6*	*+ 0,9*	*+ 1,1*
c) Opérations avec des institutions européennes	*1,4*	*1,5*	—	—	*+ 1,4*	*+ 1,5*
d) Ouvriers frontaliers	*4,1*	*4,4*	*0,8*	*0,7*	*+ 3,3*	*+ 3,7*
e) Primes et indemnités d'assurances	*1,6*	*1,5*	*1,9*	*1,8*	*— 0,3*	*— 0,3*
f) Divers	*4,7*	*5,2*	*2,7*	*4,2*	*+ 2,0*	*+ 1,0*
Total des transactions sur biens et services (b)	**223,1**	**238,7**	**222,4**	**236,8**	**+ 0,7**	**+ 1,9**
(dont : services = 3 à 8)	(44,2)	(49,9)	(41,3)	(47,5)	(+ 2,9)	(+ 2,4)
B. *Transferts :*						
9. Transferts privés	5,0	4,7	2,8	3,0	+ 2,2	+ 1,7
10. Transferts de l'Etat	—	0,1	0,9	0,1	— 0,9	—
Total des transferts	**5,0**	**4,8**	**3,7**	**3,1**	**+ 1,3**	**+ 1,7**

(suite à la p. 257).

Balance des paiements internationaux de l'U. E. B. L. en 1961 et 1962 (a) (suite)

(en milliards de francs)

NATURE DES OPÉRATIONS	Recettes		Dépenses		Solde	
	1961	1962	1961	1962	1961	1962
C. *Mouvement des capitaux :*						
11. Etat	9,3	6,9	15,1	9,7	— 5,8	— 2,8
a) Long terme	*7,5*	*1,5*	*1,2*	*3,0*	+ *6,3*	— *1,5*
— Participation à des organismes internationaux	—	—	—	—	—	—
— Prêts et emprunts	(7,3)	(1,5)	—	(0,7)	(+ 7,3)	(+ 0,8)
— Amortissements	(0,2)	—	(1,2)	(2,3)	(— 1,0)	(— 2,3)
b) Court terme	*1,8*	*5,4*	*13,9*	*6,7*	— *12,1*	— *1,3*
12. Autres pouvoirs publics	0,1	0,4	—	—	+ 0,1	+ 0,4
13. Organismes paraétatiques d'exploitation	2,4	0,1	0,5	0,2	+ 1,9	— 0,1
14. Organismes paraétatiques de crédit	0,6	0,1	0,4	0,8	+ 0,2	— 0,7
15. Autres	17,7	13,4	16,6	11,9	+ 1,1	+ 1,5
a) Court terme recensé	—	—	*1,3*	*0,2*	— *1,3*	— *0,2*
b) Transactions identifiées en valeurs mobilières	*12,1*	*9,5*	*15,3*	*11,7*	— *3,2*	— *2,2*
c) Autres mouvements des capitaux	*5,6*	*3,9*	—	—	+ *5,6*	+ *3,9*
Total du mouvement des capitaux	**30,1**	**20,9**	**32,6**	**22,6**	**— 2,5**	**— 1,7**
D. *Erreurs et omissions*					**+ 1,1**	**+ 1,9**
Solde global des transactions sur biens et services et des mouvements des capitaux (y compris les erreurs et omissions)					**+ 0,6**	**+ 3,8**

(suite à la p. 558).

Balance des paiements internationaux de l'U. E. B. L. en 1961 et 1962 (a) (suite)

(en milliards de francs)

NATURE DES OPÉRATIONS	Recettes		Dépenses		Solde	
	1961	1962	1961	1962	1961	1962
E. *Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :*						
1. Banque Nationale de Belgique :						
— Encaisse-or					+ 3,9	+ 5,8
— Créance sur l'U.E.P.					— 3,1	— 0,1
— Monnaies convertibles					+ 7,8	— 7,6
— Autres avoirs et engagements (c)					+ 3,5	— 1,2
— Acceptations en francs belges représentatives d'exportations					—	+ 1,4
2. Organismes publics belges					— 0,6	— 0,2
3. Banques de dépôts belges					— 9,8	+ 4,4
4. Créances nettes des organismes monétaires luxembourgeois sur l'étranger					— 1,1	+ 1,3
Total					+ 0,6	+ 3,8

Source : Banque Nationale de Belgique, Département d'Etudes et de Documentation.

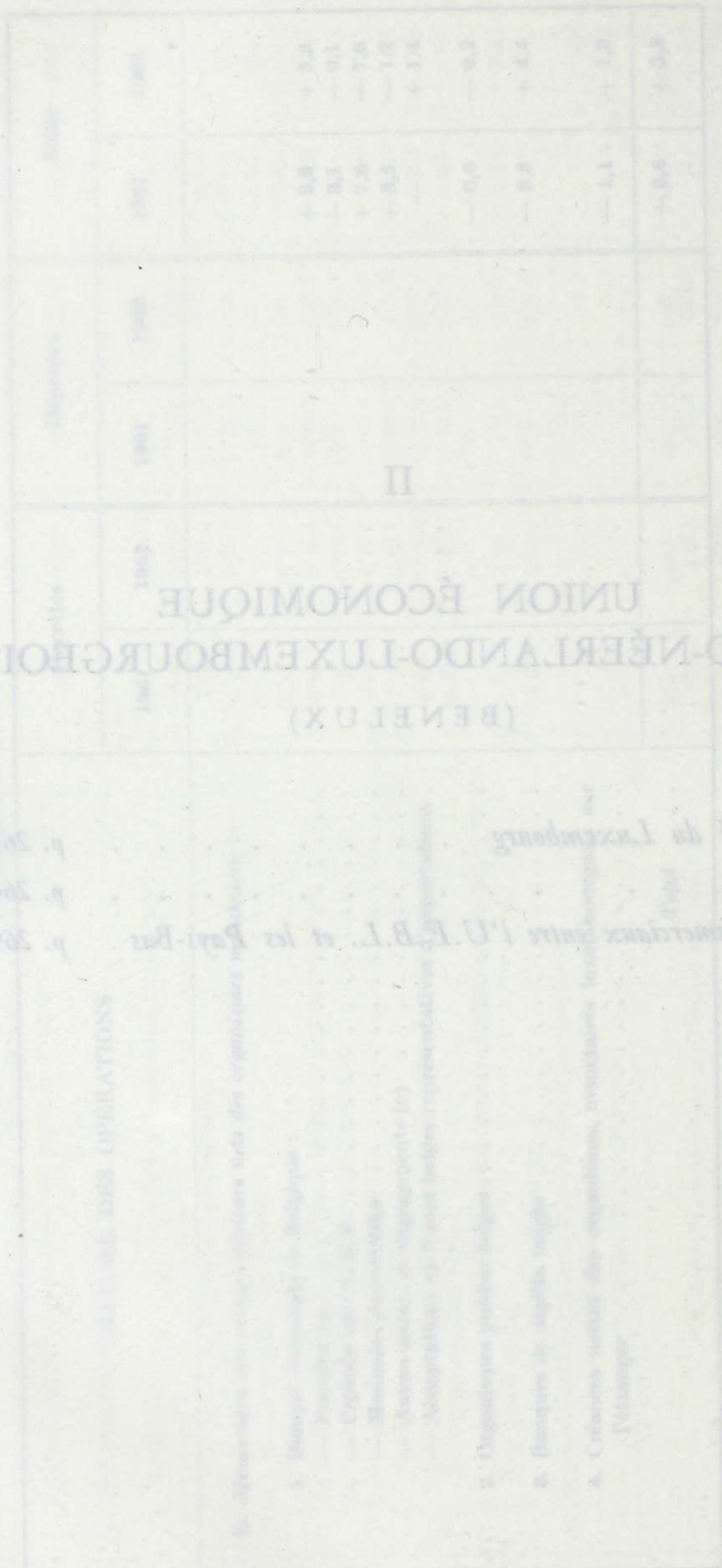
(a) Chiffres provisoires. Pour les données définitives et des détails complémentaires, cf « La balance des paiements de l'Union Economique Belgo Luxembourgeoise en 1962 » *(Bulletin d'Information et de Documentation, Banque Nationale de Belgique*, XXXVIIIe année, vol. I, n° 5, mai 1963).
(b) Y compris en recettes le solde positif des opérations d'arbitrage et en dépenses le solde négatif de l'or non monétaire.
(c) Y compris la participation au F. M. I. qui s'est accrue de 3,6 milliards de francs en 1961 et qui a diminué de 1,3 milliard en 1962.

II

UNION ÉCONOMIQUE BELGO-NÉERLANDO-LUXEMBOURGEOISE

(BENELUX)

Grand-Duché du Luxembourg . . . . . p. 261 à 263
Pays-Bas . . . . . p. 264 à 268
Echanges commerciaux entre l'U.E.B.L. et les Pays-Bas . p. 269 à 271



Grand-Duché de Luxembourg

Indices de la production industrielle (a)

BRANCHE INDUSTRIELLE	1937/1938 = 100					
	1957	1958	1959	1960	1961	1962
Industries extractives	**110**	**96**	**91**	**95**	**99**	**86**
Extraction de minerai de fer	122	103	101	108	116	101
Extraction de pierre	80	78	64	63	57	49
Industries manufacturières	**167**	**163**	**173**	**189**	**193**	**185**
Industrie des denrées alimentaires	82	82	81	80	84	89
Boissons et industrie du tabac	258	287	338	375	411	338
Industrie textile	70	64	53	49	46	42
Fabrication de chaussures et d'articles d'habillement	75	68	64	65	73	71
Industrie du bois	120	114	94	89	89	75
Industrie du meuble et de l'ameublement	68	70	65	55	52	66
Impression et édition	127	133	134	134	134	140
Industries chimique et parachimique	176	164	144	166	172	172
Industrie des produits minéraux non métalliques	203	201	199	219	241	250
Industrie sidérurgique	172	166	180	199	201	193
Transformation des métaux	134	133	129	129	130	127
Electricité, gaz	**209**	**213**	**225**	**245**	**251**	**245**
Energie électrique	236	239	254	281	290	280
Production et distribution de gaz	137	144	145	148	147	150
Indice général	**164**	**159**	**168**	**184**	**188**	**180**

Source : Service Central de la Statistique et des Etudes Économiques du Grand-Duché de Luxembourg.

(a) Indices bruts.

Grand-Duché de Luxembourg

Production sidérurgique

Données mensuelles

PÉRIODE	Nombre de hauts fourneaux à feu	Quantité (en milliers de tonnes)			Indice pondéré global (1937/1938 = 100)
		Fonte	Acier	Laminés et demi-produits	
1957	**28**	**280,7**	**291,1**	**232,9**	**172**
1958	**28**	**273,8**	**281,6**	**222,9**	**166**
1959	**29**	**287,0**	**305,2**	**245,5**	**180**
1960	**30**	**315,5**	**340,3**	**271,2**	**199**
1961	**30**	**319,5**	**342,7**	**274,2**	**201**
1962	**29**	**299,7**	**334,2**	**266,1**	**193**
1962 Janvier	30	307,1	325,9	256,6	190
Février	30	282,5	310,3	253,4	182
Mars	30	319,5	354,6	280,4	205
Avril	29	296,4	332,3	260,0	191
Mai	29	297,9	334,4	263,6	192
Juin.....	29	288,8	329,4	261,6	189
Juillet	29	302,1	335,1	271,8	196
Août	29	286,8	321,0	257,2	186
Septembre ..	29	305,8	346,6	272,6	199
Octobre.....	29	314,5	361,6	285,6	207
Novembre ..	29	301,8	341,8	276,3	198
Décembre ..	29	293,6	317,0	253,7	185

Sources : Groupement des Industries sidérurgiques luxembourgeoises.
Service Central de la Statistique et des Etudes Économiques du Grand-Duché de Luxembourg.

Grand-Duché de Luxembourg

Production agricole

PRODUITS	Unité	1957	1958	1959	1960	1961	1962
Céréales panifiables ..	10^3q.m.	516,7	533,3	537,0	578,5	517,4	484,2
Céréales secondaires ..	»	478,1	519,3	576,2	621,3	638,8	656,6
Legumineuses.....	»	5,9	6,9	9,4	17,0	22,8	28,1
Pommes de terre	»	1 338,7	940,9	1 122,0	1 029,9	992,8	1 194,9
Autres plantes racines	»	1 965,1	1 804,1	820,7	1 977,2	1 396,7	1 001,5
Plantes fourragères (y compris foin et regain)	»	1 813,3	1 950,0	1 731,2	1 567,1	1 975,2	1 427,4
Lait	10^6 kg	190,5	184,0	180,0	200,0	200,5	195,4

Source : Service Central de la Statistique et des Etudes Economiques du Grand-Duché de Luxembourg.

Grand-Duché de Luxembourg

Indice du coût de la vie

Situation au premier du mois

(1er janvier 1948 = 100)

MOIS	1957	1958	1959	1960	1961	1962
Janvier	127,36	131,12	131,12	131,44	132,50	133,43
Février	128,06	130,41	130,61	131,00	132,03	132,82
Mars	127,68	129,39	130,04	130,61	131,22	132,41
Avril.....	128,01	129,76	129,91	130,87	131,27	132,50
Mai	128,13	129,83	129,48	130,72	131,34	132,58
Juin	129,23	130,38	130,72	131,94	132,26	133,91
Juillet	130,14	130,42	131,11	131,50	132,20	133,81
Août	131,81	130,77	132,61	131,51	133,04	133,81
Septembre	131,57	131,40	132,31	132,64	132,87	134,57
Octobre	131,16	130,86	131,37	132,28	132,53	133,49
Novembre	131,46	131,00	131,49	132,44	132,78	133,83
Décembre	131,63	131,04	131,67	132,56	133,09	134,19
Moyenne annuelle ...	**129,69**	**130,53**	**131,04**	**131,63**	**132,26**	**133,45**

Source : Service Central de la Statistique et des Etudes Economiques du Grand-Duché de Luxembourg.

Pays-Bas

Formation et utilisation du produit national (a)

(en milliards de florins)

DÉSIGNATION	1957	1958	1959	1960	1961	1962
Formation :						
Production des entreprises privées	25,6	26,2	27,9	30,9	31,8	33,6
Production du secteur public	3,2	3,4	3,4	3,8	4,2	4,7
Revenus nets en provenance de l'étranger	0,2	0,4	0,5	0,1	0,3	0,3
Revenu national (au coût des facteurs)	**29,0**	**29,6**	**31,7**	**34,8**	**36,3**	**38,6**
Impôts indirects moins subsides	3,0	2,8	3,3	3,7	4,0	4,4
Produit national (aux prix du marché)	**32,0**	**32,5**	**35,0**	**38,5**	**40,3**	**43,0**
Solde de la balance des paiements (transactions courantes) (b)	+0,6	—1,6	—1,8	—1,2	—0,6	—0,3
Total des moyens disponibles	**32,6**	**30,9**	**33,2**	**37,3**	**39,7**	**42,7**
Utilisation :						
Consommation privée	20,6	21,1	22,0	23,9	25,3	27,5
Dépenses du secteur public	5,3	5,2	5,1	5,7	6,2	7,0
Investissements nets des entreprises	4,5	3,3	4,1	4,7	5,3	5,7
Investissements nets du secteur public	1,3	1,2	1,4	1,5	1,7	1,7
Stocks et fabrications en cours	0,9	0,1	0,6	1,5	1,2	0,9
Total des dépenses nationales	**32,6**	**30,9**	**33,2**	**37,3**	**39,7**	**42,7**

Source : Centraal Bureau voor de Statistiek.

(a) Prix courants.
(b) — surplus; + déficit.

Pays-Bas

Nombre de chômeurs

ANNÉE	Total	Chômeurs (ouvriers A.W. exclus)	Ouvriers A.W. inscrits (a)	Hommes	Femmes
1956	40 400	30 300	10 100	37 300	3 100
1957	52 000	41 400	10 600	47 900	4 100
1958	97 700	81 500	16 200	91 300	6 400
1959	76 800	63 000	13 800	71 300	5 500
1960	48 900	41 300	7 600	44 400	4 500
1961	35 400	31 300	4 100	31 400	4 000
1962	33 100	30 300	2 800	28 700	4 400

Source : Centraal Bureau voor de Statistiek.

(a) Les ouvriers A.W. (Aanvullende Werken) sont les chômeurs mis au travail par les services publics. Ces statistiques reprennent en outre les chômeurs dont l'inactivité résulte du gel, les malades, les ouvriers indemnisés pour cause d'accident, ainsi qu'un certain nombre de personnes ayant trouvé du travail, sans que les bureaux de travail en aient été avisés en temps utile.

Pays-Bas

Indices de la production et de l'emploi dans l'industrie (a)

(1953 = 100)

PÉRIODE	Production	Emploi (b)	Production par travailleur
1954	110	104	106
1955	119	107	111
1956	124	109	114
1957	127	111	115
1958	127	108	118
1959	139	109	127
1960	157	112	140
1961	159	115	138
1962	165	116	142
1962 : 1er trimestre	162	116	140
2e trimestre	166	116	143
3e trimestre	161	116	139
4e trimestre	172	117	147

Source : Centraal Bureau voor de Statistiek.

(a) Industrie de la construction non comprise.
(b) Les indices trimestriels sont des moyennes de la situation au début et à la fin du trimestre; l'indice annuel se calcule à partir des quatre indices trimestriels.

Pays-Bas

Indices de la production par industrie

(1953 = 100)

INDUSTRIE	1957	1958	1959	1960	1961	1962
Matériaux de construction et terre cuite	122	114	122	129	132	134
Industrie chimique (produits pétroliers non compris)	133	137	145	153	..	..
Cuir, caoutchouc	125	122	137	144	151	151
Exploitation minière	105	110	113	120	123	119
Produits métalliques	137	138	164	199	200	210
Papier	130	129	144	158	163	160
Textile	112	108	113	119	123	121
Gaz, électricité et eau	138	141	151	165	175	191
Produits alimentaires, boissons et tabac	116	118	120	130	132	136
Indice général de l'industrie ...	**127**	**127**	**139**	**157**	**159**	**165**

Source : Centraal Bureau voor de Statistiek.

Pays-Bas

Commerce extérieur

(en millions de florins)

PÉRIODE	1957	1958	1959	1960	1961	1962
	IMPORTATIONS					
1er trimestre	4 119	3 316	3 436	4 217	4 829	4 990
2e trimestre	3 964	3 417	3 768	4 208	4 579	4 773
3e trimestre	3 824	3 342	3 720	4 228	4 425	4 703
4e trimestre	3 692	3 699	4 045	4 564	4 819	4 892
Année....	**15 599**	**13 774**	**14 968**	**17 217**	**18 652**	**19 358**
	EXPORTATIONS					
1er trimestre	2 899	2 924	3 083	3 713	4 020	4 042
2e trimestre	2 718	2 901	3 331	3 663	3 688	4 044
3e trimestre	2 979	3 071	3 362	3 791	3 920	4 032
4e trimestre	3 174	3 331	3 927	4 138	4 084	4 478
Année...	**11 770**	**12 227**	**13 703**	**15 305**	**15 712**	**16 596**
	SOLDE					
1er trimestre	— 1 220	— 392	— 353	— 504	— 809	— 948
2e trimestre	— 1 246	— 516	— 435	— 545	— 891	— 729
3e trimestre	— 845	— 271	— 357	— 437	— 505	— 671
4e trimestre	— 518	— 398	— 118	— 426	— 735	— 414
Année...	**— 3 829**	**— 1 547**	**— 1 262**	**— 1 912**	**— 2 940**	**— 2 762**

Source : Centraal Bureau voor de Statistiek.

Pays-Bas

Valeur des importations par pays de provenance

PAYS	1957	1958	1959	1960	1961	1962
	En millions de florins					
U. E. B. L.	2 816	2 459	2 747	3 155	3 549	3 804
Allemagne Occidentale	2 890	2 683	3 093	3 712	4 313	4 469
France (*a*)	512	384	537	660	857	908
Italie	200	243	272	363	453	531
Royaume-Uni	1 255	1 017	1 132	1 183	1 335	1 405
Etats-Unis d'Amérique	2 048	1 554	1 651	2 279	2 075	2 199
	En pourcentage du total					
U. E. B. L.	18,1	17,9	18,4	18,3	19,0	19,6
Allemagne Occidentale	18,5	19,5	20,7	21,6	23,1	23,1
France (*a*)	3,3	2,8	3,6	3,8	4,6	4,7
Italie	1,3	1,8	1,8	2,1	2,4	2,7
Royaume-Uni	8,0	7,4	7,6	6,9	7,2	7,3
Etats-Unis d'Amérique	13,1	11,3	11,0	13,2	11,1	11,4

(a) + la Sarre.

Source : Centraal Bureau voor de Statistiek.

Pays-Bas

Valeur des exportations par pays de destination

PAYS	1957	1958	1959	1960	1961	1962
	En millions de florins					
U. E. B. L.	1 826	1 830	2 009	2 184	2 373	2 444
Allemagne Occidentale	2 173	2 320	2 955	3 452	3 630	4 025
France (*a*)	576	594	735	902	978	1 101
Italie	319	335	370	490	500	597
Royaume-Uni	1 280	1 455	1 470	1 676	1 564	1 755
Etats-Unis d'Amérique	604	688	786	754	702	724
	En pourcentage du total					
U. E. B. L.	15,5	15,0	14,7	14,3	15,1	14,7
Allemagne Occidentale	18,5	19,0	21,6	22,6	23,1	24,2
France (*a*)	4,9	4,9	5,4	5,9	6,2	6,6
Italie	2,7	2,7	2,7	3,2	3,2	3,6
Royaume-Uni	10,9	11,9	10,7	10,9	10,0	10,6
Etats-Unis d'Amérique	5,1	5,6	5,7	4,9	4,5	4,4

(a) + la Sarre.

Source : Centraal Bureau voor de Statistiek.

Pays-Bas

Réserves de change

(en millions de florins)

ANNÉE	Or	Devises	Total
1955	3 275	1 382	4 657
1956	3 192	672	3 864
1957	2 812	1 120	3 932
1958	3 972	1 496	5 468
1959	4 281	775	5 056
1960	5 355	832	6 187
1961	5 698	368	6 066
1962	5 698	462	6 160

Source : « Nederlandsche Bank », N. V.

Pays-Bas

Salaires et prix

PÉRIODE	Prix de gros (1953 = 100)	Coût de la vie (1953 = 100)	Salaires payés (1954 = 100)
1957	107	118	125
1958	105	121	130
1959	106	122	133
1960	104	125	145
1961	103	127	150
1962	104	130	161
1962 : 1er trimestre	103	129	158
2e trimestre	106	132	160
3e trimestre	102	129	162
4e trimestre	103	129	165

Source : Centraal Bureau voor de Statistiek.

Pays-Bas

Consommation des particuliers

(1953 = 100)

ANNÉE	Valeur	Quantité	Quantité par habitant
1955	121	115	112
1956	133	125	121
1957	141	125	119
1958	144	125	117
1959	152	131	121
1960	165	140	128
1961	175	146	132
1962	187	152	135

Source : Centraal Bureau voor de Statistiek.

Evolution du commerce extérieur de l'U.E.B.L.

Valeur

ANNÉE	Importations			Exportations		
	Total (en milliards de francs)	En provenance des Pays-Bas		Total (en milliards de francs)	Vers les Pays-Bas	
		En milliards de francs	% du total		En milliards de francs	% du total
1951	127,5	13,9	10,9	132,6	23,8	17,9
1952	123,0	16,2	13,2	122,6	18,7	15,3
1953	121,0	16,6	13,7	113,0	20,1	17,8
1954	127,5	17,1	13,4	115,2	24,2	21,0
1955	142,2	18,8	13,2	139,0	28,8	20,7
1956	163,6	21,4	13,1	158,1	34,7	21,9
1957	171,6	24,3	14,2	159,3	36,2	22,7
1958	156,0	24,6	15,8	152,1	31,5	20,7
1959	172,1	27,2	15,8	164,8	35,0	21,2
1960	197,9	29,4	14,9	188,8	40,1	21,3
1961	211,0	32,3	15,3	196,2	45,9	23,4
1962	227,8	33,7	14,8	216,2	49,3	22,8

Source : Institut National de Statistique

Evolution du commerce extérieur des Pays-Bas

Valeur

ANNÉE	Importations			Exportations		
	Total (en millions de florins)	En provenance de l'U.E.B.L.		Total (en millions de florins)	Vers l'U.E.B.L.	
		En millions de florins	% du total		En millions de florins	% du total
1951	9 700	1 774	18,3	7 409	1 095	14,8
1952	8 449	1 451	17,2	8 015	1 251	15,6
1953	9 026	1 556	17,2	8 180	1 266	15,5
1954	10 860	1 841	17,0	9 172	1 293	14,1
1955	12 191	2 205	18,1	10 211	1 411	13,8
1956	14 156	2 680	18,9	10 876	1 543	14,2
1957	15 599	2 816	18,1	11 770	1 826	15,5
1958	13 774	2 459	17,9	12 227	1 830	15,0
1959	14 968	2 747	18,4	13 703	2 009	14,7
1960	17 217	3 155	18,3	15 305	2 184	14,3
1961	18 652	3 549	19,0	15 712	2 373	15,1
1962	19 358	3 804	19,6	16 596	2 444	14,7

Source : Centraal Bureau voor de Statistiek.

Commerce de l'U.E.B.L. avec les Pays-Bas

Répartition d'après le degré de transformation

ANNÉE	Produits alimentaires boissons et tabacs		Matières brutes et combustibles		Produits manufacturés		Total
	En milliards de francs	% de la valeur totale	En milliards de francs	% de la valeur totale	En milliards de francs	% de la valeur totale	En milliards de francs
	IMPORTATIONS						
1955	5,0	26,4	4,0	21,3	9,8	52,3	18,8
1956	5,2	24,4	5,1	23,9	11,0	51,7	21,4
1957	5,3	22,2	6,0	24,7	12,9	53,1	24,2
1958	5,2	21,1	5,5	22,4	13,9	56,5	24,6
1959	5,8	21,3	5,2	19,1	16,2	59,6	27,2
1960	5,6	18,9	5,7	19,5	18,1	61,6	29,4
1961	5,8	18,0	6,8	20,9	19,7	61,1	32,3
1962	5,9	17,5	7,4	22,0	20,4	60,5	33,7
	EXPORTATIONS						
1955	1,0	3,3	4,5	15,7	23,3	81,0	28,8
1956	1,1	3,3	4,7	13,7	28,8	83,0	34,7
1957	1,3	3,7	5,1	14,2	29,7	82,1	36,1
1958	1,8	5,7	4,3	13,7	25,2	80,0	31,5
1959	1,9	5,4	4,3	12,3	28,8	82,3	35,0
1960	1,9	4,8	4,1	10,2	34,1	85,0	40,1
1961	2,3	5,0	4,4	9,5	39,2	85,5	45,9
1962	2,8	5,7	4,9	9,9	41,6	84,4	49,3

Source : Institut National de Statistique.

Commerce de l'U.E.B.L. avec les Pays-Bas

Principaux produits manufacturés répartis par secteur industriel

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Importations				Exportations			
	1960	1961	1961 (a)	1962 (a)	1960	1961	1961 (a)	1962 (a)
Industrie métallurgique	**914**	**1 170**	**1 152**	**1 389**	**7 497**	**7 167**	**7 151**	**6 830**
Fer et acier	573	725	725	875	5 084	4 679	4 671	4 629
Métaux non ferreux	341	445	427	514	2 413	2 488	2 480	2 201
Industrie des fabrications métalliques	**6 615**	**6 895**	**6 894**	**7 277**	**10 250**	**12 998**	**12 999**	**14 581**
Machines	1 772	1 792	1 756	1 929	2 112	2 220	2 202	2 801
Construction électrique	2 408	2 856	2 863	2 830	2 891	3 674	3 689	4 214
Matériel de transport	1 374	1 461	1 490	1 657	3 928	5 557	5 561	5 503
Armes	1	5	5	39	113	53	53	322
Autres articles manufacturés en métal	1 060	781	780	822	1 206	1 494	1 494	1 741
Industries textiles et du vêtement	**3 556**	**3 926**	**3 901**	**4 103**	**8 222**	**9 820**	**9 753**	**10 479**
Filés	615	778	778	918	2 694	2 975	2 975	3 136
Tissus	1 605	1 631	1 732	1 754	2 556	3 206	3 236	3 585
Autres produits textiles	381	412	305	320	978	1 163	1 070	1 166
Vêtement	955	1 105	1 086	1 111	1 994	2 476	2 472	2 592
Industries chimiques	**1 918**	**2 021**	**2 018**	**2 149**	**2 176**	**2 234**	**2 233**	**2 320**
Produits chimiques proprement dits	394	388	385	398	613	622	621	588
Engrais manufacturés	56	42	42	54	484	473	473	508
Produits photographiques	37	45	45	49	172	196	196	201
Autres produits chimiques	1 431	1 546	1 546	1 648	907	943	943	1 023
Industrie charbonnière	**1 215**	**1 381**	**1 381**	**1 389**	**472**	**508**	**508**	**477**
Dérivés du pétrole	**1 962**	**2 111**	**2 111**	**2 385**	**1 624**	**1408**	**1 408**	**1 535**
Produits alimentaires, boissons et tabacs	**2 377**	**2 463**	**2 463**	**2 600**	**1 111**	**1 595**	**1 595**	**1 866**
Matériaux de construction	**690**	**187**	**148**	**140**	**1 580**	**1 208**	**1 189**	**1 099**
Industrie du verre	**160**	**192**	**186**	**208**	**1 044**	**1 109**	**1 105**	**1 179**
Industrie du papier et du carton	**1 227**	**1 317**	**1 344**	**1 341**	**964**	**1 095**	**1 167**	**1 239**

Source : Institut National de Statistique.

(a) Ces données ne sont pas comparables à celles publiées dans les rapports précédents.

RÉPERTOIRE DES FAITS PRINCIPAUX

REPERTOIRE DES FAITS PRINCIPAUX

Agriculture

RÉGLEMENTATION

L'arrêté ministériel du 16 février 1962 (« Moniteur belge » du 6 mars 1962) modifie l'arrêté ministériel du 16 août 1947 relatif au marquage des fromages à pâtes dure et demi-dure, suivant leur teneur en matière grasse.

L'arrêté ministériel du 6 juin 1962, relatif à l'exportation des concombres, (« Moniteur belge » du 9 juin 1962), fixe les conditions de qualité et d'emballage auxquelles doivent répondre ces produits pour être admis à l'exportation.

L'arrêté royal du 20 septembre 1962 (« Moniteur belge » du 28 septembre 1962) institue un classement officiel du lait et de la crême, livrés aux laiteries par les détenteurs de vaches laitières. Ce classement s'effectue d'après la qualité. Sont exclusivement classés en première catégorie le lait et la crême, provenant de vaches laitières dont le détenteur participe à la lutte contre la brucellose des animaux bovins, dans les conditions prévues par l'arrêté royal du 30 décembre 1960, modifié par les arrêtés royaux du 13 juin 1961 et du 13 juillet 1962, et fait désinfecter annuellement ses étables. Le lait doit, en outre, satisfaire aux conditions de propreté fixées par le Ministre de l'Agriculture.

L'arrêté ministériel du 23 juillet 1962, relatif à l'exportation et à l'importation de certains produits agricoles et horticoles (« Moniteur belge » du 28 juillet 1962) fixe les normes de qualité, auxquelles ces produits doivent satisfaire, pour être importés ou exportés.

L'arrêté royal du 25 septembre 1962 (« Moniteur belge » du 29 septembre 1962) traite du commerce intérieur des pommes et des poires et fixe les conditions de qualité auxquelles ces fruits doivent satisfaire pour être mis en vente.

L'arrêté royal du 16 novembre 1962 (« Moniteur belge » du 21 novembre 1962), relatif au commerce intérieur des raisins indigènes, fixe les conditions de qualité, spécialement en ce qui concerne le taux de sucre, auxquelles doivent satisfaire les raisins indigènes pour être mis en vente.

SUBVENTIONS ET PRIMES

L'arrêté royal du 6 février 1962 (« Moniteur belge » du 9 mars 1962) modifie l'arrêté royal du 1er mars 1958 portant organisation d'une

aide financière en vue d'encourager l'amélioration des installations et du matériel à bord des bateaux de pêche belges. Cette aide financière consiste en une intervention dans la charge de l'intérêt, au cas où l'armateur a dû contracter un prêt pour le financement de l'amélioration en question ; le montant de cette intervention est égal à la différence entre la charge réelle de l'intérêt et l'intérêt calculé au taux de 2 %, sans toutefois pouvoir dépasser 4 % du capital emprunté. Peut également être accordé un subside de 10 % de la dépense afférente aux travaux exécutés, (avec un maximum de 6.000 F), afin d'adapter le bateau à la pêche au double chalut à gaules.

L'arrêté royal du 13 février 1962 (« Moniteur belge » du 9 mars 1962) modifie l'arrêté royal du 19 août 1960, relatif à l'amélioration de l'espèce chevaline.

L'arrêté royal du 3 mai 1962 (« Moniteur belge » du 12 mai 1962) fixe le montant des subsides qui peuvent être alloués annuellement en vue d'améliorer l'espèce chevaline.

L'arrêté royal du 16 mars 1962 (« Moniteur belge » du 29 mars 1962) modifie l'arrêté royal du 13 novembre 1959 relatif à l'amélioration de l'espèce porcine. Un subside calculé d'après le déficit réel accusé par porc expérimenté dans les stations agréées, peut être alloué à la Fédération nationale des Eleveurs de porcs, en vue d'assurer le fonctionnement des stations expérimentales. Le montant maximum ne peut dépasser 750 F par porc.

L'arrêté ministériel du 19 février 1962 (« Moniteur belge » du 22 février 1962) fixe l'intervention du Fonds agricole en matière de malt et d'orge utilisés en malterie. A l'exclusion des orges qui peuvent bénéficier des remboursements prévus à l'article 10 de l'arrêté royal du 28 décembre 1961, établissant un droit spécial à l'importation de certains produits agricoles et alimentaires, les orges indigènes et les orges importées, travaillées en malterie, bénéficient d'une indemnité de 100 F par 100 kg, majorée du montant de la taxe de transmission calculée sur cette indemnité. En cas d'exportation de malt, provenant d'orges indigènes, il est alloué aux malteurs une indemnité de 132 F par 100 kg de malt, majorée du montant de la taxe de transmission calculée sur cette indemnité, lorsque la taxe de transmission a été acquittée lors de l'achat des orges ayant servi à la fabrication de malt. Par les arrêtés ministériels du 21 mars 1962 (« Moniteur belge » du 27 mars 1962), du 20 mai 1962 (« Moniteur belge » du 25 mai 1962) et du 18 juillet 1962 (« Moniteur belge » du 26 juillet 1962) ces montants ont été respectivement portés à 80 F, 60 F et 80 F pour les orges et à 106 F, 80 F et 106 F pour le malt.

L'arrêté ministériel du 7 novembre 1962 (« Moniteur belge » du 10 novembre 1962) modifie considérablement l'intervention du Fonds agricole en matière de malt et d'orge utilisés en malterie. A partir du 30 juillet 1962, cette intervention a été mise en concordance avec le règlement n° 19 du Conseil de la Communauté économique européenne

portant établissement graduel d'une organisation commune des marchés, dans le secteur des céréales.

Par arrêté ministériel du 16 avril 1962 (« Moniteur belge » du 30 avril 1962) modifié par l'arrêté ministériel du 10 mai 1962 (« Moniteur belge » du 19 mai 1962) une prime de 2 000 F par hectare de lin est accordée aux producteurs liniers sur la base de leur déclaration au recensement agricole du 15 mai 1962, et d'une déclaration spéciale, à introduire au plus tard le 26 mai 1962.

Les arrêtés ministériels du 12 mars 1962 (« Moniteur belge » du 15 mars 1962), du 15 mai 1962 (« Moniteur belge » du 19 mai 1962) et du 8 juin 1962 (« Moniteur belge » du 15 juin 1962) fixent l'intervention du Fonds agricole en matière de flocons d'avoine destinés à l'alimentation humaine. Cette indemnité est allouée pour les flocons d'avoine importés ou obtenus à l'aide d'avoine importée ou indigène, à l'exclusion des flocons d'avoine qui peuvent bénéficier des remboursements prévus à l'article 10 de l'arrêté royal du 28 décembre 1961 établissant un droit spécial à l'importation de certains produits agricoles.

Benelux

Au cours de la réunion du Comité des Ministres de l'Union Economique Benelux, qui s'est tenue le 5 février 1962, il a été décidé, entre autres, de mettre à l'essai, à partir du 1er avril 1962, la simplification des mesures de contrôle du transport routier de marchandises.

En date du 20 février 1962 s'est réuni le Groupe de Travail ministériel de Benelux « Transport par route ». Des directives ont été données en vue de préparer l'établissement du Tarif Benelux pour le transport routier de marchandises et la libéralisation de ce transport.

Au cours de la réunion du Comité des Ministres de l'Union Economique Benelux, qui s'est tenue le 19 mars 1962, le Traité relatif à la loi sur les marques Benelux a été signé.

A partir du 1er octobre 1962, il a été procédé à la libération du transport routier de marchandises à usage professionnel, dans les pays de Benelux, et à la mise en vigueur du Tarif Benelux pour ce transport.

La réunion du Comité des Ministres de l'Union Economique Benelux, du 12 novembre 1962, a instauré des mesures communes de contrôle sur les dispositions tarifaires de Benelux en matière de transport de marchandises par route.

Chômage (Voir Prévoyance sociale)

Commerce extérieur

ACCORDS DE COMMERCE ET DE PAIEMENT

ACCORDS DU BENELUX AVEC :

L'Allemagne occidentale : à part quelques points de détail, réglés par arrangements bilatéraux, les relations commerciales avec l'Allemagne

occidentale sont régies par les seules stipulations du Traité de Rome et des règlements agricoles.

L'Autriche : l'accord commercial du 29 juin 1957, ainsi que les protocoles complémentaires du 24 novembre 1958 et du 3 novembre 1960, ont été prorogés tacitement pour un an, le 1er avril 1962.

La Bulgarie : le 1er janvier 1962, l'accord commercial du 19 mars 1960, a été tacitement prorogé pour une période d'un an, L'accord de paiement du 19 mars 1960 a été mis en vigueur le 1er avril 1960. Il est valable pour une durée indéterminée et peut être dénoncé moyennant un préavis de trois mois.

Le Danemark : le 1er décembre 1962, l'accord commercial du 28 décembre 1956 a été tacitement reconduit pour un an.

L'Espagne : le 15 avril 1962, l'accord commercial du 2 juin 1960 a été reconduit tacitement pour une période d'un an. Un protocole additionnel, signé le 28 juillet 1961, modifie les listes contingentaires.

La Finlande : le protocole multilatéral en matière de commerce, signé à Helsinki le 16 février 1960, et valable pour un an à partir du 1er janvier 1960, a été prorogé jusqu'au 31 décembre 1963. En vertu de ce protocole, l'accord commercial signé le 8 novembre 1955 par l'U.E.B.L. et la Finlande et venant à terme le 30 juin 1957, a été reconduit.

L'accord de paiement entre l'U.E.B.L. et la Finlande, signé à Helsinki le 8 novembre 1955, est valable pour une durée indéterminée. Il peut être dénoncé moyennant un préavis de trois mois.

La France : l'accord commercial conclu avec ce pays, le 26 mars 1959, reste en vigueur pour une durée illimitée. Sauf pour quelques points de détail, réglés par des arrangements bilatéraux, les relations avec la France sont entièrement régies par le Traité de Rome et par les règlements agricoles.

La Grèce : le 1er février 1962, l'accord commercial signé le 9 mars 1960 a été tacitement reconduit pour un an.

Le Honduras : l'accord commercial du 30 janvier 1959 a été reconduit tacitement pour une période d'un an, le 25 mai 1962. La clause de la nation la plus favorisée a perdu toute portée pratique, par suite de la dénonciation, le 14 février 1961, par le Honduras de l'accord tarifaire préférentiel conclu en 1936 avec les U.S.A.

Le Hongrie : le 1er janvier 1962, l'accord commercial signé le 28 mars 1959 a été tacitement reconduit pour une période d'un an. Un accord dit à long terme a été paraphé le 15 décembre 1962. Cet accord entre en vigueur le 1er janvier 1963 et est valable pour une durée de 3 ans. Les listes contingentaires seront revues chaque année. L'accord de paiement du 28 mars 1959 est valable pour une durée indéterminée à partir du 1er avril 1959.

Israël : l'accord commercial du 29 août 1958 a été reconduit tacitement pour une période d'un an, le 1er septembre 1962.

L'Italie : l'accord commercial du 20 juin 1959 a été reconduit tacitement pour une période d'un an, le 1er janvier 1961. Sauf pour quelques points de détail, les relations avec l'Italie sont entièrement régies par le Traité de Rome et par les règlements agricoles.

Le Japon : l'accord commercial, signé le 8 octobre 1960 à Tokio, est entré en vigueur le 10 avril 1962, pour une période de 3 ans. La liste contingentaire, annexée à cet accord, a fait l'objet d'une revision le 31 août 1962.

Le Maroc : l'accord commercial signé le 5 août 1958, a été reconduit tacitement pour une période d'un an, à partir du 1er juillet 1962. Un protocole additionnel a été signé le 22 septembre 1961.

La Norvège : le 1er mai 1962, l'accord commercial signé le 28 mai 1957, a été tacitement reconduit pour un an.

La Pologne : l'accord commercial du 3 mars 1959 a été tacitement reconduit à partir du 1er janvier 1962. L'accord de paiement du 3 mars 1959 est valable pour une durée indéterminée.

Le Portugal : le 1er octobre 1962, l'accord commercial du 24 mai 1961, valable pour une durée d'un an, a été reconduit jusqu'au 30 septembre 1963.

La Roumanie : l'accord commercial signé le 30 septembre 1960, a été prorogé, le 1er octobre 1962, pour une période d'un an. L'accord de paiement du 30 septembre 1960 est valable pour une durée indéterminée.

Le Royaume-Uni : un arrangement commercial a été conclu le 10 décembre 1959 à Londres, entre les pays du Benelux et le Royaume-Uni. Il est valable du 1er janvier au 31 décembre 1960. Il a été reconduit pour la période du 1er janvier au 31 décembre 1962.

La Suède : le 1er mars 1962, l'accord commercial du 27 avril 1957 a été tacitement reconduit pour un an.

La Suisse : le 1er avril 1962, l'accord commercial signé le 21 juin 1957, a été tacitement reconduit pour un an.

La Tchécoslovaquie : l'accord commercial du 15 juin 1959 a été tacitement reconduit le 1er avril 1962 pour une période d'un an. L'accord de paiement du 15 juin 1959 est valable pour une durée indéterminée, à partir du 1er juillet 1959.

La Tunisie : l'accord commercial, signé le 1er août 1958, et les protocoles additionnels du 26 septembre 1960 et du 29 mars 1961, ont été tacitement reconduits, le 1er avril 1962, pour une période d'un an.

La Yougoslavie : le 1er juillet 1962, l'accord commercial du 18 juin 1958 et le protocole complémentaire du 30 septembre 1960, ont été reconduits tacitement pour une période d'un an. L'accord de paiement du 18 juin 1958 est valable pour une durée indéterminée, à partir du 1er juillet 1958.

ACCORDS DE L'U.E.B.L. AVEC :

L'Afrique du Sud : l'accord commercial du 13 juillet 1937 est resté en vigueur jusqu'à présent. Il peut être dénoncé moyennant un préavis de trois mois. Il est basé sur l'octroi réciproque du traitement de la nation la plus favorisée en matière d'échanges et de paiement, étant entendu que l'U.E.B.L. ne pourra pas réclamer les privilèges ou faveurs accordés aux membres de la Communauté des Nations britanniques ou aux territoires limitrophes de l'Afrique du Sud.

L'Allemagne orientale : l'arrangement commercial conclu le 5 décembre 1958 entre la « Kammer fur Aussenhandel » de la République démocratique allemande et l'Office économique belge (Office de Récupération économique), a été de nouveau prorogé pour un an, à partir du 31 décembre 1962.

L'Argentine : un accord de commerce et de paiement du 25 novembre 1957 a entériné la participation de l'U.E.B.L. au système multilatéral, qui avait été mis en vigueur à titre provisoire depuis le 2 juillet 1956.

L'Iran : une convention de commerce et de navigation signée le 9 mai 1929, avait été conclue pour une période de 5 ans avec possibilité de reconduction tacite. Elle a été reconduite de la sorte pour une durée indéterminée.

La Nouvelle-Zélande : l'accord commercial provisoire, en date du 5 décembre 1933, est toujours valable pour une durée indéterminée.

Le Pakistan : l'arrangement commercial du 15 mars 1952 est prorogé tacitement pour une durée indéterminée, avec possibilité de dénonciation moyennant un préavis de trois mois.

Les Pays-Bas : le traité instituant l'Union économique Benelux est entré en vigueur le 1er novembre 1960.

La Turquie : l'accord de paiement conclu entre l'U.E.B.L. et la Turquie en date du 2 décembre 1948 a été prorogé par tacite reconduction pour une durée indéterminée à partir du 1er juillet 1958.

L'accord multilatéral, sur les dettes commerciales de personnes résidant en Turquie, et le Protocole d'application provisoire signés le 11 mai 1959 sont entrés en vigueur à partir du 16 novembre 1962.

L'accord entre le Gouvernement belge et le Gouvernement turc, relatif aux modalités techniques d'application de l'accord multilatéral sur les dettes commerciales de personnes résidant en Turquie, signé le 12 août 1959, a été mis en vigueur à la date du 8 juillet 1960.

L'Uruguay : l'accord du 17 août 1957, prévoyant la multilatéralisation des paiements, a été mis en application le 1er mars 1958.

DROITS D'ENTRÉE ET DE SORTIE

L'arrêté royal du 7 décembre 1960 relatif au tarif des droits d'entrée, annexé au protocole signé entre la Belgique, le Luxembourg et les

Pays-Bas, pour l'établissement d'un nouveau tarif des droits d'entrée, a été modifié par les arrêtés royaux du 22 mars, des 18, 19 et 20 juin, du 25 juillet, du 17 août, du 19 octobre et du 19 décembre 1962 (« Moniteur belge » respectivement du 28 mars, du 21 juin, du 27 juillet, du 25 août, du 24 octobre et du 21 décembre 1962).

Plusieurs arrêtés ministériels fixent le droit à percevoir lors de l'importation de certains produits à un niveau inférieur au montant prévu par les arrêtés royaux précités, ou le supprime.

La loi du 21 septembre 1962 (« Moniteur belge » du 16 octobre 1962) porte approbation de l'accord concernant l'établissement d'une partie du tarif douanier commun, relative aux produits de la liste G, prévu au traité instituant la Communauté économique européenne, de l'annexe contenant les taux des droits fixés pour les produits de la liste G, des protocoles et de l'acte final, signés à Rome, le 2 mars 1960.

L'arrêté royal du 27 avril 1962 modifie l'arrêté royal du 28 décembre 1961, établissant un droit spécial à l'importation de certains produits agricoles et alimentaires (« Moniteur belge » du 1er mai 1962). Il tend à adapter les numéros statistiques et les numéros du tarif des droits d'entrée de certains produits repris dans l'arrêté du 28 décembre 1961 (fromage, pain d'épices et similaires). Cette adaptation s'imposait en raison de la modification du tarif des droits d'entrée prenant effet au 1er avril 1962. Elle ne modifie en rien le régime des droits spéciaux qui étaient antérieurement en vigueur.

L'arrêté royal du 28 juin 1962 modifie et complète l'arrêté royal du 28 décembre 1961 établissant un droit spécial à l'importation de certains produits agricoles et alimentaires (« Moniteur belge » du 30 juin 1962) et vise à assurer, pour certains produits agricoles, la transition entre le régime autonome et le régime dicté par la politique communautaire de la C.E.E. En application de cette politique communautaire, les droits d'entrée sur ces produits ont été supprimés à partir du 1er juillet 1962 ; toutefois, le nouveau système de taxation n'est entré en vigueur qu'au 30 juillet 1962. Pour la même raison, ces droits ont été remplacés par une augmentation correspondante des droits spéciaux, établis par l'arrêté royal du 28 juin 1962.

L'arrêté royal du 9 novembre 1962 modifie l'arrêté royal du 28 décembre 1961 établissant un droit spécial à l'importation de certains produits agricoles et alimentaires (« Moniteur belge » du 14 novembre 1962), supprime le droit spécial qui avait été établi par l'arrêté royal du 9 mars 1961, à l'importation des farines et poudres de poissons, et des fourrages préparés à base de ces produits. Ce droit avait été fixé pour protéger la production nationale contre les importations de ces produits à des prix de dumping. Il a été supprimé à la demande de la Commission de la C.E.E., qui estimait que ce droit spécial était contraire aux dispositions de l'article 12 du Traité de Rome.

Plusieurs arrêtés ministériels fixent le droit à percevoir lors de l'importation de certains produits agricoles et alimentaires à un niveau

inférieur au montant maximum prévu par l'arrêté royal du 28 décembre 1961 ou bien établissent un droit nul.

L'arrêté royal du 26 juillet 1962 relatif à l'exécution des règlements, directives, décisions, avis et recommandations de la Communauté Economique Européenne, en matière agricole (« Moniteur belge » du 28 juillet 1962), confie l'exécution des règlements, décisions, avis et recommandations de la Communauté Economique Européenne à l'Office Central des Contingents et Licences, pour autant que cette exécution porte sur les taxes, les taxes compensatoires, les primes, les garanties et les restitutions.

Les arrêtés ministériels du 28 mars 1962 (« Moniteur belge » du 31 mars 1962), du 18 septembre 1962 (« Moniteur belge » du 22 septembre 1962), du 27 septembre 1962 (« Moniteur belge » du 29 septembre 1962) et du 5 octobre 1962 (« Moniteur belge » du 13 octobre 1962) règlent les franchises en matière de droits d'entrée et modifient l'arrêté ministériel du 17 février 1960, déjà modifié par les arrêtés ministériels des 25 juin 1960, 16 décembre 1960, 25 novembre 1961 et 7 décembre 1961.

La loi du 10 décembre 1962 (« Moniteur belge » du 5 janvier 1963) ratifie trois arrêtés royaux, pris en vertu de la loi du 30 juin 1931. Cette loi relative à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises, avait elle-même été modifiée par la loi du 30 juillet 1934.

Les trois arrêtés royaux sont :

a) l'arrêté royal du 21 avril 1961, modifiant l'arrêté royal du 27 décembre 1960 établissant un droit spécial à l'importation de certains produits agricoles et alimentaires ;

b) l'arrêté royal du 2 juin 1961 modifiant l'arrêté royal du 27 décembre 1960 établissant un droit spécial à l'importation de certains produits agricoles et alimentaires ;

c) l'arrêté royal du 7 juillet 1961 modifiant l'arrêté royal du 30 janvier 1961 établissant un droit spécial à l'importation de certains produits agricoles et alimentaires.

La loi du 10 décembre 1962 (« Moniteur belge » du 5 janvier 1963) ratifie les deux arrêtés royaux figurant ci-dessous, pris en vertu de la loi du 30 juin 1931, relative à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises, modifiée par la loi du 30 juillet 1934 :

a) l'arrêté royal du 16 novembre 1961 établissant un droit spécial à l'exportation de malt ;

b) l'arrêté royal du 28 décembre 1961 établissant un droit spécial à l'importation de certains produits agricoles et alimentaires.

LICENCES D'IMPORTATION ET D'EXPORTATION

L'arrêté royal du 6 juillet 1962 (« Moniteur belge » du 10 juillet 1962) autorise le Ministre de l'Agriculture, agissant conjointement avec le Ministre des Affaires Economiques et de l'Energie, à déclarer non

valables les licences pour l'importation et l'exportation de certains produits agricoles et alimentaires qui tombent sous l'application des règlements, directives, décisions, recommandations ou avis du Conseil ou de la Commission de la Communauté économique européenne, portant établissement graduel d'une politique agricole commune. Dans ce cas, les licences seront remplacées par de nouvelles licences, à la demande des intéressés.

L'arrêté ministériel du 24 février 1960 suspendant l'obligation de produire une licence pour l'exportation de certaines marchandises, modifié par l'arrêté ministériel du 28 décembre 1961 et par les arrêtés ministériels du 9 avril 1962 (« Moniteur belge » du 21 avril 1962), du 8 mai 1962 (« Moniteur belge » du 15 mai 1962), du 26 juin 1962 (« Moniteur belge » du 30 juin 1962), du 18 juillet 1962 (« Moniteur belge » du 20 juillet 1962) et du 6 septembre 1962 (« Moniteur belge » du 8 septembre 1962), est abrogé par l'arrêté ministériel du 25 octobre 1962 soumettant à licence l'exportation de certaines marchandises (« Moniteur belge » du 27 octobre 1962).

L'arrêté ministériel du 28 décembre 1961 suspendant l'obligation de produire une licence à l'importation de certaines marchandises, modifié par les arrêtés ministériels du 8 mai 1962 (« Moniteur belge » du 15 mai 1962 et du 26 mai 1962), du 26 juin 1962 (« Moniteur belge » du 30 juin 1962), du 18 juillet 1962 (« Moniteur belge » du 20 juillet 1962), du 7 août 1962 (« Moniteur belge » du 16 août 1962) et du 6 septembre 1962 (« Moniteur belge » du 8 septembre 1962), est abrogé par l'arrêté ministériel du 25 octobre 1962 qui soumet à licence l'importation de certaines marchandises (« Moniteur belge » du 27 octobre 1962).

La loi du 11 septembre 1962 (« Moniteur belge » du 27 octobre 1962) relative à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises, modifie profondément la réglementation concernant le commerce extérieur, régie jusque là par la loi du 30 juin 1931, modifiée par la loi du 30 juillet 1934.

L'arrêté royal du 17 janvier 1955 relatif à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises, est abrogé et remplacé par l'arrêté royal du 24 octobre 1962 (« Moniteur belge » du 27 octobre 1962). Cet arrêté réglemente l'importation, l'exportation et le transit des marchandises et est pris en exécution de la loi du 11 septembre 1962. Sur avis conforme de la Commission économique interministérielle, ou en exécution d'une décision du Comité ministériel de Coordination économique et sociale, les Ministres qui ont dans leurs attributions les affaires économiques, le commerce extérieur,et l'agriculture, peuvent, en agissant conjointement, subordonner à licence l'importation ou l'exportation des marchandises désignées par eux et originaires, en provenance ou à destination des pays qu'ils déterminent. Dans les mêmes conditions, le Ministre des Affaires économiques peut subordonner à licence le transit des marchandises désignées par lui et en provenance ou à destination des pays qu'il détermine.

Les arrêtés ministériels du 31 décembre 1962 (« Moniteur belge » du 23 janvier 1963) soumettent à licence l'importation, l'exportation et le transit de certaines marchandises.

Communauté Economique Européenne

L'année 1962, ouvrant la deuxième étape de la période de transition, a déclenché l'application d'une série de dispositions, dont la règle de la majorité qualifiée dans certains domaines (« Journal officiel des Communautés européennes » du 12 février 1962).

Les contingentements de produits industriels ont, tant à l'importation qu'à l'exportation, été supprimés à partir du 1er janvier 1962 et la démobilisation tarifaire intra-communautaire portée, au 1er juillet 1962, à 50 % des droits de base. En ce qui concerne la majorité des produits agricoles, la démobilisation tarifaire intra-communautaire a été portée à 35 % (« Journal officiel des Communautés européennes » du 28 mai 1962.).

Les règlements adoptés le 14 janvier 1962 jettent les bases de l'organisation commune des marchés pour les céréales, les produits transformés dérivés des céréales, ainsi que les fruits, les légumes et le vin (« Journal officiel des Communautés européennes » du 20 avril 1962).

Le Conseil a fixé les droits pour les tabacs fabriqués (« Journal officiel des Communautés européennes » du 28 février 1962) et pour éviter la répartition de cette hausse sur les droits d'accise, liés aux droits de douane, la Commission a autorisé le Benelux à différer le rapprochement de façon à permettre l'aménagement du système des accises (« Journal officiel des Communautés européennes » du 30 mai 1962).

Le premier règlement d'application des articles 85 et 86 du Traité CEE, concernant les « ententes et les abus de puissances dominantes », est entré en vigueur le 13 mars 1962 (Règlement n° 17 du « Journal officiel des Communautés européennes » du 21 février 1962). Il a été suivi des règlements n° 27 (« Journal officiel des Communautés européennes » du 10 mai 1962) et n° 59 (« Journal officiel des Communautés européennes » du 10 juillet 1962).

Le Conseil a prévu la perception de taxes compensatoires sur certaines marchandises résultant de la transformation de produits agricoles dont les prix présentent des disparités dans les Etats membres (« Journal officiel des Communautés européennes » du 20 avril 1962 et du 31 juillet 1962).

La Commission a autorisé certains Etats membres à exclure du traitement communautaire des produits :

1°) en provenance de pays tiers, sur base de l'article 115 du Traité CEE, pour remédier à des disparités de politique commerciale (« Journal officiel des Communautés européennes » du 27 août 1962) ;

2°) en provenance des Etats membres, sur base de l'article 226 du Traité CEE, pour faciliter l'adaptation de certains secteurs au conditions nouvelles du marché intégré (« Journal officiel des Communautés européennes » du 30 mai 1962).

Comme suite au relèvement, par les Etats-Unis, des droits sur les tapis tissés et certaines catégories de verres, la Communauté a adopté certaines mesures tarifaires vis à vis de ce pays (« Journal officiel des Communautés européennes » des 25 juin, 1er juillet et 6 août 1962).

Le Conseil a approuvé, en juillet, les propositions de la Commission pour un premier programme d'action en matière de politique commerciale commune, en vue de l'uniformisation des régimes à l'importation et à l'exportation. (« Journal officiel des Communautés européennes » du 5 octobre 1962)

Le prélèvement sur les marchandises circulant entre Etats membres, et dans la fabrication desquelles sont entrés des produits non soumis à des droits de douane, a été porté à 45 % des droits du tarif extérieur commun (« Journal officiel des Communautés européennes » du 13 juillet 1962).

La Commission européenne a autorisé la Belgique :

1°) à recourir à des mesures de sauvegarde en matière de raisin de table (« Journal officiel des Communautés européennes » des 26 octobre et 2 novembre 1962) ;

2°) à accorder certaines restitutions de prélèvements aux industries utilisatrices de céréales, achetant leurs matières de base sur le marché mondial.

Des assouplissements dans les formalités de notification ont été prévus pour certains « accords verticaux » (communications aux « Journaux officiels » des 9 et 13 novembre 1962).

Par un règlement du Conseil, le secteur des Transports a été soustrait à l'application du règlement 17. Toutefois, la validité de cette mesure cessera au 31 décembre 1965 pour les transports par fer, route, et voies navigables (« Journal officiel des Communautés européennes » du 28 novembre 1962).

Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier

Voir Industrie (Charbonnages).

Coopération économique internationale

La loi du 14 février 1962 (« Moniteur belge » du 28 mars 1962) porte approbation de l'Arrangement européen sur l'échange des programmes au moyen de films de télévision, signé à Paris le 15 décembre 1958.

La loi du 2 mai 1962 (« Moniteur belge » du 31 octobre 1962) porte approbation des actes internationaux suivants, signés à Athènes, le 9 juillet 1961 :

a) accord créant une association entre la Communauté économique européenne et la Grèce, annexes, protocoles, acte final et ses annexes, et échange de lettres ;

b) accord relatif aux mesures à prendre et aux procédures à suivre pour l'application de l'accord créant une association entre la Communauté économique européenne et la Grèce et accord relatif au protocole financier, annexé à l'accord, créant l'association précitée.

La loi du 14 mai 1962 (« Moniteur belge » du 31 août 1962) porte approbation du deuxième accord international, sur l'étain et de ses annexes, réalisé à Londres, le 1er septembre 1960.

Par arrêté royal du 19 juin 1962 (« Moniteur belge » du 4 juillet 1962), la Belgique notifie son adhésion à la décision du Fonds monétaire international, en date du 5 janvier 1962, relative au renforcement des ressources de ce Fonds.

La loi du 20 août 1962 (« Moniteur belge » du 14 novembre 1962) porte approbation des actes internationaux suivants, signés à Ottawa le 3 octobre 1957, et modifiant la loi du 26 décembre 1956 sur le service des postes :

a) arrangement concernant les colis postaux et protocole final, règlement d'exécution, protocole final et annexes ;

b) arrangement sur le service international de l'épargne, règlement d'exécution et annexes.

La loi du 11 septembre 1962 (« Moniteur belge » du 8 décembre 1962) porte approbation de la Convention internationale des télécommunications et des actes annexés, signés à Genève le 21 décembre 1959.

Coordination économique

L'arrêté royal du 5 avril 1962 (« Moniteur belge » du 16 avril 1962) modifie l'article 9 de l'arrêté royal du 2 juin 1961 portant création du Comité ministériel de coordination économique et sociale et des comités ministériels qui en dépendent.

L'arrêté royal du 20 avril 1962 (« Moniteur belge » du 12 mai 1962) modifie l'arrêté royal du 14 octobre 1959 portant création d'un Bureau de Programmation économique. Ces modifications concernent plus particulièrement la composition et les attributions du Bureau.

L'arrêté royal du 2 mai 1962 (« Moniteur belge » du 15 novembre 1962) porte création du Comité interministériel de coordination de la politique des Expositions et Foires commerciales à l'étranger. Le Comité est chargé de proposer au gouvernement des objectifs et des méthodes quant à la participation belge aux manifestations précitées à l'é-

tranger. Il propose également les programmes annuels de participation.

Economie (divers)

RÉGLEMENTATION ÉCONOMIQUE DE LA PRODUCTION ET DE LA DISTRIBUTION

L'arrêté royal du 7 février 1962 (« Moniteur belge » du 20 février 1962) abroge celui du 7 mai 1936 portant réglementation de l'emploi des dénominations « couverture de laine », « couverture pure laine », « couverture 3/4 laine », « couverture mi-laine », et « couverture de laine mixte ».

L'arrêté royal du 2 mai 1962 (« Moniteur belge » du 8 juin 1962) réglemente la dénomination « Latex » dans le secteur de la peinture. Le mot « Latex », ainsi que ses synonymes et dénominations dérivés de ces termes ne peuvent être utilisés dans le commerce de la peinture que pour désigner un produit contenant au moins 9 %, en poids, calculés à l'état sec, de polymère vinylique en dispersion aqueuse.

L'arrêté royal du 21 août 1962 (« Moniteur belge » du 31 août 1962) modifie celui du 23 décembre 1951 visant les baux commerciaux en vue de la protection du fonds de commerce et relève les minima des revenus cadastraux.

L'arrêté royal du 21 septembre 1962 (« Moniteur belge » du 5 octobre 1962) réglemente les dénominations employées dans le secteur du ciment.

SOCIÉTÉS (Statut des)

L'arrêté royal du 8 janvier 1962 (« Moniteur belge » du 19 janvier 1962) fixe les conditions d'agréation des sociétés coopératives et des groupements nationaux de sociétés coopératives. Les groupements nationaux et les sociétés coopératives ne peuvent être agréés comme organismes habilités à la formation d'une des commissions instituées par l'article 2 de la loi du 20 juillet 1955, que lorsque les statuts des sociétés coopératives intéressées sont conformes aux principes coopératifs. En outre, dans leur fonctionnement, les sociétés coopératives doivent également se conformer à certains principes. La requête en agréation doit être adressée au Ministre des Affaires économiques entre le 1er et le 31 janvier qui précède l'échéance des mandats des membres des commissions, ou dans le mois qui suit celui où les conditions prévues précédemment sont réunies.

STATISTIQUES

Les arrêtés royaux du 15 janvier 1962 (« Moniteur belge » du 10 février 1962) et du 3 décembre 1962 (« Moniteur belge » du 12 janvier 1963) prescrivent l'établissement d'une statistique mensuelle de l'activité dans l'industrie de la transformation des matières plastiques,

des permis de bâtir, ainsi que des bâtiments commencés et des bâtiments achevés pendant le mois.

L'arrêté royal du 12 avril 1962 (« Moniteur belge » du 30 mai 1962) coordonne et modifie les arrêtés relatifs aux statistiques annuelles de la production industrielle.

Emploi (Voir Expansion économique et Travail)

Euratom

L'année 1962 a été marquée par l'achèvement du premier programme quinquennal(1958-1962) de développement de la recherche nucléaire et la mise en route du second programme, qui couvre les années 1963 à 1967.

L'accord de coopération entre l'Euratom et les Etats-Unis, signé en 1958, et l'avenant à cet accord, signé en 1960, ont fait l'objet d'amendements relatifs à la location, par l'Euratom, des matières fissiles nécessaires à l'exploitation des réacteurs de puissance qui seront construits dans le cadre du programme commun, et au prélèvement, sur les trente tonnes, prévues à l'accord, de certaines quantités de matières fissiles spéciales requises pour d'autres usages (« Journal officiel des Communautés européennes » du 8 août 1962).

Un accord de coopération, pour l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire, a été signé, en septembre, avec l'Argentine, pour une durée de 20 ans.

La Commission américaine de l'énergie atomique et l'agence d'approvisionnement d'Euratom ont signé des contrats ayant pour objet, d'une part, la fourniture par les Etats-Unis de combustible nucléaire contenant jusqu'à 4 000 kg d'uranium 235 et, d'autre part, la restitution aux Etats-Unis de l'uranium 235 non consommé, contenu dans le combustible irradié.

L'accord du 22 décembre 1958 étant venu à expiration, le Conseil a fixé les droits de douane applicables, à partir du 1er janvier 1962, aux réacteurs nucléaires, à leurs parties et pièces détachées, aux éléments de combustible et au dentérium et ses composés.

Le 1er décembre 1962, a été publiée, au Journal officiel des Communautés européennes, une liste d'actions de recherches, dans le cadre du programme de recherches de l'Euratom.

Expansion économique

La loi organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme du 29 mars 1962 a été publiée dans le « Moniteur belge » du 12 avril 1962.

La loi du 2 avril 1962 (« Moniteur belge » du 18 avril 1962) institue une Société nationale d'Investissements, société d'intérêt public, et des sociétés régionales d'investissement agréées. La Société nationale d'Investissement a pour objet de favoriser la création ou l'extension

d'entreprises industrielles ou commerciales, par des prises de participations temporaires dans des sociétés de droit belge, dont le principal établissement est en Belgique.

L'arrêté royal du 19 septembre 1962 (« Moniteur belge » du 22 septembre 1962) étend le champ d'application de la loi du 17 juillet 1959 instaurant et coordonnant des mesures en vue de favoriser l'expansion économique et la création d'industries nouvelles, à certaines entreprises de distribution, susceptibles de réduire le coût de la vie.

Dans le « Moniteur belge » du 23 novembre 1962 est publié l'arrêté royal du 1er octobre 1962, modifiant l'arrêté royal du 20 juillet 1955 fixant les conditions d'agréation des sociétés commerciales locales et des fédérations de sociétés locales de crédit à l'outillage artisanal, ainsi que la procédure à suivre. Cet arrêté stipule que, avant de statuer sur la demande de crédit, la société locale se fait remettre l'avis de la Direction générale technique et financière du Ministère des Classes moyennes sur l'opportunité de l'acquisition ou de la transformation. Le montant du crédit accordé est fixé, dans chaque cas, par la société locale, mais ne peut dépasser le montant du prix d'acquisition ou de la transformation de l'outillage ou du loyer des moteurs et machines. Sauf dérogation, la demande de crédit ne peut excéder cinq ans.

L'arrêté royal du 3 décembre 1962 (« Moniteur belge » du 12 décembre 1962) proroge, jusqu'au 15 décembre 1965, le délai d'application des mesures prévues par la loi du 18 juillet 1959 instaurant des mesures spéciales en vue de combattre les difficultés économiques et sociales de certaines régions, en ce qui concerne les régions de développement définies par l'arrêté royal du 27 novembre 1959.

Finances

EMPRUNTS

Emission publique des emprunts à laquelle ont procédé les pouvoirs publics et les institutions de droit public : voir liste à la page 183 et 184.

IMPÔTS DE L'ÉTAT

Impôts sur les revenus

L'année 1962 a été marquée essentiellement, par la loi du 20 novembre 1962 (« Moniteur belge » du 1er décembre 1962), qui réforme le régime des impôts sur les revenus.

Les principes de base de la réforme sont les suivants : la globalisation, la suppression de la déductibilité de l'impôt au titre de charge du revenu.

Il y a lieu d'y ajouter : l'imposition distincte des sociétés ainsi que l'imposition distincte des personnes morales et des non-résidents.

L'article 1er de la loi du 20 novembre 1962 établit, en remplacement des impôts cédulaires sur les revenus de toutes catégories, de l'impôt complémentaire personnel et de la contribution nationale de crise :

1° un impôt sur le revenu global des habitants du royaume, dénommé impôt des personnes physiques ;

2° un impôt sur le revenu global des personnes morales qui se livrent à une exploitation ou à des opérations de caractère lucratif, dénommé impôt des sociétés ;

3° un impôt sur les revenus des propriétés foncières et sur les revenus et produits des capitaux et biens mobiliers des personnes morales de droit belge non visées au 2°, dénommé impôt des personnes morales ;

4° un impôt sur les revenus réalisés ou recueillis en Belgique par des non-habitants du royaume et des sociétés étrangères, dénommé impôt des non-résidents.

Ces impôts sont perçus sous forme de précomptes.

Cette loi importante a été complétée par toute une série de lois et d'arrêtés royaux, repris ci-dessous, par ordre chronologique :

l'arrêté royal du 30 novembre 1962 (« Moniteur belge » du 5 décembre 1962) ;

l'arrêté royal du 1er décembre 1962 (« Moniteur belge » du 5 décembre 1962) ;

les arrêtés royaux des 2 et 3 décembre 1962 (« Moniteur belge » du 4 décembre 1962) ;

la loi du 11 décembre 1962 (« Moniteur belge » du 14 décembre 1962) ;

l'arrêté royal du 19 décembre 1962 (« Moniteur belge » du 11 janvier 1963) ;

la loi du 21 décembre 1962 (« Moniteur belge » du 29 décembre 1962) ;

l'arrêté royal du 27 décembre 1962 (« Moniteur belge » du 11 janvier 1963) ;

l'arrêté royal du 25 janvier 1963 (« Moniteur belge » du 7 février 1963).

La réforme est mise en vigueur dès l'exercice 1963 (revenus de 1962) pour les sociétés par actions, et à partir de 1964, pour les personnes physiques et les sociétés de personnes, sous réserve que les précomptes seront, de toute façon, perçus dès 1963.

La loi du 28 février 1962 (« Moniteur belge » du 5 mars 1962) rend applicable, à partir de l'exercice 1962, les nouveaux revenus cadastraux établis conformément à la loi du 14 juillet 1955. Ces nouveaux revenus cadastraux étant généralement 4 fois plus élevés que les anciens, il s'imposait d'adapter les taux des impôts y afférents et notamment la contribution foncière (réduite de 6 à 3 %) et la contribution nationale de crise, qui a été supprimée.

En outre, l'article 76 de la loi du 20 novembre 1962, autorise le Roi à prendre des mesures transitoires destinées à atténuer, en matière d'impôt complémentaire personnel, les effets de la loi du 28 février 1962, en attendant la mise en vigueur intégrale de la réforme des impôts sur le revenu.

L'arrêté royal du 6 décembre 1962 (Moniteur belge » du 14 décembre 1962), pris en exécution de l'article 76 mentionné ci-dessus, établit que le revenu global imposable peut être diminué d'un montant égal

à 50 % du revenu cadastral à condition que ce revenu global imposable à l'impôt complémentaire personnel ne dépasse pas 150 000 F et que le revenu cadastral total à déclarer comme tel au dit impôt ne dépasse pas 6 000, 8 000 ou 12 000 F suivant la catégorie des communes d'imposition. Cet arrêté n'est applicable qu'aux cotisations de l'exercice d'imposition 1963.

IMPÔT SUR LA CIRCULATION JURIDIQUE DES BIENS

Taxes assimilées au Timbre.

Les arrêtés royaux du 9 janvier 1962, du 9 mars 1962, du 23 mars 1962, du 10 mai 1962, du 28 août 1962, du 21 septembre 1962, du 19 octobre 1962 et du 21 décembre 1962 (parus respectivement dans les « Moniteurs belges » des 12 janvier, 15 mars, 29 mars, 17 mai, 30 août, 27 septembre, 26 octobre et des 26 - 27 - 28 décembre 1962) apportent quelques modifications de détail à l'arrêté royal du 11 mars 1953 majorant la taxe de transmission à l'importation.

L'arrêté royal du 14 février 1962 (« Moniteur belge » du 20 février 1962) modifie le Code et le Règlement général en ce qui concerne les taxes assimilées au Timbre. La modification porte sur l'exemption totale ou partielle de la taxe de facture pour certains travaux d'étude en vue d'établir des soumissions pour la création, la transformation ou l'équipement d'usines et autres installations à l'étranger, par des personnes qui s'occupent exclusivement de telles opérations à l'étranger. Quant au reste, l'arrêté royal instaure une nouvelle catégorie de marchandises (interrupteurs électriques) dorénavant soumises à une taxe forfaitaire unique, à la source, de 12 %.

L'arrêté ministériel du 21 juin 1962 (« Moniteur belge » du 26 juin 1962) pris conformément à l'article 12 de la loi du 27 décembre 1961, fixe, à un taux uniforme de 12 %, la taxe de transmission ou de luxe exigible lors de l'importation des marchandises envoyées, par petit colis, à des particuliers, ou contenues dans les bagages des voyageurs.

L'arrêté royal du 25 juin 1962 (« Moniteur belge » du 29 juin 1962) prolonge, jusqu'au 30 juin 1963, l'exonération de la taxe de facture dont bénéficient les opérations d'achat ou de vente de certaines marchandises importées qui ne sont pas encore nationalisées au moment où leur transmission s'effectue, et étend cette exonération à d'autres marchandises. Est prolongée également, jusqu'au 30 juin 1963, l'exemption de la taxe sur les transports, dont bénéficient certains transports fluviaux intérieurs et les remorquages relatifs à ces transports. Il réduit enfin de 90 % à 88,5 % la base de perception de la taxe de luxe due lors de la vente au consommateur et payable sur déclaration mensuelle, indiquant la fraction des sommes payées par les particuliers achetant pour leur usage privé ou celui de leur ménage, sur laquelle cette taxe est calculée.

La loi du 27 juillet 1962 (« Moniteur belge » du 31 juillet 1962), les arrêtés royaux et ministériel, du 2 août 1962 (« Moniteur belge »

du 4 août 1962) et du 11 septembre 1962 (« Moniteur belge » du 15 septembre 1962) assurent la compensation de certaines charges de l'industrie charbonnière et fixent un droit spécial temporaire, perçu lors de la consommation de produits pétroliers et également dû par les producteurs distributeurs d'énergie électrique.

La loi du 21 décembre 1962 (« Moniteur belge » des 26-27-28 décembre 1962) proroge, jusqu'au 31 décembre 1963, le double décime sur les taxes assimilées au Timbre, établi par la loi du 14 février 1961.

Droits d'enregistrement

L'arrêté royal du 8 mars 1962 (« Moniteur belge » du 15 mars 1962) a procédé à un réajustement des maxima de revenus cadastraux à prendre en considération pour l'application de la réduction des droits d'enregistrement appliqués aux ventes de petites propriétés rurales et d'habitations modestes.

Par la loi du 3 juillet 1962 (« Moniteur belge » du 17 juillet 1962), les ventes publiques de tous les produits agricoles dans les halles, ou « veilingen » échappent au droit d'enregistrement mais tombent dans le champ d'application des taxes assimilées au Timbre.

DROITS D'ACCISE

L'arrêté royal du 23 juillet 1962 (« Moniteur belge » du 31 juillet 1962) modifie les droits d'accise du tabac, en ce qui concerne les cigarettes et les tabacs à fumer.

Droits d'entrée et de sortie

(Voir Commerce extérieur).

TAXES SPÉCIALES

La loi du 27 mars 1962 (« Moniteur belge » du 4 avril 1962), autorise le Roi à prendre des mesures en vue de remédier à la double imposition en matière de taxes sur les jeux et paris, frappant les enjeux et les prix dans les concours de paris sur les résultats d'épreuves sportives.

FISCALITE COMMUNALE

La loi du 30 mars 1962 (« Moniteur belge » du 7 avril 1962). règle la nouvelle fiscalité communale, instaure une taxe de 5 % maximum de la taxe de l'Etat sur les revenus professionnels des personnes physiques, fixe une taxe communale de 5 centimes additionnels à la taxe mobilière, sur les revenus d'actions et les revenus des capitaux investis en Belgique, ainsi que sur la partie de la taxe professionnelle, due par les personnes morales, qui correspond proportionnellement aux revenus réalisés en Belgique. La loi prévoit encore la création d'un fonds spécial, alimenté par les 5 centimes additionnels à la taxe mobilière et par la partie de la taxe professionnelle due par les personnes morales, ainsi qu'une taxe de 10 % maximum de la taxe de circulation.

Industrie

INDUSTRIES DIVERSES

Les arrêtés ministériels du 22 janvier 1962 (« Moniteur belge » du 24 janvier 1962) et du 20 février 1962 (« Moniteur belge » du 23 février 1962) sont relatifs à la dénaturation et à la substitution du froment indigène dans les moutures des meuneries industrielles. Ils précisent dans quelles conditions le froment indigène peut être dénaturé et dans quelle mesure le meunier industriel agréé, soumis à l'incorporation obligatoire du froment indigène, peut substituer, dans le mélange de froment qu'il met en mouture, une quantité de froment importé à une quantité égale de froment indigène.

L'arrêté royal du 18 septembre 1962 (« Moniteur belge » du 5 octobre 1962) vise la répartition équitable des charges de l'incorporation du froment indigène de la récolte 1961, entre les meuniers industriels. Le meunier qui n'aura pas incorporé sa quote-part de froment indigène de la récolte 1961 est tenu de verser à l'Office commercial du Ravitaillement, sur les quantités de froment indigène de la récolte 1962, utilisées en remplacement de froment indigène de la récolte 1961, une somme égale à la différence entre les prix, rendus meunerie, des deux froments.

L'arrêté ministériel du 26 octobre 1962 (« Moniteur belge » du 30 octobre 1962) est relatif à l'intervention du Fonds agricole en matière de froment utilisé dans les meuneries industrielles agréées.

INDUSTRIE CHARBONNIÈRE

Mesures prises par la Belgique

Les arrêtés royaux du 18 avril 1962 (« Moniteur belge » du 20 avril 1962) et du 21 septembre 1962 (« Moniteur belge » du 4 octobre 1962) déterminent les modalités de fonctionnement et le règlement d'ordre intérieur du Directoire de l'industrie charbonnière ainsi que le montant du prélèvement perçu en faveur du dit Directoire. Ce montant est fixé, pour l'année civile 1962, à 2 F la tonne d'anthracite et 1,7 F la tonne d'autre charbon et est payable aussi bien par les producteurs belges que par les importateurs de charbons.

Par arrêté ministériel du 14 juin 1962 (« Moniteur belge » du 23 novembre 1962) force obligatoire est donnée aux décisions n° 3/62, 4/62 et 6/62 du Directoire de l'industrie charbonnière, concernant l'arrêt des sièges « Bonne-Fortune » de la S.A. des Charbonnages de l'Espérance et Bonne-Fortune, de deux divisions du siège d'exploitation de « Saint-Albert » de la S.A. des Charbonnages du Centre, et du siège « Milmort » de la S.A. des Charbonnages d'Abhooz et Bonne-Foi-Hareng.

L'arrêté ministériel du 20 juillet 1962 (« Moniteur belge » du 10 août 1962) donne force obligatoire à la décision n° 5/62 du Directoire de l'industrie charbonnière portant réglementation de la vente et de l'utilisation des schistes. Cette réglementation remplace celle relative à

l'exploitation des terrils, en vue de régulariser la consommation des produits charbonniers, édictée sur base de l'article 1er de la loi du 14 juillet 1959 relative à l'industrie et au commerce du charbon.

Les arrêtés, royal et ministériel, du 2 août 1962 (« Moniteur belge » du 4 août 1962) et du 11 septembre 1962 (« Moniteur belge » du 15 septembre 1962) assurent la compensation temporaire de certaines charges de l'industrie charbonnière et fixent un droit spécial perçu lors de la consommation de produits pétroliers. Ce droit est également dû par les producteurs distributeurs d'énergie électrique.

MESURES PRISES PAR LA C.E.C.A.

Par sa décision n° 4/62 du 11 avril 1962, la Haute Autorité a augmenté de 20 000 t le contingent global des livraisons de houille et d'agglomérés de houille des pays de la Communauté, en Belgique, et l'a ainsi porté à 3 296 000 t. Le contingent supplémentaire doit être ajouté aux livraisons provenant de la République fédérale allemande et comprendre, exclusivement, des anthracites classés. Le contingent des livraisons de la Belgique aux autres pays de la Communauté, Italie exceptée, reste fixé à 1 995 000 t (« Journal officiel des Communautés Européennes » du 26 avril 1962).

La décision n° 5/62 du 23 mai 1962 de la Haute Autorité fixe les taux des prélèvements pour l'exercice 1962-63. Ils se montent à 0,20 % des valeurs retenues pour l'assiette des prélèvements. Le montant net du prélèvement à la tonne figure en annexe à la décision (« Journal officiel des Communautés Européennes » du 15 juin 1962).

La Haute Autorité supprime, par sa décision n° 8/62 du 25 juillet 1962, les restrictions aux livraisons et aux importations de certaines sortes d'anthracite, de charbon maigre et d'agglomérés de houille, prévues par les articles 1, 2, 4 de la décision n° 13/61. Compte tenu de la levée des restrictions aux livraisons de certaines sortes, les contingents en provenance de la Communauté vers la Belgique et de la Belgique vers les autres pays de la Communauté (Italie exclue) sont fixés, respectivement, pour l'année civile 1962, à 2 300 000 t et à 1 622 000 t. Compte tenu de ce que le plafond d'importation, en Belgique, de houilles et d'agglomérés de houille, en provenance des pays tiers, ne s'applique plus aux sortes visées ci-dessus, ces importations ne peuvent, au cours de l'année civile 1962, dépasser 527 000 t (« Journal officiel des Communautés Européennes » du 31 juillet 1962).

Par sa décision n° 10/62 du 19 décembre 1962, la Haute Autorité a autorisé le Gouvernement belge à accorder un maximum de 115 millions de francs de subventions à des entreprises charbonnières subissant des conditions difficiles d'exploitation. Le tonnage maximum subventionné ne peut excéder 1 700 000 t sur la base de la production réalisée en 1959 par les entreprises intéressées. L'octroi de ces subven-

tions est subordonné à l'exécution d'un programme de fermeture établi pour 1962 et au respect des limites de production, notifiées au Gouvernement belge par la lettre du 23 mars 1962 de la Haute Autorité, qui précise que la production des entreprises susceptibles d'être subventionnées ne doit pas dépasser le niveau de production de 1961, faute de quoi, le bénéfice des subventions pourrait leur être retiré. (« Journal officiel des Communautés Européennes » du 29 décembre 1962).

La décision n° 3/63 de la Haute Autorité autorise le Gouvernement belge à accorder une aide financière aux entreprises belges ; celle-ci vise à compenser jusqu'à un montant maximum de 255 millions de francs belges et pour la période s'étendant du 1er mars 1962 au 28 février 1963, les charges salariales qui résultent, pour ces entreprises, de l'accord du 24 février 1962, relatif aux augmentations de salaires dans l'industrie charbonnière belge. Le gouvernement est tenu d'effectuer cette compensation, pour toutes les entreprises charbonnières belges, en proportion des charges salariales que les entreprises supportent elles-mêmes et en tenant compte des augmentations des barèmes des charbons domestiques, des charbons maigres et des anthracites, augmentations qui ont eu lieu au début de l'année 1962.

A la mi-novembre 1962, la Haute Autorité de la C.E.C.A. a décidé, dans le cadre de la reconversion économique de certaines régions touchées par la crise charbonnière, d'accorder un prêt de 150 millions de francs belges destiné à l'érection, dans le Borinage, d'une nouvelle usine qui fabriquera des articles de caoutchouc. L'installation sera faite par une firme de Milan et procurera un emploi à 500 personnes dont 40 % d'anciens mineurs.

Réglementation des stocks de combustibles

Les arrêtés minitériels du 20 février 1962 (« Moniteur belge » du 8 mars 1962) et du 16 avril 1962 (« Moniteur belge » du 28 avril 1962) sont relatifs au stockage des combustibles minéraux solides. Ils permettent de disposer de 65 % des stocks de combustibles minéraux solides se trouvant sur le carreau des mines au 31 décembre 1959. Toutefois, cette autorisation est, jusqu'au 30 juin 1962, limitée à 50 % des dits stocks.

L'arrêté ministériel du 4 avril 1962 (« Moniteur belge » du 8 mai 1962) oblige toute entreprise fournissant du gaz à la distribution publique, par canalisations, et disposant d'un atelier de production de gaz, utilisant du butane et du propane, à disposer de moyens de stockage dans le pays. Le volume des moyens de stockage doit pouvoir contenir une quantité de propane ou de butane permettant la marche à plein rendement des ateliers de production du gaz, pendant 4 jours, tandis que les stocks de ces produits doivent pouvoir assurer la marche de ces ateliers pendant 3 jours.

Investissements (Voir Expansion économique)

Monnaie et Crédit

MARCHÉ MONÉTAIRE

La loi du 26 mars 1962 (« Moniteur belge » du 9 avril 1962) prolonge, pour une période de trois mois, le délai de déclaration des créances sur la Banque d'Emission, à Bruxelles.

L'arrêté ministériel du 31 décembre 1962 (« Moniteur belge » du 12 janvier 1963) porte approbation de l'arrêté de la Commission bancaire qui modifie le règlement du 11 octobre 1949, sur les coefficients bancaires, est relatif à la trésorerie et à la couverture, et abroge les dispositions transitoires de l'arrêté du 21 décembre 1961.

A quatre reprises, au cours de l'année 1962, la Banque Nationale de Belgique a réduit son taux d'escompte de 0,25 % : la première fois, le 18 janvier 1962, elle l'a ramené de 4,50 % à 4,25 % ; puis le 22 mars 1962, de 4,25 % à 4 %, ensuite, le 9 août 1962, de 4 % à 3,75 % et finalement, le 6 décembre 1962, de 3,75 % à 3,50 %.

MARCHÉ DES CAPITAUX

Par arrêté royal du 29 janvier 1962 (« Moniteur belge » du 16 février 1962), le montant nominal des bons de caisse et obligations, à émettre par la Société nationale de Crédit à l'Industrie, a été fixé à cinquante milliards de francs.

La loi du 14 février 1962 (« Moniteur belge » du 6 mars 1962) modifie le statut de la Caisse nationale de Crédit professionnel et relève la limite d'engagement du Fonds de garantie, créé au sein de cette caisse.

Par arrêté royal du 27 mars 1962 (« Moniteur belge » du 7 avril 1962) pris en exécution de ladite loi du 14 février 1962, le montant de 7,5 milliards de francs, fixé par l'arrêté royal du 27 juin 1961, constituant le plafond des engagements de la Caisse nationale de Crédit professionnel, a été porté, par libération d'une tranche de cinq cents millions de francs, à huit milliards de francs. Les arrêtés royaux du 22 mai 1962 (« Moniteur belge » du 7 juin 1962), du 14 août 1962 (« Moniteur belge » du 30 août 1962), du 26 septembre 1962 (« Moniteur belge » du 6 octobre 1962) et du 30 octobre 1962 (« Moniteur belge » des 16-17 novembre 1962) augmentent chacun le montant précité de 500 millions de francs, portant finalement la limite des engagements à 10 milliards de francs.

La loi du 2 avril 1962 (« Moniteur belge » du 18 avril 1962) crée la Société nationale d'Investissement (S.N.I.) et des sociétés régionales d'investissement agréées. La S.N.I. est une institution d'intérêt public ayant pour objet de favoriser la création ou l'extension d'entreprises industrielles et commerciales par des prises de participations temporaires dans des sociétés anonymes de droit belge, dont le principal établissement est en Belgique.

L'arrêté royal du 1er octobre 1962 (« Moniteur belge » du 23 novembre 1962) modifie la composition du Conseil interfédéral du Crédit

à l'outillage artisanal, créé par l'arrêté royal du 22 mars 1939 et modifié par l'arrêté du Régent du 21 mars 1947.

L'arrêté royal du 17 avril 1962 (« Moniteur belge » du 27 avril 1962) prescrit une statistique semestrielle des prêts personnels ou prêts sous signature. Sont considérés comme prêts personnels ou prêts sous signature, au sens du présent arrêté, toute convention de prêt quelle que soit sa qualification ou sa forme, aux termes de laquelle une somme d'argent ou un autre moyen de paiement est remis à un emprunteur qui s'engage à rembourser sa dette en trois paiements au moins. Ne sont toutefois pas visées les conventions de prêt régies par des lois ou des règlements particuliers. Les ouvertures de crédit et les prêts pour des besoins professionnels sont également exclus de la statistique, pour autant qu'ils remplissent certaines conditions.

La loi du 14 mars 1962 (« Moniteur belge » du 17 mars 1962) supprime la forme de société dénommée « Union du Crédit ».

L'arrêté royal du 17 mars 1962 (« Moniteur belge » du 21 mars 1962) modifie l'arrêté royal du 17 juin 1931, lui-même modifié par l'arrêté royal du 8 août 1935, portant règlement général du contrôle des entreprises d'assurances.

L'arrêté royal du 17 mars 1962 (« Moniteur belge » du 21 mars 1962) modifie l'arrêté royal du 30 juin 1936 portant règlement général du contrôle des entreprises de prêts hypothécaires.

L'arrêté royal du 17 mars 1962 (« Moniteur belge » du 21 mars 1962) modifie l'arrêté royal du 12 mai 1938, portant règlement général du contrôle des entreprises de capitalisation.

L'arrêté royal du 17 mars 1962 (« Moniteur belge » du 21 mars 1962) modifie l'arrêté du Régent du 14 novembre 1947, modifié par l'arrêté royal du 5 janvier 1955, et relatif à l'agréation et au contrôle des entreprises et établissements d'assurances, couvrant les responsabilités civiles soumises au contrôle de l'Etat.

La loi du 27 juillet 1962 (« Moniteur belge » du 1er septembre 1962) modifie l'arrêté royal n° 42 du 31 août 1939 réorganisant l'Office national du Ducroire, lequel arrêté royal avait déjà été modifié par les lois du 21 avril 1949, du 31 décembre 1958 et du 25 juillet 1960. Elle prévoit notamment que, lorsque le caractère ou l'ampleur des opérations appelées à être garanties le recommandent, l'Office peut apporter son concours à l'édification de leurs plans de financement et suppléer par son intervention, à l'insuffisance éventuelle des concours financiers offerts.

L'arrêté royal du 9 octobre 1962 (« Moniteur belge » du 17 octobre 1962) modifie l'arrêté royal du 1er septembre 1939, pris en exécution de l'arrêté royal n° 42 du 31 août 1939, réorganisant l'Office national du Ducroire. Dans les conditions prévues par le présent arrêté, et après approbation par le Ministre des Affaires économiques, cet Office est autorisé à conclure certaines conventions, avec des sociétés, belges ou étrangères d'assurance-crédit, par lesquelles il s'engage à réassurer

certains risques pris en charge par ces sociétés. Dans certaines conditions, cet Office peut également conclure des conventions d'assistance technique avec des institutions étrangères d'assurance-crédit.

L'arrêté royal du 20 décembre 1962 (« Moniteur belge » du 22 décembre 1962) autorise le Ministre des Finances à émettre un emprunt au capital nominal de 19 826 millions de francs, dénommé « Emprunt spécial de conversion de 1962 ».

Organisation de Coopération et de Développement économique

Au début de 1962, à la demande des gouvernements grecs et turcs, l'Organisation de Coopération et de Développement économique a examiné les problèmes de développement de ces deux pays membres. Dans la suite, des consortiums d'aide ont été mis sur pied, pour chacun de ces pays, qui groupent les pays membres prêts à apporter une contribution à leur développement.

Dans le cadre de l'aide au développement des pays du tiers monde, un rapport a été déposé, en juillet 1962, par le président du « Comité d'Aide au Développement (C.A.D.) ». Il traite des efforts réalisés en matière d'aide au développement en 1961. Le rapport soulignait, qu'au cours de cette année, 8,7 milliards de dollars ont été mis à la disposition des pays en voie de développement par les pays membres du C.A.D.

L'O.C.D.E. a également créé un centre de développement qui groupe, outre les 20 pays membres, le Japon. Ce centre aura pour but de rassembler les connaissances et l'expérience des pays membres de l'O.C.D.E., en matière de développement économique et de mise en œuvre de politique économique générale.

Dans le cadre du développement des échanges, les deux « Codes de libération des transactions invisibles et des mouvements de capitaux » sont entrés en vigueur.

Le Fonds monétaire européen a, en 1962, accordé un crédit de 45 millions de dollars à la Turquie, et ouvert une ligne de crédit de 5 millions de dollars à l'Islande.

Les 27 et 28 novembre s'est tenue, à Paris, la réunion annuelle du Conseil des Ministres des vingt pays de l'organisation.

L'Accord Monétaire Européen (A.M.E.) a été prolongé, mais les modalités d'application devaient être fixées par le conseil, avant la fin du mois de février 1963.

Prévoyance sociale

SALARIÉS ET APPOINTÉS

L'arrêté royal du 10 janvier 1962 (« Moniteur belge » du 25 janvier 1962) modifie le tableau annexé à celui du 30 mars 1960 fixant le salaire annuel moyen des marins de la marine marchande, sous l'application de la loi du 30 décembre 1929 sur la réparation des accidents du travail

survenus aux gens de mer. Cet arrêté vise les rémunérations perçues par les assistants mécaniciens, le personnel diplômé et de cabine, autochtones du Congo.

L'arrêté royal du 12 mars 1962 (« Moniteur belge » du 3 avril 1962) modifie celui du 9 septembre 1956, lequel fixe la liste des maladies professionnelles avec mention, pour chacune d'elles, des industries ou professions où elles donnent lieu à réparation, ainsi que des catégories de travailleurs bénéficiaires.

Les arrêtés royaux du 3 avril 1962 (« Moniteur belge » du 6 avril 1962) et du 18 juillet 1962 (« Moniteur belge » du 21 juillet 1962) fixent le montant du supplément de pension d'invalidité accordé aux ouvriers mineurs et assimilés et modifient l'arrêté-loi du 25 février 1947 coordonnant et modifiant les lois sur le régime de retraite des ouvriers mineurs et assimilés.

La loi du 3 avril 1962 (« Moniteur belge » du 6 avril 1962) et l'arrêté royal du 7 juin 1962 (« Moniteur belge, du 9 juin 1962) traitent de la pension de retraite et de survie des ouvriers et des employés, tandis que l'arrêté royal du 4 avril 1962 (« Moniteur belge » du 6 avril 1962) porte exécution de l'article 11 de la dite loi, relatif à la durée de la carrière prise en considération pour le calcul de la pension.

L'arrêté royal du 4 avril 1962 (« Moniteur belge » du 6 avril 1962) est relatif aux pensions de retraite et de survie des marins naviguant sous pavillon belge.

La loi du 20 avril 1962 (« Moniteur belge » du 28 avril 1962) modifie l'article 53ter de la loi du 4 août 1930 relative aux allocations familiales pour travailleurs salariés. L'article 53ter fixe, pour l'ensemble des revenus de tous les membres de la famille, le plafond qui ne peut être dépassé pour que la famille puisse être considérée comme peu aisée, au sens de la loi.

L'arrêté royal du 1er juin 1962 (« Moniteur belge » du 7 juillet 1962) modifie l'arrêté du Régent du 23 mai 1949 octroyant des allocations supplémentaires à certains bénéficiaires de la loi du 24 juillet 1927 sur la réparation des dommages causés par les maladies professionnelles.

L'arrêté royal du 1er juin 1962 (« Moniteur belge » du 21 juin 1962) modifie celui du 10 avril 1954 concernant l'octroi d'allocations à certaines catégories de victimes d'accidents du travail, survenus aux gens de mer.

La loi du 25 juillet 1962 (« Moniteur belge » des 16-17 août 1962) porte relèvement de la limite des rémunérations pour le calcul des cotisations afférentes aux allocations familiales des travailleurs salariés, et intègre le pécule familial de vacances dans le régime des allocations familiales pour travailleurs salariés.

L'arrêté royal du 26 juillet 1962 (« Moniteur belge » du 10 août 1962) porte modification des articles 67 et 83 de l'arrêté royal du 22 septem-

bre 1955, organique de l'assurance maladie-invalidité. Il traite des bénéficiaires de l'assurance maladie-invalidité.

La loi du 27 juillet 1962 (« Moniteur belge » du 22 août 1962) établit le taux minimum de certaines pensions de retraite et de survie, à charge du trésor public.

La loi du 28 juillet 1962 (« Moniteur belge » du 3 août 1962) modifie la loi du 12 avril 1960 portant création d'un Fonds social pour les ouvriers diamantaires et l'arrêté royal du 26 septembre 1962 (« Moniteur belge » du 13 octobre 1962) est pris en exécution de cette dernière loi. Elles instaurent un droit de 1/3 % sur l'importation de certains diamants bruts, dont la valeur dépasse 300 F le carat, destiné au fonds, traitent de la gestion du fonds social et du contrôle de l'exécution de la présente loi par les fonctionnaires et agents désignés par le Ministre de l'Emploi et du Travail.

La loi du 27 juillet 1962 (« Moniteur belge » du 31 juillet 1962) établit une intervention des employeurs dans la perte subie par la Société Nationale des Chemins de Fer belges, par l'émission d'abonnements destinés aux ouvriers et employés.

L'article 1er de cette loi stipule que :

— les employeurs qui occupent des travailleurs pouvant bénéficier d'un abonnement social délivré par la S.N.C.B., aux conditions des tarifs réglementaires, pour leur permettre de se rendre du lieu de leur résidence au lieu de leur travail, et inversément, sont tenus d'intervenir dans le prix de cet abonnement, nonobstant toutes conventions contraires ;

— cette disposition est également applicable aux services centralisés et décentralisés de l'Etat, des Provinces et des Communes ;

— le Roi détermine le montant et les modalités du paiement de cette intervention.

La loi du 2 août 1962 (« Moniteur belge » du 22 août 1962) est relative aux pensions de retraite et de survie à charge des services publics.

L'arrêté royal du 28 juillet 1962 (« Moniteur belge » du 31 juillet 1962) fixe le montant et les modalités du paiement de l'intervention des employeurs, dans la perte subie par la SNCB, à la suite de l'émission d'abonnements pour ouvriers et employés.

Un avis de la Société Nationale des Chemins de Fer Belges, publié dans le « Moniteur belge » du 31 juillet 1962, précise que l'abonnement social est accessible à tous les ouvriers se livrant, en sous-ordre, à des travaux essentiellement manuels, quel que soit leur salaire, et aux employés dont la rémunération brute mensuelle, multipliée par 12, ne dépasse pas 100 000 F.

Les arrêtés royaux du 11 août 1962 (« Moniteur belge » du 12 septembre 1962) portent majoration des taux de cotisations fixés par les articles 77 et 78 des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés et complètent l'article 41, alinéa 2,

des dites lois coordonnées. Ces arrêtés portent relèvement des taux de cotisations et visent le régime des allocations familiales pendant les périodes de chômage involontaire du travailleur, au cours d'une période de vacance de l'entreprise où il est occupé, alors qu'il ne bénéficie pas des allocations de chômage parce qu'il ne remplit pas les conditions prévues.

La loi du 13 août 1962 (« Moniteur belge » du 24 août 1962) porte modification de la loi du 10 juin 1937, relative à l'octroi d'allocations aux estropiés mutilés et personnes assimilées. Cette loi précise que les 2/3 des revenus à prendre en considération, pour déterminer l'état de besoin, sont immunisés lorsque le requérant, atteint de 66 % au moins d'incapacité permanente de travail, est classé dans la catégorie des estropiés non travailleurs, ou de 80 % lorsqu'il s'agit d'un requérant classé dans la catégorie des estropiés travailleurs. Cette loi définit également la qualité d'estropié travailleur.

L'arrêté royal du 9 octobre 1962 (« Moniteur belge » du 17 octobre 1962) porte majoration d'allocations familiales pour travailleurs salariés. Il augmente les taux journaliers d'allocation familiale, prévus à l'article 40 alinéa 1er des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, ainsi que les allocations de naissance.

L'arrêté royal du 31 octobre 1962 (« Moniteur belge » du 29 novembre 1962) porte modification de celui du 29 juillet 1957 fixant les mesures à prendre par les organismes assureurs en vue de l'exécution de la loi du 12 juillet 1957 relative à la pension de retraite et de survie des employés, ainsi que les modalités d'exécution et de contrôle de ces mesures. Les modifications concernent surtout les barèmes et les réserves mathématiques.

L'arrêté royal du 12 novembre 1962 (« Moniteur belge » du 28 novembre 1962) modifie celui du 22 septembre 1955, organique de l'assurance maladie-invalidité. Il change le montant des sommes allouées par l'Etat au Fonds national d'assurance maladie-invalidité, pour parer au défaut de cotisations des chômeurs involontaires, ou des travailleurs salariés, ayant charge de famille, pendant qu'ils remplissent leurs obligations militaires.

TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

L'arrêté royal du 26 juin 1962 (« Moniteur belge » du 11 juillet 1962) modifie l'arrêté royal organique du 22 décembre 1938 qui étend les allocations familiales aux employeurs et aux travailleurs non salariés. Il vise le paiement des allocations familiales dues en faveur d'un enfant placé, par l'intermédiaire ou à charge d'une autorité publique, dans une institution ou chez un particulier.

L'arrêté royal du 6 août 1962 (« Moniteur belge » du 13 septembre 1962) traite de la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants. Il dit que les travailleurs indépendants et aidants, ainsi que leurs veuves, peuvent, lorsqu'ils sont bénéficiaires d'une

pension pour une carrière complète, faire valoir leurs droits à la majoration de rente de vieillesse, après enquête sur les ressources.

L'arrêté royal du 17 décembre 1962 (« Moniteur belge » du 25 décembre 1962) modifie l'arrêté royal organique du 22 décembre 1938, prévu par la loi du 10 juin 1937, qui étend les allocations familiales aux employeurs et aux travailleurs non salariés. Il vise les taux d'allocations familiales ainsi que ceux des cotisations.

Prix

La loi du 16 août 1962 (« Moniteur belge » du 23 août 1962) autorise le Roi à réglementer le poids du pain.

L'arrêté ministériel du 15 janvier 1962 (« Moniteur belge » du 17 janvier 1962), complété par l'arrêté ministériel du 9 février 1962 (« Moniteur belge » du 15 février 1962), fixe les prix maximums des briques. Les deux arrêtés précités ont été abrogés par l'arrêté ministériel du 16 avril 1962 (« Moniteur belge » du 21 avril 1962).

L'arrêté ministériel du 3 avril 1962 (« Moniteur belge » du 10 avril 1962) fixe les prix maximums des pneus et chambres à air.

L'arrêté ministériel du 7 avril 1962 (« Moniteur belge » du 9 avril 1962) fixe les prix de vente maximums des pommes de terre de consommation. Cet arrêté a été abrogé par l'arrêté ministériel du 17 avril 1962 (« Moniteur belge » du 19 avril 1962).

L'arrêté ministériel du 18 juillet 1962 (« Moniteur belge » du 20 juillet 1962) porte réglementation des prix des spécialités pharmaceutiques.

L'arrêté ministériel du 27 septembre 1962 (« Moniteur belge » du 29 septembre 1962) fixe le prix maximum de vente, au consommateur, du lait de consommation.

Par arrêté ministériel du 29 novembre 1962 (« Moniteur belge » du 1 décembre 1962), les prix de détail de certaines viandes bovines et porcines sont diminués de 10 %.

Recherche scientifique

L'arrêté royal du 5 février 1962 (« Moniteur belge » du 8 février 1962) réglemente l'octroi de subventions en faveur de la recherche scientifique fondamentale collective, fixe les conditions et les limites des crédits budgétaires permettant l'octroi de subventions à toute recherche scientifique, n'ayant pas pour but des applications immédiates, et organisée en équipe, sous la direction d'un ou de plusieurs promoteurs.

L'arrêté royal du 18 juillet 1962 (« Moniteur belge » du 27 juillet 1962) porte création d'une Commission de Coordination chargée de l'étude des questions relatives à la ratification des conventions O.C.D.E. et Euratom sur la responsabilité civile de ces deux organismes dans le domaine de l'énergie nucléaire et notamment, de l'élaboration d'un avant-projet de loi relatif à l'application desdites conventions.

La loi du 27 juillet 1962 (« Moniteur belge » du 7 août 1962) règle la responsabilité civile du Centre d'Etude de l'Energie nucléaire. Elle impose à ce Centre de conclure des contrats d'assurance ou de fournir des sûretés personnelles qui garantissent le paiement des indemnités dues en vertu de sa responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire.

L'arrêté royal du 30 août 1962 (« Moniteur belge » du 5 septembre 1962) étend l'obligation prévue par l'article 3, alinéa 1er, de ladite loi du 27 juillet 1962 relative à la responsabilité civile du Centre d'Etude de l'Energie nucléaire, aux dommages qui résultent d'un fait survenu en Belgique et qui seraient subis en France, aux Pays-Bas, au Luxembourg, en République fédérale de l'Allemagne occidentale et en Grande-Bretagne.

L'arrêté ministériel du 25 janvier 1962 (« Moniteur belge » du 31 janvier 1962) modifie l'arrêté ministériel du 30 janvier 1961 relatif à l'émission, par la Fondation nationale pour le Financement de la Recherche scientifique, d'une deuxième tranche de 300 millions de francs, de son emprunt de 3 milliards de francs.

L'arrêté ministériel du 8 mars 1962 (« Moniteur belge » du 14 mars 1962) fixe les modalités d'émission d'une troisième tranche de 300 millions de francs de l'emprunt de 3 milliards de francs, à émettre par la Fondation nationale pour le Financement de la Recherche scientifique.

Transport

TÉLÉCOMMUNICATIONS

La loi du 18 janvier 1962 (« Moniteur belge » du 14 février 1962) modifie la loi du 19 juillet 1930 créant la Régie des Télégraphes et des Téléphones et porte création d'un fonds d'investissement destiné au financement des dépenses d'établissement.

La loi du 14 février 1962 (« Moniteur belge » du 28 mars 1962) porte approbation de l'arrangement européen sur l'échange des programmes, au moyen de films de télévision, signé à Paris le 15 décembre 1958.

La loi du 20 août 1962 (« Moniteur belge » du 14 novembre 1962) porte approbation des actes internationaux suivants :

a) arrangement concernant les colis postaux et protocole final ; règlement d'éxecution, protocole final et annexes ;

b) arrangement sur le service international de l'épargne, règlement d'exécution et annexes,

signés à Ottawa le 3 octobre 1957 et modifiant la loi du 26 décembre 1956 sur le service des postes.

La loi du 11 septembre 1962 (« Moniteur belge » du 8 décembre 1962) porte approbation de la convention internationale des télécommunications et des actes annexes, signés à Genève le 21 décembre 1959.

TRANSPORT FLUVIAL

La loi du 20 août 1962 (« Moniteur belge » du 11 septembre 1962) porte approbation du traité conclu entre le Royaume de Belgique et le Royaume des Pays-Bas, en vue de l'amélioration de la liaison entre le canal Albert et le canal Juliana.

L'arrêté ministériel du 26 septembre 1962 (« Moniteur belge » du 9 octobre 1962) fixe les frets sur tout contrat d'affrètement conclu à l'intervention de l'Office régulateur de la Navigation intérieure.

TRANSPORTS TERRESTRES

L'arrêté royal du 29 janvier 1962 (« Moniteur belge » du 15 février 1962) porte création de commissions consultatives pour l'étude et l'amélioration des transports en commun. Ces commissions sont créées pour les agglomérations urbaines désignées par le Ministre des Communications. Elles ont pour objet l'étude des techniques d'exploitation des transports en commun, et de leurs applications sur le plan local, en vue d'améliorer la qualité et le rendement des transports publics de personnes, et de les adapter aux besoins actuels de transport.

La loi du 4 septembre 1962 (« Moniteur belge » du 8 novembre 1962) porte approbation de la convention relative au contrat de transport international de marchandises par route et du protocole de signature conclus à Genève le 19 mai 1956.

L'arrêté royal du 26 septembre 1962 (« Moniteur belge » du 29 septembre 1962) est relatif aux prix et aux conditions du transport rémunéré de chose, par véhicules automobiles, effectué entre les pays de l'Union économique Bénélux.

Travail

FORMATION PROFESSIONNELLE

L'arrêté royal du 26 janvier 1962 (« Moniteur belge » du 1er février 1962) modifie l'arrêté du Régent du 26 mai 1945, organique de l'Office national de l'Emploi, et vise le contrat de formation professionnelle accélérée que l'Office national de l'Emploi doit conclure avec les travailleurs intéressés, ainsi que les énonciations et les clauses qu'il doit contenir.

Les arrêtés royaux du 28 février 1962 (« Moniteur belge » du 3 avril 1962) et du 21 mars 1962 (« Moniteur belge » du 3 avril 1962) règlent les conditions d'exercice des professions de coiffeur et de meunier, dans les entreprises de l'artisanat, du petit et du moyen commerce, et de la petite industrie.

L'arrêté royal du 15 mars 1962 (« Moniteur belge » du 3 avril 1962) modifie et complète celui du 6 juin 1959 portant exécution de la loi du 24 décembre 1958, permettant d'instituer des conditions d'exercice de la profession dans les entreprises de l'artisanat, du petit et du moyen

commerce et de la petite industrie. Cet arrêté royal traite de l'attestation requise pour l'exercice de la profession et notamment de l'attestation nécessaire pour le siège d'exploitation situé en dehors du territoire ; de la demande et du refus de délivrer une attestation ainsi que du délai au cours duquel cette demande doit être introduite.

RELATIONS DU TRAVAIL

L'arrêté royal du 19 janvier 1962 (« Moniteur belge » du 27 janvier 1962) proroge, jusqu'au 31 décembre 1962, la durée de validité des dispositions de l'arrêté royal du 29 mars 1961 concernant la durée du travail effectif des travailleurs occupés dans certains services des grands magasins.

Les arrêtés royaux du 24 janvier 1962 (« Moniteur belge » du 9 février 1962) et du 10 août 1962 (« Moniteur belge » des 16-17 août 1962) fixent la durée du travail dans les entreprises qui s'occupent de la teinturerie, du nettoyage chimique ou du repassage des vêtements ou d'objets d'ameublement, dans les blanchisseries et les lavoirs, dans les entreprises de repassage de même que dans les dépôts et les « shops », ainsi que dans l'industrie de la construction.

Les arrêtés royaux du 19 février 1962 (« Moniteur belge » du 13 mars 1962), du 21 mars 1962 (« Moniteur belge » du 3 avril 1962), du 10 avril 1962 (« Moniteur belge » du 9 juin 1962) fixent le repos hebdomadaire dans le commerce de détail en produits textiles, dans le commerce des fleurs, dans la branche de la coiffure, dans la branche de commerce et d'artisanat de la bijouterie, de l'horlogerie, de la joaillerie et de l'orfèvrerie.

L'arrêté ministériel du 9 avril 1962 (« Moniteur belge » du 17 avril 1962) fixe les critères à prendre en considération pour apprécier si la durée ou la fréquence du chomâge est anormale. Ces critères sont relatifs au passé professionnel ainsi qu'à la situation familiale ou sociale du chômeur.

L'arrêté royal du 12 avril 1962 (« Moniteur belge » du 26 mai 1962) est relatif à l'application de la loi du 14 juin 1921 instituant la journée de 8 heures et la semaine de 48 heures pour le personnel occupé dans les salles de spectacles cinématographiques.

L'arrêté royal du 9 mai 1962 (« Moniteur belge » du 26 mai 1962) fixe, pour les entreprises de la fabrication de cartonnage, de la transformation du papier, et de la fabrication des sacs et sachets en papier, les conditions dans lesquelles le manque de travail, résultant de causes économiques, suspend l'exécution du contrat de travail.

Les arrêtés royaux du 14 mai 1962 (« Moniteur belge » du 7 juin 1962) et du 6 juin 1962 (« Moniteur belge » du 14 juin 1962) étendent le champ d'application de la loi du 27 juin 1960, relative à l'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises, aux employeurs de l'industrie des tabacs, occupant moins de 50 tra-

vailleurs, et aux employeurs de certaines entreprises de transport occupant au moins 25 travailleurs.

La loi du 10 décembre 1962 (« Moniteur belge » du 15 décembre 1962) modifie les lois du 10 mars 1900 sur le contrat de travail, du 20 juillet 1960 instaurant le salaire hebdomadaire garanti, les lois sur le contrat d'emploi, coordonnées par l'arrêté royal du 20 juillet 1955 et la loi du 1er avril 1936 sur les contrats d'engagement pour le service sur les bâtiments de navigation intérieure.

SÉCURITÉ SOCIALE ET HYGIÈNE

Le règlement général sur la protection du travail a été modifié à diverses reprises par les arrêtés royaux du 9 mars 1962 (« Moniteur belge » du 21 mars 1962), du 10 avril 1962 («Moniteur belge » du 16 avril 1962), du 4 mai 1962 (« Moniteur belge » du 14 juin 1962), du 28 juin 1962 (« Moniteur belge » des 16-17 août 1962), du 13 août 1962 (« Moniteur belge » du 13 septembre 1962) et du 29 août 1962 (« Moniteur belge » du 20 septembre 1962).

LISTE DES TABLEAUX STATISTIQUES[1]

AGRICULTURE. Pages

Superficies cultivées. Recensements des 15 mai 1958, 1959, 1960, 1961 et 1962 23
Céréales. Superficies cultivées 23
Plantes industrielles. Superficies cultivées 24
Plantes racines et tuberculifères. Superficies cultivées 24
Evolution des rendements de certaines cultures. Production moyenne par hectare 25
Production agricole 25
Matériel agricole 26
Cheptel 26
Production nette de viande indigène 26
Consommation de viande. 27
Solde d'importations et d'exportations de viande 27
Beurre 27
Importations et exportations de produits agricoles. 28
Importations et exportations de produits horticoles 29

ASSURANCES.

Assurances sur la vie. Primes encaissées et réserves mathématiques 191
Assurances sur la vie. Valeurs représentatives 191
Opérations de capitalisation 192
Opérations de capitalisation. Valeurs représentatives. 192
Prêts hypothécaires 193
Prêts hypothécaires par intervention. Valeurs représentatives 193
Assurance obligatoire des transporteurs par véhicules automobiles 194
Assurance obligatoire des transporteurs par véhicules automobiles. Valeurs représentatives des réserves techniques 195

BENELUX.

Evolution du commerce extérieur de l'U.E.B.L. Valeur 269
Evolution du commerce extérieur des Pays-Bas. Valeur 269
Commerce de l'U.E.B.L. avec les Pays-Bas. Répartition d'après le degré de transformation 270
Commerce de l'U.E.B.L. avec les Pays-Bas. Principaux produits manufacturés répartis par secteur industriel 271

CHÔMAGE (Voir Emploi et chômage).

---

(1) Par ordre alphabétique des rubriques principales.
Signification des signes employés dans les tableaux :
.. Non disponible ;
— Nul ou négligeable ;
/ Moyenne.

Pages

COMMERCE EXTÉRIEUR DE L'U.E.B.L.

Commerce spécial (quantité et valeur) 239
Indices du volume et de la valeur moyenne à l'importation et à l'exportation . . 241
Exportations par secteur industriel 242-243
Importations par secteur industriel 244-245
Analyse de la balance commerciale suivant les sections et divisions de la Classification Type pour le Commerce International 246
Solde d'importations et d'exportations de viande 27
Beurre (importations) 27
Importations et exportations de produits agricoles 28
Importations et exportations de produits horticoles 29
Importations et exportations de poissons, crustacés et mollusques 30
Production nette, importations et exportations de gaz 47
Solde du commerce extérieur de l'U.E.B.L. des principales formes d'énergie . . . 55
Commerce extérieur des produits sidérurgiques 59
Commerce extérieur de métaux non ferreux. Valeur 60
Commerce extérieur de métaux non ferreux. Quantité 61
Commerce extérieur des principales fabrications métalliques. Valeur. . . . 68-69-72
Commerce extérieur des principales fabrications métalliques. Quantité . . . 70-71-73
Commerce extérieur de nouveaux véhicules automobiles et de cycles avec ou sans moteur 75
Importations des principales matières premières destinées à l'industrie chimique 76
Commerce extérieur de produits chimiques. Valeur 78
Commerce extérieur de produits chimiques. Quantité 79
Commerce extérieur de l'industrie du papier 81
Commerce extérieur des matériaux de construction et autres articles minéraux non métalliques connexes. Valeur 82
Commerce extérieur des matériaux de construction et autres articles minéraux non métalliques connexes. Quantité 83
Commerce extérieur des matières textiles. Valeur 88
Commerce extérieur des matières textiles. Quantité 89
Commerce extérieur des produits textiles. Valeur 90-91
Commerce extérieur des produits textiles. Quantité 92-93
Commerce extérieur des denrées alimentaires et produits connexes. Valeur . . . 98
Commerce extérieur des denrées alimentaires et produits connexes. Quantité . . 99
Importations et exportations de diamants 101
Commerce extérieur de peaux, cuirs et articles en cuir 102
Commerce extérieur en tabacs et tabacs manufacturés 104
Commerce extérieur de bois, liège et autres matières végétales, utilisées pour la brosserie, la vannerie, etc., ainsi que leurs produits finis 106
Evolution du commerce extérieur de l'U.E.B.L. (avec les Pays-Bas). Valeur. 269
Evolution du commerce extérieur des Pays-Bas (avec l'U.E.B.L.). Valeur . . . 269
Commerce de l'U.E.B.L. avec les Pays-Bas. Répartition d'après le degré de transformation 270
Commerce de l'U.E.B.L. avec les Pays-Bas. Principaux produits manufacturés répartis par secteur industriel 271
Exportations par pays de destination 247
Principales exportations vers les Etats-Unis 248
Importations par pays de provenance 249
Principales importations en provenance des Etats-Unis 250
Importations, exportations et balance commerciale apparente par zone monétaire en 1961 et 1962 251
Evolution des échanges avec les pays de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques 253

Pages

Soldes de la balance commerciale par zone monétaire 254
Balance des paiements internationaux de l'U.E.B.L. en 1961 et 1962 256-257-258

CONSOMMATION.

Consommation par catégorie de produits. Estimations à prix courants . . 229-230
Ventes à la consommation. Indices par secteur et par catégorie d'articles . . . 231
Ventes à la consommation en 1962 232
Ventes à la consommation en 1962. Produits alimentaires 232
Ventes à tempérament. Nombre de contrats et crédits annuels accordés par nature des marchandises 233
Ventes à tempérament. Crédits annuels accordés 234
Ventes à tempérament. Retards de paiement de trois termes échus et plus . . . 234

DISTRIBUTION.

Entreprises commerciales. Effectifs assujettis à la sécurité sociale 125
Entreprises commerciales proprement dites. Personnel assujetti à la sécurité sociale 126
Cartes professionnelles pour étrangers 127
Commerce ambulant. Répartition des commerçants ambulants suivant la nature du commerce 128
Sociétés commerciales belges ayant leur principale exploitation en Belgique . . 129
Immatriculations et radiations au Registre du Commerce 130
Déclarations de faillite et concordats judiciaires 130
Ventes à la consommation 131
Indice du chiffre d'affaires des grossistes en alimentation générale 131
Caisse Nationale de Crédit Professionnel. Crédits accordés 132
Recettes du Timbre et des taxes assimilées au Timbre 132

EMPLOI ET CHÔMAGE.

Personnel assujetti à la sécurité sociale dans l'industrie au 30 juin 11
Main-d'œuvre civile et main-d'œuvre salariée 12
Ouvriers et heures-ouvriers dans certains secteurs 13
Nombre de journées perdues par suite de grèves. 14
Nombre de journées contrôlées, perdues par suite de chômage. 14
Répartition par province des chômeurs complets contrôlés 16
Répartition des chômeurs complets par groupe d'âges et durée. En novembre 1959, novembre 1960, juin 1961 et 1962 17
Répartition par branche d'activité du chômage complet, partiel et accidentel en 1962 18

FINANCES DE L'ÉTAT.

Exécution des budgets de 1952 à 1962 par année civile 143
Exécution des budgets de 1952 à 1962 par exercice 144
Dépenses budgétaires par principaux chapitres et par année civile 145
Dépenses budgétaires 146
Recettes fiscales ordinaires nettes 147
Recettes des droits d'accises et autres taxes assimilées 148
Recettes du Timbre et des taxes assimilées au Timbre 148
Recettes non fiscales par année civile 149
Evolution de la situation de la Trésorerie 149
Dette publique. Situation à fin d'année 150
Evolution de la dette publique 151

Pages

FINANCES PRIVÉES (Voir Monnaie et crédit).

FINANCES PROVINCIALES ET COMMUNALES.

Relations financières : Etat-Pouvoirs publics subordonnés 152
Budgets provinciaux pour 1961 et 1962 153
Rendement des impositions provinciales d'après les budgets de 1956 à 1962 pour l'ensemble des provinces 153
Répartition des dépenses provinciales. Exercices 1956 à 1962 154
Budgets et comptes communaux 154
Budgets communaux pour 1961 et 1962. Recettes et dépenses du service ordinaire. Résultats généraux des opérations propres à l'exercice, repartis par province 155
Fonds de répartition en faveur des communes 155
Additionnels communaux à la contribution foncière 156
Prêts et subventions aux administrations régionales et locales 156
Budgets communaux. Dépense du service ordinaire. Résultats généraux par chapitre administratif 157

INDUSTRIE.

Evolution de l'activité industrielle 33
Indices annuels et trimestriels de l'activité industrielle 34-35
Evolution comparée des indices de production 37
Comparaison internationale des indices de la production des principaux secteurs industriels 39
Production de charbon par bassin 40
Balance charbonnière 41
Main-d'œuvre et rendement dans les mines de houille 42
Résultats comptables de l'exploitation des mines de houille de 1960 à 1962 . . . 43
Situation économique globale de l'industrie charbonnière 44
Balance des cokes 45
Energie électrique disponible 46
Production nette, importations et exportations de gaz 47
Distribution publique de gaz 48
Production et consommation de produits pétroliers 49
Bilan résumé d'énergie par forme d'énergie 50
Consommation intérieure apparente brute d'énergie primaire 53
Evolution de la consommation intérieure brute d'énergie primaire 54
Solde du commerce extérieur de l'U.E.B.L. des principales formes d'énergie . . . 55
Production d'acier brut dans la Communauté et dans le monde 56
Evolution comparée, par pays de la C.E.C.A., dans la consommation d'acier brut, de l'ensemble de la production industrielle et de la production des industries transformatrices des métaux 57
Production de fonte brute dans les pays de la C E.C.A. 58
Commerce extérieur des produits sidérurgiques 59
Commerce extérieur de métaux non ferreux. Valeur 60
Commerce extérieur de métaux non ferreux. Quantité 61
Production de métaux non ferreux 62
Industrie des fabrications métalliques. Commandes et expéditions 64
Industrie des fabrications métalliques. Evolution des commandes selon les secteurs d'activité 66
Industrie des fabrications métalliques. Evolution des livraisons selon les secteurs d'activité 67
Commerce extérieur des principales fabrications métalliques. Valeur 68-69-72
Commerce extérieur des principales fabrications métalliques. Quantité . . 70-71-73
Industries des fabrications métalliques. Evolution de l'emploi (ouvriers et employés) selon les secteurs d'activité. 74

Pages

Commerce extérieur de nouveaux véhicules automobiles et de cycles avec ou sans moteur 75
Importations des principales matières premières destinées à l'industrie chimique 76
Production de quelques secteurs de l'industrie chimique 77
Commerce extérieur de produits chimiques. Valeur 78
Commerce extérieur de produits chimiques. Quantité 79
Production de papier et de carton 80
Commerce extérieur de l'industrie du papier 81
Commerce extérieur des matériaux de construction et autres articles minéraux non métalliques connexes. Valeur 82
Commerce extérieur des matériaux de construction et autres articles minéraux non métalliques connexes. Quantité 83
Production de ciment. 84
Production de l'industrie de la terre cuite 85
Production de chaux, calcaire et dérivés 85
Production de l'industrie céramique 86
Production textile. Filatures, tissage, préparation de la laine 87
Stocks de tissus 87
Commerce extérieur des matières textiles. Valeur 88
Commerce extérieur des matières textiles. Quantité 89
Commerce extérieur des produits textiles. Valeur 90-91
Commerce extérieur des produits textiles. Quantité 92-93
Production d'articles de bonneterie 97
Commerce extérieur des denrées alimentaires et produits connexes. Valeur . . . 98
Commerce extérieur des denrées alimentaires et produits connexes. Quantité . . 99
Activité des laiteries et fromageries 100
Activité dans quelques branches de l'industrie alimentaire 101
Importations et exportations de diamants 101
Commerce extérieur de peaux, cuirs et articles en cuir 102
Production de cuirs finis et de chaussures 103
Industrie du tabac. Quantités mises en œuvre 103
Commerce extérieur en tabacs et tabacs manufacturés 104
Activité de l'industrie transformatrice du bois 105
Commerce extérieur de bois, liège et autres matières végétales, utilisées pour la brosserie, la vannerie, etc., ainsi que leurs produits finis 106
Evolution de la consommation estimée d'eau dans les principales industries . . 107
Evolution de la consommation estimée d'eau dans les principales industries. Répartition par arrondissement administratif 108

INVESTISSEMENTS.

Investissements dans l'ensemble de l'économie 225-226

LUXEMBOURG (Grand-Duché de).

Indices de la production industrielle 261
Production sidérurgique 262
Production agricole 263
Indice du coût de la vie 263

MONNAIE ET CRÉDIT.

Evolution du stock monétaire 161
Bilans intégrés des organismes monétaires 162-163
Origines des variations du stock monétaire 164-165

Pages

Avoirs extérieurs nets de la Banque Nationale de Belgique 166
Crédits d'escomptes, d'avances et d'acceptations aux entreprises et particuliers 167
Situation globale des banques 168
Crédits consentis par les banques privées aux entreprises et aux particuliers . . 169
Réescompte du portefeuille commercial par les banques privées 170
Marché de l'argent « on call ». Moyennes journalières 171
Opérations de l'Institut de Réescompte et de Garantie. Moyennes journalières . 172
Crédits consentis aux entreprises et aux particuliers par la Banque Nationale de Belgique 173
Crédits consentis au secteur public par la Banque Nationale de Belgique 174
Principales modalités de l'épargne privée 175
Appels nets de capitaux en Belgique 175
Emissions des sociétés industrielles et commerciales belges et congolaises. Répartition d'après le centre d'activité 176
Emissions nettes d'actions et d'obligations des sociétés industrielles et commerciales belges 177
Emissions du secteur public en francs belges 178
Bourse de Bruxelles. Volume des opérations 179
Rendement de titres à revenu fixe cotés à la bourse de Bruxelles. 182
Emissions et rendement des emprunts d'Etat ou garantis par lui 183-184
Opérations de portefeuille du Fonds des Rentes 185
Evolution du montant des inscriptions hypothécaires 186
Caisse Générale d'Epargne et de Retraite. Relevé général des placements . . . 186
Caisse Générale d'Epargne et de Retraite. Mouvement de l'épargne des particuliers 187
Caisse Nationale de Crédit Professionnel 188

PAYS-BAS.

Formation et utilisation du produit national 264
Nombre de chômeurs 264
Indices de la production et de l'emploi dans l'industrie 265
Indices de la production par industrie 265
Commerce extérieur 266
Valeur des importations par pays de provenance 267
Valeur des exportations par pays de destination 267
Réserves de change 268
Salaires et prix 268
Consommation des particuliers 268
Evolution du commerce extérieur de l'U.E.B.L. Valeur 269
Evolution du commerce extérieur des Pays-Bas. Valeur 269
Commerce de l'U.E.B.L. avec les Pays-Bas. Répartition d'après le degré de transformation 270
Commerce de l'U.E.B.L. avec les Pays-Bas. Principaux produits manufacturés répartis par secteur industriel 271

PÊCHE.

Arrivages de poissons. Quantité 30
Arrivages de poissons. Valeur 30
Importations et exportations de poissons, crustacés et mollusques 30

POPULATION.

Naissances, décès, accroissement démographique et population totale 7
Mouvement de la population en 1962 8

Pages

PRIX.

Indices des prix et des salaires dans quelques pays 201
Evolution des prix de détail par groupe de produits 202
Indices des prix de gros 203
Indices partiels des prix de gros 206

PRODUCTION (Voir Industrie, Agriculture).

PRODUIT NATIONAL.

Valeur ajoutée brute aux prix du marché par branche d'activité X
Répartition du produit national entre les facteurs de production XI
Affectation du produit national XII

REMUNÉRATIONS.

Indices des salaires conventionnels 209
Indices des salaires 210
Evolution des salaires horaires bruts 211
Gain horaire brut en octobre 1961. Par province, région linguistique et sexe . . 211
Montant total des rémunérations déclarées à la sécurité sociale 212
Récapitulation des opérations de financement de la sécurité sociale 212

REVENU NATIONAL (Voir Produit national).

REVENUS (Voir Monnaie et crédit, Rémunérations, Revenus des sociétés, Produit national).

REVENUS DES SOCIÉTÉS.

Rendement des sociétés par actions belges 213
Rendement des sociétés par actions belges d'après le lieu de leur exploitation 214-215
Evolution des soldes bénéficiaires nets et des dividendes mis en paiement. Sociétés ayant leur principal siège d'exploitation en Belgique 216-217
Evolution des rendements, de la dette obligataire et de l'autofinancement net. Sociétés ayant leur siège d'exploitation en Belgique 218-219
Sociétés belges par actions en bénéfices. Bénéfices et dividendes annuels moyens de 1949 à 1962 des sociétés recencées ayant leur siège d'exploitation en Belgique 220

SALAIRES (Voir Rémunérations).

TOURISME.

Répartition des nuitées par pays de provenance 135
Répartition des nuitées par région touristique et suivant le pays de résidence des touristes en 1962 136
Répartition des nuitées par saison 136
Recettes et dépenses du tourisme et des voyageurs 137
Mouvement et recettes du trafic voyageurs. Société Nationale des Chemins de Fer Belges 137
Etablissements de vacances populaires 138
Coefficient d'occupation dans les maisons et centres de vacances 138

Pages

TRANSPORTS.

Société Nationale des Chemins de Fer Belges. Trafic global des marchandises par wagons complets 112
Société Nationale des Chemins de Fer Belges. Trafic des marchandises par wagons complets : répartition du trafic suivant la nature des marchandises 112
Société Nationale des Chemins de Fer Belges. Trafic des voyageurs 113
Société Nationale des Chemins de Fer Vicinaux. Nombre de voyageurs 113
Parc de véhicules routiers 114
Transports fluviaux. Marchandises transportées. 114
Transports fluviaux. Répartition du trafic suivant la nature des marchandises . 115
Transports fluviaux. Trafic par bassin 115
Situation de la flotte intérieure de bateaux de charge 116
Nature de la flotte belge 116
Marine marchande belge 117
Port d'Anvers. Navigation maritime 118
Port de Gand. Navigation maritime 119
Ports de Bruges et de Zeebrugge. Navigation maritime 120
Trafic commercial des aérodromes belges 121
Trafic de la SABENA 122

LISTE DES GRAPHIQUES[1]

COMMERCE EXTÉRIEUR. Pages

Commerce spécial de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise. Valeur . . 240
Commerce spécial de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise. Indices de volume 240
Union Economique Belgo-Luxembourgeoise. Importations et exportations par zone monétaire 252
Solde des balances commerciales de l'U.E.B.L. avec la zone monétaire des pays membres de l'A.M.E. et la zone dollar 255

EMPLOI ET CHÔMAGE.

Evolution du chômage. Journées perdues et contrôlées 15
Demandeurs d'emploi masculins 16

FINANCES DE L'ÉTAT.

Dette publique 150

INDUSTRIE.

Evolution de l'activité industrielle 33
Comparaison internationale des indices de l'activité industrielle 36
Evolution de la production et des prix industriels de 1952 à 1962 38
Balance charbonnière 40
Balance du coke de four 45
Comparaison des indices de l'activité industrielle et de la consommation brute d'énergie pirmaire 51
Consommation apparente d'énergie 52
Sidérurgie. Production et personnel occupé. 58
Production et personnel occupé dans l'industrie des métaux non ferreux 62
Industrie de métaux non ferreux. Produits bruts 63
Industrie des fabrications métalliques. Commandes inscrites et expéditions totales en valeur 65
Industrie des fabrications métalliques. Volume des expéditions totales et personnel occupé. 65
Industrie de l'azote. Production et personnel occupé 77
Industrie du papier et du carton. Production et personnel occupé 80
Industrie du ciment. Production et personnel occupé 84
Industrie du verre. Production et personnel occupé 86
Industrie textile. Filatures. Production et personnel occupé 94
Industrie textile. Tissages. Production et personnel occupé 94
Production textile. Coton 95
Production textile. Laine 95
Production textile. Lin 96

(1) Par ordre alphabétique des rubriques principales.

Pages

Production textile. Rayonne 96
Bonneterie. Production et personnel occupé 97

MONNAIE ET CRÉDIT.

Principaux déterminants de la tendance sur le marché monétaire 172
Bourse de Bruxelles. Activité 178
Indices des cours des actions aux bourses de Bruxelles et d'Anvers 180-181
Versements et remboursements sur livrets particuliers à la Caisse d'Epargne . . . 188

PRIX.

Indices des prix de détail 201
Indices des prix de gros 204
Indices des prix de gros des produits industriels 204
Indices des prix de gros des produits agricoles importés et indigènes 205
Indices des prix de gros des produits industriels importés et indigènes 205

TRANSPORTS.

Chemins de fer et navigation intérieure. Transport des marchandises 111
Trafic maritime au port d'Anvers 118
Trafic maritime au port de Gand 119

LISTE DES ABRÉVIATIONS

A.E.L.E.	Association Européenne de Libre-échange.
A.M.E.	Accord Monétaire Européen.
BENELUX	Union Economique Belgo-Néerlando-Luxembourgeoise.
B.I.R.D.	Banque Internationale de Reconstruction et de Développement.
B.I.T.	Bureau International du Travail (O.N.U.).
B.N.B.	Banque Nationale de Belgique.
B.R.I.	Banque des Règlements Internationaux.
B.R.T.	Bruto register ton.
C.C.P.	Compte Chèques postaux.
C.E.C.A.	Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.
C.E.E.	Communauté Economique Européenne.
C.G.E.R.	Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
C.N.C.P.	Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
COBECHAR	Comptoir Belge des Charbons.
C.T.C.I.	Classification Type du Commerce International.
D.W.T.	Death Weight ton.
E.C.A.	Economic Cooperation Administration.
E.F.T.A.	European Free Trade Association (Association Européenne de Libre-échange).
E.R.P.	European Recovery Program.
EURATOM	Communauté Européenne de l'Energie Atomique.
EUROCHEMIC	Société Européenne pour le Traitement Chimique des Combustibles Irradiés.
EXIMBANK	Export-Import Bank.
FABRIMETAL	Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques.
F.A.O.	Food and Agricultural Organization (O.N.U.) (Organisation des Nations-Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture).
F.M.I.	Fonds Monétaire International.
F.N.A.M.I.	Fonds National d'Assurance Maladie-Invalidité.
F.N.R.O.M.	Fonds National de Retraite des Ouvriers Mineurs.
G.A.T.T.	General Agreement on Tariffs and Trade (Accord général sur les Tarifs douaniers et le Commerce).
I.A.T.A.	International Air Transport Association.
I.B.L.C.	Institut Belgo-Luxembourgeois du Change.
I.N.C.A.	Institut National de Crédit Agricole.
I.N.S.	Institut National de Statistique.
I.R.E.S.P.	Institut de Recherches Economiques, Sociales et Politiques (Louvain).
I.R.G.	Institut de Réescompte et de Garantie.
I.R.S.I.A.	Institut pour l'Encouragement de la Rechercle Scientifique dans l'Industrie et l'Agriculture.
n.d.a.	non dénommé ailleurs.
N.R.T.	Netto register ton.

O.B.A.P.	Office Belge pour l'Accroissement de la Productivité.
O.B.C.E.	Office Belge du Commerce Extérieur.
O.C.C.H.	Office Central de Crédit Hypothécaire.
O C.C.L.	Office Central des Contingents et Licences.
O.C.D.E.	Organisation de Coopération et de Développement Economiques.
O.C.R.A.	Office Commercial du Ravitaillement.
O.E.C.E.	Organisation Européenne de Coopération Economique.
O.N.D.A.H.	Office National des Débouchés Agricoles et Horticoles.
ONEM	Office National de l'Emploi.
O.N.S.S.	Office National de Sécurité Sociale.
O.N.U.	Organisation des Nations Unies.
O.T.A.N.	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord.
q.m.	quintal métrique.
R.T.B.	Radiodiffusion-Télévision Belge.
R.T.T.	Régie des Télégraphes et Téléphones.
R.V.A.	Régie des Voies Aériennes.
SABENA	Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
S.N.C.B.	Société Nationale des Chemins de Fer Belges.
S.N.C.I.	Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
S.N.C.V.	Société Nationale des Chemins de Fer Vicinaux.
S.N.I.	Société Nationale d'Investissement.
S.T.I.B.	Société des Transports Intercommunaux de Bruxelles.
T.D.	Tarif douanier.
U.E.B.L.	Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.
U.E.P.	Union Européenne de Paiements.
U.R.S.S.	Union des Républiques Socialistes Soviétiques.
U.S.A.	United States of America.

TABLE DES MATIÈRES

Pages

Avertissement V

Considérations générales VII

Aperçu par secteur XV

Tableaux statistiques et graphiques 1

PREMIÈRE PARTIE : POPULATION ET EMPLOI

I. — POPULATION 5

II. — EMPLOI ET CHÔMAGE 9

Emploi 11

Chômage 14

DEUXIÈME PARTIE : PRODUCTION DE BIENS ET DE SERVICES

I. — AGRICULTURE ET PÊCHE 21

Agriculture 23

Pêche 30

II. — INDUSTRIE 31

Activité industrielle générale 33

Energie et activités connexes 40

— Combustibles solides 40

— Electricité 46

— Gaz de charbon 47

— Pétroles 49

— Bilan énergétique 50

Industrie des métaux 56

— Sidérurgie 56

— Industrie des métaux non ferreux 60

— Industrie des fabrications métalliques 64

Industrie chimique 76

Industrie du papier 80

Industrie de la construction, des matériaux de construction et secteurs connexes . 82

Pages

Industrie textile 87

— Aperçu général 87

— Aperçu par secteur 95

Industries alimentaires et fabrications connexes 98

Industrie diamantaire 101

Industries diverses 102

— Peaux, cuirs et chaussures 102

— Industrie du tabac 103

— Industrie transformatrice du bois 105

Approvisionnement en eau 107

III. — TRANSPORTS 109

Société Nationale des Chemins de Fer Belges 111

Société Nationale des Chemins de Fer Vicinaux 113

Transports routiers 114

Navigation intérieure 114

Transports maritimes 116

Activités portuaires 118

— Port d'Anvers 118

— Port de Gand 119

— Ports de Bruges et de Zeebrugge 120

Navigation aérienne 121

IV. — DISTRIBUTION 123

V. — TOURISME 133

TROISIÈME PARTIE : FINANCES, MONNAIE ET CRÉDIT

I. — FINANCES PUBLIQUES 141

Finances de l'Etat 143

Finances provinciales et communales 152

II. — MONNAIE ET CRÉDIT 159

Stock monétaire et avoirs extérieurs nets 161

Marché de l'argent 167

Marché des capitaux 175

III. — ASSURANCES 189

Pages

QUATRIÈME PARTIE : PRIX ET REVENUS

I. — PRIX 199

II. — REVENUS 207

Revenus du travail 209

Revenus des sociétés 213

CINQUIÈME PARTIE : INVESTISSEMENTS ET CONSOMMATION

I. — INVESTISSEMENTS 223

II. — CONSOMMATION 227

SIXIÈME PARTIE : RELATIONS ÉCONOMIQUES EXTÉRIEURES

I. — COMMERCE EXTÉRIEUR DE L'UNION ÉCONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE 237

Mouvement général 239

Structure du commerce extérieur 242

Répartition géographique du commerce spécial 247

Balance commerciale 251

Balance des paiements 256

II. — UNION ÉCONOMIQUE BELGO-NÉERLANDO-LUXEMBOURGEOISE (BENELUX) 259

Grand-Duché du Luxembourg 261

Pays-Bas 264

Echanges commerciaux entre l'U.E.B.L. et les Pays-Bas 269

Répertoire des faits principaux 273

Liste des tableaux statistiques 307

Liste des graphiques 315

Liste des abréviations 317

Table des matières 319

PUBLICATIONS

I. — de la Direction générale des Etudes et la Documentaion du Ministère des Affaires économiques et de l'Energie.

1. — *L'économie belge en 19...* Publication annuelle. Prix : 100,— F.
2. — *...Rapport relatif au problème des investissements.* Publication annuelle de 1949 à 1960.
3. — *Entreprises industrielles et commerciales en Belgique. Formalités à accomplir. Régime fiscal et social. Aide à la création et à l'expansion.* 6e édition. Bruxelles, décembre 1960. 21 cm × 15 cm, 144 p. — Prix : 28,— F. — *Addendum et corrigendum, premier semestre de 1961,* 15 p. — *2me Addendum et corrigendum, deuxième semestre de 1961,* 8 p. — Une nouvelle édition est en préparation.
4. — *Bulletin mensuel de la Direction générale des Etudes et de la Documentation* (y compris une annexe de graphiques et tableaux statistiques). Bruxelles, 29 cm × 21 cm, (bilingue). — Abonnement annuel pour la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg : 100,— F (autres pays : 150,— F) ; le numéro : 10,— F (autres pays : 15,— F).
5. — *L'organisation du Ministère des Affaires économiques et de l'Energie* (annexe annuelle au *Bulletin mensuel de la Direction générale des Etudes et de la Documentation,* n° de janvier), (bilingue).
6. — *Accroissements de la Bibliothèque centrale (Fonds Quetelet). Liste mensuelle.* Bruxelles, 29 cm × 21 cm, (bilingue). — Abonnement annuel pour la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg : 100,— F (autres pays : 150,— F) ; le numéro : 10,— F (autres pays : 15,— F).
7. — *Bibliothèque centrale Fonds Quetelet (du) Ministère des Affaires économiques. Règlement.* Bruxelles, s.d., 21 cm × 15 cm, 15 + 15 p., (bilingue).
8. — *Budget économique de 1963. Communication au Parlement.* (Doc. parl., Chambre des Représentants, session 1961-1962, n° 441, 31 octobre 1962, 33 p.), (bilingue).

II. — du Bureau de Programmation économique.

Programme d'expansion économique 1962-1965. — Projet de loi portant approbation du premier programme d'expansion économique. (Doc. parl., Sénat de Belgique, session 1962-1963, n° 51, 13 décembre 1962, 216 p.), (bilingue). — Prix : 140,— F.

Ces publications (à l'exception du n° I, 8) sont en vente au Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Direction générale des Etudes et de la Documentation, 24, rue du Luxembourg, 3e étage, Bruxelles 4 (compte chèques postaux n° 2630.40), et peuvent être consultées à la Bibliothèque centrale (Fonds Quetelet) du même Département.

Les publications non bilingues sont aussi éditées en langue néerlandaise.